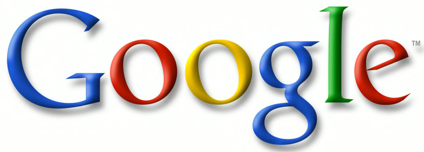
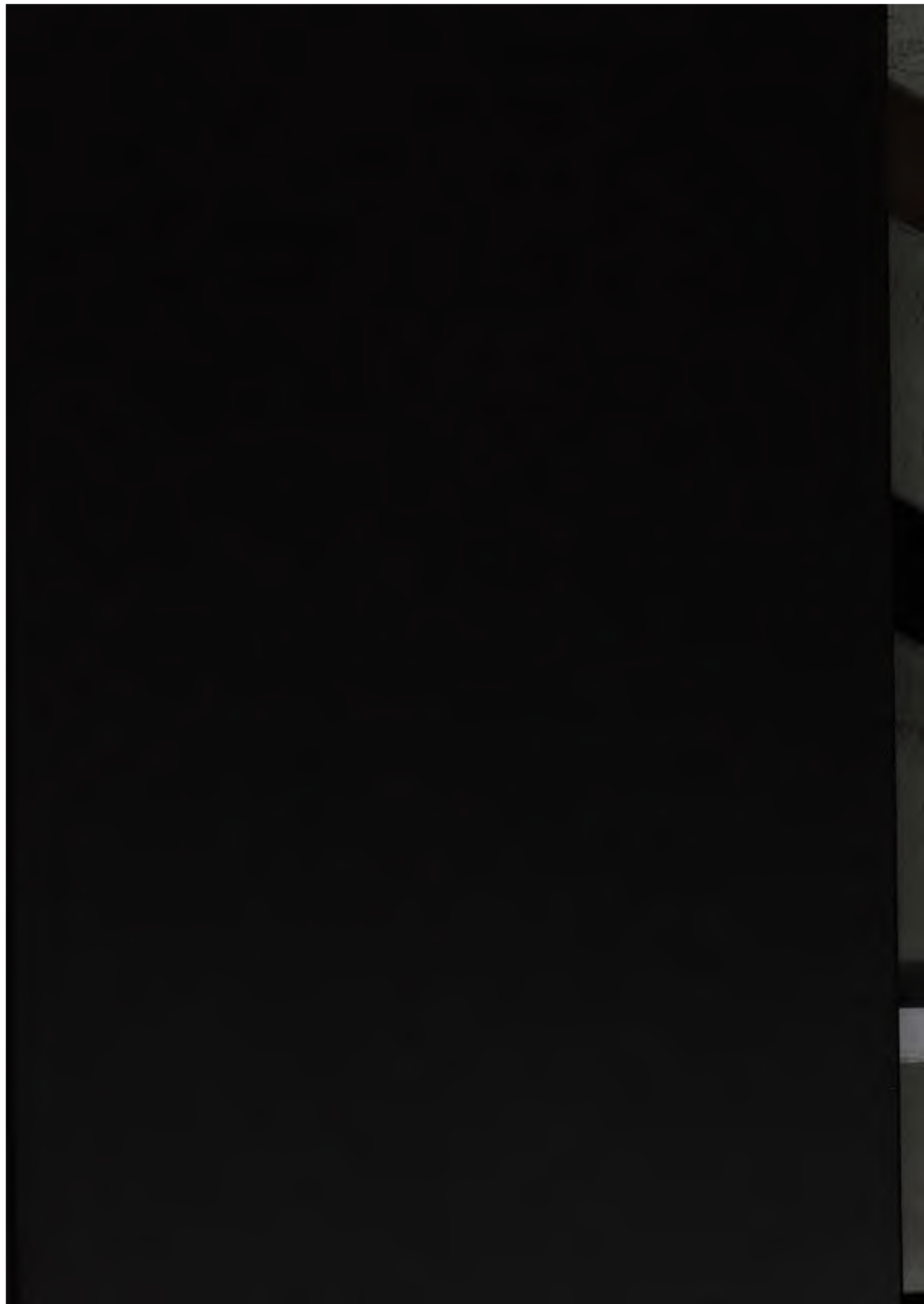








HISTOIRE

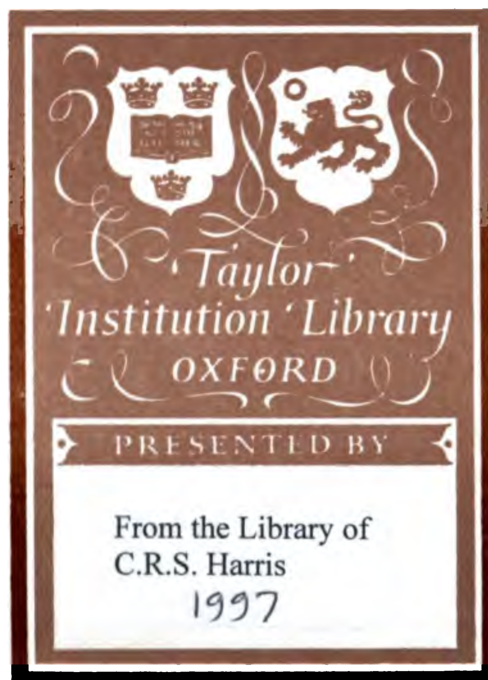
DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

1870-71

[Vol. 1]

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE ROUGE, DUNON ET FRESNÉ
43, rue du Four-Saint-Germain, 43.



HISTOIRE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMAND

1870-71

ILLUSTRÉE DE DIX-NEUF CARTES ET PLANS, DE PORTRAITS, VUES,
ÉPISODES DE BATAILLES, ETC.

PAR

AMÉDÉE LE FAURE

TOME PREMIER

PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

1875

HISTOIRE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

1870-71



CHAPITRE PREMIER

Événements de 1866. — Sadowa. — L'affaire du Luxembourg. — Question du Saint-Gothard. — La candidature Hohenzollern. — Déclaration de M. de Gramont. — Désistement du prince allemand. — Négociations à Ems. — La guerre.

I

Pour découvrir les causes de la guerre dont nous nous proposons d'écrire la triste histoire, il faut remonter jusqu'en 1866.

Un traité d'alliance contre l'Autriche avait été signé entre l'Italie et la Prusse, traité demeuré longtemps secret, et par lequel les deux puissances contractantes s'engageaient à ne déposer les armes que d'un commun accord.

Au mois de mai 1866, au moment même où la guerre semblait sur le point de commencer, le gouvernement français proposa l'arbitrage des puissances européennes qui auraient à réunir leurs envoyés en congrès dans l'espoir d'arriver à une solution pacifique.

L'intervention de la France s'expliquait d'elle-même : en 1859, elle avait puissamment contribué par ses victoires à fonder l'unité de l'Italie; il était donc naturel qu'elle élevât la voix à ce moment, puisque la domination autrichienne en Vénétie était une des causes du conflit qui se préparait. En dehors de cette raison toute spéciale, l'intérêt européen était assez directement engagé dans une lutte qui allait mettre trois grandes puissances en présence, paralyser le commerce et l'industrie, arrêter le crédit, nécessiter enfin, en dehors même des nations engagées, des armements considérables, pour expliquer et justifier cette intervention diplomatique.

N'y avait-il pas, pour guider la politique des Tuileries, des considérations d'un ordre moins élevé, plus personnelles? En proposant un congrès européen, le cabinet français ne réservait-il pas pour son propre compte une revendication de territoire que les circonstances semblaient rendre propice?

Cette question, longtemps débattue, n'est plus douteuse aujourd'hui; il est prouvé qu'au mois de mai 1866, avant même la déclaration de guerre, la France avait demandé un remaniement territorial à son profit, qu'elle réclama après la paix.

M. Benedetti écrivait le 15 juillet 1866 :

« Malgré mes déclarations réitérées que je n'étais muni ni des instructions ni des pouvoirs nécessaires, il (M. de Bismarck) m'offrit de discuter et d'établir avec moi les bases d'un armistice; dès que nous en aurions arrêté les termes, il proposerait au roi de suspendre les hostilités, en attendant l'assentiment du gouvernement de l'empereur. Suivant le même ordre d'idées, et allant plus loin encore, sans aucun encouragement de ma part, il essaya de me prouver que les revers de l'Autriche permettaient à la France et à la Prusse de modifier leur état territorial, et de résoudre, dès à présent, la plupart des difficultés qui continueront à menacer la paix de l'Europe. Je lui rappelai qu'il existait des traités, et que la guerre, qu'il désirait prévenir, serait le premier résultat d'une pareille politique. M. de Bismarck me répondit que je me méprenais; que la France et la Prusse, amies et résolues à redresser leurs frontières respectives, en se liant par des engagements solennels, étaient désormais en situation de régler ensemble ces questions, sans craindre de rencontrer une résistance armée ni de la part de l'Angleterre, ni de la part de la Russie. »

Autre preuve, non moins décisive. M. Rouher écrivait, le 6 août 1866, à M. de Moustier :

« M. de Goltz (ambassadeur de Prusse) trouve notre prétention légitime en principe; il considère que satisfaction doit être donnée au seul vœu de notre pays pour constituer, entre la France et la Prusse, une alliance nécessaire et féconde.

« Mais il est un peu blessé de ce que les communications qui lui sont faites laissent notre dessein dans le vague le plus complet, et de ce qu'on semble ne pas vouloir lui faire connaître les conditions qu'on pense remplir auprès de M. de Bismarck. Je lui ai fait observer que M. de Bismarck avait dû l'instruire; il m'a répliqué que non, et il s'étonne d'autant plus d'être laissé en dehors de cette partie importante des négociations.

« Je confesse que je ne vois pas grande utilité à cette réserve de notre part, vis-à-vis d'un ambassadeur qui se déclare spontanément favorable à nos idées. Je serais assez d'avis de lui en dire au moins autant qu'à M. de Bismarck sous une forme officieuse, sinon officielle.

« Toutefois, je suis resté muet, et ce filandreux exposé n'a pour objet que de savoir si je dois ou non délier ma langue. Sa Majesté veut-elle que, dans mon rôle officieux, je sois ou non explicite à l'égard de M. de Goltz? Faut-il ne demander que les frontières de 1814? Ne faut-il pas avoir une prétention initiale plus vaste? »

Un débat engagé au sein du parlement allemand, au mois de janvier 1874, a amené le général La Marmora à publier un important rapport du général Govone, qui représentait l'Italie à Berlin en 1866. Voici le passage de ce rapport (daté du 3 juin 1866) qui a trait à la question de remaniement territorial :

« ....Pour une seule chose (c'est M. de Bismarck qui parle), il m'aurait plu de me rendre

« à Paris. J'aurais désiré m'aboucher avec l'empereur, afin de connaître le *maximum* des « concessions qu'il désire de nous pour la France.

« Je demandai si, en dehors du Rhin, il y avait quelque partie du pays où un vote pour l'annexion à la France pût en quelque manière réussir. Le comte de Bismarck répondit : « Aucune : les agents français eux-mêmes, qui ont parcouru le pays pour connaître les dispo- « sitions des populations, rapportent tous qu'aucune votation, qui ne fût pas fictive, ne « pourrait réussir. Personne n'aime son propre gouvernement et la dynastie régnante sur « son propre territoire, mais tous sont et veulent rester Allemands ; de sorte qu'il ne resterait « qu'à indemniser la France avec la partie française de la Belgique et de la Suisse. » Je lui répliquai que cela était extrêmement difficile ; mais que si l'on ne pouvait faire valoir la volonté populaire, peut-être pourrait-on mettre en avant quelque autre principe, comme, par exemple, celui des *confins naturels ;* j'ajoutai aussitôt que je n'entendais pas faire allusion à toute la rive gauche du Rhin ; mais n'y a-t-il pas quelque autre ligne géographique qui pourrait convenir à la France. A quoi le comte de Bismarck répliqua : « Si, il y aurait la « Moselle. » — « Je suis, a-t-il ajouté, moins Allemand que Prussien, et je n'aurais aucune « difficulté à souscrire à la cession à la France de tout le pays compris entre le Rhin et la « Moselle : le Palatinat, Oldenbourg, une partie du pays prussien, etc.

« Le roi, cependant, sous l'influence de la reine, qui n'est pas Prussienne, aurait de très- « graves scrupules et ne s'y déciderait que dans un moment suprême, lorsqu'il serait sur le « point de tout perdre ou de tout gagner. De toute manière, pour travailler (*sic*) l'esprit du « roi, en vue d'un arrangement quelconque avec la France, il serait nécessaire de connaître « la limite minimum des prétentions de celle-ci, parce que s'il était question de toute la rive « gauche du Rhin, Mayence, Coblentz et Cologne, mieux vaudrait s'entendre avec l'Autriche « et renoncer aux duchés et à beaucoup d'autres choses. » — « Mais, lui dis-je, avec l'Autriche, il n'y a pas d'autre accommodement qu'une capitulation, puisque les questions en litige impliquent ses intérêts les plus vitaux et son avenir, ce qui lui interdit toute transaction. — « Il est vrai, répliqua le comte de Bismarck ; mais l'opinion allemande absoudrait le « roi de cette capitulation, si elle était justifiée par la résolution de ne pas céder du territoire « allemand à une puissance étrangère. »

Enfin, l'empereur Napoléon, dans une lettre adressée, en date du 11 juin 1866, à son ministre des affaires étrangères, M. Drouin de l'Huys, établissait que si la France restait neutre, elle entendait, du moins, trouver son intérêt dans les remaniements territoriaux qui devaient être la conséquence forcée de la guerre. Cette lettre affirmait, en effet, « que le gouvernement français repoussait toute idée d'agrandissement territorial tant que l'équilibre européen ne serait pas rompu. » Et, afin de ne laisser aucun doute sur ses intentions, l'empereur ajoutait que les frontières ne seraient étendues « que si les provinces limitrophes demandaient par des vœux librement exprimés leur annexion à la France. »

La proposition de congrès ne réussit pas ; la guerre s'engagea.

Le résultat de la lutte fut tout différent de celui que l'on attendait. La Prusse ne semblait pas une puissance militaire bien redoutable et l'Autriche elle-même estimait que la résistance la plus sérieuse viendrait de l'Italie, car elle avait envoyé dans le quadrilatère ses meilleures troupes et son général le plus estimé. Il était à penser que la guerre traînerait en longueur, et que l'armée italienne aurait à faire le siége de Peschiera, de Mantoue et de Vérone, reprenant ainsi la question militaire au point même où l'avait laissée le traité de Villafranca.

Vingt jours suffirent pour mettre fin aux hostilités : l'Autriche, victorieuse de l'armée italienne le 24 juin à Custozza, fut écrasée le 4 juillet à Sadowa par les deux armées réunies du prince royal et de Frédéric-Charles.

La France proposa, dès le lendemain, un armistice qui fut accepté en principe par les puissances belligérantes. Mais, la Prusse qui n'avait pas osé décliner cette intervention, eut soin de traîner les choses en longueur, de soulever avant l'acceptation définitive de l'armistice, des difficultés de toute sorte qui lui permirent d'amener rapidement ses armées sous les murs de Vienne. Aussi l'Autriche, sans ressources, voyant sa capitale menacée, fut-elle obligée de signer à Nicolzbourg les préliminaires de paix imposés par le cabinet de Berlin.

Les conditions indiquées dans la lettre de l'empereur du 11 juin 1870 étaient remplies : la carte de l'Europe avait été modifiée, le moment semblait donc venu pour la France de penser aux cessions territoriales dont il avait été parlé. Le ministre des affaires étrangères, M. Drouin de l'Huys, chargea l'ambassadeur de France à Berlin, M. Benedetti, de rappeler à M. de Bismarck ses engagements.

Mais la Prusse avait conscience de sa force et de notre faiblesse. Elle savait que l'armée française, retenue au Mexique, ne pouvait appuyer les réclamations de l'empereur Napoléon, aussi M. de Bismarck repoussa-t-il absolument la demande qui lui était faite. Le ministre des affaires étrangères, M. Drouin de l'Huys se retira du cabinet après cet échec, et son successeur, M. de Moustier, adressa à nos agents à l'étranger une circulaire en date du 16 septembre 1866 qui contient la phrase suivante :

« La Prusse agrandie, libre désormais de toute solidarité, assure l'indépendance de l'Allemagne. La France n'en doit prendre aucun ombrage. Fière de son admirable unité, de sa nationalité indestructible, elle ne saurait combattre ou regretter l'œuvre d'assimilation qui vient de s'accomplir, et subordonner à des sentiments jaloux les principes de nationalité qu'elle représente et professe à l'égard des peuples. Le sentiment national de l'Allemagne satisfait, ses inquiétudes se dissipent, ses inimitiés s'éteignent. En imitant la France, elle fait un pas qui la rapproche, et non qui l'éloigne de nous. »

En même temps, le ministre d'État, M. Rouher, montait à la tribune et déclarait que la France n'était nullement atteinte par les événements qui venaient de s'accomplir : « Au lieu de cette cohésion puissante qu'avaient créée les traités de 1815, nous n'avons plus en face de nous qu'une ancienne confédération divisée en trois tronçons. »

Les événements accomplis en Allemagne en 1866 ne semblaient donc pas avoir modifié notre situation internationale. Mais, la double affirmation des ministres était chaque jour démentie par les faits : les troupes du Mexique, celles de Rome étaient précipitamment rappelées, une nouvelle organisation militaire était projetée ; l'empire enfin cherchait dans des institutions plus libérales une force intérieure, un point d'appui qui lui était indispensable pour l'accomplissement de ses desseins.

A partir de ce moment, l'opinion s'inquiète, le crédit se resserre, les affaires sont hésitantes.

N'était-il pas évident, en effet, pour tous, que l'équilibre européen était rompu ; à la place de la Prusse, puissance secondaire, indigne des préoccupations publiques, se trouvait maintenant la Confédération germanique groupée autour d'une nation militaire qui avait affirmé en même temps que sa force ses désirs de conquête ; toutes ces troupes allemandes

disséminées, sans cohésion, ne s'empressaient-elles pas d'adopter la puissante organisation prussienne, formant un tout coordonné, discipliné et n'attendant qu'un signe pour se ruer sur la France?

Si l'on ne pouvait préciser les faits, on savait, superficiellement au moins, que l'empereur



II. LE DUC DE GRAMONT

avait été joué dans les négociations diplomatiques. En s'en tenant simplement à la lettre adressée à M. Drouin de l'Huys qui faisait pressentir une revendication de territoire, l'opinion, toujours facile à surexciter, pressentait une partie de la vérité, elle comprenait que les prétentions impériales avaient été rejetées par le vainqueur de Sadowa.

De là un malaise général, une inquiétude que la moindre cause, la plus légère difficulté venait encore exagérer.

Il suffit de se reporter à ce passage d'une brochure de l'empereur, (1) imprimée à l'Imprimerie impériale, pour voir ce qu'il y avait de sincère dans les déclarations officielles :

« La conséquence de ces mesures d'économie, mesquines et mal entendues, fut désastreuse; la France ne put jouer un rôle digne d'elle, au milieu des événements qui se préparaient à cette époque, et notre considération dans le monde en souffrit. En effet, la guerre éclata bientôt entre l'Autriche et la Prusse. Certes, l'influence de la France fut assez forte pour arrêter le vainqueur aux portes de Vienne; mais sa voix eût été mieux écoutée si, au lieu d'être sur le pied de paix le plus regrettable, nous eussions été prêts à faire la guerre...

« Ainsi, les réductions opérées en 1865 désorganisèrent nos forces sans procurer d'économies notables. Elles nous obligèrent, en face de l'Europe armée, à prendre une autre attitude que celle qui aurait peut-être convenu à la France. »

La guerre était donc dans les idées de l'empereur; un an après Sadowa, elle fut sur le point d'éclater à propos du grand-duché de Luxembourg.

Malgré le traité de Prague, la Prusse conservait garnison dans la place de Luxembourg. Des négociations secrètes furent entamées par la France avec le roi de Hollande pour la cession du grand-duché. La Prusse fut avertie par son chargé d'affaires à la Haye, et le 1er avril 1867, un député hanovrien interpella le ministère sur l'achat par la France « de cette ancienne terre impériale allemande. »

L'intervention des puissances européennes empêcha seule la guerre d'éclater, en amenant les conférences de Londres. D'après le traité ratifié le 31 mai 1867, le grand-duché de Luxembourg demeurait à la Hollande; il était déclaré Etat neutre; les fortifications de la place de Luxembourg étaient détruites, et la Prusse retirait sa garnison.

Cet arrangement mécontenta également la France et l'Allemagne. L'empereur, en poursuivant cette négociation, avait rêvé sans doute d'accroître sa popularité, et le résultat était tout aussi négatif qu'au lendemain de Sadowa : en Allemagne, enfin, l'opinion publique voulait la guerre contre la France, et trouvait l'occasion d'autant meilleure que la supériorité militaire de la Prusse semblait à ce moment plus évidente.

On a reproché à la France, de l'autre côté du Rhin, ce désir de conquête, qui tôt ou tard devait mettre en présence les deux nations, mais ce reproche n'est vraiment pas sérieux; ce n'est pas chez nous que la haine s'est manifestée, que les exigences se sont montrées, que le désir de conquête s'est affirmé le plus haut. Si entre ces deux peuples, la Prusse et la France, la guerre semblait toujours à la veille d'éclater, à qui la faute devait-elle remonter?

En 1815, les Anglais s'efforçaient en vain de retenir leurs alliés : lord Castlereagh écrivait : « La difficulté est de faire garder quelque mesure aux Prussiens et à Blücher, » et Wellington ajoutait : « Ils ressemblent à des gens qui, ayant pris un gâteau, veulent à la fois le garder et le manger. » Lorsqu'il s'agit d'ouvrir les négociations qui aboutirent au traité de Paris, tous les généraux, tous les hommes d'Etat allemands poursuivirent les alliés de leurs demandes. Le chancelier de Hardenberg écrivait dans un mémoire : « qu'il fallait enlever à la France toutes ses places fortes; » le comte de Munster, ministre

(1) *Une Mauvaise Économie.* Mai 1870.

du roi de Hanovre, « réclamait le Jura, les Vosges et les Ardennes. » Le comte Wiltzingerode, ministre de Wurtemberg, disait : « L'Alsace et la Lorraine doivent être revendiquées comme indispensables à la sécurité de l'Allemagne. » Enfin, pour quelques diplomates, ces demandes mêmes n'étaient pas suffisantes, la France devait encore être dépouillée de la Bourgogne et des pays qui forment aujourd'hui le département du Nord.

L'énergie, l'âpreté plutôt de l'Allemagne était telle, que le ministre anglais, révolté enfin de ces exigences toujours croissantes, allait jusqu'à dire que la Russie et l'Angleterre seraient obligées de déclarer la guerre à la Prusse, pour faire taire ces prétentions.

Si la France n'avait pas oublié Blücher et l'occupation prussienne, si elle se souvenait des humiliations passées, et de ces traités de 1815 qui ouvraient notre frontière, si elle jetait un regard de convoitise sur les provinces du Rhin, n'est-il pas juste aussi de dire qu'en Allemagne les victoires de 1814 et de 1815, les conquêtes n'avaient pas satisfait l'opinion publique, et que la Lorraine et l'Alsace étaient ouvertement revendiquées dans des ouvrages ayant une sanction officielle?

La situation était si tendue entre la France et la Prusse que la guerre semblait à chaque instant sur le point d'éclater. Toutes les fois que les communications diplomatiques devenaient plus actives, l'opinion publique s'alarmait.

L'expédition de Mentana nous prouva que M. de Bismarck ne laisserait pas échapper une occasion de créer des ennemis à la France. L'ouvrage de M. Benedetti montre en effet que le ministre prussien n'était pas étranger aux événements qui venaient de s'accomplir, et qu'à Florence, comme à Londres et Saint-Pétersbourg, il mettait tout en œuvre pour desservir la politique française.

En avril 1870, un projet de contrat fut signé entre la Prusse, l'Italie et la Suisse pour la création d'un chemin de fer destiné à traverser le Saint-Gothard et à réunir ainsi le nord de la Suisse à l'Italie. Cette question fut portée à la tribune du Corps législatif le 20 juin 1868 par un député, M. Mony. L'envoyé fédéral suisse à Paris, M. le docteur Kern, fournit au ministre des affaires étrangères, M. de Gramont, des pièces qui prouvaient que la question politique était demeurée étrangère à la convention de Varzin, et qu'en résumé, il ne s'agissait que d'intérêts purement commerciaux. Aussi, l'interpellation n'eut-elle pas toutes les conséquences fâcheuses que l'on en pouvait attendre : toute complication fut momentanément écartée.

Le langage du ministre de la guerre fut cependant bien imprudent. Le maréchal Le Bœuf déclara que la question n'avait pas pour lui grande importance, parce que le chemin de fer ne serait fait que dans un temps assez long.

Pour les moins pessimistes, cela signifiait que la France prévoyait une guerre prochaine avec la Prusse. C'est dans ce sens que les paroles du ministre furent interprétées à Berlin comme à Paris, et il n'en fallut pas plus pour augmenter l'incertitude qui, depuis les événements de 1866 et l'agrandissement imprévu de la Prusse, était devenue générale.

II

La rupture se produisit sur une question toute inattendue.

Dès l'année précédente, la situation troublée de l'Espagne avait attiré l'attention de la Prusse, et notre ambassadeur à Berlin, M. Benedetti, annonçait à Paris que des négociations étaient ouvertes entre des agents espagnols et M. de Bismarck, pour offrir la couronne au prince de Hohenzollern. L'empereur s'opposa énergiquement à cette candidature, et l'accident n'eut pas pour le moment de plus graves conséquences.

En 1869, la candidature du prince de Hohenzollern était exclusivement prussienne. En 1870, la demande vint de Madrid et non de Berlin, appuyée par le maréchal Prim. Avant d'adopter cette candidature, le gouvernement espagnol avait songé d'abord à prendre pour roi le duc de Montpensier; mais l'accueil que l'on rencontra aux Tuileries fit abandonner ce projet.

Faut-il en conclure avec M. Saint-Marc Girardin (1) que le choix d'un prince d'Orléans pour le trône d'Espagne aurait évité à la France la plus désastreuse des guerres? L'éminent rapporteur de la commission législative répond lui-même à sa propre affirmation, en écrivant quelques lignes plus loin que si cet incident ne s'était pas produit, la Prusse, sûre de sa puissance militaire et de notre faiblesse, n'aurait pas manqué de trouver un prétexte pour commencer la lutte.

Le 3 juillet 1870, les journaux français reproduisaient les deux dépêches suivantes de Madrid : « Le maréchal Prim est de retour; il doit présider ce soir un conseil des ministres, où des questions importantes seront traitées... » — « L'assertion de la *Epoca* au sujet de négociations avec un prince de la famille régnante de l'Allemagne du Nord est inexacte. » Le lendemain, les nouvelles sont plus menaçantes : « Tous les ministres, nous apprend le télégraphe, partiront ce soir pour la Granja, où ils se réuniront en conseil pour discuter la candidature du prince Léopold de Hohenzollern, qui accepte l'offre qui lui a été faite de la couronne d'Espagne. »

La complication venait de surgir; à partir de ce moment, nous allons voir les événements se précipiter.

Dès le lendemain, un député de la gauche, M. Cochery, interpelle le gouvernement sur la candidature d'un prince prussien au trône d'Espagne. Le 6 juillet, le duc de Gramont monte à la tribune et prononce les paroles suivantes : « Le respect des droits d'un peuple voisin ne nous oblige pas à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe, et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France.

« Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas.

(1) *Commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la défense nationale.*



LE MARÉCHAL PRIM.

« S'il en était autrement, forts de votre appui et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans faiblesse. »

Il n'est pas sans intérêt de rechercher dans les nombreux et intéressants documents publiés depuis la guerre, par ordre de l'Assemblée nationale, et auxquels nous aurons souvent recours, tout ce qui se rapporte à cette déclaration si importante du ministre des affaires étrangères. Voici donc les deux versions, légèrement différentes, du maréchal Le Bœuf et de M. de Gramont:

« Dans la matinée du 18 juillet, dit M. le maréchal Le Bœuf, le Conseil des ministres délibéra sur la déclaration qui devait être portée à la tribune, en réponse à l'interpellation de M. Cochery.

« Le Conseil était partagé sur la formule. Plusieurs membres, tout en reconnaissant que la rédaction proposée était justifiée par les procédés de la Prusse, trouvèrent la forme trop vive. Qu'il me soit permis de dire que l'empereur était de cet avis.

« On modifia la rédaction séance tenante; mais, à notre arrivée à la Chambre, nous trouvâmes une grande animation parmi les députés... Le sentiment patriotique était vivement surexcité; on se laissa entraîner, et la rédaction première fut lue à la tribune.

« M. LE PRÉSIDENT. — Ainsi le ministre avait entre les mains les deux rédactions?

« M. LE MARÉCHAL LE BŒUF. — Je ne saurais le dire. Ce que je puis affirmer, c'est que des modifications avaient été apportées à la première rédaction.

« M. LE PRÉSIDENT. — Et qu'elles ne furent pas lues?

« M. LE MARÉCHAL LE BŒUF. — En effet, les modifications faites à la première rédaction dans le Conseil des ministres ne furent pas lues. Je le répète, on se laissa entraîner, et qu'il me soit permis de dire qu'en ce moment il ne fut nullement question de l'état de l'armée, et que, par conséquent, le Corps législatif s'est laissé entraîner par un sentiment patriotique que je comprends, que j'ai même partagé. »

Voici maintenant un extrait de la déposition du ministre des affaires étrangères :

« M. LE DUC DE GRAMONT. — La déclaration fut faite par moi, et il est vrai qu'elle était un peu plus calme. Il arriva que séance tenante, dans le Conseil, j'ajoutai, par respect pour l'opinion d'autres personnes de mes collègues, un passage que j'accentuai; voilà la vérité... J'arrivai au Conseil muni d'une feuille rédigée. On trouva qu'elle ne répondait pas peut-être assez vivement à la situation exceptionnelle que nous faisait la Prusse, je veux dire à son déni de discussion. A la demande de ceux qui faisaient cette observation, nous modifiâmes la note; une fois la note modifiée, tous les ministres en furent solidaires, et moi tout le premier.

« M. LE PRÉSIDENT. — Voici en quoi la déposition que nous avons entendue diffère de la vôtre... Vous auriez apporté en Conseil une note. Sur les observations du Conseil et de l'empereur, qui étaient d'avis de modérer la vivacité de cette note, des modifications dans ce sens auraient été faites, et il aurait été convenu qu'on lirait à la Chambre la note modérée. Mais les ministres, avant la lecture, stationnant dans les couloirs, rencontrèrent des députés très-animés sur la question. Alors le gouvernement, ne voulant pas être moins sensible que les députés au refus de discussion fait par M. de Bismarck, serait revenu à la première rédaction, et, à la séance, les ministres, après s'être concertés entre eux, auraient

décidé que la première note serait lue, c'est-à-dire la plus vive, au lieu de la seconde, c'est-à-dire la plus modérée.

« M. LE DUC DE GRAMONT. — Je déclare cette déposition absolument inexacte... La rédaction a été arrêtée en Conseil à Saint-Cloud. Je suis arrivé au ministère des affaires étrangères, où je n'ai eu que le temps de la dicter à deux membres de mon cabinet... La note a été lue telle qu'elle a été dictée à ces deux secrétaires ; pas un mot n'a été changé ; pas un député ne m'a vu dans les couloirs avant la lecture. J'ai lu la note, comme j'en étais convenu. Je me serais fait scrupule d'en changer une virgule ; telle elle a été rédigée à Saint-Cloud, telle elle a été lue à la Chambre. »

La déclaration de M. le duc de Gramont souleva à la Chambre de nombreuses protestations parmi les membres de l'opposition : « C'est une déclaration de guerre, » s'écria M. Glais-Bizoin, et M. Crémieux protesta au nom de ses amis politiques contre les paroles imprudentes portées à la tribune par le ministre des affaires étrangères.

En vain, le garde des sceaux, M. Emile Ollivier, s'empressa-t-il de déclarer que le gouvernement voulait la paix, qu'il la voulait avec passion, l'opinion publique ne s'y trompa pas, et la bourse baissa dans la même journée d'un franc quarante sur le trois pour cent.

Sur les boulevards, dans les rues, l'agitation publique fut extrême, des groupes tumultueux se formèrent, des cris menaçants se firent entendre.

Il faut le dire, cette agitation n'était pas hostile au gouvernement qui venait de précipiter la France dans de si terribles aventures. A Paris, dans ce grand centre de l'opposition, l'opinion se manifesta énergiquement contre les réserves prudentes et si justifiées de la gauche. Sauf de très-rares exceptions, la presse tout entière insista sur la déclaration de M. de Gramont, et s'efforça de prouver que la guerre était inévitable, et qu'il fallait engager la lutte sans retard.

Mais que vaut, en réalité, cette excuse si souvent invoquée ?

Cette effervescence de la rue et de la presse, c'est la déclaration belliqueuse de M. de Gramont qui l'avait créée : s'il n'était pas possible de la contenir, si la guerre devenait, après le 6 juillet, une nécessité non plus seulement de politique extérieure, mais encore intérieure, comment admettre, comment excuser un langage que rien ne nécessitait et qui devait amener d'aussi terribles conséquences ?

Il serait possible, d'ailleurs, de se demander en présence des dépêches publiées aujourd'hui, de tous les préfets, si les départements envisageaient l'avenir avec autant d'enthousiasme que Paris, et précipitaient une solution avec le même emportement.

Mais nous ne pensons pas qu'il soit bien utile de soulever ici ce débat.

Depuis 1866, il faut bien le dire, la guerre était inévitable : tous les rapports, tous les documents publiés depuis cette époque prouvent que ce n'était là qu'une question de temps, comme nous le disions plus haut avec M. Saint-Marc Girardin : la question Hohenzollern n'était vraiment qu'un prétexte.

La faute commise par l'Empire ne consiste donc pas à avoir déclaré la guerre, puisque fatalement elle devait arriver, mais bien à ne pas l'avoir préparée, à ne pas avoir employé toutes ces immenses ressources de la France pour créer une force militaire égale, sinon supérieure à celle dont pouvait disposer la Prusse. Nous savons toutes les objections que peut faire naître cette affirmation, mais en traitant plus loin la question des préparatifs

militaires, nous aborderons cette question de responsabilité, l'une des plus graves que puissent soulever les événements de 1870.

D'ailleurs, en agissant avec une telle précipitation, en posant dès le début la question dans des termes tels qu'une solution pacifique était pour ainsi dire impossible, le gouvernement français commettait une faute, à un autre point de vue encore, il rejetait tout les torts sur la France, et nous aliénait forcément les puissances étrangères : « En suivant cette politique, écrivait, le 7 juillet, Lord Lyons au gouvernement anglais: l'empereur et ses ministres ont encouru le risque d'engager la fierté de l'Allemagne, aussi bien que celle de l'Espagne, pour la cause du prince de Hohenzollern, et ne se sont réservé aucun moyen de retraite, s'ils ne réussissent pas à prévenir le succès du principe par des moyens pacifiques, ils n'ont de leur propre aveu aucune autre alternative que la guerre..... Je ne pouvais m'empêcher de « penser qu'un langage plus modéré aurait rendu plus facile la tâche de négocier avec la « Prusse et l'Espagne le retrait des prétentions du prince Léopold de Hohenzollern.....»

Le 9 juillet, le ministre anglais télégraphiait à l'ambassadeur britannique à Paris:

« Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas cessé de regretter la teneur des déclarations successives faites dans les Chambres françaises et dans la presse, déclarations qui tendent à exciter plutôt qu'à calmer les sentiments d'irritation qui se sont manifestés en France, et ne sont que trop de nature à en provoquer de semblables en Espagne et en Allemagne. Les regrets du gouvernement de la reine ont encore été augmentés par suite de la déclaration que vous a faite le duc de Gramont au sujet des préparatifs militaires qui vont être poussés. Une telle attitude est calculée, nous le craignons, pour faire avorter les efforts du gouvernement de Sa Majesté en vue d'un règlement amical de la question. Elle est calculée de façon à nous faire douter sérieusement, s'il convient de poursuivre ces efforts à ce moment, alors que la précipitation de la France ne peut guère manquer de les rendre vains et illusoires. Peut-être serait-il mieux de réserver notre action pour l'avenir, alors que les deux parties seront disposées à la seconder par leur modération.

« Je suis, etc.....

« *Signé :* GRANVILLE. »

Le cabinet anglais n'était pas le seul à blâmer cette précipitation. Une dépêche du 9 juillet 1870, dans laquelle Lord Bloomfield, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, rend compte à Lord Granville d'un entretien qu'il a eu avec M de Beust, contient ces paroles :

« M. de Beust exprima sa désapprobation et son regret de la façon précipitée avec laquelle le gouvernement français a parlé aux Chambres, ce qui tendrait gravement à augmenter les difficultés et les dangers. »

Enfin, cette précipitation devait avoir des effets plus funestes encore. M. de Gramont a affirmé, dans des documents qui ont amené de vives discussions, car ils sortent des habitudes diplomatiques, que l'Autriche était décidée à suivre la France dans une guerre contre la Prusse. Voici d'ailleurs textuellement ses paroles: « L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible. » Cette affirmation du duc de Gramont a été, il est vrai, absolument contredite par une lettre du comte de Beust, en date du 4 janvier 1873, qui accuse l'ancien ministre des affaires étrangères « de jouer sur les mots. » Mais en ne tenant pas compte de cette

dénégation qui ne pouvait manquer de se produire, en s'en référant aux déclarations de M. de Chaudordy, qui ne permettent pas le doute sur les engagements de l'Italie et de l'Autriche (nous aurons à les résumer plus loin), n'est-il pas évident que la déclaration du 6 juillet a empêché les deux puissances étrangères de tenir leurs promesses, en ne leur donnant pas le temps de mobiliser leurs troupes?

Nous en trouvons la preuve évidente dans la dépêche, envoyée de Vienne le 11 juillet, au prince de Metternich, et qui contient ces mots :

« Il y avait en ceci l'occasion d'engager une campagne diplomatique où la France avait la partie fort belle, où la Prusse et l'Espagne étaient évidemment dans leur tort, et où l'Europe aurait été toute disposée à se mettre du côté de la France, et à exercer sur les deux autres puissances une pression qui aurait eu pour résultat, soit de donner pacifiquement une ample satisfaction aux intérêts français, soit d'assurer au gouvernement français un grand ascendant moral si, cette satisfaction lui étant refusée, il était contraint à prendre les armes....

« Le gouvernement français ne s'est pas conformé dès le début au plan que je viens d'esquisser. Les premières manifestations ne portent pas le caractère d'une action diplomatique; elles sont bien plutôt une véritable déclaration de guerre adressée à la Prusse en des termes qui jettent l'émoi dans toute l'Europe, et lui font croire aisément au dessein prémédité d'amener la guerre à tout prix. Le langage public des ministres français, suivi de préparatifs de guerre immédiats, rend la retraite difficile aux Prussiens, aussi bien qu'aux Espagnols, et ne facilite pas aux cabinets la tâche de s'interposer en faveur des intérêts français. Nous aimons encore à espérer que l'affaire pourra rentrer dans une voie plus conforme au point de vue diplomatique, et que la France n'en obtiendra pas moins un succès éclatant. »

Mais voici qui est plus décisif encore : dans cette même lettre adressée au comte de Beust, en date du 9 décembre 1872, M. de Gramont reconnaît lui-même que la brusque déclaration de guerre « a péniblement surpris l'Autriche. »

Ainsi, la déclaration portée à la tribune le 6 juillet 1870, par le ministre des affaires étrangères, était une faute grave: elle surexcitait le sentiment public de telle sorte, que toute négociation devenait impossible, elle paralysait l'Autriche et l'Italie prêtes à nous seconder, elle rendait impossible l'intervention des grandes puissances qui auraient pu peut-être empêcher la lutte d'éclater; au point de vue militaire enfin, — nous le verrons plus loin, — elle ne nous donnait pas le temps de mobiliser notre armée.

Suivant l'expression de M. Glais-Bizoin, ce n'était pas une discussion qui commençait, une revendication que la diplomatie pouvait se charger de faire aboutir : c'était la guerre.

Un instant cependant, on put croire que l'on n'en arriverait pas à cette extrémité.

A la suite de la déclaration de M. de Gramont, les puissances étrangères s'étaient interposées auprès des cabinets de Madrid et de Berlin pour faire abandonner l'idée de la candidature du prince de Hohenzollern, et le succès de ces premières tentatives prouve, à n'en pas douter, que si le langage du ministre français avait été autre, si cette surexcitation qui régnait à Berlin comme à Paris n'avait été créée par l'attitude de M. de Gramont, toute cause de conflit aurait, momentanément du moins, été écartée. Les archives diplomatiques contiennent de nombreux documents, qui ne laissent aucune incer-

titude à cet égard. Le 8 juillet, M. de Gramont disait à lord Lyons « qu'une renonciation volontaire de la part du prince Léopold, serait une solution très-heureuse de questions difficiles et compliquées, et qu'il priait le gouvernement de S. M. d'user de toute son influence pour l'amener (1). »

Malheureusement, dès le lendemain, les dispositions de la France étaient changées, et M. de Gramont adressait à M. Benedetti la dépêche suivante : « Il ne faut pas voir le prince de Hohenzollern, l'empereur ne veut faire aucune démarche auprès de lui. »

Le 12 juillet, l'ambassadeur d'Espagne à Paris se rendait auprès du ministre des affaires étrangères de France pour lui annoncer une importante nouvelle. Nous laissons ici la parole à M. de Gramont :

« M. Olozaga me fit dire qu'il avait quelque chose de très-important à me communiquer et que cela ne souffrait aucun retard. Je priai M. de Werther de passer dans un cabinet à côté, lui demandant la permission de m'entretenir avec M. Olozaga : il me répondit : « Très-volontiers. » Je fis entrer M. Olozaga, qui me transmit la nouvelle, et me parut enchanté de voir l'Espagne hors de cause. M. de Werther étant rentré, je lui parlai de cette renonciation, et lui dis : Evidemment le roi a dû la conseiller.— Non, me répondit-il, il n'y a pas eu de conseil. »

Et plus loin :

« Je dis à M. de Werther : Cette renonciation du prince de Hohenzollern n'a pas été faite sans que le roi la lui ait conseillée. Vous comprenez quel était mon but. Si M. de Werther m'avait répondu oui! Je prenais acte de cette réponse. J'étais dans mon droit, puisqu'une parole d'un ambassadeur à un ministre des affaires étrangères est un acte officiel. Je prenais acte de cette réponse. J'allais à la Chambre, et je déclarais que l'ambassadeur de Prusse m'avait déclaré que le roi avait conseillé, sinon ordonné au prince de Hohenzollern de renoncer à sa candidature. Malheureusement, M. de Werther me dit : « Pas du tout. J'ai l'ordre formel de vous dire que le roi laisse le prince entièrement libre « de poser sa candidature ou d'y renoncer, qu'il ne l'influence en rien. » Rien n'était plus catégorique que cette réponse, qui correspondait avec le langage du roi. La question n'avait pas fait un pas; nous n'avions pas le concours de la Prusse. »

Nous avons dit que la candidature du prince de Hohenzollern, introduite par le maréchal Prim ne soulevait en réalité qu'une négociation à conduire auprès du cabinet de Madrid. Sans doute, c'était sur les conseils de M. de Bismarck que le nom du prince prussien avait été prononcé, mais cette considération même ne servait qu'à rendre plus certain le succès obtenu par le gouvernement des Tuileries. Entre la Prusse soutenant, officieusement au moins, le prince Léopold, et la France s'opposant énergiquement à ce qu'il fût élu, le gouvernement espagnol s'était rangé du côté de la France, et la cause première du conflit avait disparu. Il est vrai que le roi de Prusse s'était, malgré les instances de M. de Benedetti, refusé le 9 et le 11 juillet à agir auprès du prince pour l'engager à retirer sa candidature, mais ce refus n'atténuait en rien la portée du résultat.

Cependant, à l'heure même où toutes les exigences du cabinet des Tuileries devaient être satisfaites, M. de Gramont adressait à notre ambassadeur à Berlin la dépêche suivante:

(1) *Archives diplomatiques.*

« Paris, le 12 juillet 1870, deux heures quinze du soir.

« (Très-confidentielle.) Employez toute votre habileté à constater que la renonciation du prince de Hohenzollern vous est annoncée, *communiquée* ou *transmise* par le roi de Prusse ou son gouvernement. C'est pour nous de la plus haute importance. La participation du roi doit à tout prix être consentie par lui, ou résulter des faits d'une manière suffisante. »

Le même jour, à sept heures du soir, nouvelle dépêche à M. Benedetti :

« Nous avons reçu dès maintenant, de l'ambassadeur d'Espagne, la renonciation du prince Antoine, au nom de son fils Léopold, à sa candidature au trône d'Espagne. Pour que cette renonciation du prince Antoine produise tout son effet, il paraît nécessaire que le roi de Prusse s'y associe, et nous donne l'assurance qu'il n'autorisera pas de nouveau cette candidature. Veuillez vous rendre immédiatement auprès du roi, pour lui demander cette déclaration, qu'il ne saurait refuser, s'il n'est véritablement animé d'aucune arrière pensée. Malgré la renonciation, qui est maintenant connue, l'animation des esprits est telle que nous ne savons pas si nous pourrons la dominer. »

Cette dépêche avait été inspirée à M. Gramont par la lettre suivante, que l'empereur lui adressait le jour même :

« Mon cher duc, en réfléchissant à nos conversations d'aujourd'hui, et en relisant la dépêche du prince Antoine, je crois qu'il faut se borner à accentuer davantage la dépêche que vous avez dû envoyer à Benedetti, en faisant ressortir les points suivants :

« 1° Nous avons eu affaire à la Prusse, et non à l'Espagne ;

« 2° La dépêche du prince Antoine, adressée à Prim, est un document, non officiel pour nous, que personne n'a été chargé en droit de nous communiquer ;

« 3° Le prince Léopold a accepté la candidature au trône d'Espagne, et c'est le père qui renonce ;

« 4° Il faut donc que Benedetti insiste, comme il en a l'ordre, pour avoir une réponse catégorique par laquelle le roi s'engagerait pour l'avenir à ne pas permettre au prince Léopold (qui n'est pas engagé) de suivre l'exemple de son frère, et de partir un beau matin pour l'Espagne ;

« 5° Tant que nous n'aurons pas une communication officielle d'Ems, nous ne serons pas censés avoir eu de réponse à nos justes demandes ;

« 6° Tant que nous n'aurons pas cette réponse, nous continuerons nos armements ;

« 7° Il est donc impossible de faire une communication aux Chambres, avant d'être mieux renseignés.

« Recevez, mon cher duc, etc. »

A la Chambre, à l'heure même où le ministre des affaires étrangères adressait à M. Benedetti cette dépêche qui devait rendre la paix impossible, M. Émile Ollivier assurait dans les couloirs que tout était terminé, que la France se déclarait satisfaite du désistement du prince prussien.

Il est intéressant de reproduire la déposition de M. Thiers au sujet de cet incident :

« ... J'aperçois M. Ollivier qui accourt vers moi, et me dit : — « Vous aviez raison ; oui, « nous avons réussi ; nous avons obtenu ce que nous désirions, c'est la paix. » — La joie de M. Ollivier était extrême et manifestée sans réserve. — Il y avait devant le palais législatif deux cents voitures de gens qui étaient venus de la Bourse savoir si c'était la paix

ou la guerre à laquelle il fallait s'attendre, c'est-à-dire la hausse ou la baisse. A eux, s'étaient joints une centaine de journalistes, et tout ce monde avait envahi les approches de la Chambre qui étaient presque inabordables. M. Ollivier, toujours joyeux, me dit : — « Avez-vous lu la dépêche que nous venons de recevoir ? » — « Non. » — « Je vais vous « la montrer. » — Il fallut courir à travers toutes les salles du palais législatif pour ressaisir la dépêche. M. Ollivier me la fit lire. « Maintenant, lui dis-je encore une fois, « il faut vous tenir tranquille. » — « Soyez rassuré, me répondit-il, nous tenons la paix, « nous ne la laisserons pas échapper. »

Ainsi, cette seule journée du 12 juillet nous présente ces quatre faits :

Désistement du prince Léopold annoncé officiellement par l'ambassadeur d'Espagne ;

Lettre de l'empereur au duc de Gramont ;

Dépêche du ministre des affaires étrangères à M. Benedetti ;

Déclaration pacifique de M. Émile Ollivier.

Comment expliquer ces contradictions ?

Dans sa déposition, M. de Gramont n'a trouvé qu'une raison à alléguer : « Il fallait donner satisfaction à l'opinion publique. »

Si le sentiment de la nation était à ce point surexcité que la guerre devenait nécessaire, quelle responsabilité terrible avait assumée sur lui le ministre qui, sans que l'honneur national fût en ce moment en jeu, n'avait pas craint de tenir un langage que rien ne justifiait, et qui condamnait la France à la guerre, quelque satisfaction qui lui fût accordée !

Cette conduite imprudente, nous l'avons vu déjà, devait nous enlever les quelques sympathies qui nous restaient en Europe. Voici ce que, dans cette même journée du 12 juillet, l'ambassadeur britannique, lord Lyons, écrivait à son gouvernement :

« Je ne dissimulai à M. de Gramont ni ma surprise, ni mon regret de voir le gouvernement français hésiter un instant à considérer la renonciation du prince comme une solution de l'affaire. Je lui rappelai en détail les assurances qu'il m'avait formellement autorisé à donner au gouvernement de la reine, à savoir que, si le prince retirait sa candidature, tout serait fini. Je fis observer, en outre, à M. de Gramont que la renonciation du prince avait totalement modifié la position de la France. Si la guerre survenait à présent, toute l'Europe dirait que c'était la faute de la France ; que la France s'est jetée dans une querelle sans cause sérieuse, simplement par orgueil et par ressentiment. Un des avantages de la première position de la France, c'était que la querelle avait pour objet un incident qui touchait très-peu aux passions de l'Allemagne, et pas du tout à ses intérêts. A présent, la Prusse peut espérer rallier l'Allemagne pour résister à une attaque qui ne pouvait être attribuée qu'au mauvais vouloir, à la jalousie de la France et à un désir passionné d'humilier ses voisins. — En fait, dis-je, la France aura contre elle l'opinion du monde entier, et sa rivale aura tout l'avantage d'être manifestement contrainte à la guerre pour sa défense et pour repousser une agression. »

Il ne serait que trop facile d'emprunter aux archives diplomatiques d'autres documents pour montrer que le sentiment exprimé par lord Lyons était celui de toutes les cours étrangères.

A Saint-Pétersbourg, à Londres, à Vienne et à Florence même, les sympathies s'éloignaient de la France.



LE PRINCE DE HOHENZOLLERN.

A partir du 12 juillet, les négociations entrent dans une phase nouvelle : il ne s'était agi jusqu'ici que d'obtenir le désistement du prince de Hohenzollern, et c'est dans ce but unique que les grandes puissances s'étaient employées auprès du gouvernement de Madrid. Mais à dater du jour où la nouvelle de la renonciation du prince Léopold fut officiellement communiquée par M. Olozaga, les demandes du cabinet des Tuileries allèrent plus loin : deux jours avant, M. de Gramont disait à lord Lyons qu'une renonciation volontaire de la part du prince Léopold serait une solution très-heureuse de questions difficiles, et cette renonciation obtenue, M. de Gramont écrivait dans un livre qui a prêté à bien des commentaires (1) : « Le désistement se produisant sous cette forme, loin d'avancer les affaires, les compliquait au contraire, de la façon la plus grave. »

N'y a-t-il pas là un aveu que le gouvernement français, confiant dans les affirmations du maréchal Le Bœuf, qui ne cessait de répéter que nous étions prêts, voulait voir la lutte s'engager sans retard?

Cette volonté était si bien accusée que notre ambassadeur à Berlin, ne pouvant deviner les velléités belliqueuses du ministre des affaires étrangères, s'est plus tard demandé, non sans naïveté, s'il avait mal conduit les négociations qui lui étaient confiées.

« Ai-je réussi dans mes démarches ? — Oui, dit M. Benedetti dans la préface de son livre : *Ma mission en Prusse;* oui, j'avais, en effet, en quatre jours de négociation, et en ménageant toutes les susceptibilités, rempli le mandat dont j'avais été chargé. Le prince Antoine avait notifié au cabinet de Madrid la renonciation de son fils, et le roi, en me l'annonçant, voulut bien me faire savoir, et m'autoriser à mander à Paris qu'il y avait donné son acquiescement comme souverain et chef de la famille. »

Les dépêches échangées entre l'ambassadeur et le ministre accusent bien nettement la différence du point de vue auquel chacun d'eux se plaçait :

« Au point où nous en sommes, écrit le 11 juillet au soir M. de Gramont à M. Benedetti, je ne dois pas vous laisser ignorer que votre langage ne répond pas comme fermeté à la position prise par le gouvernement de l'empereur, il faut aujourd'hui l'accentuer davantage. »

M. Benedetti, dans sa réponse, justifie l'attitude qu'il a prise en commençant la négociation :

« Je crois, dit-il (lettre du 12 juillet), avoir observé la juste mesure qui m'était commandée par l'objet même de ma mission, en m'exprimant à mon arrivée, en termes propres à témoigner de nos dispositions conciliantes, et en graduant le ton de mon langage d'après les résistances qui m'étaient opposées... Si, en arrivant à Ems, j'avais en quelque sorte posé un ultimatum au roi, j'aurais fait croire à Sa Majesté que nous, nous voulions la guerre à tout prix. »

Les entrevues qui suivirent entre M. Benedetti et le roi Guillaume purent faire croire une seconde fois à une solution pacifique. Le 13 au soir, en effet, M. de Gramont recevait la dépêche suivante de l'envoyé de la France : « ...Le roi a consenti à donner son approbation entière et sans réserve au désistement du prince de Hohenzollern ; il ne peut faire davantage. » Cette réponse avait été transmise à M. Benedetti, à Ems, par un aide de camp du roi, le lieutenant-colonel Radziwill.

(1) *La France et la Prusse avant la guerre.*

Mais, si le roi de Prusse paraissait animé de sentiments pacifiques, il n'en était pas de même de son ministre. Revenu en toute hâte à Berlin, d'où il se trouvait alors éloigné, M. de Bismarck se rendait auprès de l'ambassadeur d'Angleterre, lord Loftus, et lui déclarait que l'indignation était si générale en Allemagne, que le gouvernement prussien serait obligé de « demander des éclaircissements à la France, et de réclamer des garanties contre nos desseins secrets. »

Le comte de Bismarck déclara ensuite « qu'à moins qu'une assurance, une déclaration ne fût donnée par la France aux puissances européennes, dans une forme officielle, pour reconnaître que la solution actuelle de la question espagnole répondait d'une manière satisfaisante aux demandes françaises, et qu'aucune autre réclamation ne serait soulevée plus tard, et que, si ensuite on ne donnait pas une rétractation ou une explication satisfaisante du langage menaçant tenu par le duc de Gramont, le gouvernement prussien serait obligé d'exiger une satisfaction de la part de la France. »

Au moment même où M. de Bismarck tenait ce langage, le cabinet anglais, désireux d'empêcher une rupture définitive, s'était interposé entre les deux puissances. Lord Granville avait obtenu de l'ambassadeur de Prusse à Londres, le comte de Bernstorff, qu'il soutînt auprès de son gouvernement la proposition suivante:

« Que de même que Sa Majesté le roi avait consenti à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince Léopold, et était ainsi dans un certain sens devenu partie dans l'arrangement, de même il pouvait, avec une parfaite dignité, communiquer au gouvernement français son consentement au retrait de l'acceptation, si la France renonçait à sa demande d'un engagement garantissant l'avenir. »

Cette proposition fut repoussée par le comte de Bismarck qui, d'après le texte même d'un document diplomatique, assuma sur lui seul la responsabilité de ce refus. Lord Granville écrivait, en effet, le 15 juillet à lord Loftus: « Le comte Bernstorff est venu me voir ce matin, et m'a informé qu'il venait de recevoir un télégramme du comte de Bismarck dans lequel celui-ci exprimait son regret que le gouvernement de Sa Majesté eût fait une proposition *qu'il ne croyait pas pouvoir recommander à l'acceptation du roi.* »

Entre deux nations ainsi disposées à la guerre, il n'en fallait certes pas plus pour provoquer des hostilités immédiates. M. de Bismarck jugea, cependant, qu'il était nécessaire d'aller plus loin encore. A Berlin, un journal semi-officiel publia sur ce qui s'était passé à Ems un récit inexact destiné, sans doute, à donner satisfaction aux irritations de l'Allemagne. Le roi avait transmis à M. Benedetti, par un aide de camp, la réponse qu'il croyait devoir faire aux réclamations françaises. Le journal prussien dénaturant le fait, affirma que le souverain allemand avait formellement refusé de recevoir notre ambassadeur. Cette nouvelle, reproduite par la *Gazette de Cologne*, fut ensuite expédiée par M. de Bismarck à ses agents à l'étranger.

En présence de ces faits, le gouvernement français n'hésita plus, et dès le 14 au soir, il fut décidé en conseil des ministres que la question serait portée simultanément au Corps législatif et au Sénat, et exposée dans des termes tels qu'ils équivaudraient à une déclaration de guerre. Nous reproduisons intégralement le discours de M. Emile Ollivier.

« Messieurs, la manière dont vous avez accueilli notre déclaration du 6 juillet, nous ayant donné la certitude que vous approuviez notre politique, et que nous pouvions compter sur votre appui, nous avons aussitôt commencé des négociations avec les puissances

étrangères pour obtenir leurs bons offices ; avec la Prusse, afin qu'elle reconnût la légitimité de nos griefs.

« Dans ces négociations, nous n'avons rien demandé à l'Espagne dont nous ne voulons ni éveiller les susceptibilités, ni froisser l'indépendance; nous n'avons pas agi auprès du prince de Hohenzollern que nous considérons comme couvert par le roi ; nous avons également refusé de mêler à notre discussion aucune récrimination, ou de la faire sortir de l'objet même dans lequel nous l'avions renfermée dès le début.

« La plupart des puissances étrangères ont été pleines d'empressement à nous répondre, et elles ont, avec plus ou moins de chaleur, admis la justice de notre réclamation.

« Le ministère des affaires étrangères prussien nous a opposé une fin de non-recevoir, en prétendant qu'il ignorait l'affaire, et que le cabinet de Berlin y était resté étranger.

« Nous avons dû alors nous adresser au roi lui-même, et nous avons donné à notre ambassadeur l'ordre de se rendre à Ems, auprès de Sa Majesté. Tout en reconnaissant qu'il avait autorisé le prince de Hohenzollern à accepter la candidature qui lui avait été offerte, le roi de Prusse a soutenu qu'il était resté étranger aux négociations poursuivies entre le gouvernement espagnol et le prince de Hohenzollern ; qu'il n'y était intervenu que comme chef de famille, et nullement comme souverain, et qu'il n'avait ni réuni, ni consulté le conseil de ses ministres. Sa Majesté a reconnu, cependant, qu'elle avait informé le comte de Bismarck de ces divers incidents.

« Nous ne pouvions considérer ces réponses comme satisfaisantes, nous n'avons pu admettre cette distinction subtile, entre le souverain et le chef de famille, et nous avons insisté pour que le roi conseillât, et imposât au besoin, au prince Léopold une renonciation à sa candidature.

« Pendant que nous discutions avec la Prusse, le désistement du prince Léopold nous vint du côté d'où nous ne l'attendions pas, et nous fut remis le 12 juillet par l'ambassadeur d'Espagne.

« Le roi ayant voulu y rester étranger, nous lui demandâmes de s'y associer, et de déclarer que si, par un de ces revirements toujours possibles dans un pays sortant d'une révolution, la couronne était de nouveau offerte par l'Espagne au prince Léopold, il ne l'autoriserait plus à l'accepter, afin que le débat pût être considéré comme définitivement clos.

« Notre demande était modérée, les termes dans lesquels nous l'exprimions ne l'étaient pas moins. « Dites bien au roi, écrivions-nous au comte Benedetti, le 12 juillet, à minuit, « que nous n'avons aucune arrière-pensée, que nous ne cherchons pas un prétexte de guerre, « et que nous ne demandons qu'à résoudre honorablement une difficulté que nous n'avons « pas créée nous-mêmes. »

« Le roi consentit à approuver la renonciation du prince Léopold, mais il refusa de déclarer qu'il n'autoriserait plus à l'avenir le renouvellement de cette candidature.

« J'ai demandé au roi, nous écrivait M. Benedetti, le 13 juillet, à minuit, de vouloir bien « me permettre de vous annoncer en son nom que si le prince de Hohenzollern revenait à « son projet, Sa Majesté interposerait son autorité et y mettrait obstacle.

« Le roi a absolument refusé de m'autoriser à vous transmettre une semblable déclaration. « J'ai vivement insisté, mais sans réussir à modifier les dispositions de Sa Majesté. Le roi « a terminé notre entretien en me disant qu'il ne pouvait ni ne voulait prendre un pareil

« engagement, et qu'il devait, pour cette éventualité comme pour toute autre, se réserver la « faculté de consulter les circonstances. »

« Quoique ce refus nous parût injustifiable, notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix était tel, que nous ne rompions pas nos négociations, et que malgré notre impatience légitime, craignant qu'une discussion ne les entravât, nous vous avons demandé d'ajourner nos explications.

« Aussi, notre surprise a-t-elle été profonde, lorsque hier nous avons appris que le roi de Prusse avait notifié, par un aide de camp, à notre ambassadeur, qu'il ne le recevrait plus, et que pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son gouvernement l'avait communiqué officiellement aux cabinets d'Europe.

« Nous apprenions, en même temps, que M. le baron de Werther avait reçu l'ordre de prendre un congé, et que des armements s'opéraient en Prusse.

« Dans ces circonstances, tenter davantage pour la conciliation eût été un oubli de dignité et une imprudence; nous n'avons rien négligé pour éviter une guerre; nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre, en laissant à chacun la part de responsabilité qui lui revient.

« Dès hier, nous avons rappelé nos réserves, et avec votre concours, nous allons prendre immédiatement les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts, la sécurité et l'honneur de la France.

« A raison des circonstances politiques, l'administration de la guerre devant être en mesure de faire face à toute éventualité, nous demandons un crédit de 500 millions, et nous réclamons l'urgence. »

Ces paroles provoquèrent dans l'assemblée de nombreux applaudissements, mais cependant l'approbation ne fut pas unanime. En 1866, au moment où le gouvernement adoptait cette politique funeste qui devait amener Sadowa et la grandeur de la Prusse, M. Thiers, malgré les murmures de la majorité, s'était efforcé de montrer au cabinet des Tuileries quel était son aveuglement. A cette heure plus solennelle encore, où l'avenir de la France se décidait, le courageux député de Paris, sans se laisser arrêter par les outrages, lutta avec une énergie surhumaine contre ce déchaînement fatal qui précipitait la nation vers sa ruine.

Mais, la voix de la raison ne pouvait être écoutée en un tel moment. Quelques jours avant déjà, le corps législatif avait donné la mesure de sa modération : le ministère avait été publiquement accusé de ne pas avoir souci de la dignité nationale, et M. Clément Duvernois, puis M. Jérôme David, avaient pris la parole pour provoquer des hostilités qui venaient trop lentement au gré de leurs désirs.

Tous les efforts de M. Thiers furent donc inutiles: brisé par l'émotion, par les insultes qui se croisaient de toutes parts, il dut descendre de la tribune, les yeux remplis de larmes, mais avec la conscience d'avoir tout fait pour sauver son pays.

« M. Thiers, dit un historien que l'on n'accusera pas à coup sûr de partialité (1), a eu de grandes et glorieuses journées dans son histoire: au 8 février 1871, la France a pris son nom pour drapeau du salut public, et le 22 mai 1871, sa prudence et sa fermeté ont assuré

(1) M. Saint-Marc Girardin. Rapport au nom de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale.

la victoire de la souveraineté nationale sur l'insurrection parisienne; mais il n'a pas eu, selon nous, de plus belle et de plus glorieuse journée que celle du 15 juillet, quand, suppliant le Corps législatif de sauver les dernières espérances de la paix, il s'écriait: « L'histoire, la France, le monde nous regardent, messieurs! de la résolution que nous « allons prendre peut résulter la mort de plusieurs milliers d'hommes, et dépend peut-être « la destinée de notre pays! » Quelle émotion, lorsqu'aujourd'hui, après l'événement, nous relisons ces graves paroles! »

L'intervention de M. Thiers força le garde des sceaux à monter à la tribune, pour déclarer qu'il y avait eu vis-à-vis de notre ambassadeur insulte telle, qu'il était impossible à la France de ne pas tirer l'épée. »

C'est « *le cœur léger* » que le ministère acceptait cette terrible responsabilité. M. Gambetta réclama avec énergie la communication des pièces qui prouvaient l'insulte, cette demande fut repoussée; mais une commission ayant été nommée pour examiner divers crédits au sujet desquels l'urgence venait d'être prononcée, les ministres durent comparaître devant elle, et fournir les explications qui leur étaient demandées. M. de Talhouet, rapporteur de la commission, affirma en séance que les pièces diplomatiques lui avaient été communiquées, et que les déclarations les plus complètes avaient été fournies par le gouvernement. Voici la conclusion du rapporteur:

« La commission du Corps législatif a voulu prendre, et a reçu communication de dépêches émanant de plusieurs de nos agents diplomatiques, dont les termes sont uniformes, et confirment, comme il a été déclaré au Corps législatif et au Sénat, que M. de Bismarck a fait connaître officiellement aux cabinets d'Europe, que S. M. le roi de Prusse avait refusé de recevoir de nouveau l'ambassadeur de France, et lui avait fait dire par un aide de camp qu'elle n'avait aucune communication ultérieure à lui adresser. Le sentiment profond produit par l'examen de ces documents, est que la France ne pouvait tolérer l'offense faite à la nation. »

C'est sur le rapport de la commission, à cause de cette insulte, que le rapporteur affirmait lui-même réelle, que la guerre a été déclarée. Depuis les événements de 1870, la lumière s'est faite sur bien des points encore obscurs, et il a été prouvé au sein d'une grande commission d'enquête instituée par l'Assemblée nationale, que cette insulte du roi de Prusse à M. de Benedetti n'avait jamais existé, et que ces dépêches, dont le rapporteur disait avoir reçu communication, la commission ne les avait pas vues. Ce fait est tellement important, que nous croyons nécessaire de reproduire ici textuellement un extrait de la déposition de M. de Talhouët:

« Le ministre des affaires étrangères, a répondu M. de Talhouët, ne nous a jamais dit que ses agents lui eussent envoyé la dépêche de M. de Bismarck; il a déclaré seulement qu'ils avaient eu connaissance de cette dépêche.

« Au point de vue de l'article de journal, je vous donnerai mes souvenirs, que je crois exacts... Le gouvernement avait eu connaissance de cet article, et, si j'ai bien compris, on en avait délibéré dans le conseil des ministres; on avait trouvé que, même provenant d'un journal semi-officiel, il n'y avait pas lieu de se blesser d'un article de cette nature, et, dans cette situation, on était disposé à la paix. C'est au dernier moment que le gouvernement apprit l'existence de la dépêche de M. de Bismarck.

« M. LE PRÉSIDENT.—Ainsi, c'est par les bons rapports que nos agents avaient avec les ministres étrangers que nous avons eu la dépêche de M. de Bismarck?

« M. LE MARQUIS DE TALHOUET. — Oui.

« M. LE PRÉSIDENT. — Avait-on donné copie de la dépêche?

M. LE MARQUIS DE TALHOUET. — Non, on n'a pas donné tout d'abord la copie; nous avons eu seulement des dépêches des agents disant : « Voilà ce qu'on nous assure avoir été écrit par M. de Bismarck. » Je crois que la dépêche elle-même n'a été envoyée que le lendemain ou deux jours après.

« Quant à l'existence de la dépêche, elle n'est pas douteuse; on a fait une distinction entre l'article de journal et la dépêche, et on a déclaré que s'il n'y avait eu que l'article de journal, on était parfaitement disposé à maintenir la paix.

« M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas vu cette dépêche de M. de Bismarck, mais seulement les dépêches de nos agents qui avaient reçu des informations des ministres étrangers, ceci est bien établi?

« M. LE MARQUIS DE TALHOUET. — Parfaitement. Comme une de ces dépêches venait de Berne et l'autre de Munich, et qu'elles étaient conçues dans des termes identiques, il fallait bien en conclure qu'elles exprimaient la vérité.»

Quelle terrible responsabilité ont assumé les hommes qui sont venus couvrir devant la Chambre, de leur indiscutable autorité, des affirmations reposant, non sur des documents officiels précis, indiscutables, mais sur des on-dit plus ou moins exacts, et qu'il était au moins naturel de supposer exagérés!

Avant de terminer le récit de cette triste et importante séance, il est utile de citer quelques lignes de l'homme qui, à force de patriotisme, d'énergie et de talent, aurait réussi à sauver son pays malgré lui, si la coupable complaisance de la commission venant en aide au ministre, n'avait rendu tout effort inutile.

Voici comment s'exprime M. Thiers devant la commission d'enquête :

« Tant que je vivrai, je me rappellerai cette terrible journée. Le Corps législatif était réuni dès le matin, et on vint nous lire la déclaration de guerre fondée sur les motifs que je viens d'exposer. Je fus saisi, la Chambre le fut comme moi. On se regardait les uns les autres avec une sorte de stupeur. Les principaux membres de la gauche se groupant autour de moi, me demandèrent ce qu'il fallait faire. Craignant les mauvaises dispositions de la majorité à l'égard de la gauche, je dis à mes collègues : « Ne vous en mêlez pas, et « laissez-moi faire. » — Je voyais un orage prêt à fondre sur nos têtes. Mais j'aurais bravé la foudre, avec certitude d'être écrasé, plutôt que d'assister impassible à la faute qui allait se commettre. Je me levai brusquement, je jaillis si je puis dire, et de ma place je pris la parole. Des cris furieux retentirent aussitôt. Cinquante énergumènes me montraient le poing, m'injuriaient, disaient que je me déshonorais, que je souillais mes cheveux blancs. Je ne cédai pas. De ma place, je courus à la tribune où je ne pus faire entendre que quelques paroles entrecoupées. Convaincu qu'on nous trompait, qu'il n'était pas possible que le roi de Prusse, sentant la gravité de la position puisqu'il avait cédé sur le fond, eût voulu nous faire un outrage, je demandai la production des pièces sur lesquelles on se fondait pour se dire outragé. J'étais sûr que si nous gagnions vingt-quatre heures, tout serait expliqué, et la paix sauvée.

« On ne voulut rien entendre, rien accorder, sauf toutefois la réunion d'une commission, réunion de quelques instants où rien ne fut éclairci. La séance recommença; avec la séance le tumulte. Je fus insulté de toutes parts, et les députés des centres, si pacifiques les jours

précédents, intimidés, entraînés dans le moment, s'excusant de leur faiblesse de la veille, par leur violence d'aujourd'hui, votèrent cette guerre, qui est la plus malheureuse certainement que la France ait entreprise, dans sa longue et orageuse carrière. »

Le 20 juillet, M. de Gramont informait le Corps législatif que la déclaration de guerre avait été officiellement notifiée la veille à Berlin. Voici le texte de ce document :

« En exécution des ordres qu'il a reçus de son gouvernement, le soussigné, chargé d'affaires de France, à l'honneur de porter la communication suivante à la connaissance de Son Excellence le ministre des affaires étrangères de S. M. le roi de Prusse.

« Le gouvernement de S. M. l'empereur des Français, ne pouvant considérer le projet d'élever un prince prussien sur le trône d'Espagne que comme une entreprise dirigée contre la sécurité territoriale de la France, s'est trouvé dans la nécessité de demander à S. M. le roi de Prusse l'assurance qu'une semblable combinaison ne pouvait s'accomplir avec son approbation.

« Le roi de Prusse ayant refusé de donner cette assurance, et ayant au contraire fait entendre à l'ambassadeur de S. M. l'empereur des Français, que pour cette éventualité, comme pour toutes les autres, il voulait se réserver la faculté de prendre conseil des circonstances, le gouvernement impérial a dû voir, dans cette déclaration du roi, des arrière-pensées qui menaçaient la France aussi bien que l'équilibre tout entier de l'Europe. Cette déclaration a encore été aggravée par la nouvelle, transmise au cabinet, du refus de recevoir l'ambassadeur de l'empereur, et d'entrer avec lui dans aucune nouvelle explication.

« En conséquence, le gouvernement français a cru devoir s'occuper immédiatement de défendre son honneur et ses intérêts blessés, et il a résolu à cet effet de prendre toutes les mesures prescrites par la situation qui lui est faite, et de se considérer dès à présent comme en état de guerre avec la Prusse.

« Berlin, le 19 juillet 1870.

« *Signé :* LE SOURD. »

Le jour même où la déclaration de guerre était remise à M. de Bismarck, le roi de Prusse ouvrait la session extraordinaire du Reichstag.

Après avoir rappelé divers incidents de la candidature du prince de Hohenzollern, le roi Guillaume s'efforça de rejeter sur la France la responsabilité de la guerre qui allait s'engager, et fit appel à toutes les forces vives de l'Allemagne pour lutter contre l'ennemi héréditaire : *L'Erbfeind.* Cet appel devait être entendu. Déjà, le 16 juillet, le conseil de la Confédération de l'Allemagne du Nord s'était réuni, et, sur la proposition du baron de Friesen, représentant de la Saxe royale, les plénipotentiaires des gouvernements de la Confédération avaient voté à l'unanimité toutes les mesures nécessaires pour la guerre.

Des symptômes bien significatifs prouvaient, en outre, que le concours de l'Allemagne du Sud ne ferait pas défaut à la Prusse. Dès le 16 juillet, au lendemain de la déclaration de M. Émile Ollivier, l'ordre de mobilisation de l'armée bavaroise avait été signé par le roi, à Munich, et le 19 juillet, à l'heure même où le roi Guillaume faisait un énergique appel à l'Allemagne, la Chambre des députés de Bavière votait, malgré quelques protestations, les crédits nécessaires; enfin l'envoyé bavarois à Berlin, déclarait officiellement à M. de Bismarck, que l'armée bavaroise venait se ranger à côté des troupes prussiennes.



M. ÉMILE OLLIVIER.

4

A Baden, dès que la déclaration de guerre fut remise à la Prusse, le ministre de France reçut ses passe-ports.

Dans le Wurtemberg, la loi accordant des crédits, en vue de la lutte, fut votée à l'unanimité moins une voix.

D'un bout à l'autre de l'Allemagne, la population était sur pied, et le patriotisme germain s'exaltait au son d'un chant populaire, *la Wacht-Am-Rhein* (la garde sur le Rhin).

Ainsi s'évanouissaient une à une toutes les espérances que M. de Gramont avait pu concevoir : il s'était flatté que l'Allemagne du Sud resterait neutre, et l'Allemagne du Sud tout entière s'unissait à la Prusse. Il avait espéré que l'Autriche et l'Italie nous soutiendraient de leurs armes, et ces deux puissances allaient déclarer successivement qu'elles ne pouvaient rompre la neutralité qui leur était imposée par les événements.

C'était donc sur ses propres forces que la France devait compter pour soutenir la lutte contre l'Allemagne tout entière.

CHAPITRE II.

Organisation militaire de la Prusse et de l'Allemagne. — Armée active, landwehr, landsturm. — Effectifs. — L'armée française, institutions. — Effectifs. — La garde mobile. — Arsenaux, habillement, subsistances, fortifications. — Responsabilité.

I

Au moment où la guerre allait s'engager, l'organisation militaire de l'Allemagne était profondément inconnue en France; nous en étions restés aux victoires du premier empire, et l'opinion publique, ignorante des faits, n'établissait aucune différence entre les troupes vaincues à Iéna et celles qu'il fallait combattre. Le gouvernement lui-même n'attachait pas une juste importance à l'armée prussienne, et malgré les avertissements prophétiques de notre attaché militaire à Berlin, le colonel Stoffel, malgré les renseignements de quelques officiers, comme le commandant Samuel et le chef d'escadron d'état-major Fay, le ministre de la guerre français ne semblait avoir aucunement conscience de cette formidable organisation.

Avant de commencer l'étude des opérations militaires, il est donc utile de jeter un coup d'œil rapide sur ces institutions si mal connues et si puissantes. Dans ces quelques lignes, le lecteur trouvera la cause réelle de nos désastres, et cette explication toute technique aura pour lui une autre importance encore: elle montrera à quelles conditions un peuple peut garantir son indépendance; en même temps qu'une explication du passé, ce sera là un enseignement pour l'avenir.

Après Iéna, la Prusse eut cette bonne fortune de trouver des hommes supérieurs qui cherchèrent à utiliser toutes les forces vives de la nation, et à relever le pays de l'état d'abaissement dans lequel il se trouvait.

L'organisation nouvelle reposait sur ce principe : l'armement et l'instruction militaire du plus grand nombre d'hommes possible.

Déjà, sous le grand Frédéric et ses successeurs, cette vérité avait été reconnue, et un livre très-curieux et peu connu, publié en Prusse après Iéna, sous ce titre: *Matériaux pour servir à l'histoire des années* 1805, 1806 et 1807, montre qu'à cette époque le système militaire était réglé par deux principes fondamentaux :

1° Instruction du soldat aussi complète que possible en un temps très-court;

2° Rappel successif des hommes de façon à produire un entraînement constant.

« Pendant dix mois de l'année, dit l'ouvrage auquel nous faisons allusion, ce système rendant à l'agriculture le plus grand nombre des conscrits, notre armée ne surpassait plus autant nos moyens. »

C'était, en effet, une nécessité fondamentale de faire vite et à bon marché pour un Etat qui ne comptait plus que 10 millions d'âmes, et dont le budget total atteignait à peine 270 millions de francs en 1814.

Aussi, le point de départ de ce système militaire était de retenir les hommes aussi peu de temps que possible sous les drapeaux, de les renvoyer chez eux une fois instruits, de les rappeler enfin à des époques déterminées, pour entretenir leur éducation militaire. L'armée permanente n'était plus, par conséquent, la force unique, ou même principale de la nation ; ce n'était à vrai dire qu'une école de guerre où les citoyens venaient faire leur éducation militaire, et qu'ils abandonnaient le jour où ils étaient en état de défendre leur pays.

Instituée au lendemain de désastres irritants pour l'orgueil national, alors que les souvenirs de l'invasion étaient encore tout récents, l'organisation militaire de la Prusse ne recula devant aucun sacrifice, rejeta les considérations personnelles de positions et de fortunes si puissantes ailleurs, et le service obligatoire personnel fut adopté, et rigoureusement exécuté dans un pays qui, par ses instincts et ses traditions aristocratiques, semblait plus éloigné de ce principe égalitaire.

En appelant tous les citoyens sous les drapeaux, en plaçant le riche à côté du pauvre, le conscrit intelligent à côté de l'ignorant, en courbant sous le même niveau tous ces hommes de conditions si différentes, on élevait forcément la moyenne de l'instruction; enfin, on donnait à tous les citoyens les mêmes devoirs et les mêmes aspirations qu'un mot seul résumait : *la patrie.*

Ainsi, deux classes différentes : 1° celle qui faisait son éducation militaire, qui composait l'armée active ; 2° celle qui était préparée pour la guerre, et qui ne devait être appelée à l'activité qu'en cas de besoin.

Mais les nécessités budgétaires obligèrent les législateurs militaires de la Prusse à créer d'autres divisions. Le contingent annuel étant en 1814 de 40,000 hommes, et le temps de service effectif sous les drapeaux ayant été fixé à trois ans, l'armée active ne se composait que de trois fois 40,000 hommes ou 120,000 hommes. C'était trop peu pour une nation militaire comme la Prusse ; aussi, en outre des trois années de service dans l'armée active, deux nouvelles années étaient-elles exigées dans la réserve, ce qui donnait aux troupes permanentes un effectif maximum de 180 à 190,000 hommes fournis par cinq contingents annuels.

Pour la classe instruite militairement, la landwehr, on introduisit encore une subdivision. Les sept premières classes comprenant les hommes de 25 à 32 ans formaient le premier ban, qui était organisé en régiments d'infanterie et constituait avec l'armée permanente l'ensemble des forces destinées à tenir la campagne. Le deuxième ban (de 32 à 39 ans) était chargé de la défense des places.

Telle était l'organisation militaire de la Prusse en 1814 ; elle fut maintenue jusqu'en 1860. Les campagnes de 1848 et de 1849 dans le Schleswig et dans le grand-duché de Bade, la mobilisation faite au moment de la guerre d'Italie en 1859, vinrent prouver que cette organisation, si parfaite au moment où elle avait été instituée, laissait à désirer sous bien des rapports. L'enthousiasme de 1814 avait disparu avec la crainte de l'invasion, des actes de

rébellion nombreux s'étaient produits dans la landwehr au moment des appels, les cadres manquaient, enfin la mobilisation, mal préparée, s'opérait avec une lenteur telle que l'on devait être prévenu par l'ennemi.

Le roi Guillaume résolut de faire cesser tous les abus, et de créer une armée vraiment puissante et homogène. Sans se laisser arrêter par la résistance des Chambres, il commença à la fin de l'année 1859 cette réorganisation militaire qui, moins de six années après, devait, au plus grand étonnement de l'Europe, amener ce que l'on a justement appelé le coup de foudre de Sadowa.

De 1814 à 1860, le chiffre de la population s'était considérablement accru, mais le principe du service obligatoire personnel inscrit dans la loi n'était pas appliqué avec la rigueur nécessaire, il en résultait qu'en 1859, le contingent n'était pas sensiblement plus fort qu'en 1814. Le premier soin du roi, aidé par deux collaborateurs infatigables, le général de Roon et le général de Moltke, fut de faire exécuter la loi à la lettre. Par cette seule mesure, on obtint un accroissement notable de l'armée permanente. Cinquante nouveaux régiments de cavalerie et d'infanterie durent successivement être créés, et l'armée active s'éleva de moins de 130 à plus de 210,000 hommes.

Ce premier travail accompli, on s'occupa de rechercher les modifications organiques qui étaient devenues nécessaires.

Le système de 1814 avait un vice fondamental, dont la campagne de 1848 avait prouvé toute la réalité. En embrigadant la landwehr avec les régiments de l'armée active, on arrivait sans doute à un effectif plus considérable, mais on diminuait aussi la valeur et la solidité de l'armée. Ce qu'il fallait obtenir, c'était un nombre d'hommes suffisamment élevé, sans le concours de la landwehr, et pour cela, il n'était qu'un moyen : augmenter la durée du service dans l'armée active.

Le temps de présence effectif sous les drapeaux (trois ans) semblant suffisant pour l'instruction des hommes, on se borna à porter de deux à quatre années la durée du service dans la réserve. On obtenait ainsi deux contingents de plus (sept au lieu de cinq), et, comme, par une application plus rigoureuse du système personnel, on avait vu les contingents annuels s'élever de 40,000 hommes, chiffre primitif, à 60,000 hommes, on accroissait considérablement la force de l'armée, qui atteignait 360 à 380,000 hommes.

A partir de 1860, et sauf quelques exceptions nécessitées par l'exécution de la loi, exceptions qui durèrent jusqu'en 1866, et sur lesquelles il est inutile d'insister ici, la landwehr ne figura plus comme autrefois dans les troupes permanentes. En cas de besoin sans doute, elle venait sur les champs de bataille, — nous le verrons plus d'une fois dans le cours de la campagne de 1870, — prêter son appui à l'armée active, et combattre à ses côtés ; mais elle avait une existence propre, une homogénéité absolue, des fonctions spéciales et bien déterminées.

La landwehr se tenait au deuxième rang, défendait les places fortes, assurait enfin, au moyen du service d'étapes, les communications entre l'armée active portée en avant et la mère-patrie.

En un mot, et sans entrer ici dans des détails intéressants sans doute, mais par trop techniques, la landwehr était chargée de tous les services secondaires qui, dans les États de l'Europe autres que la Prusse, sont le fléau et la ruine des armées. En France, par exemple, lorsque l'on parle d'une armée de 400,000 hommes, il ne faut pas croire que ce nom-

bre représente celui des combattants : quand l'on a retranché les non-valeurs, les bataillons de dépôt, les régiments chargés d'un service intérieur, les garnisons, le chiffre est réduit de moitié. Grâce à cette organisation de la landwehr, 400,000 hommes représentent 400,000 combattants : pas une force n'est perdue, pas une individualité n'est égarée dans ce vaste ensemble; c'est là une considération dont il faudra tenir compte, lorsque l'on comparera les effectifs de la Prusse à ceux de la France.

Le recrutement en Allemagne est régional, c'est-à-dire qu'au lieu d'être pris sur toute l'étendue du territoire, et d'être indifféremment répartis entre les différentes armes et dans chacun des régiments, les jeunes gens parvenus à l'âge de vingt ans sont classés d'après des règles fixes répondant à certaines divisions territoriales.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de rechercher si le système de recrutement adopté en Allemagne est ou non le meilleur. On lui a adressé deux reproches fondamentaux : par le groupement des hommes d'une même région, il prête à des dangers politiques. En outre, lorsqu'un régiment prussien est détruit dans une bataille, les pertes, au lieu d'être supportées par le pays tout entier, pèsent exclusivement sur une réunion déterminée et très-limitée de villages. Quelle que puisse être la force de ces deux objections, ce système n'en présente pas moins un avantage indiscutable : la facilité et la rapidité de la mobilisation.

Avant 1866, le territoire prussien était divisé en huit circonscriptions militaires; chacune d'elles devait fournir un corps d'armée. L'unité, au point de vue du recrutement, est le district de bataillon de landwehr. Trois de ces districts forment un régiment.

Les régiments et les bataillons de landwehr portent les mêmes numéros que les bataillons et les régiments de l'armée active. Dans chaque district de bataillon, le dépôt de la landwehr est organisé en temps de paix, il comprend le nombre d'hommes et d'officiers nécessaire : leur mission consiste principalement à préparer la mobilisation, à tenir les registres utiles, à faciliter enfin cette grave et délicate opération dont dépend le plus souvent le succès des opérations militaires.

En outre de ces huit corps d'armée régionaux, la Prusse comptait avant 1866 un autre corps, la garde, qui se recrutait sur toute l'étendue du territoire.

Mentionnons encore les troupes de dépôt ou de remplacement qui comprenaient tous les hommes qui, pour une raison quelconque, n'étaient pas entrés dans les rangs. Au moment où ils semblaient devoir être nécessaires, on les appelait dans les dépôts où ils étaient instruits de façon à combler les vides causés par le feu de l'ennemi. Grâce à cette mesure, la landwehr n'avait plus *réglementairement* à figurer dans l'armée active, puisqu'en dehors d'elle l'organisation militaire devait comprendre des hommes en quantité suffisante pour parer à toute éventualité. A toutes ces forces déjà si imposantes il convient d'ajouter le *landsturm* (réunion de tous les hommes qui ne font partie ni de l'armée active ni de la landwehr). Il ne peut être mobilisé que dans le cas d'invasion du territoire. Cette levée en masse n'a pas eu lieu depuis 1813.

Après les annexions de 1866, trois nouveaux corps d'armée furent formés.

Nous donnons ici le détail au point de vue régional de ces onze corps d'armée (12 en comptant la Saxe), car, dans le courant de ce travail, il sera souvent utile de se reporter à cette indication :

1er corps d'armée : Prusse orientale et une grande partie de la Prusse occidentale. Batail-

lon de landwehr de réserve de Kœnigsberg, n° 33 (cercles de Fischhausen, de Kœnigsberg ville et campagne).

IIe corps d'armée : Poméranie, partie de la Prusse occidentale et de Posen. Bataillon de landwehr de réserve de Stettin, n° 34 (cercles de Randow, d'Usedom, Wollin, ville de Stettin).

IIIe corps d'armée : Brandebourg. Bataillon de landwehr de Berlin, n° 35 (ville de Berlin).

IVe corps d'armée : Province de Saxe, Anhalt, Reuss, Schwarzbourg. Bataillon de landwehr de réserve de Magdebourg, n° 36 (ville de Magdebourg, cercles de Magdebourg, et de Wanzleben).

Ve corps d'armée : Basse-Silésie et district de gouvernement de Posen. Bataillon de landwehr de réserve de Glogau, n° 37 (cercles de Glogau et de Fraustadt).

VIe corps d'armée : Moyenne et haute Silésie. Bataillon de landwehr de réserve de Breslau, n° 48 (ville de Breslau).

VIIe corps d'armée : De la Westphalie, les cercles de gouvernement de Munster et de Minden ; de la province rhénane, le cercle de gouvernement de Dusseldorf, puis la Lippe-Detmold et la Lippe-Schaumbourg. Bataillon de landwehr de réserve de Barmen, n° 39 (cercles d'Elberfeld, de Barmen et de Mettmann).

VIIIe corps d'armée : Hohenzollern et de la province rhénane, les cercles de gouvernement d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Coblentz et de Trèves. Bataillon de landwehr de réserve de Cologne, n° 40 (ville et cercle de Cologne).

IXe corps d'armée : Schleswig-Holstein avec les enclaves d'Oldenbourg, Mecklenbourg-Schwerin et Strelitz, la partie nord-est de la province de Hanovre, les villes hanséatiques, Hambourg, Lubeck et Brême. Bataillon de landwehr de réserve d'Altona, n° 86 (cercles de Pinneberg, de Storman, de Seegeberg, et ville d'Altona).

Xe corps d'armée : La plus grande partie de l'ancien royaume, actuellement province de Hanovre, le grand-duché d'Oldenbourg, le duché de Brunswick. Bataillon de landwehr de réserve de Hanovre, n° 73 (cercles de Wenningsen et de Hameln, ville et cercle de Hanovre).

XIe corps d'armée : Le cercle de gouvernement d'Arnsberg dans la Westphalie, l'ancien électorat de Hesse, l'ancien grand-duché de Nassau, l'ancienne ville libre de Francfort, le grand-duché de Saxe-Weimar, les duchés de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen-Hildbuurghausen-Saalfeld, la principauté de Waldeck. Bataillon de landwehr de réserve de Francfort-sur-le-Mein, n° 80 (cercles de Francfort, d'Ober-Taunus et Hanau).

XIIe corps d'armée : Royaume de Saxe. Bataillon de landwehr de réserve de Dresde, n° 108 (ville de Dresde).

Il est inutile d'entrer ici dans de plus longs développements, de parler des écoles de sous-officiers destinés à former de bons cadres, de l'immatriculation des chevaux qui assure à la cavalerie et à l'artillerie d'inépuisables ressources, de cet entraînement militaire qui ne perd pas une minute des trois années consacrées à l'instruction, des volontaires d'un an, de cet état-major, enfin, qui faisait prononcer à notre attaché militaire à Berlin cette parole prophétique : *Méfions-nous de l'État-major prussien.*

Nous en avons dit assez pour prouver à quel degré de perfectionnement et de puissance militaire était parvenue l'armée allemande.

Mais, si nous ne pouvons entrer ici dans tous ces détails pourtant si instructifs, il nous faut cependant dire quelques mots de l'ensemble des forces et du nombre des combattants.

Chaque corps d'armée comprend sur le pied de paix deux divisions d'infanterie, soit huit régiments : un régiment de fusiliers, un bataillon de chasseurs, six régiments de cavalerie, l'artillerie, les pionniers, le train, etc., soit ensemble un total de plus de 23,000 hommes. Le passage sur le pied de guerre élève ce chiffre à plus de 40,000 hommes et 96 pièces de canon; l'effectif total, en comprenant les douze corps d'armée, la garde, les états-majors, tous les services dont nous ne nous sommes pas occupés ici, donne pour l'armée active un total de 550,000 hommes environ. La landwehr sur le pied de guerre s'élève à 200,000 hommes; les bataillons de dépôt atteignent le même chiffre; on arrive donc ainsi à un total exact de 954,500 hommes, 194,000 chevaux et 1,680 pièces.

Quelque élevés que soient ces effectifs, ils ne représentent cependant que les troupes de l'Allemagne du Nord. En ajoutant les contingents de la Bavière, du Wurtemberg, du grand-duché de Bade, on arrive à ces chiffres vraiment formidables de 1,136,300 hommes et de 2,202 bouches à feu.

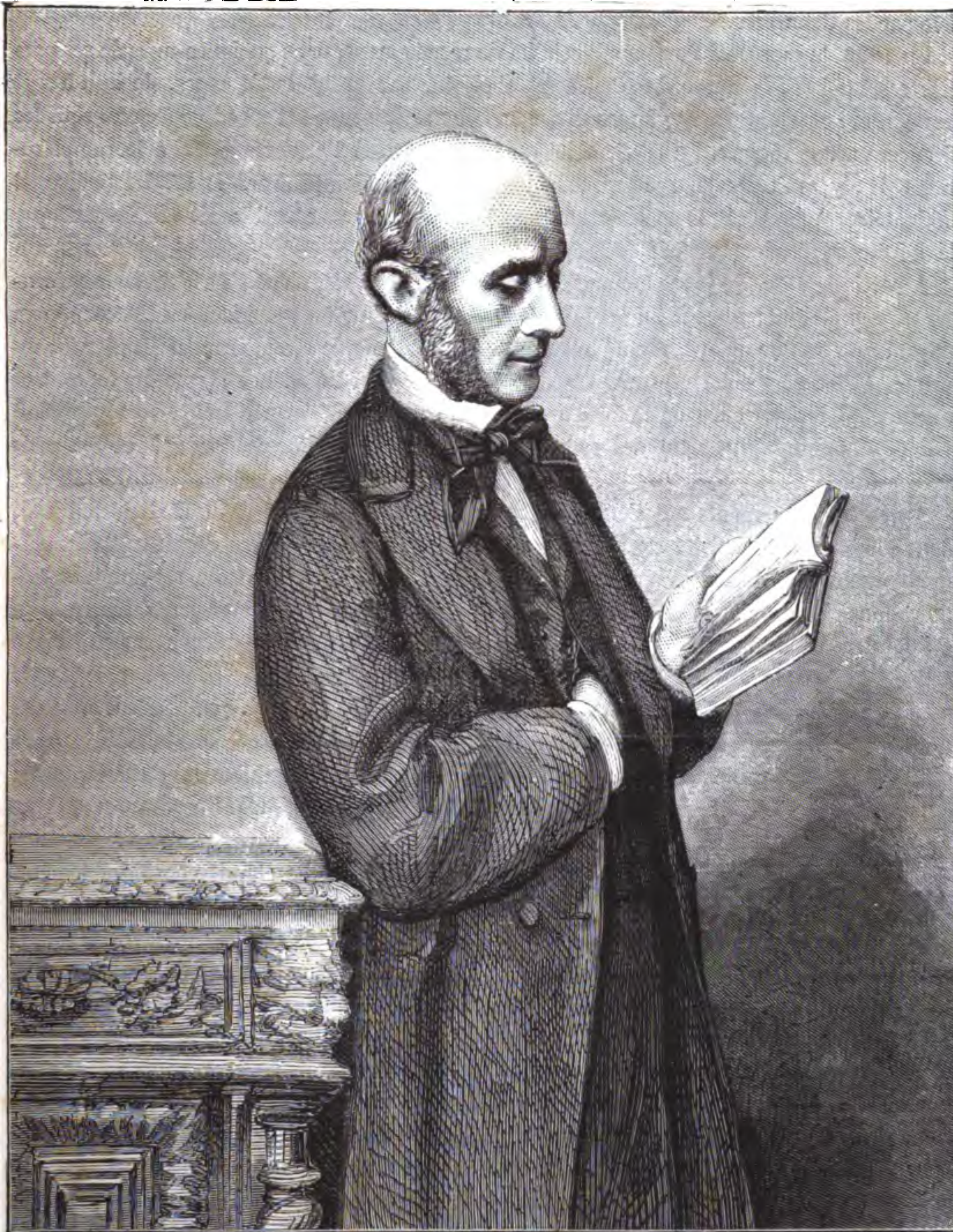
II

Après les désastres de la France en 1815, le premier soin du gouvernement fut de réorganiser notre armée. Les ordonnances des 3, 14, 30, 31 août, 6 septembre 1815 instituèrent des légions départementales pour lesquelles le recrutement, — qui consistait uniquement, d'ailleurs, en enrôlements volontaires, — s'opérait dans les régions territoriales où les légions étaient formées.

En 1818, une nouvelle organisation militaire, qui porte à juste titre le nom du maréchal Gouvion Saint-Cyr, son auteur, fut discutée et adoptée. Cette loi, conservée avec de légères modifications jusqu'en 1868, a une trop réelle importance pour qu'on n'en dise pas ici quelques mots. Chaque année, un contingent réparti entre tous les départements (il était fixé à 40,000 hommes) était pris sur l'ensemble de la classe. Le tirage au sort désignait ceux qui devaient se rendre sous les drapeaux : la durée du service était de six années. Une fois libérés, les soldats rentrés dans leurs foyers étaient, sous le nom de *vétérans*, assujettis à un service territorial qui durait encore six ans.

D'ailleurs, ils n'étaient, en temps de paix, astreints à aucune prise d'armes, et une loi était nécessaire pour les faire marcher hors de leur division militaire. On obtenait donc ainsi, pour l'ensemble des forces de la nation, un total approximatif de 450,000 hommes, auquel il convenait d'ajouter l'élément permanent des armées (officiers, etc.). Le remplacement et les substitutions de numéros étaient admis.

Dès 1820, on reconnut que la loi nouvelle présentait des inconvénients graves, et que les vétérans n'étaient pas aptes à rendre les services sur lesquels on avait compté. Aussi furent-ils supprimés. La durée du service fut élevée de six à huit années, et le contingent annuel porté de 40 à 60,000 hommes; seulement, comme le budget de la guerre ne permettait pas de faire figurer dans les rangs ces 60,000 hommes, on divisa le contingent en deux classes, comprenant : 1° l'effectif entretenu sous les drapeaux; 2° les hommes laissés



BENEDETTI.

ou envoyés en congé dans leurs foyers. La loi du 11 octobre 1830 décida que la force du contingent annuel, au lieu d'être fixée une fois pour toutes, serait, chaque année, déterminée par les Chambres.

En 1832, le maréchal Soult modifia la loi de recrutement, dans quelques-unes de ses parties essentielles : la durée du service fut abaissée, par la loi du 21 mars, de huit à sept années, et l'ensemble de nos forces divisé en deux catégories : 1° l'effectif entretenu sous les drapeaux ; 2° la réserve. En 1855, la loi sur la dotation de l'armée supprima le remplacement. Il n'y avait pas là, malheureusement, un pas accompli vers le service personnel obligatoire, que la Prusse avait emprunté à la France, car il avait été institué par la loi du 24 février 1793.

A partir de 1855, le jeune homme appelé sous les drapeaux n'eut plus le droit de présenter un remplaçant; mais il lui fut loisible de se libérer de tout service, de s'exonérer en payant une somme déterminée à l'avance. En réalité donc, le remplacement n'était pas supprimé, l'État en avait simplement réclamé le monopole. Un seul chiffre suffira à montrer quelle était l'importance de la loi d'exonération : en 1865, l'armée française comprenait 164,000 hommes provenant des remplacements administratifs, des engagés et rengagés avec prime.

Après les événements qui s'étaient accomplis en Allemagne en 1866, le maréchal Niel, dont l'habileté et l'activité sont reconnues par tous, et que la France devait malheureusement perdre peu de temps après, proposa une nouvelle loi militaire. De regrettables modifications furent introduites dans le projet du ministre. En résumé, la loi du 1er février 1868 disposait que la durée du service serait de cinq ans dans l'armée active, de quatre ans dans la réserve. En outre une force nouvelle était créée sous le nom de *garde mobile*. Elle devait comprendre tous les jeunes gens qui, à raison de leurs numéros de tirage, étaient dispensés du service dans l'armée active ou dans la réserve ; ceux qui s'étaient fait remplacer (le remplacement était rétabli tel qu'il existait avant 1855); enfin tous ceux qui étaient exempts comme aîné d'orphelins, fils unique ou aîné de veuve, etc.

Cette loi de 1868 paraissait constituer un progrès, puisqu'elle élevait considérablement, par l'adjonction d'une réserve auxiliaire, la garde mobile, le chiffre de nos soldats ; mais, en réalité, elle n'apportait aucune amélioration sérieuse à l'état de choses précédent. De quel secours pouvait être, en cas de guerre, la garde mobile? Dans l'esprit de ses créateurs, sans doute, cette institution nouvelle devait jouer un rôle analogue à celui que la landwehr remplissait en Prusse. Quelle différence cependant! La landwehr ne comprenait que des hommes ayant passé trois ans au régiment, rompus aux exercices et à la discipline militaires; elle était organisée en temps de paix; elle avait ses cadres, et les grades étaient attribués exclusivement au mérite et aux services rendus; les effets d'habillement étaient dans les magasins, les armes prêtes. En outre, la loi allemande, autrement rigoureuse que la nôtre, ne se déclarait pas satisfaite par l'instruction précédemment acquise ; elle prévoyait que, rentré dans ses foyers, l'homme pouvait oublier ce qu'il avait appris au régiment; aussi, par des exercices constants, par des réunions, des manœuvres fixées à l'avance, elle avait soin de ne pas laisser perdre le bien acquis, d'entretenir chez le dernier de ses soldats cette éducation et cette discipline qu'elle considérait à juste titre comme la base fondamentale de la puissance allemande.

C'était bien là réellement une force sur laquelle on pouvait compter en cas de besoin : les événements ne l'ont que trop prouvé.

Mais quelle comparaison établir entre cette organisation et l'institution qui venait d'être votée en France ?

On estimait que la garde mobile s'élèverait à un total de 500,000 hommes; ce chiffre pouvait être divisé en deux parts : il comprenait, pour plus d'un tiers, des jeunes gens qui s'étaient fait remplacer dans l'armée active ou qui avaient été exemptés comme soutiens de famille : il fallait médiocrement compter sur leur zèle et leur dévouement. En outre, ces 500,000 jeunes gens n'étaient pas exercés; ils n'avaient jamais figuré dans le rang; ils n'étaient pourvus ni de cadres, ni d'armes, ni d'effets d'habillement; ce n'était donc là qu'une fiction, rien de plus. Du moment que l'on ne s'occupait pas sérieusement d'instruire et de discipliner cette foule ignorante, elle ne pouvait entrer en ligne de compte. L'article 9 de la loi spécifiait que quinze fois par an au plus la garde mobile pourrait prendre part à des exercices ou réunions qui ne devaient, en aucun cas, se prolonger au delà d'une journée; et dans son 3e paragraphe, ce même article établissait bien clairement que par ces mots : *une journée,* il ne fallait pas entendre douze heures d'exercice, mais bien le déplacement total. Ainsi, dans cet espace de temps si restreint, les gardes mobiles devaient se rendre au lieu de rassemblement, faire l'exercice, rentrer chez eux; était-il admissible que l'on pût obtenir un résultat dans ces conditions? Et cependant, nous savons par la publication des rapports du colonel Stoffel, que le ministre de la guerre était instruit de l'opinion générale des Allemands au sujet de notre garde mobile. L'attaché militaire de France à Berlin, sollicité par le ministre, s'exprima dans des termes tels, que le doute n'était pas possible. A ceux qui prétendaient en France que la garde mobile était supérieure ou tout au moins égale à la landwehr, il répondait par un examen et une comparaison minutieuse des deux institutions, et il prouvait, dans un rapport qui aujourd'hui encore mérite d'être consulté, qu'il n'y avait là rien de sérieux, et que la loi de 1868 amenait pour la France une diminution plutôt qu'un accroissement de forces.

Et ici, nous touchons à une question dont il faut bien dire quelques mots. Plusieurs écrivains ont fait peser sur l'opposition la responsabilité *tout entière* de cette infériorité militaire de la France. Ce reproche est-il bien juste ?

Sans doute, les députés de la gauche, épris de cette politique humanitaire qui avait séduit les meilleurs esprits, et qui prouvait notre ignorance absolue de l'état de l'Europe, et notamment de l'Allemagne, poursuivaient comme un idéal la suppression de toute barrière entre les peuples, et demandaient un désarmement général. A diverses reprises, ils ont réclamé des diminutions de crédits, et voté en faveur d'un contingent moins élevé que celui qui était proposé par le gouvernement.

Nous ne rechercherons pas si dans ces discours si souvent cités, il n'y avait pas, à côté de beaucoup d'erreurs, quelques vérités utiles, si M. Garnier-Pagès notamment, n'était pas bien inspiré, lorsque après avoir comparé les institutions militaires de la France à celles qui avaient triomphé à Sadowa, il terminait en demandant l'adoption du système prussien, qui avait le double avantage d'être moins onéreux, et d'exercer un plus grand nombre de soldats.

Mais toute discussion sur ce sujet serait inutile : il faut reconnaître les faits. En outre, plusieurs journaux ont soutenu de regrettables doctrines qui ne tendaient à rien moins qu'à détruire l'esprit de discipline, sans lequel il n'est pas d'armée.

Mais ces faits admis, est-il juste de leur attribuer une importance excessive, et de dire, comme on l'a fait, que là se trouve la cause unique ou même principale de nos désastres? L'opposition avait-elle donc une telle influence au sein du Corps législatif qu'elle pût, sur une question aussi grave, faire échec au ministère? Lorsqu'il s'était agi de l'expédition du Mexique, des libertés intérieures, la voix des députés de la gauche avait-elle été écoutée? Et pour rentrer dans le sujet même, de quel poids furent, devant le Corps législatif, les avis de la minorité républicaine au mois de juillet 1870, alors qu'il s'agissait de déclarer la guerre à la Prusse? Et à ce moment cependant, la gauche comptait avec elle deux orateurs de plus: MM. Thiers et Gambetta, qui ne s'étaient jamais réunis à leurs collègues pour demander la réduction de l'armée. Il est donc tout au moins exagéré de faire reposer sur l'opposition une telle responsabilité; impuissante à entraîner l'Assemblée, elle ne pouvait rien sur ce point comme sur tous les autres.

Il suffit, d'ailleurs, de parcourir les annales législatives pour reconnaître que, dans cette Assemblée où un seul député, M. le comte de La Tour, a vu réellement clair, les économies à apporter au budget de la guerre n'étaient pas toujours demandées par la gauche.

Serait-il équitable cependant d'attribuer au Corps législatif cette lourde responsabilité? Elle lui appartiendrait, sans doute, si le gouvernement avait montré notre situation telle qu'elle était, s'il avait exposé de quelle redoutable armée la Prusse pouvait disposer, et si, après avoir établi cette comparaison, il avait conclu à la nécessité de modifier nos institutions militaires, de réorganiser notre armée. Ah! dans ce cas, la responsabilité tout entière pèserait sur l'Assemblée, droite comme gauche, qui aurait méconnu de tels avertissements, et qui se serait refusée à accorder des crédits indispensables pour assurer, non pas seulement la grandeur, mais la sécurité même de la France. Mais, jamais cette situation n'a été exposée, jamais le gouvernement n'a donné un tel avertissement. Sans multiplier outre mesure les citations, il est facile de prouver que, tout au contraire, le ministre de la guerre représentait la France comme n'ayant rien perdu de sa supériorité militaire. En avril 1867, le maréchal Randon écrivait, pour répondre aux accusations de ceux qui parlaient de la situation insuffisante de nos approvisionnements :

« ..... Quoi! une nation comme la France qui, en quelques semaines, peut réunir sous ses drapeaux six cent mille soldats, qui a dans ses arsenaux huit mille pièces de canon de campagne, dix-huit cent mille fusils, et de la poudre pour faire dix ans la guerre, ne serait pas toujours prête à soutenir par les armes son honneur compromis ou son droit méconnu?

« L'armée ne serait pas prête à entrer en campagne, quand elle compte dans ses rangs ces vétérans d'Afrique, de Sébastopol et de Solférino? quand elle a pour les commander ces généraux expérimentés et cette foule de jeunes officiers préparés, par les expéditions en Algérie et la guerre du Mexique, à exercer des commandements supérieurs? Quelle est donc l'armée en Europe qui renferme de pareils éléments d'expérience et d'énergie?

« Notre infanterie n'est pas entièrement armée de fusils à aiguille. Mais nos voltigeurs ont-ils jamais été arrêtés, pendant les anciennes guerres, dans leurs marches en avant, par les tirailleurs tyroliens armés de leurs carabines rayées, ou par les riflemen anglais?... Oh! alors, hâtons-nous de rappeler ces vertus militaires de nos pères, cela vaudra mieux que le fusil à aiguille! »

Le 18 janvier 1869, l'Empereur prononçait ces paroles: « ..... Notre armement perfectionné, nos arsenaux et nos magasins remplis, nos réserves exercées, la garde nationale

mobile en voie de réorganisation..... nos places fortes en bon état donnent à notre puissance un développement indispensable..... les ressources militaires de la France sont désormais à la hauteur de ses destinées dans le monde. »

Le 16 août 1869, le *Moniteur* publiait la note suivante :

« Une armée de ligne de 750,000 hommes disponibles pour la guerre, près de 600,000 hommes de garde nationale mobile ; l'instruction dans toutes les branches poussée à un degré inconnu jusqu'ici ; douze cent mille fusils fabriqués en dix-huit mois, les places mises en état, les arsenaux remplis, un matériel immense prêt à suffire à toutes les éventualités, quelles qu'elles soient ; et en face d'une telle situation, la France confiante dans sa force. Tous ces grands résultats obtenus en deux années ! »

Et pour revenir à cette loi de 1868 dont nous parlions plus haut, le maréchal Niel, lui-même, n'avait fait aucun effort pour s'opposer à l'adoption de cet article 9 qui, en limitant à une journée la durée des exercices de la garde mobile, rendait toute instruction impossible. Voici les paroles prononcées par le ministre devant la Chambre :

« Avec des déplacements dont la durée ne dépassera pas douze heures, je suis persuadé que le zèle des gardes nationaux nous venant en aide, nous pourrons avoir une organisation qui, sans être aussi complète qu'elle aurait pu le devenir, au point de vue de l'instruction, sera cependant assez avancée, d'ici à peu de temps, pour que l'opinion qui ne prévaut pas aujourd'hui, triomphe un peu plus tard, et d'elle-même, lorsqu'on verra cette institution prendre racine dans notre pays... C'est dans ce sentiment, messieurs, que je vois avec moins de regrets la suppression de ces huit jours de réunion, et j'ajoute que sans eux, nous ferons encore et toujours le mieux possible. »

Lorsqu'un ministre de la guerre déclare « que les vertus de nos pères valent mieux que les fusils à aiguille, » peut-on sérieusement reprocher à l'opposition d'avoir soutenu cette thèse, que le principe de la liberté était, pour la défense d'un pays, plus puissant que le nombre de ses soldats ? Lorsque le ministre de la guerre, l'empereur, le *Moniteur* affirment que l'armée française est la plus formidable du monde, que notre armement est complet, quelle nécessité pour le Corps législatif de voter des crédits nouveaux, d'augmenter encore une puissance qui peut braver toutes les attaques du dehors ?

En 1865, le Corps législatif refusait 5 à 6 millions au ministre de la guerre, et l'année suivante la Chambre votait environ 280 millions pour reformer les cadres, perfectionner l'armement, mettre en état les places fortes. Si les quelques millions refusés étaient indispensables, ne pouvait-on facilement les retrouver sur l'ensemble d'un budget qui atteignait 371 millions ? A la veille même de la guerre, un écrivain militaire des plus considérés avait prouvé dans le *Constitutionnel* que le chiffre des hommes présents sous les drapeaux indiqué au budget était de beaucoup exagéré ; puisque les sommes votées pour ce chapitre n'avaient pas été employées comme elles devaient l'être, ne pouvait-on du moins leur donner la destination la plus utile ? La difficulté n'était pas si grande de trouver de l'argent en dehors du budget, lorsqu'il s'agissait de bâtir des hôtels pour les maréchaux ou de poursuivre des expériences à Meudon.

Enfin, en admettant cette influence de l'opposition et du Corps législatif, en l'exagérant même outre mesure, peut-on dire que ce soit là la cause principale de nos désastres ?

Se sont-ils donc opposés tous deux à une mobilisation plus prompte, à une répartition, à une décentralisation nécessaires de notre armement et de nos approvisionnements de toute

sorte? Ont-ils voulu maintenir l'organisation de l'état-major, de l'intendance, sans y apporter des modifications jugées indispensables? Était-ce à eux qu'il appartenait de juger les fautes commises en 1859, de connaître les institutions étrangères? Avaient-ils cette mission d'enseigner à notre cavalerie le service d'avant-postes, de pourvoir nos places fortes, de mettre un peu d'ordre enfin dans notre administration de la guerre?

De telles accusations peuvent être utiles à un parti, mais elles présentent un danger immense. Elles rendent vaines et stériles ces formidables leçons si chèrement payées. En attribuant la défaite à des causes inexactes, on ne dénature pas seulement l'histoire du passé, on compromet l'avenir.

La garde mobile n'exista en réalité que sur le papier. En 1869, des réunions avaient eu lieu à Paris, mais elles avaient donné de mauvais résultats, et on avait dû y renoncer. Les calculs primitifs, — purement illusoires d'ailleurs, — répartissaient la garde mobile en 318 bataillons de 8 compagnies et 128 batteries d'artillerie de place.

Il n'y eut un commencement d'organisation, exclusivement dû au maréchal Niel, que dans les provinces de l'Est (Metz, Strasbourg, Nancy, Besançon et Paris).

Toutes les forces disponibles de la France comprenaient :

107 régiments d'infanterie de ligne;
20 bataillons de chasseurs;
3 — d'infanterie légère d'Afrique;
57 régiments de cavalerie;
19 — d'artillerie;
1 — de pontonniers;
3 — de génie;
2 — du train d'artillerie;
3 — du train des équipages.

En outre, la garde impériale se composait de :

8 régiments d'infanterie;
1 bataillon de chasseurs;
6 régiments de cavalerie;
2 — d'artillerie;
1 escadron du train d'artillerie;
4 — du train des équipages militaires.

Le maréchal Le Bœuf fixe le total des hommes instruits à 567,000 hommes. De ce chiffre, il faut retrancher les non-valeurs organiques, et les déficits permanents qui s'élèvent à 74,546, puis les troupes nécessaires à l'intérieur, celles de l'Algérie, la brigade de Civita-Vecchia, etc. Cet ensemble représentait 161,085 hommes qui réduisaient considérablement les effectifs.

Dans sa déposition devant la commission législative, le maréchal Le Bœuf fournit des états d'où il résulte que l'armée du Rhin, en y comprenant tous les corps, s'élevait au 1er août à 243,000 hommes. Mais ce total ne représente-t-il que des hommes prêts à aller au feu, des combattants? Evidemment non.

En réalité donc, la France pouvait mettre sur la frontière 200,000 soldats.

L'organisation pratique rachetait-elle du moins la faiblesse des effectifs?

Au moment de la guerre, notre armée était divisée en sept grands commandements comprenant vingt-cinq divisions militaires. On serait tenté de voir là une imitation du système prussien, mais un rapide examen prouve que la similitude était purement nominale. En Allemagne, tout est préparé et étudié. Chacun sait où est sa place, et trouve le jour même de son arrivée au corps tout ce qui lui est nécessaire.

Pour ne pas insister sur ce triste sujet, il suffira de citer un exemple qui montrera la valeur de nos préparatifs. En 1869, M. l'intendant général Blondeau se rend au parc de Vernon où étaient réunies les voitures de l'armée. Mais il convient de citer textuellement : « Lorsque je visitais ce parc, je vis que faire sortir 7 à 8,000 voitures par une porte, c'était rendre la mobilisation à peu près impossible, parce que pour cela, il fallait un grand nombre de mois, et je n'exagère pas en disant six mois : je crois que le directeur du parc avait fait un calcul duquel il semblait qu'il fallait huit mois pour faire sortir la dernière voiture. »

Voilà où en était la France.

Ainsi, un nombre d'hommes notoirement insuffisant, point d'organisation, du désordre partout, aucune idée de cette prévoyance allemande qui divisait à l'infini toutes les ressources, tous les objets nécessaires pour que, sans perte de temps et sans hésitation, chacun pût se préparer.

Il faut pousser plus loin encore cet examen, et s'occuper maintenant très-brièvement : 1° de l'armement et des munitions ; 2° de l'habillement et des subsistances ; 3° enfin de l'état de nos forteresses au moment de la déclaration de guerre.

1° ARMEMENT. — Devant la commission d'enquête, M. le maréchal Le Bœuf à déclaré que nous possédions en magasin :

1,035,555 chassepots,
271,439 fusils transformés, plus
70,000 fusils de dragons ou carabines, enfin
1,266,000 fusils rayés d'infanterie,

Pour l'artillerie :

2,607 pièces de 4,
497 canons de 12,
190 mitrailleuses,

Ce qui donnerait un total de 3,294 pièces de campagne.

Pour les munitions, d'après le maréchal, nos magasins contenaient :

113,000,000 de cartouches chassepots,
95,000,000 pour le fusil transformé,
75,000,000 pour les armes se chargeant par la bouche, enfin
383,000 coups de canons de 4 et de 12 rayés.

Une enquête dirigée par M. le duc d'Audiffret-Pasquier, président de la commission, et M. Riant, rapporteur, a scrupuleusement recherché quel était l'état de notre matériel de guerre au mois de juillet 1870. Voici les chiffres exacts et précis auxquels s'est arrêtée la commission après un long et minutieux examen :

1,019,000 chassepots,
271,439 fusils transformés.

Ces chiffres concordent absolument avec ceux fournis par l'ancien ministre de la guerre, mais ils étaient notoirement insuffisants.

Pour les canons, il y a une notable différence entre les chiffres fournis par le ministre de la guerre et ceux qui ressortent de l'examen de la commission. M. Riant ne cite en effet que 396 batteries de 4, de 12 et de 8 réprésentant 2,376 canons au lieu de 3,294 annoncés par le ministre. Il faut observer d'ailleurs que les 396 batteries n'auraient pu avec nos ressources en chevaux et en harnais être amenées en ligne. Nous ne possédions en effet, tant dans les régiments que chez les cultivateurs, que 31,904 chevaux, tandis que d'après les calculs les plus précis, il en aurait fallu 51,548. Le nombre des harnais était de 47,000. Avec ce dont on disposait, il ne fut possible d'attribuer à l'armée du Rhin que 154 batteries représentant 924 pièces. Les chiffres des munitions ne s'éloignent pas sensiblement de ceux fournis par le ministre de la guerre. Mais ces quantités étaient si peu suffisantes qu'au 13 septembre 1870 il ne restait, en dehors de Paris, qu'environ 5 millions et demi de cartouches, modèle 1866, avec lesquelles il fallait armer les places menacées, et pourvoir au besoin des troupes que l'on organisait en toute hâte.

« Toute cette partie de notre enquête prouve, dit en concluant le rapporteur de la commission des marchés, M. Riant, non pas un désordre quelconque dans les directions de l'artillerie, mais l'imprudence des hommes qui ont provoqué la guerre, elle prouve aussi la forme défectueuse de ces situations officielles qui ne font pas ressortir d'une manière assez précise les armes et les approvisionnements véritablement utiles... Nous avions 3,500,000 fusils, un million seulement pouvait armer utilement nos soldats. C'est avec ce million d'armes qu'on engageait la lutte contre une puissance qui avait employé de longues années à compléter et à perfectionner son armement... Le gouvernement avait-il scruté cette situation s'était-il posé ces questions, avait-il fait ses calculs avant de déclarer au pays que tout était prêt? C'était cependant le devoir impérieux qui lui était imposé, et sa responsabilité ne saurait être dégagée parce qu'on viendrait à prouver que nos arsenaux contenaient effectivement des millions d'armes sans valeur et sans utilité. »

2° HABILLEMENT ET SUBSISTANCES. — Les magasins d'habillement et de campement étaient au nombre de onze pour la France et de 13 pour l'Algérie; pour les subsistances nous avions quatre-vingt-dix magasins en France et trente-trois en Algérie. La commission des marchés n'a pu faire, pour l'habillement et les subsistances, un travail aussi complet que pour l'armement, car les éléments mêmes de cette étude lui manquaient, mais à défaut de ces documents si précieux, il est possible de trouver dans les déclarations du ministre de la guerre, dans les dépositions si instructives des intendants, enfin dans les pièces produites, lors du procès du maréchal Bazaine, des renseignements qui ne suffisent pas, il est vrai, à donner de la situation une idée complétement exacte, mais qui permettent cependant une appréciation. Les faits, d'ailleurs, ont clairement prouvé que les approvisionnements étaient absolument insuffisants, puisque, avant même le 4 septembre, le gouvernement était obligé de contracter des marchés onéreux qui ne fournissaient le plus souvent que des produits inférieurs.

Mais, serait-il juste de reprocher au ministre de la guerre de ne pas avoir prévu les développements inusités que la guerre allait prendre. La campagne de 1870 s'écarte visiblement de toutes les traditions, de toutes les habitudes administratives de la France. Un homme de génie eût compris sans doute, en étudiant minutieusement les rapports du colonel Stoffel,



L'EMPEREUR NAPOLÉON III.

que la science militaire allait se modifier et s'écarter des préceptes de 1859, mais dans la situation où il se trouvait, le ministre de la guerre n'était évidemment tenu qu'à mettre nos magasins et nos arsenaux dans un état normal : il y aurait injustice à demander plus. Il reste à voir si même ces conditions ont été remplies.

M. le maréchal Le Bœuf fournit les chiffres suivant :

Capotes.	536,000,
Pantalons	713,000,
Vestes	749,000,
Souliers	2,200,000.

M. l'intendant général Blondeau a indiqué des chiffres qui ne sont pas complètement d'accord avec ceux du ministre : pour n'en citer qu'un, il n'accuse que 520,000 vestes, au lieu de 740,000.

Le ministre de la guerre était parfaitement prévenu que les ressources des magasins étaient notoirement insuffisantes : six semaines avant, le directeur de l'administration au ministère avait averti le maréchal que l'on n'était pas prêt, et que presque tout manquerait au moment décisif. « Le ministre de la guerre, dit M. Blondeau, ne pouvait pas ignorer la situation : les états lui arrivaient avec un ordre parfait. »

Il est inutile d'insister plus longuement sur ce point, les chiffres officiels montrent combien nous étions éloignés de cette abondance que tout le monde croyait réelle, d'après les affirmations du maréchal Le Bœuf.

Pour les subsistances, la situation était analogue, le ministre donne le chiffre de 3,640,000 rations de biscuit, et M. l'intendant Blondeau constate : qu'il n'y en avait pas assez et à beaucoup près. D'après M. l'intendant divisionnaire Dennecey de Cevilly, il y avait en tout, dans la place de Metz, 9,000 quintaux de blé, 6,000 quintaux de farine, 450 quintaux de lard. Le riz, le café, le sel, le vin manquaient.

Pour se faire une idée de la pénurie de subsistances dans laquelle se trouvaient nos places fortes, il suffit de se reporter aux dépêches du commencement de la guerre :

« 19 juillet.

« *Du général de Failly :*

« Aucune ressource, point d'argent... Nous avons besoin de tout, sous tous les rapports. »

« 20 juillet.

« *De l'intendant en chef :*

« Il n'y a à Metz ni sucre, ni café, ni riz, ni eau-de-vie, ni sel, peu de lard et de biscuit. »

« 24 juillet.

« *De l'intendant de la 5e division militaire :*

« Metz, qui fournit aux 3e, 4e et 5e corps, n'a plus ni biscuit ni avoine... »

« 24 juillet.

« *De l'intendant du 3e corps :*

« Le 3e corps quitte demain Metz, je n'ai ni infirmiers, ni ouvriers d'adminisiration, ni

caissons d'ambulance, ni fours de campagne, ni train, et, dans deux divisions, pas même un fonctionnaire. »

« 25 juillet.

« *Du sous-intendant de Mézières :*

« Il n'existe aujourd'hui dans la place de Mézières et de Sedan ni biscuit, ni salaisons. »

« 28 juillet.

« *Du major-général :*

« Le biscuit manque pour se porter en avant. »

De Reischoffen, enfin, qu'il occupait avec la 1re division du 1er corps d'armée, le général Ducrot télégraphiait, le 29 juillet, à Strasbourg (1) :

« La question des subsistances devient de plus en plus grave, l'administration ne nous donne absolument rien, les denrées s'épuisent dans les localités. »

3° FORTIFICATIONS. — Nos places fortes n'étaient pas en état de défense. Sans entrer dans des détails par trop minutieux, il suffit de rappeler, en se bornant aux principales forteresses de la frontière de l'Est, que rien n'existait à Belfort et que c'est bien postérieurement qu'il a été construit des redoutes qui ont permis de défendre la ville. A Metz, les débats du procès Bazaine font connaître que les forts qui entourent la ville étaient si peu avancés que le 26 août, plus d'un mois après la déclaration de guerre, le général Coffinières de Nordeck déclarait que si l'armée s'éloignait, la place capitulerait avant quinze jours. A Strasbourg, pas une redoute ne défendait les abords de la ville, de telle sorte que les pièces de campagne prussiennes ont pu commencer le bombardement dès leur arrivée. A Paris, enfin, ce n'est que vers le milieu d'août, après nos premiers désastres, que les travaux de défense ont été commencés, si bien que le temps a manqué pour construire les ouvrages depuis longtemps jugés nécessaires.

« Dès mon entrée au ministère, dit M. Brame, dans sa déposition, ma première pensée fut de me rendre un compte exact de l'état où se trouvaient les fortifications de Paris. J'allai visiter, le lendemain, les remparts et les différents forts qui l'entouraient. Les forts contenaient tout simplement un portier consigne; dans les forts et sur les fortifications, pas une pièce de canon n'était en place; ni munitions, ni gargousses, ni vivres, ni défenseurs; partout c'était le silence, le désert; et l'ennemi était à huit journées de Paris! »

Voilà donc quelle était la situation exacte au moment même où, par son assurance, par ses affirmations répétées, le maréchal Le Bœuf triomphait des hésitations de l'empereur, poussait en avant ministres et ambassadeur.

« Quand je voulus poser deux ou trois questions à M. le maréchal Le Bœuf, dit M. Dréolle, dans sa déposition, lui demander ce qu'il allait faire de ces soldats autorisés par lui-même à se marier, et s'il comptait sur des hommes qui étaient dans leurs foyers depuis longtemps, le maréchal Le Bœuf me répondit : Nous sommes prêts? Nous sommes prêts! Mes collègues le répétaient. J'ai suivi le courant avec regret, mais je l'ai suivi...»

Et plus loin :

« Je dois insister ici sur une question que nous posâmes dans la Commission aux trois ministres : « Mais enfin nous sommes prêts? » — Et alors, nous entendîmes les trois

(1) Dépêche inédite.

ministres, et particulièrement MM. Emile Ollivier et le maréchal Le Bœuf, dire que nous étions prêts pour soutenir la lutte, que nous n'avions rien à craindre, que nous avions huit ou dix jours d'avance sur l'ennemi ; enfin, qu'au point de vue militaire, nous étions absolument prêts.

« Lorsque, trois semaines plus tard, je me suis retrouvé dans cette pièce où les ministres nous avaient affirmé que nous étions prêts, et quand le général de Montauban nous a exposé l'état de nos forces et de nos arsenaux, c'est alors que j'ai dit : Nous avons été trompés ! »

Nous sommes prêts !

Organisation, effectif, armement, subsistances, habillement, tout était insuffisant, tout manquait.



L'AMIRAL RIGAULT DE GENOUILLY.
Ministre de la marine.

CHAPITRE III

Plan de campagne de l'Empereur. — Mobilisation de l'armée française. — Concentration. Mouvements opérés par les différents corps.

I

Après la guerre de 1866 et les victoires de la Prusse, le maréchal Niel, comprenant que la lutte entre la France et l'Allemagne était imminente, avait appelé sur ce point l'attention des généraux, et s'était efforcé de tout préparer, de façon à ne rien abandonner à l'indécision toujours si dangereuse du dernier moment.

Un plan de campagne avait été arrêté, étudié dans les bureaux. Le maréchal Le Bœuf, dans une de ses dépositions à Trianon, fait connaître les auteurs de ce projet. « Il avait, dit-il, été conçu par le général Lebrun, l'intendant Pagès et moi. » Le ministre de la guerre avait adopté les dispositions suivantes : trois armées étaient formées sous le commandement des maréchaux Bazaine, Mac-Mahon et Canrobert : la première se réunissait en Alsace, la seconde à Metz, la troisième se tenait en réserve à Châlons. Deux corps distincts étaient en outre, constitués à Belfort et à Lyon, comme noyaux de nouvelles troupes.

Les deux premières armées, prenant pour bases d'opérations Metz et Strasbourg, devaient : la première, masquer Sarrelouis et les trois grandes places du Rhin moyen, la seconde passer par la vallée de la Kinzig, Rastadt et la Forêt Noire.

Ce plan offrait deux avantages : il permettait de tourner, du même coup, toutes les forteresses du Rhin supérieur et moyen, et obligeait l'Allemagne du Sud prise, si l'offensive se produisait rapidement, en flagrant délit de formation, à rester simple spectatrice de la lutte.

Ces considérations étaient si évidentes que les divers projets successivement étudiés de 1866 à 1870 s'écartèrent peu de ces données principales.

En 1867, un mémoire fut rédigé par le général Frossard, et soumis au ministre de la guerre ; il comprenait quatre armées.

1° 120,000 hommes en Alsace, divisés en deux groupes d'égale force et réunis, l'un à Wissembourg, l'autre à Huningue.

2° 140,000 hommes en Lorraine, fermant le débouché de Sarrebrück, et s'appuyant sur Thionville.

3° 60,000 hommes groupés entre Mézières et Guise, dans le cas où la neutralité de la Belgique ne serait pas respectée,

4° Enfin, une armée de 120,000 hommes devait se réunir à Châlons.

Peu de temps avant la lutte, trois ou quatre mois au plus, le ministre de la guerre s'était vivement préoccupé d'un nouveau plan de campagne. En quoi consistait-il, quelles modifications apportait-il aux projets antérieurs? C'est ce qu'il est impossible de savoir. Les quelques renseignements qu'il nous a été donné de recueillir constatent simplement que ce plan était très-minutieusement exposé : il comprenait quatre volumes que le ministère faisait composer secrètement, par feuilles isolées, chez plusieurs imprimeurs différents, afin d'empêcher toute indiscrétion. Ce document a été tiré à quelques exemplaires seulement, et les épreuves en ont été soigneusement détruites.

Il serait donc assez difficile de préciser quelles étaient, au moment où tout espoir de paix fut écarté, les intentions de l'état-major français, si nous ne les trouvions succinctement exposées dans deux documents spéciaux : 1° une brochure attribuée à l'empereur (1), et qui paraît avoir tout au moins une origine officieuse ; 2° la déposition du ministre de la marine, amiral Rigault de Genouilly, devant la commission d'enquête.

L'empereur n'avait confié son projet qu'aux maréchaux Mac-Mahon et Le Bœuf : 150,000 hommes devaient être réunis à Metz, 100,000 à Strasbourg, et 50,000 à Châlons.

La concentration rapide de ces troupes ne permettait pas à l'ennemi de savoir sur quel point l'attaque se produirait, car l'offensive pouvait être également dirigée contre les provinces rhénanes ou contre le grand-duché de Bade.

La concentration opérée, l'armée de Metz devait être réunie à celle de Strasbourg, passer le Rhin à Maxau, laissant de côté Rastadt et Germersheim.

Les Etats du Sud étaient ainsi obligés à la neutralité, et l'armée française marchait à la rencontre des Prussiens.

L'empereur avait calculé que l'Allemagne du Nord ne pourrait mettre que 500,000 hommes en ligne, car elle était obligée de garder à la fois ses côtes et sa frontière. Notre armée était inférieure en nombre, sans doute, mais on comptait sur la supériorité du chassepot et sur les mitrailleuses, pour obtenir quelques rapides succès.

Ce plan ne laissait pas que de soulever des objections : la plus grave était certainement d'obliger l'armée française à une longue marche de flanc, nécessaire pour amener les troupes de Metz en avant de Strasbourg, marche de flanc accomplie sous les yeux de l'ennemi, dans un pays difficile, à la frontière même, et avec l'appui d'une seule ligne de chemin de fer; mais il offrait, au point de vue politique, d'incontestables avantages. Outre l'espoir de neutraliser l'Allemagne du Sud, il donnait à l'Italie et à l'Autriche la facilité de réunir leurs armées aux nôtres. Nous savons, en effet, par les déclarations très-précises de M. de Chaudordy, qu'il y avait engagement pris de la part de ces deux puissances, et que le plan de campagne avait pour ainsi dire été délibéré avec elles. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ce passage de la déposition de M. de Chaudordy, si important et si décisif : « ... Du 20 juillet au 3 ou 4 août, toutes les stipulations du traité furent arrêtées entre Florence, Vienne et Paris. On y régla la procédure d'après laquelle on passerait de la neutralité armée à l'alliance offensive, dans la supposition que l'armée française réussirait à franchir le Rhin, pénétrerait dans l'Allemagne du Sud, et tendrait la main vers Munich aux troupes autrichiennes et italiennes

(1) Des causes qui ont amené la capitulation de Sedan.

qui se porteraient au-devant d'elle. Le gouvernement français n'était pas signataire du traité conclu entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie seules; mais en réalité, l'empereur Napoléon avait été consulté sur tous les articles dont il se composait, il les avait approuvés ou modifiés suivant les circonstances, et l'instrument qui les contenait devait compter nécessairement comme un point capital dans les perspectives de la guerre qui allait s'engager. Comme je viens de le dire, ce traité supposait que les débuts de la campagne seraient favorables pour nos armes, et que nous suffirions à la tâche entreprise par nous, jusqu'au moment où nos alliés seraient en mesure, politiquement et militairement, d'entrer en lice, c'est-à-dire vers le 15 septembre... »

Dans la même déposition, M. de Chaudordy ajoute les renseignements suivants, qui ne laissent place à aucun doute : « ... Quant à la question de savoir si le traité a été signé, je ne puis répondre qu'une chose, c'est qu'un exemplaire définitif est parti de Metz, que M. le comte Vimercati l'a rapporté à Paris, et que, de Paris, il a été transmis à Florence et à Vienne, et est arrivé à sa destination avant la bataille de Woerth; puis on n'en a plus entendu parler... »

Le plan de campagne était donc subordonné à des conditions politiques qui nous obligeaient avant tout à franchir le Rhin, et à nous porter en avant.

Les troupes réunies à Châlons avaient pour mission, après le départ de l'armée de Metz, de faire au besoin une démonstration sur la Sarre, de défendre en tout cas la ligne de la Moselle.

La marine avait, également, son rôle tout tracé : deux escadres devaient être formées, la première, chargée de bloquer l'escadre prussienne « quand on saurait au juste où elle se serait retirée; » la seconde, opérant dans la Baltique le débarquement d'un corps d'armée français « dont les troupes pourraient, à ce que l'on supposait, se réunir à un corps d'armée fourni par le Danemark. » L'amiral Rigault de Genouilly entre à ce sujet dans des détails suffisamment précis, et s'élève contre l'idée d'un bombardement de Dantzick et de Kiel : « Cela, dit-il, n'aurait servi à rien. » Dès 1869, un officier de marine avait été envoyé à Copenhague « pour s'informer de ce que l'on pouvait faire d'utile dans la Baltique; » une étude minutieuse avait amené ces conclusions, qu'il fallait, de toute nécessité, un corps expéditionnaire de 30,000 Français, auxquels se joindraient 40,000 Danois. L'objectif était Kiel ou Hombourg.

Les préparatifs de cette expédition se continuèrent jusqu'à nos premières défaites : à ce moment seulement, on renonça définitivement à tout projet de débarquement dans la Baltique. Ajoutons, pour terminer sur ce point, que l'une des causes du retard fut la prétention inattendue du prince Napoléon qui voulait être chargé du commandement de la flotte et du corps expéditionnaire, à la tête duquel était placé le général Trochu (1).

II

Mais, pour réaliser ce plan de campagne, pour prendre l'offensive et envahir l'Allemagne du Sud, il fallait gagner les Allemands de vitesse, et mobiliser promptement toutes nos troupes.

(1) Enquête sur le 4 septembre. Déposition de l'amiral Rigault de Genouilly.

Cette nécessité d'une prompte mobilisation était depuis longtemps admise par tous les esprits clairvoyants. En 1835, le général Bugeaud écrivait (*Organisation unitaire de l'armée*) : « Il est nécessaire d'adopter une organisation qui mette sans cesse à la disposition



LE MARÉCHAL NIEL

du pays tous les contingents, pour entrer de suite en campagne. » Plus loin, il ajoutait : « Dans mon système, tout est sur les lieux : soldats, cadres, habillement et armement ; à la rigueur, on peut mettre le bataillon complet tout en mouvement dans quatre jours. »

Malheureusement, ces avertissements avaient été perdus, et rien ou presque rien n'avait été fait pour activer le passage du pied de paix au pied de guerre.

Le maréchal Niel s'était, il est vrai, efforcé de remédier à notre infériorité sur ce point, et de modifier nos institutions, dont la guerre d'Italie avait fait connaître tous les vices. Après une étude attentive, il avait admis que la mobilisation pouvait s'effectuer en neuf jours, mais à la condition que l'on ne reculerait pas devant l'adoption des mesures nécessaires, et il avait indiqué, parmi les plus urgentes, l'obligation de ne plus séparer les dépôts de leurs corps.

Le maréchal Le Bœuf ne jugea pas utile de poursuivre les études et les réformes entreprises par son prédécesseur. Sur cent régiments de ligne, trente-six seulement se trouvaient, au moment de la guerre, réunis à leurs dépôts. Le 86e était à Lyon, et avait son dépôt à Saint-Malo; le 32e à Châlons, avec son dépôt à Ajaccio; le 96e à Strasbourg, avec son dépôt à Antibes; le 9e bataillon de chasseurs à pied se trouvait à Sétif (Algérie), et son dépôt à Grenoble. Il ne serait malheureusement que trop facile de multiplier ces exemples.

En consultant une pièce officielle émanant de la 1re direction du ministère de la guerre, et qui porte ce titre : *Délais strictement nécessaires pour la mise en route de la réserve et de la deuxième partie du contingent*, on arrive à ces résultats : que la circulaire portant appel à l'activité étant expédiée le 14 juillet au soir, les hommes devaient recevoir leur feuille le 19, par les soins de la gendarmerie; le 26, être rendus au dépôt, et le 29, à leur corps. Les jeunes soldats avaient un délai plus long de deux jours. Ainsi, une journée seulement devait suffire au dépôt pour équiper et armer les réservistes. A l'appui de ces chiffres, le maréchal Le Bœuf a fourni un document qui semble bien concluant, c'est la récapitulation par département des dates de départ des jeunes soldats et des réservistes. Il en résulte que, du 18 au 28 juillet, 163,000 hommes ont été mis en route, en dehors de l'armée active. Après cette énonciation, le document ajoute : « Ce chiffre est inférieur de 10,487 hommes à celui que présente la situation mensuelle de la réserve établie à la date du 1er juillet. » Il semblerait donc que le déficit n'ait été que de 7 à 8 pour cent, et que nos régiments aient dû se trouver, le 28 juillet, à peu près sur le pied de guerre; mais il faut remarquer qu'il ne s'agit ici que de la mise en route, et nullement de l'arrivée des hommes soit au dépôt, soit au corps. Au moment même où les réservistes recevaient l'ordre de rejoindre, les transports de troupes commençaient par toute la France; les chemins de fer étaient encombrés par le matériel de campagne, les approvisionnements de toute sorte, et les troupes, à ce point que le plus petit trajet prenait les proportions d'un véritable voyage. A leur arrivée au dépôt, les hommes trouvaient une telle pénurie, qu'il était le plus souvent impossible de les équiper, tout manquant à la fois.

Puis, quand les dépôts étaient parvenus, à force de zèle et d'activité, à compléter tant bien que mal l'équipement des réservistes, ceux-ci ne rejoignaient plus les régiments auxquels ils étaient attachés. Et comment un simple soldat aurait-il pu se *débrouiller* au milieu de ce chaos, quand, le 21 juillet, le général Michel télégraphiait de Belfort à Paris que, malgré toutes ses recherches, il ne parvenait à trouver ni la brigade qu'il était chargé de commander, ni le général de division sous les ordres duquel il était placé!

Cet exemple n'est malheureusement pas le seul. Voici ce qu'on lit, en effet, dans la déposition du directeur de l'administration de la guerre : « La cavalerie a été formée de cinq ou six manières différentes depuis le 15 juillet jusqu'au 5 août. Vous verrez dans le tableau de l'armée du Rhin, tantôt un corps de cavalerie qui n'a jamais existé, tantôt des divisions, tantôt des régiments de cavalerie adjoints à des divisions d'infanterie. J'ai désigné un inten-

dant militaire pour un corps de cavalerie : c'est le baron Schmitz. Il n'a jamais pu trouver son corps, attendu qu'il n'a jamais existé. »

Pendant plus de quinze jours, il fut impossible à l'administration supérieure de la guerre d'indiquer l'emplacement de chaque régiment. L'empereur lui-même, dans une brochure publiée après la guerre, brochure qui contient de très-intéressants détails (1), après avoir reconnu que la mobilisation en France s'opère dans les plus mauvaises conditions, ajoute : « De Marseille à Brest, de Bayonne à Lille, les routes et les chemins sont sillonnés en tous sens par les soldats allant d'un bout à l'autre de la France chercher leur dépôt, et de là repartant de nouveau pour rallier leur régiment. On imagine tout ce que ces allées et venues occasionnaient de dépenses et de retard. »

« Dans la guerre de 1870, écrit le général Vinoy (2), certains hommes appartenant aux régiments de zouaves, placés dans la réserve dans les départements du Nord, ont dû traverser toute la France, pour aller s'embarquer à Marseille, se faire armer et équiper à Coléah, à Oran, à Philippeville, et revenir combattre au point même d'où ils étaient partis. Ils avaient fait inutilement 2,000 kilomètres de chemin de fer, deux traversées de deux jours au moins chacune. Ceux d'entre eux qui ont pu arriver à temps se présentaient dans les conditions suivantes : un détachement de 500 hommes, destinés au 1er zouaves, arrivait à Marseille le 15 août, sans savoir où rejoindre son régiment, que les événements de guerre avaient déplacé, et qui partait du camp de Châlons le 21 août, laissant à peine le temps de rejoindre. — 300 hommes, destinés au 3e zouaves, se trouvaient à Mézières, le matin du 31 août ; ils sont arrivés dans la journée à Sedan, et il est douteux qu'ils aient pu rejoindre leur corps, et lui donner une force nouvelle. Ces détachements n'avaient qu'un seul officier pour les diriger ; ils n'étaient pas même en état de se défendre, et ne pouvaient être utilisés que dans leurs corps. »

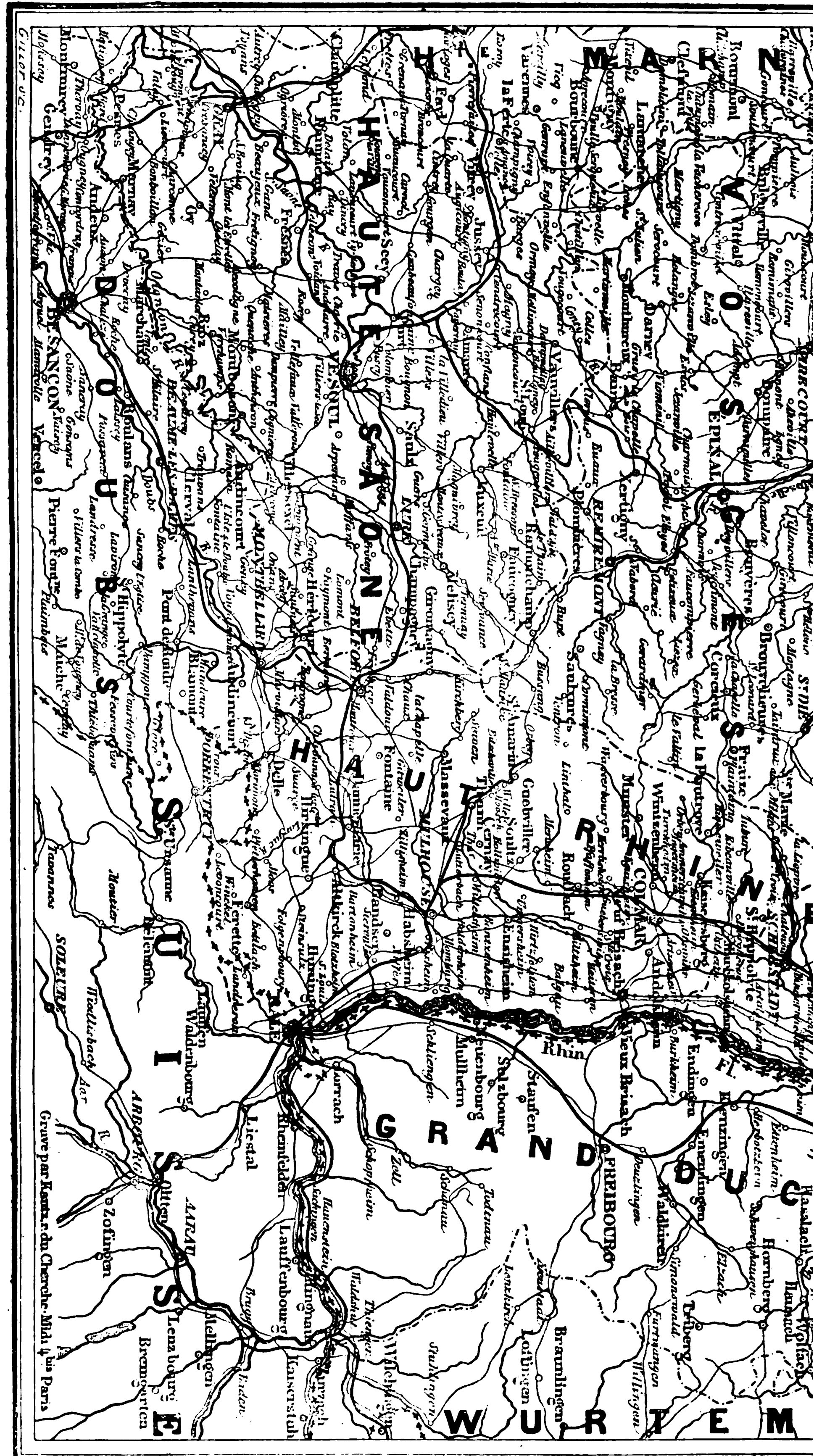
Le désordre était si grand que, dans le cours même de la mobilisation, le ministre de la guerre prescrivit que les réservistes équipés dans les dépôts seraient dirigés sur les corps le plus à proximité. Cette mesure ne remédia au mal que dans une très-faible proportion, et elle amena des abus d'un autre genre. Certains régiments, en effet, perdaient toute cohésion par suite de l'adjonction disproportionnée des réservistes et des jeunes soldats, d'autres, au contraire, ne recevant aucun renfort, étaient d'une faiblesse de nature à compromettre le résultat des opérations ultérieures.

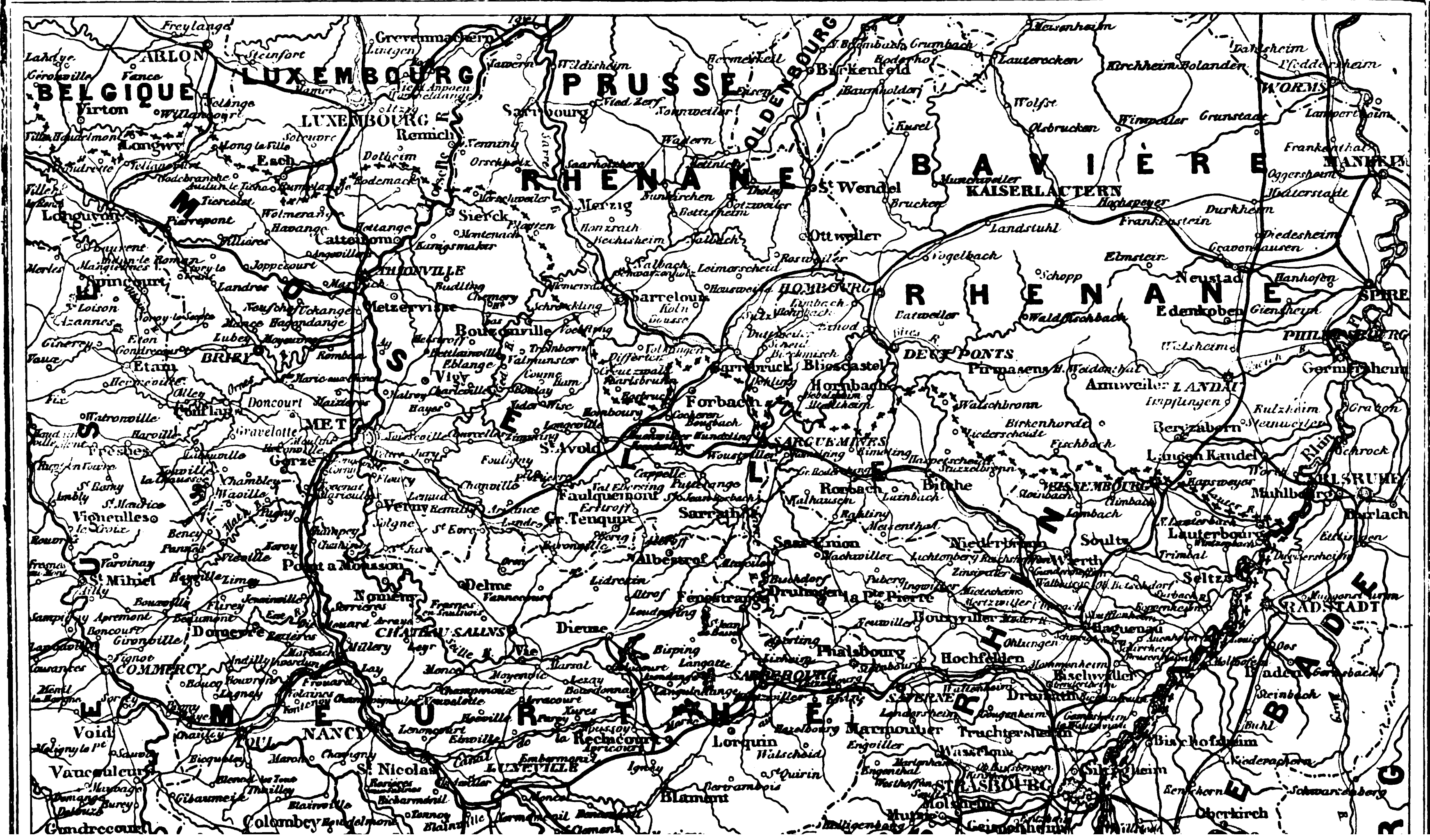
En se reportant au très-remarquable travail du directeur des chemins de fer de la Compagnie de l'Est, M. Jacqmin, auquel nous aurons à faire de larges emprunts (3), on reconnaît que la proportion des hommes isolés qui ne rejoignaient pas les corps, était considérable. « Dès le troisième ou le quatrième jour, écrit-il, nos gares et toutes les gares du réseau français ont été successivement encombrées de soldats isolés, appartenant à tous les régiments de l'armée, groupés par les intendants sous les ordres de quelques sous-officiers. Ces derniers, sans autorité sur les détachements d'hommes inconnus qui leur étaient confiés, partaient, en laissant tout le long du chemin une partie de leurs hommes plus ou moins égarés. Les soldats isolés ont constitué de suite une masse flottante errant sur les chemins, vivant dans

(1) *Notes sur l'organisation militaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord.*

(2) *L'Armée française en* 1873.

(3) *Les Chemins de fer pendant la guerre.*


GRAND
WURTEM
Rhin


BELGIQUE
ARLON
LUXEMBOURG
LUXEMBOURG
PRUSSE
RHENANE
OLDENBOURG
BAVIÈRE
RHENANE
KAISERLAUTERN
St. Wendel
DEUX PONTS
THIONVILLE
METZ
Sarrelouis
Forbach
SARGUEMINES
Bitche
WISSEMBOURG
Pont a Mousson
NANCY
St. Nicolas
LUNEVILLE
TOUL
COMMERCY
St. Mihiel
Phalsbourg
SAVERNE
STRASBOURG
Haguenau
RADSTADT
MEURTHE
MOSELLE
MEUSE
BADE

les buffets improvisés, dans les gares, par les soins et aux frais de personnes bienveillantes, ne retrouvant jamais leur corps. A la fin du mois d'août, la gare de Reims a eu à défendre ses wagons contre les tentatives de pillage faites par une bande de 4 à 5,000 de ces hommes, fléau des armées et de leur pays, et qui, après avoir, de bonne foi, cherché leurs régiments, s'étaient facilement habitués à l'idée de ne pas les retrouver. »

Mais ce n'étaient pas seulement des hommes qui manquaient, c'étaient quelquefois des corps entiers, — le train, les équipages, les ambulances, — qui faisaient défaut : « Les deux batteries d'artillerie, dépose le général Ducrot, celles de mitrailleuses et une ou deux de réserve qui se trouvaient là (Reischoffen), n'avaient pas un seul vétérinaire, et personne pour leur donner des fourrages : personne ne savait se servir de ces mitrailleuses, sauf un seul officier. On tira quelques coups à blanc, l'avant-veille du départ, pour voir comment se manœuvraient ces machines-là....., les réservistes n'avaient jamais vu un chassepot quatre jours avant d'aller au feu. » Et comme M. de Leusse, maire de Reischoffen, s'effrayait de ce désordre : « Dans les autres divisions, lui dit le général Ducrot, c'est encore bien pis. » Voici un exemple plus concluant encore, c'est l'intendant-général Blondeau qui le fournit à la commission des marchés : le nombre d'infirmiers et d'ouvriers d'administration étant insuffisant, parce que la plupart de ces hommes étaient en Algérie, M. Blondeau donna l'ordre au général commandant la 9e division militaire, à Marseille, de retenir tous les ouvriers d'administration, tous les infirmiers militaires. « Le général, ennuyé de l'immense quantité d'hommes qui affluaient à Marseille, les envoya à Toulon pour être embarqués sur les navires de guerre, et n'a pas donné à Toulon l'avis de les retenir comme il avait été donné à Marseille. Il en est résulté que tous nos infirmiers et tous nos ouvriers d'administration ont été, à la date du 20 ou du 25 juillet, embarqués pour l'Algérie, de telle sorte que, quand on voit l'armée se plaindre de n'avoir ni infirmiers ni ouvriers d'administration, on conçoit que cela n'ait rien d'extraordinaire. »

La compagnie du chemin de fer de l'Est, à qui incombait naturellement la plus grande part dans cet immense travail de transport, était requise, le 15 juillet, de se tenir à la disposition du ministre de la guerre. Dès le lendemain, les trains se succédèrent. Malheureusement, la question si grave du transport par chemin de fer n'avait pas été mieux étudiée que le reste; là encore tout était livré au hasard, et il fallait tout le zèle, toute l'activité des employés de cette compagnie, qui devaient montrer tant de dévouement pendant la guerre, pour surmonter les obstacles qui surgissaient à chaque instant. Le maréchal Niel avait, il est vrai, institué une commission chargée d'élaborer un règlement pour le service militaire des chemins de fer analogue à celui qui existait en Prusse; mais ces sages prescriptions avaient été négligées. Chaque jour, la compagnie de l'Est recevait du ministère de la guerre des ordres indiquant le nombre de régiments, d'escadrons ou de batteries qu'il y avait à charger, mais le plus souvent, ces avis étaient inexacts. Les heures changeaient à chaque instant; là où l'infanterie était attendue, la cavalerie arrivait, si bien qu'il fallait modifier les trains. Enfin, l'effectif variait à ce point que certains régiments comptaient 1,600 hommes, tandis que d'autres n'en avaient que 950, et l'un même 550.

III

Le passage du pied de paix au pied de guerre avait si peu été étudié, malgré les affirmations du maréchal Le Bœuf devant la commission d'enquête, que l'on ne s'était pas même occupé d'envisager le problème sous ses différents aspects. Une confusion regrettable s'était faite entre ces deux mots : *mobilisation, concentration.* Ce sont là, en effet, deux opérations distinctes qui ne peuvent être exécutées simultanément, sous peine d'amener le désordre.

La mobilisation consiste à appeler les réservistes, à les pourvoir, dans les dépôts, de tout ce qui leur est nécessaire, puis, quand ils sont équipés et armés, à les encadrer dans les régiments auxquels ils sont destinés.

Ce premier travail accompli, il reste à transporter aux endroits désignés, à *concentrer* tous ces corps prêts à entrer en ligne.

On ne crut pas devoir suivre cette méthode si rationnelle et si sage. Pêle-mêle, on envoya les régiments tels qu'ils se trouvaient, de là des souffrances et des découragements qu'il eût fallu à tout prix éviter. Le soldat manquait de tout, aussi bien des objets nécessaires à l'alimentation, que de ceux qui servent à combattre. Pas d'ambulances, pas de munitions, pas de parcs : un affolement terrible sous les yeux mêmes de l'ennemi, dont les espions notaient précieusement ces symptômes précurseurs de défaites.

Dans leurs instructives dépositions, les intendants donnent une idée exacte de ce qu'était cette organisation. L'un d'eux était aux bains de mer, le second en tournée d'inspection, un troisième à l'autre bout de la France. Du 17 au 20 juillet, on les appelle, et on leur apprend qu'ils sont promus au commandement de tel ou tel corps. Ils se rendent en toute hâte au lieu indiqué, et à la place d'une troupe organisée, d'une armée prête à combattre, ils trouvent une foule qui a faim. De là ce lamentable ensemble de dépêches qui marque le commencement de la campagne. Chaque intendant, chaque général n'a conscience que de ses propres besoins : à toute heure, il télégraphie au ministre, et somme la compagnie des chemins de fer de lui envoyer à l'instant, sans aucun retard, tout ce qui lui est nécessaire. A qui entendre au milieu de toutes ces réclamations également fondées? ici c'est le pain qui manque, là le vin et le biscuit, plus loin, ce sont les cartouches qui font défaut. En avant de Strasbourg, il n'y a pas de chirurgiens, et les zouaves emmenés d'Afrique, au moment de la moisson, sont venus avec des fièvres qui les font entrer par centaines à l'ambulance.

Pour augmenter le désordre déjà si grand, les dépêches se contredisent. Nous citerons seulement trois télégrammes, venus de Metz dans la même journée, et qui se trouvent résumés dans le document suivant :

Ministre de la guerre à intendant en chef à Metz, le 8 août : « Votre dépêche d'hier, 9 h. 30 du matin, demande d'urgence des farines sur Metz ; celle de 5 h. 50 du soir, dit de cesser tout envoi, et, enfin, une troisième, de 10 heures et demie, demande 2,200 quintaux de diverses denrées. Ces alternatives, se succédant à de courts intervalles, me mettent dans un grand embarras. »

Le pire, c'est que les provisions que l'on envoyait n'arrivaient que bien rarement à destination.

Toutes les gares étaient encombrées à ce point qu'il était impossible de s'y reconnaître. Dans son livre sur les chemins de fer, M. Jacqmin fixe le point de départ de cet encombrement. Lorsque les premiers trains chargés de troupes arrivèrent, à Metz notamment, les soldats, fatigués par ce long trajet, accompli au mois de juillet, s'empressèrent de sauter à terre et de gagner les casernes qui leur étaient assignées. Mais, outre les hommes, les trains de chemins de fer avaient amené des bagages, du matériel ou des voitures : nul ne s'en inquiéta. Il fallut alors ranger les wagons à moitié déchargés. Après les premières troupes, vinrent des canons, des approvisionnements de toutes sortes, et les gares s'encombrèrent de plus en plus. Les intendants émettaient cette singulière opinion, qu'il ne fallait pas transporter les denrées en ville, mais les laisser en gare, comme magasins roulants, puisque l'on ne savait si l'on irait plus loin. Bref, la moitié du matériel de la Compagnie se trouva ainsi immobilisé, et il fallut bientôt renoncer à apporter un peu d'ordre. Un seul fait suffira pour donner une idée de cette situation. Vers la fin du mois d'août, au moment où l'armée de Metz était à la veille de manquer de cartouches, on en découvrit quatre millions à la gare. Ainsi, un mois après l'arrivée de l'armée, l'encombrement n'avait pas encore cessé.

Malgré toutes ces causes de retard, il fut possible d'amener très-rapidement sur la frontière un nombre d'hommes relativement élevé. Le 26 juillet, 186,000 hommes avaient été transportés, et le 4 août, les documents émanant de la compagnie du chemin de fer de l'Est accusent un transport de 300,000 hommes. Il faut, il est vrai, réduire sensiblement ces chiffres, car il n'a été possible de noter que le nombre d'hommes, sans tenir un compte précis de tous les doubles mouvements qui devaient fatalement s'opérer au milieu d'une telle confusion.

Cette rapidité relative s'explique par cette considération que les corps de Paris et de Lyon étaient à peu près organisés, il en était de même de l'armée d'Afrique ramenée en France le 19 juillet ; enfin, le général Frossard se trouvait au camp de Châlons avec une vingtaine de mille hommes. Toutes ces troupes furent aussitôt transportées : celles qui arrivaient d'Afrique, et devaient former le premier corps (*voir plus loin l'ordre de bataille de l'armée française*), étaient destinées à Strasbourg. Le général Frossard avait son quartier général à Saint-Avold, la veille même de la déclaration de guerre. Sa 1re division (général Vergé) occupait Saint-Avold, la 2e (général Bataille) allait jusqu'à Forbach, la 3e division (général de Laveaucoupet) était établie à Bening-Merlebach, à l'entrecroisement même du chemin de fer de Forbach et de Sarreguemines. Ce corps, fort à ce moment de 20 à 22,000 hommes au plus, s'étendait donc sur une étendue de 16 kilomètres.

En même temps, le 3e corps se réunissait à Metz, le 4e (général de Ladmirault) à Thionville. Le 7e (général Douay) avait l'ordre de se concentrer à Belfort. La garde impériale attendait l'empereur, et n'arrivait que quelques jours après à Metz.

Le 5e corps (général de Failly) fut formé à Bitche ; le 24 juillet, le quartier général de ce corps fut transporté à Sarreguemines, où de grands approvisionnements avaient été réunis sur la frontière même.

A ce moment, l'empereur et le maréchal Le Bœuf semblaient si peu se douter que les Allemands prendraient l'offensive, que les vivres avaient été principalement amassés dans

les deux villes qui, par leur position sur l'extrême frontière, étaient le plus exposées : Forbach et Sarreguemines.

Espérait-on effrayer l'ennemi, en lui montrant des soldats sur tous les points, et ne réfléchissait-on pas qu'il serait impossible, au moment voulu, d'opérer une concentration rapide et d'appeler au secours d'un corps menacé les divisions voisines ?



LE MARÉCHAL DE MOLTKE.

Le 7e corps (Douay) avait, il est vrai, une ligne de chemin de fer pour rallier le maréchal Mac-Mahon, mais il n'était encore qu'en formation.

Pourquoi, d'ailleurs, avoir choisi cette position éloignée (126 kilomètres de Strasbourg)? La frontière de la basse Alsace, de Huningue à Neufbrisach, ne semblait pas sérieusement menacée par l'ennemi. Des forêts marécageuses rendent, en effet, difficile la marche d'un corps de troupes important. Enfin, les six routes qui font communiquer la vallée du Rhin

entre Strasbourg et Mulhouse à la vallée de la Moselle, par les Vosges, passent à travers des vallées étroites et en partie boisées : ce sont, en réalité, des défilés dangereux et presque impraticables à une armée.

L'invasion semblait plus probable du côté de Wissembourg : la grande route qui de la frontière mène à Strasbourg a toujours été indiquée par les auteurs allemands comme une excellente ligne d'opérations. En pénétrant de ce côté, les Allemands avaient l'avantage d'intercepter les communications entre Metz et Strasbourg, en coupant, vers Niederbronn, le chemin de fer qui suit la frontière par Bitche et Sarreguemines. Un tel mouvement permettait encore à l'assaillant qui tourne Strasbourg de priver cette place du chemin de fer de Paris.

Le passage des Vosges qui sépare l'Alsace de la Lorraine n'offre pas des obstacles insurmontables : à mesure que l'on s'approche de la Lorraine, la hauteur de la chaîne des Vosges diminue, et le réseau des routes devient plus étendu.

En remontant vers le Nord, on trouve la grande route qui, de Deux-Ponts, traverse Rohrbach, Ottwiller et Sarrebourg. Un peu au delà enfin, plusieurs routes étaient encore ouvertes à l'invasion : ce sont celles de Sarreguemines à Custine, par Saaralbe et Fenestrange, de Sarreguemines à Nancy, de Sarreguemines à Bar-le-Duc, par Pont-à-Mousson.

La route de Saarbrück (Forbach) passe par Rosbrück, sur la Rosselle, et traverse un pays montagneux pour aboutir à Longeville, près Saint-Avold. A ce point la route bifurque, l'ennemi peut se diriger par Dieuze et Marsal, vers Lunéville. Pour franchir la Moselle, afin de prendre la route de Verdun, objectif indiqué, il n'existe de ponts qu'à Longeville-lès-Metz, sous le canon même de la place, à Novéant, à Ars et à Pont-à-Mousson.

Enfin de Saarlouis, partent deux routes (en dehors de celle qui rejoint à Saint-Avold, la route de Saarbrück) : l'une aboutit à Thionville par Bouzonville, l'autre à Metz par Boulay. En choisissant la seconde, l'ennemi peut passer la Moselle au-dessous de Metz ; en adoptant la première, il est obligé, pour regagner la route de Verdun, de jeter des ponts en dehors de la sphère d'action des deux places, Metz et Thionville, distantes l'une de l'autre de 28 kilomètres. Il n'y a en effet de la frontière à Metz qu'un seul pont à Thionville. La largeur de la rivière est d'environ 250 pas ; l'opération est d'autant plus périlleuse, que les chemins sont difficiles, et traversent des forêts impossibles à tourner. Enfin Metz et Thionville étant réunis par une voie ferrée, il est toujours facile d'envoyer rapidement de l'une de ces deux places des troupes suffisantes pour empêcher l'ennemi de jeter des ponts.

Au delà de Saarlouis, il n'y a plus de grande route jusqu'à Sierck, où commence la frontière du Luxembourg.

Un mot seulement des forteresses. Sur la frontière d'Alsace, de Belfort à Strasbourg, nos forteresses n'avaient qu'une importance très-secondaire : Neufbrisach, Schlestadt, Phalsbourg, Lichtemberg, La Petite-Pierre, toutes ces fortifications, accumulées de Huningue à Lauterbourg, soit directement sur la frontière, soit dans l'intérieur du pays, n'offraient qu'une protection insuffisante, et étaient incapables d'arrêter l'assaillant, toujours maître de masquer ou de tourner ces frêles obstacles, s'il ne préférait recourir à une attaque de vive force, dont le mauvais état des fortifications, et le manque de canons, de soldats ou de munitions, semblaient assurer le succès.

A mi chemin, entre Sarreguemines et Wissembourg, se trouve Bitche. En remontant vers le nord-ouest, enfin, Thionville et Metz.

Ce rapide coup d'œil, jeté sur le terrain, permet de déterminer les points qui paraissaient exposés aux attaques de l'ennemi.

De Sierck à Sarrebrück, de même que de Belfort à Strasbourg, le danger ne semble pas grand, car les routes n'offrent que des désavantages aux Allemands.

Au contraire, Forbach, Sarreguemines, Wissembourg, Forbach et Wissembourg sont les deux débouchés indiqués à l'invasion. Le premier, à cause de la ligne Coblentz-Neunkirchen-*Sarrebrück* et de celle de Trèves, Sarrelouis, *Sarrebrück;* le second, grâce au chemin de fer de Mayence-Landau-*Wissembourg*. En outre, la facilité des voies de communication, l'utilité qu'il y a pour l'ennemi à assurer son ravitaillement par voie de fer, lui font une obligation d'attaquer sur ces deux points. Les routes qui partent de Sarreguemines étaient encore un débouché indiqué; car, en amenant de ce côté une troisième armée, au début des opérations, les Allemands soutenaient leurs deux ailes, les soudaient à de nouvelles troupes capables de remédier à un échec.

Deux solutions semblaient donc imposées à l'état-major français : il fallait marcher en avant, si l'on parvenait à réunir une armée suffisante : dans le cas contraire, il était nécessaire de choisir une forte position défensive à l'endroit indiqué pour le passage de l'ennemi, et l'obliger ainsi à livrer bataille dans des conditions défavorables pour lui.

Cette dernière opinion fut soutenue par le général Frossard, qui indiquait le plateau qui s'étend entre Sarreguemines et Forbach, la droite à Sarreguemines, le centre à Cadenbronn, la gauche à Betingen protégée par un mouvement tournant dirigé de Saarlouis, par une division placée à Saint-Avold.

Le général Ducrot soutenait la même opinion, et proposait de réunir toutes les forces du 1er corps aux environs de Strasbourg, sur les bords de la Brusche et de l'Ill, la division de cavalerie en avant et formant rideau, près de Brumath. Dans une brochure (1) récemment publiée, en réponse au récit du grand état-major allemand, le général nous apprend qu'il a toujours été opposé à la dissémination de nos forces, et notamment à l'occupation des petites places frontières. Voici, d'ailleurs, le passage : « ... Le préfet du Bas-Rhin et le sous-préfet de Wissembourg firent également de nombreuses démarches près de nous pour obtenir la réoccupation de Wissembourg et de Lauterbourg : ces démarches furent vaines.» Les souvenirs du général Ducrot nous semblent inexacts. A la date du 27 juillet, en effet, nous trouvons la dépêche suivante (2), qui semble indiquer que le général Ducrot était d'avis de porter les troupes en avant :

« 27 juillet, 10 heures 45 minutes. — Urgence. Reischoffen
de Strasbourg à 1 heure 30 minutes du matin.

« *Maréchal commandant 1er corps au général Ducrot, à Reischoffen.*

« J'approuve complétement les dispositions que vous comptez prendre. Toutefois, ne faites aucun mouvement d'ensemble en avant, et contentez-vous de pousser au delà de la frontière des reconnaissances de cavalerie.

« Maréchal de MAC-MAHON. »

Le général Ducrot nous paraît notamment se tromper, lorsqu'il dit qu'il a toujours été

(1) *Wissembourg*, par le général Ducrot.

(2) Dépêche inédite.

opposé à une occupation de Wissembourg; il l'a formellement demandée, au contraire, le 30 juillet, et c'est le maréchal Mac-Mahon qui s'est opposé à ce mouvement.

Voici, à ce sujet, deux dépêches décisives :

« 30 juillet, 5 heures 5 minutes. — Reischoffen. Urgence. Strasbourg.

« *Le général commandant la 1re division d'infanterie au maréchal commandant le 1er corps ou en son absence au chef d'état-major général :*

« Voulez-vous m'autoriser à placer trois compagnies du 96e et deux escadrons du 2e lanciers à Wissembourg? Cela nous permettra de mieux surveiller les mouvements de l'ennemi, et tiendra ses patrouilles à distance. L'établissement du Pigeonnier, où nous nous établirons solidement, donnera toute sécurité à ce détachement.

« Général DUCROT. »

« 30 juillet, 8 heures 15 minutes.

« *Maréchal commandant le 1er corps à général commandant 1re division. Reischoffen :*

« Je ne vois pas de nécessité à mettre de l'infanterie à Wissembourg; j'y vois même un danger, car il résulte des renseignements recueillis par le major général que l'ennemi aurait formé le projet d'enlever Wissembourg, s'il avait été occupé. Bornez-vous à envoyer de fréquentes patrouilles de cavalerie à Wissembourg.

« Maréchal de MAC-MAHON. »

Quoi qu'il en soit de ce point, l'état-major général ne sut pas prendre un parti. Incertain s'il devait marcher en avant ou se concentrer sur des positions défensives, il échelonna tous les corps d'armée le long de la frontière, divisions par divisions, souvent même régiments par régiments.

Étudions successivement tous ces mouvements; une série de dépêches *inédites* nous permet d'indiquer exactement les positions occupées par les divisions du 1er corps d'armée.

« 27 juillet, 1 heure 5 minutes. — Reischoffen à Haguenau,

« *Général Ducrot à S. E. le maréchal, à Strasbourg :*

« J'ai installé ma première brigade entre Wœrth et Frœschwiller; en mettant un bataillon à Gundstett, ma deuxième brigade s'installera. En ce moment-ci, tout est parfaitement calme; demain, nous occuperons (illisible) et le Pigeonnier.

« Général DUCROT. »

« 27 juillet, 3 heures 10 minutes.

« *Le général Douay au général Ducrot :*

« Positions qui seront prises demain matin :

« Seltz, 16e bataillon de chasseurs à pied, 2 escadrons; Oberbetschdorf, 1 bataillon; Soulz, 1 bataillon; Wœrth, 1 bataillon; notre artillerie est dirigée sur Niederbronn, d'où elle gagnera Reischoffen.

« Général DOUAY. »

Les jours suivants, loin de se concentrer, les troupes s'éparpillent plus encore : le 30 juillet, le 1er corps, — ou tout au moins deux de ses divisions, — sont, régiment par régiment, disséminées à la frontière.

Le 5e corps (de Failly) se trouve dans une situation analogue. Il a à garder la frontière de Sarreguemines à Reischoffen, où se trouve le général Ducrot (56 kilomètres environ), et par sa position, il est tenu de soutenir le général Frossard à Forbach, ou le marécha Mac-Mahon. Aussi les 23,000 hommes du 5e corps occupent-ils, outre Sarreguemines (brigade Lapasset) et Bitche (division de Lespart), Niederbronn (12e chasseurs), Rohrbach (5e lanciers, 1 bataillon d'infanterie); au moindre mouvement de l'ennemi, à la première nouvelle qui arrive, les troupes partent précipitamment, se rendent d'un point à un autre pour revenir en toute hâte, de telle sorte, — nous en verrons la preuve plus loin, — que le maréchal de Mac-Mahon, qui doit être couvert par le corps de Failly, ne sait pas toujours exactement où il se trouve.

Le 2e corps occupa jusqu'au 31 juillet les positions indiquées plus haut, le quartier général à Saint-Avold. Mais à cette date, un ordre de l'Empereur rapprocha nos troupes de la frontière. La division Laveaucoupet vint s'établir sur les plateaux d'OEtingen, la division Bataille en première ligne sur les hauteurs de Spickeren; la division Vergé à Bening.

Le 3e corps (maréchal Bazaine) s'était d'abord dirigé de Metz sur Boulay; le 30, il fut porté à Saint-Avold (quartier général), les quatre divisions d'infanterie occupant Saint-Avold, Haut-Hombourg, Ham-sur-Vasberg, et Boucheporn.

Le 4e corps (général Ladmirault) prit les positions premières du 3e corps : la 1re division à Bouzonville, les deux autres à Boulay, à Coume et Teterchen.

Le 6e corps, sous les ordres du maréchal Canrobert, était en formation à Châlons, le 7e à Belfort avec le général Félix Douay.

La garde (général Bourbaki) s'était dirigée sur Nancy et Metz où elle demeurait en réserve. Vers la fin de juillet, elle se transporta à Courcelles.

L'empereur avait quitté Saint-Cloud le 28 juillet, en adressant cette proclamation à la nation :

« Français,

« Il y a dans la vie des peuples des moments solennels où l'honneur national, violemment excité, s'impose comme une force irrésistible, domine tous les intérêts, et prend seul en mains la direction des destinées de la patrie.

« Une de ces heures décisives vient de sonner pour la France.

« La Prusse, à qui nous avons témoigné, pendant et depuis la guerre de 1866, les dispositions les plus conciliantes, n'a tenu aucun compte de notre bon vouloir et de notre longanimité.

« Lancée dans une voie d'envahissements, elle a éveillé toutes les défiances, nécessité partout des armements exagérés, et fait de l'Europe un camp où règnent l'incertitude et la crainte du lendemain.

« Un dernier incident est venu révéler l'instabilité des rapports nationaux, et montrer toute la gravité de la situation.

« En présence des nouvelles prétentions de la Prusse, nos réclamations se sont fait entendre.

« Elles ont été éludées et suivies de procédés dédaigneux. Notre pays en a ressenti une profonde irritation, et aussitôt un cri de guerre a retenti d'un bout de la France à l'autre.

« Il ne nous reste plus qu'à confier nos destinées au sort des armes. Nous ne faisons pas la guerre à l'Allemagne, dont nous respectons l'indépendance.

« Nous faisons des vœux pour que les peuples qui composent la grande nationalité germanique disposent librement de leurs destinées.

« Quant à nous, nous réclamons l'établissement d'un état de choses qui garantisse notre sécurité et assure l'avenir. Nous voulons conquérir une paix durable, basée sur les vrais intérêts des peuples, et faire cesser cet état précaire où toutes les nations emploient leurs ressources à s'armer les unes contre les autres.

« Le glorieux drapeau que nous déployons encore une fois devant ceux qui nous provoquent, est le même qui porta à travers l'Europe les idées civilisatrices de notre grande Révolution.

« Il représente les mêmes principes, il inspire le même dévouement.

« Français, je vais me mettre à la tête de cette vaillante armée qu'anime l'amour du devoir et de la patrie.

« Elle sait ce qu'elle vaut, car elle a vu dans les quatre parties du monde la victoire s'attacher à ses pas.

« J'emmène mon fils avec moi, malgré son jeune âge ; il sait quels sont les devoirs que mon nom lui impose, et il est fier de prendre sa part dans les dangers de ceux qui combattent pour la patrie.

« Dieu bénisse nos efforts ! Un grand peuple qui défend une cause juste, est invincible.

« NAPOLÉON. »

Arrivé le soir même à Metz, l'empereur prit le commandement en chef, et adressa à l'armée la proclamation suivante :

« Soldats,

« Je viens me mettre à votre tête, pour défendre l'honneur et le sol de la patrie.

« Vous allez combattre une des meilleures armées de l'Europe ; mais d'autres, qui valaient autant qu'elle, n'ont pu résister à votre bravoure. Il en sera de même aujourd'hui.

« La guerre qui commence sera longue et pénible, car elle aura pour théâtre des lieux hérissés d'obstacles et de forteresses ; mais rien n'est au-dessus des efforts persévérants du soldat d'Afrique, de Crimée, de Chine, d'Italie et du Mexique. Vous prouverez une fois de plus ce que peut une armée française animée du sentiment du devoir, maintenue par la discipline, enflammée par l'amour de la patrie.

« Quel que soit le chemin que nous prenions hors de nos frontières, nous y trouverons les traces glorieuses de nos pères. Nous nous montrerons dignes d'eux.

« La France entière vous suit de ses vœux ardents, et l'univers a les yeux sur vous. De nos succès, dépend le sort de la liberté et de la civilisation.

« Soldats, que chacun fasse son devoir, et le Dieu des armées sera avec nous.

« Au quartier impérial de Metz, le 28 juillet 1870.

« NAPOLÉON. »

Avant de terminer ce chapitre, il faut aborder une question bien souvent posée : pourquoi le plan arrêté avant la campagne, et que nous avons résumé plus haut, n'a-t-il pas été exécuté ? Aucune des conditions énoncées dans le projet du maréchal Niel et adoptées par l'empereur n'est remplie. Trois armées devaient être formées, placées sous des commandements différents, de façon à avoir la liberté d'action nécessaire. Tout au contraire de

cette résolution, nos divisions sont réunies en une seule armée qui s'étend de Belfort en avant de Metz. Dès le 15 juillet, il est vrai, les 2e, 3e, 4e et 5e corps sont placés sous le commandement du maréchal Bazaine « pour les opérations militaires seulement, » mais le maréchal déclare qu'il n'avait aucune connaissance des projets de l'empereur. Le 24 juillet, le maréchal Le Bœuf arrive à Metz, et prend le commandement qu'il cède le 28 à l'empereur.

De là cette indécision des premiers jours : personne n'a le droit de commander, le projet d'opérations est inconnu à ceux-là mêmes qui sont chargés de l'exécuter.

Pourquoi ces modifications regrettables, cette inaction alors qu'il était si nécessaire de marcher en avant?

La désorganisation, le désordre, ou mieux le chaos que l'on constata dès le premier jour, l'incertitude où l'on était des résolutions de l'ennemi, la faiblesse numérique de nos régiments, toutes ces causes exercèrent certainement leur influence, mais d'autres raisons ont été invoquées par le maréchal Le Bœuf.

Dans une de ses dépositions devant le conseil de guerre de Trianon, l'ex-major général de l'armée du Rhin nous apprend, en effet, que le plan primitivement adopté a été observé jusqu'au 11 juillet. Le 10, le maréchal Bazaine était prévenu qu'il aurait le commandement de l'armée de Lorraine, les troupes réunies en Alsace devant être placées sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon. Et à la suite de ces explications, le maréchal Le Bœuf ajoute :

« Mais l'armée ayant été organisée d'abord en corps d'armée isolés, toutes les affaires se centralisaient dans la main d'un seul chef pour chaque service ; il fallait donc arriver à un dédoublement de ces services et, par exemple, avoir un intendant en chef pour l'armée de la Moselle, un autre pour l'armée d'Alsace, puis des commandants en chef d'artillerie, et un commandant en chef du génie pour chacune de ces armées ; il devait en résulter un mouvement considérable. » Et plus loin, le maréchal Le Bœuf ajoute « que des considérations de politique extérieure ont apporté un changement considérable au projet primitivement adopté. »

Quelles sont ces considérations de politique extérieure? C'est là une question que nous n'avons pas à aborder.

CHAPITRE IV

Plan de campagne du grand état-major prussien. — Mobilisation de l'armée allemande. — Concentration. Mouvements des troupes. — Ordres de bataille des armées françaises et allemandes.

I

L'Allemagne n'avait pas attendu 1866 pour arrêter un projet d'invasion. A partir de 1815, deux préoccupations se font jour dans les écrits militaires, de l'autre côté du Rhin : la défense du pays et la conquête de l'Alsace et de la Lorraine. L'histoire des événements accomplis sous le premier Empire est d'abord le prétexte invoqué par les historiens Dametz, Thielen, Grolmann ; mais bientôt les projets deviennent plus directs : ils sont avidement étudiés non-seulement en Prusse, mais en Bavière ; les journaux et les revues militaires discutent ces travaux, les comparent, et s'efforcent d'arriver à une solution pratique (1). Tous les projets d'invasion peuvent se résumer dans les lignes suivantes de Clausewitz : « Ce n'est pas en enveloppant la France, comme on l'a fait depuis cent cinquante ans, de Dunkerque à Genève, par une ceinture d'armées, qu'on en viendra à bout ; ce n'est pas en se proposant cinquante buts différents, dont aucun n'est assez important pour vaincre l'inertie, le frottement, les influences hétérogènes qui se manifestent partout, mais surtout et sans cesse dans les armées coalisées ; c'est en rassemblant 600,000 hommes à soixante ou quatre-vingts lieues de Paris, et en les portant du Nord et de l'Est sur la capitale française, *sans attacher aucune importance à relier les deux colonnes,* non plus qu'à couvrir le Rhin. »

(1) Nous n'avons pas à résumer ici, quelque intéressants qu'ils soient, les principaux de ces écrits, nous nous contentons d'en donner les titres :

Lettres d'un voyageur dans la France centrale (Adorf 1845). Travail consacré aux fortifications de Paris et de Lyon.

Général bavarois Hartmann. *Les Forces offensives et défensives de la France par rapport à l'Allemagne* (Munich 1860).

Le colonel Meyer. *Considérations sur les défenses naturelles et artificielles de la France* (1860). Ce travail a été traduit en français.

Capitaine Massenbach. *L'Allemagne et les États voisins* (Munich 1861).

Iéna et Waterloo.

Voir à ce sujet un très-curieux et intéressant travail du colonel (français) Ferval : *Études stratégiques sur le théâtre de la guerre entre Paris et Berlin.* 2e édition. Paris 1873.



LE MARÉCHAL LEBŒUF.

La neutralité de la Belgique et du Luxembourg devait apporter un changement à ce projet. Enfin, le grand état-major prussien avait reconnu, durant la guerre de 1866, combien le principe recommandé par le maître allemand de l'isolement des troupes pouvait être dangereux.

De là, des changements successifs qui amenèrent l'adoption du plan suivant : trois armées, une à chaque aile, une au centre ; cette dernière permettant de remédier à un échec, soit à droite, soit à gauche.

Deux grandes lignes, nous l'avons précédemment montré, étaient ouvertes à l'invasion : la première, de Sarrebrück, point de jonction des chemins de fer allemands, à Metz. Elle avait l'avantage de permettre une concentration rapide des troupes, et de couvrir l'armée par les trois grandes places du Rhin.

La seconde, appuyée, elle aussi, sur trois places fortes, atteint Strasbourg, et menace Lunéville et Nancy.

L'objectif suprême des armées allemandes était Paris.

D'après le projet du général de Moltke, longuement exposé aujourd'hui dans l'ouvrage du grand état-major prussien, l'offensive devait être prise à la fois sur la Sarre et sur la Lauter, les trois armées pouvant se soutenir mutuellement. Mais, l'action ne s'engagerait que le jour où toutes les troupes seraient prêtes, rien n'étant négligé pour le succès. Jusque-là, quelques bataillons disséminés et des partis de cavalerie étaient chargés de couvrir la frontière, et de masquer les mouvements de concentration des trois armées.

On s'attendait à Berlin à voir les troupes françaises prendre l'offensive, et franchir le Rhin. « Nous devons admettre comme vraisemblable, dit le Mémoire de M. de Moltke, que les Français effectueront leur première concentration sur la ligne Metz-Strasbourg, afin de pousser sur le Mein, en tournant nos places fortes du Rhin, de séparer le nord du sud de l'Allemagne, de conclure un accommodement avec ce dernier, puis, le prenant pour base, de s'avancer ensuite vers l'Elbe. »

Pour déjouer cette tactique, le général allemand avait résolu de réunir toutes les forces disponibles dans le Palatinat bavarois.

Si l'armée française « entraînée par la perspective de faciles succès » se portait par Strasbourg contre l'Allemagne du sud, l'état-major prussien estimait qu'attaquée vigoureusement de flanc, elle ne devait pas s'avancer au delà de la Forêt Noire.

Un mot résume tout ces calculs : prendre l'offensive. Supérieurs comme nombre, comme organisation, comme mobilisation, les Allemands avaient tout intérêt à ne pas donner le temps à l'armée française de se préparer. D'ailleurs, le cabinet de Berlin était instruit, sans doute, des projets d'alliance de la France, et cette considération rendait plus impérieuse la nécessité de prendre rapidement l'offensive. De là ces mots de M. de Molke : « Rechercher la principale armée ennemie, et l'attaquer là où on la trouvera. »

Ce plan avait été deviné en France. En 1868, en effet, le général Ducrot s'exprimait ainsi, dans un rapport adressé au maréchal commandant à Nancy :

« En étudiant les faits qui se passent sur la Moselle et sur le Rhin, il est facile, ce me semble, de pénétrer les intentions de nos adversaires, intentions que j'avais déjà entrevues l'année dernière, à l'époque où la guerre faillit éclater, et qui chaque jour se dessinent plus nettement.

« De Rastadt à Coblentz, la Prusse possède une magnifique base d'opérations, qui lui

permet, à volonté, de prendre l'offensive, ou de rester sur la défensive entre Rhin et Moselle. Si, aujourd'hui, elle cherche à se créer de nouveaux points d'appui en avant de cette ligne du Rhin, déjà si formidable par la nature même du fleuve, par les places fortes qui y sont échelonnées, n'est-ce pas qu'elle a l'intention de garder la défensive en certaines parties, c'est-à-dire d'occuper le pays avec peu de forces, afin de porter la masse de ses forces actives sur quelques autres points. Trois corps d'armée, les 7e, 8e et 11e, placés à cheval sur le Rhin et dans un état permanent de concentration, forment l'avant-garde de ces nombreuses armées qui, en quelques jours, peuvent venir se masser sur notre frontière par les trois grandes voies ferrées de Stettin à Dusseldorff, par Schwerin et Hanovre; de Königsberg à Cologne, par Dantzig, Braumberg, Berlin, Magdebourg; de Breslau à Coblentz et Mayence, par Dresde, Cassel et Francfort, avec bifurcation à partir de Cassel ou Leipzig, vers Darmstadt, Heidelberg et Carlsruhe; de telle sorte que nous sommes également menacés sur notre front entre Meuse et Rhin, sur notre flanc entre Bâle et Lauterbourg. La droite de l'ennemi étant couverte par la Moselle et la Sarre, appuyée par les postes de Pellingen, Trarbach, Berncastel, Wittlich et probablement Birkenfeld, Kirchsberg et Stromberg, sa gauche couverte par le Rhin et la Queich, appuyée par les postes de Germersheim, Landau, Neustadt et Kaiserslautern, une grosse armée peut, en toute sécurité, envahir notre territoire par les trois routes de Sarrelouis à Château-Salins, de Sarrebrück à Dieuze, de Deux-Ponts à Sarrebourg. Au moment même où cette formidable démonstration attire la majeure partie de nos forces disponibles entre la Moselle et les Vosges, deux grosses colonnes franchissent le Rhin à Munchaüsen et Markolsheim, se portent rapidemeut vers les crètes des Vosges, se reliant par des corps secondaires, entre Mutzig et Wasselonne, chargés en même temps de bloquer ou d'observer Strasbourg. De telle sorte qu'à un moment donné, toutes les armées actives de la Prusse viennent converger avec un ensemble parfait sur Lunéville et Nancy, absolument comme en 1866, les trois armées parties des bords de l'Elbe et de la Neiss venaient converger vers Gitschin, après avoir franchi les difficiles défilés des montagnes de la Bohême. De même encore qu'il y avait pour la Prusse, en entreprenant cette téméraire invasion, l'immense avantage de séparer l'Autriche de ses confédérés, de même il y aurait aujourd'hui pour elle l'avantage incalculable d'entraîner dans son mouvement tous les États du sud de l'Allemagne, et de contraindre à l'immobilité l'Autriche, déjà incertaine et inquiète, par l'attitude au moins douteuse de l'Italie et de la Russie. »

Cet avertissement devait malheureusement demeurer inutile.

II

L'état-major prussien ne s'était pas borné à combiner un plan de campagne : il avait arrêté et prévu jusqu'aux moindres détails de la mobilisation.

En 1866, l'Allemagne était bien loin déjà de la funeste expérience de 1850. A cette époque, les Prussiens avaient suivi la méthode à laquelle obéissaient les troupes françaises, et ce vice primordial d'organisation avait contribué puissamment aux concessions d'Olmütz. Les résultats si brillants de la campagne de Bohême, tout en prouvant les progrès accomplis, ne

parurent cependant pas suffisants, et de nouvelles études permirent de supprimer des rouages inutiles, et de gagner quelques jours. Un plan complet de mobilisation fut arrêté par le grand état-major général. Approuvé en 1869 par le roi, ce travail embrassait dans son vaste ensemble toutes les formations de troupes.

Dans la nuit du 15 au 16 juillet, l'ordre de mobilisation fut lancé dans toute l'Allemagne; d'après le règlement, tous les ordres d'appel furent aussitôt expédiés aux *Landraths* (sous-préfets de districts) qui les firent parvenir aux intéressés. Vingt-quatre heures après la réception de l'ordre d'appel, les hommes rejoignaient le quartier général du bataillon de landwehr.

Et ici, toute confusion, tout encombrement était impossible, puisqu'il ne s'agissait que de petites distances à parcourir. Le bataillon actif se complétait rapidement, et en même temps formait un bataillon de dépôt dans lequel étaient encadrés et instruits les hommes de la réserve de recrutement. Les régiments une fois formés, les brigades et les divisions se réunissaient sans retard. Rien n'avait été abondonné au hasard. Chaque année, cet exercice compliqué de la mobilisation était soigneusement répété dans tous ses détails, de façon à ne laisser aucune part à l'imprévu.

Il fallut onze jours pour terminer cette immense opération.

Dans une de ses dernières dépêches, notre attaché militaire à Berlin fait connaître que l'ordre de mobilisation est parvenu à tous les corps d'armée le 15 juillet au matin et que, vu l'urgence, la durée de la période de mobilisation pour chaque corps d'armée a été réduite à onze jours. Le délai indiqué par le colonel Stoffel ne fut donc pas dépassé.

C'est le 26 juillet que commença le mouvement de concentration : cette date du 26 juillet correspond exactement aux renseignements du colonel Stoffel, elle se trouve indiquée dans le *Moniteur prussien;* aussi paraît-elle absolument exacte, quoique Borbstaedt fasse commencer le transport des troupes deux ou trois jours plus tôt.

Au moment même de la déclaration de guerre, on réunit la commission générale des chemins de fer qui arrêta tous les détails des transports. D'après les comptes rendus publiés par les compagnies allemandes (extraits de l'union des chemins de fer allemands *Zeitung des Wereins*), treize commissions furent formées pour diriger l'opération sur les dix lignes de l'Allemagne du sud. Chaque commission était composée d'un officier d'état-major et d'un agent supérieur des chemins de fer. Elle avait pour mission d'indiquer tous les itinéraires (*fahrt-dispositionen*) et de surveiller l'exécution. Le service d'étapes rattaché à ces commissions était plus spécialement chargé de ce qui regardait exclusivement la partie militaire.

Étudions maintenant, sommairement au moins, les mouvements de concentration des troupes allemandes.

Iʳᵉ Armée. — La 1ʳᵉ armée (*voir plus loin l'ordre de bataille des armées allemandes*), commandée par le général Steinmetz, « devait se trouver rassemblée pour le 3 août sur la ligne Losheim-Wadern. » Composée primitivement du 7ᵉ corps (Westphalie), du 8ᵉ (province Rhénane) et de la 3ᵉ division de cavalerie, la première armée n'avait pas une longue route à parcourir; la ligne ferrée Rheine-Münster-Dusseldorf-Cologne-Duren-Kall lui était réservée. Mais le chemin de fer s'arrêtait à ce point, et il fallut parcourir à pied les étapes qui les séparaient de Trèves (quatre étapes). Le 8ᵉ corps, entier réuni à Coblentz, dut faire, de la même façon, les six étapes de Coblentz à Ottweiller. Le pays est très-difficile, et les chemins de fer étant exclusivement occupés du transport des troupes, il en résulta des souf-

frances sensibles : Coblentz, qui était désigné comme le centre d'approvisionnements de la 1re armée, n'ayant pu être ravitaillé suffisamment avant le 4 ou le 5 août. Arrivé du 24 au 26 juillet à Kall, le 7e corps parvenait le 30 et le 31 juillet à Trèves; le 8e corps était à la même date aux environs de Wadern. En prenant possession du commandement de son armée, le général Steinmetz avait adressé l'ordre du jour suivant à ses troupes :

Soldats,

« Dans quelques jours, vous allez vous trouver en présence de l'ennemi. Avec l'aide de Dieu, vous soutiendrez votre antique gloire, vous ajouterez sur vos drapeaux de nouveaux lauriers à ceux de cette campagne de 1866, à laquelle j'ai eu l'honneur de vous conduire, et la patrie pourra être fière de ses enfants.

« Montrez par votre conduite humaine et bienveillante, par votre modération, par votre respect des propriétés privées, montrez aux amis comme aux ennemis que vous appartenez à une armée qui a su marcher avec la civilisation de son siècle, chacun de vous est dépositaire de l'honneur et de la gloire du pays tout entier. »

IIe Armée. — La deuxième armée, sous les ordres du prince Frédéric-Charles, comprenait la garde (Berlin), le 3e corps (Brandebourg), le 4e (Saxe et Anhalt), le 9e (Schleswig-Holstein, Mecklembourg, Hesse), le 10e (Hanovre-Oldenbourg, Brunswick), le 12e (Saxe). Tous ces corps d'armée devaient être amenés des provinces les plus lointaines : il y avait donc danger à leur faire opérer leur concentration à la frontière même. Aussi dès le 23 juillet, les ordres du grand état-major prescrivaient-ils d'arrêter le transport des chemins de fer vers Kreuznach, Mayence, Manheim, Bingen. Toutes les troupes devaient être arrivées du 23 juillet au 5 août, et opérer ensuite le mouvement par étapes. Cette disposition retardait l'invasion, mais elle permettait de faire face, et de recevoir le choc, dans le cas où l'armée francaise prendrait l'offensive.

Pour effectuer sa première concentration, la 2e armée disposait des lignes :

Francfort-sur-l'Oder-Berlin-Magdebourg-Cologne-Coblentz-*Neunkirchen;*

Berlin-Halle-Cassel-Francfort-sur-le-Mein-Darmstadt-Kairserslautern-*Hombourg;*

Hambourg-Hagen-Paderborn-*Mayence;*

Dresde-Gera-Fulda-*Mayence.*

Le prince Frédéric-Charles, parti de Berlin le 25 juillet, établit son quartier-général à Mayence le 26 juillet, et le porta à Alczy le 30.

L'hypothèse d'un mouvement en avant de l'armée française ne se réalisant pas, des ordres du grand quartier-général prescrivirent de se hâter, et de porter les débarquements par chemin de fer à Birkenfeld et à Kaiserslautern. La concentration complète de la 2e armée devait avoir lieu le 6, en avant de cette dernière ville. En réalité, dès le 3 août, le 4 au plus tard, le mouvement était presque entièrement opéré, et le contact était pris avec les troupes françaises.

Il n'y a à signaler, durant cette opération, qu'une difficulté qui s'éleva entre le général Steinmetz et le prince Frédéric-Charles, au sujet des cantonnements trop rapprochés des deux armées. Une décision du grand quartier-général fit cesser le différend, mais peut-être faut-il voir là le germe de la disgrâce dont fut frappé plus tard le général Steinmetz.

Le prince Frédéric-Charles adressa à ses troupes les deux ordres du jour suivants. Il est important de retenir les termes du second :

« De Merzig, le 5 août.

« Soldats ! Sur l'ordre du roi, vous commencez aujourd'hui votre mouvement contre l'ennemi. Les enfants de la Prusse se sont toujours distingués devant le danger. Vous aussi, vous saurez, cette fois-ci encore, acquérir des lauriers que la patrie pourra regarder avec orgueil. Par votre noble conduite, montrez à tous, amis et ennemis, que vous êtes les dignes fils de la Prusse. »

« Hambourg, 6 août.

« Soldats de la 2ᵉ armée ! vous mettez le pied sur le sol français. Sans aucune raison, l'empereur Napoléon a déclaré la guerre à l'Allemagne, et son armée est notre ennemie. Le peuple français n'a pas été consulté sur son intention de faire une guerre sanglante aux Allemands, ses voisins : par conséquent, nous n'avons aucun motif d'être ses ennemis.

« N'oubliez pas de prouver aux habitants paisibles de la France que dans notre siècle, deux peuples civilisés, même à la guerre, savent respecter les droits de l'humanité.

« Montrez aux Français que le peuple allemand est non-seulement grand et brave, mais aussi civilisé et généreux vis-à-vis de l'ennemi

« *Signé :* FRÉDÉRIC-CHARLES,

« Prince de Prusse. »

IIIᵉ ARMÉE. — La troisième armée (prince royal) comprenait le 5ᵉ corps (Posnanie), le 11ᵉ corps (Hesse), 1ᵉʳ et 2ᵉ bavarois, la division wurtembergeoise et hessoise, ainsi que les 2ᵉ et 4ᵉ divisions de cavalerie.

Pour opérer sa concentration sur la frontière, la 3ᵉ armée disposa, pour ses corps du Nord, des chemins de fer : Kohlfurt-Gorlitz-Dresde-Leipsig-Würzbourg-*Mayence* avec embranchement ; et pour les troupes bavaroises et wurtembergeoises des lignes Ratisbonne-Nüremberg-*Heidelberg* ; Lindau-Augsbourg-Jaxtfeld-*Heidelberg* ; Passau-Munich-Augsbourg-Stuttgard-*Bruchsal.*

Le 30 juillet, la 3ᵉ armée se trouvait presque entièrement sur la ligne Landau-Carlsruhe. A cette date, un télégramme du grand quartier-général avertissait son commandant qu'il avait à rallier toutes ses troupes, et à prendre l'offensive. Cet ordre ne put être immédiatement exécuté, mais la concentration fut activée, et dès le 2 août, l'armée occupait le front Landau-Germersheim ; la cavalerie était en avant, et la division badoise se trouvait vers Carlsruhe.

Le prince royal avait quitté Berlin le 26 juillet ; en prenant possession de son commandement, il adressa aux troupes l'ordre du jour suivant :

« Soldats de la 3ᵉ armée,

« Appelé par S. M. le roi de Prusse au commandement de la 3ᵉ armée, j'offre mon salut aux troupes royales prussiennes, royales bavaroises, royales wurtembergeoises et grand-ducales badoises, réunies à partir d'aujourd'hui sous mes ordres.

« Je suis heureux et fier de marcher contre l'ennemi à la tête d'une armée formée des enfants de toutes les parties de l'Allemagne, pour la cause nationale commune, pour le droit allemand, pour l'honneur de l'Allemagne.

« Nous allons avoir à soutenir une grande et pénible lutte : forts de notre bon droit et

confiants dans votre bravoure, votre constance et votre discipline, nous pouvons compter sur une issue victorieuse.

« Persévérons donc dans une loyale confraternité d'armes, et avec l'aide de Dieu, nous déploierons nos drapeaux dans de nouvelles victoires, pour la gloire et la paix de l'Allemagne unie.

« Frédéric Guillaume,
« Prince royal de Prusse. »

En résumé, des trois armées de l'Allemagne, la 1re et la 3e, qui formaient les deux ailes, étaient d'abord prêtes : la 2e (le centre), chargée de contenir une invasion possible de l'armée française, opérait sa concentration plus en arrière, et avançait vers la frontière en ordre de bataille : de là, pour elle, un retard de quelques jours qui garantissait aux troupes plus avancées un appui, en cas d'échec sur la Sarre ou sur la Lauter.

Le *Moniteur prussien* apprécie en ces termes l'ensemble du mouvement : « Dès le 26 juillet, commença la marche stratégique de toutes les armées allemandes, sur une ligne s'étendant de Trèves à Landau ; ce mouvement s'effectua en treize jours. Ces armées étaient fortes de 5 à 600,000 hommes, les divers chemins de fer allemands durent transporter en moyenne, pour assurer cette concentration, 42,000 hommes par jour. »

Voici encore sur ce sujet, un renseignement, incomplet malheureusement, mais précis. Les rapports des compagnies de chemins de fer allemands pour le mois de juillet donnent les chiffres de transports suivants : 248,000, hommes, 44,000 chevaux (et bétail), 4,028 canons (et équipages).

Le roi de Prusse ne quitta Berlin, avec le général de Moltke que le 31 juillet. En abandonnant sa capitale, il adressa la proclamation suivante « à son peuple » :

« Avant de rejoindre l'armée, pour combattre avec elle, pour l'honneur de l'Allemagne, et la conservation de nos biens les plus chers, je veux reconnaître l'élan unanime de mon peuple en accordant une amnistie pour les crimes et délits politiques. J'ai chargé le ministre d'État de préparer un décret dans ce sens. — Mon peuple sait comme moi que ce n'est pas nous qui avons troublé la paix. Mais, étant provoqués, nous sommes résolus à soutenir la lutte, avec une entière confiance en Dieu pour le salut de la patrie ».

Le 2 août, le roi Guillaume prit à Mayence le commandement suprême de toutes les armées allemandes en leur adressant cet ordre du jour :

« Toute l'Allemagne est unanime à prendre les armes contre une puissance qui nous a déclaré la guerre à l'improviste et sans raison. Il s'agit de défendre la patrie menacée, notre honneur et nos foyers. Je prends aujourd'hui le commandement en chef de l'armée et j'accepte avec confiance une lutte que nos pères ont autrefois soutenue avec gloire. Votre roi et la patrie ont foi en vous. Dieu bénira notre cause. »

Il convient maintenant d'indiquer la composition des armées françaises et allemandes au début de la guerre, en donnant leur *Ordre de bataille* :

ORDRE DE BATAILLE DE L'ARMÉE FRANÇAISE.

(DU 20 JUILLET 1870 AU MILIEU D'AOUT.)

NOTA. — Après la défaite de Woërth, le 1er, le 5e corps (moins la brigade Lapasset qui rejoignit Metz), le 7e corps furent reformés à Châlons, et composèrent une nouvelle armée. L'organisation mentionnée ici ne subsista donc que pour les troupes de Metz : garde impériale, 2e corps (plus la brigade Lapasset), 3e corps, 4e corps, 6e corps (qui n'arriva à Metz que le 12 août, privé d'une partie de son artillerie et de son parc, qui restèrent à Châlons).

Commandant en chef de l'armée : l'EMPEREUR.

MAJOR GÉNÉRAL : LE MARÉCHAL LE BOEUF.

GARDE IMPÉRIALE :

Général de division, BOURBAKI.

1re division d'infanterie, Général DELIGNY.	1re brigade, Général BRINCOURT.	Bataillon de chasseurs. 1er et 2e régiments de voltigeurs.
	2e brigade, Général GARNIER.	3e et 4e régiments de voltigeurs.
2e division d'infanterie, Général PICARD.	1re brigade, Général JEANNINGROS.	Zouaves. 1er régiment de grenadiers.
	2e brigade, Général POITEVIN DE LACROIX.	2e grenadiers. 3e id.
Division de cavalerie, Général DESVAUX.	1re brigade, Général HALNA DU FRETAY.	Guides. Chasseurs.
	2e brigade, Général DE FRANCE.	Lanciers. Dragons.
	3e brigade, Général DU PREUIL.	Carabiniers. Cuirassiers.

TOTAL : 20 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 24 escadrons, 12 batteries.

Chaque division d'infanterie de la garde, comme des autres corps, avait trois batteries (dont une, le plus souvent de mitrailleuses); chaque division de cavalerie, deux batteries; enfin la réserve d'artillerie comptait autant de fois douze pièces qu'il y avait de divisions d'infanterie dans le corps d'armée.

Ier CORPS D'ARMÉE.

Maréchal DE MAC-MAHON, DUC DE MAGENTA.

1re division d'infanterie, Général DUCROT.	1re brigade, Général WOLFF.	13e bataillon de chasseurs. 18e et 96e d'infanterie.
	2e brigade, Général DE POSTIS DU HOULBEC.	45e d'infanterie. 1er zouaves.
2e division d'infanterie, Général DOUAY (Abel).	1re brigade, Général PELTIER DE MONTMARIE.	16e bataillon de chasseurs. 50e et 74e d'infanterie.
	2e brigade, Général PELLÉ.	78e d'infanterie. 1er tirailleurs algériens.

3e division d'infanterie, Général RAOULT.	1re brigade, Général l'HÉRILLIER.	8e bataillon de chasseurs. 36e d'infanterie et 2e zouaves.
	2e brigade, Général LEFÈVRE.	48e d'infanterie. 2e tirailleurs algériens.
4e division d'infanterie, Général DE LARTIGUE.	1re brigade, Général FRABOULET DE KERLEADEC.	1er bataillon de chasseurs. 56e d'infanterie. 3e zouaves.
	2e brigade, Général LACRETELLE.	87e d'infanterie. 3e tirailleurs algériens.



LOUIS II, ROI DE BAVIÈRE.

Division de cavalerie, Général DUHESME.	1re brigade, Général DE SEPTEUIL.	3e hussards. 11e chasseurs.
	2e brigade, Général DE NANSOUTY.	2e et 6e lanciers. 10e dragons.
	3e brigade, Général MICHEL.	8e cuirassiers. 9e id.

TOTAL : 48 bataillons d'infanterie, 4 bataillons de chasseurs, 28 escadrons, 20 batteries.

IIe CORPS D'ARMÉE.

Général de division : FROSSARD.

1re division d'infanterie, Général VERGÉ.	1re brigade, Général LETELLIER-VALAZÉ.	3e bataillon de chasseurs. 32e et 55e d'infanterie.
	2e brigade, Général JOLIVET.	76e d'infanterie. 77e d'infanterie.
2e division d'infanterie, Général BATAILLE.	1re brigade, Général POUGET.	12e bataillon de chasseurs. 8e et 23e d'infanterie.
	2e brigade, Général FAUVART-BASTOUL.	66e d'infanterie. 67e d'infanterie.
3e division d'infanterie, Génér. DE LAVEAUCOUPET.	1re brigade, Général DOENS.	10e bataillon de chasseurs. 2e et 63e d'infanterie.
	2e brigade, Général MICHELÉR.	24e d'infanterie. 40e d'infanterie.
Division de cavalerie, Général LICHTLIN.	1re brigade, Général VALABRÈGUE.	4e chasseurs. 5e chasseurs.
	2e brigade, Général BACHELIER.	7e dragons. 12e dragons.

TOTAL : 36 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 16 escadrons, 15 batteries.

IIIe CORPS D'ARMÉE.

Maréchal BAZAINE.

1re division d'infanterie, Général MONTAUDON.	1re brigade, Général AYMARD.	18e bataillon de chasseurs. 51e et 62e d'infanterie.
	2e brigade, Général CLINCHANT.	81e d'infanterie. 95e d'infanterie.
2e division d'infanterie, Général CASTAGNY.	1re brigade, Général CAMBRIELS.	15e bataillon de chasseurs. 19e et 41e d'infanterie.
	2e brigade, Général DUPLESSIS.	69e d'infanterie. 90e régiment d'infanterie.
3e division d'infanterie, Général METMANN.	1re brigade, Général DE POTIER.	7e bataillon de chasseurs. 7e et 29e régiments d'infanterie.
	2e brigade, Général ARNAUDEAU.	59e régiment d'infanterie. 71e régiment d'infanterie.
4e division d'infanterie, Général DECAEN.	1re brigade, Général DE BRAUER.	11e bataillon de chasseurs. 44e et 60e d'infanterie.
	2e brigade, Général SANGLÉ-FERRIÈRE.	80e régiment d'infanterie. 85e régiment d'infanterie.
Division de cavalerie, Général DE CLÉRAMBAULT.	1re brigade, Général DE BRUCHARD.	2e chasseurs. 3e chasseurs. 10e chasseurs.
	2e brigade, Général DE MAUBRANCHES.	2e dragons. 4e dragons.
	3e brigade, Général DE JUNIAC.	5e dragons. 8e dragons.

TOTAL : 48 bataillons d'infanterie, 4 bataillons de chasseurs, 28 escadrons, 20 batter[illegible]

IVe CORPS D'ARMÉE.

Général de division : DE LADMIRAULT.

1re division d'infanterie, Général DE CISSEY.	1re brigade, Général BRAYER.	20e bataillon de chasseurs. 1er et 6e régiments d'infanterie.
	2e brigade, Général DE GOLBERG.	57e régiment d'infanterie. 73e régiment d'infanterie.

n d'infanterie,	1re brigade, Général BELLECOURT.	5e bataillon de chasseurs. 13e et 43e d'infanterie.
l GRENIER.	2e brigade, Général PRADIER.	64e régiment d'infanterie. 98e régiment d'infanterie.
n d'infanterie,	1re brigade, Général PAJOL.	2e bataillon de chasseurs. 15e et 33e régiments d'infanterie.
al DE LORENCEZ.	2e brigade, Général BERGER.	54e régiment d'infanterie. 65e régiment d'infanterie.
de cavalerie,	1re brigade, Général DE MONTAIGU.	2e hussards. 7e hussards.
al LEGRAND.	2e brigade, Général DE GONDRECOURT.	3e dragons. 11e dragons.

: 36 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 16 escadrons, 15 batteries.

Ve CORPS D'ARMÉE.

Général de division : DE FAILLY.

on d'infanterie,	1re brigade, Général SAURIN.	4e bataillon de chasseurs. 11e et 46e d'infanterie.
al GOZE.	2e brigade, Général NICOLAS.	61e régiment d'infanterie. 86e régiment d'infanterie.
on d'infanterie, al de LABADIE D'AY-IN.	1re brigade, Général LAPASSET.	14e bataillon de chasseurs. 97e et 84e d'infanterie.
	2e brigade, Général DE MAUSSION.	49e régiment d'infanterie. 88e régiment d'infanterie.
on d'infanterie,	1re brigade, Général ABBATUCCI.	19e bataillon de chasseurs. 17e et 27e d'infanterie.
. GUYOT DE LESPART.	2e brigade, Général DE FONTANGES.	30e régiment d'infanterie. 68e régiment d'infanterie.
de cavalerie,	1re brigade, Général DE BERNIS.	5e hussards. 12e chasseurs.
al BRAHAUT.	2e brigade, Général DE LA MORTIÈRE.	3e lanciers. 5e lanciers.

: 36 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 16 escadrons, 15 batteries.

VIe CORPS D'ARMÉE.

Maréchal CANROBERT.

ion d'infanterie,	1re brigade, Général PÉCHOT.	9e bataillon de chasseurs. 4e et 10e d'infanterie.
al TIXIER.	2e brigade, Général LE ROY DE DAIS.	12e régiment d'infanterie. 100e régiment d'infanterie.
on d'infanterie,	1re brigade, Général ARCHINARD.	9e régiment d'infanterie. 14e régiment d'infanterie.
al BISSON.	2e brigade, Général MAURICE.	20e régiment d'infanterie. 31e régiment d'infanterie.
on d'infanterie, al LAFONT DE VIL-RS.	1re brigade, Général BECQUET DE SONNAY.	75e régiment d'infanterie. 91e régiment d'infanterie.
	2e brigade, Général COLIN.	93e régiment d'infanterie. 94e régiment d'infanterie.
on d'infanterie,	1re brigade, Général DE MARGUENAT.	25e régiment d'infanterie. 26e régiment d'infanterie.
l LEVASSOR-SORVAL.	2e brigade, Général DE CHANALEILLES.	28e régiment d'infanterie. 70e régiment d'infanterie.
de cavalerie,	1re brigade, Général TILLIARD.	1er hussards. 6e chasseurs.
al DE SALIGNAC-FÉ-ON.	2e brigade, Général SAVARESSE.	1er lanciers. 7e lanciers.
	3e brigade, Général DE BÉVILLE.	5e cuirassiers. 6e cuirassiers.

: 48 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 24 escadrons, 20 batteries.

Nous avons dit au début que tout le 6e corps n'avait pu arriver à Metz. Le total des forces du 6e corps ne comprenait, en réalité, que 39 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 36 pièces.

VIIe CORPS D'ARMÉE.

Général de division : **FÉLIX DOUAY.**

1re division d'infanterie, Gén. Conseil-Dumesnil.	1re brigade, Général Nicolaï.	17e bataillon de chasseurs. 3e et 21e d'infanterie.
	2e brigade, Général Maire.	47e régiment d'infanterie. 99e régiment d'infanterie.
2e division d'infanterie, Général Liébert.	1re brigade, Général Guiomar.	6e bataillon de chasseurs. 5e et 37e d'infanterie.
	2e brigade, Général de la Bastide.	53e régiment d'infanterie. 89e régiment d'infanterie.
3e division d'infanterie, Général Dumont.	1re brigade, Général Bordas.	52e régiment d'infanterie. 79e régiment d'infanterie.
	2e brigade. Général de Bittard des Portes.	82e régiment d'infanterie. 83e régiment d'infanterie.
Division de cavalerie, Général Ameil.	1re brigade, Général Cambriels.	4e hussards. 4e et 8e lanciers.
	2e brigade, Général Jolif du Coulombier.	6e hussards. 6e dragons.

Total : 36 bataillons d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs, 20 escadrons, 15 batteries.

La réserve de cavalerie était formée de trois divisions :

1re division de cavalerie : 1er, 2e, 3e, 4e régiments de chasseurs d'Afrique, général du Barail ; 2 batteries.

2e division de cavalerie : 1er, 2e, 3e, 4e régiments de cuirassiers, général de Bonnemains ; 2 batteries.

3e division de cavalerie : 1er, et 9e dragons, 7e et 10e cuirassiers, général de Forton ; 2 batteries.

La réserve générale d'artillerie se composait de 16 batteries. La réserve générale du génie comprenait 3 compagnies de sapeurs et de mineurs et un détachement de sapeurs-conducteurs.

En dehors de ces troupes furent laissés sur la frontière d'Espagne :

Les 22e, 34e, 58e, 72e régiments d'infanterie et le 8e régiment de chasseurs à cheval.

Après que l'on eut retiré d'Algérie les 3 régiments de zouaves, les 3 régiments de turcos, les 4 régiments de chasseurs d'Afrique et le 9e bataillon de chasseurs, il y resta encore les troupes de ligne suivantes qui ne furent embarquées que plus tard :

Les 16e, 33e, 39e, 92e régiments d'infanterie ; le régiment étranger ; les 1er, 9e, 13e régiments de chasseurs à cheval ; le 8e régiment de hussards ; 3 régiments de spahis et 8 batteries.

A Civita-Vecchia se trouvaient le 35e et le 42e régiments d'infanterie, 2 escadrons du 7e régiment de chasseurs à cheval et 2 batteries sous le commandement du général de division Dumont et du général de brigade Guilhem. Ces troupes furent également rappelées en France dans le courant de la guerre.

ORDRE DE BATAILLE DES ARMÉES ALLEMANDES

(DEPUIS LE DÉBUT DES OPÉRATIONS JUSQU'AU 18 AOUT 1870.)

COMMANDANT EN CHEF : **Le ROI DE PRUSSE**

CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL : LE GÉNÉRAL *DE MOLTKE.*

PREMIÈRE ARMÉE

COMMANDANT EN CHEF : GÉNÉRAL DE STEINMETZ.

1er corps d'armée.

Général de cavalerie : BARON DE MANTEUFFEL.

1re division d'infanterie, Général-major DE BENTHEIM.	1re brigade d'infanterie, Général-major DE GAYL.	Régiment de grenadiers. Prince royal n° 1. 41e régiment d'infanterie.
	2e brigade d'infanterie, Général-major DE FALKENSTEIN.	Régiment de grenadiers n° 3. 43e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à cette division le 1er bataillon de chasseurs et le 1er régiment de dragons.

2e division d'infanterie, Général-major DE PRITZELWITZ.	3e brigade d'infanterie, Général-major DE MEMERTY.	44e régiment d'infanterie. Régiment de grenadiers n° 4.
	4e brigade d'infanterie, Général-major DE ZLINITZKI.	Régiment de grenadiers n° 5. 45e régiment d'infanterie.

Était en outre affecté à cette division le 10e régiment de dragons.

Étaient en outre affectés au 1er corps d'armée : le régiment d'artillerie de campagne, le 1er bataillon du génie, le 1er bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 régiments de cavalerie.

Le 1er corps d'armée ne prit aucune part aux premières opérations et ne rejoignit la 1re armée que dans le courant d'août.

VIIe corps d'armée.

Général d'infanterie : DE ZASTROW.

13e division d'infanterie, Lieutenant-général DE GLÜMER.	25e brigade d'infanterie, Général-major, OSTEN, dit SACKEN.	13e régiment d'infanterie. 73e régiment d'infanterie.
	26e brigade d'infanterie, Général-major baron DE GOLTZ.	15e régiment d'infanterie. 55e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à cette division : le 7e bataillon de chasseurs et le 8e régiment de hussards.

14e division d'infanterie, Lieutenant-général DE KAMEKE.	27e brigade d'infanterie, Général-major DE FRANÇOIS.	39e régiment d'infanterie (fusiliers). 74e régiment d'infanterie.
	28e brigade d'infanterie, Général-major DE WOYNA.	53e régiment d'infanterie. 77e régiment d'infanterie.

Était en outre affecté à cette division : le 15e régiment de hussards.

Étaient en outre affectés au 7e corps d'armée : le 7e régiment d'artillerie de campagne, le 7e bataillon du génie, le 7e bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 régiments de cavalerie.

VIIIe corps d'armée.

Général d'infanterie : DE GŒBEN.

15e division d'infanterie, Lieutenant-général DE WELTZIEN.	29e brigade d'infanterie. Général-major DE WEDELL.	33e régiment d'infanterie (fusiliers). 60e régiment d'infanterie.
	30e brigade d'infanterie, Général-major DE STRUBBERG.	28e régiment d'infanterie. 67e régiment d'infanterie.

Étaient en outre attachés à la division : le 8e bataillon de chasseurs et le régiment de hussards du Roi n° 7.

16e division d'infanterie, Lieutenant-général baron DE BARNEKOW.	31e brigade d'infanterie, Général-major comte NEIDHARD DE GNEISENAU.	29e régiment d'infanterie. 69e régiment d'infanterie.
	32e brigade d'infanterie, Colonel DE REX.	40e régiment d'infanterie (fusiliers). 72e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 9e régiment de hussards.

Étaient en outre attachés au VIIIe corps d'armée : le régiment d'artillerie de campagne n° 8, le 8e bataillon du génie, le 8e bataillon du train ; et comme garnisons de place le 19e régiment d'infanterie, le 30e régiment d'infanterie, le 81e régiment d'infanterie, le 87e régiment d'infanterie.

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 régiments de cavalerie.

Divisions de cavalerie attachées à la Ire armée.

1re division de cavalerie, Lieutenant-général DE HARTMANN.	1re brigade de cavalerie, Général-major DE LUDERITZ.	2e régiment de cuirassiers. 4e régiment de uhlans. 9e régiment de uhlans.
	2e brigade de cavalerie, Général-major BAUMGARTH.	3e régiment de cuirassiers. 8e régiment de uhlans. 12e régiment de uhlans.
3e division de cavalerie, Général-major comte DE GROEBEN.	6e brigade de cavalerie, Général-major DE MIRUS.	8e régiment de cuirassiers. 7e régiment de uhlans.
	7e brigade de cavalerie, Général-major comte DE DOHNA.	5e régiment de uhlans. 14e régiment de uhlans.

DEUXIÈME ARMÉE

Commandant en chef : prince FRÉDÉRIC-CHARLES.

—

Corps de la garde.

Général de cavalerie : le prince AUGUSTE DE WURTEMBERG.

1re division d'infanterie, Général-major de Pape.	1re brigade d'infanterie, Général-major de Kessel.	1er régiment. 3e régiment.
	2e brigade d'infanterie, Général-major de Medem.	2e régiment. 4e régiment. Régiment de fusiliers.

Était en outre attaché à la division le bataillon de chasseurs.

2e division d'infanterie, Lieutenant - général de Budritzki.	3e brigade d'infanterie, Colonel Knappe de knappstedt.	Régiment de grenadiers no 1 (Empereur-Alexandre). Régiment de grenadiers no 3 (Reine-Elisabeth).
	4e brigade d'infanterie, Général-major de Berger.	Régiment de grenadiers no 2 (Empereur-François). Régiment de grenadiers no 4 (de la Reine).

Était attaché en outre à la division le bataillon de tirailleurs.

Division de cavalerie, Lieutenant-général comte de Goltz.	1re brigade de cavalerie, Général-major comte de Brandebourg I.	Régiment des gardes du corps. Régiment de cuirassiers.
	2e brigade de cavalerie S. A. R. Le prince Albrecht, lieutenant-général.	1er régiment de uhlans. 3e régiment de uhlans. Régiment de hussards.
	3e brigade de cavalerie, Général-major comte de Brandebourg II.	1er régiment de dragons. 2e régiment de dragons. 2e régiment de uhlans.

Étaient en outre attachés au corps de la garde : le régiment d'artillerie de campagne, le bataillon du génie et le bataillon du train de la garde.

Total : le corps de la garde avec la division de cavalerie (déjà formée en paix), 27 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon de tirailleurs, 32 escadrons, 1 régiment d'artillerie de campagne, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train.

IIe corps d'armée.

Général d'infanterie : DE FRANSECKI.

3e division d'infanterie, Général-major ne Hartmann.	5e brigade d'infanterie, Général-major de Koblinsky.	Régiment de grenadiers no 2 (Frédéric-Guillaume). 42e régiment d'infanterie.
	6e brigade d'infanterie, Colonel de Decken.	14e régiment d'infanterie. 54e régiment d'infanterie.

Étaient en outre attachés à la division : le 2e bataillon de chasseurs, le 3e régiment de dragons.

4e division d'infanterie, Lieutenant-général Hann de Weihern.	7e brigade d'infanterie. Général-major du Trossel.	Régim. de grenad. no 9 (Colberg). 49e régiment d'infanterie.
	8e brigade d'infanterie. Général-major de Kettler.	21e régiment d'infanterie. 61e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division le 11e régiment de dragons.

Étaient en outre attachés au IIe corps : le 2e régiment d'artillerie de campagne, le 2e bataillon de pionniers, le 2e bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons, 1 de chasseurs, 1 du génie, 1 du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons. (*Ce corps ne rejoignit que plus tard.*)

IIIe corps d'armée.

Lieutenant-général : DE ALVENSLEBEN II.

5e division d'infanterie, Lieutenant - général DE STÜLPNAGEL.	9e brigade, Général-major DE DOERING.	Régiment de grenadiers no 8. 48e régiment d'infanterie.
	10e brigade, Général-major DE SCHWERIN.	Régiment de grenadiers no 12. 52e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à la division : le 3e bataillon de chasseurs, le 12e régiment de dragons.

6e division d'infanterie, Lieutenant - général DE BUDDENBROCK.	11e brigade d'infanterie, Général-major DE ROTHMALER.	20e régiment d'infanterie. 95e régiment d'infanterie.
	12e régiment d'infanterie, Colonel DE BISMARCK.	24e régiment d'infanterie. 64e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division le 2e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre attachés au IIIe corps : le 3e régiment d'artillerie de campagne, le 3e bataillon du génie, le 3e bataillon du train.

TOTAL : 27 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

IVe corps d'armée.

Général d'infanterie : ALVENSLEBEN I.

7e division d'infanterie, Lieutenant-gén. DE GROS, dit DE SCHWARZHOFF.	13e brigade d'infanterie, Général-major DE BORRIES.	26e régiment d'infanterie. 66e régiment d'infanterie.
	14e brigade d'infanterie, Général-major DE ZYCHLINSKI.	27e régiment d'infanterie. 93e régiment d'infanterie (Anhalt.).

Étaient en outre attachés à la division : le 4e bataillon de chasseurs et le 7e régiment de dragons.

8e division d'infanterie, Lieutenant - général DE SCHOLER.	15e brigade d'infanterie, Général-major DE KESSLER.	31e regiment d'infanterie. 71e régiment d'infanterie.
	16e brigade d'infanterie, Colonel DE SCHEFFLER.	86e régiment d'infanterie. 96e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division le 12e régiment de hussards.

Étaient en outre attachés au IVe corps : le 4e régiment d'artillerie de campagne, le 4e bataillon du génie, le 4e bataillon du train.

TOTAL : 30 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

IXe corps d'armée.

Général d'infanterie : DE MANSTEIN.

18e division d'infanterie, Lieutenant-général baron DE WRANGEL.	35e brigade d'infanterie, Général-major DE BLUMENTHAL.	36e régiment d'infanterie. 84e régiment d'infanterie.
	36e brigade d'infanterie, Général-major DE BELOW.	Régiment de grenadiers n° 11. 85e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à la division ; le 9e bataillon de chasseurs et le 6e régiment de dragons.



LE GÉNÉRAL DE ROON.

Division grand-ducale hessoise (25e), Lieutenant-général prince Louis DE HESSE.	49e brigade d'infanterie, Général-major DE WITTICH.	Régim. hessois, gardes-du-corps n° 1. 2e régiment (grand-duc). 1er bataillon de chasseurs de la garde hessoise.
	50e brigade d'infanterie, Général-major DE LYNCKER.	Régim. hessois, gardes-du-corps n° 3. 4e régiment d'infanterie hessois. 2e bataillon de chasseurs hessois, gardes-du-corps.
	25e brigade de cavalerie (hessoise), Général-major DE SCHLOTTHEIM.	1er régiment de cavalerie (hessoise), 2e régiment de cavalerie (hessoise),

Etaient en outre affectés au IXe corps : la moitié du 9e régiment d'artillerie de campagne, abtheilung d'artillerie de campagne hessoise, 1 bataillon du génie prussien, 1 compagnie du génie hessoise, 1 bataillon du train prussien, 1 du train hessois.

TOTAL : 20 bataillons (12 prussiens, 8 hessois), 3 bataillons de chasseurs (1 prussien, 2 hessois), 1 demi-régiment d'artillerie prussienne et 2 abth. hessoises, 1/4 de bataillon du génie, 1/4 de bataillon du train, 12 escadrons (4 prussiens, 2 hessois).

X^e corps d'armée.

Général d'infanterie : DE VOIGTS-RHETZ.

19e division d'infanterie, Lieutenant-général DE SCHWARZKOPPEN.	37e brigade d'infanterie, Colonel LEHMANN.	78e régiment d'infanterie. 91e régiment d'infanterie.
	38e brigade d'infanterie, Général-major DE WEDELL.	16e régiment d'infanterie. 57e régiment d'infanterie.

Était en outre affecté à la division : le 9e régiment de dragons.

20e division d'infanterie, Lieutenant-général DE KRAATZ-KOSCHLAU.	39e brigade d'infanterie, Général-major DE WOYNA 1er.	56e régiment d'infanterie. 79e régiment d'infanterie.
	40e brigade d'infanterie, Général-major DE DIRINGSHOFEN.	17e régiment d'infanterie. 92e régiment d'infanterie.

Attachés en outre à la division : le 9e bataillon de chasseurs, 16e régiment de dragons.

Étaient affectés en outre au Xe corps : le 10e régiment d'artillerie de campagne, le 10e bataillon du génie, le 10e bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

XIIe corps d'armée (Royal de Saxe).

LE PRINCE ROYAL ALBERT DE SAXE

23e division d'infanterie, Lieuten.-génér. le prince Georges DE SAXE.	45e brigade d'infanterie, Général-major DE CRAUSHAAR.	1er régiment de grenad. saxons n° 100. 2e régiment de grenad. saxons n° 101. régiment de fusiliers n° 108.
	46e brigade d'infanterie, Colonel DE MONTBÉ.	102e régiment d'infanterie. 103e régiment d'infanterie.
24e division d'infanterie, Général-major NEHRHOFF DE HOLDERBERG.	47e brigade d'infanterie, Général-major DE LEONHARDI.	104e régiment d'infanterie. 105e régiment d'infanterie. bataillon de chasseurs n° 12.
	48e brigade d'infanterie, Colonel DE SCHULTZ.	106e régiment d'infanterie. 107e régiment d'infanterie. 13e bataillon de chasseurs.
Division de cavaler. saxonne, Général-major comte DE LIPPE.	23e brigade de cavalerie, Colonel KRUG DE NIDDA.	Régiment de cavalerie de la garde. 17e régiment de uhlans.
	24e brigade de cavalerie, Colonel SENFFT DE PILSACH.	8e régiment de cavalerie. 18e régiment de uhlans.

Étaient en outre affectés au XIIe corps : le 12e régiment d'artillerie de campagne, le 12e bataillon du génie, le 12e bataillon du train.

TOTAL : 27 bataillons d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 24 escadrons.

Divisions de cavalerie affectées à la IIe armée.

5e division de cavalerie, Lieutenant-général baron DE RHEINBABEN.	11e brigade de cavalerie, Général-major DE BARBY.	4e régiment de cuirassiers. 13e régiment de uhlans. 19e régiment de dragons.
	12e brigade de cavalerie, Général-major DE BREDOW.	7e régiment de cuirassiers. 16e régiment de uhlans. 13e régiment de dragons.
	13e brigade de cavalerie, Général-major DE REDERN.	10e régiment de hussards. 11e régiment de hussards. 17e régiment de hussards (Brunswick).
6e division de cavalerie, Lieutenant-général duc Guillaume DE MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.	14e brigade de cavalerie, Colonel baron DE DIÉPENBROICK-GRUTER.	6e régiment de cuirassiers. 3e régiment de uhlans. 15e régiment de uhlans.
	15e brigade de cavalerie, Général-major DE RAUCH.	3e régiment de hussards. 16e régiment de hussards.

Ces deux divisions comptaient ensemble 56 escadrons; elles furent formées en divisions au moment de la mobilisation.

TROISIÈME ARMÉE

COMMANDANT EN CHEF : LE PRINCE ROYAL DE PRUSSE, GÉNÉRAL D'INFANTERIE.

Ve corps d'armée.

Lieutenant-général : DE KIRCHBACH.

9e division d'infanterie, Général-major DE SANDRART.	17e brigade d'infanterie, Colonel DE BOTHMER.	58e régiment d'infanterie. 59e régiment d'infanterie.
	18e brigade d'infanterie, Général-major DE VOIGTS-RHETZ.	Régiment de grenadiers du roi no 7. 47e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à la division : le 5e bataillon de chasseurs et le 4e régiment de dragons.

10e division d'infanterie, Génér.-major DE SCHMIDT.	19e brigade d'infanterie, Colonel DE HENNING DE SCHONHOFF.	Régiment de grenadiers no 6. 46e régiment d'infanterie.
	20e brigade d'infanterie, Gén-maj. WALTHER DE MONTBARY.	37e régiment d'infanterie (fusiliers). 50e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 14e régiment de dragons.

Étaient en outre affectés au Ve corps d'armée : le 5e régiment d'artillerie de campagne, le 5e bataillon du génie, le 5e bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

VIe Corps d'armée.

Général de cavalerie : DE TUMPLING.

11e division d'infanterie, Lieutenant-général DE GORDON.	21e brigade d'infanterie, Général-major DE MALACHOWSKI.	Régiment de grenadiers no 10. 18e régiment d'infanterie.
	22e brigade d'infanterie, Général-major D'ECKARTSBERG.	38e régiment d'infanterie (fusiliers). 51e régiment d'infanterie.

Étaient en outre attachés à la division : le 6e bataillon de chasseurs et le 8e régiment de dragons.

12e division d'infanterie, Lieutenant-général DE HOFFMANN.	23e brigade d'infanterie, Colonel GUNDELL.	22e régiment d'infanterie. 62e régiment d'infanterie.
	24e brigade d'infanterie, Général-major DE FABECK.	23e régiment d'infanterie. 63e régiment d'Infanterie

Était en outre attaché à la division : le 15e régiment de dragons.

Étaient en outre attachés au VIe corps : le 6e régiment d'artillerie de campagne, le 6e bataillon du génie et le 6e bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

XIe Corps d'armée.

Lieutenant général : DE BOSE.

21e division d'infanterie, Lieutenant-général DE SCHACHTMEYER.	41e brigade d'infanterie, Colonel DE KOBLINSKI.	Régiment d'infanterie no 80 (fusiliers). Régiment d'infanterie no 87 (fusiliers).
	42e brigade d'infanterie. Général-major DE THILE.	82e régiment d'infanterie. 88e régiment d'infanterie.

Étaient en outre attachés à la division : le 11e bataillon de chasseurs et le 5e régiment de dragons.

22e division d'infanterie, Lieutenant-général DE GERSDORFF.	43e brigade d'infanterie, Colonel DE KONTZKI.	32e régiment d'infanterie. 95e régiment d'infanterie.
	44e brigade d'infanterie, Général-major DE SCHKOPP.	83e régiment d'infanterie. 94e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 13e régiment de hussards.

Étaient en outre attachés au XIe corps : le 11e régiment d'artillerie de campagne, le 11e bataillon du génie, le 11e bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

Divisions de cavalerie affectées à la IIIe armée.

2e division de cavalerie, Lieutenant-général comte DE STOLBERG-WERNIGERODE.	3e brigade de cavalerie, Général-major DE COLOMB.	Régim. de cuirassiers du corps no 2. 2e régiment de uhlans.
	4e brigade de cavalerie. Génér.-maj. baron DE BARNECHOW.	Régiment de hussards du corps no 1. 5e régiment de hussards.
	5e brigade de cavalerie, Général-major DE BAUMBACH.	4e régiment de hussards. 6e régiment de hussards.
4e division de cavalerie, Le prince ALBRECHT DE PRUSSE, général de cavalerie.	8e brigade de cavalerie, Général-major DE HONTHEIM.	5e régiment de cuirassiers. 10e régiment de uhlans.
	9e brigade de cavalerie, Général-major DE BERNHARDI.	1er régiment de uhlans. 6e régiment de uhlans.
	10e brigade de cavalerie, Général-major DE KROSIGK.	2e régiment de hussards du corps no 2. Régiment de dragons no 5.

OBSERVATIONS : Ces deux divisions de cavalerie comptent ensemble 48 escadrons; elles furent formées en divisions au moment de la mobilisation,

1er corps Bavarois.

Général d'infanterie : BARON DE TANN-RATHSAMHAUSEN.

1re division d'infanterie, Lieutenant-général DE STEPHAN.	1re brigade d'infanterie, Général-major DIETL.	Régiment du corps. 1er régiment d'infanterie. 2 bataillons de chasseurs.
	2e brigade d'infanterie, Général-major ORFF.	2e régiment d'infanterie. 11e régiment d'infanterie. 4e bataillon de chasseurs.



LE GÉNÉRAL ABEL DOUAY.

Étaient en outre attachés à la division : le 3e régiment de chevau-légers, le 9e bataillon de chasseurs, 2 batteries de 6 du 1er régiment d'artillerie, la 1re compagnie d'infirmiers, l'ambulance n° 9 et l'abtheilung de subsistances n° 1.

2e division d'infanterie, Lieutenant-général comte PAPPENHEIM (par intérim, général-major SCHUMACHER).	3e brigade d'infanterie, Général-major SCHUMACHER (par intérim, colonel HEYL).	3e régiment d'infanterie. 12e régiment d'infanterie. 1er bataillon de chasseurs.
	4e brigade d'infanterie, Général-major baron RUDOLPH DE TANN.	10e régiment d'infanterie. 13e régiment d'infanterie. 7e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre attachés à la division : le 4e régiment de chevau-légers, 2 batteries de 6

du 1er régiment d'artillerie, la 4e compagnie d'infirmiers, l'ambulance n° 2, l'abtheilung de subsistances n° 2.

....	Brigade de cuirassiers, Général-major DE TAUSCH.	1er régiment de cuirassiers. 2e régiment de cuirassiers. 6e régiment de chevau-légers. 1 batterie de 4 à cheval du 3e régiment d'artillerie.
....	Réserve d'artillerie, Colonel BRONZETTI.	6 batteries de 6 à cheval du 3e régiment d'artillerie. 1 batterie de 4 à cheval du 3e régiment d'artillerie. 1 colonne de munitions du 1er régiment d'artillerie.

Étaient en outre attachés au Ier corps d'armée : la colonne principale de munitions, 1 division du génie de campagne, les ambulances n°s 10 et 9, et l'abtheilung de subsistances n° 5.

TOTAL du Ier corps : 24 bataillons d'infanterie, 5 bataillons de chasseurs, 20 escadrons, 16 batteries, abtheilung du génie de campagne.

IIe Corps Bavarois.

Général d'infanterie : DE HARTMANN.

3e division d'infanterie, Lieutenant-général DE WALTHER.	5e brigade d'infanterie, Général-major DE SCHLEICH.	6e régiment d'infanterie. 7e régiment d'infanterie. 8e bataillon de chasseurs.
	6e brigade d'infanterie. Colonel BORRIES DE WISELL, du 7e régiment d'infanterie.	14e régiment d'infanterie. 15e régiment d'infanterie. 3e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre affectés à la division : le 1er régiment de chevau-légers, 2 batteries de 6 du 4e régiment d'artillerie, la 3e compagnie d'infirmiers, l'ambulance n° 3 et l'abtheilung des subsistances n° 3.

4e division d'infanterie, Lieutenant-général comte DE BOTHMER.	7e brigade d'infanterie, Général-major DE THIERECK.	5e régiment d'infanterie. 9e régiment d'infanterie. 6e bataillon de chasseurs.
	8e brigade d'infanterie, Général-major MAILLINGER.	1 bataillon des 1er, 5e, 7e, 11e et 14e régiments d'infanterie. 5e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre affectés à la division : le 2e régiment de chevau-légers, le 10e bataillon de chasseurs, 2 batteries de 6 du 4e régiment d'artillerie, la 2e compagnie d'infirmiers, l'ambulance n° 4 et l'abtheilung des subsistances n° 4.

....	Brigade de uhlans, Général-major baron DE MULZER (plus tard le colonel DE HORADAM).	1er régiment de uhlans. 2e régiment de uhlans. 5e régiment de chevau-légers. 1 batterie à cheval de 4 du 2e régiment d'artillerie.
....	Réserve d'artillerie, Colonel DE PILLEMENT.	6 batteries à cheval de 6 du 2e régiment d'artillerie. 1 batterie à cheval de 4 du 2e régiment d'artillerie. 1 colonne de munitions du 1er régiment d'artillerie.

Étaient en outre attachés au corps d'armée : la colonne principale de munitions, une

division du génie de campagne, les ambulances nos 7 et 8, et l'abtheilung des subsistances n° 6.

Total du IIe corps bavarois : 23 bataillons d'infanterie, 5 bataillons de chasseurs, 20 escadrons, 16 batteries, 1 division du génie de campagne.

Corps combiné Wurtembergeois-Badois.

Lieutenant-général : DE WERDER.

(Ce corps ne fut combiné de cette manière qu'au début de la guerre; après la bataille de Wœrth, il fut dissous, et de nouvelles formations furent faites.)

Division wurtembergeoise, Lieuten.-général d'Obernitz.	1re brigade d'infanterie, Général-major de Reitzenstein.	1er régiment d'infanterie. 7e régiment d'infanterie. 2e bataillon de chasseurs.
	2e brigade d'infanterie, Général-major de Starkloff.	2e régiment d'infanterie. 5e régiment d'infanterie. 3e bataillon de chasseurs.
	3e brigade d'infanterie, Colonel de Hugel.	3e régiment d'infanterie. 8e régiment d'infanterie. 1er bataillon de chasseurs.
	Division de cavalerie, Général-major comte de Scheler.	1er régiment de cavalerie. 2e régiment de cavalerie. 3e régiment de cavalerie. 4e régiment de cavalerie.

Étaient en outre attachés à la 1re division : 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 compagnies du génie, 1 escadron de chasseurs de campagne (Feldjæger).

Observations. — 4 bataillons de la 2e brigade furent laissés pour former la garnison d'Ulm. — Les régiments n'étant qu'à 2 bataillons, la division active comptait donc : 12 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 compagnies du génie, 16 escadrons, 1 escadron de Feldjæger.

Division badoise, Lieutenant-général de Beyer.	1re brigade d'infanterie, Lieutenant-général baron de Laroche du Jarrys.	1er régiment grenadiers du corps. 2e régiment de grenadiers.
	2e brigade d'infanterie. Général-major baron de Degenfeld.	3e régiment d'infanterie. 4e régiment d'infanterie.
	3e brigade d'infanterie, Général-major Keller.	5e régiment d'infanterie. 6e régiment d'infanterie.
	Brigade de cavalerie, Général-major baron de Laroche Starkenfels.	1er régiment de dragons du corps. 2e régiment de dragons.

Observations. — La division active badoise comptait : 13 bataillons d'infanterie, 1 régiment d'artillerie de campagne, 1 abtheilung du génie, un abtheilung du train, 12 escadrons. — Après que le corps eut été dissous, la division fut affectée au corps de siége devant Strasbourg, sous les ordres du lieutenant-général de Werder.

Troupes mobilisées laissées d'abord dans l'Allemagne du Nord pour la défense du pays.

Commandants :

Le gouverneur général des districts des Ier, IIe, IXe et Xe corps d'armée, général d'infanterie Vogel de Falkenstein.

Le commandant en chef des troupes mobilisées dans les districts des Ier, IIe, IX et X^{e} corps d'armée, général d'infanterie grand-duc DE MECKLEMBOURG-SCHWERIN.

Le gouverneur général des districts des IIIe et IVe corps d'armée (Berlin), général d'infanterie DE BONIN.

Le gouverneur général des districts des Ve et VIe corps d'armée (Breslau), lieutenant-général DE LOWENFELD.

Le gouverneur général des districts des VIIe, VIIIe et XIe corps d'armée, général d'infanterie HARTMANN DE BITTENFELD.

17e division d'infanterie, Lieutenant-général DE SCHIMMELMANN. (Cette divis. appart. au IXe corps.)	33e brigade d'infanterie, Général-major baron DE KOTTWITZ.	Régiment de fusiliers n° 36. 75e régiment d'infanterie. 76e régiment d'infanterie.
	34e brigade d'infanterie, Colonel DE MANTEUFFEL.	Régiment de grenadiers du Mecklembourg n° 89. Régiment de fusiliers du Mecklembourg n° 90.
	Était en outre attaché à la division le 14e bataillon de chasseurs (Mecklembourg).	
	17e brigade de cavalerie, Général-major DE RAUCH.	1er régiment de dragons du Mecklembourg n° 17. 2e régiment de dragons du Mecklembourg n° 18. 11e régiment de uhlans.

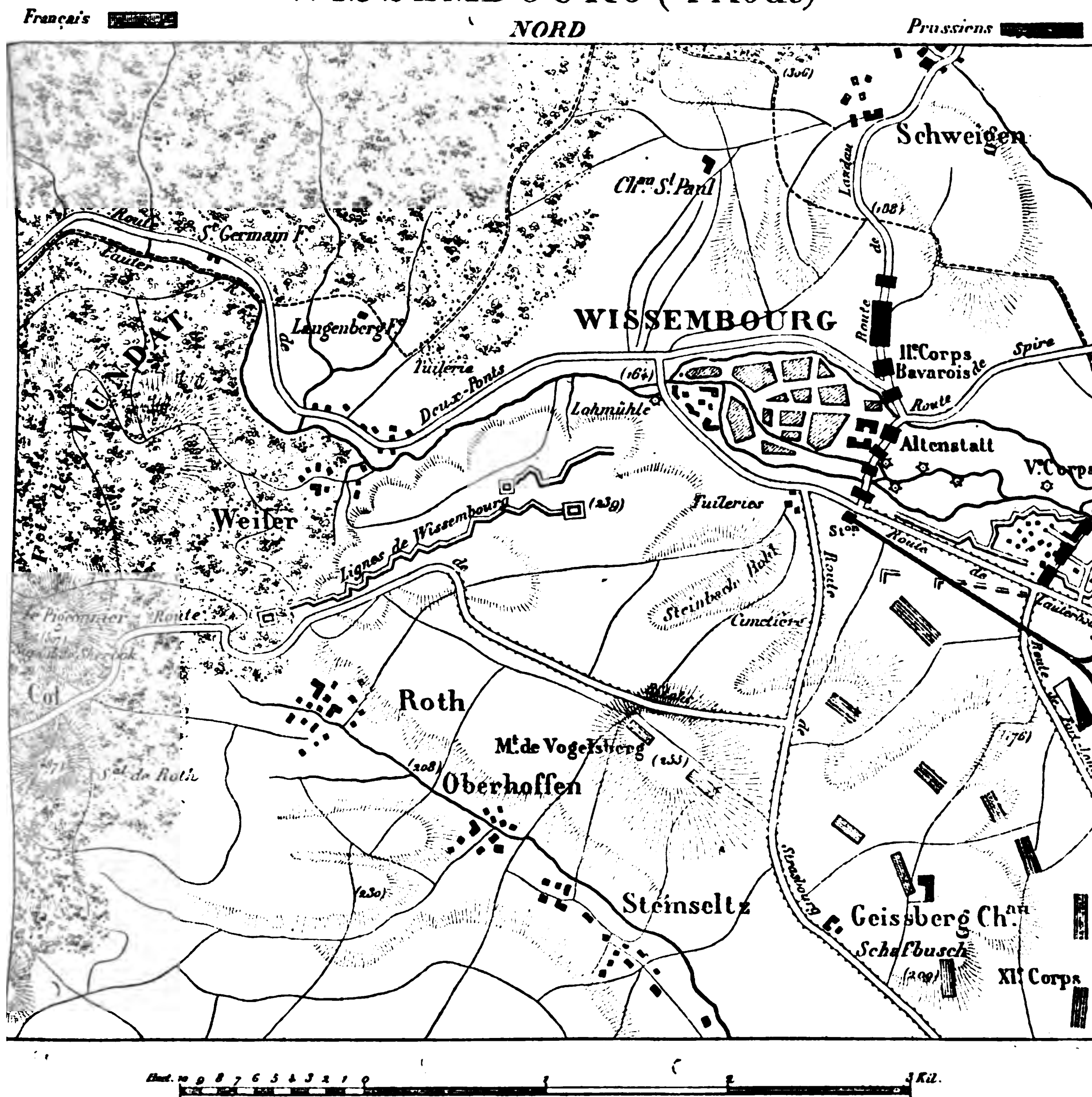
Étaient en outre affectés à la division : moitié du 9e régiment d'artillerie de campagne, moitié du 9e bataillon du train.

OBSERVATIONS. — La division d'infanterie qui tient garnison dans le Schleswig-Holstein et dans le Mecklembourg, et qui compte 15 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 12 escadrons, un demi-régiment d'artillerie de campagne, un demi-bataillon du train, resta d'abord pour la défense des côtes, et ne fut appelée qu'en septembre sur le théâtre des opérations; mais elle ne rentra pas au IXe corps et passa à d'autres formations.

Division d'infanterie de landwher de la garde, Lieutenant-général baron de LOEN.	1re brigade de landwehr de la garde, Colonel GIRODS DE CAUDI.	1er régiment de landwehr de la garde. 2e régiment de landwehr de la garde.
	2e brigade de landwehr de la garde, Colonel DE ROCHL.	1er régiment de grenadiers de landwehr de la garde. 2e régiment de grenadiers de landwehr de la garde.
1re division de landwehr (Poméranienne), Général-major DE TRESKOW.	1re brigade de landwehr de Poméranie, Baron DE BUDDENBROCK.	1er régiment combiné de landwehr de Poméranie. 2e régiment combiné de landwehr de Poméranie.
	2e brigade de landwehr de Poméranie, Général-major DE AVEMANN.	3e régiment combiné de landwehr de Poméranie. 4e régiment combiné de landwehr de Poméranie.
2e division de landwehr (Brandebourg), Général-major DE SELCHOW.	1re brigade de landwehr de Brandebourg, Colonel DE ARNOLDI.	1er régiment combiné de landwehr de Brandebourg. 2e régiment combiné de landwehr de Brandebourg.
	2e brigade de landwehr de Brandebourg, Colonel RANISCH.	3e régiment combiné de landwehr de Brandebourg. 4e régiment combiné de landwehr de Brandebourg.
3e division de landwehr combinée, Général-major SCHULER DE SENDEN.	Brigade de landwehr de la Prusse occidentale, Général-major DE RUVILLE.	Régiment combiné de landwehr de la Prusse occidentale. Régiment combiné de landwehr de la Basse-Silésie.
	Brigade de landwehr de Posen, Colonel DE GILSA.	1er régiment combiné de landwehr de Posen. 2e régiment combiné de landwehr de Posen.

Observations. — Ces divisions de landwehr mobilisée, à chacune desquelles étaient attachés 2 régiments de cavalerie de réserve et 3 batteries, furent toutes et successivement appelées sur le théâtre des opérations.

WISSEMBOURG (4 Août)



Régiments de cavalerie de landwehr mobilisée.

1er régiment de dragons de réserve.
3e régiment de dragons de réserve.
2e régiment de hussards de réserve.

3e régiment de hussards de réserve.
5e régiment de hussards de réserve.
2e régiment de uhlans de réserve.
3e régiment de uhlans de réserve.
4e régiment de uhlans de réserve.
5e régiment de uhlans de réserve.

Observations. — Les régiments de cavalerie de réserve mobilisée furent attachés aux divisions de landwehr mobilisée; il fut créé en tout 16 régiments de cavalerie de réserve, dont 9 furent mobilisés et 7 furent affectés aux places fortes, comme cavalerie de garnison.

Nota. — Dans le principe, les 1er, 2e et 6e corps d'armée furent laissés pour la protection du pays ; mais, peu après, ces corps furent appelés sur le théâtre de la guerre, et c'est pour cela qu'ils ont été immédiatement classés dans la composition des trois armées.

De même que pour l'armée française, il se produisit dans l'armée allemande des modifications que nous indiquerons en temps utile.

CHAPITRE V

Premières escarmouches. — Sarrebrück (19 juillet). — Schirlenhof. — Bliesbrücken. — Rheinheim — Irrésolution de l'empereur et du major-général de l'armée française. — Sarrebrück (2 août). — Wissembourg (4 août).

I

De nombreux engagements, sans importance d'ailleurs, eurent lieu dans les premiers jours. Le 19 juillet, à l'heure même où la déclaration de guerre était signifiée à Berlin, trois escadrons du 7e uhlans se rencontraient en avant de Spicheren avec une patrouille du 5e chasseurs à cheval, et non, comme le disent Bœrbstaedt et Lecomte, avec les chasseurs d'Afrique qui, à ce moment, débarquaient à Toulon.

Le 24, une reconnaissance conduite par le comte Zeppelin, capitaine d'état-major wurtembergeois, et comprenant plusieurs officiers et environ 25 cavaliers badois, franchissait la frontière à Lauterbourg, dans le but de se procurer des renseignements exacts sur les divers emplacements occupés par les troupes françaises. Signalée aussitôt par le colonel du 2e lanciers qui occupait Soultz, et par le chef de gare de Hunspach qui prévenait que le télégraphe venait d'être coupé par des cavaliers ennemis, à quelques kilomètres de la station, cette reconnaissance put faire cependant 40 kilomètres dans l'intérieur du pays, sans être inquiétée. Le lendemain seulement, un escadron du 12e chasseurs surprit l'ennemi à Schirlenhof, non loin de Wœrth. Le général de Bernis s'empressa de télégraphier (1) à Strasbourg le résultat de la rencontre :

« Je viens de détruire une reconnaissance badoise composée de 4 officiers, 25 cavaliers, occupés à couper les télégraphes : ils sont tous tués, blessés ou prisonniers.

Malheureusement, le rapport du général de Bernis n'était pas absolument exact, le capitaine de Zeppelin avait pu s'échapper, et porter à l'état-major allemand de précieux renseignements sur l'éparpillement de nos troupes.

Le 24, une patrouille de uhlans s'efforçait de détruire à Bliesbrücken le chemin de fer de Sarreguemines à Haguenau. Renouvelée le 26 à Rheinheim, cette tentative était vigoureusement réprimée.

(1) Nous ne reproduisons ce télégramme inédit que parce qu'il justifie le chiffre de 25 cavaliers que nous donnons plus haut; l'ouvrage du grand état-major allemand n'accuse que 4 officiers et 3 dragons.

Le 27, des patrouilles se rencontraient près de Ludweiler; le 28, une forte reconnaissance bavaroise se présenta devant Wissembourg, obligeant le capitaine de gendarmerie à se retirer en toute hâte : le commissaire de police se refusa énergiquement à ouvrir les portes; un seul coup de feu suffit pour décider l'ennemi à la retraite; mais, dès le lendemain, un parlementaire se rendit auprès du sous-préfet, et lui déclara que si les habitants se mêlaient à la lutte, des représailles terribles seraient exercées.

Aucun de ces engagements n'eut d'importance pour les Français : il y avait là prétexte à coups de fusil, rien de plus; les Allemands s'efforçaient au contraire de surprendre nos desseins, de connaître les emplacements occupés. Chacune de leurs reconnaissances avait un but : les nombreuses tentatives dirigées contre la voie ferrée et les lignes télégraphiques, en sont une preuve.

Cette incertitude, cette inaction alors que l'on s'attendait à entendre le canon dès le premier jour, devaient avoir de funestes effets. A la moindre alerte, les habitants croyaient l'heure de l'invasion arrivée, et les télégrammes se croisaient aux divers quartiers-généraux. Partout, on annonçait l'ennemi; il n'était nulle part.

Nous avons recueilli plusieurs télégrammes qui donneront une idée de ces paniques constantes.

Le 26 juillet (5 heures 10 m.), l'inspecteur du chemin de fer télégraphie à Strasbourg (1) :

« Je rentre à l'instant à Haguenau avec le détachement en reconnaissance à Gundershoffen. Recevons dépêche de Reichshoffen ainsi conçue : « Faites revenir les troupes immédiatement, les Prussiens arrivent. »

Une dépêche plus alarmante (2) est le même jour envoyée à Strasbourg :

« Reichshoffen est envahi par deux régiments prussiens. Je retiens train *S* par ordre du général commandant. Deux bataillons de chasseurs partent pour Niederbronn. »

Devant la persistance de ces bruits qui arrivent de dix côtés différents, le maréchal Mac-Mahon télégraphie immédiatement à Reichshoffen (3) :

« Urgence. Reichshoffen de Strasbourg.

« *Maréchal au capitaine Bosson, chez le maire.*

« Le général de Bernis mande à la même heure que vous, que les gares de Gundershoffen, et de Reichshoffen sont détruites. Vous me dites que c'est une panique. Mandez-moi immédiatement ce qu'il en est, et si vous avez des renseignements faisant connaître que l'ennemi fait des mouvements pour couper le chemin de fer. »

Qu'y a-t-il cependant au fond de ces nouvelles qui, en un instant, ont mis en émoi tout le camp français? La dépêche suivante (4) datée de midi 30 va nous l'apprendre :

« Reichshoffen. Urgence. Strasbourg.

« *Maire à préfet, Strasbourg.*

« J'ai été à Frœschwiller, c'est une panique : on a pris des hussards bleus pour d

(1) Dépêche inédite.
(2) Idem.
(3) Idem.
(4) Idem.

Bavarois. Reichshoffen et environs sont complètement tranquilles et sans le moindre ennemi. »

Nous avons dit plus haut que les Bavarois s'étaient, le 28 juillet, présentés devant Wissembourg, et qu'un coup de feu les avait fait partir : le capitaine de gendarmerie, le général de Septeuil, affirment cependant que la ville est occupée par 4,000 hommes. Le colonel du 2ᵉ lanciers mande enfin à Haguenau que l'ennemi est à Lauterbourg avec de l'artillerie et de la cavalerie.

Ces alertes constantes fatiguent inutilement les troupes. A chaque instant, il faut prendre les armes pour repousser une attaque imaginaire.

Du côté de Huningue et de Neuf-Brisach, les alarmes n'étaient pas moins vives : pour couvrir les défilés de la forêt Noire, le ministre de la guerre wurtembergeois avait formé un détachement composé du 6ᵉ régiment d'infanterie, d'un escadron et d'une batterie. Transportée par chemin de fer de Plochingen à Donaueschingen, puis conduite vers le Rhin, cette colonne ne tarda pas à jeter l'alarme, en faisant croire à une invasion prochaine. Quelques jours plus tard, à la suite d'une dépêche inexacte d'un agent de l'administration, une division du 7ᵉ corps, qui s'était avancée, dut rétrogader, en toute hâte, jusque sous les murs de Belfort.

A Strasbourg même, on n'était pas à l'abri de ces paniques. Le 17 juillet, avant même la déclaration de guerre, des lanciers envoyés à la découverte revenaient au galop annonçant la présence de 30,000 Prussiens. Le 18ᵉ de ligne prit les armes en toute hâte.

Le 21, à 4 heures du soir, les pionniers badois, redoutant une invasion par Kehl, détruisirent une pile du pont de fer, ainsi que plusieurs ouvrages d'art sur la ligne d'Appenweïer. Ces détonations firent croire à une attaque, et notre état-major partit au galop jusqu'aux bords du Rhin.

C'est aux environs de Forbach que les rencontres étaient particulièrement fréquentes : chaque jour amenait quelque reconnaissance, sans importance d'ailleurs, car le général Frossard, ignorant la force de l'ennemi, et prévenu par des dépêches successives du maréchal Bazaine qu'il fallait attendre pour prendre l'offensive, n'osait s'engager et pousser à fond.

En réalité, jusqu'au 31 juillet, le 2ᵉ corps n'eut devant lui qu'un bataillon du 40ᵉ régiment prussien et 3 escadrons de uhlans. A la fin du mois, la faible garnison de Sarrebrück fut augmentée de 2 bataillons et de 4 pièces d'artillerie.

L'ennemi ne se montrait pas, et cette incertitude paralysait toute résolution. A défaut de nouvelles certaines, de renseignements positifs, on accueillait les on-dit, les bruits plus ou moins vraisemblables. Les soldats regardaient avec une sorte de terreur les grands bois qui s'étendent à la gauche de Spicheren.

— Ils sont là-dedans, se disait-on.

Et tout le jour, des francs-tireurs choisis dans les régiments, tiraillaient dans la plaine, le plus souvent contre des ennemis imaginaires.

Pas une reconnaissance n'était envoyée en avant pour recueillir quelques renseignements. Mais à la frontière même, marquée par une auberge, *la Brême d'or*, deux cavaliers du 5ᵉ chasseurs montaient et descendaient alternativement un petit sentier qui sert de ligne de démarcation. Cinquante pas, en avant, autant en arrière : telle était notre façon de comprendre le service en campagne.

La nuit venue, l'ennemi se montrait plus audacieux : il envoyait des patrouilles dans nos

lignes, dans l'espoir de ramener quelques prisonniers. Quelques jours après son arrivée, le général Frossard demanda par le télégraphe la permission d'enlever Sarrebrück et Sarrelouis, cette dernière ville défendue par deux régiments.

La demande ne fut pas d'abord accueillie favorablement. « L'intention bien formelle de l'Empereur, écrivait le 22 juillet le maréchal Bazaine au général Frossard, est de rester sur la défensive, et d'éviter les engagements qui pourraient entraîner hors de la frontière, avant le moment que Sa Majesté veut fixer elle-même. »

Le 26 juillet, le moment parut enfin arrivé, car le maréchal Le Bœuf télégraphia au maréchal Bazaine : «..... Il est temps de prendre l'offensive : tenez-vous donc prêt pour samedi ou dimanche ».

Voulait-on réellement marcher en avant? Aujourd'hui encore, le doute est permis. Sans doute, l'armée de Metz s'appelait armée du Rhin; sans doute, le maréchal Le Bœuf était venu secrètement à Strasbourg, le 30 juillet, pour s'entendre avec le maréchal de Mac-Mahon; et des chaloupes canonnières à faible tirant d'eau avaient été envoyées avec un détachement de marins. L'ennemi inquiet de ces préparatifs, avait terminé le 22 une estacade en avant du pont de Maxau, et tout préparé pour barrer également le fleuve à Germersheim; mais à ces preuves, il en est bien d'autres tout aussi concluantes que l'on pourrait opposer: «..... J'ai vu hier l'empereur à Saint-Avold, télégraphiait, le 30 juillet, le maréchal Bazaine: rien n'est encore arrêté sur les opérations que doit entreprendre l'armée française. » Et, de son côté, l'auteur de *Metz, Campagnes et Négociations*, écrit : « Le premier acte du commandement de l'empereur, à Metz, indique clairement ses intentions : ce fut un ordre envoyé le 29 juillet au Maréchal de Mac-Mahon, pour qu'il se bornât à faire éclairer la frontière et à la protéger de Bâle à Lauterbourg avec ses divisions et celles du général Douay; on l'avertissait de plus qu'il n'aurait pas de mouvements à faire avant huit jours, c'est-à-dire le 6 août, date de la bataille qui se livra à Reichshoffen..... »

Peu importent d'ailleurs ces contradictions, elles s'expliquent par les indécisions et les courants contraires : dans le grand état-major, les uns se prononçaient pour l'offensive vigoureusement menée, d'autres conseillaient d'attendre. L'opinion du matin n'était plus celle du soir : on voulait un succès pour satisfaire l'opinion publique surexcitée outre mesure, et justement inquiète de ces lenteurs, et l'on n'osait risquer une bataille.

Il fallait cependant prendre une décision et sortir de cette situation : on résolut de mettre à exécution le projet du général Frossard, et d'occuper Sarrebrück. C'était un moyen terme qui pensait-on, devait contenter tous les esprits : ce n'était pas l'offensive, puisque l'on s'arrêtait à la Sarre, l'opération devant se borner à la rive gauche, ce n'était plus cependant l'inaction des premiers jours.

De grands préparatifs furent faits pour cette reconnaissance, c'est le seul mot qui convienne, dont les détails avaient été arrêtés le 31 juillet dans un conseil de guerre tenu à Forbach, et auquel assistaient le maréchal Bazaine, les généraux Frossard et de Failly. Le maréchal avait la direction suprême de l'opération : le 2e corps était chargé d'enlever Sarrebrück.

Sur les deux ailes, les 3e et 5e corps devaient faire des démonstrations destinées à inquiéter l'ennemi.

A dix heures du matin, le 2 août, les troupes occupèrent les positions qui leur avaient été assignées. Les deux brigades de la division Bataille étaient en première ligne. La

première, soutenue par deux régiments de la division Vergé, devait prendre par la gauche de la grande route de Forbach à Sarrebrück, s'avancer par les bois et le chemin de fer pour occuper le terrain de manœuvres. La marche était éclairée par trois escadrons du 5e chasseurs à cheval.

A droite, la 2e brigade placée sur les hauteurs de Spicheren avait pour mission de s'emparer du village de Saint-Arnual et se porter sur les hauteurs du Winterberg.

Ce mouvement était appuyé par une brigade de la division Laveaucoupet.

La communication avec le 3e corps à l'extrême gauche était assurée par deux bataillons et un escadron de chasseurs qui se dirigeaient sur Gersweiler. Les autres brigades du 2e corps restaient en réserve.

Le double mouvement indiqué s'opéra sans grande résistance : après un tir assez vif, les tirailleurs ennemis durent se retirer, et le commandant prussien, major Pestel, évacua la ville de Sarrebrück, et alla camper à quelques kilomètres. Sur les ordres du général Bataille, une batterie de 12 canonna vigoureusement la gare; mais, contrairement aux bruits répandus par les Allemands, la ville ne reçut pas un obus.

Les mitrailleuses avaient eu l'occasion de tirer quelques coups sur des pelotons en retraite, et le tir avait paru satisfaisant.

Les pertes étaient minimes des deux côtés. Le 2e corps comptait 6 officiers et 80 soldats hors de combat. La journée coûtait aux Allemands 4 officiers blessés, huit soldats tués, 64 blessés et 7 disparus.

L'empereur et le prince impérial étaient venus assister à cette action.

C'était le premier combat; il sembla utile au grand quartier-général d'attribuer à cette affaire les proportions d'une victoire. De pompeuses dépêches parlant de « colonnes ennemies en déroutes, » de bataillons « fauchés par les mitrailleuses, » furent affichées dans toute la France. Le *Journal officiel* célébra le courage du jeune prince qui, disait-on, était resté exposé au feu le plus violent.

En exagérant ainsi la vérité, on espérait, sans doute, atteindre un double but : donner d'abord satisfaction à l'opinion publique, décider enfin, par l'annonce d'un succès plus ou moins réel, l'Autriche et l'Italie à se déclarer en notre faveur, ou du moins à achever leurs préparatifs.

D'après les dispositions arrêtées, le mouvement devait se continuer le lendemain 3 août : le 4e corps allait, à son tour, entrer en ligne et faire une reconnaissance sur Sarrelouis. Le maréchal Bazaine avait ordre d'appuyer le général Ladmirault par une division du 3e corps.

Des bruits inquiétants répandus au quartier-général arrêtèrent ce mouvement. On annonçait qu'un corps prussien était parti de Trèves avec l'intention de se jeter sur Thionville, et d'écraser notre gauche.

Le maréchal Le Bœuf crut à cette nouvelle..... « Ce serait, écrivait-il au général Frossard, une heureuse chose que l'ennemi vînt nous offrir la bataille avec 40,000 hommes, sur un point où nous pouvons lui en opposer 70,000, sans compter votre corps d'armée.»

Dans l'attente de cette bataille, le major général s'opposa à une concentration des 2e, 3e et 4e corps, et maintint les troupes dans leurs emplacements.

II

Tandis que ces événements s'accomplissaient du côté de Forbach, les divisions du 1er corps conservaient leurs positions ; la première sous les ordres du général Ducrot à Reichshoffen et à Wœrth, la deuxième commandée par le général Douay à Haguenau. Le 2 août, le général Douay fut prévenu qu'il était mis sous les ordres du général Ducrot (1) « en ce qui concerne les positions à occuper et les opérations de guerre. » Il était avisé, en même temps que sa division devait se mettre en mouvement, partir de Haguenau (2) le 4 au matin, et se diriger sur Wissembourg, de façon à y arriver le 5 en couchant le 4 à Soultz.

Quelle était la raison de ce mouvement? Faut-il voir là une preuve que l'on voulait prendre l'offensive, commencer enfin les hostilités? Le général Ducrot, tout en ne se prononçant pas absolument, donne à entendre que le pays occupé depuis le 27 juillet était épuisé : l'intendance réclamait l'occupation de Wissembourg, dont la manutention permettait de « fabriquer 30,000 rations en vingt-quatre heures. » « ... C'est de Wissembourg, écrivait le 3 juillet le général Ducrot au général Abel Douay, que nous devons tirer la majeure partie de nos subsistances. »

En même temps que la 2e division recevait l'ordre de marcher à la frontière, le général Ducrot était invité à établir ses troupes, le 4 au matin, à Lembach, en plaçant un régiment à Nothweiler, un bataillon à Obersteinbach et un régiment à Climbach.

Les deux divisions (1re et 2e) devaient se relier par le col du Pigeonnier.

Un mouvement des Bavarois, qui occupèrent, le 2 août au soir, le poste des douaniers près de Wissembourg, détermina le maréchal à presser le départ de la division Douay. Le général Ducrot en fut averti par la dépêche suivante (3) :

« Les Bavarois s'étant emparés ce soir de la maison de douane à Wissembourg, et annonçant qu'ils occuperont demain Altenstatt, je donne ordre au général Douay de se porter demain sur Wissembourg avec sa division... Si vous le jugez nécessaire, vous pourriez, dès demain, porter sur Lembach une partie de votre division ; rejoignez en route le général Douay, dont vous placerez les troupes comme vous le jugerez convenable...

« Maréchal DE MAC-MAHON. »

Conformément à ces instructions, la 2e division quitta Haguenau, le 3 août, vers 4 ou 5 heures du matin, ainsi que le prouve la dépêche suivante (4) :

« 3 août, 4 h. 45 m., Soulz-sous-F. de Haguenau.

« *Général Douay à général de Septeuil*

« Je me mets en route pour Wissembourg avec ma division. Je serai à Soultz vers neuf

(1) *Wissembourg*, par le général Ducrot.
(2) *Lettre du général Robert*, chef d'état-major de la division Douay.
(3) Dépêche inédite.
(4) Idem.

heures. J'y prendrai le 3ᵉ hussards et le bataillon du 50ᵉ qui sont à Gunstett et Oberbetsch-dorf. Faites prévenir de bonne heure ces deux derniers détachements. Ce sont les ordres du maréchal.

« Général Douay. »



LE PRINCE ROYAL DE PRUSSE.

Ce n'est que dans la nuit que la 2ᵉ division arriva aux environs de Wissembourg, après un trajet de 30 kilomètres.

Les ordres du maréchal indiquaient au général Douay les emplacements qu'il avait à occuper : la droite à Altenstatt, l'état-major avec le gros des forces à Wissembourg, Weiler et au Pigeonnier, enfin le 11ᵉ régiment de chasseurs au Geisberg.

Ces indications n'étaient, d'ailleurs, que provisoires, le général Ducrot étant autorisé

à rectifier les positions, de façon à donner à la 2e division une plus grande sécurité.

Aussi, dès le 3 au matin, le général Ducrot adressa-t-il au général Douay des instructions toutes différentes, et à coup sûr plus sages : Altenstatt, Wissembourg et Weiler, situés au fond de la vallée de la Lauter, sont de tous côtés dominés par des hauteurs et débordés sur la droite par les forêts du Bienwald et du Mundat.

Le général Ducrot prescrivit de poster la 1re brigade sur le plateau du Geisberg, la 2e à gauche, sur le Vogelsberg, d'occuper ainsi la ligne des crêtes qui, par la route de Wissembourg à Bitche, se relie au Pigeonnier. Un bataillon devait être placé comme garnison à Wissembourg, et un régiment relever au Pigeonnier le 96e, qui se porterait en avant, dans la direction de Nothweiler.

Dans sa déposition devant la commission d'enquête, le maréchal de Mac-Mahon établit une confusion entre les positions occupées et celles qu'il avait prescrites... « Cette division arriva assez tard dans la soirée du 3 à Wissembourg, et, au lieu de se porter sur les hauteurs indiquées, resta dans la ville et dans les environs... »

La division Douay occupa au contraire, dès son arrivée, les emplacements fixés par le général Ducrot : le quartier-général fut placé à Oberhofen.

Signalons encore une erreur commise par le grand état-major prussien et vivement relevée par le commandant de la 1re division du 1er corps dans la brochure précitée (*Wissembourg*) : « Sur l'avis arrivé de Wœrth, le 3 août, que de fortes colonnes prussiennes venaient de quitter Landau, le général Ducrot avait ordonné au général Douay, non-seulement de rester à Wissembourg, mais encore d'accepter le combat le cas échéant. »

L'action du général Ducrot s'est bornée, on le sait, à rectifier les positions.

Un coup d'œil jeté sur le terrain montrera toute la sagesse des prescriptions du commandant de la 1re division.

La Lauter, qui sépare l'Alsace de la Bavière rhénane, depuis le versant des Vosges jusqu'au Rhin, traverse la ville de Wissembourg, qui est dominée de tout côté, au sud par le Geisberg, au nord par le village de Schweigen.

Déclassée en 1867, cette place possède un mur d'enceinte, et est entourée de fossés. De ses trois portes, deux, celles de Landau et de Bitche, qui se trouvent au nord et au nord-ouest, sont couvertes par de petites lunettes avec des murailles crénelées. De chaque côté de la ville, et parallèlement à la Lauter, s'étendent les lignes de Wissembourg, depuis le pied de la hauteur du Pigeonnier jusqu'à Lauterbourg. Elevés de 1704 à 1706 par le maréchal de Villars, ces ouvrages, qui ont joué un rôle important pendant les guerres de la Révolution, sont démantelés; il n'en reste plus que des vestiges, qui ne peuvent guère servir qu'à abriter des tirailleurs.

Les contreforts des Vosges s'allongent à l'est de la ville, et se terminent par le plateau de Geisberg. C'est là la position dominante que le général Ducrot avait indiquée au général Douay. De cette hauteur, en effet, on ne pouvait manquer d'être averti de l'approche de l'ennemi, et par la route de Bitche la retraite était assurée. A l'extrême droite du plateau (600 mètres de la route de Strasbourg), se trouve le château ou la ferme de Geisberg. C'est un carré de près de 200 mètres de côté, réunion d'épais bâtiments avec cours, entourés de murailles. A l'est, un potager commande le terrain; au nord, une houblonnière borde sur ses deux côtés le chemin d'Altenstatt.

Le Geisberg est contourné par le chemin de fer de Strasbourg à Manheim; la gare se

trouve à moins de 2,000 mètres en avant, à peu de distance de la route de Lauterbourg.

Plusieurs reconnaissances, ordonnées l'avant-veille et la veille par le général Ducrot, et conduites notamment par le colonel du 96e de ligne de Franchessin, n'avaient signalé aucun mouvement des troupes prussiennes. Aussi le général Ducrot télégraphiait-il, le 3 août, 4 heures, à Strasbourg : « La menace des Bavarois me paraît une pure fanfaronnade. » Vers 4 heures 1/2 cependant, une section du 96e et un peloton du 3e hussards avaient essuyé au coin d'un bois, du côté de Nothweiler, le feu de quelques fantassins. Vers la même heure, une patrouille bavaroise s'était glissée jusqu'à un kilomètre de la gare et avait coupé les fils télégraphiques. Dans la nuit enfin, l'ennemi renouvelait cette tentative et dérangeait quelques rails.

Fallait-il voir dans ces faits l'action isolée de quelques coureurs, enhardis par l'impunité dont ils jouissaient depuis la déclaration de guerre, ou considérer une attaque comme imminente? Le général Douay voulut arriver à une certitude, et le 4, au point du jour, il envoya en avant une reconnaissance commandée par le colonel du 11e chasseurs, et comprenant un bataillon de tirailleurs, deux escadrons de chasseurs et une section d'artillerie. Cette troupe battit le pays au delà d'Altenstatt, et rentra vers six heures et demie, sans avoir rencontré l'ennemi. Pourquoi n'avoir pas poussé plus loin? La réponse à cette question se trouve dans la dernière dépêche envoyée par le général Douay : « Je suis absolument dépourvu de cartes qui puissent me guider. »

Un télégramme arrivé de Strasbourg vers sept heures du matin donnait l'ordre de se rallier au général Ducrot dans le cas où l'on serait attaqué par des forces très-supérieures. Jusqu'à l'issue du combat, aucune autre dépêche ne parvint à la 2e division.

Le général Douay se trouvait à son quartier-général près Oberhofen, lorsque le premier coup de canon fut tiré à huit heures moins un quart contre Wissembourg.

L'état-major monta aussitôt à cheval, et la nouvelle de l'action fut aussitôt télégraphiée à Strasbourg.

A huit heures vingt-cinq, en effet, le chef de gare envoyait la dépêche suivante (1) :

« J'ai fait arrêter le train 20-39 à Soultz; on tire en ce moment sur la ville; les boulets arrivent jusqu'à la gare.

Le maréchal de Mac-Mahon prévenait aussitôt le général Raoult à Reichshoffen (2).

« 4 août, 9 h. 45.

« Je reçois l'avis d'une attaque sur Wissembourg; que vos troupes se tiennent prêtes à marcher au premier ordre. Je pars pour Soultz, d'où je me porterai sur la ligne des avant-postes. »

« 4 août, 10 h. 25.

« Je pars pour Wissembourg en chemin de fer. De Wissembourg, j'irai à cheval visiter les postes jusqu'à Reichshoffen, où je compte vous rencontrer. »

Pour savoir quelles étaient les troupes ennemies qui attaquaient Wissembourg, dans la

(1) Dépêche inédite.
(2) Idem.

matinée du 4, il nous faut rejoindre la troisième armée allemande, dont nous avons précédemment indiqué les mouvements.

Le 2 août au soir, le lieutenant-colonel d'état-major prussien de Verdy du Vernois apportait au prince royal, à Spire, l'ordre de marcher en avant, et de prendre l'offensive.

Le mouvement fut aussitôt exécuté.

Le 3 août, les différents corps de la troisième armée occupaient les positions suivantes :

En avant-garde, à Bergzabern, la division Bothmer, du 2e corps bavarois ; à 7 kilomètres en arrière, à Billigheim, le 5e corps prussien, et à Rohrbach, au sud de Landau, le 11e ; à l'ouest de Germesheim enfin, les autres troupes du 2e corps bavarois. Sous les ordres du général de Werder, et formant l'aile gauche de la troisième armée, les divisions badoise et wurtembergeoise se trouvaient : la première à Pfortz et à Hagenbach, la seconde sur la rive droite du Rhin, à Knielingen.

La 4e division de cavalerie était cantonnée à l'est de Landau.

Enfin, à l'aile droite, divers détachements d'infanterie et de cavalerie étaient jetés dans les montagnes pour se relier, par le 5e régiment de dragons, à la cavalerie de la deuxième armée.

L'ensemble des forces à portée d'être employées immédiatement dans une rencontre avec les troupes françaises comprenait (le 3 août au soir) : 128 bataillons, 102 escadrons et 30 batteries.

Le 3 août, de son quartier-général de Landau, le prince royal donnait l'ordre de franchir la Lauter, le 4 au matin, en traversant la forêt de Bien-Wald.

L'avant-garde (division Bothmer) devait se diriger directement sur Wissembourg. Le reste du 2e corps bavarois avait pour point d'arrêt Ober-Otterbach (5 kilomètres de Wissembourg).

Le 5e corps, partant de Billigheim, avait ordre de marcher sur Gros-Steinfeld et Kapsweyer (8 et 6 kilomètres de Wissembourg).

Le 2e corps, après avoir quitté Rorhbach, devait passer par Schaidt et s'arrêter aux Bienwalds-Hutte, au delà de la voie, à proximité de la Lauter (9 et 10 kilomètres de Wissembourg).

Le corps Werder, inclinant plus à l'est, avait pour objectif Lauterbourg.

Le 1er corps bavarois demeurait en réserve à Langenkandel, village sur le chemin de fer de Wœrth à Carlsruhe.

Afin de parer à toute éventualité, chaque troupe avait l'ordre de marcher directement au canon.

Dans un rayon de 10 kilomètres de Wissembourg, l'ennemi allait donc pouvoir disposer du 2e corps bavarois, du 5e et du 11e corps prussiens.

La division Bothmer, qui formait l'avant-garde, était à elle seule plus forte que l'ensemble des troupes françaises. Elle comprenait en effet 8 bataillons et 4 batteries, tandis que la division Douay avait détaché un de ses régiments (le 73e) au Pigeonnier, un bataillon du 50e à Selz et le 16e à Soultz. Il restait donc 8 bataillons et 3 batteries, dont une de mitrailleuses. Quant à la cavalerie, elle était, par la nature même du terrain, condamnée à l'inaction. Mais, tandis que les bataillons allemands comptaient chacun 1,000 hommes, les nôtres ne dépassaient guère 500 hommes. Le général Robert (1), chef d'état-major du

(1) *Lettre au général Ducrot. — Wissembourg.*

général Douay, fixe le total des combattants français à Wissembourg à 4,900 hommes, « y compris la compagnie du génie. » Ajoutons ce détail intéressant que, le 31 juillet seulement, le commandant de Reffye était venu enseigner aux artilleurs de la 2e division le maniement des mitrailleuses.

La marche des troupes prussiennes s'opéra dans les conditions indiquées, quoique le sol fût détrempé par la pluie. A huit heures, le 4 août, une batterie bavaroise de la division Bothmer gravit la hauteur au sud de Schweigen, et commence le feu.

Le général Douay part aussitôt de Steinseltz, près d'Oberhofen, pour prendre ses dispositions de combat; mais déjà l'ardeur des troupes a fait abandonner en partie les hauteurs. Le général Pellé porte en avant ses tirailleurs algériens qui s'élancent, un bataillon déployé, les deux autres en colonne sur la route de Wissembourg. Derrière eux, l'artillerie accourt au galop, une batterie se place près de la gare, et répond vigoureusement au feu de l'ennemi. Nos tirailleurs postés dans les jardins qui environnent la ville, forcent deux batteries bavaroises à se reculer précipitamment, et à choisir dans les vignes une position moins exposée. Pendant ce temps, le bataillon du 74e de ligne qui forme la garnison de la place, organise la défense en toute hâte, barricade les portes, garnit les remparts, et tient en respect une reconnaissance de la 4e compagnie de chasseurs bavarois qui s'est avancée jusqu'aux environs de la porte de Bitche. Les obus pleuvent dans la ville, et sur deux ou trois points des incendies s'allument. Malheureusement, les rues sont étroites, tortueuses, et nos soldats arrivés de nuit, parviennent difficilement à se guider.

Cependant, l'action ne s'étend pas, les Bavarois se bornent à contenir nos tirailleurs, et à envoyer leurs projectiles sur la place : le prince royal, arrivé vers neuf heures en arrière de Schweigen, a envoyé l'ordre aux 5e et 11e corps de précipiter leur marche sur Wissembourg, l'on attend leur venue pour prononcer l'attaque.

Vers dix heures et demie, l'avant-garde du 5e corps (9e division d'infanterie) atteint Schweighofen, à l'est de Wissembourg. La 17e brigade (59e régiment 5e chasseurs, une batterie) commandée par le colonel Bothmer, franchit à gué la Lauter entre Saint-Rémy et Waghaüsel. Le passage est d'autant plus facile que les tirailleurs français ne s'étendent pas aussi loin. La 18e brigade (régiments 47 et grenadiers du roi) commandant Voigts-Rhetz, comble l'espace entre la 17e brigade et les Bavarois, et attaque Altenstatt; déjà, une autre colonne (deux bataillons du 58e, trois compagnies de chasseurs, un bataillon et trois escadrons de dragons) a pris le même chemin, sous les ordres du colonel de Rex.

Ces troupes sont accueillies par une violente fusillade, et soutiennent avec peine un combat meurtrier contre les tirailleurs français, à demi protégés par les épaulements en ruines des lignes de Wissembourg.

L'artillerie s'établit à la levée du chemin de fer, elle ne tarde pas à être rejointe par deux batteries du 11e corps, et les dix-huit pièces dirigent leur feu contre les mitrailleuses du Geisberg.

Le 11e corps parvenu à Schleithal, vers huit heures, avait entendu le canon dans la direction de Wissembourg. Aussitôt, sans même attendre d'ordres, et s'en référant aux instructions de la veille qui prescrivent de soutenir les colonnes engagées, le lieutenant général de Bose se porte en avant avec les troupes qu'il a sous la main. Dans sa marche rapide, cette colonne rencontre l'avant-garde du 5e corps.

Le projet d'attaque est aussitôt arrêté par l'habile chef d'état-major de la 3e armée, de

Blumenthal : l'aile droite (allemande) est formée par le 2e corps bavarois, le centre par le 5e, et l'aile gauche par le 11e ; à l'aile droite et au centre, on se bornera à maintenir les positions que le 11e corps tournera par la gauche. Puis, quand les Français seront assaillis sur leur flanc, les deux premiers corps attaqueront vigoureusement, de façon à se relier au 11e, et à donner de concert l'assaut au Geisberg.

La 21e division, bientôt soutenue par la 22e qui se tient en réserve sur la grande route de Wissembourg à Lauterbourg pousse sa 41e brigade entre le Geisberg et Riedseltz. Une batterie de trente pièces est placée au sud du Windhof (Est Wissembourg).

Vers onze heures, la situation de la 2e division française commande donc une retraite immédiate : menacée de front par la division Bothmer que le reste du 2e corps Bavarois ne va sans doute pas tarder à rejoindre, elle est complètement débordée sur sa droite par les 5e et 11e corps allemands successivement entrés en ligne. Plus de quinze batteries (90 pièces) écrasent Wissembourg et le Geisberg, et l'ennemi reçoit à chaque instant de nouveaux renforts, à ce point qu'il ne sait comment les utiliser : trois batteries du 5e corps demeurent en effet, en arrière de la route de Spire « faute d'espace pour se former. »

Pour résister à cette formidable artillerie, nous n'avons plus que douze pièces : notre batterie de mitrailleuses n'a pu tirer que quelques coups : plusieurs de ses avant-trains ayant sauté. Devant ce feu terrible, nos artilleurs, réduits à changer de positions à chaque instant, répondent de leur mieux.

A neuf heures trois quarts du matin, le général Douay avait été tué près de la ferme de Schafbusch : le général Pellé avait pris le commandement.

L'ordre de retraite n'est cependant pas encore donné : une dépêche du maréchal avait le matin même averti l'état-major de la 2e division de son arrivée prochaine sur le lieu du combat ; le général Pellé compte sans doute aussi sur des renforts que le général Ducrot peut lui envoyer de Lembach, où se trouve son quartier général : enfin il semble impossible d'abandonner le bataillon du 74e qui lutte intrépidement à Wissembourg.

Devant les progrès accomplis par le 5e corps et le 11e, le général Bothmer qui s'est jusqu'alors tenu sur la défensive, se décide à une attaque de front.

Deux bataillons de la 7e et 8e brigade d'infanterie bavaroises s'élancent à l'assaut de la porte de Landau, mais ils sont énergiquement repoussés.

Les tirailleurs algériens et les deux bataillons du 74e, après avoir lutté pied à pied contre les troupes qui attaquent et débordent Altenstatt, sont forcés de reculer pour ne pas être tournés par le 11e corps. Un moment, aux pieds mêmes du Geisberg, le 74e de ligne peut prendre vigoureusement l'offensive, et repousser l'assaillant, mais les Prussiens reviennent aussitôt en nombre, et après avoir évacué la chaussée et la gare, il faut se retirer sur la hauteur.

Wissembourg n'étant plus gardé que par le bataillon du 74e (commandant Liaud), et ne pouvant plus recevoir aucune protection des troupes du Geisberg, vivement pressées elles-mêmes, le général de Bothmer juge le moment opportun pour renouveler une attaque qui, deux fois déjà, a été repoussée. La porte de Landau est enfoncée par l'artillerie bavaroise, tandis que les Prussiens du 5e corps se précipitent par la porte de Haguenau. Dans sa lettre au général Ducrot, le général Robert écrit ces mots : « On m'a dit qu'une poterne avait été ouverte aux Bavarois au moment décisif par des agents qu'ils avaient réussi à introduire dans la place. » Le fait est d'autant plus probable, que la faible garnison avait évacué les

portes de Landau et de Haguenau, pour se diriger vers la porte de Bitche, dans l'espoir d'opérer la retraite sur la route qui conduit au Pigeonnier. Du Geisberg, deux soldats étaient depuis quelque temps déjà partis, pour donner au commandant Liaud l'ordre d'abandonner la place, mais ils n'avaient pu pénétrer.

Après une résistance acharnée, les restes du bataillon du 74e mettent bas les armes à midi et demi.

A la même heure, quatre bataillons prussiens débusquent nos tirailleurs des houblonnières qui se trouvent à l'ouest du chemin de fer, et s'emparent de la ferme de Gutleithof située au nord-est du Geisberg, contre la route de Fort-Louis.

Toutes nos troupes sont donc refoulées sur le Geisberg, la droite appuyée au château, la gauche faisant face au ravin de Steinbach, au-dessus de la gare : nos pièces démontées, sans munitions, ne tirent plus, seuls les chassepots tiennent encore l'ennemi à distance. Mais depuis quatre heures que dure ce combat inégal, les cartouches commençent à s'épuiser.

Le général de Kirchbach donne l'ordre d'attaquer le Geisberg : le régiment de grenadiers du roi, une compagnie du 47e, deux bataillons du 59e, deux du 53e, trois compagnies du 5e chasseurs gravissent sous un feu terrible les pentes escarpées. En même temps, le commandant du 11e corps fait attaquer la position par le sud, du côté de Riedseltz.

La brigade Montmarie tient les hauteurs, fortement appuyée au château de Geisberg. De légers renforts (quelques détachements de réserve) viennent d'arriver de Haguenau par le chemin de fer. Peut-être, ce secours décide-t-il le général Pellé à soutenir encore la lutte si inégale, en lui faisant espérer l'intervention de la division Ducrot.

Le régiment de grenadiers du roi, soutenu par un détachement du 47e et une compagnie du 5e chasseurs prussien, aborde le château; mais une violente fusillade le rejette en arrière et l'oblige à s'abriter dans les plis du terrain. D'importants renforts arrivent à l'ennemi ; une seconde fois le signal de l'attaque est donné, le régiment de grenadiers reprend sa marche; mais nos soldats, bien postés, visent à coup sûr; les officiers prussiens tombent les uns après les autres. Une fois encore, les Allemands sont ramenés.

Du côté sud, quelques compagnies du 2e corps ont pu tourner la position et pénétrer jusque dans la cour; mais le feu n'en continue pas moins, et les ravages qu'il cause dans les rangs prussiens sont tels, que le général de Kirckbach comprend que l'on ne viendra à bout de cette résistance désespérée qu'avec du canon.

Au moment où il donne l'ordre de faire avancer l'artillerie, il est frappé d'une balle au cou et obligé de quitter momentanément le champ de bataille.

Les canons prussiens arrivent au galop, après avoir péniblement gravi les rudes pentes du Geisberg. 12 pièces d'abord, puis 18, bientôt 24, ouvrent le feu à 800 mètres. Rien ne résiste à leur action : les portes sont enfoncées, les murs s'abattent, les défenseurs ne peuvent plus paraître aux fenêtres sans être criblés.

A ce moment, de Schafbusch, quelques compagnies françaises du 50e et du 74e tentent un héroïque effort pour secourir leurs camarades : elles s'élancent en avant; mais leur courage ne peut percer les rangs ennemis. Après une vigoureuse attaque, elles reculent, et battent en retraite.

Tout espoir est perdu pour les défenseurs du château. Derrière le cercle des batteries en feu, on aperçoit les régiments prussiens qui accourent : il faut se rendre, et les 200 Français qui viennent de lutter si courageusement, déposent leurs armes.

Tandis que le château de Geisberg résiste encore, la retraite s'opère en bon ordre sur Cleebourg, Pfaffenscklick et Climbach; une faible partie de la droite, après avoir lutté jusqu'au dernier moment à Schafbusch, est obligée de se replier sur la route de Haguenau momentanément séparée du reste de la division.

Le prince royal, arrivé un peu après deux heures sur le plateau, donne l'ordre de lancer la cavalerie à la poursuite des Français; mais les cavaliers allemands se trompent de route, et ne tardent pas à revenir, annonçant qu'ils n'ont rien rencontré.

Le général Ducrot ne fut prévenu du combat, — par une lettre du colonel de Franchessin, — que vers onze heures et demie. Il fit prendre les armes aussitôt, et se dirigea vers le Pigeonnier; mais il n'y arriva que pour recueillir les régiments qui venaient de faire cette fière défense.

Nos pertes étaient sérieuses et témoignaient de l'ardeur de la lutte. Nous laissions aux mains de l'ennemi environ 900 prisonniers (le bataillon de Wissembourg et les deux ou trois compagnies du château de Geisberg); en outre 200 morts et 4 à 500 blessés. Les ambulances avaient été installées, dès le début de l'action, dans la ferme de Schafbusch; mais lorsque sonna l'heure de la retraite, il avait été impossible d'enlever les blessés, *la division n'ayant ni une voiture d'ambulance ni même un cacolet*. Un canon resta aux mains de l'ennemi; les chevaux et les servants avaient été tués.

Les Prussiens avaient perdu 91 officiers et 1,460 hommes; à lui seul le régiment des grenadiers du roi, deux fois repoussé à l'attaque du château de Geisberg, avait laissé à terre 23 officiers et 329 hommes.

Du côté de l'ennemi, trois corps d'armée avaient été partiellement engagés avec leur artillerie contre huit bataillons français.

Enfin, le soir même du combat, le maréchal de Mac-Mahon avait adressé à l'empereur une longue dépêche chiffrée qui rendait compte de la bataille, et exprimait l'intention de livrer bataille aux Allemands, si les troupes étaient renforcées de trois divisions indispensables « pour reprendre l'offensive avec avantage. » Le lendemain, nouvelle dépêche plus affirmative encore; le maréchal demande formellement que le corps du général de Failly soit placé sous ses ordres.

Ce n'est que le 5 août, à onze heures du matin, que cette demande fut agréée. L'importance toute spéciale de cette question, souvent et très-vivement discutée à cause du manque de documents précis, nous oblige à citer quelques dépêches qui n'ont pas encore été publiées.

« 5 août, 5 h. 30 m. Urgence. Reichshoffen
de Metz, 3 h. 20 m.

« *Major-général à maréchal Mac-Mahon. Reichshoffen.*

« Le général de Failly, avec trois divisions, est aujourd'hui à Bitche. L'empereur l'a placé sous vos ordres, disposez de lui, ma dépêche de ce matin onze heures vous l'annonçait : l'avez-vous reçue?

« Maréchal Le Bœuf. »

La dépêche du matin était bien arrivée, car le maréchal de Mac-Mahon avait télégraphié au général de Failly : seulement, comme d'après les nouvelles antérieures il croyait le quartier général du 5e corps à Sarreguemines, c'est dans cette dernière ville que le télégramme avait été expédié.

Voici ce que le maréchal écrivait au commandant du 5e corps :

« 5 août, 5 h. 15 m. Sarreguemines à Bitche.
Gare à gare.

« Le général de Failly étant chez vous, veuillez lui faire parvenir, de toute urgence, une dépêche maréchal Mac-Mahon au général de Failly commandant le 5e corps à Sarreguemines : si cela vous est possible, occupez d'urgence la position de Lemberg, c'est de la dernière importance. »

Le général de Failly répondit :

« Je ne puis disposer maintenant que d'un régiment d'infanterie et d'un de cavalerie. Vous dois-je envoyer à Lemberg? »

Après avoir adressé ce télégramme, le général de Failly pensa qu'il devait y avoir une erreur dans la dépêche qu'il avait reçue, et qu'il ne pouvait s'agir de Lemberg qui se trouve à environ soixante kilomètres de Reichshoffen; il fit donc parvenir au maréchal le télégramme suivant :

« Bitche, 9 h. du soir, 5 août.

« Renseignements pris, j'ai lieu de penser que ce n'est pas le poste de Lemberg, gare du chemin de fer au sud de Bitche, qu'il s'agit d'occuper; il n'y a rien d'anormal dans cette direction.

« Il s'agit peut-être de Lembach, à trente-deux kilomètres Est de Bitche?

« Faites-moi connaître l'effectif des troupes à y envoyer.

« Demain, à dix heures seulement, je pourrais, par suite du mouvement de concentration qui s'opère sur Bitche, disposer de la division Lespart.

« En cas de départ, la réserve divisionnaire d'artillerie devra-t-elle marcher, ainsi que le convoi auxiliaire?

« Il est impossible à cette division de faire trente-deux kilomètres dans la journée, si elle doit marcher militairement, avec chance de rencontrer l'ennemi, je viens d'en faire deux fois l'expérience.

« Général DE FAILLY. »

De cet ensemble de dépêches, il résultait pour le maréchal de Mac-Mahon qu'il ne pouvait absolument compter sur le concours de tout le 5e corps pour la bataille qu'il avait résolu de livrer.

Du côté du 7e corps, la situation n'était guère plus satisfaisante : le maréchal n'avait, il est vrai, à solliciter de l'empereur aucune autorisation, car les troupes du général Félix Douay avaient été placées sous ses ordres.

Mais, des trois divisions qui devaient composer le corps d'armée du général Félix Douay, (frère du général Abel Douay, tué à Wissembourg), deux seulement pouvaient entrer en ligne, la troisième, celle du général Dumont, était en formation à Lyon, attendant le retour des troupes de Civita-Vecchia.

Le 4 au soir, le maréchal télégraphiait au général Douay d'avoir à diriger, sans retard, sur Haguenau, la division Conseil Dumesnil qui devait se trouver à Colmar.

Malheureusement, le jour même, cette division, trompée par quelques coureurs wurtembergeois, nous en avons parlé plus haut, qui s'étaient avancés jusqu'à Lorrach, s'était mise précipitamment en retraite, et avait rétrogadé jusqu'à Mulhouse. Il en résulta une perte de temps, et la division ne put être sous la main du maréchal que le 5 au soir. Encore, l'artillerie était-elle restée en arrière : une partie n'arriva même à Reichshoffen que le 6 à une heure de l'après midi, c'est-à-dire alors que la bataille était bien engagée, sinon compromise.

Quel était maintenant le plan du maréchal de Mac-Mahon, et sur quel terrain voulait-il attendre et combattre la 3e armée prussienne? La brochure publiée par le général de Failly permet de résoudre cette intéressante question.

Le maréchal estimait que l'action ne s'engagerait pas avant le 7. D'ici là, il pensait que le général de Failly pourrait opérer la concentration de son corps. En outre, la 1re division du 7e corps étant arrivée, et la 2e remontant par Mulhouse (dépêche du général F. Douay, 5 août), le maréchal pouvait avoir en ligne ses quatre divisions, plus deux du corps de Failly et une du corps Douay, soit sept divisions avec deux divisions en réserve : l'une à Bitche, l'autre vers Colmar.

L'ennemi était forcé d'accepter la bataille; car s'il voulait continuer sa route sur Strasbourg, il était pris en flanc par les divisions du maréchal de Mac-Mahon dont une seule (la 2e) avait été entamée à Wissembourg.

La position choisie est située sur les ondulations des Vosges, entre l'Eberbach et la Saüer. Couverte sur le front par la Saüer, que l'ennemi, — l'artillerie au moins, — ne peut franchir que sur les quatre ponts de Gœrsdorf, de Wœrth, de Gunstett et de Dürrenbach, cette position compte 6,000 mètres environ depuis Neehwiller jusqu'à l'est d'Eberbach. Les pentes qui descendent vers la rivière sont rapides et couvertes de vignes.

En avant des hauteurs et au centre, se trouve le village de Wœrth, à l'entre-croisement des routes de Haguenau et de Bitche. La vallée qui s'ouvre à Wœrth sert de lit à un petit cours d'eau facilement guéable, le Sultzbach, affluent de la Saüer; elle est de trois

côtés enveloppée par des hauteurs à pentes rapides et boisées, sillonnées seulement par de petits sentiers servant aux charrois des nombreuses mines des environs. Des vignes et des jardins montent de chaque côté de la route, jusqu'à la position principale qui domine Wœrth : Frœschwiller. En arrière, une épaisse forêt assure la retraite sur Reichshoffen. Au sud de ce plateau, se trouve Elsashausen, point moins élevé (222 mètres au lieu de 264), mais dont le terrain couvert, coupé de houblonnières et de vignes, se prête à une vigoureuse défense, et protége à la fois Wœrth et Frœschwiller.

Ces nombreux accidents de terrain, en rendant l'action de l'artillerie moins décisive, assuraient un avantage aux Français. La supériorité du chassepot permettait de lutter d'autant mieux, qu'en avant de la Saüer, se trouvent des prairies que l'ennemi était forcé de parcourir à découvert.

Mais, à côté de ces indiscutables avantages, la position présentait cependant quelques dangers : l'aile gauche était mal protégée contre une attaque venant par la route de Lembach ; au nord-est de Wœrth s'élève la montagne du Liebfrauenberg, dont le dernier massif s'étend jusqu'à Gœrsdorf, sur la rive de la Saüer, qu'il permet à l'ennemi de commander.

A l'extrémité opposée, se trouve Gunstett, que le maréchal avait d'abord songé à occuper, hauteur importante qui domine Wœrth et Elsashausen, et assure à l'artillerie un tir efficace ; mais le maréchal, déjà forcé de ne pas étendre sa gauche, avait été encore obligé de se restreindre à droite ; aussi, après avoir envoyé un bataillon s'établir sur la hauteur de Gundstett, donna-t-il l'ordre de se borner à tenir l'autre rive de la Saüer. Cette résolution semblait prouver que la bataille serait, de notre côté, purement défensive ; cependant, après avoir décidé, le 5 au soir, que l'on couperait les ponts sur la Saüer, ce qui eût opposé à l'ennemi un obstacle sinon infranchissable, du moins très-sérieux, le maréchal revint sur sa résolution première, ce qui indiquait évidemment qu'il voulait se réserver de prendre l'offensive à un moment donné. Malheureusement, cette hypothèse ne devait pas se réaliser.

Ces irrésolutions du maréchal provenaient de l'incertitude où il était sur le 5e corps. Si le général de Failly venait à son secours, s'il accourait à son appel, s'il suivait exactement le plan qui lui était prescrit, la défensive devait, à un moment donné, se changer en offensive ; les ponts, qui jusqu'alors avaient été utiles à l'ennemi, nous devenaient indispensables pour poursuivre nos avantages, et nous jeter à la suite des Allemands.

Comme le fait très-justement observer Lecomte, le plan du maréchal rappelait l'opération de Magenta. Cette fois, Mac-Mahon, avec le 1er corps et la 1re division du 7e, devait remplir sur le front le rôle joué à Ponte-di-Magenta par les grenadiers de la garde et le corps de Canrobert, tandis que le 5e corps, tombant sur le flanc de l'ennemi, reproduirait le mouvement décisif du corps Mac-Mahon en 1859.

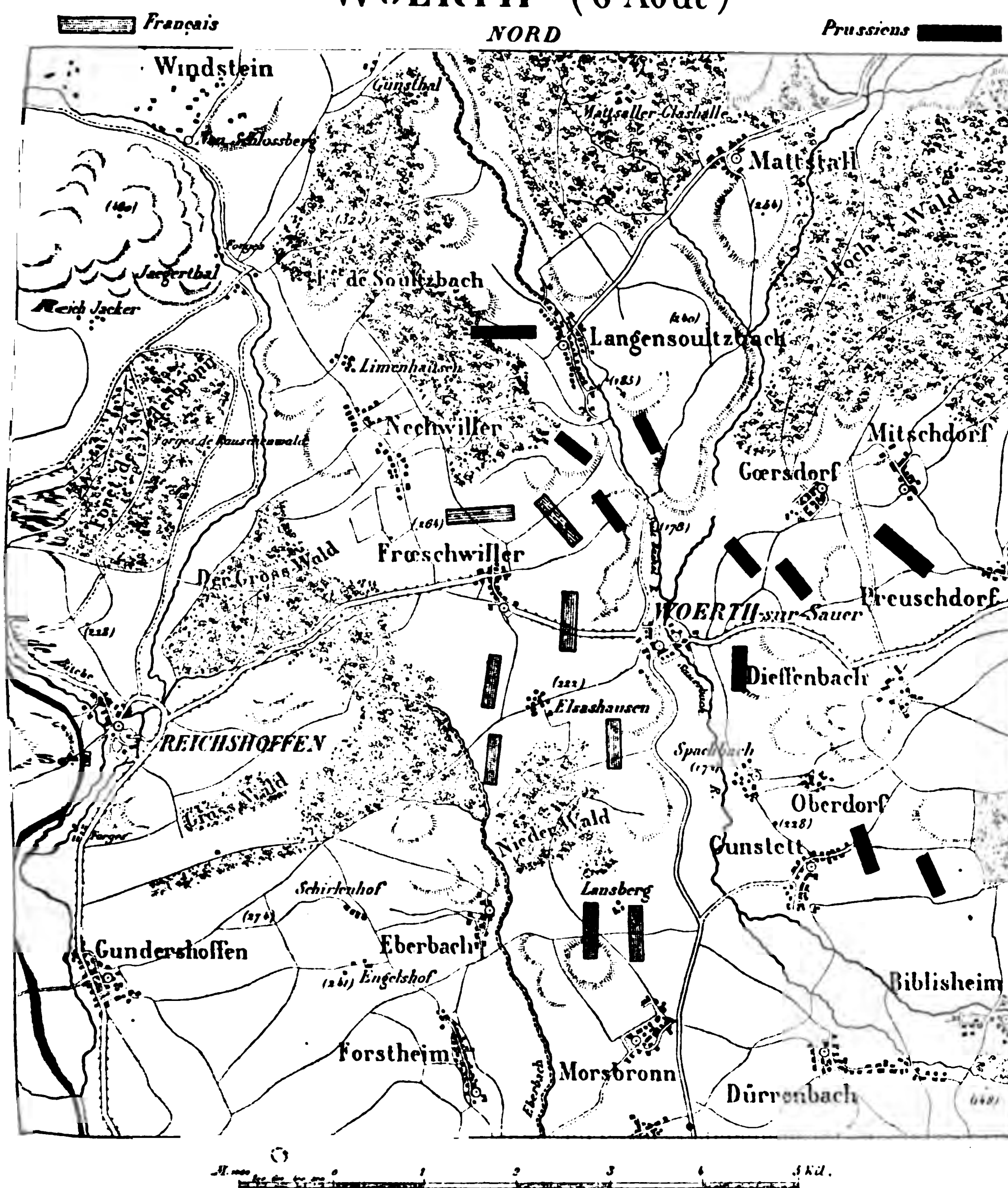
Afin de bien faire comprendre au général de Failly toute l'importance du concours qu'il exigeait de lui, le maréchal fit venir au château du comte de Leusse, où il avait établi son quartier général, le commandant du génie Moll, et lui remit, après de longues explications verbales, une lettre pour le commandant du 5e corps. L'officier supérieur partit le 6, à cinq heures du matin, pour Bitche, quelques heures avant l'engagement. Mais le temps allait manquer pour la réalisation de ce plan, car l'armée allemande n'avait pas tardé, après Wissembourg, à reprendre contact avec les troupes françaises.

Les ordres de marche pour le 5 prescrivaient au 2e corps bavarois de gagner Lembach, sur la route de Bitche ; au 5e de marcher sur Preuschdorf ; au 11e de prendre position à

Soultz; au corps de Werder de s'arrêter à Aschbach. Le 1er corps bavarois devait former réserve à Ingolsheim.

En même temps, deux grandes reconnaissances étaient dirigées par la 4e division de cava-

WOERTH (6 Août)



lerie: la première sur la forêt de Haguenau, la seconde sur Reichshoffen. Partout accueillis par la fusillade, les escadrons allemands rapportèrent au Prince royal des indications exactes sur les emplacements occupés par les troupes françaises. De l'ensemble de ces renseigne-

ments, résultait la conviction que le maréchal de Mac-Mahon avait pris position derrière la Saüer, et que des détachements seuls étaient, en avant de Haguenau, chargés de protéger le chemin de fer. Le 5ᵉ corps allemand poussait ses grand'gardes jusqu'en face de Wœrth.

Le 5 au soir, la ligne d'avant-postes de la 3ᵉ armée s'avançait entre la Saüer et la lisière nord de la forêt de Haguenau. Une partie du 5ᵉ corps occupait déjà le front parallèle à la Saüer : Gœrsdorf, Dieffenbach et Gundstett ; à l'extrême droite, le 2ᵉ corps bavarois se reliait, par ses avant-postes, avec le 5ᵉ, au Liebfrauenberg.

L'intention du Prince royal et de son habile chef d'état-major, le général de Blumenthal, n'était pas de livrer bataille le lendemain. Après le combat de la veille (Wissembourg) et la marche accomplie dans la journée, vingt-quatre heures de repos étaient nécessaires. Cette résolution pouvait sauver le maréchal de Mac-Mahon, en donnant au 5ᵉ corps le temps de le rejoindre ; mais le hasard mit les deux armées en présence, plus tôt qu'on ne le pensait.

II

Nous venons de voir que les avant-postes allemands, du Liebfrauenberg et de Gœrsdorf à Gundstett, longeaient la Saüer. De l'autre côté de la rivière, la division Ducrot formait l'aile gauche de l'armée française, face à Lembach : la droite en avant de Frœschwiller, la gauche appuyée à la forêt du Groswald ; deux compagnies tenaient Neehwiller et Jœgerthal.

Le centre de la position était occupé par la 3ᵉ division (Raoult) : sa 1ʳᵉ brigade en face de Gœrsdorf, la 2ᵉ entre Frœschwiller et Elsashausen, en arrière de Wœrth. La 4ᵉ division formait l'aile droite : la 1ʳᵉ brigade faisant front à Gunstett, la 2ᵉ (réduite à un seul régiment, le 3ᵉ tirailleurs algériens, le 87ᵉ de ligne ayant été laissé à Strasbourg comme garnison) en face de Morsbronn.

La 2ᵉ division du 1ᵉʳ corps, commandée par le général Pellé, depuis la mort du général Abel Douay, se trouvait en réserve à la droite. La division du 7ᵉ corps (Conseil-Dumesnil) était placée derrière la 4ᵉ division avec les deux régiments de cuirassiers du général Michel. La division de cavalerie de réserve de Bonnemains et la brigade de cavalerie légère de Septeuil se tenaient au nord-ouest d'Elsashausen.

Sur le front de la Saüer, les avant-postes étaient donc très-rapprochés : de là, des alertes constantes. Le 6, au point du jour, une vive fusillade met les deux camps en émoi. La grand'garde de la 2ᵉ brigade de la 3ᵉ division française tire sur un de ses postes, qu'elle prend pour un détachement allemand. Malgré les efforts de l'officier placé à la tête de la grand'garde (commandant Chataignier), le feu, fort heureusement inoffensif, se prolonge assez longtemps. Au même moment, le général commandant la 20ᵉ brigade du 5ᵉ corps allemand croit remarquer que Wœrth n'est pas occupé. Pour s'en assurer, il prescrit une reconnaissance. Un bataillon du 37ᵉ prussien traverse la Saüer, et lance ses tirailleurs sur Wœrth ; une batterie d'artillerie, placée au nord du village, envoie quelques obus pour assurer le mouvement. L'artillerie française répond aussitôt, et les zouaves s'avancent pour

repousser le bataillon du 37e prussien. La reconnaissance ayant montré que les Français ne songent pas à la retraite, le général de Kirchbach donne, à huit heures du matin, l'ordre aux troupes du 5e corps de cesser l'attaque, le prince royal ayant prescrit de ne pas s'engager sérieusement.

Mais, le canon a donné l'éveil à droite et à gauche. L'artillerie française tire sur Gundstett, et les zouaves prononcent une attaque assez vive contre les hauteurs de la rive opposée. La 21e division d'infanterie du 11e corps allemand, arrivée à la pointe du jour à l'est de Gundstett, marche aussitôt au canon, et établit ses quatre batteries au nord-ouest de Gundstett. En même temps avis est donné à la 22e division et au corps de Werder qui pressent le pas.

De ce côté encore, l'action ne s'étend pas.

Mais, il n'en est pas de même à l'extrême droite prussienne (gauche française).

Le 2e corps bavarois est en ligne en avant de Mattsall, ses postes avancés au Liebfrauenberg. Au bruit du canon qui tonne sur Wœrth, vers huit heures, la 4e division bavaroise (général de Bothmer), celle-là même qui, l'avant-veille, engagea l'action à Wissembourg, reçoit l'ordre d'attaquer Frœschwiller. Une batterie allemande ouvre le feu au nord-est de Langensulzbach.

L'avant-garde ennemie arrive jusqu'à la lisière du bois; mais, criblée de projectiles par nos tirailleurs bien postés, elle ne peut pousser plus avant, et attend des renforts. Successivement, le général de Bothmer envoie toutes ses réserves; vers dix heures, après une heure et demie de combat, dix bataillons bavarois sont engagés, et ne parviennent qu'à grand'-peine à gagner un peu de terrain sur leur gauche, du côté du Sulzbach. Le feu de notre artillerie, placée à Frœschwiller, oblige deux batteries allemandes, qui ont voulu prendre position, à battre précipitamment en retraite.

A dix heures et demie, les pertes de la division Bothmer sont déjà sensibles, lorsque l'ordre arrive de faire cesser le combat. La retraite sur Langensoulzbach ne s'opère que difficilement. Le général Ducrot vient de recevoir en effet un régiment de renfort (le 78e de la 2e division) et il presse vivement l'ennemi.

A peine les positions premières sont-elles reprises (onze heures et demie), qu'un second ordre parvient au corps bavarois, lui prescrivant de recommencer l'attaque, pour soutenir le mouvement que le général de Kirchbach se décide à diriger avec le 5e corps contre Wœrth.

Au centre, depuis le matin, tout se bornait à une violente lutte d'artillerie qui ne nous était pas favorable : 108 canons du 5e et du 11e corps tiraient à la fois de Dieffenbach à Gundstett, sur Frœschwiller, Wœrth et Elsashausen. Au bout d'une heure et demie de cette canonnade, le général de Kirchbach, jugeant le moment opportun, donne l'ordre d'attaquer Wœrth. Quatre bataillons de la 20e brigade traversent la Saüer, trouvent, une fois encore, le village inoccupé, et tentent de gravir les hauteurs; mais les troupes françaises prennent l'offensive et, d'un vigoureux élan, rejettent les bataillons prussiens sur Wœrth. Le major de Sydow rallie ses troupes et veut marcher en avant; mais, au bout de cent pas, il est forcé de reculer en toute hâte : l'arrivée de la 19e brigade allemande lui permet seule de se maintenir dans le bourg. De nouveaux renforts sont envoyés et ne parviennent qu'à grand'peine à résister aux retours offensifs des troupes de la 3e division française; une grande partie du village est même enlevée par le général Lhérillier à la tête du 2e zouaves.

Les deux brigades allemandes parviennent, cependant, à reprendre une fois encore Wœrth.

Une compagnie entière du 2e zouaves est détruite; mais les Allemands ne peuvent réussir à déboucher sur la route qui mène à Frœschwiller. Embusqués dans les vignes, à la droite de ce village, les zouaves balayent le chemin, et les Prussiens sont forcés de chercher en toute hâte un refuge dans les jardins des dernières maisons sur la droite, où plus de cinq cents fosses allemandes sont aujourd'hui creusées.

A l'extrême gauche allemande, le 11e corps est encore moins heureux que les Bavarois à l'aile droite et que le 5e corps au centre. La supériorité de l'artillerie prussienne, bien postée sur les hauteurs de Gundstett, oblige nos pièces de 4 à une lutte inégale. Aussi, le général de Bose, commandant le 11e corps allemand, donne-t-il l'ordre à son infanterie de traverser la Saüer. Le mouvement est exécuté par les 87e et 80e régiments (de la 41e brigade) au moment même où nos troupes repoussent l'attaque tentée sur leur centre par le 5e corps. L'offensive prise par les Français a plus d'action encore contre le 11e corps. Les bataillons ennemis sont rejetés en arrière, traversent la rivière en toute hâte, et ne s'arrêtent qu'à Spachbach.

Une autre tentative, dirigée plus au sud, rencontre la même résistance.

Le général de Lartigue, qui commande notre droite, veut à toute force poursuivre son succès, et s'emparer du plateau de Gundstett, qui, par sa position dominante, assure supériorité à l'artillerie ennemie. Quelques-uns de nos bataillons traversent la Saüer, et jettent sur la hauteur; mais une nouvelle division du 11e corps prussien vient d'arriver; deux fois renouvelée, cette tentative est deux fois repoussée par l'ennemi, dont chaque instant augmente la force.

Tel est l'état des choses vers midi et demi : en résumé, aux deux ailes et au centre, attaques, plusieurs fois renouvelées du 2e corps bavarois, du 5e et du 11e corps prussi ont complétement échoué. Seule, l'artillerie allemande, bien supérieure en nombre et portée, a soutenu la lutte avec un avantage marqué.

La 3e armée allemande, mal engagée, a eu le dessous dans ces combats décousus, p importants, il est vrai.

Il faut prendre un parti : ou bien empêcher l'action de se continuer, comme le Prince royal, mal renseigné à son quartier-général de Soultz, en a d'abord donné l'ordre; mais alors la journée appartient aux Français; la retraite peut être inquiétée; on permet enfin au 5e corps (de Failly) d'entrer en ligne.

Ou bien, il faut arrêter un plan sur place, et prendre vigoureusement l'offensive sur toute la ligne.

Au lieu des combats du matin, combats inutiles et sans suite, c'est une bataille décisive qu'il s'agit d'engager sans hésitation.

A cette heure solennelle, le commandant du 5e corps prussien, général de Kirchbach se prononce pour l'action, et ordonne l'attaque.

Tandis que les différentes troupes prussiennes se préparent, transportons-nous un instant sur l'autre rive, voyons ce que l'on décide, ce que l'on fait dans le camp français.

Dès l'engagement du matin, le maréchal de Mac-Mahon s'était rendu à sa gauche, et s'était convaincu qu'il n'y avait rien de sérieux dans ces attaques disséminées. Peut-être, eût-il été possible de profiter de l'inaction relative des deux corps prussiens, pour tenter un vigoureux mouvement offensif contre le 2e corps bavarois, et chercher à se dérober après ce succès à une lutte trop inégale. Mais, le maréchal espérait sans doute que la journée se

passerait sans action générale, et il comptait pour le lendemain sur l'arrivée des trois divisions du 5e corps. Aussi, choisissant la position d'où l'on a les vues les plus étendues, en avant d'Elsashausen, le maréchal se porte-t-il sur un tertre bientôt signalé aux artilleurs allemands, et de là il dirige la bataille. Cet endroit est, aujourd'hui encore, l'objet d'un véritable culte pour les habitants. Un vigoureux arbre auprès duquel se tenait le maréchal est entouré d'une barricade en bois, et un écriteau interdit de couper les branches, c'est l'arbre de Mac-Mahon dont le feuillage abrite de l'autre côté de la route, la tombe de 500 soldats français et du général Maire, glorieusement tombé à leur tête.



ROBERT DE VOGUÉ.

Aide de camp du maréchal de Mac-Mahon, tué à Wœrth.

De notre côté, jusqu'à midi, pas plus que chez l'ennemi, on ne voit donc de résolution bien arrêtée, on subit une bataille engagée par le hasard, rien de plus.

A une heure, au moment où l'action reprend au centre, et où une nouvelle tentative des Prussiens, dans la direction de Frœschwiller, vient d'être repoussée, ainsi qu'une attaque du 10e bataillon de chasseurs bavarois contre Neehwiller, le Prince royal arrive sur le champ de bataille, avec le général de Blumenthal, et se place au centre de la position en face de Wœrth, sur une colline dite des Peupliers.

La résolution du général de Kirchbach de continuer la bataille est approuvée, et profitant de la supériorité des forces allemandes, un double mouvement tournant est conçu contre nos deux ailes. De tous côtés, les renforts sont annoncés, à l'aile droite (allemande), le 1er corps bavarois entre en ligne, la 3e division (2e corps bavarois,) est proche, à l'aile gauche,

le général de Bose dispose de 30,000 hommes. Le 2e corps bavarois reçoit l'ordre d'agir sur le flanc gauche français de façon à couper notre ligne de retraite sur Reichshoffen. La division wurtembergeoise Obernitz doit tourner la droite française par Morsbronn-Eberbach-Reichshoffen; la division badoise qui, avec les troupes wurtembergeoises, forme le corps de Werder doit s'arrêter à Walburg au S. E. de Dürrenbach, pour servir de réserve à l'aile gauche allemande.

Si ce double mouvement de flanc réussit, si les 1er corps bavarois, 5e et 11e prussiens parviennent à enlever les positions d'Elsashausen et de Frœschwiller, nos 35,000 hommes harassés par une lutte inégale, intrépidement soutenue, trouveront toutes les issues fermées et seront enfermés dans un cercle qu'il sera impossible de franchir.

En résumé, le plan d'attaque est identique à celui de Wissembourg, et pour pousser l'analogie plus loin, les mêmes troupes ont des missions semblables. C'est le 5e corps qui luttera au centre, pour donner aux Bavarois et au 11e le temps d'opérer leur mouvement tournant. Seulement, comme le terrain est ici plus favorable, comme une hauteur semblable au Pigeonnier ne protége pas l'aile gauche des Français, les Allemands ne se borneront pas à un simple mouvement tournant, ils prononceront leur attaque au nord et au sud à la fois.

Pour soutenir le mouvement de Gœrsdorf à Gundstett, l'ennemi dispose de trois corps d'armée : le 1er bavarois qui prend à peu près la place occupée dans la matinée, par les troupes du 2e, les 5e et les 11e qui conservent leurs positions. Deux cents bouches à feu écrasent nos troupes, et couvrent de projectiles toute la ligne des hauteurs d'Elsashausen à Frœschwiller.

A une heure et demie, le général de Kirchbach ordonne une vigoureuse attaque en avant de Wœrth. La 19e brigade prussienne se déploie dans les prairies et sur la route qui mène à Frœschwiller; mais les mitrailleuses placées en haut de la côte, et les tirailleurs postés de chaque côté de la route, entretiennent un feu terrible qui ne permet pas d'avancer. Les réserves sont alors appelées de l'autre côté de la Sauer : des batteries mises en position sur le chemin de Wœrth à Gœrsdorf prennent de flanc la route de Frœschwiller que de nombreux tirailleurs attaquent par le sud : toutes les troupes du 5e corps sont engagées, il n'y a plus de renforts à espérer de ce côté, et cependant, on ne gagne pas de terrain; à grand'peine l'ennemi peut-il se maintenir.

Une vigoureuse offensive se produisant contre l'aile droite des Français peut seule amener un résultat : aussi le général de Bose prescrit-il un mouvement en avant de Gundstett.

Morsbronn, faiblement occupé par nos troupes, qui ne peuvent s'étendre jusque-là, est bientôt enlevé, et fournit aux Allemands un solide point d'appui pour leur attaque contre Eberbach et le Niederwald. Si ce mouvement réussit, Elsashausen, attaqué de front et de flanc, court les plus grands dangers. Le général de Lartigue, qui commande la droite française, a engagé jusqu'à son dernier homme; il ne lui reste que la brigade de cuirassiers du général Michel : il donne l'ordre de charger. Un seul des deux régiments doit marcher en avant; mais tous deux s'élancent par le ravin à l'est d'Eberbach, suivis par le 6e lanciers attaché à la 4e division. Le terrain est mauvais, impossible pour une action semblable : des arbres coupés au ras du sol, des vignes épaisses comme des houblonnières, des fossés profonds, tout est obstacle pour la cavalerie. Avertie de la charge par le bruit formidable des chevaux et des cuirasses, la ligne de tirailleurs prussiens s'éparpille sur le flanc gauche, et en face du ravin. En échelons par la droite, le 8e en avant, les

colonels en tête, les lourds cavaliers s'avancent au galop, insensibles à la fusillade qui pétille de tout côté, comblant les vides à la voix des chefs, semant la route de cadavres. Arrivés à Morsbronn, ils tombent sur le 32ᵉ prussien qui vient de se déployer, renversent la compagnie qui leur fait face et, criblés de balles, s'élancent dans les rues du village, où de nouveaux ennemis les attendent. Le 80ᵉ régiment prussien accueille par des feux de salve les cuirassiers français : des deux régiments, à peine quelques cavaliers, suivis par une poignée de lanciers, peuvent s'échapper par le sud-est dans la direction de Durrenbach, où ils sont poursuivis par les hussards allemands.

Telle est la charge héroïque des cuirassiers de Reichshoffen. Aujourd'hui encore, on peut suivre les traces de cette mêlée terrible. De larges tumulus marquent la place où passa notre cavalerie d'Eberbach à Morsbronn. Espacées d'abord au point de départ, les tombes se rapprochent, et forment comme un cimetière, à mesure que l'on s'avance.

Cette attaque imprévue a donné à la division de Lartigue un moment de répit. Elle en profite pour se replier sur Eberbach et le Niederwald, face à l'ennemi. De leur côté, les Prussiens rassemblent leurs bataillons épars pour recommencer l'action : les Français préviennent l'attaque. De fortes colonnes, précédées d'une nuée de tirailleurs, se jettent en avant du Niederwald et repoussent les Allemands jusqu'à Morsbronn. Mais alors, l'artillerie de Gundstett, qui s'est arrêtée depuis quelques instants, reprend son tir, tandis que de puissants renforts arrivent au secours du 11ᵉ corps. La division wurtembergeoise, chargée de contourner Morsbronn au sud pour se diriger sur Reichshoffen, a marché droit au canon. Devant ces troupes fraîches, les Français hésitent, plient, puis, enlevés par leurs chefs, s'élancent encore en avant, reculent enfin, abandonnant aux masses qui les débordent la lisière du Niederwald. Eberbach étant menacée sur son flanc gauche, ses défenseurs se replient sur la colline au nord à hauteur du Niederwald. Cependant d'Elsashausen il est possible d'envoyer quelques renforts à l'aile droite. Une fois de plus l'offensive est reprise; le 83ᵉ prussien ne peut soutenir le choc, mais il est promptement soutenu : une attaque décisive est tentée par les Allemands, elle réussit, et nos troupes exténuées sont rejetées sur Elsashausen.

Cette position se trouve ainsi attaquée de front et de flanc. Huit batteries du 11ᵉ corps entourent la hauteur au sud, et les 48 pièces tirent à la fois sur le village qui prend feu. La jonction est faite entre le 5ᵉ et le 11ᵉ corps (centre et aile gauche allemands). Attaqué de trois côtés à la fois, Elsashausen est enlevé.

Frœschwiller seul résiste encore, mais toutes les pièces prussiennes se rapprochent et l'enserrent : contre cette seule position, 75,000 Allemands des 5ᵉ, 11ᵉ corps et de la division wurtembergeoise se présentent. Toute résistance semble donc impossible; pourtant, sur l'ordre du maréchal Mac-Mahon, un suprême effort est tenté. Il faut rompre ou élargir ce cercle, donner un peu d'air, non-seulement aux troupes de Frœschwiller, mais encore aux débris de l'aile droite qui n'a pu regagner à temps les hauteurs, et dont une partie s'est dérobée, soit vers Reichshoffen, soit même dans la direction du sud. Une première attaque des Français refoule l'assaillant jusqu'au Niederwald; mais l'artillerie du 11ᵉ corps ouvre le feu à mitraille : ce sont les soldats de Wissembourg, les restes de la division Abel Douay, les turcos en tête, qui chargent; ils s'avancent jusque sur les pièces, mais à 150 mètres, des volées de mitraille les arrêtent, les déciment, les forcent à battre en retraite.

Serrés de près, ils ont grand'peine à regagner le plateau, lorsque des hurrahs reten-

tissent ; c'est la cavalerie du général de Bonnemains qui charge l'ennemi. Quatre régiments de cuirassiers arrivent au galop, le 1er en tête ; mais cette fois, ce n'est plus seulement à l'infanterie qu'ils ont affaire : les sept batteries du 11e corps, en position au nord et au sud d'Elsashausen, tirent à mitraille et à obus ; le colonel du 2e cuirassiers a la tête fracassée, celui du 4e, blessé, est renversé de cheval et pris. Les cavaliers ne parviennent même pas à voir l'ennemi ; les escadrons se rompent et se dispersent, cherchant à gagner Reichshoffen.

Le Prince royal donne alors l'ordre d'enlever à tout prix Frœschwiller, et il envoie les derniers renforts qui lui restent : une brigade de la division wurtembergeoise, celle du général de Starkloff avait continué sa route sur Reichshoffen, tandis que la 1re rejoignait le 11e corps, elle abandonne l'itinéraire qui lui a été tracé, et se dispose à soutenir la suprême attaque.

Quinze batteries préparent l'assaut du côté du 11e corps, tandis que dix batteries du 5e corps à l'ouest et à l'est d'Elsashausen et sept sur le chemin de Wœrth à Gœrsdorf font converger leur feu (192 pièces) sur Frœschwiller.

Au Nord, le 1er corps bavarois, qui avait remplacé le 2e, n'était entré en ligne contre la division Ducrot que de 1 heure et demie à 2 heures. Débouchant de Gœrsdorf, il avait cherché à gagner du terrain, sans y parvenir tout d'abord. A 3 heures même, l'ennemi était rejeté en arrière, mais une brigade française ayant dû être envoyée comme renfort à l'aile droite, les Bavarois, de plus en plus nombreux, étaient parvenus à avancer malgré la résistance du 45e de ligne et du 1er zouaves qui, deux fois enveloppés, ne purent qu'à grand'peine se dégager ; le 5e corps prussien avait dû appuyer l'aile droite des Bavarois.

A quatre heures, le cercle est donc complet autour de Frœschwiller. L'attaque se produit à la fois au Nord, au Sud et à l'Est. Au Sud, la lutte est particulièrement acharnée : le général de Bose, qui commande le 11e corps, est gravement blessé. Mais au Nord et à l'Est, l'ennemi peut, au prix de grandes pertes, gravir les hauteurs.

Le moment de la retraite est venu, peut-être même est-il trop tard : tout ce que les forces humaines peuvent accomplir a été fait : depuis huit heures du matin, 35,000 Français luttent contre 120,000 Allemands pourvus d'une artillerie formidable.

Pour arrêter et contenir un moment la poursuite, le maréchal de Mac-Mahon donne l'ordre au général Ducrot de tenir à tout prix. Le 45e de ligne et le 1er zouaves se forment parallèlement à la route, et le feu des chassepots permet aux troupes françaises, confondues, brisées par vingt assauts, de s'échapper par les bois.

Il est cinq heures : la bataille est finie, la poursuite commence.

L'extrême droite française (division de Lartigue), coupée de la ligne des hauteurs, au moment où les Allemands s'étaient emparés d'Elsashausen, avait été obligée de prendre la direction Haguenau-Strasbourg. Toutes les autres troupes gagnèrent Reichshoffen ; mais elles avaient été prévenues par le 2e corps bavarois que nous avons vu opérer son mouvement de flanc sur notre extrême gauche. A l'Est de Gundershoffen, une batterie wurtemburgeoise qui, seule avec quelques escadrons prussiens, avait suivi la route primitivement indiquée à la division d'Obernetz, prend position, pendant qu'au débouché du Gross-Wald, les escadrons ennemis chargent nos soldats débandés. Reichshoffen a été barricadé à la hâte ; mais cet obstacle ne parvient pas à arrêter l'ennemi, et il faut reculer jusqu'à Niederbronn. A sept heures, l'assaillant s'arrête enfin, il vient de se heurter à la division de Lespart qui arrive de Bitche. Fusillés par l'infanterie postée dans le bois, les cavaliers allemands tournent bride.

Ce n'est que vers huit heures que les Bavarois s'emparent de Niederbronn évacué quelques instants avant par les Français.

La bataille de Wœrth avait été sanglante, le chiffre des pertes témoigne de l'ardeur de cette lutte soutenue jusqu'à la dernière heure : 6,000 Français avaient été tués ou blessés, 9,000 prisonniers étaient restés entre les mains de l'ennemi qui s'était emparé d'un aigle, de quatre fanions, vingt-huit canons et cinq mitrailleuses. Parmi les morts, se trouvaient le général Colson, chef d'état-major du 1er corps, les généraux Raoult et Maire, les colonels Poissonnier (6e lanciers), Franchessin (96e de ligne), les lieutenants-colonels de Baune (9e cuirassiers), Deshorties (3e zouaves)..... Citons encore le capitaine de Vogué aide de camp du maréchal de Mac-Mahon.



LE GÉNÉRAL RAOULT.



LE GÉNÉRAL COLSON.

Du côté des Allemands, le chiffre des morts et des blessés était plus élevé encore : 489 officiers et 10,153 hommes étaient restés sur le champ de bataille ; 2 généraux, de Bose et Maillinger, étaient dangereusement blessés, quinze colonels, enfin, avaient été atteints.

III

Nous avons dit que la division Guyot de Lespart était arrivée à Niederbronn à temps, pour arrêter l'ennemi, et permettre à nos troupes débandées d'échapper à la poursuite. Cette division appartenait au corps de Failly, auquel il nous faut revenir, pour exposer ses mouvements dans la journée du 6 août.

Deux divisions du 5e corps se trouvaient le 5 août à Bitche ou dans les environs. De la 3e, la brigade Lapasset était à Sarreguemines, la brigade de Maussion à la ferme de Freudenberg, à moins de quatre kilomètres de Bitche : la concentration de toutes ces troupes semblait d'autant plus facile, que le chemin de fer resta libre entre Rohrbach et Reichshoffen jusqu'au 6 au soir. Malheureusement, le général de Failly, inquiété par divers bruits alarmants, croyant à une attaque sur sa gauche, ne se préoccupa que de garder la frontière de Sarreguemines à Bitche, dispersant les détachements, faisant occuper les points principaux, et négligeant par suite de se porter dans la direction de Reichshoffen comme le maréchal, sous les ordres duquel il était placé, le lui avait prescrit par sa dépêche du 5 août. Tous les télégrammes que nous avons pu recueillir constatent, en effet, chez le général de Failly, l'unique préoccupation d'empêcher les incursions des coureurs ennemis : ... « Laissez demain un bataillon à Rohrbach » écrit-il le 5 août, neuf heures et demie du soir, au général Labadie, et le 6 août, à dix heures du matin, le commandant en chef du 5e corps prescrit au général Lamortière « de ne quitter Rohrbach que le 7 au matin. »

Le maréchal de Mac-Mahon n'avait pas, il est vrai, fixé une date précise à la concentration qu'il voulait voir opérer, mais ses premiers télégrammes avaient un caractère d'urgence suffisant pour faire activer les mouvements.

Le 6, à dix heures du matin, seulement, la division de Lespart quitta Bitche : pourquoi ne pas avoir employé le chemin de fer pour arriver plus tôt? Dans la prévision d'un transport du 5e corps, la compagnie avait encombré toutes les gares de matériel vide : sans attendre les ordres du général de Failly, elle avait fait former les trains avec des plate-formes pour l'artillerie : en quelques heures, 10,000 hommes pouvaient être amenés de Bitche à Reichshoffen. A une heure dix-sept minutes, il est important de préciser tous ces détails, un employé du chemin de fer à Strasbourg, voyant qu'aucune demande ne lui était adressée, prit sur lui de faire avertir le commandant du 5e corps. « Prévenez M. le général de Failly qu'il y a à Reichshoffen et à Niederbronn deux trains prêts pour transports de troupes. » Philipsbourg, Banstein, toutes les gares firent parvenir des indications semblables : mais aucun ordre ne fut donné pour utiliser ce matériel. Le sous-intendant du 5e corps se servit seul du chemin de fer, pour envoyer les vivres à la division de Lespart.

Cette inaction alors que depuis plusieurs heures déjà, le général de Failly était prévenu de la bataille, a été sévèrement blâmée, et a donné lieu à d'interminables discussions. L'arrivée du 5e corps sur le champ de bataille, à trois heures et demie ou quatre heures, n'aurait probablement pas empêché la défaite, mais elle aurait permis d'organiser la retraite, de tenir dans les Vosges peut-être, en tous cas d'arrêter pour longtemps la marche de l'ennemi, en détruisant le tunnel de Saverne.

Il n'est que juste cependant, d'ajouter que les communications télégraphiques ont existé entre le maréchal de Mac-Mahon et le général de Failly, jusqu'au moment de la perte de la bataille : pas une dépêche, pas un ordre ne fut envoyé, si bien que le hasard seul, la dépêche d'un chef de gare, avertit le général de Failly de la défaite, et le décida à battre précipitamment en retraite.

CHAPITRE VII

Bataille de Forbach-Spicheren.

Le jour même où l'aile droite de l'armée française, commandée par le maréchal de Mac-Mahon, était forcée de reculer, après la sanglante bataille de Wœrth, l'aile gauche, sous les ordres du général Frossard, éprouvait un sérieux échec.

A la suite du combat du 2 août, qui avait obligé les Prussiens à la retraite, les troupes du 2e corps avaient occupé les hauteurs en avant de Spicheren. Le 5 août, le général Frossard, informé que les Allemands se rassemblaient à peu de distance, et jugeant qu'il se trouvait trop en l'air, demanda à Metz l'autorisation de se replier plus en arrière; cette demande fut accordée par le maréchal Le Bœuf qui, dans un télégramme (5 août, 9 h. 10 m. du matin), prescrivit de porter le quartier général à Forbach le lendemain matin, et de gagner ensuite Saint-Avold, avec les trois divisions du 2e corps.

Le général Frossard, de plus en plus anxieux des mouvements de concentration de l'ennemi, et pensant que sa retraite pourrait être inquiétée si elle s'opérait en plein jour, résolut d'effectuer dans la soirée même son changement de position, en abandonnant le terrain conquis le 2 août, et en se reportant à quelques kilomètres en arrière.

Une rapide description montrera tous les dangers auxquels était exposé le 2e corps. L'action allait s'engager, et se concentrer dans un triangle dont la base passait par le Kaninchenberg (à l'ouest du chemin de fer et de la route de Saint-Avold), la ville de Forbach, et s'étendait jusqu'à la Sarre, mesurant plus de 12 kilomètres. L'angle saillant se trouvait au sud de Sarrebrück, et les deux côtés étaient formés : à l'est par la Sarre, à l'ouest par les bois de Stiring. La Sarre coule du sud au nord, et comme à cette époque de l'année elle a peu d'eau, elle est facilement guéable, et n'assurait aucune protection au flanc droit des troupes françaises. Un plateau de 120 mètres d'altitude au-dessus des vallées voisines constituait une excellente position pour l'aile droite et le centre. Malheureusement ce plateau, qui va en se rétrécissant vers le nord, et se termine en pointe (*éperon de Spicheren*), est limité sur sa droite par une épaisse forêt qui se prêtait à un mouvement tournant de l'ennemi par Saint-Arnual. A l'ouest, des pentes boisées s'étendent de Spicheren à la grande route de Forbach à Sarrebrück et au village de Stiring. Ces pentes sont très-raides, et ne permettaient que difficilement de relier la gauche du corps français (Stiring) au centre.

Le général Frossard s'était justement préoccupé de l'étendue de ses positions, et il avait songé à reporter toutes ses troupes sur le plateau de Spicheren, ce qui lui eût permis d'étendre sa droite jusqu'à la Sarre, et d'empêcher un mouvement tournant de l'ennemi. En abandonnant toute la vallée, on risquait, il est vrai, d'être attaqué sur deux côtés, au nord et à l'ouest; mais de la position dominante de Spicheren, suffisamment gardée, protégée sur son flanc droit, donnant toute sécurité pour la retraite, on pouvait attendre un mouvement en avant des Allemands. Mais pour exécuter ce plan, il fallait livrer le chemin de fer, la gare et la ville de Forbach, dans laquelle des approvisionnements considérables avaient été rassemblés. Ces considérations obligèrent le commandant du 2e corps à s'étendre bien au delà de l'espace qu'il eût été sage de garder, et à occuper Stiring, Forbach et la hauteur dénudée de Kaninchenberg, pour s'opposer à un mouvement tournant de l'ennemi par la forêt de Forbach. Afin de rendre plus forts ces divers emplacements, le général Frossard donna l'ordre le 6, à la pointe du jour, de creuser quelques tranchées. Au Kaninchenberg, le général Dubost, commandant le génie du corps, fit exécuter un retranchement d'environ mille pas de développement. En avant du village et des usines de Stiring, à l'ouest de la route de Forbach à Sarrebrück, la ligne française fut couverte par une tranchée et un épaulement pour quatre pièces. Au point enfin, où le plateau de Spicheren fait saillie dans le grand vallon, à l'éperon, le général de Laveaucoupet, commandant la 3e division du 2e corps, fit faire quelques travaux défensifs, et envelopper ce contre-fort par une tranchée-abri en forme de fer à cheval. Il n'était que prudent, en effet, de garantir et de protéger une position, que sa force même désignait aux artilleurs ennemis, et qui devait supporter le principal effort de la bataille.

En même temps que le général Frossard recevait l'autorisation de se replier du terrain de manœuvres sur les hauteurs de Spicheren, il était, le 5 août, prévenu par le major-général que le maréchal Bazaine venait d'être investi, « pour tout ce qui concernait les opérations militaires », du commandement des 2e, 3e et 4e corps d'armée. Dès le même jour, le maréchal confirmait la dépêche du major-général, et s'informait des positions occupées par le 2e corps. De Saint-Avold à Sarreguemines, les quatre divisions du 3e corps étaient échelonnées sur un espace de 20 kilomètres, à 16 kilomètres environ du général Frossard, qui pouvait donc s'attendre à être soutenu, en cas d'attaque.

Le 6 au matin, le général Frossard reçut de Metz la dépêche suivante : « Tenez-vous prêt contre une attaque sérieuse qui pourrait avoir lieu aujourd'hui même. Restez à votre poste, et ne venez pas trouver l'Empereur. » Les commandants des 2e, 3e et 4e corps devaient se réunir à Saint-Avold, en prévision sans doute d'une bataille prochaine.

Les menaces de l'ennemi n'étaient pas vaines en effet; il opérait en toute hâte sa concentration sur son aile droite, afin de franchir la frontière.

Le 3 août, le général Steinmetz recevait à Losheim un ordre du grand quartier général allemand, prescrivant de rassembler toutes les troupes de la 1re armée le 4, à Tholey. Le télégramme se terminait par ces mots : « Offensive générale projetée. »

Le général de Moltke pouvait d'autant plus sûrement combiner ses opérations ultérieures qu'il était mieux renseigné. Un exemple suffira à prouver toute la négligence des avant-postes français. Les communications télégraphiques n'avaient pas été arrêtées entre Saint-Jean et les stations allemandes de l'intérieur (Saint-Jean est situé à moins de 1,800 mètres des lignes occupées par les troupes du 2e corps).

En conséquence des ordres reçus, le général Steinmetz prescrivit à la 1re armée de commencer aussitôt le mouvement. Le 4 août, le 7e corps devait se trouver à Lebach, le 8e corps

FORBACH *(6 Août 1870)*



avec la 16e division à Ottweiler, la 15e à Tholey. La 3e division de cavalerie entre Tholey et Saint-Wendel.

Le général de Moltke, informé de ces mouvements, approuva les dispositions prises, et invita le général Steinmetz à attendre de nouveaux ordres pour avancer.

Le 5 août, la 1re armée occupait donc les mêmes emplacements, attendant de puissants renforts. La 1re division de cavalerie envoyait, dès le 5 août, deux régiments à Birkenfeld, tandis que la 1re division du 1er corps (Manteuffel) arrivait à Kaiserslautern, et la 2e à Neunkirchen.

La 1re armée, s'étendant depuis Tholey jusqu'au delà d'Ottweiler, se trouvait en communication avec la 2e armée (prince Frédéric-Charles) que la nécessité de marcher vers la frontière en ordre de bataille, prête à repousser une invasion des Français, avait, comme nous l'avons dit précédemment, retardée de quelques jours.

Le 4, un télégramme du prince Frédéric-Charles avertit le général Steinmetz que ses avant-postes atteindraient, le 5 août, la ligne Saint-Wendel-Homburg, et, le 6, Neunkirchen et Deux-Ponts.

De cette double marche de la 1re et de la 2e armées allemandes, devait fatalement résulter l'encombrement des routes. Aussi, le général Steinmetz sollicitait-il par télégraphe l'autorisation de se porter plus avant, afin de donner à la 2e armée et au 1er corps de la 1re armée, qui continuait son mouvement, l'espace qui leur était nécessaire. Le 5 août, au soir, le général Steinmetz, sans attendre la réponse, donnait les ordres suivants : Le 7e corps partira de Lebach pour se transporter vers Guichenbach, ses avant-gardes poussant dans la direction de Volklingen et de Sarrebrück. Le 8e corps gagnera Fischbach, à l'ouest de Sulzbach. La 3e division de cavalerie couvrira le flanc droit de l'armée, en se portant à Lebach. Le quartier-général sera transporté à Hellenhausen.

Le général Steinmetz était averti que le 3e corps de la 2e armée devait pousser, le 6 août, jusqu'à Bildstock.

Il n'était pas dans l'intention du quartier général allemand de livrer bataille. Le général de Moltke avait dû retenir le général Steinmetz, qui, plus tôt près que les deux autres armées, voulait marcher aussitôt en avant. Le 3, au lendemain même du combat de Sarrebrück, le chef d'état-major des armées allemandes avait imposé sa volonté, et arrêté le mouvement de la 1re armée; c'était enfin sans l'autorisation du général de Moltke que les 7e et 8e corps avaient poussé au delà de Tholey, et s'étaient rapprochés de la Sarre.

On estimait, en effet, que les deux armées allemandes (aile droite et centre) étaient encore trop éloignées l'une de l'autre pour se prêter un appui efficace; il semblait en outre nécessaire d'attendre l'arrivée du 1er corps avec le général Manteuffel. La concentration complète des deux armées ne pouvait avoir lieu avant le 8 août, et le mouvement général au delà de la frontière était arrêté pour le 9 août.

D'après le plan du général de Moltke, les deux armées devaient agir simultanément : la première attaquant de front, la seconde tournant les forces françaises par le sud. Les renseignements recueillis permettaient de supposer que l'on rencontrerait l'adversaire, soit en avant de la Moselle, soit sur la rivière, entre Thionville et Metz.

Mais pour que ce projet pût réussir, il fallait se garder d'inquiéter les Français par une manœuvre ou une attaque prématurée qui, en leur donnant l'éveil, pouvait les faire rétrograder.

De là, les ordres formels du général de Moltke au général Steinmetz, ordres qui ne furent pas complétement exécutés. Le hasard devait, ici comme à Wœrth, jouer un grand rôle, et amener la bataille.

Dans la journée du 5, plusieurs reconnaissances de cavalerie allemande constatèrent, du

côté des Français, un mouvement en arrière. Nous savons qu'à ce moment le général Frossard faisait abandonner à ses troupes les premières hauteurs au sud de Sarrebrück pour se reporter sur Spicheren et Forbach. Le 6, au matin, les avant-postes prussiens s'aperçurent de la manœuvre opérée durant la nuit; des escadrons de cavalerie furent envoyés en avant; mais ils furent promptement contenus et refoulés. Toutes les observations transmises par les postes avancés firent croire que, de Stiring, Forbach et Saint-Avold, les Français opéraient une retraite générale, couverte par quelques détachements.

Le lieutenant-général de Rheinbaben, qui commandait une division de cavalerie de la 2e armée était arrivé à Sarrebrück en même temps que les têtes de colonne de la 14e division du 7e corps (1re armée). A onze heures, il informa le prince Frédéric-Charles de la retraite présumée des Français. A cette heure, les 7e et 8e corps (1re armée), ainsi que le 3e (2e armée) étaient en marche vers la Sarre. Le général Kameke, qui se trouvait à la tête de la division d'avant-garde du 7e corps, fut averti à Guichenbach (9 kilomètres au nord de Sarrebrück), vers neuf heures et demie, du mouvement des Français. Il demanda au commandant du 7e corps, et obtint l'autorisation de franchir la rivière, et de prendre possession des hauteurs inoccupées. Le général de Gœben, commandant du 8e corps, offrit en même temps l'appui de ses troupes, qui marchaient sur Fischbach (8 kilomètres au nord de Sarrebrück).

A onze heures et demie, l'avant-garde de la division Kameke franchit la Sarre, entre Saint-Jean et Sarrebrück, sous les ordres du général de François, et prend position sur le terrain de manœuvre. Elle est aussitôt accueillie par le feu de notre artillerie, postée à l'Éperon de Spickeren.

La bataille est commencée.

Deux régiments allemands (27e brigade) de la 14e division sont d'abord seuls engagés. Ils se déploient au sud de Sarrebrück; le général de Rheinbaben, avec trois escadrons, prend position à l'aile gauche.

Les trois divisions françaises du 2e corps occupent les positions suivantes: La division Laveaucoupet est établie en deux lignes sur le plateau de Spicheren, face au nord, la brigade Doens avec l'artillerie en deuxième ligne, la brigade Micheler en avant, quelques compagnies occupant le bois qui descend vers Saint-Arnual. A l'Éperon, le général Laveaucoupet a placé le 10e bataillon de chasseurs.

A 4 kilomètres, en arrière de Spicheren, sur le plateau d'Œtingen, se trouve la division Bataille, qui forme réserve.

Sur la gauche de la hauteur, la division Vergé défend Stiring avec sa 2e brigade (Jolivet), tandis que la 1re (Valazé) est à l'ouest de Forbach, devant le Kaninchenberg, surveillant la route de Sarrelouis, par où l'ennemi peut essayer de nous tourner.

A peine le premier coup de canon est-il tiré, que des deux côtés on demande des renforts, car tout indique que la lutte sera longue. Du côté des Prussiens, le prince Frédéric-Charles prescrit au 3e corps de pousser jusqu'à Sarrebrück; le général Dœring, qui commande une brigade de la 5e division du 3e corps, donne l'ordre de marcher en toute hâte; le général de Gœben (8e corps) fait prendre les armes à ses troupes; le général de Zastrow (7e corps) accélère le mouvement de sa 13e division en marche sur Püttlingen. Averti à son quartier-général d'Eiweiler, le général Steinmetz approuve les dispositions prises et la marche en avant de son armée. « L'ennemi, dit-il, doit être puni de sa négligence. »

Moins d'une heure après le début de l'action, dans un rayon de vingt à vingt-cinq kilomètres au nord, au nord-est et au nord-ouest de Sarrebrück, toutes les forces prussiennes disponibles courent au canon.

Le général Frossard télégraphie de son côté au maréchal Bazaine, à Saint-Avold, pour annoncer que l'action est engagée et pour demander que les divisions du 3e corps se rapprochent, afin d'être à portée de secourir le 2e corps, si l'ennemi se déploie en nombre.

La première attaque des Prussiens est repoussée : sept compagnies, sous les ordres du colonel d'Eskens, protégées par trois batteries, s'avancent vers Spicheren; mais les troupes du général Laveaucoupet viennent facilement à bout de cette attaque, prononcée à la fois de front et de flanc. L'ennemi est contraint à la retraite; mais la forêt de Saint-Arnual lui offre un abri, où il se maintient.

Sur notre gauche, en avant de Stiring, les Prussiens sont d'abord plus heureux. Deux de leurs bataillons parviennent à se glisser dans les bois situés au nord-est. En même temps, quelques compagnies attaquent de front le village de Stiring en pénétrant dans la forêt au nord. Mais, le général Vergé engage la brigade Jolivet, et se trouve soutenu par un régiment de la brigade Valazé. Les Prussiens sont obligés de reculer pied à pied, profitant dans ce terrain boisé de tous les accidents.

Peu à peu nos batteries de Stiring prennent part à la lutte; elles dirigent leur feu sur le plateau du champ de manœuvres, où l'ennemi a amené son artillerie. Les mitrailleuses sont portées en avant de Stiring, et tirent sur les Allemands qui attaquent la position de front.

A une heure, l'assaillant plie sur toute la ligne; mais des renforts importants commencent à lui arriver, et lui permettent de se maintenir. Longtemps, en avant de Stiring, le combat reste stationnaire; les Allemands, embusqués dans les bois, fusillent nos tirailleurs, qui leur répondent coup sur coup; mais l'ennemi augmentant en force, le général Kameke donne l'ordre de prendre l'offensive. Ce mouvement en avant réussit. Une maison située au nord de Stiring est occupée, tandis que, sur la gauche, les Prussiens nous prennent de flanc. Une brigade qui vient de franchir la Sarre et qui entre en ligne, permet aux Prussiens de dessiner plus nettement l'attaque. Mais les troupes françaises reçoivent, elles aussi, quelques renforts : le second régiment de la brigade Valazé se joint au premier, et sur toute la ligne (aile gauche française) l'ennemi est vigoureusement maintenu.

Pendant ce temps, la lutte prend devant l'Eperon de Spicheren de plus vastes proportions. Les généraux allemands comprennent que, pour vaincre, il faut s'emparer de cette redoutable montagne qui accable de ses feux l'artillerie du champ de manœuvres. Mais une attaque de front contre une semblable position bien défendue est impossible. Les Prussiens recourent donc à leur manœuvre habituelle, celle qui leur a réussi déjà à Wissembourg, et qu'à ce moment même ils tentent à Wœrth : ils attaquent de flanc. Les bois assurent aux tirailleurs un appui suffisant; un double mouvement est donc ordonné. En même temps, les batteries allemandes se rapprochent et ouvrent leur feu, tandis que deux bataillons déployés abordent de front l'Eperon de Spicheren. Mais à la vue de cette montée formidable, entièrement dénudée, sans abri, balayée par les chassepots du 10e chasseurs qui se tient en avant, le commandant du détachement prussien comprend tous les dangers de cette entreprise; il se borne donc à franchir rapidement la distance qui le sépare de Spicheren et place ses hommes au pied même de l'Éperon. Serrés contre le roc, ils n'offrent pas de prise, et peuvent demeurer ainsi, attendant le résultat du mouvement de flanc.

A trois heures, l'ennemi n'a donc fait aucun progrès sérieux ; à Stiring comme à Spicheren, il se maintient avec des pertes très-sérieuses, énergiquement repoussé, dès qu'il veut déboucher, mais trouvant dans les épaisses forêts qui bordent de tout côté le champ de bataille une protection efficace.

D'ailleurs, les Français ne songent pas à profiter de leurs avantages : pour quelques instants encore, ils ont la supériorité du nombre, une de leurs divisions (Bataille) est en réserve ; une attaque vigoureuse pourrait rejeter l'ennemi, l'obliger à une retraite immé-



ATTAQUE DU VILLAGE DE STIRING.

diate. Mais le général Frossard n'est pas présent sur le champ de bataille, il s'est borné à recommander de se tenir sur la défensive et l'on ne peut agir sans son ordre. L'heure favorable s'écoule ainsi, tandis que le commandant du 2ᵉ corps envoie dépêches sur dépêches au maréchal Bazaine et aux diverses divisions du 3ᵉ corps pour demander un secours qui ne viendra pas.

L'attaque ne tarde pas à se produire plus énergique contre l'Éperon. La supériorité incontestable de l'artillerie prussienne a déjà obligé nos pièces à abandonner leurs positions premières, et à se porter un peu en arrière. En même temps, la marche des Prussiens dans la forêt à notre droite nous a forcé à faire face de ce côté ; le moment semble donc bien choisi au général Kameke pour renouveler une attaque de front. Sur son ordre, le

général François rallie avec une partie du 39e prussien les fusiliers du 74e qui se tien au pied de la hauteur, et gravit péniblement la montagne. Les Allemands arrivent première crête, et parviennent à l'occuper; mais tous leurs efforts pour pousser en a demeurent inutiles : le général de François tombe frappé de cinq coups de feu.

Pendant ce temps, les Prussiens ont gagné du terrain dans les bois. La brigade fran Micheler, soutenue par le 2e de ligne, est chargée de les repousser. La lutte est cou l'ennemi bat précipitamment en retraite et se rallie sur les hauteurs qui font face.

A cette heure encore, et malgré l'heureuse attaque du général de François, la situ des Allemands est critique; mais les renforts accourent de tous côtés. Le général de G entre dans Sarrebrück; le général de Stülpnagel, commandant la 5e division, est dé feu : les généraux de Barmekow, Alvensleben, puis bientôt après le général de Zas accourent successivement sur le lieu du combat, le général Steinmetz n'arrivera qu'à heures du soir; les têtes de colonnes des 8e et 3e corps sont signalées; il est donc pos d'engager jusqu'au dernier des soldats qui passent l'un des ponts que le général Fross négligé de détruire. Trois ou quatre fois, le commandement change de main, du cô l'ennemi, mais le plan reste le même, imposé par la nature même du terrain; il se ré en deux mots : enlever à tout prix Spicheren, et obtenir ce résultat par des atta répétées sur la droite française. Aussi, tous les renforts sont-ils dirigés sur les bois au ouest de Saint-Arnual, et sur l'Éperon où le 40e régiment parvient à conserver les posi que les fusiliers du 74e, écrasés par une fusillade terrible, ne peuvent plus tenir.

Afin d'assurer à leur mouvement de flanc de plus grandes chances de succès, les Prus divisent leurs forces : ils se portent à la fois au nord-est et à l'est du bois situé à droite, obligeant la division Laveaucoupet à lutter sur trois points. Mais les progr l'ennemi sont lents, à chaque instant, de vigoureux retours offensifs des Français le tent en arrière; il revient à la charge, s'abrite derrière les arbres, sans parvenir à g du terrain. Ces alternatives de succès et de retraite se prolongent : la brigade Basto la division Bataille, s'est avancée pour soutenir la division Laveaucoupet : du cô l'ennemi, chaque minute amène de nouveaux renforts.

Lutte acharnée, où chaque pas en avant ou en arrière fait couler des flots de A cheval, l'épée à la main, le général Laveaucoupet et son chef d'état-major enlèvent soldats, et se jettent intrépidement au devant de l'ennemi, chaque fois qu'il veut po plus avant. Sur l'Éperon, les Prussiens gagnent-ils du terrain, s'efforcent-ils d'agrand peu l'espace qu'ils ont conquis, un vigoureux retour offensif se produit de la forêt de S Arnual et les repousse, mais après ce succès, il faut revenir sur ses pas, courir sur un point, recommencer la lutte avec un adversaire qui se cramponne au sol, aux arbres rière lesquels il se masque et s'abrite, incessamment soutenu par des troupes qui pas encore combattu.

A dix heures, l'ennemi a gagné quelques centaines de mètres, mais il ne peut fai pas de plus, tous ses efforts pour déboucher sont cruellement châtiés.

Il nous attaque de front par l'Éperon, sur deux côtés, par la forêt située à notre droi n'est pas assez encore, il va nous tourner par notre gauche.

A Stiring, l'action se poursuit avec des phases diverses : un moment cependant l'e en ligne de la seconde brigade (Woyna) de la division Kameke nous a rejetés en ar les Prussiens se sont rendus maîtres du bois situé sur la gauche : nos artilleurs, dé

ont été obligés d'abandonner cinq pièces, dont les chevaux ont été tués par l'explosion d'un caisson.

Mais malgré tous leurs efforts, les Prussiens ne peuvent pousser plus loin, et l'action se continue sans grands résultats, jusqu'au moment où l'arrivée de renforts permet à l'ennemi de prononcer plus vivement son attaque. Sur la route même de Forbach à Sarrebrück, se trouvent à quelque distance l'une de l'autre deux maisons *Baraque-Mouton* et la *Brême-d'Or*, cette dernière située à la frontière même, à dix pas du poteau bariolé de la douane allemande. Ces deux habitations constituent pour l'ennemi des positions importantes : elles peuvent abriter les tirailleurs et leur servir à se reformer, après un mouvement en avant. Les Prussiens parviennent à s'en emparer. Enhardis par ce succès, les Allemands se glissent le long des remblais du chemin de fer sur Stiring, mais les tirailleurs français, embusqués derrières des amas de charbons, les accueillent par un feu violent qui les force à la retraite.

A six heures du soir, le général Bataille qui a déjà engagé de ce côté une partie de ses troupes, rappelle de Spicheren le 67e de ligne : nos batteries se portent rapidement en avant à l'est du village, et ouvrent le feu contre les Prussiens : en même temps, deux bataillons du 67e et un du 8e se lancent dans le bois de gauche, et refoulent l'ennemi à une grande distance. Sous une grêle de balles, le commandant Gougis et le lieutenant Rossin du 17e d'artillerie, aidés par le capitaine Pacull du 76e, et par le capitaine Hiver et le soldat Dunand du 77e, ramènent les cinq pièces que nos artilleurs avaient été obligés d'abandonner précédemment.

Du côté de Baraque-Mouton, le 8e de ligne est moins heureux, il ne peut arriver à enlever ce poste important. Écrasé par les batteries allemandes, le régiment français recule. Profitant de ce mouvement de retraite, soutenus par les tirailleurs de Baraque-Mouton et de la Brême-d'Or, les Prussiens, vigoureusement enlevés par leurs officiers, prononcent un mouvement contre la forêt de Spicheren qui descend sur la route de Forbach à Sarrebrück, menaçant ainsi par la gauche la hauteur de Spicheren. Ils sont maintenant assez nombreux pour tenter une attaque décisive, ils font avancer des troupes fraîches, et se jettent sur Stiring qui est enlevé. Le général Frossard était venu d'après la déposition du général Vergé dans le procès de Trianon, entre cinq et six heures à Stiring, et avait donné l'ordre de battre en retraite. « Ce mouvement, dit le général, a commencé vers huit heures, » or, c'est à huit heures et demie que les Prussiens s'emparèrent de Stiring. Il est permis de croire qu'une partie des troupes françaises avait déjà reculé. L'ouvrage du grand état-major prussien semble d'ailleurs le constater, « l'action faiblissait, l'ennemi semblait en retraite. » La résistance se prolongea cependant longtemps encore : jusqu'à onze heures du soir, la fusillade se faisait entendre au nord de Stiring.

L'issue du combat n'est pas moins défavorable à Spicheren. Comme à Stiring, vers six heures du soir, des renforts arrivent au général Laveaucoupet de la division Bataille : une attaque générale a lieu, elle rejette l'ennemi sur la droite dans la forêt.

Les commandants de corps allemands, comprenant qu'ils ne viendront pas à bout de cette résistance acharnée des Français avec leur seule infanterie, conçoivent le projet vraiment hardi d'amener sur l'Éperon de la cavalerie et de l'artillerie. Le régiment de hussards de Brunswick tente de gravir la hauteur à l'ouest; mais il est repoussé. Il s'avance alors au nord, protégé par les soldats prussiens qui se trouvent sur la crête. Parvenu au sommet, le

1er escadron veut se déployer, mais alors la fusillade recommence, et l'escadron rompu se rejette sur ceux qui suivent, et les force à la retraite. La cavalerie a échoué, c'est le tour de l'artillerie. Huit bouches à feu parviennent à gravir le roc, et ouvrent le feu à 800 mètres. Leurs pertes sont terribles : en quelques minutes, la moitié des servants sont tués.

Mais c'est à ce moment que se produit l'attaque sur le flanc gauche des Français par la forêt de Spicheren. Attaqués de front, de gauche, de droite, ils tiennent tête partout; mais les forces s'épuisent devant des ennemis toujours renouvelés.

La nuit est venue; depuis midi, l'action est engagée; il est évident maintenant que les troupes du 3e corps (Bazaine) ne viendront pas : il faut donc se retirer. Le général Frossard, qui a donné cet ordre vers cinq heures et demie au général Vergé à Stiring, l'a certainement communiqué à Spicheren au général Laveaucoupet. Pourtant, avant de reculer, la 3e division française tente encore un dernier effort sur la droite. Cette attaque réussit, l'ennemi est rejeté dans la forêt; mais au nord, à l'Éperon, le succès n'est pas le même : les obus et la mitraille arrêtent nos troupes.

Toutes nos pièces se mettent en batterie, et tirent vigoureusement, tandis que nos soldats, ayant épuisé leurs munitions, opèrent leur retraite en combattant jusqu'à la fin. A neuf heures, le feu continue encore en arrière de Spicheren, et ce n'est qu'à dix heures et demie que la division Laveaucoupet, qui à elle seule a essuyé la moitié des pertes, se porte sur les plateaux de Behren et d'OEtingen.

Au moment où le mouvement en arrière est partout ordonné, le canon retentit sur un autre point, à l'ouest de Forbach. A droite de la route et du chemin de fer, en venant de Forbach, se trouve, nous l'avons dit, la hauteur du Kaninchenberg, que le génie du 2e corps avait le matin même fortifiée en toute hâte. Après le départ des troupes de la division Bataille et de la brigade Valazé, il n'était resté sur ce point qu'une compagnie du génie : deux cents réservistes du 12e de ligne étaient en outre arrivés dans la journée, ainsi que deux escadrons du 12e dragons. A sept heures et quart, l'avant-garde de la 13e division prussienne, qui marche au canon depuis midi par Wœlklingen et Gross-Rossel, atteint la forêt au nord du Kaninchenberg : une batterie ouvre aussitôt le feu. Le combat s'engage, et dure environ une demi-heure. Vers huit heures, le lieutenant-colonel Dulac commande de cesser le feu. Sa voix est aussitôt obéie; et tandis que la compagnie du génie et les soldats du 12e de ligne battent en retraite sur les hauteurs situées en arrière, les dragons montent à cheval, et chargent audacieusement. Cette attaque imprévue a un plein succès; l'ennemi n'ose poursuivre nos soldats, mais l'héroïque petite troupe est cruellement décimée.

Sur toute la ligne l'action s'est arrêtée : les Prussiens hésitent à s'engager plus avant; ils conservent leurs positions et remettent au lendemain la prise de Forbach. Aussi, de Stiring comme de Spicheren, les troupes s'écoulent sans être inquiétées par OEtingen et gagnent Sarreguemines.

Le maréchal Bazaine a reproché au général Frossard d'avoir suivi cette direction alors que le matin il lui avait indiqué le plateau de Cadenbronn. A ce reproche, le général Frossard a répondu qu'en gagnant Sarreguemines, il se conformait aux instructions reçues, Sarreguemines étant la gauche de la position. Mais ce point était déjà occupé par la division Montaudon; était-il bien nécessaire d'y accumuler tant de forces? Au surplus, l'explication du général Frossard perd beaucoup de sa valeur, lorsqu'on se reporte aux déclarations du

général Vergé, qui affirme que le général Frossard ne lui avait indiqué aucune direction à suivre dans sa retraite, aucun point à atteindre. N'est-il pas permis de conclure de là que c'est le hasard, et non la stratégie, qui eut dans ces événements la plus grande part?

La bataille avait été sanglante : l'ennemi avait perdu en tués ou blessés 223 officiers et 4,648 hommes; de notre côté, la journée nous coûtait en tués, blessés ou disparus 249 officiers et 3,829 hommes, parmi lesquels un général tué (Doëns) et quatre colonels ou lieutenants-colonels, tués ou blessés.

En terminant, il ne sera pas inutile de rappeler ces lignes du prince de Wurtemberg, commandant de la garde prussienne : « ..... Je voulais aller au-devant d'une opinion maintes fois répandue, que la position des Français près de Saarbrück avait été enlevée par



L'ÉPERON DE SPICHEREN.

une charge hardie à la baïonnette. Tout ce que l'on peut dire, c'est que de nombreuses attaques menées par les Prussiens avec une bravoure extraordinaire, une seule réussit, et encore ce succès fut-il dû au mouvement tournant, préparé de bonne heure. »

Une seule fois, dans tout le cours de cette campagne, les Prussiens risquèrent franchement une attaque de front, à Saint-Privat, et celle-là leur coûta cher.

II

Nous avons vu les troupes prussiennes se diriger en toute hâte vers le champ de bataille de Spicheren, et malgré la distance, souvent considérable, puisque certains corps durent faire jusqu'à trente-huit kilomètres dans la journée, arriver à temps pour prendre part au combat, et décider la victoire.

Il est donc assez difficile d'indiquer le chiffre des Prussiens engagés : de là, de la part des auteurs allemands, cette assertion inexacte : « Les Français ont été battus, et cependant ils étaient supérieurs en nombre. » Au début de l'action, alors que la division Kameke était seule engagée, le 2ᵉ corps avait l'avantage évidemment; mais, à ce moment même, la division Bataille était en réserve à OEtingen, et le 55ᵉ n'était pas encore en ligne. Plus tard, les forces de l'ennemi augmentèrent, et au moment décisif, ses troupes étaient incontestablement plus nombreuses.

En regard de cet empressement de l'ennemi à marcher au combat, c'est un triste devoir que de rappeler qu'à seize kilomètres environ du champ de bataille, les divisions du 3ᵉ corps entendaient le canon, et n'accouraient pas pour prendre part à la lutte.

En vain, le général Frossard télégraphie au général Montaudon, au général Metman et au maréchal Bazaine, la brigade de dragons Juniac arrive seule, et le commandant du 2ᵉ corps, ne comprenant pas tout le parti qu'il peut tirer de ces cavaliers armés du fusil à tir rapide, qui pouvaient combattre comme le firent au Kaninchensberg les dragons de la brigade Bachelier, les renvoie en arrière, pour surveiller les débouchés de la frontière.

Le 5 au soir, le général Montaudon était arrivé avec sa division à Sarreguemines, où il devait remplacer la brigade Lapasset, rappelée à Bitche par le général de Failly. Dans la matinée du 6, la brigade Lapasset s'engage sur la route de Bitche, mais elle est inquiétée par des uhlans. Le bruit court que 40,000 Prussiens s'avancent de Deux-Ponts; le général Lapasset, craignant d'être attaqué de flanc, rentre en toute hâte à Sarreguemines. Le général Montaudon a porté aux avant-postes, à Neunkirchen, le 18ᵉ bataillon de chasseurs, qui tiraille avec quelques uhlans. Vers midi, une effroyable canonnade retentit dans la direction de Spicheren; cependant le général Montaudon ne marche pas, il ne rassemble même pas ses troupes. A deux heures quarante, une dépêche du maréchal Bazaine lui prescrit de s'avancer à Grossbliederstroff, à mi-chemin entre Sarreguemines et Spicheren, environ sept kilomètres à faire sur une route large, facile, n'offrant aucun obstacle; ce n'est qu'à sept heures et demie que le général arrive au point indiqué, et il ne se porte pas plus avant. Dans la nuit, tout bruit de bataille ayant cessé, le général se replie sur Puttelange. Toute la journée, sur cette route, en arrière de Spicheren, le général Bataille envoie des estafettes, des officiers, le commandant Magnan de son état-major, dans l'espoir que l'on signale l'arrivée de cette division, si impatiemment attendue : rien ne vient.

Le 5 au soir, le général Castagny reçoit l'ordre du maréchal Bazaine de se tenir prêt à soutenir le 2ᵉ corps, en cas d'attaque. Le 6 au matin, il est à seize ou dix-huit kilomètres du champ de bataille; vers midi, le canon se fait entendre; le général croit d'abord que c'est le tonnerre; persuadé enfin, il fait laisser les sacs à ses soldats, prend le chemin le plus court, mais aussi le plus difficile; il parcourt ainsi six kilomètres, arrive dans un fond, et envoie en avant un aide de camp, qui parvenu à Cadenbronn, rencontre des paysans, qui lui assurent que tout va bien. Sur ce renseignement extra-officiel, le général Castagny regagne son campement pour faire reprendre les sacs. Vers cinq heures, on entend de nouveau le canon; la division se remet en route, et ce n'est que dans la nuit, quand le 2ᵉ corps est en retraite, qu'une des brigades entre dans Forbach, où pas un Prussien n'a osé pénétrer. Le maire, qui craint de se compromettre auprès des Prussiens, s'empresse de faire partir les troupes françaises.

Le général Metman est le 6 au matin à Marienthal; vers onze heures et demie, il reçoit l'ordre de se porter à Bening, où il arrive vers trois heures et demie; le bruit de la bataille

se fait toujours entendre. A sept heures et demie, une dépêche du général Frossard l'appelle en toute hâte; mais, quand il arrive, tout est fini.

A Saint-Avold, quartier général du maréchal Bazaine, se trouve enfin la 4e division du 3e corps, commandée par le général Decaen. Les dépêches du général Frossard se succèdent, de plus en plus pressantes; à cinq heures quarante-cinq, enfin, il annonce que la droite est obligée d'abandonner les hauteurs, et qu'il lui faut, à tout prix, des renforts. En une demi-heure, par le chemin de fer, les troupes peuvent arriver à Forbach. A six heures, le maréchal annonce qu'un régiment va partir; mais on a trop attendu : un train seulement peut passer, emmenant un bataillon; c'est le seul renfort effectif qu'ait reçu le général Frossard..........

.... « Tâchez, mon cher comte, écrivait, en 1734, le prince Eugène au comte de Mercy, tâchez de battre le général français, car, pour les soldats de cette nation, n'espérez pas les vaincre. »

Dans la journée du 6 août, à Forbach, c'est le général français qu'ont battu les Prussiens.

CHAPITRE VIII

Retraite des troupes françaises. — Les 1er, 5e, 7e corps se replient sur Châlons. — Le 6e corps est transporté de Châlons à Metz. — Marche en avant des trois armées prussiennes : concentration sur la Moselle. — Bitche. — La Petite-Pierre. — Lichtemberg. — Phalsbourg. — Strasbourg. — Marsal. — Le général Margueritte à Pont-à-Mousson.

I

Après la bataille de Wœrth, le 1er corps commandé par le maréchal Mac-Mahon recueilli et protégé à Niederbronn par la division Guyot de Lesparre du 5e corps, continua sa retraite sur Saverne : dans le courant de la journée du 7, il arriva aux environs de cette ville ; le 8, il atteignit Sarrebourg.

Le soir du 6 août, le général de Failly reçut deux dépêches successives, l'une du chef de gare de Banstein, l'autre du général Abbatucci qui commandait une brigade de la division Guyot de Lesparre. Ces deux dépêches annonçaient la perte de la bataille : le général de Failly convoqua aussitôt un conseil de guerre, et la retraite fut commencée le soir même. Les bagages furent abandonnés à Bitche, et à neuf heures du soir, les deux divisions du 5e corps, moins la brigade Lapasset laissée à Sarreguemines, et un détachement qui, attaqué dans la journée aux environs de Rorbach s'était, quelques heures avant, replié sur Lemberg, prirent la seule route qui restât libre, celle de la Petite-Pierre. Il était temps que cette retraite s'opérât, car l'ennemi croyant que le 1er corps s'était dirigé vers Bitche, avait envoyé de ce côté une partie de ses forces. Le 7, le 5e corps atteignit la Petite-Pierre à trois heures et demie, après une marche de vingt-cinq kilomètres. Une dépêche de l'Empereur ordonna de continuer, vers le camp de Châlons. Le 8 août, la compagnie de l'Est reçut du ministre de la guerre, l'ordre de recueillir entre Lutzelbourg et Sarrebourg cinq à six mille éclopés, provenant des corps d'armées de Failly et de Mac-Mahon, et de les transporter à Toul. Déjà, le chemin de fer avait, de Reichshoffen et de Niederbronn, amené à Strasbourg un grand nombre de soldats débandés qui formèrent la garnison de la place avec le 87e de ligne. Le 8, le 5e corps rejoignit à Sarrebourg le 1er corps qui, attaqué à Steinbourg par la cavalerie ennemie, avait fait en toute hâte une nouvelle marche en arrière.

Le 9 août, au soir, aux environs de Bayon, le 1er corps reçut un convoi de munitions conduit par le capitaine Aufrye, et destiné à permettre aux troupes du maréchal de Mac-

Mahon de soutenir la lutte, dans le cas où elles seraient rejointes par l'ennemi. Ce convoi se composait de vingt-cinq à trente caissons, contenant des projectiles de 4, de 12 et des cartouches.

Le mouvement précipité des deux corps français abandonnant le massif des Vosges, devait avoir de funestes conséquences. Le tunnel de Saverne restait intact, et assurait aux Allemands la possession de cette grande ligne de chemin de fer, qui leur permettait de conduire à Nancy, puis à Paris, leurs troupes, leurs approvisionnements et leur matériel de siége. Dès le 18 juillet, la Compagnie du chemin de fer de l'Est avait demandé au ministre de la guerre, s'il ne conviendrait pas de tout préparer à l'avance, pour pouvoir faire sauter, en cas de besoin, les souterrains des Vosges. Le ministre avait autorisé la compagnie à exécuter ces travaux « après entente avec les commandants du génie pour le choix de l'emplacement des fourneaux. » Les travaux avaient été faits, mais la compagnie ne pouvait prendre sur elle de charger les fourneaux, et au moment de la retraite, les diverses autorités militaires, abandonnées sans instructions, n'osèrent arrêter aucune résolution. Au ministère de la guerre, on laissa passer trois ou quatre jours, dans l'espoir sans doute que les corps d'armée de Mac-Mahon et de Failly, pourraient se maintenir sur le versant oriental des Vosges, et organiser la défense. Lorsque l'on se décida enfin à Paris, à envoyer l'ordre de destruction des ouvrages, il était trop tard, les Allemands occupaient toutes ces positions.

On ne tarda pas à reconnaître la faute commise, et diverses tentatives furent faites jusqu'à la fin de la guerre, pour réparer ce funeste oubli, et détruire le tunnel de Saverne : toutes échouèrent. Le général Crouzat nous apprend qu'à Paris, quarante jeunes gens formèrent le projet de faire sauter le souterrain. Ils partirent, gagnèrent les Vosges, mais la trahison les empêcha de réussir; ils rallièrent alors l'armée du général Cambriels : « C'étaient, dit en terminant le général, de braves jeunes gens, pleins d'entrain, intelligents, instruits, très-dévoués et très-fidèles. »

Le 7 août, les Prussiens avaient coupé la voie à Brumath. Le 10, à deux heures de l'après-midi, ils entraient dans Wasselonne; le 11 enfin, les trains français ne dépassaient plus Lunéville.

Le 8, un officier d'état-major envoyé de Metz par l'empereur, le commandant Vanson, rejoignit à Sarrebourg le maréchal de Mac-Mahon et le général de Failly, et prescrivit aux troupes des deux corps de continuer la retraite dans la même direction, mais de ne pas dépasser Nancy sans un ordre de l'empereur. En même temps, le commandant Vanson réunit tous les éclopés des 1er et 5e corps, pour les conduire directement à Châlons.

Au quartier-général à Metz, on était très-mal renseigné sur les emplacements occupés par les troupes, car une dépêche du major-général informait le maréchal Bazaine « que le corps de Failly se trouvait le 9 à Phalsbourg, où il n'était pas inquiété. » A cette date, le général de Failly, qui avait poursuivi sa route de concert avec le maréchal de Mac-Mahon, avait son quartier-général à Réchicourt, où il était rejoint par le commandant De France, qui lui ordonnait de continuer sur Nancy. Le lendemain, la direction était changée, et une dépêche télégraphique prescrivait au général de Failly, qui venait de donner à son corps d'armée ses ordres de marche, de se rendre à Metz.

Le maréchal de Mac-Mahon avait, de son côté, informé le commandant du 5e corps que l'ennemi se portait à marches forcées sur Nancy, et qu'en conséquence, les troupes

du 1er corps appuyaient sur la gauche. En continuant sur Nancy, le général de Failly risquait d'être attaqué en flanc par les Prussiens, qui, dit-on, occupaient déjà Pont-à-Mousson. Les itinéraires furent donc changés, et le 5e corps marcha sur Charmes, tandis que le 1er prenait par Bayon et Vézelise. Dans la journée du 12 août, le général de Failly reçut de Metz deux dépêches contradictoires : la première, en date de neuf heures du matin, lui prescrivait de se diriger à marches forcées sur Toul ; la seconde de trois heures trente-cinq minutes, annulait cet ordre, et lui ordonnait de se rendre à Paris par la route qui semblerait la plus convenable. Abandonné à son initiative, le général de Failly prit pour objectif Chaumont, point de jonction des voies ferrées de Châlons à Belfort et de Chaumont à Paris, et il se dirigea par Mirecourt, Remiremont, la Marche et Montigny.

Le 1er corps atteignait Neufchâteau. De cette ville, le maréchal de Mac-Mahon adressait à Paris un télégramme à la Compagnie du chemin de fer de l'Est, demandant du matériel pour se porter sur Châlons par Saint-Dizier et Blesmes. Le maréchal n'avait cessé de se tenir en communication avec la Compagnie de l'Est, et par son ordre, dès le 11 août, on avait fait évacuer Nancy, dont le général de la Charrière avait dû faire sauter les ponts.

La distance à parcourir de Neufchâteau à Châlons est de cent soixante-dix kilomètres, la presque totalité en voie unique. C'est par ce chemin qu'il fallait transporter 22,000 hommes d'infanterie, 3,500 chevaux, 500 pièces de canon ou voitures, auxquels allaient bientôt se joindre les troupes du 5e corps. Pour faciliter l'opération, l'administration du chemin de fer demanda au maréchal de diviser l'embarquement des troupes, et de diriger une partie de la cavalerie et de l'artillerie sur les gares de Donjeux et de Joinville, ce qui diminuait la distance de près de cinquante kilomètres, et supprimait une bifurcation, celle de Bologne. Le 14 au soir, le service des trains était assuré ; il était terminé le 17, et les Allemands arrivaient sur l'embranchement de Neufchâteau, vingt-quatre heures après le passage du dernier train. Les éclaireurs ennemis s'étaient montrés à Blesmes, à Chevillon, à Revigny, menaçant de couper le chemin de fer. Par ordre du maréchal, une brigade du 5e corps (2e brigade de la 1re division, général Nicolas) avait été chargée de garder la voie. C'est à cette protection que le 1er corps dut de ne pas être inquiété.

Après le transport des troupes du maréchal de Mac-Mahon, commença celui du 5e corps. L'embarquement fut réparti entre les gares de Langres, Chaumont et Bar-sur-Aube ; le 19, tout était terminé : le soir du même jour, les Allemands occupaient Saint-Dizier. Le 20, le 5e corps était rendu tout entier à Châlons.

Il nous reste maintenant à indiquer comment s'opéra la retraite du 7e corps (Félix Douay).

Une division de ce corps d'armée (Conseil Dumesnil), avait, on s'en souvient, été envoyée le 5 au secours du maréchal de Mac-Mahon, et avait pris part à la bataille du 6 août ; une autre division, celle du général Dumont, était encore en formation à Lyon ; il ne restait donc au général Douay que la division Liébert, qui quittait Belfort le 5 août, et arrivait le 6 à Mulhouse, pour se rapprocher du théâtre des opérations. Le 7 au matin, le commandant du 7e corps était averti par le maréchal de Mac-Mahon de la perte de la bataille, et presque en même temps, il recevait une dépêche de l'empereur ainsi conçue : « Jetez, si vous pouvez, une division dans Strasbourg, et avec les deux autres, couvrez Belfort. » Au milieu du désordre causé par les terribles événements de la veille, on avait oublié au quartier-général que le 7e corps n'avait plus qu'une seule division.

La retraite fut commencée avec d'autant plus d'activité que le bruit courait que les Allemands avaient passé le Rhin à Markolsheim et à Huningue. De ce dernier point, l'ennemi pouvait occuper la ligne de retraite qui passe par Altkirch et Dannemarie. Cette rumeur était inexacte, mais elle n'en précipita pas moins le mouvement, qui s'opéra au milieu de la plus grande confusion. Le 7 août au soir, la division Liébert campa à Dannemarie, d'où elle repartit le lendemain, à quatre heures du matin, pour atteindre, le soir, ses bivouacs de Belfort. En attendant un ordre ultérieur de retraite, les troupes travaillèrent activement à la défense de la ville. Le 10, la tête de colonne de la division Dumont, et le 12, le gros des forces rejoignirent la division Liébert; le 7e corps, formé de deux divisions, comprenait à ce moment 17,000 hommes d'infanterie, 90 bouches à feu et 1,300 cavaliers. Du 12 au 16, aucun ordre ne parvint au général Douay. A cette date enfin, il fut prévenu, par une dépêche du ministre de la guerre, que le 7e corps était placé sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, et devait se rendre par chemin de fer au camp de Châlons. Afin d'activer le transport, l'artillerie de réserve et le 4e régiment de hussards furent dirigés sur Montbéliard, pour suivre sur le chemin de fer de Lyon la ligne Besançon-Dijon. Le reste des troupes prit la ligne de l'Est-Belfort, Chaumont-Troyes. Tout le corps d'armée fut dirigé sur Paris, où l'on ne s'arrêta que pour changer de machine, et d'où l'on rebroussa chemin sur Châlons par le chemin de fer de Strasbourg. Le 20, à onze heures et demie, la gare de Belfort informait la Compagnie que le service des voyageurs était repris.

Le maréchal de Mac-Mahon avait réuni sous son commandement les 1er, 5e et 7e corps, qui allaient former le noyau d'une nouvelle armée.

C'est grâce à l'activité déployée par la Compagnie que put s'opérer ce grand mouvement tournant, qui épargna peut-être aux armes françaises de nouveaux désastres. Aussi les Allemands signalèrent-ils cette opération « comme dépassant tout ce qui avait été fait sur les chemins allemands. » (1)

Tandis que la droite de l'armée française se mettait en retraite sur Châlons, après la défaite de Frœschwiller, l'aile gauche opérait sur Metz un mouvement analogue, à la suite de la bataille de Forbach.

Au grand quartier général, la nouvelle de cette double défaite produisit un découragement profond; on reconnut enfin, mais trop tard, tous les inconvénients de cette fatale division des forces, qui avait permis à l'ennemi d'écraser successivement nos troupes, d'abord à Wissembourg, puis à Wœrth et à Forbach. La retraite du maréchal de Mac-Mahon abandonnait l'Alsace à l'invasion. Fallait-il encore quitter la Lorraine, et se replier en arrière, à Frouard, par exemple, dans une bonne position défensive, pour livrer bataille à l'envahisseur? Cette résolution fut tout d'abord adoptée : le 2e corps reçut l'ordre de marcher sur Châlons en toute hâte; les 3e et 4e corps et la garde, formant l'aile gauche, devaient opérer leur concentration sous Metz, puis se diriger sur Châlons, où ils arriveraient le 14. Ce projet fut aussitôt délaissé que conçu. Le 8 août, sur les instances de M. Emile Olivier, au nom du conseil des ministres, il fut arrêté que l'on n'abandonnerait pas la Lorraine sans bataille. Le 7 au soir, l'Empereur télégraphia à l'Impératrice qu'il rejetait le projet de retraite sur Chalons, et le 8, le maréchal Le Bœuf écrivit au général Frossard : « ..... l'Empereur vient de décider en ce moment même que ces trois corps (3e, 4e et garde)

(1) Jacqmin. *Les Chemins de fer pendant la guerre.*

ne marcheront pas sur Châlons, en raison des nouvelles que l'on a reçues cette nuit de l'ennemi; mais ils formeront à Metz les éléments d'une forte armée, destinée soit à arrêter celle du prince Charles, soit à se jeter sur le flanc ou les derrières de celle qui paraît devoir pénétrer par Saverne. »

L'armée de Metz — c'est le nom qui lui convient désormais, et qu'elle ne quittera malheureusement plus — ne semblant pas assez forte avec les 2e, 3e et 4e corps et la garde, on donna l'ordre au maréchal Canrobert, qui formait à Châlons le 6e corps, d'avoir à rejoindre la place de Metz.

Il convient maintenant de suivre les divers mouvements de retraite des trois corps qui se trouvaient, le 6 août, sur la frontière.

Arrivé à Sarreguemines dans la nuit du 6 au 7, le général Frossard rallia la brigade Lapasset, du 5e corps, et apprit la défaite de Wœrth. Craignant alors une attaque, qui pouvait se produire par Deux-Ponts, et jugeant que la ville ouverte qu'il occupait n'offrait aucun avantage pour la défense, le général Frossard se dirigea aussitôt sur Puttelange, où il entra en communication avec les divisions Montaudon et Metman, du 3e corps, qui, le même jour, furent appelées par le maréchal Bazaine à Faulquemont. Dans la journée du 8, le 2e corps gagna Gros-Tenquin; le 9, par une pluie torrentielle, il arrivait à Remilly, après une marche de trente-deux kilomètres; le 10, ces troupes étaient à Courcelles-sur-Nied.

Le 3e corps gagnait Faulquemont de Saint-Avold et Puttelange; la garde se trouvait sur la rive gauche de la Nied française, où le général Bourbaki avait l'ordre de faire reconnaître tous les passages. Le général de Ladmirault, rappelé de Boulay avec le 4e corps, campait aux Etangs, sur la rive gauche de la Nied française, relié à la garde. Enfin, les quatre divisions du 3e corps s'établissaient sur la rive gauche de la Nied allemande.

Dans cette journée du 9 août, l'Empereur, accompagné du général Changarnier, était venu à Faulquemont, pour tenir conseil avec le maréchal Bazaine, qu'un ordre en date du même jour appelait au commandement général des 2e, 3e et 4e corps de l'armée du Rhin; le même décret plaçait le général Decaen à la tête du 3e corps. L'intention de l'Empereur était de livrer bataille sur des positions que le maréchal Le Bœuf avait fait étudier soigneusement. « De ces études, dit le général Frossard, étaient résultées des instructions générales arrêtées dans la soirée du 9, et qui furent communiquées le lendemain; elles disaient que l'armée occuperait une première position sur la rive gauche de la Nied française, depuis Pange jusqu'au village des Etangs; la partie de gauche, en retour, à peu près d'équerre, s'étendrait de ce village jusqu'à Glatigny, faisant face aux bois de Hayes et de Cheuby. L'armée, en cas d'attaque, devait recevoir la bataille sur cette première position défensive que l'on recommandait de rendre inabordable, autant que possible, sur son front et sur ses flancs au moyen de travaux adaptés au terrain. »

Les emplacements prescrits étaient, nous venons de le voir, occupés par les troupes le 10 août. En conséquence des instructions reçues, les troupes, notamment la brigade Lapasset, travaillèrent à fortifier les positions. Mais le travail ne fut pas maintenu au delà de vingt-quatre heures. Le maréchal Bazaine, qui s'était, dans le conseil de guerre du 9, prononcé en faveur d'une concentration sur Frouard, jugea que les positions assignées par le maréchal Le Bœuf étaient dangereuses, surtout à cause des bois qui se trouvaient sur leur front. Il semblait, en outre, naturel, avant de livrer bataille, d'attendre



RECONNAISSANCE DU GÉNÉRAL MARGUERITE A PONT-A-MOUSSON

l'arrivée du corps du maréchal Canrobert, que l'on avait appelé de Châlons, d'autant qu'une dépêche de l'impératrice, en date du 10, prévenait l'empereur que la jonction des 1re et 2e armées allemandes était accomplie, et que l'on aurait affaire à près de 300,000 hommes. Il parut donc nécessaire de se replier encore en arrière, et, le 11 août, la concentration se fit autour de la place de Metz, en avant des forts de Queuleu et de Saint-Julien, de la Seille à la Moselle.

Le maréchal Canrobert avait été désigné pour former au camp de Châlons le 6e corps d'armée : des ordres contradictoires firent transporter ses troupes de Châlons à Nancy, puis de Nancy à Châlons. Treize trains de troupes furent, dans les journées du 7 et du 8, affectés à ces mouvements, qui fatiguèrent inutilement les soldats. Le 9 au matin enfin, la Compagnie de l'Est fut avisée d'avoir à transporter à Metz tout le 6e corps.

Dans son intéressant ouvrage sur les *chemins de fer pendant la guerre*, M. Jacqmin fait observer que ce fut une faute d'avoir eu recours aux chemins de fer pour amener le 6e corps à Metz. Entre les deux points, il y a quatre ou cinq étapes. En confiant au chemin de fer de Châlons à Verdun l'artillerie et les impédimenta, on était soulagé pour les deux premières étapes ; il en restait deux à faire pour gagner Metz, et une seule pour atteindre Mars-la-Tour. La marche ainsi réglée, le 6e corps conservait toute son artillerie, tous ses bagages, et il était le 12 au soir, le 13 au plus tard, aux environs de Gravelotte, maître d'empêcher le débouché des Allemands par les deux ponts de la Moselle : il assurait donc à l'armée une retraite garantie contre toute attaque sérieuse de l'ennemi. Cette observation est frappante, parce qu'elle se place en regard des événements qui devaient s'accomplir quelques jours plus tard ; mais ce n'est évidemment pas ainsi qu'il faut envisager la question. Au moment où l'ordre fut donné au maréchal Canrobert de gagner Metz, il ne s'agissait nullement d'une retraite à effectuer ; il n'eût pas été besoin d'appeler le 6e corps dans ce cas, puisque nous avions alors l'avance sur l'ennemi, que nous étions sûrs de le gagner de vitesse, et d'opérer, par conséquent, notre retraite sans combat sérieux.

Si l'on recourait au chemin de fer, le 9 au matin, pour transporter les troupes du 6e corps, c'est que l'on espérait avoir le 10, le 11 au plus tard, quelques troupes de renfort pour la bataille défensive projetée sur la Nied. Ce qu'il faut donc accuser, ce n'est pas la résolution prise le 9 au matin, de transporter par le chemin de fer les troupes de Châlons ; elle était absolument logique, d'après les projets adoptés *à ce moment,* mais c'est cette hésitation constante, cette absence complète de volonté, ces tergiversations qui, en moins de huit jours, devaient faire adopter quatre plans différents :

1° Retraite sur Châlons ;
2° Bataille sur la Nied ;
3° Concentration sous Metz ;
4° Retraite sur Verdun.

Le transport du 6e corps s'opéra avec les plus grandes difficultés. Dès le 11 août, les uhlans coupèrent les fils du télégraphe à Pont-à-Mousson ; il fallut faire mettre pied à terre aux troupes pour faire le coup de feu et repousser les coureurs. Dans la nuit du 11 au 12, la voie fut occupée par les Allemands, et les trains partis de Mourmelon furent obligés de rebrousser chemin. Aussi, le 6e corps se trouva-t-il privé d'une partie de son infanterie « au lieu d'avoir 20 batteries d'artillerie, des mitrailleuses, des réserves d'artillerie, des réserves du génie, enfin tout ce qui constitue un corps d'armée parfaitement organisé, nous

ne pûmes avoir que 7 batteries de 4, pas de réserve d'artillerie ni du génie, aucun service administratif » (1).

Le maréchal Canrobert était arrivé le 12 à Metz.

II

Après la bataille de Wœrth, le Prince royal, avant d'engager le gros de ses forces à la poursuite du maréchal de Mac-Mahon, lança sa cavalerie en avant. Les avant-postes rejoignirent les troupes françaises aux environs de Steinbourg, mais le contact fut définitivement perdu dès le 7 au soir.

Tous les corps de la 3e armée allemande, demeurèrent dans la journée du 7 août autour du champ de bataille : seule, la division badoise, qui n'avait pas combattu le 6, entra dans Haguenau qui n'était pas défendu. Avant de s'engager dans les Vosges, on se préoccupait au quartier général allemand de la direction qu'il fallait prendre. Trompés par le mouvement de la brigade Abbatucci qui s'était dirigée du côté de Bitche, pour incliner ensuite plus au sud, le Prince royal et le général Blümenthal manquaient de renseignements précis sur la route suivie par le maréchal de Mac-Mahon, et pensaient qu'il avait dû s'efforcer de rejoindre la principale armée française : on décida donc que l'on s'avancerait vers la Sarre, de façon à se trouver le 12 concentrés entre Sarrebourg et Saar-Union. Cinq colonnes furent formées sur un front de trente-huit kilomètres environ, le 2e corps Bavarois qui, dans la journée du 7 avait réuni toutes ses troupes aux environs de Niederbronn, formait l'aile droite de l'armée, et devait marcher par Bitche, Rorbach, pour se rabattre ensuite sur la Sarre aux environs de Fénestrange. Le 1er corps Bavarois avait son itinéraire tracé par Lemberg Rahling; puis au sud, par Durlingen et Betteborn, au 5e corps était réservée la route de la Petite-Pierre, Pétersbach et enfin Sarre-Altroff; la division wurtembergeoise devait prendre plus au nord par Meisenthal et Rauwiller, le 11e corps formait la gauche, et marchait sur Saverne et Sarrebourg. Toutes les colonnes devaient, en cas d'attaque, se soutenir mutuellement. La 3e armée pouvait compter un renfort considérable, le 6e corps se réunissait en arrière entre Soultz et Haguenau, et les troupes qui le composaient rejoignaient successivement.

La marche fut relativement pénible, les chemins du Palatinat encombrés n'assuraient qu'un transport long et dangereux; de Landau à Wissembourg, pour une distance de vingt-huit kilomètres, il fallait vingt-quatre heures, quarante-huit heures étaient nécessaires pour se rendre de Manheim à Wissembourg (soixante-dix-huit kilomètres) : enfin de nombreux accidents eurent lieu. Aussi, malgré toute l'activité déployée par les Allemands, les chemins de fer ne purent-ils, pendant les premiers jours, rendre de bien grands services : et cependant, les premiers trains prussiens entraient à Haguenau le 7 au matin, après réparation de la voie, le 11, Saverne était relié à Haguenau. Pour suppléer à l'insuffisance momentanée des chemins de fer, une ligne d'étapes fut établie de Soultz à Sarrebourg, par la route de la Petite-Pierre.

(1) Déposition du maréchal Canrobert dans le procès de Trianon.

Enfin, comme dans ce mouvement de la 3e armée, on pouvait redouter une attaque, ordre était donné de maintenir les convois à une ou deux marches en arrière, les colonnes du train ne devant commencer le mouvement que lorsque les troupes auraient entièrement franchi les défilés. Pour subsister pendant les cinq jours nécessaires à la concentration sur la rive de la Sarre, les soldats n'avaient que trois jours de ration de réserve : aussi les chefs prussiens commencèrent-ils à employer ce système de réquisitions dont ils devaient faire dans le cours de cette guerre un si fréquent usage. Afin de briser toutes les résistances qui semblaient probables de la part des autorités civiles françaises, le roi de Prusse adressa le 11 août de son quartier général de Sarrebrück, la proclamation suivante au peuple français:

« Nous, Guillaume, roi de Prusse, aux habitants des portions du territoire français occupés par les armées allemandes, faisons savoir ce qui suit : Lorsque l'empereur Napoléon attaqua sur terre et sur mer la nation allemande qui voulait, et veut encore vivre en paix avec le peuple français, j'ai pris le commandement en chef des armées allemandes pour repousser cette attaque. Les événements militaires m'ont conduit à franchir les frontières de la France. Je fais la guerre aux soldats français, et non pas aux habitants dont les personnes et les biens seront en sûreté, tant qu'ils ne m'enlèveront pas, par des agressions contre les troupes allemandes, le droit de les protéger. Les généraux qui commandent chaque corps feront connaître au public, les mesures qu'ils sont autorisés à prendre contre les communes et les particuliers qui se mettraient en contravention contre les lois de la guerre. Ils règleront également tout ce qui concerne les réquisitions nécessaires aux besoins des troupes et, pour faciliter les transactions entre les troupes et les habitants, ils fixeront la différence des cours entre les monnaies allemandes et françaises. »

Dans sa marche vers la Sarre, la 3e armée n'eut à livrer aucun combat, puisque les troupes du maréchal de Mac-Mahon et du général de Failly avaient suivi une direction différente; mais quatre forteresses, dont deux importantes, Bitche et Phalsbourg barraient les routes choisies. Dès le 8 août, le 2e corps bavarois qui formait la droite de la 3e armée envoya une brigade pour sommer la place de se rendre. Sur le refus du commandant, les troupes bavaroises s'avancèrent; mais, accueillies par un feu très-vif, elles furent obligées de reculer, malgré l'appui que leur prêtait une batterie d'artillerie; la position dominante de la forteresse de Bitche ne permettant pas de tenter un coup de main, les Bavarois laissèrent en observation devant la place quelques bataillons, et contournèrent la place par le sud. La 12e division du 6e corps d'armée qui devait gagner ses campements à l'est de Rorbach, déboucha devant le canon de la place, et fut reçue de telle sorte qu'elle dut remonter vers le nord.

La Petite-Pierre touchait la grande route suivie par le 5e corps : une reconnaissance envoyée en avant, trouva la place abandonnée : le sergent-major Bœtz qui la commandait n'ayant avec lui que quelques hommes et pas un artilleur, manquant en outre de projectiles, avait enterré les cinq pièces lisses qui formaient la défense peu redoutable de la Petite-Pierre, et avait rejoint l'armée française.

La division Wurtembergeoise trouva sur son passage, le 9 août, le petit fort de Lichtemberg : la situation de cette forteresse qui commande l'un des principaux passages de la montagne rendait sa possession nécessaire aux Allemands. Une reconnaissance envoyée aux abords de la place fut reçue à coups de fusil. Sur l'autorisation qui lui fut donnée par le général de Kirchbach, le général d'Obernitz fit canonner le fort le 9,

par deux batteries. Les pièces allemandes prirent position à 800 mètres; mais leur tir fut bientôt reconnu infructueux; une attaque d'infanterie n'eut pas plus de succès; les Allemands firent avancer alors une batterie de 6, dont les obus incendièrent plusieurs bâtiments, et décidèrent le sous-lieutenant Archer du 96e de ligne à capituler le soir même. La garnison comprenait deux cent-treize hommes, sur lesquels trente-quatre étaient blessés : les Wurtembergeois perdirent dans cette affaire deux officiers dont un lieutenant-colonel, douze tués, et vingt-quatre blessés.

Le 11e corps qui formait la gauche allemande tenta, mais sans succès, dans la journée du 10, de s'emparer par un coup de main de Phalsbourg qui obligeait les Allemands à de long détours. La place était défendue par un officier énergique, le commandant Taillant qui refusa de se rendre aux deux divisions du 11e corps qui le menaçaient. Le général allemand mit en batterie soixante pièces, et envoya sur la place un millier d'obus : mais le résultat fut nul, et l'ennemi dut se borner à faire observer la ville par deux bataillons, tandis que le 11e corps continuait sa route vers les emplacements qui lui étaient indiqués.

Avant ces tentatives la division badoise qui s'était, le lendemain même de Wœrth, emparée sans coup férir de la ville d'Haguenau, avait envoyé sur Strasbourg une brigade de cavalerie qui arriva devant la place le 8 à 6 heures du soir. Le général de la Roche qui la commandait espérait, sans doute, que la place se rendrait à la première sommation; mais un officier allemand envoyé en parlementaire acquit bientôt la conviction que les Français étaient décidés à résister : la brigade se replia donc vers Brumath, non sans avoir coupé le chemin de fer, et détruit les lignes télégraphiques.

Le 11, la division badoise occupa les hauteurs au nord-ouest de Strasbourg, et le 13, il sembla nécessaire aux Allemands de commencer le siége de la place. Le lieutenant général de Werder reçut le commandement des troupes chargées de cette opération : elles comprenaient la division de la landwehr de la garde, appelée d'Allemagne, la 1re division de réserve, et la division badoise. Nous aurons à revenir ultérieurement sur le siége de Strasbourg.

Le 12 août, la concentration, sur la Sarre étant terminée, le Prince royal reçut du général de Moltke l'ordre de continuer sa marche vers la Moselle, et d'occuper la ligne de Lunéville-Nancy. Conformément à ces instructions, le 13 août, la 3e armée reprit sa marche et se relia, par sa cavalerie, à Château-Salins, avec la gauche de la 2e armée. Après une tentative malheureuse sur la petite place de Marsal, la 4e division de cavalerie se porta jusqu'à quelques kilomètres de Nancy, tandis que le gros des forces, marchant parallèlement à la Moselle, occupait la ligne Dieuze-Avricourt; les dispositions anciennes avaient été conservées : le 2e corps bavarois formait la droite; le 11e, la gauche, et le 5e, le centre. Le 13 août au soir, le 2e régiment de hussards occupait Nancy sans résistance. Les bivouacs étaient avancés entre la Seille et la Meurthe, de Moyenvic à Lunéville. A ce moment encore, le quartier général allemand ignorait d'une façon précise quelle route avaient suivi les 1er et 5e corps français. Ce n'est qu'à Nancy qu'il apprit que le maréchal de Mac-Mahon avait pour objectif le camp de Châlons; quant au général de Failly, on croyait savoir qu'il avait pris position dans le défilé des Vosges méridionales.

Le 14 août, Marsal fut obligé de se rendre au 2e corps bavarois : la place contenait soixante bouches à feu, des approvisionnements et des munitions considérables; mais, parmi ses défenseurs, il ne se trouvait pas un artilleur. Ce n'était qu'à grand'peine que les Français

étaient parvenus à tirer un seul coup de canon, après lequel ils avaient capitulé.

Le 15 et le 16, la 3e armée marcha encore en avant, et occupa la ligne de la Moselle; le quartier général fut établi à Nancy.

Pendant que la 3e armée s'avançait vers la Moselle, la 1re et la 2e opéraient un mouvement analogue.

Nous suivrons d'abord la marche du général Steinmetz. Le 7 août, au point du jour, après quelques coups de feu échangés avec les traînards du corps Frossard, la 13e division prussienne, celle-là même qui, en attaquant, la veille au soir, Forbach par le Kaninchenberg, avait obligé les Français à la retraite, pénétra dans la ville. On ne pouvait songer, dans la journée du 7, à marcher en avant, car il était nécessaire d'opérer la concentration des troupes qui n'avaient pu rejoindre pendant la bataille, ni durant la nuit.

D'après les ordres du grand quartier général allemand, la route de Sarrebrück à Saint-Avold étant affectée à la 2e armée, le général Steinmetz prescrivit d'appuyer sur la droite. Dans la prévision d'une attaque possible, dirigée par les Français de Puttelange, le 7e et le 8e corps prirent position à Spicheren, avec avant-garde à Etzling. Ce temps d'arrêt donnait au 1er corps d'armée, commandé par le général Manteuffel le temps de se rapprocher de de la 1re armée, à laquelle il était affecté.

Le 9, le général de Moltke prescrivit à la 1re armée de conserver les mêmes positions que la veille. Cependant, le général Steinmetz, informé, par ses reconnaissances, que les Français devaient se trouver du côté de Boucheporn, donna l'ordre à la 3e division de cavalerie attachée à son armée de s'avancer sur ce point. Le général de Grœben, qui la commandait, n'osa pas aller si avant dans un pays montagneux et boisé.

Dans la soirée du 9, le roi de Prusse établit le grand quartier général à Sarrebrück. Les renseignements recueillis permettaient d'arriver à cette conclusion, que les Français s'étaient retirés derrière la Moselle. Les trois armées allemandes, maintenant reliées les unes aux autres, avaient à marcher simultanément, de façon à s'établir sur la rivière. La 3e armée, située à l'aile gauche, ayant, dans cette vaste conversion, une route considérable à parcourir, et ne pouvant, comme nous l'avons vu, arriver sur la Sarre que le 12, et le 16, ou le 15 au plus tôt sur la Moselle, la 1re armée n'avait, pour ainsi dire, qu'à piétiner sur place, pendant que le mouvement s'opérait, sur cette longue ligne, au centre et surtout à l'extrémité gauche. Dans la journée du 10, le 7e corps poussa jusqu'à Carling; le 1er jusqu'à Creutzwald; le 8e corps demeura en arrière à Lauterbach; les deux divisions de cavalerie à Ludweiler et à Neberherrn. Le 11 et le 12, dans la prévision d'une rencontre sur la rive gauche de la Nied française, la 1re armée porta ses trois corps sur Boulay, Maranges et Boucheporn; le 13 août, la 1re armée était directement amenée sur Metz, et se déployait sur la Nied aux Etangs, à Pange et à Courcelles, faisant face à l'armée française, à environ quinze kilomètres.

Il nous faut, maintenant, indiquer également le mouvement de la 2e armée, qui formait le centre de cette vaste ligne de près de 400,000 combattants.

D'après les ordres du grand quartier général, l'armée du prince Frédéric-Charles occupait, le 6 août, les positions suivantes : le 4e corps à Deux-Ponts, son avant-garde à Neu-Hornbach; le 10e corps à Waldemohr, la garde à Homburg; le 9e corps à Landstuhl; le 12e corps à Kaiserlauten; le 3e corps, enfin, devait se trouver à Neunkirchen; mais nous avons vu qu'une de ses divisions, conduite par le général Alvensleben, avait pris part

a bataille de Spicheren. La bataille de Wœrth modifia les résolutions primitivement adoptées. La retraite du maréchal de Mac-Mahon, paraissant devoir se produire dans la direction de Bitche (on se souvient que des renseignements erronés, transmis par les reconnaissances de cavalerie, avaient fortifié l'état-major dans cette idée, complétement inexacte), il était naturel de confier à la 2e armée le soin d'attaquer de flanc le 1er corps français, déjà poursuivi par le Prince royal. En conséquence, le 4e et le 10e corps reçurent l'ordre de prendre, l'un, la direction de Rorbach; l'autre, celle de Bliesbrucken. On estimait qu'une rencontre pourrait se produire à Sarreguemines; que le 3e corps était chargé d'attaquer de front, par la route de Grossbliederstroff, qui longe la Sarre. En conséquence de ces dispositions, et tandis que les deux divisions de cavalerie se lançaient en avant jusqu'à Gros-Tenquin et Faulquemont, tous les corps de la 2e armée se concentrèrent aux environs d'Asweiler et de Saint-Ingebert, au nord et au sud de Sarrebrück. Le 8 août, Sarreguemines était occupé, et l'on acquérait la conviction que le maréchal de Mac-Mahon, au lieu de suivre la route de Bitche, s'était retiré plus au sud. Toute chance de combat immédiat semblant donc écartée, le prince Charles fit, dans la journée du 8 août, avancer le 4e corps dans la direction de Saar-Union, le 10e corps gagnant Sarreguemines, le 9e et le 12e se massant du côté de Berbach et de Hombourg, le 3e enfin, occupant Forbach; la 2e armée occupait donc un front d'environ quarante kilomètres.

La journée du 9 août fut employée à resserrer les corps les uns sur les autres; le 10, le 10e corps se porta à Puttelange; le 12e corps à Harskirchen; le 3e corps, qui formait l'aile droite, en avant de Saint-Avold; le 9e corps en arrière, aux environs de Sarrebrück; à l'aile gauche enfin, la garde et le 4e corps, traversèrent la Sarre à Sarrable et Saar-Union. Le 11, on atteignit la ligne Faulquemont-Harskirchen. Dans la prévision d'une résistance des Français sur la Nied, il fut, sur la demande du chef d'état-major de la 2e armée, général de Stiehle, arrêté, que la 2e armée prononcerait un mouvement contre le flanc de l'adversaire, que le général Steinmetz serait chargé de contenir de front. En conséquence, dans la journée du 11, le 3e corps formant pivot sur Faulquemont, le 9e corps se dirigea sur Longeville-lès-Saint-Avold, soutenu par le 2e corps, qui, débarqué le 9 août à Neukirchen, commençait à rejoindre la 2e armée; le 10e corps fut placé à la gauche du 3e corps, à Landroff; la garde, le 4e et le 12 corps à la gauche de l'armée.

Lorsqu'il fut constaté que les Français se retiraient sous Metz, la 2e armée continua son mouvement sur la Moselle.

La cavalerie de la 2e armée poussa jusqu'à Dieulouard, Pont-à-Mousson et Frouard. A Pont-à-Mousson, un détachement de 60 dragons et hussards fut surpris par la cavalerie du général Margueritte. Presque tous les cavaliers ennemis et deux officiers furent faits prisonniers; quelques-uns parvinrent à s'échapper, en traversant la Moselle à la nage. Ce coup de main des chasseurs d'Afrique du général Margueritte aurait pu avoir des conséquences très-heureuses. Le général s'était empressé, en effet, de faire garder la ville par un détachement du 28e de ligne, et avait télégraphié à Metz, pour signaler toute l'importance de cette position, vraiment stratégique. L'occupation de Pont-à-Mousson était indispensable aux Allemands pour traverser la Moselle. Malheureusement, l'ordre fut envoyé de Metz, au général Margueritte d'abandonner ce point, et de se replier.

A Frouard, les coureurs ennemis, reçus à coups de fusil, ne parvinrent pas à détruire a voie ferrée. Toutes ces reconnaissances de cavalerie prouvaient que les Français ne

gardaient pas la Moselle. Il devenait donc important pour les Allemands de s'emparer des ponts, qui permettaient le passage. En conséquence, le quartier général de la 2e armée fut porté, le 13 août, à Delme, et le mouvement en avant accéléré. Le 14, le centre était concentré à Pont-à-Mousson, l'aile droite prolongeait sa ligne d'observation dans la direction de Metz, le 10e corps et la garde se trouvaient aux environs de Dieulouard, le 4e corps, en arrière de Marbache, se reliant par sa gauche avec les extrêmes avant-postes de la 3e armée allemande.

La grande conversion indiquée par le grand état-major prussien était terminée.

Ces marches ne s'étaient pas accomplies sans de grandes souffrances : une pluie continuelle avait défoncé les routes; en outre, les différents corps ne pouvaient que difficilement s'approvisionner. La première armée tirait ses vivres de Sarrelouis, où plus de 2,000 voitures avaient été rassemblées pour faire le transport. L'occupation de Forbach et de Sarreguemines rendit cette précaution à peu près inutile; des 2,000 voitures de Sarrelouis, 600 seulement furent employées.

Pour la 2e armée, les difficultés étaient plus réelles. Le grand magasin de rassemblement de Mayence était trop éloigné, pour pouvoir satisfaire aux besoins de cette masse de 150,000 hommes. On choisit donc un point plus rapproché de la frontière; dès le 8 août, après l'occupation de la Sarre, Sarrebrück fut complétement approvisionné. Mais, du 10 au 16 août, la 2e armée, s'éloignant de plus en plus de la place de ravitaillement, il fut à peu près impossible de faire parvenir des vivres jusqu'aux colonnes. Le chemin de fer de Saint-Avold à Metz n'ayant pas été détruit, on chercha à l'utiliser jusqu'à Courcelles; mais on n'obtint pas les résultats espérés. En réalité donc (1), dans la période du 10 au 16 août, la 2e armée allemande, se trouvant dans l'impossibilité d'être ravitaillée, dut faire comme celle du Prince royal, et subsister au moyen de réquisitions sur place. « Les réquisitions ordonnées à cet effet, dit l'ouvrage du grand état-major prussien, étaient faites régulièrement sous la direction de l'autorité militaire (une bande de douze kilomètres était réservée le long des routes principales aux diverses troupes : c'étaient les districts de réquisition). Si, au début, elles ne produisirent pas partout le résultat que l'on en attendait, on doit surtout l'attribuer, d'un côté, à ce que, dans cette partie de l'éducation de la guerre d'une armée, il faut aussi une pratique prolongée pour acquérir une habileté suffisante, et, d'un autre côté, à ce que, par suite d'un respect inné de la propriété d'autrui, il répugne à beaucoup de prendre impitoyablement le nécessaire partout où il se trouve. »

La pratique nécessaire pour acquérir une habileté suffisante ne devait venir que trop vite aux armées prussiennes, et le jour allait promptement arriver où, le respect pour la propriété d'autrui disparu, il ne répugnerait plus à aucun officier allemand de prendre impitoyablement le nécessaire.

(1) Sous-intendant Baratier. *L'Art de ravitailler les grandes armées.*

CHAPITRE IX

Paris après Wœrth et Forbach : les fausses nouvelles. — Le ministère Ollivier est remplacé. — Formation d'une armée à Châlons. — La marine Française. — Le général Trochu, gouverneur de Paris.

I

A la suite de la déclaration de guerre, l'émotion fiévreuse de Paris ne fit que s'accroître. On ajoutait une foi aveugle aux affirmations répétées du maréchal Le Bœuf; on se souvenait de la Crimée et de l'Italie, et le chauvinisme faisant trop bon marché de tous les obstacles, on escomptait à l'avance les futurs succès. A l'étalage des libraires, se trouvaient des cartes de l'Allemagne, sur lesquels de petits drapeaux tricolores indiquaient la marche hypothétique de nos divisions vers Berlin. Toutes les affaires avaient cessé, toutes les préoccupations de politique intérieure s'étaient évanouies devant ce formidable inconnu. Paris attendait avec anxiété les premiers bruits de bataille. Cependant les jours se succédaient, et le *Journal officiel* se taisait : dans la foule avide de nouvelles, d'inquiétantes rumeurs commençaient à circuler à la fin de juillet; on disait qu'à la frontière, nos soldats manquaient de tout; l'on connaissait déjà quelques-unes de ces navrantes dépêches des généraux et des intendants.

Mais, ces symptômes alarmants n'avaient pas d'action sur l'opinion publique, faussée par de nombreuses légendes de victoires; on admettait bien que nos généraux pouvaient être incapables, mais les glorieux soldats éprouvés dans tant de campagnes, ne devaient-ils pas suffire seuls à la tâche.

A l'appui de cette opinion, on commentait cette parole d'un de nos hommes d'Etat, après la guerre d'Italie : « Les victoires sont comme la confiance, elles se gagnent, et ne se commandent pas. »

La nouvelle de la prise de Sarrebrück produisit l'effet d'une victoire : l'emphase même de la dépêche impériale parut d'un heureux augure, et les plus incrédules firent cette réflexion que, pour une simple escarmouche, on ne s'élèverait pas ainsi jusqu'au lyrisme.

Un moment ébranlée par l'attente douloureuse des jours précédents, l'espérance revint plus entière; aussi quand le gouvernement annonça le résultat de Wissembourg, bien peu virent là un échec; le *Journal officiel,* d'ailleurs, ne jugea pas à propos de dire toute la vérité, et les termes ambigus dont il se servit étaient bien propres à égarer les esprits : « Tandis qu'à Sarrebrück, nous avons coupé la ligne prussienne, la nôtre n'a pas été

coupée. » Le combat dans lequel le général Douay avait été tué avait donc moins d'importance que la *bataille* de Sarrebrück où « *nous avions coupé la ligne prussienne.* » Devant ce résultat immense, que pouvait faire une rencontre d'avant-postes? Ne fallait-il pas laisser aux Allemands un tout petit succès, le seul sans doute de la campagne, pour les consoler des désastres qu'ils allaient essuyer. Ces pensées furent si générales, le découragement se montra si peu, que des spéculateurs éhontés, ceux-là peut-être qui, lors de la guerre de Crimée, avaient inventé le fameux Tartare, tentèrent d'exploiter cette foi aveugle. Le 6 août, ils répandirent dans Paris la nouvelle d'une victoire : à la Bourse même la dépêche prétendue officielle fut affichée : « Grand succès disait-elle, 70,000 Français contre 120,000 Prussiens, 25,000 prisonniers, parmi lesquels le prince Frédéric-Charles. Landau est en notre pouvoir. » En moins d'une heure, tout Paris fut debout.

Coïncidence fatale, à l'heure même où cette population ivre de joie, frappée d'un patrio-tique délire, se précipitait dans les rues de la capitale, à Wœrth et à Forbach, nos soldats écrasés par les torrents de l'invasion, reculaient pied à pied, arrosant de leur sang cette noble terre d'Alsace et de Lorraine que l'ennemi allait arracher à la France. Ici la victoire bruyamment acclamée; là-bas la défaite, la retraite, la France envahie!

Cependant, M. Émile Ollivier s'était efforcé de calmer cette effervescence : il avait déclaré que l'on était sans nouvelles officielles, et avait démenti la dépêche affichée à la Bourse.

Presque à la même heure, la proclamation suivante, signée de tous les ministres, était affichée dans Paris :

« Vous avez été justement émus par une odieuse manœuvre.

« Le coupable a été saisi, et la justice informe. Le gouvernement prend les mesures les plus énergiques pour qu'une telle infamie ne puisse plus se renouveler.

« Au nom de la Patrie, au nom de votre armée héroïque, nous vous demandons d'être calmes, patients et de maintenir l'ordre.

« Le désordre à Paris, ce serait une victoire pour les Prussiens......»

Le lendemain, le *Journal officiel* enregistrait deux dépêches de l'empereur et une du major général, qui annonçaient du même coup les deux défaites de Wœrth et de Forbach. L'impératrice adressait la proclamation suivante à la population :

« Français,

« Le début de la guerre ne nous est pas favorable, nous avons subi un échec. Soyons fermes dans ce revers, et hâtons-nous de le réparer.

« Qu'il n'y ait parmi nous qu'un seul parti, celui de la France, qu'un seul drapeau, celui de l'honneur national.

« Je viens au milieu de vous. Fidèle à ma mission et à mon devoir, vous me verrez première au danger pour défendre le drapeau de la France.

« J'adjure tous les bons citoyens de maintenir l'ordre. Le troubler, serait conspirer avec nos ennemis. »

Le *Journal officiel* annonçait en même temps que le département de la Seine était mis en état de siége, et que les chambres étaient convoquées pour le 15 août. Cette convocation paraissant ensuite trop éloignée, un nouveau décret rendu le jour même, rapprochait la date au 9 août.

La réalité succédait aux rêves de victoire : et quelle réalité ! L'Alsace et une partie de Lorraine au pouvoir de l'ennemi, nos troupes écrasées sur tous les points.

La réaction fut prompte, à la joie succéda la colère, mais nulle part, le découragement ne se montra. A cette heure solennelle des fortes résolutions, cette population tant de fois accusée de légèreté, mais en qui l'amour de la patrie se révélait si puissant, se souvint des assurances mensongères des ministres; en un instant, elle fut instruite de ce désordre, de cette incapacité, de ces tergiversations fatales. Au moment de la déclaration de guerre, elle avait cru à ces hommes qui n'avaient su profiter du pouvoir que pour organiser la défaite; elle leur refusa maintenant toute confiance.

Dans les sphères officielles, de même, l'émotion fut extrême. Un grand nombre de députés n'avaient pas attendu l'avis inséré au *Journal officiel* pour se rendre à Paris. Le 8 août, plusieurs d'entre eux se réunirent chez le président du Corps législatif, M. Schneider, et lui demandèrent d'intervenir auprès de la régente, afin d'obtenir le changement immédiat du ministère. La majorité oubliait alors qu'elle avait elle-même poussé le cabinet en avant; elle ne se souvenait plus que MM. Clément Duvernois et Jérôme David avaient interpellé M. Émile Ollivier, pour lui reprocher la lenteur des négociations, comme un manque de patriotisme. Ou plutôt, devant l'énormité de la faute commise, la majorité comprenait qu'il fallait une victime à l'émotion populaire. Elle rappelait la première le mot de M. Émile Ollivier : « *le cœur léger* »; elle répétait les affirmations du maréchal Le Bœuf comme pour détourner sur eux seuls la colère qu'elle sentait sourdement gronder. Tandis que l'opinion publique, profondément troublée, accusait et rendait responsable de nos désastres la forme même de gouvernement qui, en supprimant tout contrôle, avait amené ces abus, la majorité s'efforçait d'unir la cause impériale à celle de la nation : elle faisait de l'empereur une victime de ministres incapables, plaçant sur le même rang la France envahie, amoindrie, ruinée, et les infortunes personnelles du souverain, dans l'espoir que cet orage, qu'elle sentait gronder autour d'elle, n'emporterait que les ministres, et respecterait l'empire.

Dans cette même journée du 8 août, six députés appartenant aux divers groupes de la Chambre, moins la gauche, se rendirent d'eux-mêmes auprès de l'impératrice, pour lui demander de réaliser les trois mesures suivantes :

1° Le renvoi immédiat du ministère Ollivier;

2° La nomination du général Trochu au ministère de la guerre;

3° La nomination du général Palikao au commandement de l'armée chargée de couvrir Paris.

La journée du lendemain devait répondre à la première et à la troisième question. Quant à la seconde, M. Brame nous apprend, dans sa déposition, que l'impératrice avait déjà proposé le ministère de la guerre au général Trochu, qui avait mis pour condition à son acceptation : « Qu'il lui serait permis, en montant pour la première fois à la tribune, de dévoiler toutes les fautes commises depuis 1866. »

Dans la séance du 9 août, le ministère Ollivier fut renversé à l'unanimité moins six voix, par un ordre du jour présenté par M. Clément Duvernois, M. Jules Favre proposa au Corps législatif deux résolutions : la première ayant pour but d'armer Paris et d'organiser la garde nationale; la seconde de créer une commission de quinze députés chargés de prendre en main le pouvoir, et de repousser l'invasion. C'était réclamer la déchéance de l'empereur.

M. Granier de Cassagnac demanda que les auteurs de cette proposition fussent traduits devant un conseil de guerre. Le tumulte qui s'éleva dans l'assemblée ne permit pas de continuer la séance, et les membres du Corps législatif se séparèrent, après avoir appris de la bouche de M. Émile Ollivier, que le général de Palikao était chargé de former un nouveau cabinet. Au début de la séance, le Corps législatif avait voté deux lois qu'il est, pour des raisons différentes, nécessaire de retenir. La première portait que tous les citoyens non mariés, ou veufs sans enfants, ayant vingt-cinq ans accomplis et moins de trente-cinq ans, étaient appelés sous les drapeaux pendant la durée de la guerre; la seconde spécifiait que, dans la garde nationale, les officiers seraient nommés à l'élection, *et choisis exclusivement parmi les anciens militaires.*

Le dernier ministère de l'empire était ainsi composé : guerre, général de Palikao; intérieur, M. Chevreau; finances, M. Magne; justice, M. Grandperret; affaires étrangères, le prince de la Tour-d'Auvergne; marine, l'amiral Rigault de Genouilly; instruction publique, M. Jules Brame; travaux publics, M. Jérôme David; agriculture et commerce, M. Clément Duvernois.

L'avénement de ce nouveau ministère n'était pas de nature à donner satisfaction au pays. Le remplacement de M. Émile Ollivier par M. Clément Duvernois et M. Jérôme David, les deux membres du Corps législatif qui avaient insisté pour que la guerre fût plus promptement déclarée, mécontentait et troublait profondément l'opinion. Dès le 11 août, M. de Kératry demandait que le maréchal Le Bœuf, qui, par de trompeuses affirmations, avait poussé le pays à sa perte, fût traduit devant une commission d'enquête du Corps législatif. Cette proposition était repoussée; mais M. Guyot-Montpayroux, protestant à la tribune contre le maintien à la tête de l'armée, du major général, le ministre de la guerre était obligé de déclarer que le maréchal Bazaine commandait en chef l'armée du Rhin. Cette déclaration n'était pas absolument exacte, car ce n'est que le 12 que le commandant du 3e corps fut appelé à diriger les opérations militaires.

Deux incidents doivent encore être signalés au milieu de l'agitation de ces séances : la demande faite par le prince de Joinville, les ducs d'Aumale et de Chartres, à l'effet d'obtenir du service dans l'armée française; le Corps législatif opposa la loi de bannissement, et se refusa à accueillir l'offre des princes d'Orléans; l'interpellation, enfin, relative à la présence, en France, de nombreux Allemands (leur chiffre dépassait 70,000). Les récits quelquefois exagérés, mais trop souvent réels, des exploits de ces espions prussiens venus en France pour surprendre et trahir nos secrets, la légende du uhlan et les actes de cruauté accomplis par les Prussiens au moment de leur entrée en France, expliquaient la mesure d'expulsion, qui ne fut d'ailleurs que partiellement exécutée; car, malgré les dangers qu'ils couraient, un grand nombre d'Allemands demeurèrent en France, et surtout à Paris. A quelques jours de date, un officier prussien fut surpris dans les murs même de la capitale, traduit devant une cour martiale, et fusillé.

L'adoption de cette proposition causa en Allemagne une irritation profonde, et cependant, au moment même de la déclaration de guerre, avant que le premier coup de canon eût été tiré, les Français qui se trouvaient dans le Grand-Duché de Bade avaient été expulsés avec une brutalité sans exemple.

La surexcitation qui, depuis le début de la guerre, avait toujours été en augmentant, n'allait pas tarder à amener une tentative révolutionnaire, qui souleva l'indignation des

honnêtes gens de tous les partis. Le 14 août, à ce moment où il ne devait y avoir qu'une seule pensée : la défense du pays, une troupe d'émeutiers, armés de revolvers et de poignards, se précipita dans la caserne des pompiers de la Villette, blessa le factionnaire et s'efforça d'enlever les chassepots. L'arrivée soudaine d'agents de police fit avorter cette tentative



LE VICE-AMIRAL BOUET WILLAUMEZ.

criminelle : les principaux meneurs purent s'échapper. D'où sortaient ces hommes qui, en présence de l'étranger, donnaient ainsi le signal de la guerre civile? Le peuple ne s'y trompa pas : plusieurs traînards, saisis par la foule, furent livrés à la police : « Ce sont des Prussiens », disait-on. Nous retrouverons ces mêmes hommes le 31 octobre ; nous les reverrons mêlés à tous les sanglants événements de la Commune, du premier au dernier jour de la guerre, servant les intérêts de l'ennemi, avec un dévouement qui n'était sans doute pas gratuit.

La tâche du nouveau ministère était lourde : il lui fallait organiser des armées, fortifier Paris en toute hâte, car il était maintenant bien visible que l'ennemi ne se laisserait pas arrêter par la pensée d'un siége. En se reportant aux dépositions faites devant les commissions législatives par les membres du cabinet du 10 août, on trouve un triste tableau de la situation militaire : « Nous avions lieu de croire, dit M. de Saint-Marc Girardin, en commençant l'enquête sur l'insuffisance et sur l'inexactitude des préparatifs de la guerre, que les censeurs les plus sévères de cet à peu-près universel et désastreux, se rencontraient surtout parmi les membres de l'opposition de gauche. Les dépositions de l'opposition de droite, celle qui, au 10 août, arrivait au pouvoir, ont été plus sévères encore que celles de gauche, et elles devaient l'être parce que les membres de cette opposition avaient été plus trompés. » La raison donnée par le rapporteur de la commission législative, peut ne pas sembler suffisante. En attaquant ainsi le ministère précédent, en exagérant même ses fautes, ce qui pouvait sembler impossible, le cabinet du 10 août avait peut-être pour préoccupation principale de donner une importance plus grande aux résultats dus à ses propres efforts : « Une armée reconstituée au chiffre de 140,000 hommes à Châlons, trois corps d'armées nouveaux constitués avec leur armement, leur artillerie et leur approvisionnement, trente-trois nouveaux régiments, 100,000 gardes mobiles organisés en province appelés à la défense de la capitale, la capitale mise en état de défense, les forts et l'enceinte armée..... c'est du 10 août au 4 septembre que tout cela s'est fait! » Telle est l'appréciation que le général de Palikao fait lui-même, de sa propre administration. Et il n'est que juste de reconnaître que, dans l'œuvre difficile qui lui était confiée, le ministre de la guerre déploya une activité remarquable, et fit les plus grands efforts pour la défense du pays. Mais n'exagère-t-il pas l'importance des résultats obtenus du 10 août au 4 septembre?

Y a-t-il eu vraiment création de matériel et d'armées?

Au moment où le général de Palikao prit le pouvoir, nos arsenaux contenaient encore plus de pièces d'artillerie qu'on ne pouvait en atteler : d'après les chiffres fournis par le général lui-même, 38,000 fusils seulement furent achetés, jusqu'au 4 septembre : les magasins n'étaient pas entièrements vidés. L'armée de Châlons avait déjà trois corps : les 1er, 5e et 7e entièrement organisés, l'infanterie de marine était toute constituée, et il restait un certain nombre de régiments de ligne, ceux du 6e corps notamment, qui n'avaient pu rejoindre Metz, et qui allaient permettre de compléter rapidement la nouvelle armée du maréchal de Mac-Mahon.

Enfin les 100,000 gardes mobiles appelés à la défense de la capitale, et dont parle le général Palikao, avaient un semblant d'organisation, quoiqu'ils ne fussent, en réalité, pas même habillés. La France, à ce moment, n'était pas encore aussi épuisée que voudraient le faire croire les ministres du 10 août. Ce n'est que plus tard, après le désastre de Sedan, qu'il lui fallut créer des armées, insuffisantes sans doute, pour arracher la victoire à l'ennemi, mais qui eurent, cependant, cette gloire de lutter pendant cinq mois, et de ne reculer que pied à pied.

La garde mobile de la Seine avait été envoyée à Châlons, où ses dix-huit bataillons formèrent six régiments placés sous les ordres du général Berthaut. Sur les demandes réitérées des députés de l'opposition, le ministre de la guerre remit au ministre de l'intérieur 1,400,000 fusils à percussion pour l'armement des gardes nationaux. Deux corps nouveaux, les 12e

et 13e furent organisés à Châlons et à Paris, sous le commandement des généraux Trochu et Vinoy. Outre l'infanterie de marine, et les régiments du 6e corps qui n'avaient pu gagner Metz, on eut recours aux quatrièmes bataillons, composés de soldats en partie instruits et encadrés : réunis trois à trois, ils formèrent les régiments de marche.

La marine devait fournir à la défense de précieuses ressources.

Nous avons, dans un chapitre précédent, expliqué comment avorta le projet de débarquement conçu par l'empereur. Il nous reste à dire quelques mots des opérations de la marine.

Quelques jours après la déclaration de guerre, le vice-amiral Bouet-Willaumez, ancien chef d'état-major de l'amiral Hamelin en Crimée, partit de Cherbourg pour la Baltique : primitivement, l'escadre devait aller devant la Jahde. Mais sur la demande du ministre des affaires étrangères, on renonça à bloquer la flotte prussienne, que l'on supposait remisée dans le port de la Jahde, et l'on se rendit dans la Baltique, après avoir détaché une corvette et un aviso à Copenhague.

Dans les premiers jours d'août, l'amiral Fourichon quitta Brest, pour bloquer la flotte prussienne.

Ces deux flottes étaient incapables d'agir sérieusement : elles manquaient de troupes de débarquement, et le trop fort tirant d'eau des bâtiments les empêchait d'approcher des côtes. On n'avait pas d'ailleurs tardé à savoir que tous les ports allemands étaient défendus par des batteries de canons Krupp, supérieurs comme portée et calibre à nos pièces de marine. De là, la nécessité d'attendre des navires plus légers et les troupes expédiées de France. La nouvelle de Reichshoffen arrêta l'armement, et le ministre de la marine n'eut plus d'autre préoccupation que de faire venir de nos grands ports militaires les marins et le matériel qui avaient été rassemblés en vue d'un débarquement.

Privés d'un concours indispensable, nos bâtiments ne purent rien faire, et leur rôle se réduisit à des croisières et à des blocus presque inutiles.

Nous avons dit que le général Trochu avait été appelé au commandement du 12e corps d'armée. Le 17 août, l'empereur nomma le général gouverneur de Paris. La déposition du maréchal de Mac-Mahon fait connaître à ce sujet des détails qu'il n'est pas inutile de reproduire :

« Le 17 août, vers huit heures, dit le maréchal de Mac-Mahon, je fus appelé par l'empereur. Je le trouvai devant le pavillon impérial. Dans ce moment, il causait avec le prince Napoléon et le général Trochu. Près d'eux se trouvaient le général Schmitz et le colonel Berthaut.

« Le prince Napoléon exprimait à l'empereur ses inquiétudes sur un mouvement révolutionnaire qu'il croyait près d'éclater à Paris. Il dit à l'empereur, que, selon lui, il n'y avait que le général Trochu qui, par ses antécédents, fût en mesure d'arrêter ce mouvement, et qu'il devait être nommé gouverneur de Paris.

« Le général Trochu paraissait partager l'opinion du prince. Il exposa à l'empereur qu'il avait eu tort de ne pas avoir en lui confiance entière. Il l'assura de son dévouement, lui promettant que s'il était envoyé à Paris comme gouverneur, il agirait de manière à lui en donner des preuves certaines.

« L'empereur, qui parut étonné de cette proposition, ne répondit pas d'abord. Sous un prétexte que je ne me rappelle pas, il rentra dans son cabinet, en me faisant signe de l'y

suivre. Là, il me demanda si je connaissais le général Trochu, s'il pouvait avoir en lui confiance entière. Je lui répondis que je connaissais le général depuis de longues années, que c'était un homme d'honneur, un homme de cœur, et qu'il pouvait compter entièrement sur l'engagement qu'il prenait, c'était ma conviction intime. »

Voici maintenant quelle était la composition de l'armée de Châlons sous le commandement du maréchal de Mac-Mahon. Le premier corps (général Ducrot), était fort des quatre divisions d'infanterie qui avaient combattu à Wissembourg et à Wœrth, et auxquelles on avait adjoint deux régiments de marche et un bataillon de francs-tireurs de Paris. La division de cavalerie comprenait trois brigades :

Le 5e corps sous les ordres du général de Failly, était organisé comme au début de la guerre, sauf la brigade Lapasset.

Le 7e corps avait de même conservé sa formation ancienne, (la brigade de cavalerie Jolivet du Coulombier resta à Lyon).

Le 12e corps, commandé d'abord par le général Trochu, puis par le général Lebrun, était formé d'un bataillon de marche de chasseurs, de 7 régiments de ligne, de deux régiments de marche, de 4 régiments d'infanterie de marine, et d'une division de cavalerie.

A ces forces, s'ajoutaient deux divisions de cavalerie de réserve.

En totalité l'armée de Châlons comprenait : 166 bataillons d'infanterie, 99 escadrons, 64 batteries, représentant un effectif de 125 à 135,000 hommes.

Le 13e corps, qui était réuni à la hâte sous les ordres du général Vinoy, n'avait que deux anciens régiments d'infanterie, les 35e et 42e qui arrivaient de Civita-Vecchia : il était presque exclusivement formé de régiments de marche.

Un 14e corps était également projeté, sous les ordres du général Renault, mais il ne s'organisait que plus lentement.

L'armée de Châlons n'avait plus la force et la discipline des troupes qui avaient si vaillamment soutenu à Wissembourg et à Wœrth, une lutte disproportionnée. Cette longue et pénible retraite avait amoindri l'autorité des chefs : avec les nouveaux soldats qu'il avait fallu appeler en grand nombre, pour combler les vides causés par le feu de l'ennemi, le désordre s'était glissé dans les rangs. L'artillerie était notoirement insuffisante, puisqu'elle ne donnait guère plus de deux pièces par mille hommes au lieu de quatre, proportion reconnue nécessaire pour de jeunes troupes. Les services administratifs enfin n'existaient pas, et ce devait être là une des causes qui amenèrent à sa perte cette dernière armée de la France.

CHAPITRE X

Le maréchal Bazaine est nommé commandant en chef de l'armée. — Insuffisance des préparatifs de retraite : ponts, routes. — La ville de Metz : ses ouvrages. — La question des vivres.

I

Si l'émotion produite par les défaites successives de Wissembourg, de Forbach et de Spicheren, était grande à Paris; elle n'était pas moindre dans l'armée. On accusait hautement l'imprévoyance et l'impéritie du maréchal Le Bœuf. A Paris, ce n'était que par des récits plus ou moins exacts, que l'on était informé de ce qui se passait à la frontière; mais à Metz, non-seulement les soldats étaient bien placés pour tout voir, mais ils étaient encore les victimes de ces irrésolutions qui marquèrent si fatalement le début de la campagne.

Les opérations n'étaient commencées que depuis quelques jours, et déjà chacun avait porté son jugement sur le major général. Ce n'étaient pas seulement les batailles perdues, mais les marches inutiles, les journées passées sans distributions de vivres que l'on reprochait au maréchal Le Bœuf. La discipline empêchait, sans doute, ces plaintes de se formuler hautement : malgré cela, le mécontentement était si visible, qu'au lendemain même de Forbach, le 7 août, le maréchal donna sa démission de ministre de la guerre et de major général : la première seule fut acceptée. A ce moment déjà, l'empereur comprenait que ce n'était pas seulement le major général que l'opinion publique voulait voir déplacer, mais encore le souverain que beaucoup, dans l'armée même, considéraient comme un obstacle. On savait, en effet, que jusqu'à ce jour Napoléon III avait exercé un commandement très-réel, et que plus d'une fois ses dépêches était venues entraver l'action des chefs de corps.

La pénible retraite effectuée sur la Nied, ne fit qu'augmenter le mécontentement; aussi le 12, le maréchal Bazaine fut-il nommé commandant en chef de l'armée. Il faut remarquer la différence entre les deux titres : le maréchal Le Bœuf était major général, c'est-à-dire placé sous les ordres de l'empereur, obligé d'écouter ses conseils, de suivre ses inspirations bonnes ou mauvaises; le maréchal Bazaine est commandant en chef, il a toute la responsabilité, mais aussi toute la liberté d'action si nécessaire à un général d'armée. Et, pour que cette situation fût mieux tranchée encore, le ministre de la guerre, général de Palikao, en informant le Corps législatif de cette nomination, ajoutait que l'empereur n'exerçait plus le commandement.

Le 12, à quatre heures de l'après-midi, le maréchal Bazaine fut officiellement prévenu

de sa nomination : il apprit, en même temps, que l'empereur avait désigné comme chef d'état-major, le général Jarras. Ce choix eut de funestes résultats. Le général Jarras était-il à la hauteur de la difficile mission qui lui était confiée? c'est ce que l'on ne peut apprécier ; en tous cas, le maréchal Bazaine ne dissimula pas le mécontentement que lui causait cette décision. Il estimait que des fonctions aussi délicates, exigeant une entente de tous les instants, ne pouvaient être confiées que sur l'avis de celui qui était le premier intéressé à la question. De là, une froideur de relations qui s'est accusée dans trop de circonstances, jusque dans l'enceinte même du conseil de guerre, pour qu'il soit possible de la révoquer en doute. Le maréchal Bazaine devait se montrer d'autant plus affecté du choix imposé par Napoléon III, qu'il avait auprès de lui un homme, dans le jugement duquel il avait la plus entière confiance. Esprit droit, estimé de toute l'armée, le général Manèque exerçait sur l'esprit naturellement indécis et vacillant du maréchal, une réelle influence qui eût sans doute empêché de funestes et coupables intrigues.

En recevant le commandement des mains de l'empereur, le maréchal Bazaine fut averti que sa mission consistait à passer la Moselle sans retard, pour se replier sur les plaines de la Champagne : « C'était là un ordre *impératif.* » Par deux fois, le maréchal emploie ce mot dans son livre *l'Armée du Rhin*, et dans sa déposition devant la commission d'enquête législative. L'expression est bien claire, elle ne permet ni hésitation ni interprétations de la part du chef qui a accepté le commandement, il est tenu d'exécuter le projet arrêté, de ne pas lui subsistuer un autre plan : c'est un mandat impératif enfin. On ne s'explique donc pas que le maréchal soit revenu, plus tard, sur cette indication si précise, et ait pu dire : « Il avait été bien convenu que si je trouvais une résistance trop forte, je reculerais vers Metz et que je manœuvrerais en conséquence. L'empereur ne m'avait nullement donné l'ordre de passer coûte que coûte. » Nous n'avons pas à insister sur cette contradiction, qu'il était nécessaire d'indiquer.

Averti le 12 au soir de sa nomination, le maréchal ne songea même pas à se rapproc[illegible]he de l'état-major général. Il était au château de Borny où il avait établi son quartier, et [illegible] n'est que dans la journée du 13, que le nouveau commandant en chef jugea à pro[illegible] de venir à Metz. Et, cependant, les heures étaient précieuses : le 14 au matin, allait co[illegible] mencer l'exécution de ce projet dont le maréchal avait accepté toute la responsabilité [illegible] était indispensable de connaître les mesures prises, de donner des ordres, de tout arrê[illegible] enfin. De Borny à Metz, il n'existait qu'un télégraphe militaire placé au ras du sol, qui, sans cesse détruit par les soldats, ne fonctionnait pas.

Pour expliquer cet isolement qui, nous le montrerons plus loin, allait avoir des con[illegible] quences si funestes, on a dit, il est vrai, qu'à ce moment même, le maréchal Bazai[illegible] pensait à prendre l'offensive contre la première armée allemande qui lui faisait face, à la rejeter au delà de la Nied, de façon à pouvoir diriger, sans trop de risques, la retrai[illegible] de l'armée française sur Verdun. Mais, pour la réalisation même de ce plan, que l'empere[illegible] d'ailleurs n'accepta pas, n'était-il pas nécessaire de se rapprocher du centre où venaie[illegible]t aboutir tous les renseignements, toutes les informations militaires?

Le 13, vers midi, le maréchal Bazaine vint à Metz ; dans moins de vingt-quatre heures le mouvement des troupes allait commencer, et cependant, à ce moment encore, le maréchal ne se montra pas désireux de savoir quelles mesures avaient été prises. Il vit son chef d'état-major, le général Jarras, et se borna à lui dire qu'il n'avait pas d'ordre à lui donner.

Une opération comme celle du passage de la Moselle et de la Seille, ne s'improvise pas : il faut des études préparatoires, et le premier devoir du chef qui doit conduire les soldats est évidemment de se tenir au courant de tout ce qui a été fait antérieurement à sa nomination, de façon à pouvoir rectifier les erreurs commises.

En fait, nulle transmission régulière du service n'eut lieu, pas plus le 13 que le 12 août : « Je ne crois pas, dit dans une de ses dépositions le maréchal Le Bœuf, que le maréchal Bazaine ait été informé en détail des opérations commencées : il les a connues par l'empereur. » Ces renseignements devaient évidemment être insuffisants; l'empereur ne pouvait être instruit de tous les préparatifs, ni entrer dans les moindres détails; il connaissait le but à atteindre, mais l'étude des voies et moyens lui échappait.



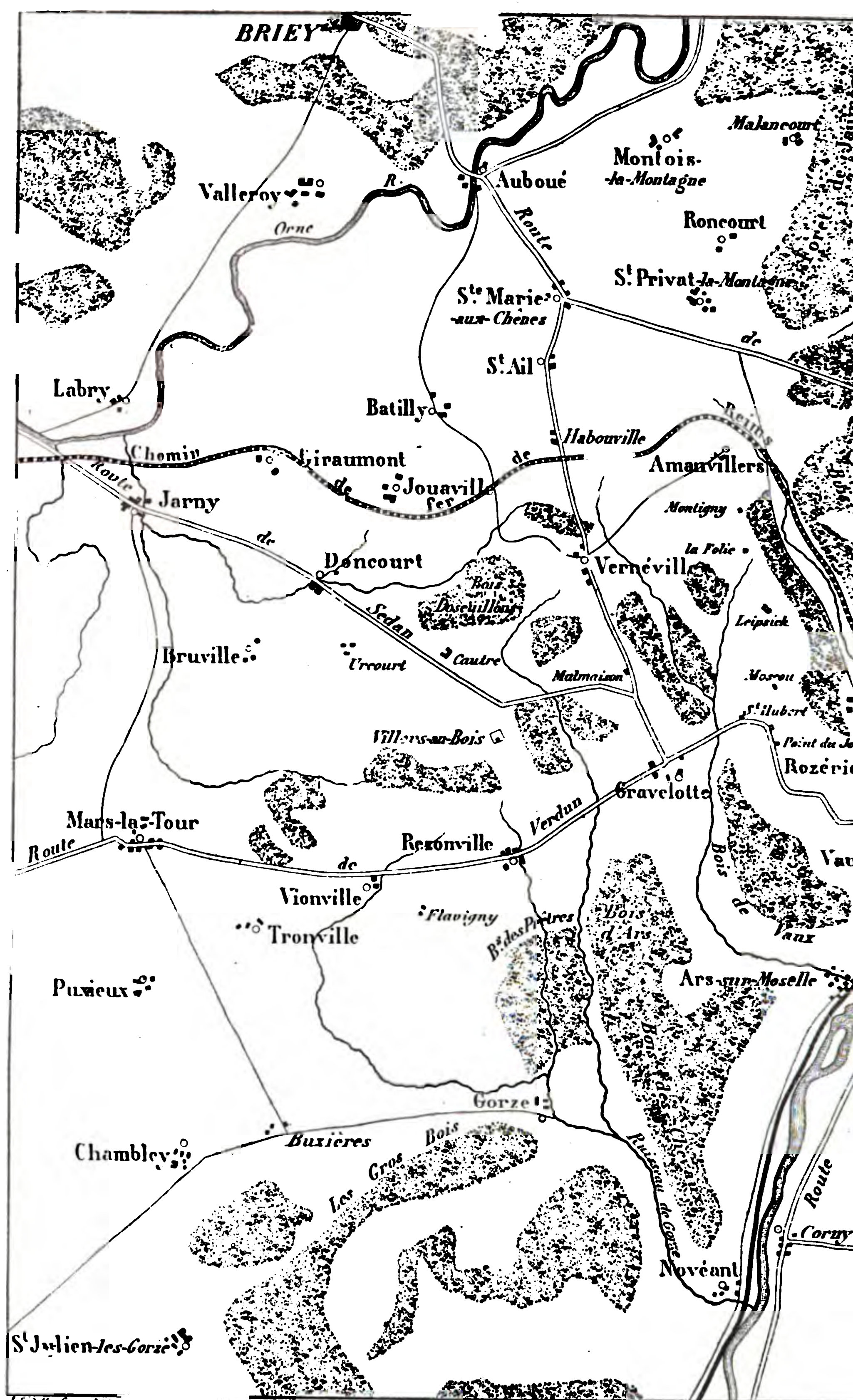
PONT DE BATEAUX SUR LA MOSELLE.

Il faut le dire, d'ailleurs, si le maréchal Bazaine eut le tort grave de ne pas se rendre un compte exact de l'étendue de ses devoirs, il ne lui eût pas été d'une bien grande utilité d'étudier au grand état-major les mesures adoptées.

Quelque triste que soit ce sujet, il est cependant nécessaire de dire quelques mots du grand état-major général rassemblé autour de l'empereur et du major général. Le commandement appartenait à tout le monde : l'empereur, le maréchal Le Bœuf, les deux aides-major généraux Lebrun et Jarras, chacun donnait des ordres, envoyait, ou recevait des dépêches, et jugeait inutile de les communiquer.

Pour ne citer que deux exemples, lorsque le général Margueritte télégraphia de Pont-à-Mousson à Metz, pour avertir de la présence des Prussiens, et demander s'il ne convenait pas de détruire ce pont, par lequel l'ennemi pouvait opérer son passage et venir attaquer l'armée en retraite, la dépêche parvint au maréchal Le Bœuf, qui ne prévint pas son état-

METZ


BRIEY
Valleroy
Orne
Auboué
Montois-la-Montagne
Malancourt
Roncourt
St. Privat-la-Montagne
Ste. Marie-aux-Chenes
St. Ail
Labry
Batilly
Habonville
Amanvillers
Chemin de fer
Giraumont
Jouaville
Route de Sedan
Jarny
Doncourt
Montigny
la Folie
Verneville
Leipsick
Bruville
Urcourt
Cautre
Malmaison
Moscou
St. Hubert
Villers-au-Bois
Point du Jour
Rozérieulles
Gravelotte
Mars-la-Tour
Route de Verdun
Rezonville
Vionville
Flavigny
Tronville
Bois de Vaux
Bois d'Ars
Ars-sur-Moselle
Puxieux
Gorze
Buxières
Chambley
Les Gros Bois
Ruisseau de Gorze
Route
Corny
Novéant
St. Julien-les-Gorze
J. Sédille, Grav. Lith.

VIR ONS



Luxembourg
Thionville
Moselle
Ennery
Bettlainville
B. de la Forge
Forêt de Villers
Chailly
Bouzonville
Vigy
Bois de Vigy
Gondreville
Argancy
Olgy
Malroy
Bois de Failly
Charly
Ladonchamps
Chieulles
Failly
Hayes
Bois de Chenby
Bois de Hayes
Vany
Ste Barbe
Poixe
Servigny
Sarrelouis
les Etangs
Fort St Julien
Glattigny
Mey
Noüilly
Retonfey
Vantoux
Noisseville
Vallières
Bellecroix
Route
Montoy
Flanville
Sarrebruck
METZ
Borny
Colombey
Coincy
Ogy
Marsilly
Colligny
Ft de Queuleu
St Privat
Chemin de fer
Mercy-le-Haut
Magny
Peltre
Jury
Nied
Frontigny
Dieuze
Pouilly
Route de Nancy
Mécleuves
Strasbourg
Sarrebruck
GILLOT

6 Kil.

major. Il en fut de même pour les renseignements relatifs à la marche des corps Mac-Mahon et de Failly. De là, des erreurs forcées, des contradictions fatales, un désordre inouï : la responsabilité, étant diffuse, n'était nulle part. Le grand état-major était composé d'officiers intelligents, dévoués, souvent remarquables, qui étaient les premiers à gémir de la condition qui leur était faite ; ils avaient pour mission de tout préparer, d'étudier les projets, de transmettre les ordres, et ils en étaient réduits, cependant, à ne rien faire. C'était là, après tout, la conduite la plus sage ; de cette façon, du moins, on avait la certitude de ne pas aller à l'encontre de projets tenus secrets.

Trois points surtout doivent fixer notre attention dans cette étude sur la *préparation* de la retraite de l'armée française : 1° les ponts construits pour le passage de la Moselle et de la Seille ; 2° les mesures prises pour la destruction des ponts qui pouvaient servir à l'ennemi ; 3° enfin, le choix des routes qui devaient assurer l'écoulement rapide de l'armée française.

Le 8 août, sans même consulter l'état-major général, l'Empereur donna directement l'ordre au général Coffinières, qui commandait en chef le génie de l'armée, de construire le plus de ponts possible, afin que le passage de l'armée pût s'opérer rapidement. Quant aux emplacements, ils ne furent même pas indiqués. Le général Coffinières établit trois ponts en face des chemins qui conduisent de la gorge de Queuleu sur la Seille. Trois autres ponts furent jetés sur le *bras mort* de la Moselle. Six autres ponts furent encore construits en amont de Metz, trois sur le bras navigable, trois pour traverser l'île Saulcy. En aval, les débouchés sur la rivière étant plus rares, les ponts furent moins nombreux. Le général Coffinières en fit placer en face de la route départementale qui borde la rive droite de la Moselle ; il en fut jeté également trois pour traverser l'île Chambière. Pour activer le travail, tous les moyens d'action furent réunis : on fit appel aux ingénieurs civils, aux officiers du génie, aux inspecteurs de la navigation, et, en moins de quatre jours, un kilomètre de ponts de toute nature, ponts de bateaux, ponts de chevalets, ponts de radeaux, assura le passage de l'armée. Le 12, tout était donc terminé. Malheureusement, il survint alors un accident que le génie n'avait pu prévoir, car la Moselle était en ce moment très-basse : les ponts furent enlevés par une crue excessive de la rivière. Fait à peine croyable, et que nous apprend l'un des officiers employé à la construction des ponts, le lieutenant-colonel du génie de Villenoisy, l'ingénieur en chef du département, avait prévenu le quartier impérial que des crues subites et très-importantes étaient possibles ; mais cet avis n'avait pas été transmis au général Coffinières. Il fut cependant possible de sauver les ponts ; mais quelques heures après, ils furent emportés par suite de la nouvelle accumulation d'eau, provenant de la rupture du bief du canal de la Marne au Rhin. On eut alors recours aux pontonniers, et le 13, dans l'après-midi, suivant le colonel de Villenoisy, le 14 au matin, d'après le général Coffinières, le mal fut réparé ; dans la journée du 13, le commandant en chef du génie se rendit au château de Borny, auprès du maréchal Bazaine, pour l'informer que le passage pourrait s'effectuer le 14 au matin.

Une autre préoccupation se présentait, non moins grave, à l'attention de l'état-major général : la destruction des ponts par lesquels l'armée du prince Frédéric-Charles, qui se trouvait concentrée le long de la Moselle, pouvait traverser à son tour la rivière, pour venir attaquer de flanc l'armée française, en train d'opérer sa retraite. Malheureusement, ainsi que nous l'avons dit, l'état-major général était tenu en dehors de toutes ces mesures, et l'on ne tint aucun compte des observations si rationnelles transmises de Pont-à-Mousson par le

général Margueritte. Il suffit de jeter les yeux sur la déposition du général Coffinières de Nordeck pour reconnaître que le commandant en chef du génie de l'armée de Metz n'avait pas à cet égard des instructions plus précises que celles du grand état-major général : « En amont de Metz, dit-il, il y avait quatre ponts : celui de Longeville, celui d'Ars, et enfin celui de Novéant. Peut-être y en avait-il encore un à Corny, mais je n'en suis pas bien sûr. » Ce point d'interrogation provenant du commandant en chef du génie de l'armée pourra sembler naïf.

Jusqu'au jour où le projet de retraite fut définitivement adopté sur Châlons, on peut comprendre que l'on n'ait pas pensé à détruire les ponts en amont. Au milieu des fluctuations de ces derniers jours, on avait songé, en effet, non-seulement à prendre l'offensive sur la Nied, mais encore à se jeter sur le prince Frédéric-Charles; tous les plans, toutes les combinaisons étaient en effet successivement adoptés et repoussés dans cette période d'affolement; mais à partir du 13 août, il n'y avait plus place pour le doute ou l'hésitation. L'armée française allait opérer sa retraite, et les ponts qui, quelques jours auparavant, devaient être conservés, ne pouvaient plus, à ce moment, que servir les projets de l'ennemi, et lui fournir les moyens de nous attaquer. On ne peut donc vraiment accueillir l'explication, au moins étrange du maréchal Le Bœuf qui, après avoir reconnu que la non-destruction du pont de Pont-à-Mousson lui est imputable, ajoute comme raison de sa conservation : « Il y avait peut-être intérêt à ce que l'ennemi pénétrât plus avant au cœur du pays, pour pouvoir se jeter plus facilement au milieu de ses communications. »

Personne ne donna l'ordre de détruire les ponts; des dispositifs de mines avaient été ménagés dans les ponts de Magny et de Marly sur la Seille, dans les deux ponts d'Ars et dans celui de Pont-à-Mousson, mais un seul de ces dispositifs, celui du pont barrage d'Ars, avait été chargé; enfin le pont suspendu de Novéant pouvait être détruit en quelques minutes. Le 13, les coureurs prussiens arrivèrent à Corny; les habitants de Novéant et d'Ars s'empressèrent d'adresser à Metz des dépêches, pour prévenir que l'ennemi avançait. Plusieurs citoyens demandèrent s'il ne serait pas utile de faire sauter les ponts, par lesquels il était visible que les Allemands allaient effectuer leur passage. A Ars même, un officier du génie, qui avait été envoyé pour disposer et charger les fourneaux de mines, demanda d'urgence un ordre sans lequel il ne pouvait agir. Il ne lui fut pas répondu. Quant aux habitants de Novéant, on se borna à les remercier, non sans quelques railleries, de leurs bons avis. Qui avait reçu ces dépêches, c'est ce qu'il a été impossible de constater. L'absence du commandant en chef de l'armée ne fut peut-être pas étrangère au peu d'attention que l'on prêta à d'aussi utiles renseignements. Dans les journées du 15 et du 16, en effet, les Prussiens utilisèrent ces ponts que l'on avait si malencontreusement laissé subsister, et c'est à ce fait, jugé sans importance à Metz, qu'est due, au moins pour une bonne part, la bataille du 16, qui empêcha l'armée française de continuer sa retraite. « Il n'existait, écrit à ce sujet le capitaine du génie prussien Gœtze, qui a publié un travail officiel sur *les opérations du corps du génie allemand pendant la guerre,* il n'existait que quatre ponts pouvant servir à l'armée (prussienne), savoir : le pont suspendu de Corny et les ponts en pierre de Pont-à-Mousson, Dieulouard et Marbache; ces ponts, laissés intacts par l'ennemi, n'étaient ni défendus ni même surveillés, et ils nous furent de la plus grande utilité. *Il est hors de doute que le pont de Pont-à-Mousson, et surtout le pont suspendu de Corny, dont la destruction n'eût demandé que peu de temps, nous ont rendu de très-grands services,*

et que nous devons en partie à leur conservation le succès de la journée au 16 août.»

Il reste à dire quelques mots des routes.

La place de Metz présente de grands avantages au point de vue des débouchés du côté d l'Est, quatre routes, en dehors des voies de grande communication et des chemins bie ent. etenus, permettaient aux troupes destinées à prendre l'offensive de se diriger rapidemer vers la frontière; mais du côté de l'ouest, la situation est moins favorable. En outre, l pentes excessives jusqu'aux plateaux, rendent le trajet particulièrement difficile pénible pour le soldat.

La route la plus importante passe par Moulins-lès-Metz, gravit une côte très escarpée pénètre dans la vallée de la Mance et atteint Gravelotte, où elle se divise en deux tronçor qui aboutissent tous deux à Verdun, le premier par Rézonville et Mars-la-Tour, le secon par Doncourt, Jarny et Étain. De Moulins au plateau, la pente est très-rapide, la différenc d'altitude est de près de 140 mètres. Il y avait une difficulté réelle à faire arriver Gravelotte, point de bifurcation, 120,000 hommes passant par une route unique avec le convois et les bagages. La nécessité s'imposait donc de rechercher si l'on ne pouvait utilise des routes, ou même des chemins moins directs sans doute, mais qui, en diminuant l'encom brement, permettraient cependant d'accélérer le mouvement. Entre le Saint-Quentin e Plappeville, il existe deux chemins : l'un passant par le col de Lessy, Châtel Saint-Germai et Amanvillers, l'autre par Lorry et la ferme Saint-Vincent. Enfin, plus au nord encore, s trouve la belle route de Briey à Longuyon par Woippy, Saulny, Saint-Privat la Montagne e Sainte-Marie-aux-Chênes. Une attaque des Prussiens n'étant possible que dans la direction d la Moselle, il était indiqué de faire prendre les routes les plus exposées aux troupes prêtes être engagées, et d'acheminer les convois, les bagages, les impedimenta de toute nature enfi par les chemins qui s'élèvent vers le nord. Une fois les plateaux atteints entre Sainte-Marie aux-Chênes, Amanvillers, Vernéville, il était facile de rabattre entre Doncourt et la Mal maison, sur la route qui conduit à Verdun, si l'on ne préférait utiliser plus loin encore la route de Briey-Longuyon jusqu'à Landres ou même Spincourt, pour incliner ensuite ver Verdun. Le maréchal Bazaine se montrait, il est vrai, très-préoccupé d'un mouvement de Prussiens dans la direction du nord. Il craignait que l'ennemi (1re armée allemande) ne songeât à passer entre Metz et Thionville, pour rabattre ensuite sur la route de Briey. Mai cette crainte ne devait pas se réaliser; Briey ne fut pas occupé avant le 18. Des reconnaissances envoyées vers le nord auraient prouvé qu'il n'y avait rien à redouter de ce côté. Rier ne fut fait, aucune mesure ne fut prise, aucun ordre ne fut donné au grand état-major pou étudier les voies de communication; on négligea même absolument de faire reconnaître l'état des routes. Ce n'est que par hasard que, vers le 8 août, les deux aides-majors géné raux de l'armée du Rhin, Lebrun et Jarras, firent venir de la préfecture le plan détaillé du département, et se préoccupèrent des routes. Quant à envoyer sur le terrain même quelque officiers, nul n'y songea.

Le 13 août, de son quartier général de Borny, le maréchal Bazaine donna des ordre pour la marche des différents corps qui devaient tous employer l'unique route de Metz à Gravelotte, pour prendre ensuite les deux directions de Mars-la-Tour et d'Étain; les bagage devaient être réduits au strict nécessaire; les transports auxiliaires d'administration tou jours maintenus au moins à une demi-journée en arrière des corps d'armée, de façon à éviter l'encombrement, et à permettre aux troupes de prendre leurs positions de combat en

cas d'attaque de l'ennemi. Le maréchal recommandait expressément que chaque régiment d'infanterie, même en colonnes de route, fût suivi de ses caissons de munitions; enfin les hommes devaient emporter quatre jours de vivres. Nous aurons bientôt à constater toute l'insuffisance des précautions prises.

Le départ de Metz devait commencer le 14 au point du jour, mais les premières troupes ne purent s'ébranler qu'à onze heures. Vers deux heures, l'empereur et son escorte se dirigèrent vers Moulins, au moment même où l'on affichait sur les murs de la ville la proclamation suivante : « En vous quittant pour combattre l'ennemi, je confie à votre patriotisme la défense de votre grande cité. Vous ne permettrez pas que l'étranger s'empare de ce boulevard de la France, et vous rivaliserez de dévouement et de courage avec l'armée. Je conserverai le souvenir reconnaissant de l'accueil que j'ai trouvé dans vos murs, et j'espère que, dans des temps plus heureux, je pourrai venir vous remercier de votre noble conduite. »



LE VILLAGE DE BORNY PENDANT L'ACTION.

L'accueil dont l'empereur remerciait les Messins n'avait pas été enthousiaste; pas une de ces manifestations si chères aux souverains ne s'était produite; le Lorrain, fort peu expansif de sa nature, réservait ses acclamations pour le lendemain de la victoire. Mais si l'entrée dans Metz avait été triste, le départ fut lugubre; les habitants se considéraient comme abandonnés par l'armée, et cette perspective d'un siége que faisait entrevoir la proclamation de l'empereur, était d'autant moins faite pour rassurer les esprits que chacun avait pu constater à quel point les préparatifs avaient été négligés.

II

A 3,000 mètres de Metz, près de Montigny, la Moselle se divise en deux bras qui se rejoignent en aval de la ville et de l'île Chambière; l'un est dit de la vieille Moselle (*Bras-*

21

mort), l'autre, le bras principal, reçoit la Seille. Trois îles sont formées par des bras moins importants. Une faible portion de la ville de Metz se trouve sur l'île Chambière, tandis que la partie principale est sur la rive droite du bras nord-est de la Moselle. La largeur de la rivière varie entre 150 et 200 mètres, sa profondeur est peu considérable, mais les crues sont fréquentes, et atteignent quelquefois une hauteur de plus de trois mètres au-dessus du niveau moyen. Quand les eaux sont basses, il existe de nombreux gués, notamment à Montigny, à Argancy, à Château-Maucourt et à Uckange. La Seille, beaucoup plus profonde que la Moselle, n'a guère qu'une largeur de 30 mètres environ; un des bras de la rivière passe dans le fossé du corps de la place. Trois chemins de fer partent de la ville ou la traversent; ce sont : ceux de Nancy, de Sarrebrück et de Luxembourg; ce dernier se relie à Thionville avec le chemin de fer des Ardennes. Grâce à cette dernière voie, Metz demeura en communication avec Paris jusqu'au 18 août, après que le chemin de fer de Nancy eut été coupé par les Prussiens.

Au moment de la guerre, un nouveau chemin de fer était commencé entre Metz et Verdun, par Amanvillers, Conflans et Etain. Les travaux n'étaient malheureusement pas assez avancés, pour qu'il fût possible d'utiliser cette voie qui, si elle avait été en exploitation, aurait été d'un puissant secours dans le mouvement de retraite. Les routes, ainsi que nous l'avons dit précédemment, sont plus nombreuses à l'est qu'à l'ouest.

En amont de la ville, la vallée de la Moselle est rétrécie par des hauteurs qui s'étendent jusqu'à la rivière. Sur la rive gauche, le terrain est généralement plus élevé que sur la rive droite; les talus sont plus raides. Dans un rayon de 12 kilomètres à l'ouest de la place, des vallées très-encaissées divisent le terrain en une série de plateaux. Le plus rapproché de Metz, s'étend d'Amanvillers à Plappeville, entre le ravin de Châtel et celui de Saulny. A Moulins, l'altitude n'est que de 189 mètres, de 190 au nord du moulin de l'ancienne église; elle atteint jusqu'à 350 mètres au sud du plateau, au mont Saint-Quentin.

Plus au nord, le plateau de Saint-Privat-la-Montagne, compris entre la Moselle à l'est, et l'Orne au nord, a de nombreux contreforts qui dominent tout le pays : les plus élevés sont ceux de Malancourt (350 m.) et de Horimont (341 m.), sur lesquels, pendant l'investissement, les Prussiens établirent des observatoires pour être informés de tous les mouvements de l'armée française.

Enfin, les deux plateaux de Vernéville-Gravelotte et d'Amanvillers-Point-du-Jour; le premier entre le ruisseau de Gorze et la Mance, le second entre la vallée de la Mance et le vallon de Châtel.

De nombreux bois recouvrent une partie de ces quatre plateaux.

Sur la rive droite, la Seille divise le terrain en deux parties. La hauteur la plus importante est celle de Saint-Blaise (350 m.), dernier contrefort du plateau de Mousson. Sur la rive droite de la Seille, vallées et hauteurs se succèdent sans interruption : le terrain s'élève de plus en plus vers le nord.

En 1865, d'importants travaux furent entrepris pour remettre en état de défense les fortifications du corps de place. Du côté de la basse Moselle, la ville était protégée par un mur d'enceinte derrière lequel se trouvait un retranchement dont les fossés étaient inondés; l'enceinte continue avait la forme d'un pentagone; elle pouvait être considérée comme à l'abri d'une attaque de vive force. Devant le front est, se trouvait le fort Bellecroix, face à Saint-Julien et à Borny; le fort Moselle était à l'ouest, sur la rive gauche du bras nord-

ouest de la Moselle, vis-à-vis Woippy et Plappeville. Indépendamment de ces deux forts, il existait plusieurs ouvrages avancés qui se trouvaient au nord, à l'est et au sud, mais qui n'avaient qu'une importance très-secondaire.

Tel était l'état de la ville de Metz, au point de vue de la défense, lorsque les succès inattendus des Prussiens dans la guerre de 1866 décidèrent le maréchal Niel à entreprendre une série d'ouvrages nouveaux, de nature à rendre plus forte cette position de Metz, exposée à une attaque rapide de l'ennemi, dans le cas d'une défaite sur la frontière. Environnée de hauteurs, principalement sur la rive gauche, la ville, réduite à son enceinte et aux divers ouvrages qui la protégent à l'est et à l'ouest, mais qui sont attenants à la place, était condamnée à un bombardement. On décida donc de construire deux forts sur la rive droite, et deux sur la rive gauche. Il semblait indiqué de porter ces ouvrages à une distance assez grande de la ville, pour empêcher les projectiles ennemis de traverser l'enceinte, mais on recula sans doute devant les dépenses, et l'on se borna à choisir les contreforts les plus élevés autour de la place; trois d'entre eux, le Saint-Quentin, Queuleu et le Saint-Julien, ne sont qu'à 2500 m. de l'enceinte. Plappeville est à 3,500 mètres environ. Cette solution était d'autant plus regrettable que, par sa situation, Metz était appelé à jouer le rôle d'un camp retranché, et que, par suite du rapprochement des défenses, les troupes étaient exposées à être atteintes dans leur campement.

Deux autres forts devaient être également construits, l'un au nord, à Saint-Éloi, l'autre au sud, à Saint-Privat (qu'il importe de ne pas confondre avec Saint-Privat-la-Montagne, placé sur la route de Briey). Au printemps de 1870, ce dernier ouvrage avait été commencé, mais il n'était pas assez avancé pour pouvoir servir la défense.

Les forts de Plappeville et de Saint-Quentin, à l'ouest de Metz, sont taillés dans le roc; ils étaient tous deux à peu près terminés au moment de la déclaration de guerre; dès l'hiver de 1869 à 1870, les logements avaient été occupés par les troupes. En tout cas, le 14 août, ils étaient à l'abri d'une attaque que le terrain rendait d'ailleurs très-défavorable à l'ennemi, obligé de transporter son artillerie de siége sans l'aide d'un chemin de fer, en tournant le dos à son front stratégique; 75 pièces de canon étaient, dès le 10 août, en batterie à Plappeville, et jusqu'au 14, 20 pièces furent placées au Saint-Quentin. Le commandant d'artillerie Duchêne, et le chef de bataillon du génie Lecoispellier, à qui avait été confiée la défense des deux forts, ont déclaré qu'à la date du 15 août ils n'avaient rien à redouter d'une attaque de vive force.

Les forts de Queuleu et de Saint-Julien se trouvaient dans des conditions moins favorables : d'une part, les travaux étaient moins avancés, et de l'autre, les Allemands pouvaient disposer d'un chemin de fer pour amener leur matériel. Queuleu, le plus grand des forts autour de Metz, — le Saint-Quentin est le plus petit, — avait en batterie, à la date du 14 août, 79 pièces, et le Saint-Julien 27. Les deux officiers qui commandaient ces ouvrages, les colonels Merlin et Protche, n'hésitent pas à déclarer qu'une attaque de l'ennemi n'avait à ce moment aucune chance de succès, et que les pièces de campagne dont pouvaient disposer les Prussiens étaient absolument insuffisantes pour amener un résultat quelconque. Il est vrai que le capitaine allemand Goetze, dont nous avons précédemment reproduit quelques appréciations, estime que l'on pouvait tenter l'assaut du fort de Queuleu, et rapporte que les Prussiens y ont un instant songé; mais il est permis d'objecter que l'expérience a été tentée. Le 17 août, les Allemands ont canonné le fort de Queuleu avec leurs plus grosses

pièces de réserve, lui ont envoyé 800 à 1,000 obus, et le matériel et les constructions n'eurent aucunement à souffrir de ce bombardement, qui ne tua qu'un homme.

En résumé, la ville de Metz, comme ses forts avancés, était, le 14 août, en mesure de résister vigoureusement aux attaques qui pouvaient se produire. « Je ne crains pas de dire, dépose le lieutenant-colonel de Villenoisy, que, si une opinion contraire a été soutenue, c'est l'effet d'une pusillanimité qui n'est pas à la louange de son auteur. » L'arsenal de Metz renfermait 105,000 coups de canon, 400,000 kilogrammes de poudre et 7,000,000 de cartouches. En cas d'attaque sur l'un des points, il était toujours facile de faire transporter les munitions nécessaires pour suffire à tous les besoins du combat. La garnison comprenait 1,600 hommes du génie, 1,200 artilleurs, près de 3,000 hommes d'infanterie, sans compter les douaniers, la garde nationale mobile et la garde nationale sédentaire. Enfin, au moment du départ de l'armée, le maréchal Bazaine avait décidé que la division Lavaucoupet, du 2e corps, réduite à environ 8,000 hommes par la bataille de Forbach, où elle avait supporté le principal effort de l'ennemi, serait laissée dans la place comme garnison. L'ensemble total de ces troupes dépassait 16,000 hommes, chiffre bien suffisant pour permettre une énergique résistance. Nous verrons plus tard la place de Belfort, protégée par des ouvrages bien inférieurs, incapables de tenir à distance les pièces ennemies, qui envoyaient leurs projectiles au centre de la ville, défendue par des gardes mobiles qui n'avaient jamais vu le feu, lutter pendant soixante-treize jours, contre une armée assiégeante qui atteignait 60,000 hommes.

Mais le nombre des canons, l'importance des ouvrages, la force des troupes ne suffisent pas à faire les siéges héroïques. Il faut une volonté énergique, une résolution indomptable pour réveiller les courages, pour tirer parti de toutes les ressources, pour lutter, enfin, jusqu'à la dernière extrémité.

Le général Coffinières de Nordeck, auquel avait été confiée la défense de Metz, ne semblait pas avoir une confiance bien grande dans l'utilité de la résistance. Le jour même, en effet, où l'armée quitta la place, il conseilla au gouverneur de la succursale de la Banque d'enterrer toutes ses valeurs. « Avant quatre jours, lui dit-il, l'ennemi sera dans Metz. »

Avec de semblables pensées, il n'est guère nécessaire de faire de longs préparatifs. Aussi, la question des subsistances, l'une de celles qui, dans toute place assiégée, a le plus d'importance, semble-t-elle avoir médiocrement préoccupé le général Coffinières.

Dès le 7 août, le ministre de la guerre avait prescrit au commandant supérieur de la place de Metz de rassembler les approvisionnements, en vue de l'éventualité d'un siége. Aucun compte de cet ordre ne fut tenu. Tant que le chemin de fer ne fut pas coupé par l'ennemi, il fut possible d'amener dans la place les ressources qui faisaient défaut; mais on négligea complétement de faire rentrer dans la ville les immenses provisions accumulées dans l'arrondissement. Les chaleurs excessives de 1870 avaient hâté la maturité des récoltes. Les calculs les plus précis estiment ce qui pouvait se trouver dans l'arrondissement à 400,000 quintaux métriques de blé, et à 1,189,000 quintaux métriques de paille et de fourrages. Enfin, dans cette riche Lorraine, le bétail abondait. Les voitures et les chevaux étaient en quantité suffisante pour permettre de faire converger rapidement sur la place les vivres dont on allait avoir un si pressant besoin. Une double raison commandait d'ailleurs cette opération : on augmentait d'abord la force de résistance de la ville, on nuisait, en outre, à l'ennemi, qui n'avait pu encore organiser sérieusement ses lignes de ravitaillement, et en

était réduit à se nourrir sur place, au moyen de réquisitions. Jusqu'au 7 août, on conçoit que cette préoccupation de faire affluer toutes les ressources du pays vers la ville n'ait pas été très-vive. On se berçait encore de l'espoir de passer la frontière, et de porter la guerre sur le territoire allemand. Mais, à partir de Forbach et de Wœrth, les choses changèrent d'aspect : au milieu de l'incertitude et des irrésolutions du commandement, une préoccupation semblait indiquée. Quelque projet que l'on adoptât, que l'on demeurât à Metz ou que l'on poursuivît sa route sur Châlons, il était également nécessaire de ravitailler Metz avec la plus grande activité.

Il en fut malheureusement de cette question comme des autres; malgré l'ordre du ministre, malgré l'évidence des faits, on ne s'occupa pas plus des approvisionnements à réunir que des ponts à détruire, et des routes à étudier.



LE GÉNÉRAL DECAEN.

Deux faits d'une égale importance montreront jusqu'à quel point furent portées l'insouciance et la négligence. Le décret sur le service dans les places de guerre oblige le gouverneur de toute forteresse menacée par l'ennemi à se défaire des bouches inutiles, afin de ménager ses ressources. Non-seulement on ne tint pas compte de cette sage prescription, mais encore on autorisa l'entrée en ville des habitants des communes environnantes, en exigeant seulement qu'ils pussent justifier de quarante jours de vivres. N'y avait-il donc pas un danger sérieux à afficher ainsi dans les villages une déclaration officielle que l'ennemi allait pouvoir bientôt lire, et qui indiquait le moment précis où le gouverneur serait obligé de signer une capitulation. Le nombre des personnes qui profitèrent de l'autorisation du gouverneur fut bientôt si considérable, que, le 12 août, le général Coffinières se décida à revenir sur sa résolution, et à interdire l'entrée de la place. Mais il était trop tard : le chiffre de la population de Metz avait monté de 50 à 70,000 habitants.

La préoccupation d'augmenter les approvisionnements existait si peu, qu'aux portes de

la ville de Metz, on ne songea même pas à supprimer l'octroi. Fuyant devant l'ennemi, les populations des villages voisins de la frontière poussaient devant eux leurs troupeaux. Ce mot terrible : *invasion,* les souvenirs tant de fois rappelés de 1815, faisaient le vide devant l'ennemi. On savait bien d'avance quels étaient les procédés des Allemands, et la terreur qu'ils inspiraient était si vive, qu'il n'eût, pour ainsi dire, pas été nécessaire d'aller chercher dans les communes environnantes les ressources qu'elles renfermaient. Tous dirigeaient leurs bestiaux, leurs voitures lourdement chargées vers cette grande place capable d'arrêter l'étranger, et aux portes de laquelle il eût suffi, pour interdire l'entrée dans la ville, d'envoyer des agents chargés d'estimer et d'acheter les vivres de toute nature. Entre la certitude de vendre ce que l'on possédait, et la crainte d'être, sans grand espoir de remboursement, dépouillé par l'ennemi, l'hésitation n'eût sans doute pas été longue. Dans les journées des 14, 16 et 18 août, notamment, alors que le bruit du canon de Borny, de Rézonville et de Saint-Privat annonçait la présence des Allemands, le Ban Saint-Martin et les autres abords de la ville étaient remplis d'approvisionnements amenés de tous côtés; mais la plupart des cultivateurs durent retourner chez eux, n'ayant pu, faute d'argent, faire pénétrer dans la ville ces précieuses ressources qui devaient, quelques jours plus tard, tomber dans les mains de l'ennemi.

En résumé, la ville de Metz possédait, le 14 août, en dehors des approvisionnements des particuliers, que l'on ne pouvait apprécier, et qui se trouvèrent fort heureusement assez considérables, environ 18,000 quintaux de blé qui pouvaient représenter soixante jours de vivres. Le sel manquait absolument.

CHAPITRE XI

Bataille de Borny. — Tentative des Prussiens sur Thionville. — Mouvement des troupes françaises dans les journées des 14 et 15 août.

I

Le 14 août, vers trois heures de l'après-midi, il ne restait plus sur la rive droite, en avant des forts Saint-Julien et Queuleu, que le 3e corps, commandé par le général Decaen, la garde et la division Grenier, du 4e corps, retardés dans leur mouvement de retraite par l'insuffisance des préparatifs, lorsqu'une colonne ennemie se jeta sur nos troupes.

Nous avons dit que la 1re armée allemande avait pris position parallèlement aux Français. La journée du 13 amena quelques engagements entre les avant-postes : à Ars-Laquenexy notamment, une reconnaissance prussienne fut vigoureusement repoussée.

Le 1er corps (général Manteuffel) était établi entre les routes de Sarrebrück et de Sarrelouis, l'extrême droite, couverte par la 3e division de cavalerie, à Avancy, se reliant avec la 2e division d'infanterie. Le 7e corps formait la gauche allemande ; la 14e division se trouvait entre Domangeville et Courcelles ; la 13e occupait au centre Pange, et, plus en arrière, Bazoncourt ; le 8e corps en arrière du 1er et du 7e, formait la réserve générale de la 1re armée, sa 15e division à Bionville et la 16e à Varize. Le général de brigade allemand de Goltz formait l'extrême avant-garde avec une brigade de la 13e division. Le général Steinmetz avait son quartier-général à Varize. Il avait prescrit aux divers commandants de corps d'armée placés sous ses ordres de ne pas prendre l'offensive, mais de se tenir prêts à contenir une attaque des Français, qui ne semblait pas improbable. Dans le cas où cette hypothèse d'un retour offensif viendrait à se produire, le 1er et le 7e corps, soutenus par le 8e, devaient attendre l'attaque sur la rive gauche de la Nied, la droite appuyée à Glatigny à la route de Sarrelouis, la gauche sur la route de Dieuze à Laquenexy, le centre à Colligny. Enfin, afin de tout prévoir, le général Steinmetz avait décidé que, dans le cas où les Français passeraient sur la rive gauche de la Moselle, la 1re armée allemande aurait à suivre ce mouvement, en laissant seulement une division sur la rive droite.

Telle était la situation le 14, lorsque le général de Goltz, qui commandait l'avant-garde du 7e corps, fut averti, par sa cavalerie, que les Français évacuaient les camps sous Metz et semblaient se diriger vers l'ouest.

Peut-être avait-il déjà connaissance de ce mouvement dès la veille. « Le 13 août au soir,

écrit en effet l'auteur de *Metz, Campagnes et Négociations,* au moment où les ordres de la retraite sur Verdun venaient d'être donnés, on aperçut distinctement trois fusées partant des pentes du Saint-Quentin. Les témoins de ce fait ne purent s'empêcher de s'écrier : « Nous sommes trahis ; notre mouvement de demain est annoncé aux Prussiens. »

Le général de Goltz, renouvelant alors la tactique du général Kameke à Spicheren, engage l'action du côté de Colombey.

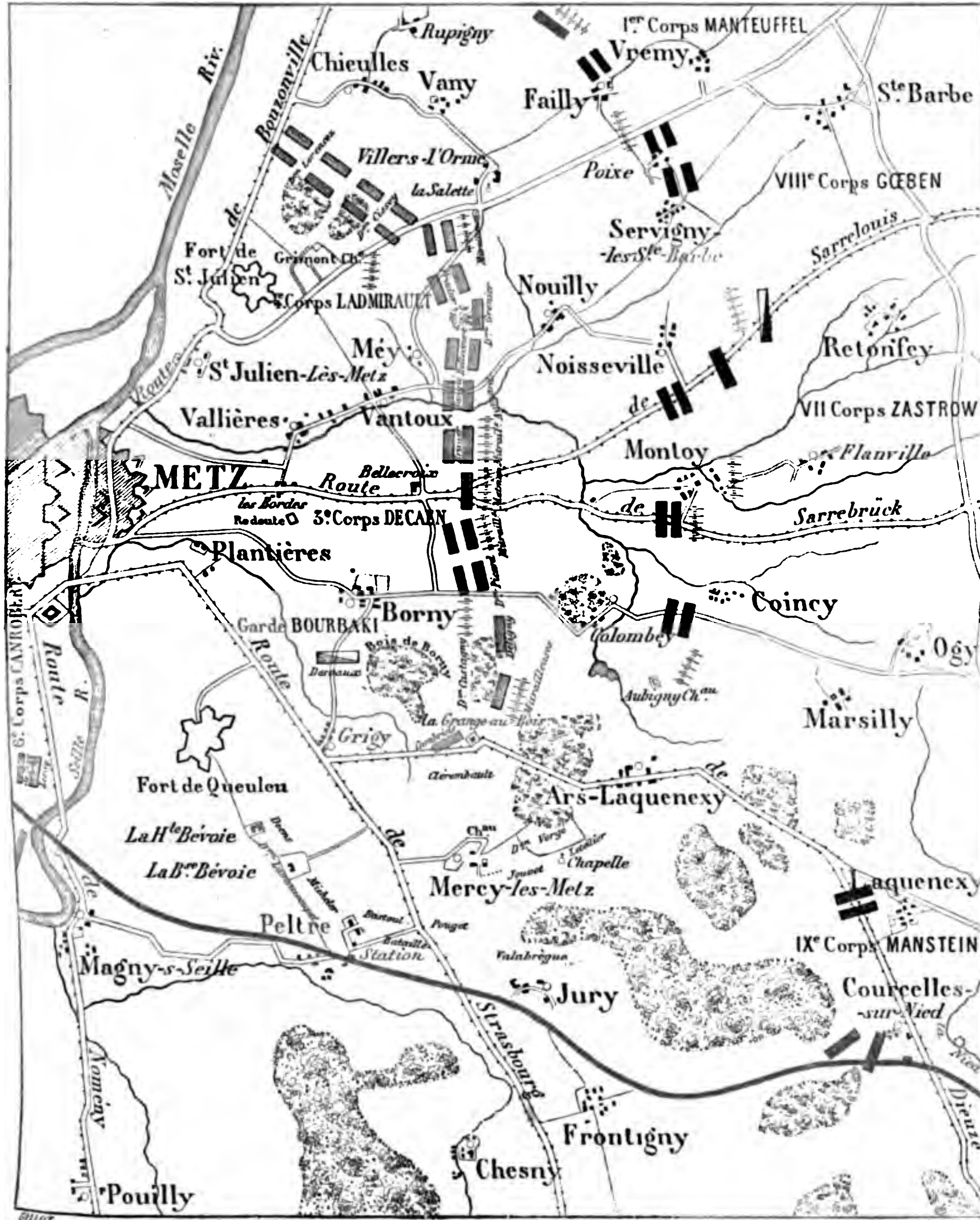
Au moment où se produit cette attaque, les Français occupent les positions suivantes : la 1re division du 3e corps est placée entre Grigy et Borny, à l'est de ces deux villages ; la 2e division est en arrière de Colombey ; la troisième se trouve en avant de la ferme de Belle-Croix ; la 4e division enfin domine en avant de Vantoux, près du moulin de la Tour, le ravin de Vallières ; de l'autre côté, la division Grenier est de chaque côté du village de Mey.

Au premier bruit du canon, dans les deux camps, on se prépare à soutenir vigoureusement la lutte qui s'engage. Les 1er et 7e corps allemands se dirigent vers le lieu de l'action. Du côté opposé, le général de Ladmirault, qui, dès le 12 août, avait adressé au quartier-général un long rapport pour prévenir que sur les hauteurs de Sainte-Barbe et de Glatigny l'armée allemande semblait se préparer au combat, le général Ladmirault arrête le mouvement, et fait repasser la Moselle à ses divisions. Le général Bourbaki se trouvait dans Metz, occupé à remettre un peu d'ordre dans la marche. Il fait remonter aussitôt ses troupes : les grenadiers viennent se placer en avant du fort Bellecroix ; les voltigeurs, commandés par le général Deligny, prennent position près du fort de Queuleu. Pendant que l'action s'engage, que, des deux côtés, les avant-postes luttent énergiquement pour se maintenir, en attendant des renforts, jetons un coup d'œil sur la carte.

Le terrain, à l'est de Metz, sur lequel va se livrer la bataille, est divisé en deux plateaux : celui de Borny au sud, celui de Sainte-Barbe au nord, par un ruisseau profondément encaissé qui, après avoir coulé du sud au nord de Colombey au moulin de la Tour, tourne à l'ouest, pour aller se jeter dans la Moselle, au-dessus du fort Bellecroix.

A l'est et au sud du plateau de Borny, le terrain va en s'élevant, et les hauteurs de Montoy, de Mercy-le-Haut, de Saint-Thiébault et de Marly-sur-Seille, forment comme un rideau qui cache au fort de Queuleu et aux Français placés en avant les vues des régions de l'est et du sud. De nombreux bouquets de bois, et quelques forêts plus épaisses vers le sud-ouest permettent à l'assaillant de diriger sa marche vers Colombey, sans être aperçu. Au nord de ce village, les hauteurs s'étendent jusqu'à la route de Sarrebrück. Le village est relié à Bellecroix par un chemin creux, bordé de peupliers. Un bois de sapins, sorte de futaie assez clair-semée, fait face au parc du château de Colombey. Au sud-ouest de cette position, une avenue de peupliers conduit à Grigy. Toute cette partie du plateau était coupée de bouquets de bois en partie détruits aujourd'hui, les Prussiens ayant cherché, lors de l'investissement de Metz, à se ménager des vues nécessaires sur la place et sur le fort de Queuleu.

Le plateau de Sainte-Barbe, au nord de celui de Borny, s'élève dans la direction du nord-est jusqu'à Sainte-Barbe qui se trouve à cent trente-quatre mètres au-dessus de la plaine. Un petit cours d'eau prend sa source à Sainte-Barbe, passe entre Servigny et Noisseville, et va se jeter au sud-ouest, dans le ruisseau de Vallière. Il coule dans une vallée fortement découpée qui débouche au sud-ouest, et au fond de laquelle se trouve le village de Nouilly. Les pentes qui s'étendent vers la Moselle sont couvertes de vignes et de haies, favorables à


BORNY (14 Août 1870)
Français
NORD
Prussiens
Iᵉʳ Corps MANTEUFFEL
Rupigny
Chieulles
Vany
Vremy
Failly
Sᵗᵉ Barbe
Villers-l'Orme
la Salette
Poixe
VIIIᵉ Corps GŒBEN
Servigny-les-Sᵗᵉ-Barbe
Fort de Sᵗ Julien
4ᵉ Corps LADMIRAULT
Nouilly
Sarrelouis
Retonfey
Mey
Noisseville
Sᵗ Julien-Lès-Metz
Vallières
Vantoux
VII Corps ZASTROW
Montoy
Flanville
METZ
Bellecroix
Route
de
Sarrebrück
3ᵉ Corps DECAEN
Plantières
Coincy
Borny
Garde BOURBAKI
Colombey
Ogy
Bois de Borny
Aubigny Chᵃᵘ
Marsilly
6ᵉ Corps CANROBERT
Grigy
La Grange aux Bois
Fort de Queuleu
Ars-Laquenexy
La Hᵗᵉ Bévoie
La Bˢˢᵉ Bévoie
Chapelle
Mercy-lès-Metz
Laquenexy
Peltre
Station
IXᵉ Corps MANSTEIN
Magny-s-Seille
Jury
Courcelles-sur-Nied
Strasbourg
Frontigny
Chesny
Pouilly
Moselle Riv.
Route de Bouzonville

la défense. La région est beaucoup moins boisée que celle du sud et du sud-est. Au nord-est de Mey, se trouve seulement un bouquet de bois.

Au moment de l'attaque du général de Goltz contre nos avant-postes, le 3ᵉ corps, suivant les ordres du général Decaen, prononçait sa retraite, et se préparait à passer sur l'autre rive de la Moselle.

La 3ᵉ division formait l'arrière-garde, afin de soutenir et protéger le mouvement. Elle abandonnait une tranchée placée en arrière du château, lorsqu'une vive fusillade s'engage à la fois sur le front et sur la droite. En même temps qu'ils marchent sur Colombey, les Allemands dessinent un mouvement de flanc par Ars-Laquenexy. Cette attaque est si inattendue, que l'ennemi parvient à se loger dans le château. Mais, le premier moment de surprise passé, les Français se forment rapidement en ligne; les divisions du 3ᵉ corps reviennent en toute hâte, et l'action ne tarde pas à devenir sérieuse. La division Montaudon se place en avant de Grigy, appuyée à la route de Strasbourg, afin de s'opposer au mouvement tournant que l'ennemi tente par Ars-Laquenexy; la division Metman se porte au nord de la Grange-aux-Bois et de la route de Strasbourg; la division Castagny prend position en arrière de Colombey, sa gauche s'étendant jusqu'à la route de Sarrelouis; la division Aymard, enfin, forme la gauche du 3ᵉ corps, et occupe les crêtes du ravin, qui, après s'être dirigé vers le nord, infléchit vers l'ouest, dans la direction de Vallières.

Le 3ᵉ corps n'a pas encore tiré un coup de feu depuis le commencement de la guerre; dans la journée du 6 août, il n'a pu prendre part à la lutte; c'est donc avec empressement que les régiments reprennent leurs positions et se préparent à une vigoureuse défense sur toute la ligne qu'ils occupent.

L'ennemi ne se montre pas; embusqué dans les bois et dans les épais fourrés, il entretient un feu violent d'infanterie, bientôt soutenu par l'artillerie. Les Français, obligés de reprendre les positions qu'ils avaient avant l'attaque, tiennent solidement le bois de sapins et l'avenue de peupliers, au nord-ouest de Colombey. A la droite du village, ils occupent une tranchée-abri et les bois en arrière, et ne permettent pas aux Allemands de déboucher du ravin de Colombey.

L'avant-garde du général de Goltz est cruellement décimée par le feu des chassepots; une batterie, prise d'enfilade, est obligée de se reculer précipitamment, pour prendre position plus en arrière, après avoir perdu plusieurs officiers et un grand nombre de servants. Une seconde batterie qui s'avance, pour soutenir la première, ne parvient pas davantage à garder sa position trop rapprochée.

A ce moment, les Français peuvent prendre l'offensive, et faire payer cher à l'ennemi son attaque, mais le maréchal Bazaine, qui dirige l'action, considère que ce combat va retarder le mouvement de retraite sur la rive gauche, et donne l'ordre au général Decaen de se borner à repousser les tentatives des Allemands. Vers cinq heures, d'importants renforts arrivent au général de Goltz, en même temps que sur la gauche française, les troupes du 1ᵉʳ corps d'armée allemand entrent en ligne contre la division Grenier, du 4ᵉ corps. La 2ᵉ division allemande se trouvait du côté de Retonfey et de Sainte-Barbe, lorsque le général Manteuffel reçut la demande de secours du général de Goltz. Les troupes marchent aussitôt en avant, dépassent Noisseville, traversent le village de Mey que nous avons abandonné, et s'engagent contre les troupes françaises postées dans le bois de Mey. En même temps, la 1ʳᵉ division du 1ᵉʳ corps allemand s'avance par Flanville et atteint Montoy, qu'elle tourn

pour attaquer la Planchette et Lauvallier, au centre de la ligne de bataille. De Noisseville à Ars-Laquenexy, les troupes allemandes sont donc successivement engagées, mais de notre côté aussi les renforts arrivent ; au bruit du canon, le général de Ladmirault, qui surveille le passage de la Moselle, donne l'ordre de mettre sacs à terre, et fait reprendre les positions abandonnées depuis quelques heures, en avant du Saint-Julien. Le 20ᵉ bataillon de chasseurs de la division de Cissey s'élance dans le bois de Mey que les Prussiens commencent à occuper, et repousse vigoureusement les tirailleurs ennemis, tandis que la division Lorencez s'avance sur la gauche, aux environs de la route de Sainte-Barbe. Au centre, du côté de Lauvallier et de la Planchette, les Allemands font des pertes cruelles. Postés sur les hauteurs de Bellecroix, les Français arrêtent le mouvement, et ne permettent pas à l'ennemi de gagner du terrain. Deux batteries allemandes se placent en arrière à Montoy, et tirent sur Lauvallier ; deux autres tentent de soutenir de Coincy l'attaque contre Colombey, mais ces dernières, décimées par notre feu, sont forcées de se porter plus au nord, après avoir perdu la presque totalité de leurs officiers. 60 bouches à feu sont en ligne du côté des Allemands sur un front qui ne dépasse pas trois kilomètres. Malgré cet appui, l'infanterie allemande ne parvient pas à s'avancer vers Bellecroix, à la bifurcation des routes de Sarrelouis et de Sarrebrück.

A la gauche, le général de Zastrow, commandant le 7ᵉ corps, est venu soutenir avec la 14ᵉ division les troupes épuisées du général de Goltz. De l'avenue de peupliers qui relie Colombey à Bellecroix, et du bois de sapins situé sur cette route, le feu des chassepots, depuis le début de l'action, tenait l'ennemi à distance. Le général de Zastrow comprend qu'il faut à tout prix enlever cette position. Il charge le commandant de la 25ᵉ brigade, général Osten Sacken de diriger l'attaque. Un moment, les Prussiens s'avancent jusqu'à la lisière opposée du bois, mais les Français, d'abord refoulés, reprennent énergiquement l'offensive, et l'ennemi, après avoir résisté, est rejeté en arrière avec des pertes considérables, et obligé d'opérer sa retraite avec une telle précipitation que le mouvement se communique aux troupes qui viennent pour soutenir l'attaque. Ce n'est que sur les bords du ruisseau, dans le ravin même que le général Osten Sacken parvient à rallier ses soldats, à l'abri d'un petit bois. Un bataillon du 13ᵉ régiment prussien, un second du 73ᵉ, des chasseurs enfin du 1ᵉʳ bataillon, rejoignent les troupes qui viennent d'échouer, et les appuient dans une nouvelle attaque qui réussit : les Français se retirent lentement dans la direction de Borny, mais ils continuent à tenir vigoureusement la route de Sarrebrück, qui forme comme le centre de la position. Les instructions du maréchal Bazaine prescrivent de reculer pied à pied, de façon à ramener le corps d'armée dans la direction de Borny. C'est en vertu de cet ordre que les Français abandonnent le chemin de Colombey, que pas une fois, quoi qu'en disent les auteurs allemands, ils ne songent à reprendre.

Au nord, l'arrivée des deux divisions de Cissey et Lorencez suffit à arrêter les progrès des Allemands. La division Grenier passe immédiatement en seconde ligne, et la division Cissey soutenue par le général de Lorencez prend à son tour l'offensive, et se jette sur l'ennemi qui est promptement obligé de reculer. Le général allemand de Mémerty ramène ses soldats en arrière du point d'attaque, à Servigny et à Noisseville. La position de la division Lorencez qui, du nord de Mey, semble préparer un mouvement tournant par la route de Bouzonville sur la droite ennemie, inquiète les Prussiens, qui mettent en batterie une nombreuse artillerie : de Lauvallier à Poix, 60 pièces prussiennes tirent sur nos troupes. L'artil-

lerie française a peine à répondre ; mais le feu de notre infanterie suffit à tenir à distanc l'ennemi, obligé de reculer successivement de Mey jusqu'à Servigny et Noisseville, soit d 3,000 mètres environ.

A ce moment, c'est-à-dire vers sept heures du soir, la 28e brigade de la 14e division allemande paraît sur le champ de bataille dans la direction d'Ars-Laquenexy. Le général d Woyna, qui la commande, dirige le 53e régiment prussien vers Grigy, et le 77e contre l bois de Borny.

Pendant ce temps, la 18e division de la 2e armée, qui avait pris position dans la journé du 14 entre Buchy et Orny, à environ 12 ou 13 kilomètres du champ de bataille s'était dirigée sur la route de Strasbourg à la jonction du chemin de fer de Sarrebrück aux environs de Peltre. Sur l'ordre du lieutenant général de Wrangel, commandan de la division, l'avant-garde continue sa route, et vers six heures et demie, ouvre le feu contr Grigy et les colonnes d'infanterie française qui se trouvent en arrière. Une brigade de cava lerie et une batterie légère de la 1re division de cavalerie rejoignent bientôt les troupes de l 18e division. A huit heures du soir, une troisième batterie prend position auprès des deu premières. Avec l'appui de ces 18 bouches à feu, les Prussiens parviennent à occupe Grigy, et se portent même jusqu'au bois situé au sud de Borny. Pensant que le fort de Queu leu n'est pas armé, les Allemands avancent quelques pièces jusqu'à une hauteur qui fai face au fort, dans la direction de la haute Bevoye, à moins de 2,000 mètres de l'ouvrage Quelques obus tombent dans le fort, d'autres le dépassent. Le général de Lavaucoupet fai placer sur les glacis 2 batteries de campagne qui obligent l'ennemi à une prompte retrait de ce côté. Persuadés alors que les forts sont en état de résister vigoureusement, les Alle mands ne renouvellent pas leur tentative.

Sur la gauche prussienne, la bataille est terminée ; elle continue au centre, dans l direction de Bellecroix. Vers huit heures du soir, les Prussiens parviennent à s'établir su la route de Sarrebrück ; mais toutes les attaques qu'ils dirigent sucessivement sur Bellecroi échouent, malgré les renforts qui leur parviennent. Au Nord, en avant de Noisseville, le Allemands sont plus heureux ; l'entrée en ligne de deux nouveaux régiments, les 3e et 44e, d la 2e et de la 3e brigade du 1er corps d'armée, leur permet de dépasser Nouilly et d franchir, au nord du moulin de la Tour, le ravin de Vallières, d'où ils se portent sur l village de Mey. Les Français restent postés dans le bois, au nord-est de Vantoux. Cett attaque des Prussiens avait été puissamment secondée par l'artillerie établie au sud-oue de Noisseville. Après la prise de Mey, les Prussiens dessinent un mouvement plus au nord par Poix et la route de Bouzonville contre Villers-l'Orme, où les batteries de la divisio Lorencez avaient énergiquement soutenu la lutte contre la formidable artillerie prussienn de Servigny et de Poix. Le village est occupé sans résistance, les Français ayant reçu l'ordr de battre en retraite. Au centre, les Allemands, pris d'une soudaine panique en face d cette terrible position de Bellecroix, que tous leurs efforts ont été impuissants à entamer, s jettent sur la route, et ne sont arrêtés qu'au moment où le lieutenant-général de Benthei se porte à leur rencontre.

La nuit met fin au combat sur toute la ligne.

Les pertes étaient importantes des deux côtés. Les Français comptaient 3,608 homme tués, blessés ou disparus. Le général Decaen, commandant du 3e corps, avait été atteint d'u balle dans le genou, et s'était refusé, malgré cette blessure, à quitter le champ de batail

Une heure après, son cheval était tué sous lui, et le général, cruellement meurtri, était emporté sur une litière. Quelques jours plus tard, le général Decaen devait succomber. Le maréchal Bazaine avait été frappé à l'épaule par un éclat d'obus, mais l'épaulette avait amorti le coup; enfin, les généraux de Castagny, de Clérembault et Duplessis étaient blessés. Les pertes des Allemands atteignaient 5,000 hommes.

Cette bataille, engagée sans ordres, par un général de brigade, a prêté à de nombreux commentaires. Nous n'avons pas à entrer ici dans une discussion technique; il est plusieurs



LE GÉNÉRAL DUPLESSIS.

points, cependant, que nous ne devons pas passer sous silence, car ils se relient directement au sujet. Et d'abord, quel nom doit être attribué à cette action? Les Français l'appellent bataille ou, plus simplement même, combat de Borny; les Prussiens la désignent sous le titre de Colombey-Nouilly. C'est entre ces deux points extrêmes, en effet, que l'action a été soutenue; le village de Borny était le quartier général du maréchal Bazaine, et c'est cette raison qui a fait adopter l'appellation française.

Nous aurons plus d'une fois, dans le cours de ce récit, l'occasion de voir qu'il est souvent bien difficile de donner à une bataille le nom qui lui convient. Lorsqu'il se trouve sur le terrain une position telle que sa chute entraîne nécessairement la perte ou le gain de la

bataille, il est évident que la lutte doit prendre le nom de cette localité. Pour la bataille soutenue le 6 août par le corps du général Frossard par exemple, Français et Prussiens ont adopté le nom de Spicheren ; mais lorsque le combat flotte de droite à gauche, s'étendant dans une série de villages qui n'ont qu'une importance relative, aucune raison ne peut déterminer à adopter un nom plutôt qu'un autre. C'est bien le cas de la bataille de Borny : engagée sans préparation, elle s'est poursuivie au hasard, sans aucun plan. La stratégie n'a rien à voir dans cette affaire. Sans doute, les Prussiens ont déployé là des qualités tactiques qui prouvent leur forte éducation militaire, et qui montrent combien l'esprit d'initiative est développé chez les officiers; lorsqu'ils ont eu à attaquer une position, Colombey, Mey ou toute autre, ils ont cherché, en même temps qu'ils l'abordaient de front, à la tourner, de façon à diviser les forces des défenseurs. Mais ce sont là les efforts individuels de chefs de bataillon ou de colonels; quant à l'action supérieure du commandant en chef, elle ne se trouve nulle part, tandis qu'à Wissembourg, à Wœrth, à Spicheren, c'est à de grands mouvements tournants, décidés sur le champ de bataille même, au cours de l'action, que les Allemands ont dû la victoire.

Les Français, sur les ordres formels du maréchal Bazaine, se tinrent sur la plus stricte défensive. Les instructions du général Metman, commandant la division du 3ᵉ corps, chargée de soutenir la retraite, lui prescrivaient de céder le terrain pied à pied, de façon à empêcher l'ennemi d'inquiéter le mouvement de recul. On s'est demandé, dans ces conditions, si le maréchal Bazaine avait bien tiré tout le parti possible de la situation qui s'offrait à lui. La veille, il avait sollicité de l'empereur l'autorisation de prendre l'offensive et, suivant sa propre expression, de donner un coup de boutoir dans l'armée du général Steinmetz. Cette autorisation lui avait été refusée, pour cette raison qu'une offensive prise à l'est de Metz ferait perdre de vue l'objectif principal, qui était la concentration des troupes françaises en avant de Châlons. Lié par ce *mandat impératif* qu'il a lui-même signalé, le commandant en chef de l'armée du Rhin devait recouvrer toute sa liberté d'action, du moment que l'ennemi prenait lui-même l'offensive. L'heure n'était-elle, enfin, pas venue de donner ce fameux coup de boutoir, si impatiemment attendu par le pays et par l'armée, lasse de faire une retraite continuelle?

Deux corps prussiens, le 7ᵉ et le 1ᵉʳ, se trouvaient en ligne de Sainte-Barbe à Ars-Laquenexy. En arrière, le 8ᵉ corps servait de réserve à la première armée. A ces forces, nous pouvions opposer les quatre divisions du 3ᵉ corps, les trois du 4ᵉ, les deux de la garde, et il était possible de rappeler les troupes du maréchal Canrobert et du général Frossard, qui, enchevêtrées dans les bagages, n'avaient fait que bien peu de chemin de l'autre côté de la Moselle. C'était un effectif de plus de 130,000 hommes que nous pouvions successivement jeter sur les 80,000 hommes du général Steinmetz. Pour une fois que le hasard, ou plutôt l'imprudence du général de Goltz, sévèrement blâmée par le général Steinmetz et par le grand-état-major prussien, nous donnait l'avantage du nombre, était-il sage de ne pas en profiter? L'ennemi ne pouvait compter sur aucun renfort, car l'action aurait été en s'éloignant du côté de la Nied, sans qu'il fût possible aux troupes, même avancées, du prince Rouge d'accourir au secours du général Steinmetz. Ces considérations sont si incontestables, que l'ouvrage du grand état-major prussien lui-même les constate : « On s'explique avec peine, dit-il, comment les Français n'ont pas repoussé à l'instant, par un vigoureux effort, les tentatives successives de leurs adversaires. » Ce passage, qui se trouve dans le texte

llemand, mais n'a pas été rapporté dans l'édition française (1), — on ne sait pour quelle raison, — prouve l'indécision dont le maréchal Bazaine fit preuve dans cette journée : « Sous une apparence de froide résolution, écrit Lecomte (2), Bazaine est le plus indécis des hommes, finassier plus qu'habile, tout juste assez capable pour donner le change sur son incapacité qu'il ressent le premier, ce qui le rend défiant de lui-même, et constamment vacillant entre les opinions contradictoires bourdonnant à ses oreilles. »

Si l'urgence de conduire les troupes françaises sur Verdun était si grande, qu'il fallût de toute nécessité se priver d'une victoire, non pas seulement probable, mais certaine, on ne s'explique pas pourquoi le maréchal Bazaine accepta le combat qui lui était offert par l'ennemi dans des conditions telles, que le résultat ne pouvait être que négatif. A quelques kilomètres en arrière se trouvait la place de Metz. N'était-il pas non-seulement possible, mais même forcé, dans la circonstance, de refuser la lutte, et de donner l'ordre aux divisions du 3e corps et à la division du 4e, qui étaient restées en arrière, d'accélérer leur mouvement, en sacrifiant au besoin quelques troupes? Cela eût fait perdre un millier d'hommes peut-être, mais l'on eût obtenu ce résultat d'accélérer le mouvement sur la rive gauche de la Moselle, tandis que la bataille de Borny, acceptée par le maréchal, nous coûta quatre mille hommes et douze heures d'un temps jugé si précieux qu'on lui sacrifiait même la certitude d'une victoire. On objecte, il est vrai, que les forts de Queuleu et de Saint-Julien n'étant pas suffisamment armés, l'ennemi aurait pu tenter un vigoureux coup de main, et peut-être s'emparer des deux forts. Mais nous ne savons trop ce que vaut cette raison : les forts de Queuleu et de Saint-Julien étaient, le 14 août, défendus par la division Lavaucoupet, et nous avons précédemment rapporté l'opinion des commandants des deux forts, qui déclarent que, le 14 août, ils étaient parfaitement en état de résister à une tentative de vive force. Mais, d'ailleurs, en quoi la bataille de Borny protégeait-elle Queuleu et le Saint-Julien? Elle détournait l'attaque pour le 14, il est vrai; mais le 15? Puisque, dans la nuit même, les Français devaient abandonner leurs positions, n'est-il pas évident que l'on ne sauvait nullement les deux ouvrages, exposés le lendemain au bombardement qu'on leur avait épargné la veille? Pouvaient-ils donc, dans cette seule nuit, terminer leurs préparatifs de défense, ou bien espérait-on qu'un combat forcément indécis, suivi d'une retraite des Français, que les chefs allemands ne manqueraient de donner à leurs soldats comme une preuve de victoire, suffirait à empêcher une tentative que l'on considérait à l'avance comme devant être heureuse pour l'ennemi? Les Prussiens avaient autre chose à faire que d'attaquer Queuleu et le Saint-Julien : ils savaient que la marche sur la rive gauche allait mettre en présence l'armée française et les troupes du prince Frédéric-Charles. Si les Français avaient refusé le combat, et continué leur route, il est certain qu'ils auraient agi de même, et qu'ils ne se seraient pas attardés à une attaque, dont le succès était plus ou moins probable, alors que le résultat le plus clair de cette tactique eût été de priver le prince Frédéric-Charles de l'appui des 80,000 hommes de la 1re armée allemande, à l'heure où il allait livrer une bataille décisive.

Nous avons d'ailleurs rapporté plus haut les instructions du général Steinmetz, qui pres-

(1) Omis dans la 4e livraison qui traite de la bataille de Borny, ce fragment a été publié en supplément à la suite de la 5e livraison (bataille de Rézonville).

(2) *Relation historique et critique de la guerre franco-allemande.*

crivaient formellement de suivre les Français dans leur retraite; ce qui prouve que, du côté des Allemands, on ne songeait nullement à une tentative contre Queuleu et le Saint-Julien.

Le général Kameke formule des conclusions analogues dans sa brochure qui a pour titre : *Campagne de Metz par un général prussien.* « Si le maréchal Bazaine voulait se retirer, dit-il, il ne devait pas accepter le combat sur la rive droite de la Moselle. La forte place de Metz couvrait sa retraite de la manière la plus complète, et tout corps allemand qui se serait avancé dans la direction de cette place pouvait être considéré, pour un jour au moins, comme hors de compte dans les engagements ultérieurs de la retraite sur Verdun.

« Si, au contraire, le maréchal voulait défendre la ligne de la Moselle, en tenant ferme à Metz, il devait, dans cette journée du 14, où les troupes allemandes étaient dans le voisinage le plus immédiat de la place, sortir avec toutes ses troupes.

« Ses succès devaient être assurés au début. Les Allemands auraient eu peine à réunir avant le 15, des forces suffisantes pour le combattre. En tout cas, toutes leurs forces se seraient concentrées dans la direction de Metz, et la Moselle n'aurait plus été franchie que par des détachements sans importance.

« Les deux armées se seraient donc trouvées en présence le 15 dans la direction Metz-Sarrebrück, et le voisinage de Metz aurait donné au maréchal français la latitude de choisir entre un combat ou une tranquille retraite. Ainsi, de son côté, le 14, il fallait ou ne pas combattre, ou combattre avec toute son armée. Cette affaire du 14 ne fut que désavantageuse pour les Français. »

L'absence de tout résultat décisif et immédiat a permis aux deux partis de s'attribuer la victoire. Aujourd'hui encore, les historiens français, comme ceux de l'Allemagne, portent à leur actif la journée de Borny.

Si on étudie la question au point de vue de l'ensemble des opérations autour de Metz, il est incontestable que les Prussiens ont le droit de revendiquer la victoire. La bataille, nous allons le montrer plus loin, eut pour résultat, en effet, de retarder notre mouvement sur la rive gauche de la Moselle : elle donna le temps au prince Frédéric-Charles d'accourir et de barrer la route aux Français à Rézonville. Mais, si l'on n'envisage la journée qu'au point de vue tactique des positions prises ou perdues, la prétention des Prussiens est évidemment mal fondée. Sur aucun point, ils n'ont pu entamer notre ligne : Borny, Bellecroix, tous les villages que nous occupions sont restés en notre pouvoir, et tous les efforts de l'ennemi pour s'en emparer ont été cruellement châtiés. Les documents officiels allemands constatent eux-mêmes que, par deux fois, les troupes du général Steinmetz ont été rejetées en arrière, et pour qualifier ce mouvement de recul, ils emploient cette expression *retraite précipitée* qui suffit à montrer de quelle sorte les Prussiens ont été accueillis. Il est vrai, qu'au début de l'action, alors que les Français avaient abandonné une partie de leurs positions, l'ennemi a pu s'emparer de Colombey; mais peut-on vraiment compter comme victoire l'occupation de postes inoccupés? Si l'on porte d'ailleurs à l'actif des Allemands la prise de Colombey, il convient, également, de tenir compte du mouvement de retraite qu'ils durent précipitamment opérer de Mey à Noisseville, c'est-à-dire sur un espace de plus de trois kilomètres, devant l'énergique intervention de la division de Cissey. Ce n'est qu'après la retraite des Français, que les Allemands ont gagné du terrain; mais cette retraite était évidemment toute volontaire. Le mouvement n'avait été que trop retardé, et c'est pour cette unique raison que, la nuit venue, les divisions

des 3e et 4e corps français, se conformant aux ordres du maréchal Bazaine, reprirent la route de la Moselle. Si, sur un point quelconque, notre ligne de combat avait été entamée, n'aurait-on pas employé ces deux belles divisions de grenadiers et de voltigeurs de la garde, qui se tenaient en arrière à moins de trois kilomètres du champ de bataille, et qui ne brûlèrent pas une cartouche, tandis que l'ennemi jeta au feu jusqu'à son dernier bataillon. On



LE GÉNÉRAL LADMIRAULT.

s'explique l'acharnement que les Prussiens mettent à revendiquer cette journée : c'est, en effet, une des rares batailles où ils n'eurent pas l'écrasante supériorité du nombre : 60,000 hommes combattirent de chaque côté.

Les faits sont si concluants, que le récit du grand état-major allemand, pour justifier le mot *victoire*, dont il se sert trop libéralement, suppose de la part des Français des mouvements qui ne se sont, en réalité, pas produits. Les Français, dit l'ouvrage du général de

Moltke, tentèrent à plusieurs reprises, mais sans le moindre succès, de reprendre les positions qu'ils avaient perdues.

C'est là une erreur absolue. Décidés à rester sur la défensive, les Français ne songèrent nullement à reconquérir des villages que volontairement ils avaient abandonnés, avant l'arrivée de l'ennemi, et que la nécessité de battre en retraite leur aurait fait quitter quelques instants après qu'on s'en serait emparé.

Enfin, s'il était nécessaire de prouver que, sur le terrain même, le soir de la lutte, les Allemands se considéraient peu comme victorieux, il suffirait de citer ce fait qu'une heure environ après le combat, la musique du régiment des grenadiers Prince royal de Prusse, reçut l'ordre de jouer sur une hauteur dite *la Brasserie*, située sur la route de Sarrelouis au sud de Noisseville, le *Heil dir im Siegerkranz* (salut à toi au jour de la victoire). Pourquoi cette manifestation, à coup sûr insolite, si ce n'est pour persuader à ces soldats qui, par deux fois avaient été jetés dans le ravin de Vallières, et que leurs chefs avaient eu tant de peine à ramener au combat, que deux échecs successifs équivalent à une victoire? N'est-ce pas le général Steinmetz, commandant de cette armée qui venait de livrer bataille, qui dans une brochure publiée avant la guerre, soutenait cette opinion qu'une défaite pourrait être mortelle pour l'armée prussienne? Après avoir rappelé (1) que dans la campagne de 1866, le nombre des maraudeurs, des pillards, des traînards avait été excessif, le général Steinmetz ajoutait en 1869 : « Il est démontré qu'une armée qui, dans les premiers jours de l'ouverture des hostilités, compte déjà des bandes de traînards, porte en elle-même le germe d'une dissolution qui deviendra imminente à la moindre des catastrophes. »

Comment les Prussiens qui voyaient les Français opérer leur retraite sous Metz, et qui entendaient les musiques de leurs régiments jouer, par ordre, des airs de victoire, n'auraient-ils pas cru à leurs succès?

II

Tandis que se livrait la bataille de Borny, un double mouvement s'opérait, dans la direction du Nord où une brigade de la 1re armée prussienne tentait une reconnaissance contre la place de Thionville, et vers l'ouest de Metz, sur la route de Verdun, que suivaient le 2e et le 6e corps de l'armée française.

Avant d'aborder le récit de la seconde opération qui retiendra longtemps notre attention, disons d'abord quelques mots de la première.

Le 12 août, une patrouille du 8e cuirassiers, s'était présentée devant Thionville, avait trouvé la porte ouverte, s'était avancée jusque dans la ville, puis avait été aussitôt obligée à battre en retraite. Cette audacieuse tentative avait permis de reconnaître que la ville ne renfermait qu'une faible garnison : en outre, un cavalier de la réserve qui, au moment de la déclaration de guerre, avait été employé à l'armement de la place confirmait tous

(1) *L'Infanterie prussienne*, par un officier prussien.

es renseignements obtenus. Ajoutons, enfin, que les Prussiens, fidèles à leur méthode ıabituelle, avaient, l'année précédente, envoyé un de leurs officiers, le major du génie von Giése, reconnaître la place : cet officier se trouvait à la 1re armée, et son opinion était que l'on pouvait tout espérer d'un coup de main.

Ordre fut donc donné à la 3e division de cavalerie, d'observer soigneusement Thionville, tout en évitant d'attirer l'attention de la garnison.

La 31e brigade d'infanterie fut, le 13 août, désignée pour cette opération : elle était renforcée d'une batterie légère, d'un escadron, et de la 3e compagnie de campagne des pionniers du 8e corps. La tentative d'escalade devait être faite le 14.

Trois colonnes furent formées pour marcher sur l'enceinte de la ville, sur la gorge de la Moselle, et sur la gare qui se trouve au sud de la place. Les pionniers étaient munis d'échelles et de pétards.

Un gué existait en amont de la place, et devait permettre de franchir la Moselle.

Les trois colonnes, débouchant à 3 heures du matin du bois de Yutz à 1500 mètres de la tête de pont, furent accueillies par une violente fusillade. En même temps, le transfuge de Thionville que l'on avait envoyé à la découverte, revint annoncer que, par suite d'une crue de la Moselle, le gué se trouvait impraticable.

On renonça donc à l'entreprise, désormais impossible, et le général de Gneisenau qui commandait l'expédition, rejoignit la 1re armée.

Cette tentative ne mériterait guère d'être signalée, si elle n'avait eu une certaine influence sur les événements qui suivirent. Le 13, l'empereur communiqua au maréchal Bazaine, cette dépêche de l'impératrice : « Ne savez-vous rien d'un mouvement au nord de Thionville, sur le chemin de fer de Sierck. » La dépêche ajoutait que le prince Frédéric-Charles dirigeait ce mouvement avec huit corps d'armée; cette nouvelle n'était pas seulement inexacte, elle était encore absurde, huit corps d'armée en route pour Thionville : il y avait là certes, de quoi fixer le maréchal Bazaine sur le degré d'authenticité de la nouvelle.

L'expédition du général Gneisenau fut-elle, dans la journée du 14, signalée à Metz; le maréchal Bazaine eut-il connaissance de la présence des Prussiens au nord de la place; put-il voir là une sorte de confirmation de la dépêche de l'impératrice, et fut-il par suite amené à craindre, pendant la retraite, une attaque sur son flanc droit? C'est ce qu'il est, aujourd'hui encore, impossible de décider, car le maréchal Bazaine a fourni à ce sujet deux opinions manifestement opposées. Dans son livre (*l'armée du Rhin*) il écrit : « Je ne me servais pas de la route de Briey parce que.... des renseignements corroborant la dépêche de l'impératrice, m'indiquaient du monde de ce côté, on parlait d'un corps de cavalerie de 20,000 hommes. » Enfin, dans le procès de Trianon, à cette question : « Vous n'avez jamais cru à ce qu'on paraissait craindre à Paris, à un mouvement tournant par Thionville? Vous n'avez jamais été préoccupé de ces craintes? » le maréchal Bazaine épondait « Non. » Quoiqu'il en soit de ce point, ce ne fut, nous le verrons plus loin, ue par l'initiative du général de Ladmirault que la belle route de Briey fut utilisée.

Revenons maintenant aux 2e et 6e corps qui, le 14 vers midi, se mirent simultanément ı route. Le passage s'opéra avec une désespérante lenteur : les villages et les chemins aient encombrés à ce point que le 2e corps ne put arriver que vers dix heures du soir avant de Moulins, au bas de Rozerieulles, il avait mis dix heures pour faire environ

six kilomètres. Le 6e corps concentra ses divisions dans les prairies qui se trouvent p de Longeville, à côté du chemin de fer de Reims.

Les 3e, 4e corps et la garde eurent leur mouvement retardé par la bataille de Bor Le maréchal Le Bœuf, qui depuis sa démission, avait été mis à la suite de l'armée, appelé par l'empereur le 15 au matin au commandement du 3e corps, en remplacem du général Decaen. Il se rendit aussitôt au quartier général de ses troupes, établi le 1 neuf heures et demie du matin sur la pente du coteau de Plappeville, à droite et à gau du défilé de Lessy, et enfin devant la ville même, à la porte de Thionville. Le 3e co avait l'ordre de prendre par le défilé de Lessy et Chatel Saint-Germain, pour débouc sur le plateau aux environs de Vernéville. D'après les instructions du maréchal Bazai il devait venir en seconde ligne, après le 4e corps. Mais, les troupes qui avaient comba à Borny ayant dû s'arrêter à Metz pour se réapprovisionner en munitions, et le 3e co se trouvant prêt avant le 4e, le maréchal Le Bœuf prit sur lui d'intervertir l'ordre indiq A 7 heures du soir, le 15, deux divisions du 3e corps étaient concentrées aux environs Vernéville. Les deux autres divisions se trouvaient de beaucoup en arrière, et l'u d'elles même, celle du général Metman, ne put rejoindre que le 17 au matin, la 4e divisi du 3e corps, commandée par le général Aymard, arriva en ligne le 16, vers une heure.

Le 4e corps employa toute la nuit du 14 au 15 à passer sur la rive gauche, et à concentrer du côté du Sansonnet. Lorsque le général Ladmirault voulut prendre la ro de Lessy qui lui avait été assignée, il trouva le chemin encombré, à ce point que la divisi Lorencez engagée à deux heures dans le défilé, avait encore son arrière-garde au bivo à huit heures du soir : le ravin de Chatel-Saint-Germain était obstrué par un équipa de pont. La division Lorencez ne put rejoindre que le 17, en même temps que la divisi Metman du 3e corps. Le soir du 15, les deux autres divisions du 4e corps n'avaient quitter leurs positions en avant de Woippy. Le général de Ladmirault envoya alors aide de camp au maréchal Bazaine, pour demander quel était le point qu'il dev atteindre. Doncourt ayant été indiqué comme objectif au 4e corps, le général Ladmira modifia son itinéraire, prit le 16 au matin la route de Briey, s'avança jusqu'à Sain Marie aux Chênes, et redescendit droit sur Doncourt, qu'il atteignit le 16 vers midi, temps pour prendre part au combat. Grâce à cette initiative, le 4e corps put faire vin deux kilomètres en quelques heures, tandis que les autres troupes, les divisions Lorenc et Metman notamment, mirent deux jours pour parcourir un moindre chemin.

La garde fut divisée le 15 au matin : le maréchal Bazaine prit avec lui la division voltigeurs, qu'il plaça à la ferme de Moscou, le général Bourbaki alla camper avec s grenadiers à Gravelotte.

L'empereur avait suivi, avec les troupes du 2e corps, la route de Moulins, et dans soirée, il avait pu voir les éclairs des pièces de Queuleu tirant sur les Prussiens. Dans nuit même, le maréchal Bazaine vint rejoindre Napoléon III dans la maison du colon Hénocque, où le quartier général avait été établi, et lui rendit compte de la vigueur déploy par les soldats. Le 15 au matin, une nouvelle entrevue eut lieu entre le souverain et commandant en chef. L'empereur manifesta à ce moment l'intention de devancer l troupes en partant le jour même. Sur l'observation du maréchal que les routes n'étaie pas sûres, le départ fut remis au lendemain matin. Cette hâte était sans dou causée par un incident, qui s'était produit le 15 à la première heure : une batte

prussienne s'était avancée vers Longeville, presque au milieu de nos soldats, et avait fait feu sur le groupe de l'état-major, le premier obus avait coupé en deux un colonel, enlevé la jambe à un chef de bataillon, et blessé deux autres officiers.

Dans cette audacieuse tentative, le maréchal Bazaine crut voir de la part de l'ennemi, le projet d'utiliser le pont de Longeville, pour prendre par derrière nos troupes en retraite : il fit donc sauter ce pont, et l'opération n'ayant, lors de la première explosion, réussi qu'à détruire une seule arche, il la fit recommencer. Précaution bien inutile, car il existe un gué à quelques mètres du pont du chemin de fer.

L'empereur suivit la route qui, de Moulins, passe par Rozérieulles, pour arriver à



LE GÉNÉRAL METMAN.

Gravelotte, où l'on devait s'arrêter. Dans cette journée du 15 août, il se produisit un incident qui n'a, croyons-nous, pas été rapporté, et dont nous fûmes personnellement témoin. L'escorte de l'empereur se composait d'un escadron de guides, de nombreuses voitures, aux armes impériales, précédaient et suivaient les cavaliers : le convoi était sous les ordres du chef d'escadron de gendarmerie Janisset, prévôt du 2ᵉ corps d'armée. Arrivé à la ferme de Pampelune, un peu avant Saint-Hubert, à l'endroit même où la route fait un coude, pour descendre vers Gravelotte, l'empereur et son état-major s'arrêtèrent brusquement ; à 1200 mètres de la route, sur la lisière du bois de Vaux, on voyait étinceler

les casques prussiens, et on distinguait nettement les longues vues dont se servaient les officiers ennemis, pour observer l'empereur qui avait mis pied à terre. Les Allemands étaient évidemment deux ou trois fois plus nombreux que l'escadron d'escorte, cette étrange situation se prolongea pendant plus d'une demi heure, jusqu'au moment où les troupes venant de la ferme de Moscou, et prévenues par les cavaliers français, décidèrent les Prussiens à rentrer dans le bois de Vaux.

Dans la journée du 15, le maréchal Bazaine prescrivit aux différents corps de continuer leur mouvement, de façon à se trouver plus concentrés sur les deux routes qui partent de Gravelotte, pour aboutir à Verdun.

Le 4ᵉ corps devait s'arrêter à Doncourt, (nous avons vu que, grâce à la modification apportée à son ordre de marche par le général de Ladmirault, deux des divisions du 4ᵉ corps purent arriver, non le 15 au soir, mais le 16 vers midi, au point indiqué).

Le 6ᵉ corps avait pour objectif, Rézonville et Vionville, le 2ᵉ corps devant former l'avant-garde sur la route de Mars-la-Tour, et pousser jusqu'à cette localité. Le 3ᵉ corps avait son campement fixé à Verneville, le long de la ligne Verneville-Saint-Marcel, avec la mission de garder le bois de Doseuillons. Les voltigeurs de la garde devaient demeurer au Point du Jour, et les grenadiers à Gravelotte, pour couvrir la retraite : enfin les deux divisions de cavalerie de Forton et du Barail étaient chargées d'éclairer l'armée, l'une sur la route de Saint-Mihiel, l'autre sur la route d'Etain, en avant de Jarny.

Les prescriptions du commandant en chef n'amenaient pas des mouvements bien considérables : quelques kilomètres au plus. L'encombrement des routes ne permit pas d'exécuter entièrement ces ordres : lorsque le 6ᵉ corps prit, le 15 au soir, les emplacements indiqués : la gauche à la route de Verdun, la droite au bois Saint-Marcel, il trouva le 2ᵉ corps qui devait le protéger en avant, aux environs de Mars-la-Tour, campé sur sa gauche. Quelle raison avait donc arrêté le mouvement?

Le 15, à onze heures du matin, le 2ᵉ corps arrivait à Rézonville : il ne lui restait que huit kilomètres à faire, pour atteindre Mars-la-Tour; mais un ordre du maréchal Bazaine prescrivit de ne pas pousser plus avant, et d'arrêter la marche. Cette modification aux instructions premières, avait été décidée par le commandant en chef, afin de donner le temps d'arriver aux divisions des 3ᵉ et 4ᵉ corps.

Les mauvaises dispositions prises, l'insuffisance des préparatifs nous obligeaient donc à perdre près de vingt-quatre heures, et cependant le général de Ladmirault, en prenant plus à droite, par la route de Briey, avait sinon supprimé, du moins, considérablement atténué les obstacles. La bataille de Borny ne nous avait coûté que douze heures de retard, l'encombrement nous en fit perdre vingt-quatre. Et, cependant, le temps était d'autant plus précieux que l'ennemi arrivait de tous côtés. Dans cette journée du 15, il attaquait nos cavaliers isolés, inquiétait un convoi escorté par les chasseurs d'Afrique, aux environs du château de Moncel, à 1500 mètres en avant de Doncourt. Le maire de Gorze avertissait en outre le quartier général que les Allemands passaient la Moselle : vingt à vingt-cinq mille hommes étaient déjà dans le ravin de Gorze.

Enfin, en avant du 2ᵉ corps, la cavalerie rencontrait les Allemands en force : Parti 15 au point du jour de Gravelotte, le général de Forton était, aux environs de Vionville, informé que l'artillerie allemande passait à Chambley au sud-est de Mars-la-Tour, envoya aussitôt, dans cette direction, trois escadrons qui rencontrèrent l'ennemi à Puxieux

Deux escadrons de hussards, et deux batteries poursuivirent nos cavaliers, qui rallièrent aussitôt le gros des forces à Tronville : l'ennemi se retira, après un combat d'artillerie, qui dura environ une heure sans résultat. Le général Frossard, dont les troupes se trouvaient sur la route en avant de Rézonville, s'était avancé avec un détachement de cavalerie jusqu'à Mars-la-Tour, pour voir par lui-même ce qui se passait.

Informé par le général Forton, le commandant du 2e corps conseilla, — il n'avait pas d'ordres à donner, — à la division de cavalerie de ne pas rester dans une position aussi avancée, exposée aux attaques de l'ennemi : le général de Forton abandonna vers le soir, Mars-la-Tour, et se rabattit sur Vionville, afin de se relier au 2e corps.

La route n'était donc plus surveillée sur le front du 2e corps : l'ennemi allait profiter de cette négligence pour tenter de nous surprendre.

CHAPITRE XII

Marche de la 2e armée prussienne. — Bataille de Rézonville. — Tentative des Allemands sur Toul.

I

Nous avons précédemment indiqué la marche de la deuxième armée allemande (prince Frédéric-Charles), jusqu'à la Moselle.

Le 15 au soir, les différents corps prussiens occupaient les emplacements suivants :

A Thiaucourt, la 5e division de cavalerie, Rheinbaben ; l'avant-garde du 10e corps au delà de Pont-à-Mousson ; le 3e corps qui devait s'arrêter à Cheminot, poussait au delà jusqu'à la Moselle ; le 9e, aux alentours de Verny ; le 12, sur la Seille à Nomény avec son arrière-garde à Moncheux ; la garde à Dieulouard, avec une brigade de dragons, au delà de Rogéville ; le 2e corps nouvellement arrivé à Han-sur-Nied ; enfin le 4e corps, avec son avant-garde à Marbach, le gros des forces se trouvant encore sur la rive droite de la Moselle. La 6e division de cavalerie était également sur la rive droite.

Dans la journée du 15, la brigade de Redern de la 5e division de cavalerie, fut lancée en avant, pour observer les mouvements de l'armée française. Ses escadrons s'avancèrent jusqu'à Chambley et Puxieux où, comme nous l'avons vu, ils vinrent se heurter aux troupes du général de Forton. Les trois brigades de la 5e division de cavalerie allemande, prirent position à Xonville, à Puxieux, et à l'ouest de Mars-la-Tour.

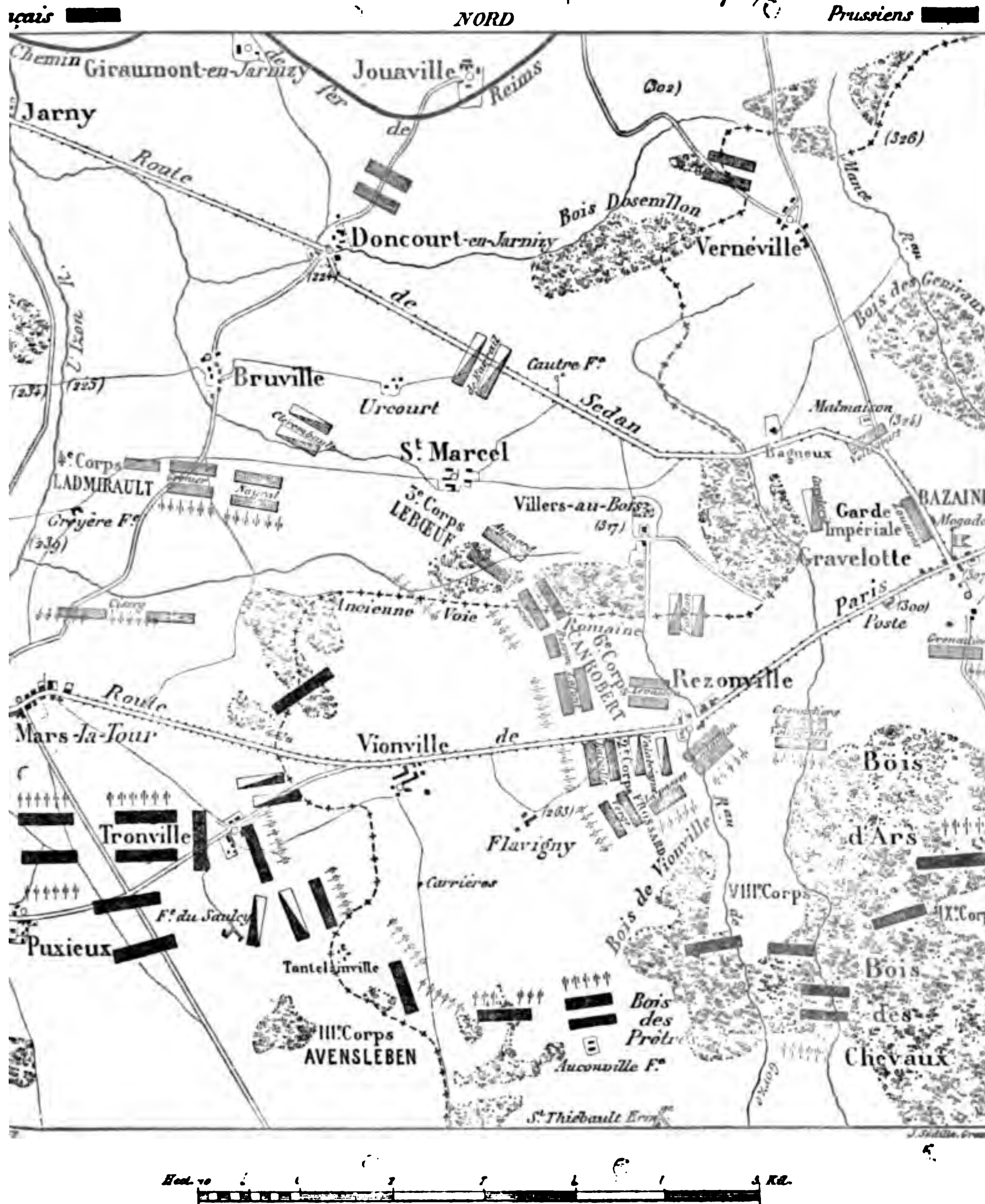
Le combat de Puxieux ne paraît pas avoir été signalé le jour même, au quartier général du prince Frédéric-Charles : il révélait la présence de l'armée française, aux environs de Rézonville, et faisait présager une bataille décisive pour le lendemain. Dans l'ordre de marche du 15 au soir, cependant, on ne trouve aucune trace de cette préoccupation : il contenait seulement les prescriptions suivantes :

Le 3e corps et la 6e division de cavalerie, passeront la Moselle, au-dessous de Pont-à-Mousson, et se porteront par Novéant et Gorze, sur la route de Metz-Verdun à Mars-la-Tour et Vionville.

Le 10e corps et la 5e division de cavalerie continueront leur mouvement sur la route de Verdun, jusqu'à la hauteur de Saint-Hilaire et de Maizeray.

Le 12e corps s'avancera de Noményà Pont-à-Mousson, son avant-garde à Régnéville-en-Haye.

La garde marchera sur Bernécourt, ses têtes de colonnes à Rambucourt.



e 9e corps poussera sur Sillegny: le 4e portera son avant-garde à Jaillon, dans la ection de Toul.

e 2e arrivera à Buchy, pour passer la Moselle le 17, à Pont-à-Mousson.

e quartier général de la 2e armée à Pont-à-Mousson.

Afin d'activer le passage sur la rive gauche, le prince Charles avait prescrit en outre

des quatre ponts de Corny, de Pont-à-Mousson, de Dieulouard et de Marbache, de jeter sur la Moselle des ponts :

A Pont-à-Mousson (établi le 13 au soir);
A Champey (15 août);
A la Lobe (16 août);
A la ferme de Poncé (16 août, soir);
A la poste de la Lobe (17 août);
A Arry (17 août);
Enfin deux ponts à Corny : le 1er en amont de Novéant; le second contre le pont suspendu (17 août).

L'état-major de la 2e armée allemande songeait si peu à une bataille pour le 16, qu'après avoir donné l'ordre de construire un pont à Champey, il fit prescrire, dans la journée, de cesser le travail « le passage de la Moselle étant provisoirement contremandé. » (1) Le commandant de la compagnie de pionniers le fit cependant continuer « pour l'instruction de ses hommes, avec l'intention de le replier immédiatement. » Ce pont, conservé par hasard, devait être, dans la journée du 16, d'un puissant secours aux Allemands.

Dès le 15 au soir, le général Alvensleben II, fit passer la Moselle au 3e corps. La 5e division d'infanterie, et la 6e division de cavalerie sur le pont de Novéant; la 6e division d'infanterie à Champey, la réserve d'artillerie à Pont-à-Mousson. Le soir même, l'avant-garde des divisions d'infanterie poussa jusqu'à Gorze et Onville, occupant ainsi tout ce terrain boisé, difficile, que les Français n'avaient pas songé à faire observer et à défendre. Le 10e corps envoya à Novéant un détachement de deux bataillons, de deux escadrons et d'une batterie. Le reste du 10e corps s'avança jusqu'à Thiaucourt.

Le 15, dans la nuit, il se trouvait donc dans un rayon de trente kilomètres environ : deux divisions de cavalerie, et une brigade de dragons de la garde, les 3e et 10e corps; la journée du lendemain devait permettre à quelques troupes du 8e corps et du 9e corps, de prendre part à la bataille.

Au point du jour, le 16, l'empereur envoya un de ses officiers d'ordonnance, le commandant Hepp, prévenir le maréchal Bazaine, que les voitures de la cour étaient prêtes : « Dès que les corps seront montés sur les plateaux, dit l'empereur, mettez-les en route sur Verdun. » La brigade de cavalerie de la garde De France escorta Napoléon III jusqu'à Conflans; elle revint, ensuite, rallier l'armée, et nous la retrouverons dans la journée avec le 4e corps. L'empereur continua sa route accompagné jusqu'à Étain par des chasseurs d'Afrique, puis il gagna Verdun, où il trouva le général Dejean qui venait d'être nommé commandant en chef du génie de l'armée, en remplacement du général Coffinières de Nordeck, gouverneur de Metz. L'empereur était si bien persuadé que le maréchal Bazaine pousserait en avant, qu'il donna des ordres afin que tout fût préparé, pour l'arrivée de l'armée. On s'occupa de la construction de ponts de bateaux, on reconnut les passages et les gués, on établit enfin des campements pour cette armée qui, avait dit Napoléon III en montant en chemin de fer, devait être en vue le lendemain vers trois heures.

Les troupes du 2e et du 6e corps, placées en avant de Gravelotte, avaient pu voir le départ

(1) Capitaine Gœtze. — *Opérations du corps du génie Allemand.*

de l'empereur, départ si précipité, qu'il ressemblait à une fuite. Dès quatre heures du matin, en effet, les tentes avaient été pliées, les soldats étaient sous les armes, on n'attendait plus qu'un ordre pour continuer la route, qui avait été indiquée la veille. Ce n'est que vers huit heures, que les commandants des 2e et 6e corps, furent prévenus que le mouvement était retardé, jusqu'à ce que le 3e corps fût prêt à suivre. Déjà la veille, on s'en souvient, il avait fallu, pour des raisons analogues, arrêter la marche du 2e corps : l'insuffisance des préparatifs devait nous être fatale jusqu'à la dernière heure.

Dans ces circonstances, le général Frossard et le général Forton, qui se trouvait en avant de Vionville avec sa division de cavalerie, avaient le devoir impérieux d'éclairer soigneusement le terrain, non-seulement en avant dans la direction de Mars-la-Tour, mais encore et surtout, sur la gauche de la route de Verdun. C'était de ce côté, en effet, que la cavalerie de Forton, avait rencontré l'ennemi, la veille à Puxieux, et le général Frossard avait, le 15 au soir, été prévenu par le maire de Gorze que 25 à 30,000 Prussiens avaient passé la Moselle à Novéant, et se trouvaient dans le ravin de Gorze. En présence de renseignements aussi précis, on s'explique mal que le commandant du 2e corps se soit borné à envoyer en avant quelques reconnaissances qui ne rencontrèrent pas l'ennemi. Cette négligence devait donner aux Prussiens l'avantage de l'attaque.

Vers huit heures et demie du matin, quatre batteries de la 5e division de cavalerie prennent position au nord de Tronville et à l'ouest de Vionville, et ouvrent le feu sur les escadrons du général de Forton. Dans le premier moment de surprise, le trouble est extrême, d'autant que les conducteurs civils de la division de cavalerie viennent de rejoindre, et encombrent la grande rue de Vionville et la route. Les obus tombant dans le village, ces hommes coupent les traits de leurs chevaux, et s'enfuient, laissant tout à l'abandon. Au même moment, les convois restés au Ban Saint-Martin arrivent; les voituriers, effrayés, lâchent bride, et regagnent en toute hâte le plateau de Gravelotte.

Fort heureusement, cette panique n'atteint pas les troupes. Le général de Forton fait placer son artillerie sur les crêtes, et engage le feu, de façon à donner le temps aux escadrons de se replier sur le 2e corps. Le général de Valabrègue, commandant la cavalerie du général Frossard, opère un mouvement analogue.

Le terrain sur lequel s'engage l'action est divisé en deux par la route de Rézonville à Verdun. A droite, se trouve un plateau boisé et ondulé, borné à l'ouest par le chemin qui réunit les deux routes de Mars-la-Tour et d'Étain à Jarny; à l'est, par la Mance, qui, du nord de Vernéville, va se jeter dans la Moselle, à Ars. Sur la route même, trois villages, distants de 3 kilomètres les uns des autres : Vionville, Rézonville, Gravelotte.

De l'autre côté de la route, les pentes qui descendent vers la Moselle sont assez rapides. Au sud-ouest, se trouve le plateau dominant et peu étendu de Tronville, qui se termine près de Vionville.

Trois routes sont ouvertes de la Moselle aux plateaux : ce sont celles d'Ars à Gravelotte, par le vallon de la Mance, la route qui part de Novéant, celle enfin qui d'Arnaville, conduit à Onville, et monte à Mars-la-Tour. Tout le terrain situé entre le bois de Vaux, à l'est, et la route Onville-Mars-la-Tour, à l'ouest, est couvert d'épaisses forêts, difficiles à traverser, et dont les chemins peu nombreux sont en général très-étroits.

De Gravelotte à la Moselle, il n'y a guère que 5,000 mètres en ligne directe, 7 kilomètres de Rézonville, et enfin 9 de Vionville à la rivière.

Le terrain sur lequel les Allemands engagent l'action leur est donc défavorable; ils n'ont que des débouchés peu nombreux, étroits, difficiles, pour aller de la Moselle aux plateaux. La pente est partout assez rude, et doit ajouter à la fatigue des soldats éprouvés par une longue marche, et par une chaleur accablante. Enfin, en cas de défaite, la Moselle est à dos, et l'encombrement forcé des ravins d'Ars et de Gorze empêchera le vaincu de s'écouler rapidement. En regard de tous ces inconvénients, la position offre à l'ennemi un avantage très-réel : son front est, presque partout, garanti par des bois épais qui lui permettront de combattre à couvert, de profiter de tous les obstacles du sol. Nous avons pu voir déjà que les Prussiens recherchent avec empressement les forêts. Bien avant la guerre, plusieurs auteurs, le prince Frédéric-Charles notamment, avaient, de l'autre côté du Rhin, signalé cette supériorité du soldat allemand dans le combat des bois. Dans la circonstance actuelle, ces fourrés épais atténuaient le danger d'une retraite vers les ponts de la Moselle, en permettant une résistance plus énergique, et en rendant la poursuite forcément moins active.

Aux premiers coups de canon, les troupes du 2e et du 6e corps prennent leurs positions de combat. La division Bataille forme la droite du 2e corps, dont la 1re brigade occupe les bas-fonds de Flavigny et Vionville; la 2e se place sur les hauteurs à gauche, avec une partie de l'artillerie, sur un mamelon, à gauche de la route. Plus à gauche, la division Vergé couronne les crêtes : celles qui dominent les carrières avec sa 1re brigade; la 2e en équerre, faisant face au sud; à l'extrême gauche enfin, la brigade Lapasset surveille les défilés de Gorze : une batterie et le 94e en face du bois de Saint-Arnould; le 97e et le 3e lanciers en seconde ligne, près de Rézonville.

Le 6e corps se place : la division Lafont de Villiers reliée à la division Bataille, le 9e de ligne, le seul de la division Bisson qui ait rejoint, et la division Tixier continuent le mouvement jusqu'à Saint-Marcel; la division Levassor-Sorval en arrière de la gauche, front vers le sud, et servant de réserve.

L'artillerie du 6e corps prend position à l'est de Vionville, en avant du chemin de Rézonville à Saint-Marcel; la réserve d'artillerie se place sur un mamelon, à droite de la division Levassor-Sorval.

Le 3e corps, posté à Vernéville avec cette singulière mission de faire face à droite, et de garder le bois Doseuillons, — mouvement qui ne pouvait résulter que de la préoccupation qu'avait fait naître dans l'esprit du maréchal Bazaine la dépêche de l'impératrice indiquant un mouvement des Prussiens par le Nord, — le 3e corps fait un changement de front, l'aile droite en avant, de manière à se trouver en ligne, parallèlement à Vionville.

La garde impériale est mise en bataille par le commandant en chef : les zouaves et deux batteries face au ravin des Ognons; les voltigeurs à droite, du côté de la Malmaison, au carrefour des routes de Doncourt et de Verneville; les grenadiers à gauche comme réserve.

La 6e et la 5e division de cavalerie allemande rejoignent promptement la brigade Redern, qui a engagé le combat avec l'appui de quatre batteries, et soutiennent d'abord seules la lutte; mais la 5e division d'infanterie allemande ne tarde pas à gravir les hauteurs, et prend position au sud de Flavigny, dans les bois de Vionville et de Saint-Arnould, où elle se heurte aux troupes du 2e corps, qui lui infligent des pertes sérieuses. Le général de Doring, qui commande la 9e brigade d'infanterie, est tué, et le 52e régi-

ment prussien, décimé par le feu des chassepots, compte 50 officiers et 1,200 hommes hors de combat.

Des renforts arrivent aux Allemands. Un détachement du 10e corps, comprenant 2 bataillons, 2 escadrons et une batterie, sous les ordres du colonel de Lyncher, et bientôt après la 6e division d'infanterie, entrent en ligne.

Un peu avant onze heures, les Allemands forment un quart de cercle de la route de Verdun (entre Tronville et Vionville) au bois des Ognons.

La 6e division d'infanterie est en avant de Tronville, à l'ouest du village de Flavigny,



CHARGE DES DRAGONS DE LA GARDE PRUSSIENNE, A RÉZONVILLE.

relle attaque; les quatre batteries à cheval de la 5e division de cavalerie, qui ont commencé l'action à l'ouest de Vionville, à l'extrême gauche de la ligne prussienne. La division de cavalerie (Rheinbaben) se divise : la 11e brigade (3 régiments) couvre la uche, dans la direction de Mars-la-Tour; la 12e brigade appuie l'attaque de la 6e division infanterie contre Flavigny; la 13e brigade, enfin, est à la droite avec la 5e division d'infanrie qui, après avoir gravi les hauteurs par la route de Gorze à Vionville, s'établit sur une ête, au nord de la route de Gorze et dans le bois de Saint-Arnould. Le détachement du lonel Lyncher relie la 5e division à la 6e. La réserve d'artillerie du 3e corps, à l'ouest du bois Vionville, remplit le vide entre les deux divisions. La 6e division de cavalerie (Mecklemurg-Schwerin) est tenue en réserve derrière le centre, au débouché de Gorze. Quelques-

uns de ses escadrons, avec une batterie, prennent cependant position avec l'artillerie réserve, qu'elles ont mission de soutenir.

L'attaque prussienne se produit de deux côtés à la fois : sur la gauche du 2ᵉ corps, les bois de Vionville et de Saint-Arnould (5ᵉ division prussienne contre la brigade Lapa et la 1ʳᵉ brigade de la division Vergé), et sur la droite française, dans la direction de Vi ville (6ᵉ division d'infanterie prussienne contre la division Bataille et la 2ᵉ brigade Verg

Des deux côtés le combat est acharné : la brigade Lapasset, établie entre les deux rav qui descendent vers les bois de Saint-Arnould, et soutenue par les 76ᵉ et 77ᵉ de la brig Jolivet, qui pénètrent au sud-ouest du bois de Vionville, soutient une lutte opiniâtre. L' tillerie française a surtout peine à répondre aux quarante-deux pièces allemandes. De batteries de 4 de la réserve du 2ᵉ corps viennent appuyer les troupes du général Lapass mais les pertes sont graves : le commandant de Germay est tué, et les canons français pre nent position plus en arrière. L'infanterie tient bon, et empêche les Prussiens de débouch des bois. L'acharnement est tel que l'on s'aborde à la baïonnette : Français et Prussie tombent les uns à côté des autres, et les nombreux tumulus, qui marquent aujourd'hui coin de la bataille, ne distinguent pas les victimes ensevelies pêle-mêle.

Sur la droite du 2ᵉ corps, la 6ᵉ division prussienne dirige un feu violent d'artillerie cont Flavigny et Vionville. Son artillerie est renforcée des deux batteries de la 5ᵉ division cavalerie qui ont été refoulées des hauteurs de Vionville, de quatre batteries du 10ᵉ co successivement engagées et d'une batterie du 4ᵉ corps.

Jusqu'à onze heures, aucun résultat ne se produit : les troupes françaises se maintienne sous le feu écrasant de l'ennemi. Vers onze heures un quart, le général Lehman entre ligne avec le 37ᵉ brigade, diminuée du détachement du colonel de Lyncker, qui a déjà p position. Plus en arrière, de puissants renforts allemands sont annoncés.

Tandis que l'attaque se prépare contre la droite du 2ᵉ corps, le maréchal Bazaine, accou au premier coup de canon, n'est préoccupé que de soutenir sa gauche, qui assure ses co munications avec Metz. Il néglige donc de faire donner la garde, et se contente de fa avancer quelques batteries de 12 de la réserve; mais ces pièces sont impuissantes à lut contre l'artillerie supérieure de l'ennemi : le lieutenant-colonel de Maintenant est attei le général Frossard a un cheval tué sous lui.

Les 35ᵉ, 20ᵉ, 64ᵉ régiments prussiens attaquent Vionville vers onze heures et demie, abordent le village au sud, à l'ouest et au nord. Le 12ᵉ bataillon de chasseurs français obligé de se retirer, non sans avoir fait éprouver des pertes sensibles à l'ennemi. Le colo de Bismarck, qui commande la 12ᵉ brigade prussienne, est blessé. Le général Val repousse énergiquement une colonne qui cherche à déboucher par le ravin au sud Flavigny; mais, criblés par l'artillerie prussienne, les 32ᵉ et 55ᵉ français sont forcés reculer sur Rézonville, avec leur général blessé.

Le général Bataille est alors vigoureusement attaqué à Flavigny. Des détachements deux divisions d'infanterie prussienne se portent à la fois contre le village, que le 3ᵉ e 23ᵉ de ligne sont obligés d'abandonner, alors que le feu de l'artillerie a mis le feu aux n sons. Le général Bataille est dangereusement blessé, en dirigeant la brigade Fauv Bastoul.

Seule, la brigade Lapasset tient encore, tandis que le 2ᵉ corps, épuisé, se replie en arr de Rézonville. Témoin de cette retraite précipitée, le maréchal Bazaine se porte à la l

teur des troupes, les rallie, fait battre la charge, et dirige les bataillons jusqu'à la hauteur au sud de Rézonville.

Les Prussiens veulent profiter de cet instant favorable, pour pousser en avant; mais le maréchal Bazaine a appelé de Gravelotte le général du Preuil et les cuirassiers de la garde, il leur donne l'ordre de charger avec le 3e lanciers de la brigade Lapasset. Les lanciers partent les premiers; mais le feu des Allemands les arrête. Les cuirassiers de la garde prennent alors plus à droite, sur trois lignes : la première formée des 4e et 6e escadrons, capitaines-commandants Thomas et Roussange, avec le lieutenant-colonel Letourneur et le chef d'escadrons Sahuquet; la seconde des 2e et 3e escadrons, conduits par le général du Preuil, commandants Laporte et Barrois; la troisième ligne du 1er escadron, capitaine Barénau. Ils pénètrent entre l'infanterie et l'artillerie, et sabrent quelques canonniers; mais leur effort est impuissant, ils sont obligés de reculer sous une grêle de balles, laissant sur le champ de bataille 22 officiers, 244 sous-officiers et soldats, et 250 chevaux. Ce régiment, qui, avant l'action, était formé de cinq escadrons, comptant environ 115 hommes montés par escadron, fut réorganisé, à la suite de cette affaire, à quatre escadrons, n'ayant plus chacun que 62 hommes montés.

Le maréchal Bazaine fait avancer une batterie de la garde pour contenir l'ennemi, mais elle est aussitôt enveloppée par la 13e brigade de cavalerie allemande, qui s'est lancée à la poursuite des cuirassiers de la garde. Les hussards de Brunswick (17e régiment) arrivent jusque sur les artilleurs, et se mêlent aux états-majors du maréchal et du général Frossard. Les officiers sont obligés de tirer le sabre; le maréchal, la tête cachée par un couvre-nuque blanc, se trouve quelque temps côte à côte avec un officier prussien. Enfin, la fusillade du 3e bataillon de chasseurs à pied repousse les cavaliers allemands, bientôt rejoints et taillés en pièces par l'escadron d'escorte du 5e hussards français.

Dans cette lutte, le maréchal Bazaine est séparé de son état-major, qui se retire à Gravelotte avec le général Jarras. Le lieutenant-colonel Gaillard, sous-chef d'état-major du 2e corps, est grièvement blessé.

La 6e division de cavalerie allemande veut renouveler la tentative de la 13e brigade et des hussards de Brunswick; elle débouche entre Flavigny et le chemin de Buxières. Accueillie par une violente fusillade, cette cavalerie fait des pertes sensibles : le général Rauch, qui commande une brigade, est blessé; le colonel de Zieten, colonel des hussards de Zieten, est tué. Après plusieurs tentatives infructueuses, les Allemands se replient.

Le général Bourbaki, averti du mouvement des Prussiens, fait aussitôt avancer ses deux divisions, qui prennent les positions suivantes : en avant de Rézonville, des deux côtés du village, la division de grenadiers, le 3e régiment étant chargé de soutenir la brigade Lapasset, qui se maintient malgré tous les efforts de l'ennemi, quoiqu'elle ait près du cinquième de son effectif hors de combat. En arrière de la brigade Lapasset, la division de voltigeurs, face au bois des Ognons, que couvre le bataillon de chasseurs de la garde.

En même temps que la garde, le 6e corps, qui n'a eu jusqu'ici qu'à lutter contre la 5e division de cavalerie et l'extrême gauche de la 6e division d'infanterie prussienne, va donner sérieusement. La division Levassor Sorval, qui est restée en seconde ligne, se relie avec les grenadiers au nord-ouest de Rézonville, la brigade Colin vers Flavigny et Vionville; la division Tixier vers les bois au sud de Saint-Marcel, la division de cavalerie du général de Forton est adossée au bois de Villiers, faisant face à la route de Verdun,

La bataille entre donc dans une nouvelle phase : le 6ᵉ corps et la garde auraient pu sans doute, s'engager quelques heures plus tôt, et par une vigoureuse offensive, rejeter et écraser les deux divisions d'infanterie et les deux divisions de cavalerie que l'ennemi pouvait nous opposer. A neuf heures, nous avions en présence des Prussiens, trois corps (le 2ᵉ, le 6ᵉ et la garde), soit plus de 60,000 hommes à opposer aux 30,000 hommes du 3ᵉ corps allemand, et cependant, ici comme à Forbach, comme à Borny, nous avons laissé passer l'heure, et ce n'est qu'au moment où le 2ᵉ corps est écrasé par des forces supérieures que le 6ᵉ et la garde entrent sérieusement en ligne.

A la droite (allemande) le général d'Alvensleben, commandant du 3ᵉ corps allemand donne l'ordre d'attaquer le corps Canrobert, il fait avancer ses réserves (brigade Lehman) et les lance sur le bois, au nord de Tronville, formé de taillis épais, le 24ᵉ régiment en tête; mais ces troupes rencontrent devant elles la brigade Péchot et le 9ᵉ régiment de la division Bisson. L'incontestable supériorité du chassepot ne permet pas aux Prussiens de soutenir longtemps la lutte : le colonel de Kameke, commandant du 91ᵉ régiment prussien, est tué, et les bataillons ennemis ont fort à souffrir du feu d'une puissante batterie française qui a pris position près de la voie romaine, sur une crête allant perpendiculairement du bois de Villiers à la route de Verdun.

La situation semble critique au général de Buddenbrock, commandant la 6ᵉ division d'infanterie prussienne; il donne l'ordre à la brigade de cavalerie Bredow de charger le 6ᵉ corps français qui se prépare à prendre l'offensive.

Les cavaliers allemands se précipitent avec une très-grande bravoure, les cuirassiers en tête. Ils atteignent nos batteries, se jettent sur la ligne de l'infanterie qui les reçoit par une violente fusillade. A ce moment, la division Forton aperçoit cette masse d'hommes, mélange de dragons, de cavaliers du 16ᵉ uhlans, du 7ᵉ cuirassiers et de hussards qui va de la droite vers la gauche, à peu près à égale distance des bois de Villiers et de la route de Verdun. La brigade Murat est lancée, arrive au galop, pénètre dans les rangs, et se met à pointer, La masse confuse poursuit sa direction vers Metz, et vient tomber sur des escadrons de dragons du 2ᵉ corps. Les Prussiens tournent bride aussitôt; mais le général de Forton les fait attaquer de flanc par le 7ᵉ cuirassiers appuyé par un escadron du 8ᵉ. La déroute est complète.

Il ne revenait du 7ᵉ régiment de cuirassiers allemands que 7 officiers et 70 hommes; du 16ᵉ uhlans, 6 officiers et 80 hommes. C'est cette charge si meurtrière pour l'ennemi qui a évidemment donné naissance à la fameuse légende « des cuirassiers de Bismarck anéantis. » On voit que si les cuirassiers, au lieu d'être de Bismarck, n'étaient que de Magdebourg, ils n'en valaient guère mieux. Ajoutons que c'est principalement contre le 7ᵉ cuirassiers français que le 7ᵉ cuirassiers prussiens avait eu à lutter.

Au moment où les derniers cavaliers disparaissent de l'autre côté de la route, et se rallient derrière Flavigny, le canon se fait entendre plus au nord : c'est le maréchal Le Bœuf qui entre en ligne; il est environ deux heures et demie.

Dans une de ses dépositions, dans le grand procès de Trianon, le maréchal Le Bœuf a déclaré « que l'action avait commencé pour son corps vers midi ». C'est là une erreur évidente : placé à Verneville, à moins de six kilomètres du champ de bataille, le maréchal Le Bœuf a entendu le canon le matin à neuf heures et demie; il est venu « sans attendre

d'ordres », et cependant ce n'est pas avant deux heures et demie qu'il est entré en ligne aux environs de Saint-Marcel, en escarmouchant contre des coureurs prussiens.

Toujours préoccupé d'un mouvement sur notre gauche, le maréchal Bazaine prescrit au commandant du 3ᵉ corps de se maintenir solidement vers Saint-Marcel avec la division



LE GÉNÉRAL LEGRAND.

Nayral (le général Nayral avait remplacé le général Castagny, blessé à Borny), de se relier à la droite du 6ᵉ corps par la division Aymard qui venait seulement de rallier le 3ᵉ corps, après être sorti de l'effroyable encombrement des routes, et enfin d'envoyer la division Montaudon vers Gravelotte, pour veiller au débouché d'Ars-sur-Moselle. Les deux

divisions du 2e corps, reformées en arrière de Rezonville, sont dirigées dans la même direction, et placées sur le plateau au sud de Gravelotte, à la lisière du bois des Ognons qu'occupent plusieurs bataillons.

Cette idée fixe du maréchal Bazaine, redoutant un mouvement tournant qui nous aurait séparé de Metz, mérite d'autant plus de frapper, que nous la retrouverons le 18 plus accusée encore, et que le 15 déjà, obéissant à la même préoccupation, le commandant en chef avait, comme nous l'avons dit précédemment, fait sauter le pont de Longeville, sous le canon même de la place.

Tandis que l'action se continue, de puissants renforts vont entrer en ligne des deux côtés. Le 4e corps (Ladmirault) réduit à deux divisions par l'absence de la division Lorencez retenue avec la division Metman dans les défilés, se trouvait entre Saint-Privat-la-Montagne et Sainte-Marie-aux-Chênes vers onze heures et demie, lorsque l'on entendit le bruit de la bataille. Sans attendre d'ordre, le général de Ladmirault fit poser les sacs à la division Grenier, bientôt suivie par la division de Cissey, pour courir au canon.

Du côté des Prussiens, la nouvelle de l'action n'avait été transmise à Pont-à-Mousson, quartier général de la 2e armée, que vers midi et demi. Le prince Frédéric-Charles prescrivit aussitôt aux différents corps d'accélérer le pas. Le 9e, qui suivait la route Silligny-Corny, reçut l'ordre de se hâter pour soutenir le 3e corps; la réserve d'artillerie du 10e corps, appelée en toute hâte de Chambley, arriva sur le champ de bataille aux environs de Tronville, au moment même où le corps Ladmirault entrait en ligne. La 20e division d'infanterie (10e corps), atteignit Tronville vers trois heures, la brigade Woyna formant l'avant-garde. La brigade des dragons de la garde, venue de Saint-Hilaire, s'établit avec une batterie à cheval de la garde à Mars-la-Tour.

Le prince Frédéric-Charles arriva vers trois heures et demie sur le champ de bataille, après avoir franchi en une heure les vingt-sept kilomètres qui le séparaient de Pont-à-Mousson.

Au début de l'action, la ligne française était perpendiculaire à la chaussée Rézonville-Mars-la-Tour; elle avait pivoté sur son centre l'aile droite en avant, et vers trois heures, elle se trouvait à peu près parallèle à la route de Verdun.

Le général de Ladmirault atteint le plateau de Bruville avec la division Grenier, et occupe solidement la ferme de Greyère, que l'on s'occupe de créneler en toute hâte. La ferme est située sur la berge d'un ravin étroit et très-escarpé qui assure une bonne défense. La division Cissey appuie en seconde ligne : à gauche, se trouve la division de cavalerie de Clérembault du 3e corps, qui vient d'être rejointe par le 2e chasseurs d'Afrique, et la brigade De France qui arrive d'Étain, où elle a escorté l'empereur.

Vers cinq heures, la 38e brigade (Wedell) prend l'offensive contre le 4e corps : le 16e régiment prussien marche en avant de Mars-la-Tour. A peine a-t-il débouché qu'il est accueilli par une violente fusillade : les compagnies se portent en avant au pas de course, se jettent dans le ravin de Greyère, mais sont bientôt obligées de battre précipitamment en retraite. Le colonel, 48 officiers et 1736 hommes du 16e régiment sont tués, blessés ou disparus. Le drapeau du régiment prussien est pris par le sous-lieutenant Chabail du 57e de ligne.

Le 57e régiment allemand, qui a prononcé l'attaque sur la droite, n'est guère mieux traité. Soutenu par deux compagnies de pionniers, et conduit par le général de Wedel, i

s'établit vers l'est, dans des bouquets de bois, et tente de se porter en avant; mais la division Cissey prend l'offensive, et la retraite s'opère en toute hâte. Les Allemands perdent leur général et ne peuvent être ralliés qu'en arrière de Tronville. Dans cette lutte acharnée, le général Brayer, commandant la 1re brigade de la division de Cissey, fut tué.

Les deux régiments de la brigade de Wedel sont si énergiquement poursuivis, que le 1er régiment des dragons de la garde reçoit l'ordre de charger pour les dégager; le régiment, soutenu par deux escadrons de cuirassiers, s'élance résolûment en avant. Les bataillons français de la division de Cissey forment le carré, et fusillent les cavaliers allemands à moins de cinq cents mètres. Le 73e de ligne anéantit un escadron qui s'est jeté sur lui. Les dragons sont obligés de se replier, laissant plus du tiers de leur effectif à terre, y compris leur colonel.

L'aile gauche prussienne semblant menacée à la suite de ces deux échecs successifs, le général de Voigts-Rhetz (10e corps), qui commande de ce côté, donne au général de Barby l'ordre de charger avec ses six régiments (4e cuirassiers, 19e dragons, 13e uhlans, 16e dragons, 10e hussards, 13e dragons). Les cavaliers allemands remontent au nord de Mars-la-Tour et se dirigent vers Ville-sur-Yvon. Le général de Ladmirault voit le danger, et son aide-de-camp, le capitaine de la Tour du Pin, part au galop pour avertir le général Legrand.

Le terrain sur lequel va se produire ce formidable choc s'étend à l'ouest de la route qui relie Jarny et Mars-la-Tour. Cette région est légèrement inclinée au nord-ouest, et vers le milieu la déclivité se prononce par une dépression marquée.

Sur l'avis du commandant du 4e corps, le général Legrand, le général De France avec sa brigade de la garde et le général Du Barail avec le 2e chasseurs d'Afrique, se disposent rapidement au combat.

Le général Du Barail enlève vigoureusement son régiment, franchit au galop le ravin. Ses escadrons chargent en face la Grange, perpendiculairement à la route. Ils s'élancent en fourrageurs sur l'artillerie ennemie, qui s'est avancée presqu'à la hauteur de la ferme de Greyère; ils la traversent en sabrant les canonniers; puis, découvrant la masse de cavalerie allemande, ils conversent à droite, se rallient à l'angle formé par la route et un petit bois, et arrêtent les lourds cavaliers par un feu bien nourri.

Pendant ce temps, les trois régiments de la division Legrand ont franchi en colonnes le ravin et la route; la brigade De France forme la droite de ce vaste mouvement.

A huit cents mètres en avant, on aperçoit immobiles sur une crête les régiments allemands, auxquels se sont joints les débris de la brigade de la garde. Un officier conseille d'entamer cette masse profonde avec le chassepot. « Au sabre ! » s'écrie le général Legrand; et, les hussards en tête, nos escadrons partent à fond de train. A vingt pas, les Prussiens déchargent leurs mousquetons, et aussitôt les sabres jouent. L'ennemi frappe du taillant, nous, de la pointe. Les officiers allemands ne tardent pas à reconnaître la supériorité que cette tactique assure aux Français, et ils crient à leurs hommes d'imiter nos cavaliers.

Essoufflés par une course fournie à pleine allure, nos chevaux se brisent contre cette lourde troupe. A la tête de quelques hussards, le général de Montaigu pénètre dans les rangs; mais il est blessé, terrassé et pris. Le général Legrand roule percé de coups. Un nouveau régiment allemand tombe sur les Français.

Mais, voici venir la brigade de la garde. D'un furieux élan, les lanciers traversent les dragons allemands; malheureusement, ils viennent donner dans la droite des cavaliers du géné-

ral Legrand et sont pris, à cause de leurs habits bleus, pour des Prussiens. Témoins de cette méprise, les uhlans se précipitent sur l'escadron de droite des lanciers; mais les dragons de la garde se jettent à leur tour sur le flanc des uhlans.

La mêlée devient indescriptible, furieuse; au milieu de cette poussière qui aveugle, on n'y voit plus; les sabres frappent sans relâche, tuent presque au hasard. Dans cette masse confuse qui tourbillonne et se mêle à ce point, qu'on ne peut distinguer les Français des Prussiens, des hussards, puis des cuirassiers allemands font de larges trouées, tandis que nos infatigables chasseurs d'Afrique se jettent au plus épais de la mêlée.

Huit mille cavaliers s'entretuent au milieu des hourrahs et du choc formidable du fer.

Le général De France veut arrêter ce carnage. Il fait sonner le ralliement, et le tourbillon s'avance vers le ravin. Des deux côtés on s'arrête; les trompettes appellent les cavaliers, qui, acharnés à la lutte, ont peine à s'arracher à la mêlée. A gauche, les chasseurs d'Afrique, à droite, des cavaliers démontés font feu sur l'ennemi; enfin un bataillon posté par le général de Ladmirault, sur la pente du ravin de Greyère, tient à distance les escadrons allemands.

Les régiments du général Clérambault, arrivés en toute hâte, chargent à leur tour; mais l'ennemi ne les attend pas, et un escadron du 4e dragons, qui se jette en fourrageurs sur son flanc, échange les derniers coups de sabre de cette lutte gigantesque. Nous avions été ramenés d'environ 200 mètres.

Cette attaque empêche le général de Ladmirault de profiter de ses succès, et de marcher, sur Vionville, en lui faisant croire qu'il a devant lui des forces supérieures. D'ailleurs, l'absence de toute instruction du commandant en chef paralyse son initiative et lui interdit d'agir. Aussi, se contente-t-il de garder ses positions, sans pousser droit sur Mars-la-Tour.

De ce côté, l'action si bien engagée reste stationnaire; elle est presque terminée.

Quelque invraisemblable que ce fait puisse paraître, le maréchal Bazaine n'avait pas été averti de l'arrivée du 4e corps. Mais il faut citer textuellement cette partie de la déposition du Maréchal : ce n'est pas un des moindres étonnements qui résulte du procès de Trianon : « Quant au 4e corps, je n'avais pas été prévenu de ce côté-là; on ne m'a pas prévenu de son arrivée... Je ne les ai appris (les succès heureux obtenus par le 4e corps) que le soir, parce qu'il y avait une brigade de la garde qui avait été conduire l'empereur. Cette brigade était restée avec le 4e corps. J'attendais toujours son retour pour savoir ce qui se passait. Je ne l'ai revue que le soir, à la nuit close. »

Tandis qu'a lieu à l'extrême gauche allemande la furieuse mêlée des deux cavaleries, la 6e division allemande parvient à grand'peine à se maintenir à Vionville. Le 20e régiment de Brandebourg a 32 officiers hors de combat; les pertes des autres régiments sont aussi fortes. Le prince Frédéric-Charles, qui dirige lui-même les troupes, témoin des ravages que cause une batterie française qui a pris position près de la voie romaine, lance deux bataillons du 35e régiment, qui parviennent à faire reculer nos pièces; mais les grenadiers de la garde, bientôt soutenus par les voltigeurs, refoulent à leur tour les Prussiens.

A l'aile droite allemande, de nouveaux renforts viennent d'arriver à l'ennemi : la 16e division du 8e corps (1re armée) atteignait la Moselle, vers midi, à Arry, lorsqu'elle fut informée que la bataille était engagée. Le lieutenant-général de Barnekow fit aussitôt hâter le pas, et, un peu avant quatre heures, les têtes de colonnes arrivaient à Gorze. La brigade Rex prend position sur la côte Mouza, au nord de Gorze, et reçoit l'ordre d'attaquer Rézon-

ville. Tous les efforts tentés par cette brigade, renforcée par le 9ᵉ régiment du 3ᵉ corps, sont impuissants à entamer les Français.

Accueillie dans le ravin entre Rézonville et Gravelotte par un violent feu de l'infanterie, et surtout des mitrailleuses que le maréchal a placées au débouché et dont l'action,



LE GÉNÉRAL BATAILLE.

favorisée par le terrain, est considérable, la brigade Rex ne peut parvenir à pousser en avant. L'arrivée d'un nouveau régiment (11ᵉ du 9ᵉ corps) décide une nouvelle tentative ; mais les voltigeurs de la garde et la brigade Lapasset qui, depuis le matin, est restée cramponnée au plus fort de la mêlée, obligent les Allemands à rentrer dans les bois de Saint-Arnould. Le 11ᵉ régiment est le plus éprouvé : il perd son colonel (de Schoning), 49 officiers et 1,119 hommes.

Cette action n'est pas inutile cependant : elle donne un peu de repos à la 5e division, qui se trouve incapable de prolonger la lutte qu'elle soutient presque seule de ce côté, depuis le début. De toute part, des renforts lui arrivent, ce sont d'abord trois escadrons du 9e hussards et trois batteries, qui ont traversé la Moselle avec la brigade Rex, puis bientôt après une partie de la 25e division hessoise, dont la 49e brigade se dirige vers les bois des Chevaux et des Ognons. Trois batteries d'artillerie qui la suivent prennent position en avant des pièces de la 5e division, qui n'ont plus de munitions. Le feu de nos tirailleurs décime promptement les artilleurs hessois et les rejette en arrière. Les régiments d'infanterie de la 49e brigade engagent une lutte difficile dans les bois, et ne parviennent pas à gagner de terrain.

Au centre, la 6e division allemande est toujours vivement pressée. Le prince Frédéric-Charles lui fait envoyer la 14e brigade de cavalerie. Les trois régiments prussiens (6e cuirassiers, 13e et 15e uhlans) s'élancent sur le 98e de ligne, qui, épuisé par les attaques qu'il a soutenues devant Vionville, ne peut faire une longue résistance, est enfoncé, et perd un aigle et un canon. Les Allemands, victorieux, veulent pousser en avant; ils arrivent jusqu'à l'ambulance de la division de cavalerie du 2e corps, où le médecin en chef Beurdy est tué par les Prussiens, au milieu des blessés auxquels il prodigue ses soins.

Mais, la cavalerie de Valabrègue, du 2e corps, restée en réserve, à droite de Rézonville, aperçoit l'ennemi : trois de ses régiments fondent sur lui, et le repoussent. L'aigle et le canon sont repris par le brigadier Borgne, le chasseur Leymat, du 5e chasseurs, le lieutenant Boutal et les cavaliers Lequerret et Daubresse, du 12e dragons.

La 14e brigade de cavalerie allemande laissait à terre un grand nombre de tués : ses pertes étaient cependant moins considérables que celles qu'avait essuyées la brigade de Bredow dans cette charge si terrible que les Allemands lui ont donné le nom significatif de *Todtenritt, la chevauchée de la mort.*

A la suite de cet échec, la division Levassor-Sorval, soutenue par une brigade de grenadiers, cinq bataillons de voltigeurs et une brigade de la division Montaudon, prononce une vigoureuse offensive contre Vionville. En même temps, le général Bourbaki forme une puissante batterie de 54 pièces, qui foudroie le village et les hauteurs en arrière. Cette pluie de fer amène une panique dans les rangs ennemis. L'infanterie chargée de protéger la réserve d'artillerie du 10e corps se retire en toute hâte; les batteries allemandes prennent le galop.

Lorsque la nuit met fin à la lutte, le village de Vionville reste aux Prussiens; du côté de l'est cependant, il est occupé par les Français.

A huit heures du soir, l'action semble terminée, lorsqu'elle reprend subitement. Le prince Frédéric-Charles ordonne un dernier effort. Les 3e et 16e régiments de hussards, soutenus à leur gauche par le 9e dragons, marchent sur Rézonville, en passant entre Vionville et Flavigny. Franchissant les fossés de la route de Verdun, ces trois régiments se jettent sur nos lignes; mais les zouaves de la garde, secondés par quelques voltigeurs que le général Bourbaki rassemble en toute hâte, chargent intrépidement l'ennemi, et le forcent à une prompte retraite.

La bataille avait duré dix heures : les pertes étaient des deux côtés effrayantes, les Français comptaient hors de combat 16,954 hommes, parmi lesquels 837 officiers. Trois

éraux avaient été tués, (le général de division Legrand, les généraux de brigade Brayer Marguenat); trois avaient été blessés, (le général de division Bataille, les généraux de gade Montaigu (disparu), et Letellier-Valazé). Enfin sept colonels étaient atteints. Les Prussiens accusent 16,500 hommes, tués, blessés ou disparus, parmi lesquels généraux tués Wedell et Döring, plusieurs blessés, et onze colonels tués.

Le chiffre des troupes qui des deux côtés prirent part à la lutte, a été discuté : les emands exagérant nos effectifs, et diminuant volontiers les leurs, ont avancé que nous ons deux contre un; il n'est donc pas inutile de citer des chiffres positifs.

Les Français avaient en ligne de 110 à 115,000 hommes (2e corps, moins la division veaucoupet), le 6e corps, deux divisions du 3e corps (la division Metman non arrivée, et la ision Montaudon non engagée), le 4e corps moins la division Lorencez, la garde. s Prussiens avaient deux corps entiers, une brigade du 8e corps, un régiment de la division, et la 1re brigade de la 25e division du 9e corps, une brigade de cavalerie de garde, deux divisions de cavalerie, une batterie du 4e corps, une batterie de la garde, qui donne un peu plus de 90,000 hommes. La supériorité numérique des Français était donc pas bien considérable, mais il faut remarquer que tandis que les Allemands t maintenu au feu, jusqu'à la dernière minute, tous leurs bataillons, nous n'avons que ccessivement engagé les nôtres : au début le 2e corps fut seul, soutenu ensuite, il fut tiré presque entièrement de la lutte : le 3e corps agit peu, le 4e s'arrêta après la charge cavalerie. En résumé, et c'est là l'opinion des historiens impartiaux comme Lecomte, effectifs *agissants* furent sensiblement égaux.

II

« Comme le disait dans le temps un général russe, Mentchikoff, la victoire appartient celui qui doit enterrer les morts, et celui-là doit enterrer les morts qui reste à côté d'eux, r le champ de bataille. C'était notre lot, nous étions maîtres du champ de bataille; par nséquent nous étions victorieux » (1). Nous étions victorieux en effet. Malgré le cousu de l'action, malgré l'absence de toute direction de la part du commandant chef, nos troupes avaient repoussé toutes les tentatives de l'ennemi : sur la droite, sur gauche, comme au centre, nous gardions nos positions.

Était-ce là cependant un de ces succès qui décident du sort d'une campagne? Évidemment non : le courage du soldat peut bien résister à une agression, mais c'est le chef seul i profite des avantages obtenus : le maréchal Bazaine ne vit pas le parti immense 'il pouvait tirer de la journée, il ne comprit pas qu'il n'avait qu'un signe à faire pour usser en avant sur notre droite les 4e et 6e corps, et jeter dans la Moselle les 80,000 ussiens que nous avions devant nous. Pendant ces dix heures d'action, le maréchal n'eut une seule précaution : maintenir sa ligne de retraite sur Metz, s'opposer à un mouvement

) Déposition du maréchal Canrobert.

hypothétique des Allemands sur notre gauche. A cette pensée, il sacrifia tout : il appela une division du 8ᵉ corps, il fit venir le corps Frossard tout entier, après sa retraite sur Rézonville; enfin il garda une partie de la journée, les voltigeurs de la garde. Quant à l'aile droite, le commandant en chef ne s'en occupa pas : il n'envoya pas un aide de camp de ce côté pour se renseigner, ne donna pas un ordre; et ce n'est, d'après sa déposition même, que le soir, par hasard, qu'il fut informé du succès, et même de l'arrivée du général de Ladmirault. Et cependant c'était là le point important, capital : la gauche, c'était Metz, c'est-à-dire la place que l'on quittait; mais la droite, c'était Verdun, la direction qui nous devions gagner à tout prix.

Aussi le résultat immédiat de cette bataille, gagnée par le courage des soldats, fut-il nul : nos positions nous restaient, mais l'ennemi était maître de Mars-la-Tour, qu'il ne dépendait que de nous d'occuper, après les premiers, et si réels succès, du général Ladmirault. Des deux routes de Verdun, nous en tenions une, celle d'Étain, mais la plus importante, était aux Allemands. L'obligation de faire avancer notre droite était si évidente qu'un colonel d'état-major aujourd'hui général, M. Loysel prit sur lui d'indiquer le mouvement au maréchal, qui se refusa à donner un ordre.

A l'issue de la bataille deux résolutions se présentaient : profiter du succès obtenu pour marcher en toute hâte, en suivant la route d'Étain, et celle de Briey plus au nord, ou bien attendre au lendemain matin, et recommencer l'action avec l'appui des deux divisions Lorencez et Metman qui n'avaient pas pris part au combat. Nous n'aborderions pas ces questions forcément très-hypothétiques, si les débats du grand procès de Trianon n'avaient fourni, sur ce sujet, des renseignements si positifs, des opinions si autorisées, que l'on a le droit de conclure.

Marcher en avant, la nuit même, était chose impossible : nos soldats n'étaient pas en état de se mettre en route, à l'instant, sans repos : depuis le 14 au matin, ils étaient sur pied, ils avaient livré deux batailles, après avoir piétiné sur place, pendant vingt-quatre heures, sur la route de Verdun, ou dans les défilés de Lessy. Était-il prudent, d'ailleurs, de prêter ainsi le flanc à un ennemi que notre retraite allait encourager, que chaque minute devait renforcer, car moins de trois corps de la 2ᵉ armée allemande avaient combattu, et nous ne pouvions manquer d'être rejoints, dès le lendemain, par les autres troupes de la 2ᵉ armée, peut-être même par celles de la 1ʳᵉ armée accourues en toute hâte de Borny. Dans ces conditions, entreprendre une marche aussi longue, non plus par la route directe de Verdun, mais par le chemin beaucoup plus long de Briey, c'était courir la chance très-probable d'un combat dans des conditions de nombre et de positions très-inférieures.

Tous les chefs de corps, interrogés à ce sujet par le président du conseil de guerre, n'ont pas hésité à déclarer que l'opération eût été difficile, sinon même impossible. Mais si cette première solution d'une marche rapide dans la nuit du 16 au 17 devait être rejetée il restait la seconde hypothèse, celle d'une attaque décisive tentée le 17 au matin par l'armée française, victorieuse la veille, et augmentée de deux divisions. Sur ce point, l'avis unanime des commandants de corps est que l'on devait livrer bataille : et que l'on avait toute chance pour réussir. Il suffit, d'ailleurs, d'un instant de réflexion pour voir que le combat s'imposait fatalement. Il fallait, en effet, ou forcer le passage, ou nous retirer sous Metz, au lendemain même de la bataille de Rézonville. Il est certain que la partie était moins belle le 17 que le 16 : nous n'avions que deux divisions de plus, et l'ennemi pouvait

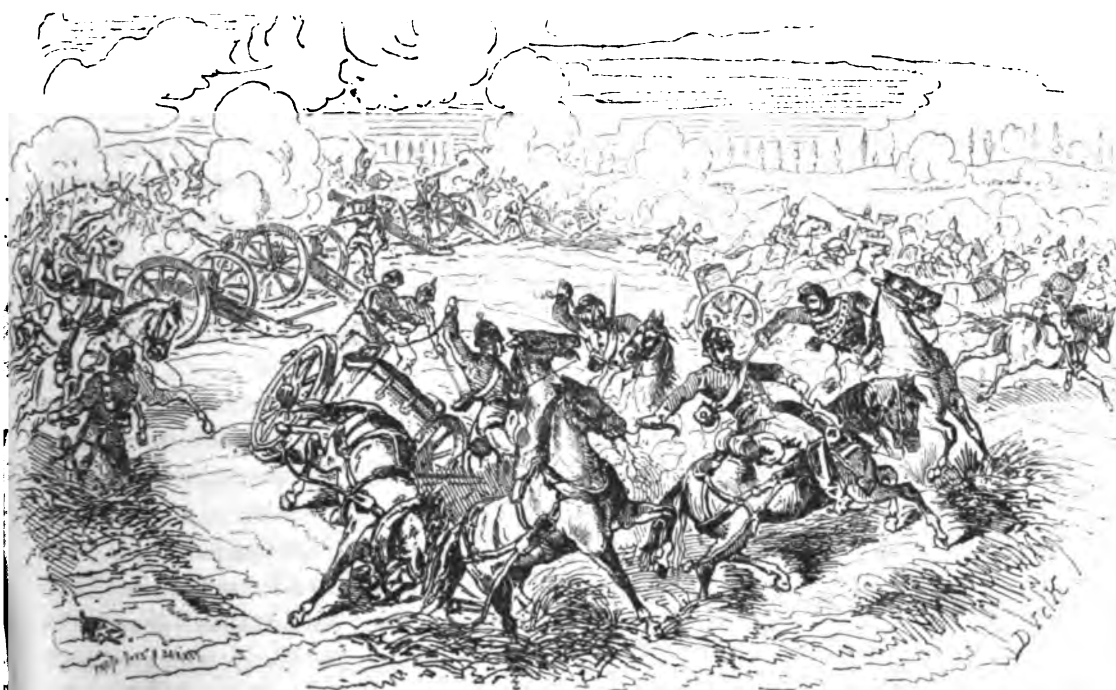
avoir reçu deux, peut-être trois corps d'armée de renfort : mais d'un autre côté, attendre plus longtemps, c'était augmenter encore les chances des Allemands : nous n'avions plus l'appui d'un régiment à espérer, et à moins de vingt lieues, l'état-major prussien comptait près de 250,000 hommes.

Certain le 16, probable le 17, le succès devenait plus tard très-problématique : telle était la situation qui, le 16 au soir, devait se présenter à l'esprit du commandant en chef, et le décider à une action énergique, lorsque son attention fut attirée sur deux points également importants :

L'armée allait manquer de munitions!

L'armée allait manquer de vivres!

Le chef d'état-major du général Soleille, commandant en chef de l'artillerie de l'armée



LE 2e CHASSEURS D'AFRIQUE.

se rendit après la bataille auprès du maréchal Bazaine, et lui communiqua cette désastreuse nouvelle du manque de munitions, nouvelle inexacte car des 106,000 coups de canon qu'elle avait emportés de Metz, l'armée n'en avait encore consommé que 26,000. Sur dix-sept millions de cartouches, on n'en avait brûlé qu'un million. Il restait donc encore largement de quoi livrer trois batailles, et l'on était sûr, d'après les nouvelles reçues, de pouvoir se réapprovisionner à Verdun. La communication inattendue, invraisemblable du général Soleille, demandait donc une explication et, au besoin, une vérification, d'autant que le commandant en chef de l'artillerie, renversé de cheval dans la journée,

était au lit à Gravelotte, et n'avait pu faire un calcul bien précis. Mais le maréchal accepta sans débat les chiffres présentés.

Pour les vivres, les renseignements transmis au commandant en chef, avaient un caractère de certitude moins grand encore : ils provenaient, en effet, de l'intendant de Préval qui n'était que depuis trois jours chargé de la direction, et qui reconnaissait lui-même « qu'il n'était qu'imparfaitement au courant du service. » Il semblait donc naturel de procéder, sur une question de cette nature, à un examen plus approfondi, de demander des renseignements plus autorisés.

Mais pour les vivres, comme pour les munitions, le maréchal se contenta de ces avis à coup sûr bien insuffisants.

Peu importait d'ailleurs : Metz se trouvait en arrière à douze kilomètres, quatorze au plus, les routes étaient libres, rien de plus simple que de donner l'ordre d'envoyer de suite, sans retard, les vivres et les munitions dont on avait besoin. De la sorte, on était sûr d'être entièrement pourvu pour le lendemain matin.

Le 16, le maréchal Bazaine avait eu le tort, malgré la résistance des intendants, de renvoyer à Plappeville le convoi auxiliaire, chargé de transporter les vivres nécessaires à l'armée. On pouvait donc compter sur ces voitures revenues à Metz, à défaut des services militaires.

Enfin, à cette heure où le maréchal devait peser toutes les chances, envisager la situation sous tous ses aspects, au moment où cette question des vivres et des munitions se posait d'une façon si inattendue, le commandant en chef ne se demandait-il pas comment faisaient les Prussiens? Nous nous trouvions à douze kilomètres de notre centre de ravitaillement, ils avaient le leur à vingt lieues au moins : une nuit nous suffisait pour nous ravitailler, il leur fallait deux jours, trois peut-être.

Tout était pour nous : le succès du jour, les positions, l'ardeur des troupes, cette facilité de communication qui révélait les difficultés que l'ennemi avait à surmonter; tout était pour nous, mais à la condition que nous ne perdrions pas une minute, que nous ne donnerions pas aux Allemands le temps qui leur était indispensable.

Le maréchal remit au lendemain pour prendre les mesures nécessaires au ravitaillement, puis jugeant perdue cette partie à moitié gagnée cependant, il adressa à minuit l'ordre suivant à tous les chefs de corps : « La grande consommation qui a été faite de munitions d'infanterie et d'artillerie dans cette journée, ainsi que le manque de vivres pour plusieurs jours, nous empêchent de continuer la marche qui leur avait été tracée. Nous allons donc nous reporter sur le plateau de Plappeville. Le 2ᵉ corps occupera la position entre le *Point-du-Jour* et *Rozérieulles*, le 3ᵉ à sa droite, à hauteur de *Châtel-Saint-Germain*, le 4ᵉ prolongeant le 3ᵉ jusqu'à *Montigny-la-Grange*, le 6ᵉ à *Vernéville*. La cavalerie du Barrail suivra le mouvement du dernier corps, la division de Forton ira s'établir en arrière du 2ᵉ; la garde, à *Lessy* et *Plappeville* où sera le quartier général. Le mouvement devra commencer le 17 à quatre heures du matin, et sera couvert par la division Metman qui tiendra la position de Gravelotte, et ira ensuite rallier le 3ᵉ corps. »

Avant de suivre les troupes dans les nouvelles positions qui leur sont assignées, il nous faut dire quelques mots d'une tentative que les Allemands dirigeaient sur Toul, à l'heure même où la bataille de Rézonville était engagée.

III

Le 4e corps (2e armée) avait traversé la Moselle à Marbache, à vingt-trois kilomètres de Toul. Des renseignements transmis à l'état-major allemand faisaient connaître que la place était mal armée, et n'avait que des gardes nationaux pour défenseurs. Le commandant du 4e corps (Alvensleben I), résolut donc de tenter un coup de main, et il désigna pour cette expédition la 14e brigade d'infanterie, 16 pièces de canon, et une compagnie de pionniers.

Arrivée devant Toul, vers une heure, la colonne, avant d'ouvrir le feu, envoya un parlementaire sommer la ville de se rendre. Le capitaine Gœtze (1) prétend « que l'ennemi tira à plusieurs reprises sur ce parlementaire, » mais cette allégation est formellement démentie par des renseignements très-précis, publiés par le *Bulletin de la réunion des officiers*. Le parlementaire fut reçu à la porte de Metz, et se retira, rapportant la réponse négative du commandant de place. Loin de faire feu sur le parlementaire, les gardes mobiles respectèrent l'état-major allemand qui, pendant que le drapeau blanc était arboré, venait reconnaître les fortifications, à portée de chassepot.

Le général Alvensleben donna l'ordre de canonner la ville, des hauteurs de la rive gauche de la Moselle. Les batteries se placèrent à 1200 mètres environ, sur la gauche de la route de Pont-à-Mousson et à mi-côte du Mont-Saint-Michel qui commande la place. En même temps, la compagnie de pionniers désignée pour l'assaut pénétra au nord de Toul, dans le faubourg Saint-Mausny. Pour forcer la porte de la ville, dont l'enceinte est précédée de large fossés pleins d'eau, il fallait traverser le pont du canal, exposé au feu des défenseurs de la place. Cette entreprise fut reconnue impossible, et après avoir tenté l'aventure, sans plus de succès, à un second pont établi sur le canal, 400 mètres plus bas, les Allemands durent battre en retraite, laissant 300 hommes à terre. Deux batteries de la troisième armée, avaient soutenu de la rive droite de la Moselle, les seize pièces du 4e corps.

Le lendemain, la garnison du Toul recueillit douze soldats allemands grièvement blessés, que l'ennemi n'avait pu emmener.

(1) *Opérations du corps du génie allemand.*

CHAPITRE VI

Mouvement des armées française et allemande dans la journée du 17 août. — Bataille de Saint-Privat-la-Montagne. — Le tombeau de la garde.

I

Aussitôt les ordres du maréchal Bazaine reçus dans la nuit du 16 au 17, les différents corps se mirent en mouvement : à dix heures du matin, le 2ᵉ corps occupait les positions qui lui étaient assignées, les crêtes du plateau de Rozérieulles, en avant du vallon de Châtel-Saint-Germain. La 1ʳᵉ division (Vergé) en colonnes par brigade, à hauteur du coude de la route et du Point-du-Jour, où se plaça l'artillerie, soutenue par le 3ᵉ bataillon de chasseurs, face au ravin de Gravelotte. La 2ᵉ division (commandée par le général Fauvart-Bastoul, à cause de la blessure du général Bataille), établit sa première brigade en ligne, le long de l'ancienne voie romaine, et la seconde sur la lisière du petit bois de Châtel-Saint-Germain, face au bois de Vaux. La brigade Lapasset formait la gauche du 2ᵉ corps ; elle tenait la croupe arrondie qui domine Rézonville et Longeau. Un fort détachement placé à Sainte-Ruffine assurait les communications avec Metz. L'artillerie de la 2ᵉ division et les batteries de 12 de la réserve étaient établies entre la brigade Lapasset et la division Fauvart-Bastoul, de façon à commander les débouchés. La cavalerie du 2ᵉ corps et la division Forton prenaient position dans le vallon de Châtel et au moulin Longeau.

A la droite du 2ᵉ corps, continuant la ligne de bataille, se plaçait le 3ᵉ corps.

Le maréchal Le Bœuf avait reçu, le 16, vers huit ou neuf heures du soir, l'ordre de se replier. Le quartier-général du 3ᵉ corps fut établi à une heure du matin à Saint-Marcel, à 2 kilomètres en arrière des positions primitivement occupées. Dans la nuit, un second ordre prescrivit de continuer le mouvement de retraite.

Dans la matinée du 17, les quatre divisions du 3ᵉ corps occupèrent les fermes de Moscou, de Leipsig, de la Folie et le bois des Génivaux : la division Montaudon à droite, Metman à gauche, Nayral au centre, Aymar en réserve avec le gros de l'artillerie et la cavalerie du corps.

A la droite du 3ᵉ corps, le général de Ladmirault continuait la ligne par Montigny, La Grange et Amanvillers : la 1ʳᵉ division entre le coude du chemin de fer et le village de Saint-Privat ; la 2ᵉ entre Amanvillers et Montigny ; la 3ᵉ en réserve, et la cavalerie derrière Amanvillers. Ce n'est qu'à huit heures du matin, le 17, que le général de Ladmirault avait reçu l'ordre de battre en retraite.

A neuf heures du matin, le maréchal Canrobert arriva à Vernéville, pour reconnaître ses positions. Le maréchal les trouva défectueuses, presque impossibles à défendre à cause des bois dont elles sont entourées. Il demanda donc au commandant en chef de se placer plus en arrière, à Saint-Privat-la-Montagne, formant ainsi l'extrême droite de la ligne de bataille de l'armée française. Cette demande agréée, le maréchal dirigea ses troupes vers la nouvelle position ; mais les routes étaient encombrées par le 4e corps, et ce n'est qu'à la nuit que le 6e corps arriva à Saint-Privat.

La division Tixier se plaça à l'extrême droite, entre Roncourt et Bronvaux, face au nord ;



LE GÉNÉRAL MONTAIGU,

Blessé à Rézonville.

la division Lafont, avec le 9e de ligne de la division Bisson, à Roncourt ; la division Levasseur, à Saint-Privat ; la cavalerie du Barrail, la brigade Bruchard, du 3e corps, et la réserve d'artillerie, composée de deux batteries envoyées le matin au 6e corps, en arrière de Saint-Privat, près de la grande route.

La garde, destinée à former la réserve générale, campa entre les deux forts de Plappeville et de Saint-Quentin, à environ 9 kilomètres de Saint-Privat.

Ce vaste mouvement des cinq corps de l'armée française ne fut pas inquiété par les Prussiens : la division Metman, chargée de protéger la retraite, n'eut pas à tirer un coup de feu. Si les Prussiens avaient profité de ce moment pour attaquer, la situation eût été compromise. Le désordre était extrême ; l'encombrement rappelait celui des journées précédentes,

notamment entre les plateaux de Gravelotte et du Point-du-Jour. Les voitures avaient été déchargées pour emmener des blessés, et toutes les provisions entassées sur la route durent être brûlées. Encore n'avait-on pu transporter tous les blessés, et un grand nombre d'ambulances furent-elles laissées à Rézonville.

Singulière contradiction : la retraite ne s'effectuait, disait-on, que pour ravitailler l'armée et pour donner le temps de conduire les blessés à Metz, et l'on débutait par brûler les vivres, et par abandonner les blessés!

Le lieutenant-colonel Fay s'est demandé, dans son intéressant ouvrage (1), ce qu'aurait produit une attaque des Prussiens : « ... Nous aurions été témoins d'une affreuse panique, et peut-être d'une déroute fatale. »

Fort heureusement, les Prussiens ne songèrent pas à nous attaquer. Cet inexplicable mouvement des Français, après la bataille de la veille, comblait tous leurs vœux, il leur donnait le temps de faire entrer en ligne les renforts qui leur étaient nécessaires. Des reconnaissances de cavalerie avec l'artillerie, envoyèrent vers dix heures quelques obus sur notre arrière-garde, mais sans grand résultat.

Le 16 au soir, la bataille de Rézonville ne paraissait pas une victoire à l'état-major prussien : voici en effet le télégramme qui était adressé au général Steinmetz : « L'ennemi, a été attaqué anjourd'hui pendant son mouvement de retraite, à Rézonville, par le 3e corps venant de Gorze. Le 10e corps trop avancé vers l'ouest est ramené en arrière. » De là à un succès, il y a loin. A quatre heures du matin, nouveau télégramme : « Le 8e et le 10e corps se sont maintenus hier dans leurs positions, mais il est urgent qu'ils soient soutenus, aussitôt que possible, au point du jour. »

Mais, lorsqu'il fut bien constaté que les Français se retiraient, et abandonnaient sans coup férir, ces positions qu'ils avaient si fermement défendues la veille, l'état-major allemand s'empressa de télégraphier à Berlin la nouvelle de la *victoire* : «..... L'ennemi malgré sa supériorité numérique, a *été rejeté* sur Metz après une lutte très-vive de douze heures... Sa majesté le roi a félicité aujourd'hui les troupes sur le champ de bataille, sur lequel elles se sont *victorieusement* maintenues. » Tout en se félicitant du résultat, à coup sûr imprévu de la lutte, et de cette retraite des Français qui lui permettait de changer sa défaite en victoire, l'état-major prussien se hâtait d'expédier des ordres, pour appeler sur le champ de bataille toutes les troupes qui étaient assez rapprochées, pour prendre part à la nouvelle action que l'on prévoyait.

De la 2e armée allemande, les 3e et 10e corps, les 5e et 6e divisions de cavalerie, les dragons de la garde, et la 25e division du 9e corps étaient en position. La seconde division du 9e corps arrivait le 17 au matin, à l'ouest du bois de Vionville.

Le 12e corps (Saxon), se trouvait à Pont-à-Mousson. Le 16, dans la soirée, le prince royal de Saxe reçut à son quartier général l'ordre de se mettre en marche : à deux heures du matin, les troupes quittaient leurs bivouacs et arrivaient, vers trois heures de l'après midi, entre Mars-la-Tour et Puxieux, après une marche de vingt-cinq kilomètres.

La garde campait à Bernécourt, lorsque l'ordre arriva au prince de Wurtemberg, de prendre par Beney Saint-Benoit en Woivre, et Chambley jusqu'à Mars-la-Tour, de façon à former la gauche du 12e corps. Partie à cinq heures du matin, la garde effectuait en

(1) *Journal d'un officier de l'armée du Rhin.*

dix heures une marche de trente-cinq kilomètres, et débouchait vers trois heures de l'après-midi à l'ouest de Mars-la-Tour.

Des deux autres corps de la 2e armée, le 2e était à Buchy, le 4e à Saizeray, à trente-huit kilomètres environ du théâtre de l'action : il était donc possible de les faire venir, mais l'état-major prussien jugea, sans doute, que les forces dont il disposait étaient suffisantes, car il ne modifia pas ses ordres antérieurs : le 4e corps était maintenu dans la direction de Toul, le 2e devait se rendre à Pont-à-Mousson, où il constituait la réserve. (Nous verrons plus loin, que sur la demande expresse du général Fransecki, commandant du 2e corps, cette dernière prescription fut modifiée).

La 1re armée allemande devait concourir aussi aux opérations : et nous devons suivre ses mouvements depuis la bataille de Borny.

Le 15, le général de Manteuffel, commandant le 1er corps d'armée, adressa au maréchal Bazaine à Metz une lettre, demandant une suspension d'armes de deux heures, pour enterrer les morts. Cette lettre fut reçue par le général Coffinières, gouverneur de la place, qui ne vit aucun inconvénient à autoriser l'armistice, mais ne jugea pas à propos d'en prévenir le maréchal Bazaine. Sur la demande du général de Manteuffel, la suspension d'armes fut portée à vingt-quatre heures, le commandant en chef de l'armée demeurant toujours dans la même ignorance.

Il ne sera pas inutile de citer ce fait, que le ministre de la guerre était à Paris mieux renseigné que le maréchal Bazaine sur ce qui se passait sous le canon des forts. «... Il est constant, disait-il au Corps législatif, que le corps du général Steinmetz qui tenait le centre de l'armée prussienne, a éprouvé des pertes telles que le commandant de ce corps d'armée a été obligé de demander un armistice pour enterrer ses morts, et enlever ses blessés. *Les Prussiens ont voulu aussi, par-là, gagner du temps.* »

Le général Palikao voyait plus juste à Paris, que le général Coffinières à Metz : les Prussiens voulaient gagner du temps. Il importait, en effet, à la suite de la bataille, de donner un peu de repos aux troupes, avant de leur faire faire autour de la place, le mouvement tournant destiné à réunir la 1re armée à la 2e. L'armistice consenti par le général Coffinières écartait tout danger d'attaque des Français : il permettait aux 7e et 8e corps allemand de se concentrer au sud-est de Metz, à Courcelles-Chaussy, à Pange, à Orny, à Verny et à Avancy (1).

Le général de Manteuffel devait provisoirement rester sur la rive droite de la Moselle avec le 1er corps d'armée, jusqu'à l'arrivée de Sarrelouis du général lieutenant de Kummer, commandant la 3e division de réserve.

Dans la soirée du 15, il fut prescrit au 8e corps de partir d'Orny, et de se diriger à la première heure le 16, sur Lorry et Arry; le 7e corps devait suivre ce mouvement par Pommerieux : la première division de cavalerie occupant Pouilly, Marly et Fey, de façon à couvrir, du côté de Metz, cette marche de flanc; la 3e division de cavalerie formant l'arrière-garde entre Courcelles et Mécleuves.

(1) Il ne sera pas inutile de signaler ce fait que l'ouvrage du major Schell, rédigé sur les documents officiels, et consacré à la 1re armée dont il rapporte les mouvements avec une scrupuleuse exactitude, ne dit pas un mot de l'armistice, et des facilités qu'il procura au général Steinmetz, pour sa marche de flanc. L'étude du grand état-major prussien n'est pas plus explicite.

Le 16, le quartier général de la 1re armée fut transféré à Coin-sur-Seille; vers une heure, le général Steinmetz fut informé que la bataille était engagée dans la direction de Gorze, et reçut l'ordre de laisser passer, avant ses troupes, le 9e corps que nous avons vu arriver, en partie du moins, assez à temps, pour prendre part à l'action. A huit heures du soir, des instructions venues de Pont-à-Mousson prescrivirent de passer la Moselle le 17 au matin, le 7e corps par Ars-sur-Moselle, d'où il devait se diriger sur Gravelotte, et le bois de Vaux, le 8e par Novéant, Gorze et Rézonville. La 1re division de cavalerie demeurant sur la rive droite de la Moselle prête à traverser la rivière, et chargée de surveiller le terrain du côté de Metz, la 3e division de cavalerie restant plus en arrière.

Au sud du défilé qui conduit à Gravelotte, vers une heure, dans la journée du 17, la brigade Woyna, qui tenait la tête de la 1re armée allemande, fut attaquée par de nombreux tirailleurs; quelques batteries de mitrailleuses, postées au Point-du-Jour, tirèrent sur l'état-major du général Steinmetz, qui s'était porté en avant pour reconnaître la position; mais l'action ne tarda pas à s'arrêter.

Pour détourner l'attention de la garnison de Metz — dont on ignorait l'importance — et l'empêcher de faire des sorties, le général Steinmetz prescrivit au 1er corps de « faire une démonstration sur la place »; puis d'envoyer, dans la direction de Vaux, une brigade de son corps d'armée, pour soutenir le 7e, et s'opposer à une tentative des Français sur Ars.

Le 17 au soir, le général de Manteuffel adressa de la ferme de Saint-Thiébault (au sud de Magny-sur-Seille), le rapport suivant au général Steinmetz : « Metz a été canonné par toute l'artillerie du corps d'armée à une distance de 4 à 5,000 pas. Vers cinq heures, il semblait y avoir des incendies sur plusieurs points. A cinq heures et demie, on aperçut de la poussière sur la route qui vient de Metz, sur la rive gauche; elle semblait être produite par des colonnes en retraite..... »

Ce rapport, presque incompréhensible, à cause de son exagération, faisait allusion aux faits suivants : l'artillerie de campagne du 1er corps avait pris position sur les hauteurs qui s'étendent de la Grange-aux-Bois au télégraphe de Mercy, où des emplacements pour les pièces avaient été préparés par les soins des pionniers. Le feu avait été dirigé sur le fort de Queuleu à trois mille mètres; les Français n'avaient que faiblement répondu à cette attaque inutile, qui causa la mort d'un homme, tué par la chute d'une pierre, et les Allemands s'étaient retirés, après avoir reconnu qu'avec les ressources dont ils disposaient, ils ne pouvaient attaquer sérieusement. Nous avons eu déjà antérieurement à dire un mot de cette tentative.

Quant au bombardement de « Metz », « aux colonnes en retraite », « aux incendies » tout cela n'existait que dans le rapport du général de Manteuffel.

Cette journée du 17 août, si bien employée par les Prussiens, ne fut pas perdue pour l'armée française. Les ordres du commandant en chef prescrivaient de fortifier les positions et de remuer activement la terre. Les hauteurs, occupées par nos troupes, se prêtaient d'ailleurs à une énergique défense. Les groupes de collines et de plateaux, à l'ouest de Metz sont coupés par deux vallées transversales du nord au sud et au sud-est. La plus rapprochée de la place n'est qu'à deux mille cinq cents mètres environ du Saint-Quentin. Resserrée entre des pentes très-raides, cette gorge part des environs d'Amanvillers et aboutit dans la vallée de la Moselle à Moulins-les-Metz. A deux mille cinq cents mètres à l'ouest du ruisseau de Châtel-Saint-Germain, se trouve la vallée de la Mance, qui commence

SAINT-PRIVAT,

NORD

Prussiens

Malancourt
Montois-la-Montagne
Auboué
Marange
Roncourt
Carrières de Jaumont
XII.e Corps SAXONS
6.e Corps CANROBERT
Forêt de Jaumont
Bronvaux
Fèves
St. Privat-la-Montagne
Ste. Marie-aux-Chênes
X.e Corps VOIGTS-RETZ
Bois des Fèves
Sémécourt
St. Ail
Semecroy
Norroy-le-Veneur
Habonville
2.e Corps LADMIRAULT
Plesnois
GARDE ROYALE
Amanvillers
Saulny
Montigny-la-Grange
Champenois
Longuyon
St. Maurice
Bois de Vigneulle
St. Vincent
GARDE IMPERIALE
l'Envie
la Folie
Bois Doseuillons
Verneville
Lorry-les-Metz
Chantereine
Ban-St. Martin
Fort de Plappeville
IX.e Corps MANSTEIN
3.e Corps LEBOEUF
Bagneux
Plappeville
Malmaison
Moscou
Chatel-St. Germain
VIII.e Corps GOEBEN
St. Hubert
Lessy
Fort de St. Quentin
Gravelotte
le Point du Jour
Rozerieulles
2.e Corps FROSSARD
Sey
Chazelles
Reims
Moulins
Poste
Rezonville
St. Ruffine
VII.e Corps ZASTROW
Jussy
Vaux



Kil.

à l'est de Vernéville, et descend, de plus en plus escarpée, jusqu'à la route de Verdun, d'où elle infléchit vers le sud-est, pour aboutir à Ars. C'était là comme une sorte de fossé naturel qui protégeait une partie du front de la ligne française. Le terrain compris entre ces deux vallées se termine à la Mance par des pentes rapides; l'inclinaison est, au contraire, à peu près nulle à l'ouest.

Cette disposition obligeait l'ennemi à s'avancer à découvert, et nous permettait d'occuper solidement nos positions. Aussi, dans la journée du 17, les fronts des corps d'armée du général Frossard et du maréchal Le Bœuf se couvrirent de tranchées-abris. Les murailles du Point-du-Jour furent crenelées; les massives fermes de Saint-Hubert, Moscou, Leipsig, la Folie, mises en état de défense; on utilisa les enclos, les carrières, les ravins, les fossés; toutes ces défenses furent solidement reliées, et sur divers points, formèrent plusieurs étages de feux. Malheureusement, des bois se trouvent en avant de la vallée de la Mance, offrant à l'ennemi un abri pour rallier ses bataillons. Mais, de ces bois au ravin il y a un espace découvert.

Si les positions occupées par les 2e et 3e corps se prêtaient à une vigoureuse défense, il n'en était pas de même de celles que tenaient plus au nord le 4e et surtout le 6e corps. Aucun obstacle en avant de leur front ne pouvait arrêter les Allemands : Saint-Privat est, il est vrai, bâti sur un mamelon élevé, ses constructions sont massives, mais ce relief du terrain ne constituait pas un avantage suffisant. Au nord et à l'ouest de Saint-Privat, deux villages, Roncourt et Sainte-Marie-aux-Chênes, distants d'environ 2 et 3,000 mètres, offraient à l'ennemi un appui sérieux, si on ne les occupait pas solidement; aussi le maréchal Canrobert porta-t-il un régiment, le 94e, à Sainte-Marie, et continua-t-il sa ligne jusqu'à Roncourt : mais la droite de l'armée française se trouvait ainsi beaucoup trop étendue.

Le général Ladmirault n'avait pu remuer la terre, comme les commandants des 2e et 3e corps: il n'était arrivé que tard sur les positions qui lui étaient assignées.

Quant au maréchal Canrobert, il n'avait pas son parc du génie, demeuré à Châlons, et es quelques pelles et pioches placées entre les mains de ses soldats ne pouvaient faire grande besogne.

Tout, à la fois, se tournait contre nous : la position la plus importante, celle qui devait avoir à supporter les plus sérieuses attaques de l'ennemi, était occupée par le corps qui avait le moins de moyens de résistance; nous venons de dire qu'il manquait d'outils : son artillerie était de moitié inférieure à celle des autres corps (le 18 au matin, le maréchal Canrobert n'avait que 11 batteries, en comptant 2 batteries de la réserve qui lui avaient été envoyées, tandis que le 3e corps comptait 120 pièces, le 2e et le 4e 90). Le maréchal Canrobert ne disposait pas d'une mitrailleuse. Enfin, obligé de marcher pendant toute la journée du 17, le 6e corps, qui avait combattu le 16, ne put se ravitailler en vivres et en munitions et dut soutenir tout l'effort de la bataille avec des caissons à moitié vides : « Les soldats, dit le maréchal Canrobert, se sont battus toute la journée, sans avoir ni mangé ni bu! »

Cette situation commandait donc la plus sérieuse attention du maréchal Bazaine : la position de Saint-Privat devait être d'autant plus solidement défendue, qu'elle tenait la dernière route vers Verdun, celle de Briey. Pour parer à toutes ces causes d'infériorité, il n'était qu'un moyen, tout indiqué : placer les réserves en arrière de la droite. Appuyés à de formidables positions, les 2e et 3e corps n'avaient pas besoin d'être soutenus; mais le 6e,

xposé à un mouvement tournant, très-imparfaitement protégé, réclamait impérieusement ne seconde et puissante ligne. L'urgence était d'autant plus grande, que le champ de ataille était très-étendu, et que l'on ne pouvait songer à faire venir des troupes de renfort l'un point à un autre. Les dispositions adoptées au début de l'action devaient fatalement être maintenues jusqu'à la fin.

Malheusement, le maréchal Bazaine ne songeait pas à garder la route de Briey; comme le 16, il n'était préoccupé que d'assurer sa retraite sur Metz, et c'est pour cette raison qu'il vait placé la garde entre le Saint-Quentin et Plappeville.

Le 17 au soir, le commandant en chef transmit à un des officiers supérieurs du grand état-major, le colonel Lewal, l'ordre de réunir, dans la matinée du 18, les sous-chefs d'état-major des différents corps, afin d'opérer avec eux une grande reconnaissance, dans le but le choisir, *en arrière* des positions alors occupées par les troupes, des emplacements sous le canon des forts.

La retraite sous Metz était donc, avant même que le premier coup de canon fût tiré, arrêtée dans la pensée du maréchal Bazaine, et ce mouvement en arrière n'était pas une simple éventualité, c'était le résultat d'une conviction bien établie, indépendante pour ainsi dire des événements qui allaient se succéder. Pour preuve, il suffit de rappeler cette dépêche datée du 18 août, 10 heures du matin, et adressée au maréchal Canrobert : « Si par cas, l'ennemi se prolongeant sur notre front, semblait vouloir attaquer sérieusement Saint-Privat-la-Montagne, prenez toutes les dispositions de défense nécessaires pour y tenir et permettre à l'aile droite de faire un changement de front, afin d'occuper les positions en arrière, si c'était nécessaire, positions qu'on est en train de reconnaître. *Je ne voudrais pas y être forcé par l'ennemi*, et si ce mouvement s'exécute, ce ne sera que pour rendre les ravitaillements plus faciles, et donner une plus grande quantité d'eau aux animaux, et permettre aux hommes de se laver. »

Mais alors, puisque le 6ᵉ corps ne devait tenir à Saint-Privat « que pour permettre à l'aile droite de faire un changement de front », sans attendre d'y être forcé par l'ennemi, pourquoi livrer bataille? A quoi bon aux 16,000 victimes du 16, en ajouter un nombre égal, pour masquer une retraite décidée à l'avance?

Tandis que sur la ligne française les travaux de défense se continuaient dans la matinée du 18, les Prussiens prenaient rapidement leurs positions de combat qu'il nous faut indiquer.

Le général de Moltke et le roi de Prusse étaient arrivés, le 16 au soir, sur les hauteurs en arrière de Flavigny. Après un rapide examen du champ de bataille, le grand état-major vait aussitôt arrêté les premières dispositions qui furent modifiées le 17 au matin, lorsque on eut l'assurance que les Français se mettaient en retraite. Des reconnaissances envoyées ur leurs traces, transmettaient au fur et à mesure les renseignements, et amenaient des hangements successifs. Le général de Moltke, le prince Frédéric-Charles et le général Steinmetz se réunirent plusieurs fois, pour discuter et arrêter les détails de l'opération.

Le 18, à quatre heures du matin, le mouvement commence vers le nord; le prince Frédéric-Charles passe rapidement en revue les troupes, et se met à la tête du 3ᵉ corps : il oit commander l'aile gauche de l'armée allemande, tandis que le général Steinmetz dirigera la droite. Le roi, revenu de Pont-à-Mousson où il s'était rendu le 17 au soir, s'est servé le commandement suprême; il est accompagné du général de Moltke.

A six heures du matin, les Saxons du 12e corps se dirigent sur Jarny; des détachemen de cavalerie éclairent dans toutes les directions : la 28e division d'infanterie tient la tête, 24e est en seconde ligne, la réserve d'artillerie du corps suit.

La garde s'avance en arrière du 12e corps; afin d'éviter l'encombrement, elle ne s'ébran qu'à neuf heures : son objectif est Doncourt, à droite du 12e corps.

Le 9e corps doit gagner Saint-Marcel. A huit heures et demie du matin, il atteint la rou d'Étain, et fait halte.

A dix heures du matin, le prince Frédéric-Charles, averti que les Français ont abandon la route d'Étain-Conflans, et qu'ils ont pris position sur le plateau d'Amanvillers, presc aux trois corps (12e, garde et 9e) un changement de direction à droite, de façon à faire fa au plateau; Verneville et la Folie sont indiqués au 9e corps; la garde servira de soutien 9e corps; le corps saxon marchera sur Batilly.

A dix heures et demie, des renseignements plus complets sont transmis par le roi, et prince Frédéric-Charles adresse aux chefs de corps les ordres suivants :

1° *Au commandant du* 9e *corps* (général de Manstein) : « Le corps de la garde reç l'ordre de marcher sur Amanvillers par Verneville, afin d'attaquer l'aile droite ennemie, elle la rencontre. Dans le cas où la ligne de bataille française s'étendrait vers le nord, delà du front du 9e corps, éviter tout engagement sérieux, jusqu'à ce que la garde ait attaq par Amanvillers. »

2° *Au commandant en chef de la garde* (prince de Wurtemberg) : « L'ennemi sem s'être formé en bataille sur les hauteurs du bois de Vaux, vers Leipsig. Le corps de la ga accélérera sa marche, poussera par Verneville jusqu'à Amanvillers, et attaquera vigour sement l'aile droite de l'ennemi. Le 9e corps doit se porter en même temps contre la Fol La garde pourra prendre également par Habonville. Le 12e corps a ordre de marcl sur Sainte-Marie. »

3° *Au commandant du* 12e *corps* (prince royal de Saxe) : « Le 12e corps marchera s Sainte-Marie-aux-Chênes, en se faisant couvrir par de la cavalerie vers Briey, et au delà Conflans, et en poussant, s'il est possible, des cavaliers jusque dans la vallée de la Mosel pour y couper le chemin de fer et le télégraphe de Thionville. — Dans deux heures, 7e, 8e, 9e corps et la garde attaqueront l'ennemi, qui est en position de Leipsig au bois Vaux. Ils seront soutenus, en seconde ligne, par les 3e, 10e, 12e et 2e corps. »

(*Au début de ce chapitre, nous avons dit que le* 2e *corps ne devait pas prendre part à bataille du* 18. *Le général Fransecki, qui le commandait, demanda au roi l'autorisat de marcher, qui lui fut accordée. A deux heures du matin, le* 2e *corps quitta Pont Mousson, et arriva à Buxières (au sud de Mars-la-Tour) vers onze heures, après u marche d'environ trente kilomètres.*)

4° *Au commandant du* 10e *corps* (de Voigts-Rhetz) : « L'ennemi est en position sur hauteurs de Leipsig et du bois de Vaux. Il y sera attaqué aujourd'hui, savoir : par la gar par Amanvillers; par le 9e corps, par la Folie; et de front, par les 7e et 8e corps. Les co suivants s'avancent en deuxième ligne en soutien de la première : le 12e corps sur Sair Marie, le 10e corps sur Saint-Ail, le 3e sur Verneville, le 2e corps sur Rézonville. »

En résumé, contre la gauche française, l'ennemi dispose de trois corps, dont un réserve; contre la droite, de cinq corps, dont trois en seconde ligne. Cette simple énumérat des forces montre, dès l'abord, que c'est contre notre droite que va porter le principal effc

pour les Prussiens, en effet, le but poursuivi, c'est d'empêcher notre retraite de Metz sur Châlons; c'est pour retarder ce mouvement que, le 14, à Borny, le général de Goltz a attaqué le 3e corps; c'est pour nous disputer la route de Rézonville-Verdun que la bataille



GÉNÉRAL STEINMETZ,

Commandant de la 1re armée allemande.

de Rézonville a été livrée le 16; c'est, enfin, pour nous enlever la seule route qui nous permette de nous rabattre vers l'ouest, celle de Briey, que les Allemands vont engager cette action la plus meurtrière de cette sanglante campagne, pour laquelle ils mettent en ligne 240,000 hommes (chaque corps prussien est fort de 30 à 35,000 hommes).

II

Vers six heures du matin, le maréchal Le Bœuf aperçoit des troupes nombreuses qui, marchant déployées en arrière de Gravelotte, se dirigent de gauche à droite. Le commandant du 3e corps en prévient aussitôt le maréchal Bazaine qui répond « de s'établir solidement sur la position, et de la conserver à tout prix. » Le maréchal Bazaine a établi son quartier général à Plappeville, *à sept kilomètres du champ de bataille.*

A neuf heures du matin, le maréchal Le Bœuf renouvelle son avertissement, et à dix heures, le commandant du 6e corps transmet un avis analogue.

Vers dix heures, le maréchal Bazaine envoie un de ses officiers d'ordonnance, le capitaine de Mornay-Soult, prévenir le général Bourbaki qu'il est libre de ses mouvements, et que le commandant en chef le laisse maître d'engager les réserves, comme il le jugera convenable.

Comment le général Bourbaki, placé en arrière du théâtre de l'action, ignorant la marche de la lutte, manquant de ces renseignements précis qui sont adressés au général en chef, et qui lui permettent de reconstituer toutes les phases du combat, allait-il pouvoir s'éclairer, prendre une résolution mûrement réfléchie?

« Je ne comprenais cette liberté, dit le général Bourbaki, que dans un sens très-relatif, car ce n'est pas la coutume qu'il en soit ainsi. »

Vers onze heures et demie, le premier coup de canon est tiré par le 9e corps prussien. La 18e division prussienne avait gagné Vernéville, d'où elle portait deux bataillons dans le bois de la Cusse, tandis que son artillerie prenait position sur la hauteur de Champenois. Le bois de la Cusse se trouve sur le front des positions occupées par le général Ladmirault : on ne s'explique donc pas qu'il n'ait pas été occupé par nos troupes : le général savait, en effet, depuis la veille au soir, que le 6e corps avait abandonné Vernéville pour se retirer à Saint-Privat : il avait, de plus, été averti par le maréchal Le Bœuf de l'approche de l'ennemi, et cependant ce n'est qu'au premier coup de canon que la division Grenier se porte en avant. La division Cissey prend la droite, et se relie à la gauche du 6e corps, tandis que la division Lorencez se forme en réserve, près d'Amanvillers. La ligne de feu s'étend promptement et gagne Saint-Privat. Placée dans une position oblique, l'artillerie allemande est prise d'enfilade par nos pièces, et subit des pertes d'autant plus grandes que la distance est moins considérable, et par conséquent favorable à notre canon de 4.

Vers midi et demi, la 25e division (hessoise), atteint l'emplacement qui lui a été indiqué au nord-ouest du bois de la Cusse; elle s'engage aussitôt, et apporte à la 18e division un concours opportun. Elle prend position dans le bois formé de bouquets d'arbres clairsemés, se prolonge le long du chemin de fer (en construction) de Metz à Verdun, et envoie deux bataillons protéger la réserve d'artillerie du 9e corps exposée aux attaques impétueuses des Français. A ce moment, des détachements du 5e chasseurs et du 13e de ligne de la division Grenier enlèvent, près de l'extrémité du bois, sept pièces, et parviennent à en emmener deux, les autres sont reprises par le 85e fusiliers prussiens, et un bataillon hessois.

la droite, du côté du bois des Génivaux, le combat n'est pas moins meurtrier : la
rision allemande a voulu se porter sur les fermes de la Folie et de Leipsig, mais
sion Montaudon du 3e corps est solidement établie dans ces positions. Les 81e et 95e
ne tiennent le bois de la Folie, et rejettent les Allemands qui ne peuvent dépasser la
Chantereine.

tous les points, le 9e corps prussien est donc vigoureusement contenu, il doit se
r à maintenir ses positions, en attendant que l'action prenne plus d'importance à
des deux ailes.

a droite (allemande), d'après l'ordre du général Steinmetz, le général Gœben qui
ande le 8e corps prussien engage l'action, au moment où le canon se fait entendre du
e Vernéville.

en face de lui, le 2e corps français qui occupe solidement le Point-du-Jour, et jette
ailleurs en avant, dans des carrières d'où ils dominent le terrain qui descend vers
lotte.

ant de lancer ses troupes, le général Gœben fait donner son artillerie, le 7e corps placé
en arrière en réserve, lui envoie successivement ses batteries, et bientôt plus de
nte-douze pièces prussiennes tirent sur le 2e corps qui répond vigoureusement avec
nons de 12.

une heure, au moment où le feu est vivement engagé, le général Steinmetz reçoit
e suivant du général de Moltke : « Le combat qu'on entend maintenant n'est qu'un
gement partiel devant Vernéville, il n'exige pas l'attaque générale de la 1re armée.
ne doit pas montrer de fortes masses, mais éventuellement employer l'artillerie à
rer l'attaque pour plus tard. »

général Steinmetz ne tient aucun compte de cet ordre : il juge, sans doute, qu'il peut
x que le général de Moltke, qui se trouve en arrière à Flavigny, juger ce qui se passe au
e, il sait que le 9e corps allemand a grand'peine à résister aux violentes attaques du
al Ladmirault, et il donne le signal de l'action que le feu de l'artillerie a préparée.

15e division du 8e corps doit s'avancer sur le plateau de Saint-Hubert; la 29e brigade
ell) prenant à droite; la 30e (Strubberg) contre la lisière occidentale du bois des
aux.

te dernière se forme en deux colonnes, marche sous un violent feu de tirailleurs, et
nt à se loger dans le bois, après un vif engagement avec quelques bataillons de la
n Aymar (3e corps). Après ce premier succès, les Prussiens tentent de s'avancer contre
ux fermes de Saint-Hubert et de Moscou; mais le feu des chassepots et des mitrail-
cause de tels ravages, que l'ennemi se replie en toute hâte. Le général Stubberg fait
uvel effort avec l'appui d'un nouveau régiment qui lui est envoyé; mais il échoue.

a droite de la brigade Stubberg, la brigade Wedell est parvenue à refouler du bois de
les avant-postes de la brigade Jolivet, et elle lance ses tirailleurs contre la route et les
res. Mais le 3e chasseurs à pied et un bataillon du 76e de ligne français, bientôt ren-
par deux bataillons du 55e, deux du 23e et le 12e chasseurs, repoussent toutes les
es, malgré l'appui que deux nouveaux bataillons sont venus apporter aux Prussiens.
stant cependant l'ennemi serre de près une batterie de mitrailleuses, qui s'est trop
e sur la route, et qui a perdu un grand nombre de chevaux et de canonniers; mais
chasseurs et un bataillon du 23e dégagent la batterie.

Du centre, l'action a donc gagné la droite prussienne; mais elle s'est également étendue à la gauche de l'ennemi, et nous devons suivre de ce côté les mouvements des troupes allemandes.

La garde prussienne avait continué son mouvement, la 1re division se dirigeant sur Habonville, la seconde marchant sur Vernéville; mais, vers une heure et demie, le prince Frédéric-Charles, qui s'était rendu à Vernéville, assignait ce lieu de rendez-vous aux deux divisions. Pendant ce temps, les têtes de colonnes du 12e corps (Saxons) atteignaient Batilly.

A deux heures, le prince de Wurtemberg, qui commande la garde, reçoit l'ordre de se borner à soutenir l'action avec son artillerie, en attendant l'entrée en ligne du 10e et du 3e corps, jusqu'ici placés en réserve. La 1re division de la garde prend position aux environs de Saint-Ail, la deuxième à Habonville, tandis que les neuf batteries du corps, auquel viennent bientôt se joindre deux batteries à cheval de la division de cavalerie et trois autres batteries de la 2e division, se déploient en angle obtus, à quelques centaines de mètres à l'est du chemin qui relie Saint-Ail à Habonville. Le feu de ces 84 pièces converge sur Sainte-Marie-aux-Chênes, occupé seulement par le 94e de ligne et une batterie, et sur Saint-Privat que tient vigoureusement le maréchal Canrobert.

L'action puissante de l'artillerie de la garde et l'arrivée de ses deux divisions d'infanterie donnent un instant de répit au 9e corps allemand, qui a supporté jusqu'ici le principal effort des Français : 15 de ses pièces sont hors de combat; les munitions sont à peu près épuisées; la division hessoise est cruellement décimée par le feu des chassepots.

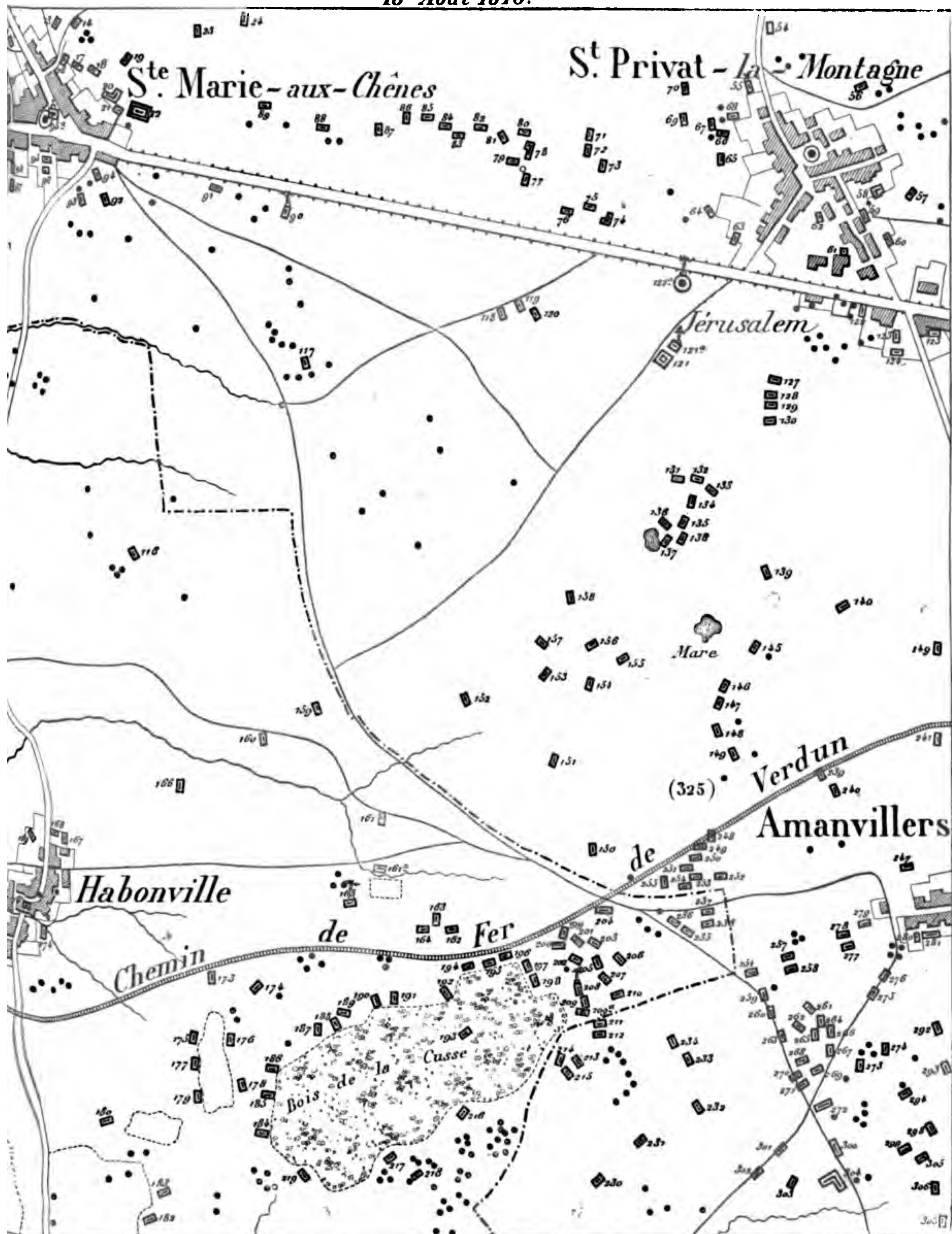
A deux heures, le 10e corps ayant atteint Batilly, le 12e remonte plus au nord pour exécuter un mouvement contre l'aile droite française, la 24e division tourne à l'est dans direction de Sainte-Marie, tandis que la 23e poursuit vers Auboué. Quelques batteries du 12e corps s'établissent à l'ouest de Sainte-Marie, dans le prolongement de l'artillerie de la garde. A trois heures, le 3e corps atteint Vernéville, et son artillerie prend position. Plus de 300 bouches à feu tirent à la fois sur Amanvillers, Saint-Privat et Sainte-Marie-aux-Chênes.

Vers trois heures et demie, l'instant semble propice au prince de Wurtemberg pour attaquer ce dernier village. Au sud, la 1re division d'infanterie de la garde; au nord-ouest, la 47e brigade (12e corps); la 48e en seconde ligne, marchent contre le 94e de ligne et ses six canons. Heureusement, le terrain, entièrement découvert en avant de Sainte-Marie, est défavorable aux Prussiens; le colonel de Geslin, qui commande les trois bataillons dans le village, se maintient énergiquement. Plusieurs attaques sont repoussées, et le colonel Eckert, qui dirige la première colonne de la garde, est tué. Mais l'action de l'artillerie redouble; Sainte-Marie prend feu; les tirailleurs du bataillon de chasseurs de la garde prussienne gagnent les premières maisons. La position n'est plus tenable. Le colonel de Geslin rallie ses soldats, sans attendre la prise imminente du village, qui rendrait la retraite impossible, et, au pas de course, sous une grêle de balles, les trois bataillons français parcourent les 2,500 mètres qui les séparent de Saint-Privat.

La réserve de l'artillerie saxonne prend position au nord du village, contre Roncourt et Saint-Privat.

La garde rassemble ses troupes, et se prépare à une vigoureuse offensive contre le 6e corps; elle attend, pour se lancer, que le 12e corps ait mieux accentué son mouvement au nord.

CARTE des Tombes de St Privat
18 Août 1870.



Profitons de ce moment de répit pour jeter un coup d'œil sur l'ensemble de la batail
Tout indique que, cette fois, l'action sera décisive. Les Français, battus, seront obligés se réfugier sous le canon de Metz; mais si la victoire leur appartient, si une vigoureu offensive est prise à temps, la position des armées allemandes sera bien compromise. Peu peu les différents corps prussiens se sont étendus, s'éloignant de plus en plus de leur lig de retraite. Le général de Moltke pensait d'abord que l'on s'arrêterait à la route de Co flans; mais les Français étant plus au nord, il a fallu monter jusqu'à Vernéville, puis ju qu'à Sainte-Marie, et enfin au delà d'Auboué, pour tourner la droite française. Le 12e cor se trouve donc à près de 30 kilomètres de sa ligne de retraite, et toute l'armée prussien tourne le dos à ses communications, présentant un front de 13 kilomètres aux Françai Les Prussiens ont pour eux la supériorité écrasante du nombre : ils sont 240,000 cont 120,000 hommes; mais l'avantage du terrain appartient à leur adversaire. Qui sait ce q pourrait amener une vigoureuse offensive, soutenue par la garde, et coupant en deux longue ligne de l'Allemand?

Malheureusement, l'armée française n'a pas de commandant en chef : le maréch Bazaine demeure à Plappeville; il a donné l'ordre à ses lieutenants, le matin, de tenir. I reste importe peu. Si l'on est trop pressé, on se retirera en arrière, sur les positions ind quées : la défaite a été prévue, mais non la victoire. Aussi, c'est à peine si le maréch prend garde aux détails de l'action, s'il consent à entendre les officiers qui se succèden porteurs de mauvaises nouvelles. « La droite faiblit; le centre est sérieusement menacé. — « Qu'on se maintienne! » Telle est la seule réponse que l'on peut obtenir. Le maréch s'est désintéressé du commandement; il veut échapper à cette responsabilité suprême, qu sent si lourde. Le matin, il l'a donnée à Bourbaki; il la confie à qui veut. A-t-il conscien de son infériorité qui, le 14 et le 16, l'a empêché de tirer parti de la situation Compte-t-il sur le hasard, ou bien obéit-il à d'autres pensées plus coupables encor Le jugement de Trianon a répondu, et rend tout commentaire superflu. Bornons-nous do aux faits. Le maréchal Bazaine n'a plus qu'une préoccupation, la même toujours, celle d 15, celle du 16, celle qui le portait à faire sauter le pont de Longeville, qui l'empêchait, Rézonville, d'écraser l'ennemi vaincu : il craint pour sa gauche. Il est averti que quelqu bataillons se sont glissés dans le ravin, qu'une batterie a jeté des obus sur la réserve cavalerie massée à Longeau, et cette nouvelle peut seule l'arracher à son indifférence et décider à monter à cheval, pour faire placer et surveiller lui-même, en avant du Saint-Que tin, deux batteries de 12 destinées à arrêter cette tentative des Allemands.

Depuis quatre heures, 700 pièces de canon tonnent furieusement; 10,000 hommes so déjà à terre. Le moment est venu de prendre un parti, de se rendre compte, de décider que l'on veut, et, au milieu de cet écrasement, devant ces villages qui brûlent, ces solda qui meurent par milliers, le maréchal juge inutile de paraître sur le champ de bataille. I roi de Prusse, de Moltke, le prince Charles, Steinmetz sont au feu; lui demeure obstiné côté de ces deux batteries, se refusant à entendre la canonnade qui se rapproche menaçant les demandes de secours, les avis, enfin, précurseurs de défaite.

Et, cependant, le soldat tient toujours. Il combat au hasard, sans direction, sans but, sa chef; à droite, au centre, à gauche, partout, il repousse les tentatives furieuses de l'enne Chaque corps d'armée, chaque division lutte pour son compte, ignorant ce qui se passe pl loin, incapable de porter secours, ou de profiter des avantages obtenus. Et la garde, indéci

demeure toujours en arrière, son chef ne sachant à qui entendre, craignant de s'engager mal à propos, et redoutant, non sans raison peut-être, cette responsabilité immense que le maréchal Bazaine a voulu faire peser sur lui.

Revenons au combat. Suivons les efforts de l'ennemi, à sa droite d'abord, puis au centre et à la gauche, où l'action va bientôt se dénouer. De son côté aussi, les divers assauts sont tout d'abord si peu reliés, si décousus, qu'il semble qu'il n'y ait pas là une seule bataille, mais plusieurs combats bien distincts.

Ce n'est que plus tard que nous verrons la pensée dominante se dégager, le grand mouvement tournant s'opérer sur Saint-Privat, écraser la droite française, et forcer l'armée de Metz à la retraite, alors qu'au centre et à l'aile gauche, elle pouvait se croire victorieuse.

Suivons le général Steinmetz jusqu'au soir.

A la droite allemande, la 18e division du 8e corps, avec l'artillerie du 7e, se trouvait seule engagée. Un ordre formel du général de Moltke prescrivait au 7e corps de ne pas entrer en ligne. On conçoit, en effet, qu'il ait semblé utile de conserver une réserve puissante, pour soutenir la retraite, dans le cas de perte de la bataille; l'on ne pouvait compter absolument sur le concours du 2e corps, que nous avons vu précédemment quitter Pont-à-Mousson pour marcher en toute hâte. Mais, le général de Zastrow, pressé sans doute par le général Steinmetz, crut, cependant, pouvoir faire avancer quelques-unes de ses troupes. La 27e brigade, commandée par le général Conrady (le général de François avait, on s'en souvient, été tué à Spicheren), fut donc massée au sud de Gravelotte; la 28e au sud-ouest du village.

L'artillerie du 8e corps tirait, depuis le début, sur la ferme Saint-Hubert, que la 15e division avait déjà menacée. Vers deux heures et demie, les 29e et 30e brigades s'avancent des deux côtés de la route, les ailes s'efforçant de déborder les Français, qu'elles parviennent à chasser des carrières de Saint-Hubert. Mais la brigade Sanglé-Ferrières (80e et 85e de ligne) occupe solidement le terrain en avant et en arrière de Saint-Hubert, et lorsque l'ennemi veut jeter sur le bâtiment le gros de ses colonnes, il est énergiquement repoussé.

Deux nouveaux régiments (60e, 28e et un bataillon du 33e) viennent soutenir le 8e chasseurs et le 67e de ligne prussiens, qui ont conduit l'attaque. Un nouvel effort est ordonné. Le bataillon du 80e français, qui occupe Saint-Hubert, refoule une seconde fois l'assaillant; mais, entouré de tous côtés, son chef tué, la moitié de son effectif à terre, il est obligé de se replier sur Moscou, après avoir lutté jusqu'à la dernière minute.

L'ennemi serre de si près les vaillants défenseurs de Saint-Hubert, que le génie est obligé de faire une brèche au mur du jardin, pour permettre aux Français de sortir.

Deux fois, les Allemands veulent déboucher de la ferme de Saint-Hubert, si chèrement payée; deux fois, ils sont obligés de regagner précipitamment cet abri.

Le commandant du 8e corps appelle alors sa seconde division (16e Barnekow). La 31e brigade (celle-là même, général Gneisenau, qui a échoué, le 14, devant Thionville et qui a rejoint son corps en toute hâte) se forme sur deux colonnes : quatre bataillons entre la ferme Saint-Hubert et le bois de Genivaux, et deux à gauche de la 15e division. Mais, cette tentative échoue complétement.

Un régiment des voltigeurs de la garde est venu, sur la demande du maréchal Le Bœuf, appuyer la gauche du 3e corps.

A quatre heures, le commandant de la 1re armée allemande prescrit de faire avancer le

7ᵉ corps : la brigade de Goltz se dirige sur Vaux, tandis que les autres brigades menacent le Point-du-Jour, et que quatre batteries gravissent les pentes, pour se rapprocher de Saint-Hubert. Pour appuyer ce mouvement, le général Steinmetz donne alors à la 1ʳᵉ division de cavalerie l'ordre vraiment incroyable de monter sur le plateau. Le 4ᵉ uhlans se déploie à droite de la route ; mais il est criblé, perd un grand nombre d'hommes, et se replie en toute hâte sur le bois de Vaux. Cette retraite amène un certain désordre : quelques-uns des bataillons du 7ᵉ corps, qui viennent d'arriver, croyant, au milieu du tumulte, que la ferme de Saint-Hubert est occupée par les Français, dirigent leur feu de ce côté. A six heures, l'ennemi n'a pas fait un pas ; il a grand'peine à repousser nos tirailleurs, qui se jettent sans cesse sur le bois des Genivaux et sur Saint-Hubert.

Au Point du Jour, la situation n'est pas meilleure pour les Prussiens : les détachements des 25ᵉ et 28ᵉ brigades allemandes, soutenus par quelques compagnies du 33ᵉ, et bientôt renforcés par deux bataillons du 39ᵉ, attaquent les troupes du 2ᵉ corps. Mais celles-ci sont bien postées, elle savent qu'elles ont devant elles les corps allemands qui les ont vaincues à Spicheren, et cette pensée double l'énergie du soldat. Le général Vergé et le colonel de Waldner du 55ᵉ de ligne dirigent l'action, et rejettent l'ennemi en désordre.

A l'extrême droite allemande, la brigade Rex s'est portée sur les collines de Jussy. En avant de Vaux, elle se heurte au 97ᵉ de ligne de la brigade Lapasset. Les Prussiens parviennent à s'emparer de Jussy ; mais tous leurs efforts échouent contre Sainte-Ruffine, et ils reçoivent les obus des batteries de 12, postées sur le mont Saint-Quentin (1).

Cependant, toutes ces attaques, successivement repoussées, ont décidé le général Steinmetz à tenter un nouvel et suprême effort. Mais, ses deux corps d'armée sont engagés, il s'adresse donc au 2ᵉ corps dont les têtes de colonnes ont atteint les positions au sud de Gravelotte. Le général de Franseky refuse, et le commandant en chef de la première armée envoie son quartier-maître, le colonel Wartensleben, pour demander l'entrée en ligne du 2ᵉ corps : cette demande est accueillie.

La situation des Prussiens à leur droite, à ce moment, est si critique, que la légende s'est emparée, en Allemagne, des incidents qui marquent cette partie du combat. Le roi est représenté marchant l'épée à la main, à la tête des troupes, et nous avons sous les yeux un numéro du *Ueber Land und Meer* (*Stuttgard*), qui montre le général de Moltke, venant lui-même chercher les Poméraniens (2ᵉ corps), pour les porter au feu.

Le général Steinmetz ordonne une attaque générale des 7ᵉ et 8ᵉ corps que va seconder le 2ᵉ. Mais, de notre côté, les troupes tenues jusqu'ici en seconde ligne, prennent position : le 66ᵉ de ligne se place à droite de la ferme du Point-du-Jour, incendiée par les obus allemands ; le 67ᵉ et le 8ᵉ de ligne se tiennent en arrière.

Les tirailleurs ennemis sont repoussés, malgré tous leurs efforts.

A la ferme Saint-Hubert, les deux divisions du 8ᵉ corps, sont épuisées par les attaques incessantes des Français. Quelques compagnies tentent de déboucher, mais elles sont obligées de se replier en toute hâte derrière la ferme. Une panique subite s'empare de ses défenseurs, il y a là, un millier d'hommes légèrement blessés : tous fuient, entraînant avec

(1) C'est cette attaque de la brigade Rex qui attira si vivement l'attention du maréchal Bazaine, et lui fit craindre pour ses communications avec Metz. Attaque insignifiante qui ne coûta que 300 hommes à l'ennemi, vigoureusement maintenu par l'énergique brigade Lapasset.

eux les voitures d'artillerie. Les réserves déjà ébranlées vont suivre, lorsque la brigade Rex (32ᵉ-16ᵉ division) entre en ligne. La fusillade reprend avec une nouvelle vigueur, et active la fuite des traînards et des voitures. La confusion est si grande qu'elle gagne l'état-major lui-même : l'ordre aurait même été donné à Ars et à Corny, de dégager les abords des ponts, pour activer la retraite (1).

A ce moment, le 2ᵉ corps entre en ligne : les Poméraniens qui la composent, ont marché depuis deux jours, pour prendre part à l'action, ils arrivent à la fin de la bataille; mais leurs pertes n'en seront pas moins cruelles. Vers sept heures et demie, ils s'engagent sur deux



LE MARÉCHAL CANROBERT.

points : la 5ᵉ brigade débouche en avant de Saint-Hubert, la 6ᵉ attaque le Point-du-Jour : la 4ᵉ division se tient en réserve.

Le feu reprend avec une nouvelle furie sur toute la ligne, les tirailleurs ennemis sont arrêtés dans leur élan. Des détachements du 7ᵉ corps soutiennent le mouvement sur la gauche, mais le colonel Frankenberg qui les dirige tombe grièvement blessé, et les Allemands sont forcés de se retirer dans le bois de Vaux, pour échapper à l'action terrible des chassepots et des mitrailleuses, qui balayent la route.

(1) Le *Spectateur militaire* a publié sur ce sujet un récit très-concluant.

Du côté de Saint-Hubert, l'insuccès est plus grand : en vain, comme le 7[e] corps plus à droite, le 8[e] appuie l'attaque des Poméraniens. Tous les efforts, dix fois répétés, se brisent contre la résistance acharnée des Français, qui tiennent la ferme de Moscou. Enfin épuisés, décimés, rompus, les Allemands veulent battre en retraite, mais une panique nouvelle se produit. Les rangs sont rompus, les soldats n'entendent plus leurs chefs, les uns fuient, les autres veulent pousser de l'avant. La cohue est indescriptible : les voitures d'artillerie augmentent le désordre, le feu des tirailleurs français s'avance, et redouble la confusion. Au nord et au sud, la route est profondément escarpée, des broussailles, des taillis épais couvrent les pentes sans débouchés suffisants pour donner accès à cette foule débandée. Poussés les uns par les autres, les Allemands tombent, roulent en s'entretuant. Le ravin de la Mance reçoit de nombreux cadavres (1). Sur un espace de 1500 mètres environ, cette partie du champ de bataille est aujourd'hui recouverte d'une herbe épaisse et haute : trente-huit tombes se trouvent réunies dans ce coin de terrain, mais pour deux d'entre elles seulement, le chiffre des morts est indiqué : l'une renferme soixante-onze soldats des 14[e] et 54[e] régiments, l'autre onze hommes. Pour les autres, le total des victimes n'est pas inscrit ; or nous verrons plus loin qu'à Saint-Privat, une seule tombe contient jusqu'à 2000 corps. Ajoutons enfin, que dans cet espace de 1500 mètres, les Prussiens ont élevé six monuments : aux 28[e], 60[e], 67[e], 69[e], 14[e] et 54[e] régiments, ce qui indique que les pertes de ces régiments ont été relativement considérables.

De ce côté, la lutte est terminée : jusqu'à onze heures et demie environ, la fusillade se fait entendre, mais les Prussiens ne renouvellent plus leurs tentatives. Les 2[e] et 3[e] corps français ont maintenu toutes leurs positions contre trois corps ennemis, incontestablement supérieurs en nombre.

Mais, il n'en est pas de même à l'autre aile et au centre, où il nous faut maintenant nous transporter.

Nous avons laissé le 9[e] corps prussien luttant péniblement dans le bois de la Cusse, tandis que plus au nord, la garde enlevait Sainte-Marie-aux-Chênes, et que les Saxons gagnaient Auboué pour tourner la droite française.

Jusqu'à quatre heures et demie ou cinq heures, les Allemands se bornent à écraser Saint-Privat de leurs obus : 300 bouches à feu sont dirigées contre ce village ; avec ses 66 pièces, le maréchal Canrobert soutient la lutte de son mieux. Peu à peu, cependant, les munitions deviennent rares (le 6[e] corps, ainsi que nous l'avons dit, n'avait pu être réapprovisionné), de notre côté le feu diminue d'intensité.

Le moment semble donc propice au prince de Wurtemberg, commandant de la garde prussienne, pour tenter une attaque de vive force : le prince Frédéric-Charles autorise le mouvement.

A la droite de la garde, le 9[e] corps attaque Amanvillers, la 49[e] brigade lance en avant trois bataillons qui ne peuvent avancer, et sont promptement obligés de se replier sur la chaussée du chemin de fer. Trois fois, les Hessois renouvellent leur attaque, soutenue bientôt par toute la 25[e] division ; ces efforts demeurent inutiles : la division Lorencez occupe fermement Amanvillers, et la division de Cissey appuie sur la droite pour

(1) C'est sans doute ce fait qui a donné lieu à la légende des carrières de Jaumont, quoique celles-ci se trouvent à l'autre extrémité du champ de bataille, derrière le 6[e] corps.

itenir le 6e corps, auquel le général de Ladmirault à déjà envoyé une brigade de dragons quelques caissons de munitions.

.a garde prussienne s'engage à son tour : les carabiniers sont en tirailleurs, la brigade ape s'avance sur deux lignes, le régiment de grenadiers Alexandre d'abord, le régiment grenadiers Élisabeth ensuite. La brigade marche le long de la lisière sud du bois de la se sur Amanvillers.

ıu moment où elle débouche du bois, la brigade prussienne est accueillie par un feu lant : le colonel Knape qui la commande tombe, tous les officiers du bataillon de cara-iers sont à terre. Deux régiments du 9e corps sont envoyés comme renforts, mais ils ne vent parvenir à gagner du terrain. L'ennemi bat en retraite.

lus à gauche, la garde tente la grande attaque.

'rois brigades sont en ligne : la 4e (Berger), tient la droite avec les grenadiers de la ıe Augusta, et le régiment de grenadiers Franz. Au centre, la 2e brigade (Medem). gauche, la 1re brigade. Des hauteurs, à l'ouest d'Habonville et de Saint-Ail, l'artillerie ouble de vigueur, et écrase Saint-Privat.

Les Allemands s'avancent dans un ordre admirable, comme à la parade, la brigade Berger avant.

De notre côté, l'artillerie ne tourne plus, les caissons sont vides, mais derrière chaque rre, il y a un soldat : on attend que la distance se rapproche, que le chassepot puisse lutter ıtre cette formidable pluie de fer, qui, depuis plus de trois heures, s'abat sur le village. âce au général Ladmirault qui s'est conduit « en bon camarade, » les cartouchières sont ines. Haies, palissades, jardins tout est garni : le maréchal Canrobert donne l'exemple; retient ses hommes impatients : lui-même va donner le signal.

Sur cette longue pente découverte, on voit les Allemands s'avancer : les voici enfin. Le ı commence, feu terrible, qui porte sur cette masse compacte. Les officiers allemands nt à cheval. En quelques minutes, la moitié est à terre : le reste marche toujours. Le néral de Pape, qui dirige l'attaque, a deux chevaux tués sous lui, le colonel de Roder du r régiment est mortellement frappé : quatre-vingt dix-sept officiers de la garde sont tués. t, cependant, la moitié de la distance à peine est parcourue, et l'appui de la 48e brigade xonne qui vient d'entrer en ligne, ne fait qu'augmenter les pertes. Le prince de 'urtemberg qui surveille l'action de la hauteur, à l'ouest de Sainte-Marie, ordonne la traite qui s'opère sous un feu terrible. Quelques compagnies plus avancées demeurent ules, les hommes étendus, pour offrir moins de prise.

Le mouvement ne sera repris que lorsque le 12e corps (Saxon) pourra soutenir l'attaque r Roncourt : en attendant, le feu de l'artillerie continue avec une violence nouvelle : les tteries de la garde, du 3e, du 10e, du 12e corps allemands, décrivent un demi cercle du rd au sud, autour de Saint-Privat, dont les défenseurs sont réduits à l'inaction, main-ıant que les chassepots ne peuvent plus soutenir la lutte.

Et, cependant, dans ces maisons qui brûlent, derrière ces murs qui croulent, au milieu 5000 morts Français du 6e corps, nos soldats demeurent, ils tiennent encore. De la ırnée, ils n'ont ni mangé, ni bu, n'importe ils restent. Le maréchal Canrobert a depuis natin, l'ordre de se replier, mais peut-on céder la victoire à l'ennemi, quand c'est la e suprême qui est engagée? Aussi, le commandant du 6e corps donne-t-il, à tous emple du courage et de la tenacité. Pour nous servir d'une de ses expressions « il n'est

peut-être pas précisément M. Turenne, » mais, du moins, il accomplit à Saint-Privat son devoir de soldat jusqu'à la dernière minute.

D'ailleurs, pourquoi céder? N'y a-t-il pas encore un espoir : la garde. Dans la journée du 16, le 6e corps l'a vue à l'œuvre, il sait ce que valent grenadiers et voltigeurs, et il attend que la garde arrive. Mais qu'elle vienne vite : car au milieu de ces écroulements, le soldat ne trouve plus un abri, les munitions manquent, et la nuit s'approche. Un officier dont le nom est malheureusement resté ignoré, a l'idée de placer au débouché des bois, entre Amanvillers et Saint-Privat, des clairons qui sonnent la marche pendant plus d'une heure. « Voilà la garde » se dit-on et l'on espère, et sous cette avalanche de fer qui redouble, et broie les hommes, les soldats tiennent bon. Mais le temps passe : rien ne vient.

Le maréchal Canrobert a le droit de compter sur du renfort : un peu après le début de l'action, il a envoyé au maréchal Bazaine, un officier, M. de Bellegarde pour demander à être soutenu : le commandant en chef a répondu que les grenadiers allaient venir, et avec eux la réserve d'artillerie. Plus tard, un second officier part de nouveau, il ne ramène que quatre caissons du fort de Plappeville : le maréchal Bazaine, informé par le commandant du 6e corps que le danger est immense, et urgente la nécessité d'envoyer des renforts, s'en rapporte à un billet reçu « d'un général » demeuré inconnu qui annonce que tout va bien à la droite, et ne donne pas d'ordre. Plus tard enfin, un nouveau message plus pressant arrive encore : nulle réponse n'est faite. Le maréchal est tout entier à ces quelques Prussiens qu'il aperçoit dans la vallée, et sur lesquels il fait tirer du Saint-Quentin.

Et, pendant que le temps s'écoule ainsi, les Prussiens ont tout préparé, pour frapper un coup décisif; la nuit s'avance, à tout prix, il faut en finir.

Un peu après six heures et demie, le 12e corps a terminé son mouvement, il tient Roncourt, que les troupes du 6e corps français ont été obligées d'abandonner pour se replier sur la forêt de Jaumont et sur Saint-Privat. A sept heures, l'action générale s'engage enfin.

La garde prussienne renouvelle l'attaque dans le même ordre que précédemment : deux brigades au sud de la route de Sainte-Marie à Saint-Privat, une brigade sur la route même. A la gauche de la garde, marchent deux brigades du 10e corps. Du nord de Roncourt s'avancent les Saxons, la 48e brigade en tête. La 47e brigade saxonne et la 19e division Schwarzkoffen du 10e corps forment la réserve avec la division de cavalerie Rheinbaben. Contre ce village ruiné, 30,000 hommes entrent en action, soutenus par une artillerie dont le tir est foudroyant. Les Français veulent prendre l'offensive : le général Péchot se jette intrépidement en avant, avec le 9e bataillon de chasseurs, les 6e et 12e de ligne, mais nos soldats ne parviennent même pas à joindre l'ennemi : ils sont arrêtés par les obus et la mitraille.

Saint-Privat est assailli à la fois au sud, au nord, à l'ouest, mais les Français tiennent encore : « c'était un véritable massacre, dit un historien allemand (1), les Français faisaient une résistance magnifique. » Chaque maison, chaque pan de mur est intrépidement défendu : le général de Craushaar qui dirige les Saxons est tué. Mais enfin le nombre l'emporte, et le 6e corps opère sa retraite que protégent le 100e et ce brave 94e de ligne qui s'est si longtemps maintenu seul à Sainte-Marie.

(1) *La Guerre franco-allemande, sous le roi Guillaume*, par un officier d'état-major prussien.

La retraite s'opère par échelon au centre, et le 6ᵉ corps gagne en bon ordre les hauteurs qui se trouvent du côté du bois de Saulny : une batterie s'établit dans cette position, elle est bientôt soutenue par deux batteries de la réserve générale et quatre batteries de la garde que vient d'envoyer le général Bourbaki. Ces quarante-deux pièces arrêtent la poursuite; la division de cavalerie Rheinbaben, qui a reçu l'ordre de se jeter sur nos troupes, ne peut s'avancer.

Maître de Saint-Privat, l'ennemi place son artillerie sur les hauteurs de ce village, et con-



LE GÉNÉRAL DU BARAIL.

centre son feu sur Amanvillers. Le 4ᵉ corps français est donc pris de flanc par les batteries du 12ᵉ corps et de la garde, tandis que celles des 9ᵉ, 10ᵉ et 3ᵉ corps le pressent de front. Cependant le général de Ladmirault tient encore; une batterie de la garde vient se joindre à la réserve qui soutient seule tout l'effort du côté de Saint-Privat. En même temps, les grenadiers et les zouaves arrivent, bientôt suivis par quatre batteries de la réserve de la garde. L'ennemi se montrant trop entreprenant, une charge brillante des zouaves le rejette en arrière. La droite du 4ᵉ corps se replie en bon ordre, mais à Amanvillers et à Montigny-la-Grange, les Français gardent leurs positions.

A huit heures quarante, le feu cesse. Le général Bourbaki envoie une reconnaissance vers Saint-Privat, et l'on constate que les Allemands n'occupent pas le village : des soldats du 4e corps vont même rechercher leurs sacs qu'ils ont abandonnés le matin : à onze heures du soir, Amanvillers est évacué, et une demi-heure plus tard la garde se retire à son tour.

Le 3e corps conserve ses positions jusqu'à trois heures du matin : sur l'ordre du maréchal, il se retire en arrière, le 2e corps suit ce mouvement. Ajoutons ce dernier et sinistre détail qu'un grand nombre de blessés sont abandonnés, le maréchal Bazaine ayant négligé de prévenir l'intendant en chef, et les ambulances du quartier général étant restées à Plappeville !

« Cette bataille d'*Amanvillers* (1), à laquelle les Prussiens ont donné le nom de Gravelotte, dit un témoin qui ne saurait être accusé de partialité, le général Frossard, pouvait-elle être gagnée par l'armée française? Qu'on nous permette de dire, sans aucune pensée de critique, que nous pouvions avoir toutes chances favorables et grandes espérances si, dès le matin du 18, lorsque les mouvements reconnus de nos ennemis n'ont plus laissé de doute sur l'imminence d'une attaque, le corps de la garde impériale avait été porté en arrière de notre aile droite, avec la réserve générale d'artillerie de l'armée. C'était le point faible, le seul point faible de notre ligne..... Nous devons peut-être avoir plus de regrets de cette bataille perdue que de tous nos autres malheurs.

« La victoire, ce jour-là, eût été le salut. »

Le lendemain 19 août, l'armée française, repliée sous le canon de Metz, occupa les positions suivantes : le 2e corps, sur le versant sud de Saint-Quentin, sa gauche à Longeville, le 3e sur le plateau de Plappeville, sa gauche à Lessy; le 4e à partir de Lorry sur le contre-fort du Coupillon; le 6e, à sa droite, au château du Sansonnet et dans la plaine, en avant du saillant nord du fort Moselle; la garde impériale sur les pentes est du Saint-Quentin, vers le ban Saint-Martin, où fut placé le quartier général; enfin la cavalerie de réserve dans l'île Chambière.

Ces positions sont celles que le maréchal Bazaine avait fait reconnaître dans la matinée du 18, avant la bataille, par le colonel Lewal, et qui avaient été indiquées ensuite aux divers chefs de corps pendant l'action, comme pour mieux montrer que l'intention du commandant en chef n'était pas de profiter des résultats heureux obtenus par le courage des soldats.

Un dernier mot :

Vers les cinq heures et demie ou six heures, du plateau du Saint-Quentin, le maréchal Bazaine vit quelques convoyeurs, des blessés pris de panique, redescendre précipitamment dans la vallée.

« Que faire avec de pareilles troupes? » s'écria-t-il en s'adressant aux officiers de son état-major.

En rendant compte à la reine de Prusse de la bataille, le roi écrivit : « Nos troupes

(1) Le maréchal Bazaine, pour mieux montrer qu'il entendait se tenir sur la défensive, a donné à l'action le nom de *Défense des lignes d'Amanvillers*: le nom de *Saint-Privat* a prévalu à juste titre, car c'est autour de ce village que la lutte a été particulièrement acharnée et décisive. Quant au nom de *Gravelotte*, il ne peut s'expliquer que par cette considération que le roi de Prusse est resté dans cette direction une partie de la journée.

faisaient des prodiges de valeur contre un ennemi *brave également, qui disputait chaque pas, et prenait souvent l'offensive.* »

La journée avait été rude : les Français avaient 12,273 hommes dont 589 officiers, hors de combat, y compris les généraux Golberg, Henry, Bellecourt, Collin, Pradier blessés, Plombin disparu. Il faut déduire deux à trois mille débandés repliés sur Metz qui rejoignirent leurs corps. Le 6e corps était le plus éprouvé (5,200 hommes hors de combat), le 2e corps n'avait eu que peu à souffrir (594 hommes et 27 officiers atteints.)

Du côté de l'ennemi, les pertes étaient bien plus considérables : elles atteignaient 20,000 hommes, sur lesquels 904 officiers y compris les généraux, Craushaar tué, Pape, Medem, Blumenthal, blessés. Certains régiments avaient subi des pertes excessives, principalement dans la garde :

Le 1er régiment de la garde.	41	officiers et	1,022	hommes.
Le 2e régiment de la garde.	40	officiers et	1,032	hommes.
Le 3e régiment de la garde.	39	officiers et	1,052	hommes.
Le régim. de grenad. (Emp. Alex.). . .	39	officiers et	1,018	hommes.
Les carabiniers de la garde.	17	officiers et	442	hommes.

Les chiffres qui précèdent sont empruntés à l'ouvrage de Bœrbstædt : mais nous avons tout lieu de croire que l'auteur allemand s'est trompé, et que les pertes sont plus considérables qu'il ne l'indique. Les chiffres mêmes qu'il cite le prouvent : Nous transcrivons :

Garde.	315	officiers et	7,785	hommes.
8e corps.	189	officiers et	3,220	hommes.
9e corps.	120	officiers et	2,341	hommes.
2e corps.	58	officiers et	1,278	hommes.
Saxons	89	officiers et	1,862	hommes.
Hessois.	77	officiers et	1,721	hommes.
Ce qui donne un total de. . . .	848	officiers et	1,8207	hommes.

Mais Bœrbstaedt ne parle pas du 7e, du 3e et du 10e corps, (ces deux derniers, il est vrai, sont restés en réserve, et n'ont pour ainsi dire pas été engagés), le 7e corps seul a eu hors de combat 104 officiers et 2,010 hommes; le chiffre de 20,000 est donc déjà dépassé et il reste les 3e, et 10e corps (1). On peut donc estimer à 22,000 le total des Allemands mis hors de combat dans la journée du 18.

Cette bataille est la plus meurtrière de la campagne : nous croyons donc utile de donner ici la carte des tombes de Saint-Privat : nous avons soigneusement relevé sur le terrain même, la position des tumulus, et les diverses indications dont nous donnons un résumé très-rapide. (*Les points marqués sur la carte indiquent les fosses des chevaux.*)

Les soldats allemands portent suspendues au cou des *plaques mortuaires* (*Todesmarken*), qui indiquent le numéro du régiment et le matricule du soldat; mais au moment de l'inhumation, la précipitation et le nombre des victimes rendent le plus souvent cette précaution réglementaire à peu près inutile.

(1) Ce renseignement est extrait de l'ouvrage déjà cité : *la Guerre franco-allemande sous le roi Guillaume*, par un officier d'état-major prussien. Ajoutons qu'il nous paraît d'autant plus difficile de mettre en doute son exactitude que les noms des officiers tués sont donnés dans un appendice.

Ce n'est donc que sur quelques tombes que les noms sont inscrits. *Un seul nom français* est relevé, on le trouvera plus bas. Ajoutons que le plus souvent on n'a pas distingué si les morts étaient Prussiens ou Français.

En tenant compte de ces observations, nous avons dressé le tableau suivant qui rappellera plus directement cette grande bataille si glorieuse pour nos soldats.

LÉGENDE DE LA CARTE DES TOMBES

TOMBES N[os] . . .

- 95 *a*. — Monument élevé par le colonel (français) De Geslin, à la mémoire des morts du 94e de ligne.
- 90. — Monument (*Denkmal*) du régiment de grenadiers prussiens n° 2 (empereur François). (*Cette tombe contient* 13 *officiers et* 200 *soldats*.)
- 121 *a*.— Monument du 4e régiment de la garde (reine Augusta). Le nombre de morts ensevelis n'est pas indiqué.
- 122*a*.— Tour élevée en l'honneur de la garde.
- 165. — Monument du régiment de grenadiers n° 1 (empereur Alexandre). Huit officiers et dix hommes sont inscrits.
- 208. — Monument élevé aux morts de la 25e division (Hessoise).

Tombes françaises :

TOMBES N° 123, 143, 241, 305, 306, 307.

Tombes françaises et allemandes :

TOMBES N[os] . . .

- 21. — Français et Saxons (environ 100).
- 23. — Idem. Idem.
- 55. — Idem. Fleury, sous-lieutenant français, 10 officiers de la garde prussienne et saxons.
- 71. — 27 Français, 13 Prussiens, 34 Saxons.
- 72. — 65 Français, 6 Prussiens, 6 Saxons.
- 74 à 78. — 19 Français, 125 Prussiens et Saxons.
- 127 à 140. — Français et Prussiens.
- 145 à 147. — 12 Français, dont 1 officier du 47e, et Prussiens.
- 148 à 150. — Français et Prussiens.
- 187 à 207. — Français et Prussiens.
- 242. — Français et Prussiens.
- 247 à 279. — 100 à 150 Français et Prussiens.
- 280. — 100 à 150 Français et Prussiens.
- 281. — 400 Français et Prussiens.
- 282 à 301.— Français et Prussiens.

Tombes allemandes :

TOMBES N[os] . . .

- 22. — 30 officiers de la garde et environ **2,000** corps.
- 54. — 2 officiers, soldats.
- 64. — 50 hommes.
- 68. — 30 officiers, soldats.
- 91. — 16 officiers (garde) soldats.
- 97-98. — 16 officiers et environ **1,500** hommes de la garde.
- 113 à 120. — 241 hommes de la garde. (Par exception, tous les noms sont inscrits.)
- 121. — Officiers.
- 122. — Officiers et soldats (garde).
- 124. — Idem.
- 168. — Idem.
- 219.— Officiers et soldats (garde).
- 161. — Hessois. 116e régiment.
- 173-175. — Hessois.

)MBES N^os^. . . .	178. — Hessois.
	179-180. — Hessois.
	184. — 10 officiers du 84e régiment.
	185. — Soldats du 84e régiment.
	218. — Officiers et soldats du 9e d'artillerie.
	308. — Poméraniens.



LE GÉNÉRAL DE PALIKAO

Les tombes dont les numéros ne sont pas rapportés ci-contre n'ont pas été reconnues : on ignore ce elles contiennent.

Ce tableau permet de voir que le roi de Prusse n'exagérait rien, lorsqu'il appelait Saint-Vat « *Le tombeau de la garde.* »

CHAPITRE XIV

Indécisions du commandement à Châlons. — Départ pour Reims. — Communications avec le maréchal Bazaine. — Démarche de M. Rouher. — Plan du général de Palikao.

I

Le 17 août, à huit heures du matin, un conseil de guerre fut réuni au camp de Châlons, sous la présidence de l'empereur qui se trouvait depuis la veille à Mourmelon. Le maréchal de Mac-Mahon, arrivé dans la nuit, le général Trochu, le général Schmitz son chef d'état-major, le colonel Berthaut, commandant des mobiles de la Seine, le prince Napoléon enfin assistaient à cette entrevue dans laquelle de graves résolutions furent prises. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, le général Trochu fut nommé gouverneur de Paris : il fut décidé que les mobiles de la Seine, très-incomplétement armés et organisés, seraient ramenés par le général. L'empereur devait abandonner l'armée, et gagner la capitale. Enfin, le maréchal de Mac-Mahon, appelé au commandement des troupes de Châlons, mais cependant placé sous les ordres du maréchal Bazaine « afin de mettre de l'unité dans les opérations militaires, » rabattrait sur Paris.

Cette dernière décision si importante fut arrêtée sur les instances du prince Napoléon très-vivement appuyé par le général Trochu qui a lui-même rapporté tous les incidents de cette séance. Ce projet si sage de la retraite sur Paris ne devait malheureusement pas être longtemps maintenu.

A la suite de cette réunion, le maréchal de Mac-Mahon adressa au ministre de la guerre, un de ses aides de camp, le commandant Duperré, pour avertir le général de Palikao de ce qui venait d'être décidé : il télégraphia également au maréchal Bazaine pour lui demander ses instructions, et envoya même un officier qui ne put dépasser Verdun.

Dans la soirée du 17, vers huit heures du soir, l'empereur reçut de Metz la dépêche suivante :

« Gravelotte, 16 août, 11 heures du soir.

« Ce matin, à neuf heures, l'ennemi a attaqué la tête de nos campements, à Rézonville. Le combat a duré depuis ce matin jusqu'à huit heures du soir. Cette bataille a été acharnée. Nous sommes restés sur nos positions, après avoir éprouvé des pertes sensibles. La difficulté aujourd'hui est principalement dans la diminution de nos parcs de réserve, et nous aurions peine à supporter une journée, comme celle d'aujourd'hui, avec ce qui nous reste

dans nos caissons. D'un autre côté, les vivres sont aussi rares que les munitions; je suis obligé de me reporter sur la ligne de Vigneulles à Lessy, pour me ravitailler. Les blessés ont été évacués ce soir sur Metz. Il est probable, selon les nouvelles que j'aurai de la concentration des armées des Princes, que je me verrai obligé de prendre la route de Verdun par le Nord.

« *P. S.* La concentration des 3e et 4e corps n'était pas complète quand l'attaque a commencé. Ce n'est que dans l'après-midi, que le maréchal Le Bœuf et le général de Ladmirault ont pu arriver sur le terrain d'action en opérant, par mes ordres, un mouvement tournant sur la gauche de l'ennemi, qui a été obligé de se reployer sur sa droite. »

Cette dépêche, bientôt suivie de renseignements plus précis, allait amener de graves modifications au plan adopté le 17 dans le conseil de guerre de Châlons.

Dès le soir même, le général de Palikao adressait à l'empereur la dépêche suivante : « L'impératrice me communique la lettre par laquelle l'empereur annonce qu'il veut ramener l'armée à Paris; je supplie l'empereur de renoncer à cette idée qui paraîtrait l'abandon de l'armée de Metz qui ne peut faire, en ce moment, sa jonction à Verdun. L'armée de Châlons sera, avant trois jours, de 85,000 hommes, sans compter le corps de Douay qui rejoindra dans trois jours, et qui est de 18,000 hommes.

« Ne peut-on pas faire une puissante diversion sur les corps prussiens déjà épuisés par plusieurs combats? l'impératrice partage mon opinion. »

Le ministre de la guerre ne pouvait ajouter que le cabinet tout entier se montrait opposé à l'idée du retour de l'empereur à Paris; mais le 18, l'impératrice refusa d'approuver une proclamation du général Trochu, qui commençait par ces mots : « Nommé par l'empereur, *que je précède de quelques heures,* au poste de gouverneur de Paris..... »

Après beaucoup d'hésitation, Napoléon III ajourna son départ qui avait été fixé au 19, et demeura à Châlons, que le prince Napoléon venait de quitter, pour se rendre en mission à Florence, dans l'espoir de décider le roi d'Italie à conclure une alliance avec la France.

De nouveaux renseignements sur la situation de l'armée de Metz, étaient arrivés au quartier impérial. Le 17, le maréchal Bazaine avait envoyé le télégramme suivant : « Je pense pouvoir me mettre en marche après demain, en prenant une direction plus au nord, de façon à venir déboucher sur la gauche de la position d'Handicumont dans le cas où l'ennemi l'occuperait en force, pour nous barrer la route de Verdun, et éviter des combats inutiles qui retardent notre marche. »

Le maréchal Bazaine avait transmis cette dépêche, lorsqu'il reçut de l'empereur le télégramme suivant : « Dites-moi la vérité sur votre situation, afin de régler ma conduite ici. Répondez-moi en chiffres. »

Le maréchal adressa aussitôt à Châlons un de ses aides de camp, le commandant Magnan. Parti de Metz le 17 dans la nuit, cet officier arriva au quartier impérial le 18, vers dix heures du matin.

Voici le texte du rapport dont il était porteur :

« J'ai l'honneur de confirmer à l'empereur ma dépêche télégraphique en date de ce jour, et de joindre, à cette lettre, copie de celle que j'ai adressée à Votre Majesté hier au soir à onze heures.

« On dit aujourd'hui que le roi de Prusse serait à Pange ou au château d'Aubigny, qu'il

est suivi d'une armée de 100,000 hommes, et, qu'en outre, des troupes nombreuses ont été vues sur la route de Verdun et à Monts-sur-les-Côtes. Ce qui pourrait donner une certaine vraisemblance à cette nouvelle de l'arrivée du roi de Prusse, c'est, qu'en ce moment où j'ai l'honneur d'écrire à Votre Majesté, les Prussiens dirigent une attaque sérieuse sur le fort de Queuleu. Ils auraient établi des batteries à Magny, à Mercy-le-Haut et au bois de Pouilly. Dans ce moment, le tir est même assez vif. Quant à nous, les corps sont peu riches en vivres. Je vais tâcher d'en faire venir par la ligne des Ardennes, qui est encore libre. M. le général Soleille que j'ai envoyé dans la place, me rend compte qu'elle est peu approvisionnée en munitions, et qu'elle ne peut donner que 800,000 cartouches, ce qui, pour nos soldats, est l'affaire d'une journée. Il y a également un petit nombre de coups pour pièces de 4, et, enfin il ajoute que l'établissement pyrotechnique n'a pas les moyens nécessaires pour confectionner des cartouches. Monsieur le général Soleille a dû demander à Paris ce qui est indispensable pour remonter l'outillage; mais cela arrivera-t-il à temps? Les régiments du corps du général Frossard n'ont plus d'ustensiles de campement, et ne peuvent faire cuire leurs aliments. Nous allons faire tous nos efforts pour reconstituer nos approvisionnements de toutes sortes, afin de reprendre notre marche dans deux jours, si cela est possible. Je prendrai la route de Briey; nous ne perdrons pas de temps, à moins que de nouveaux combats ne déjouent mes combinaisons.

« Je joins une note de M. le général Soleille, commandant l'artillerie de l'armée, qui indique le peu de ressources qu'offre la place de Metz, pour le ravitaillement, en munitions, de l'artillerie et de l'infanterie. »

En même temps qu'il envoyait le commandant Magnan à l'empereur, le maréchal Bazaine chargeait l'intendant de Préval de réunir des approvisionnements à Montmédy et à Longuyon. Son intention était donc nettement exprimée : il comptait s'éloigner de Metz en prenant par le nord, et en s'inspirant des circonstances.

Comment concilier ces affirmations de retraite avec les ordres donnés par le commandant en chef à ses lieutenants? Nous aurons plus d'une fois encore à signaler ces contradictions sur lesquelles il n'est plus besoin d'insister après le jugement de Trianon.

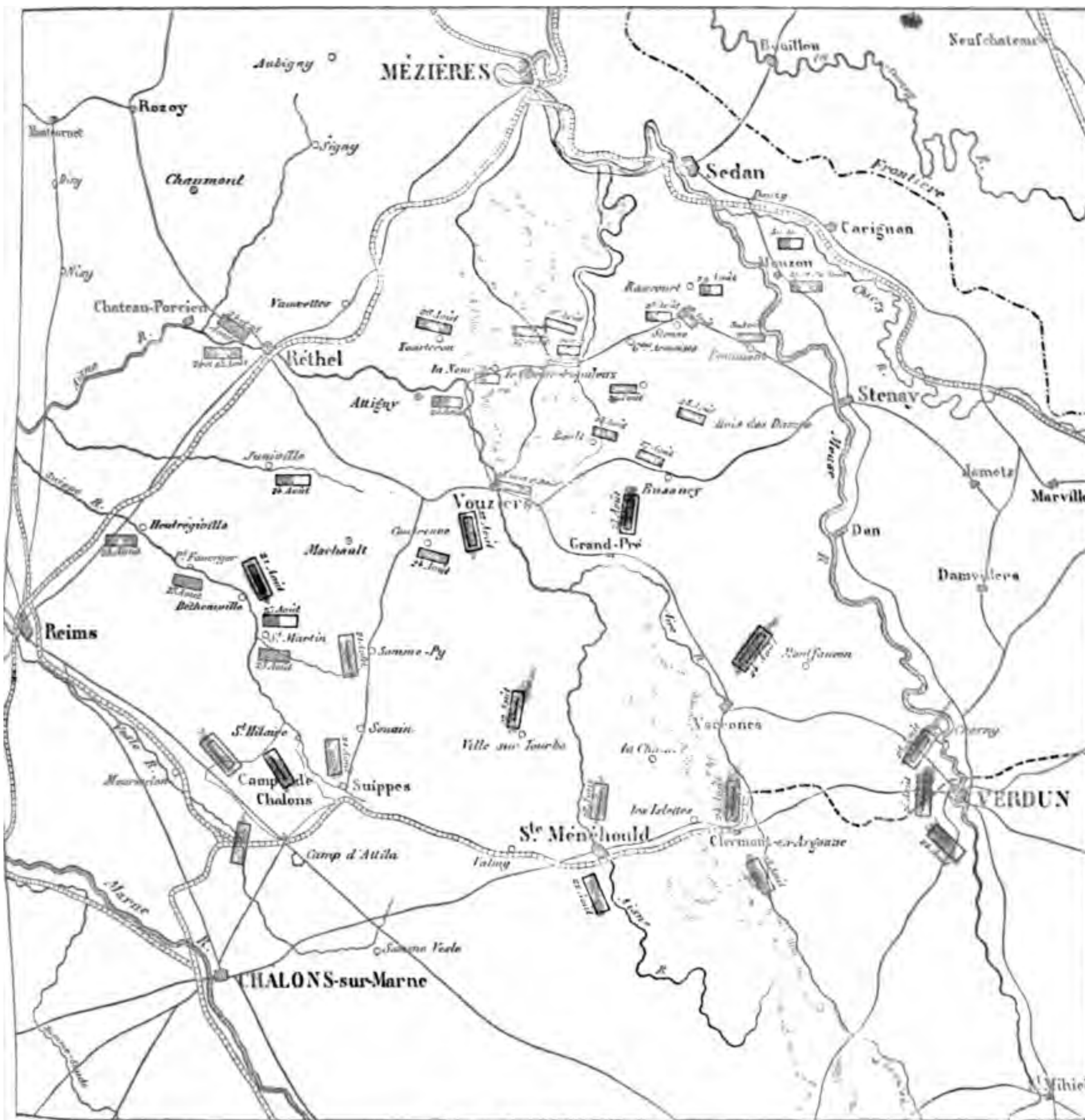
La dépêche du maréchal Bazaine fit naître à Châlons une grande indécision : se rabattre sur Paris, c'était abandonner celui que l'on appelait encore le glorieux Bazaine; s'élever vers Metz, au contraire, c'était compromettre la dernière armée de la France dans une entreprise hasardeuse qui exigeait des troupes aguerries et une organisation tout autre que celle qu'il avait été possible d'établir dans un aussi court délai.

Le maréchal de Mac-Mahon à qui incombait la principale responsabilité, se montrait absolument opposé à cette marche de flanc imaginée par le général Palikao qui l'avait fait adopter par le conseil des ministres.

Quant à l'empereur, indécis, sans volonté, il flottait d'une opinion à l'autre, ne sachant que résoudre. Le 17, dans le conseil de guerre, il était partisan du retour à Paris; le 18, il télégraphiait à l'impératrice : « Je me rends à votre opinion. » Sollicité à la fois par l'empereur et par le ministre de la guerre, le maréchal de Mac-Mahon céda le 19, et adressa au général de Palikao, le télégramme suivant : « Veuillez dire au conseil des ministres, que je ferai tout pour rejoindre Bazaine. »

La conviction ne s'était pas faite dans son esprit, il voyait toujours les dangers aussi sérieux, mais on avait invoqué des considérations politiques devant lesquelles il avait dû

MARCHE projetée et marche réelle de l'Armée de Chalons sur Metz.



Marche de l'Armée du Camp de Chalons sur Sedan.

- *1er Corps*
- *5e Corps*
- *7e Corps*
- *12e Corps*

Marche de l'Armée du Camp de Chalons Selon le Plan du Général Palikao.

- *Aile droite 1er et 12e Corps*
- *Centre — 7e Corps*
- *Aile gauche — 5e Corps*

s'incliner. Enfin, il est permis de supposer que les nouvelles apportées par le commandant Magnan n'étaient pas étrangères à cette détermination. L'aide de camp du maréchal Bazaine avait, en effet, signalé tous les dangers de la marche de l'armée de Metz, suivie par les Prussiens, et menacée à chaque pas dans sa retraite. Il est d'autant plus probable que cette considération exerça sur l'esprit du maréchal de Mac-Mahon une influence sérieuse, que nous verrons plus loin le commandant en chef de l'armée de Châlons céder, après de nouvelles hésitations, à un argument du même ordre.

Le 19 août, vers dix heures, la marche sur Metz semblait donc résolue, mais les nouvelles de la bataille du 18 allaient modifier ces résolutions. Nous avons suivi l'action dans tous ses détails, nous avons pu constater ses résultats, il ne sera donc pas sans intérêt de rapporter les dépêches successivement envoyées par le maréchal Bazaine dans les journées des 18 et 19 août.

La première, datée du 18, 10 h. 30 du matin, est une réponse à un télégramme antérieur du maréchal de Mac-Mahon :

« Je reçois votre dépêche du 16 août ce matin seulement. Je présume que le ministre vous aura donné des ordres, vos opérations étant tout à fait en dehors de ma zone d'action pour le moment, et je craindrais de vous indiquer une fausse direction. »

Tout en ne répondant qu'à une demande adressée de Bar-sur-Aube, cette dépêche s'appliquait cependant très-justement au télégramme que le maréchal de Mac-Mahon avait expédié le 17. Malheureusement, l'importance des nouvelles qui suivirent empêchèrent de prêter à ces avis l'attention qu'ils méritaient.

« Metz, 18 août, 2 h. soir.

« Par suite des combats successifs que j'ai livrés, le 14 et le 16, ma marche sur Verdun a été arrêtée, et je suis obligé de séjourner dans la partie nord de Metz pour me ravitailler en munitions surtout, et en vivres. Depuis ce matin, l'ennemi montre de fortes masses qui paraissent se diriger sur Briey, et peuvent avoir l'intention d'attaquer le maréchal Canrobert qui occupe Saint-Privat-la-Montagne, se reliant par sa gauche avec Amanvillers, point d'appui de la droite du 4ᵉ corps. Nous sommes donc de nouveau sur la défensive, jusqu'à ce que je sache la véritable direction des troupes qui sont devant nous, et surtout celle de l'armée de réserve, que l'on dit être à Pange, rive droite de la Moselle, sous les ordres du roi dont le quartier général serait au château d'Aubigny. Transmettez cette dépêche à l'empereur et au ministre de la guerre. Je crains pour la voie ferrée des Ardennes. »

Il n'est pas inutile de faire remarquer que dans cette dépêche datée du 18, *deux heures*, le maréchal ne présente la bataille que comme possible, alors qu'elle était en réalité engagée depuis midi.

A quatre heures, nouveau télégramme adressé à l'empereur :

« En ce moment quatre heures, une attaque, conduite par le roi de Prusse en personne avec des forces considérables, est dirigée sur tout le front de notre ligne. Les troupes tiennent bon jusqu'à présent, mais des batteries ont été obligées de cesser leur feu. »

A sept heures cinquante, enfin :

« J'ignore l'importance des approvisionnements de Verdun. Je crois qu'il est nécessaire de n'y laisser que ce dont j'aurai besoin, si je parviens à gagner la place. J'arrive du plateau l'attaque a été très-vive ; en ce moment, sept heures, le feu cesse. Nos troupes son[t]

constamment restées sur leurs positions. Un régiment, le 60e, a beaucoup souffert, en défendant la ferme Saint-Hubert (1). »

Nous avons vu précédemment que c'était le 80e, et non le 60e, qui avait défendu la ferme.

Cette dépêche fut la dernière transmise par le télégraphe ; les Prussiens ayant coupé le fil de Thionville.

L'arrivée successive de ces dépêches à Châlons était bien faite pour raviver l'indécision des jours précédents : le maréchal parlait, en effet, de gagner Verdun, mais il ajoutait aussitôt : « Si je parviens à gagner la place. » Après avoir signalé, enfin, le danger qui menaçait le maréchal Canrobert qui tenait la route de Briey, il n'indiquait aucun résultat. En outre, l'interruption des transmissions télégraphiques était un grave symptôme qui ajoutait un commentaire menaçant aux réticences du maréchal. De tous ces faits, il était naturel de conclure que les Prussiens qui, le 16, avaient coupé la route de Mars-la-Tour, s'étaient, le 18, rendus maîtres de celle de Briey. Si le maréchal avait pu passer en effet, comment l'ennemi aurait-il détruit le télégraphe ?

Ces pensées firent revenir le maréchal de Mac-Mahon sur sa décision : lorsqu'il avait cédé aux arguments politiques émis par l'empereur et ses ministres, et consenti à marcher en avant, les renseignements transmis par le commandant Magnan permettaient de croire que l'armée de Metz allait quitter la place. Du moment qu'elle semblait condamnée à rester sous le canon des forts, il devenait par trop périlleux d'adopter le plan du général Palikao.

Le 20, le commandant en chef de l'armée de Châlons annonça donc au ministre qu'il partirait le lendemain pour Reims : « Si Bazaine perce par le Nord, je serai plus à même de lui venir en aide ; s'il perce par le Sud, ce sera à une telle distance que je ne pourrai, dans aucun cas, lui être utile. Je laisse ici une division de cavalerie, pour enlever tout ce qu'il est possible. Donnez des ordres pour que la ligne de communication soit établie par Soissons ou par Épernay. »

Le 21, au matin, le camp de Châlons fut levé ; les hommes, pourvus de vivres, se mirent en route, pour gagner les emplacements qui leur avaient été assignés, derrière le canal de la Marne à l'Aisne. Ce mouvement s'exécuta au milieu d'un désordre profond qui faisait mal augurer de la campagne. L'intendance, ne pouvant tout emporter, fit brûler les approvisionnements et les baraquements que l'on n'avait pas eu le temps d'enlever entièrement. Le nombre des traînards fut immense : cette marche de quarante kilomètres accomplie en un jour par des troupes peu aguerries eut de funestes conséquences. Plusieurs régiments se désagrégèrent, des bandes de maraudeurs se formèrent. Enhardis par l'impunité qui semblait assurée, ces hommes se répandirent sur les routes en mendiant, d'autres pillèrent à la gare les convois du chemin de fer, et la population de Reims put assister à cet étrange spectacle de soldats vendant dans les rues, à des prix dérisoires, des vivres volés. Ce n'était pas là l'armée ; elle devait prouver, elle, que mal dirigée, sans chefs, sans discipline même, elle savait combattre et mourir ; mais le désordre, le manque de répression, l'apathie de l'état-major encourageaient ces excès, qu'il eût semblé d'autant plus naturel de prévoir, que l'on avait affaire

(1) Cette dépêche du maréchal répondait au télégramme suivant de l'empereur :

« Camp de Châlons, 18 août, 5 h. 25 soir.

« Faut-il laisser à Verdun le grand approvisionnement qui y est ? »

à des troupes peu disciplinées, manquant de cohésion, à des soldats rappelés de la veille sous les drapeaux.

Ce triste spectacle ne fit que fortifier le maréchal de Mac-Mahon dans ses résolutions : le 21, vers sept heures du soir, il était donc fermement décidé à résister à toutes les instances, et à ramener ses troupes autour de la capitale, lorsqu'il fut averti que l'empereur le faisait demander, pour entendre M. Rouher qui arrivait de Paris. Les détails de cette entrevue ont été révélés devant la commission parlementaire par le maréchal de Mac-Mahon et l'ancien ministre. Il ne sera pas inutile de citer leurs paroles :

« En présence de l'empereur, dit le maréchal, M. Rouher m'exposa que rien n'exigeait que l'armée se portât sur Paris, que cet abandon de Bazaine serait des plus fâcheux, aurait à Paris les plus graves inconvénients, et, qu'en définitive, le Conseil des ministres et l'impératrice étaient d'avis que je me portasse au secours de Bazaine.

« J'exposai, à mon tour, à M. Rouher que je ne me croyais pas en état de risquer de me trouver au milieu des armées prussiennes ; que, d'après les renseignements qui m'étaient parvenus la veille au soir, je devais supposer le maréchal Bazaine entouré à Metz par une armée de 200,000 hommes ; qu'en avant de Metz, dans la direction de Verdun, se trouvait l'armée du prince de Saxe, estimée à 80,000 hommes, enfin, que le prince royal de Prusse arrivait près de Vitry-le-Français à la tête de 150,000 hommes : qu'en me portant vers l'Est, je pouvais me trouver dans la position la plus difficile, et éprouver un désastre que je voulais éviter. J'ajoutai que l'armée de Bazaine pouvant être battue, il était de la plus haute importance de conserver à la France l'armée de Châlons qui, bien que com-posée en partie de régiments de marche, avait néanmoins assez d'anciens cadres pour servi[r] à réorganiser une armée de 250,000 à 300,000 hommes.

« Je concluais en disant que je me dirigerais positivement le surlendemain, 23, sur Paris à moins de recevoir, dans l'intervalle, les instructions que j'avais demandées au maréchal Bazaine.

« L'empereur ne fit aucune objection ; car, ainsi que je l'ai déjà dit, il me laissait libr[e] d'agir comme je le jugeais convenable. »

De son côté, M. Rouher s'exprime ainsi :

« La première question qui fut posée entre nous fut celle-ci : « Fallait-il aller vers l'E[st]
« au secours de Bazaine, ou revenir sur Paris ? » Je me permis de présenter au maréc[hal] certaines considérations, au point de vue militaire, qui me paraissaient justifier la marc[he] sur Metz. C'était bien grave de ne pouvoir délivrer cette armée. « Le prince royal est
« marche sur Paris, disais-je au maréchal, il ne peut arriver que dans huit jours ; vo[us]
« pourriez, peut-être, faire votre jonction avec Bazaine, et revenir sur le Prince roy[al].
« Vous reviendrez protéger Paris dans des conditions de victoire, et sauvegarder tous n[os]
« intérêts. »

« Je trouvai le maréchal de Mac-Mahon très-opposé à ces idées. Il me dit : « C'est impo[s]-
« sible d'aller secourir Bazaine. Bazaine n'a pas de munitions, n'a pas de vivres, et ser[a]
« obligé de capituler, et nous arriverions trop tard. — Qui vous a donné, lui dis-je, ce[s]
« renseignements sur le manque de munitions et de vivres de Bazaine ? » Alors, il se retourna vers le général Faure : « Voyons, général, qu'en pensez-vous ? — Maréchal, c'est
« impossible, répondit le général Faure ; vous n'avez qu'une marche à suivre, c'est de reve-
« nir sur Paris. » Immédiatement, je dis au maréchal : « Il ne peut pas me convenir de

« discuter une question pareille, où je n'ai aucune compétence, aucune notion stratégique.
« Vous dites que c'est impossible : je m'incline. Vous avez raison. »

« Alors l'empereur, qui nous avait laissés discuter ensemble, me dit : — « Mais alors « qu'est-ce qu'il faut faire ? » Je lui répondis : « Si on ne peut pas aller au secours de « Bazaine, il faut nommer le maréchal de Mac-Mahon généralissime, lui donner le comman- « dement de toutes les troupes du camp de Châlons, et de toutes les troupes qui sont dans « Paris, et revenir avec votre armée sur Paris, car Votre Majesté ne peut retourner isolée,



LE COLONEL D'ABZAC.

« il faut qu'elle revienne au milieu de ses soldats. Si la pensée de l'empereur est de nom- « mer le maréchal de Mac-Mahon généralissime, il faut que le maréchal entre immédiate- « ment en fonctions et prépare toutes les mesures qui doivent présider au siége de Paris, et « assurer la plus complète défense. Si Sa Majesté y consent, je la prie de me dicter par 1°, « 2°, 3°, etc., tout ce qu'il y a à faire dans ce but. » L'empereur consentit à ce que je lui proposais. Le maréchal de Mac-Mahon dit : — « Je remercie l'empereur des fonctions de « généralissime qu'elle veut bien me confier ; je suis prêt à les accepter, et je suis prêt égale- « ment à entrer en fonctions. »

A la suite de cet entretien, une proclamation à l'armée fut rédigée ; le texte a été conservé ; on y trouve cette phrase : « .....Mon désir le plus ardent était de me porter au

secours du maréchal Bazaine; mais cette entreprise était impossible. Nous ne pouvions nous rapprocher de Metz, avant plusieurs jours; d'ici à cette époque, le maréchal Bazaine aura sans doute brisé les obstacles qui l'arrêtent; d'ailleurs, pendant notre marche directe sur Metz, Paris restait découvert, et une armée prussienne nombreuse pouvait arriver sous ses murs..... Je vais vous conduire sous les murs de Paris..... »

Le 21, au soir, il était donc bien décidé que l'on renoncerait absolument à suivre le plan du général de Palikao, et qu'au lieu d'aller tenter une aventure périlleuse, l'armée, la dernière armée de la France, viendrait couvrir la capitale. La date même du mouvement avait été fixée au 23.

A la suite de l'entrevue de Reims, M. Rouher se rendit à Paris, et fit part au général de Palikao de la démarche qu'il avait cru devoir faire, et du résultat qu'il avait obtenu. Le ministre ne dissimula pas son mécontentement. Il croyait fermement que la marche sur Metz, qu'il avait lui-même combinée, pouvait sauver la France : à ces considérations d'ordre purement stratégique, s'en ajoutaient d'autres : le retour à Paris de l'empereur devait compromettre la dynastie qu'une victoire seule pouvait raffermir. En outre, l'insistance de M. Thiers et du général Trochu à combattre le projet du général de Palikao, avait eu pour résultat de le rendre plus cher à l'impératrice et au ministre de la guerre.

A côté du pouvoir impérial fort discrédité, l'opposition grandissait chaque jour; on reconnaissait enfin la sagesse de ses déclarations pacifiques. M. Thiers, si maltraité dans les séances du mois de juillet, alors qu'il s'était efforcé d'arrêter cette déclaration de guerre funeste, était devenu le héros du jour. Par un suffrage unanime, l'Assemblée l'avait nommé membre du Conseil de défense. Le général Trochu était également bien vite devenu populaire : on rappelait à tout propos le livre prophétique qu'il avait publié en 1867, et dans lequel il montrait la faiblesse de notre armée. Une lettre du gouverneur de Paris publiée dans le journal le *Temps* (20 août) prouvait au cabinet qu'il ne pouvait aveuglément compter — *dans toutes circonstances* — sur le complaisant concours du général : « L'idée de maintenir l'ordre par la force de la baïonnette et du sabre dans Paris, livré aux plus légitimes angoisses et aux agitations qui en sont les suites, me remplit d'horreur et de dégoût. » Cette franche déclaration n'était pas de nature à satisfaire un gouvernement qui, si l'on s'en rapporte à son origine, ne devait pas partager de telles répugnances.

« En résumé, écrit le rapporteur de la commission parlementaire, M. Saint-Marc-Girardin, la nomination du général Trochu, faite en dehors de la régente et du Conseil des ministres, a été une cause nouvelle d'ébranlement dans un gouvernement déjà fort ébranlé, et là encore, dans ces derniers moments de l'empire, l'intervention personnelle de l'empereur a été funeste à l'empire. Si l'empereur était revenu à Paris, s'il eût repris le pouvoir, si le dessein du général Trochu eût été achevé, cela eût-il sauvé l'empire? nous ne le croyons pas; mais l'entreprise, une fois manquée, avait l'inconvénient de créer une difficulté de plus. Si elle s'était accomplie, elle obligeait le général Trochu à défendre l'empire contre la révolution. Manquée, avant même un commencement d'exécution, elle avait le danger d'isoler le général dans le gouvernement, sans l'en séparer, et d'introduire un désaccord quotidien dans l'action des pouvoirs publics. Se voyant suspect, le général Trochu se fit indifférent; il ne nuisit pas, mais il n'aida pas; se résignant à voir passer devant lui, à l'intérieur, les événements qu'il ne pouvait pas conduire. »

« On pouvait désapprouver les ordres du général Trochu, dit, dans sa déposition, M. Jérôme David, lui faire des observations ; mais il est certain, je le dis franchement, qu'on ne pouvait pas le renverser, car, en le renversant, on s'exposait à susciter dans Paris une de ces commotions profondes qu'il fallait éviter à tout prix. »

Cet aveu, un peu naïf, de l'un des derniers ministres de l'empire, explique l'attitude du gouvernement. Impuissant à rien réprimer, tiraillé dans des sens divers par l'impératrice d'un côté, par l'empereur de l'autre, sans énergie, sans volonté, sentant bien toute l'impopularité qui s'attachait à ce régime, le cabinet du 10 août en était réduit à supporter ce qu'il ne pouvait empêcher. De là, cette hostilité constante entre le ministre de la guerre et le gouverneur de Paris. La Commission de défense, créée dans les derniers jours, combattait avec énergie le projet de la marche sur Metz. M. Thiers nous a, dans sa déposition, tracé un tableau intéressant de ces séances :

« Bientôt l'expédition de Sedan devint notre principale affaire. Ce qui me révoltait dans cette expédition projetée, c'était de penser qu'on allait prendre notre dernière armée pour l'envoyer périr dans les Ardennes.

« Les motifs qu'on avait pour tenter cette expédition étaient obscurs, difficiles à pénétrer, et nous formions toutes sortes de conjectures. En général, on disait que dans le gouvernement, c'était l'impératrice qui voulait l'expédition, par une sorte de point d'honneur qu'elle s'était fait à l'égard de Metz et du maréchal Bazaine, qu'il était odieux, disait-elle, de laisser périr sans secours. Cette idée aurait été généreuse et juste, si on n'avait pas laissé écouler tant de temps depuis nos premiers revers. Mais, je répétais tous les soirs, et M. le général Trochu avec moi, que les Prussiens avaient eu le temps d'envelopper l'armée de Metz, qu'entre cette armée et Paris, il y avait un mur d'airain formé de 300 mille hommes, et impossible à percer; que le seul résultat qu'on pût obtenir, c'était de perdre inutilement nos dernières forces organisées ; que la défense de Paris se concevait avec une armée de secours campant et manœuvrant autour de ses murs, que sans une armée de ce genre, le siége de Paris serait une affreuse famine destinée à finir par une reddition à merci et miséricorde; qu'on se priverait donc, inévitablement et fatalement, du seul moyen de rendre efficace la résistance de Paris, et que si l'armée de Sedan ne périssait pas, le moins qui pût lui arriver serait d'être bloquée comme celle de Metz. — « Vous avez un maréchal bloqué, « disais-je, vous en aurez deux. »

Cette courte digression n'était pas inutile, elle fait comprendre combien le projet de la marche sur Metz était cher au général de Palikao : outre les avantages stratégiques qu'il lui semblait offrir, il était combattu par le gouverneur de Paris.

Le ministre de la guerre, instruit par M. Rouher des résolutions qui venaient d'être arrêtées à Reims, réunit aussitôt le conseil. « A l'unanimité, » dit le général de Palikao, « à *la presque* unanimité, » dépose M. Rouher, il fut résolu qu'un nouvel effort serait tenté auprès du maréchal de Mac-Mahon. Le 22, à une heure, la dépêche suivante fut, de Paris, adressée à Reims :

« Le sentiment unanime du conseil, en l'absence de nouvelles du maréchal Bazaine, est plus énergique que jamais. Ni décret, ni lettre, ni proclamation ne doit être publié. Un aide de camp du ministre de la guerre part pour Reims, avec toutes les instructions nécessaires. Ne pas secourir Bazaine, aurait à Paris les plus graves conséquences. En présence de ces désastres, il faudrait craindre que la capitale ne se défendît pas. Votre dépêche à l'impéra-

trice nous donne la conviction que notre opinion est partagée. Paris sera à même de se défendre contre l'armée du Prince royal de Prusse ; les travaux sont poussés très-promptement ; une armée se forme à Paris. Nous attendons une réponse par le télégraphe. »

Au moment où cette dépêche parvenait à l'empereur à Reims, on venait enfin de recevoir des nouvelles du maréchal Bazaine. Le 19, le commandant en chef de l'armée du Rhin avait écrit un rapport qu'il remit le 20 au garde forestier Braidy, qui le porta à Verdun, d'où il fut aussitôt transmis par le télégraphe. Ce rapport allait amener de graves résolutions : il est donc nécessaire d'en étudier les termes :

« Ban Saint-Martin, 19 août 1870.

« *Le maréchal Bazaine à S. M. l'empereur, au camp de Châlons.*

« L'armée s'est battue hier toute la journée sur les positions de Saint-Privat et de Rozérieulles, et les a conservées. Les 4e et 6e corps seulement ont fait, vers neuf heures du soir, un changement de front, l'aile droite en arrière, pour parer à un mouvement tournant par la droite, que les masses ennemies tentaient d'opérer à l'aide de l'obscurité. Ce matin, j'ai fait descendre de leurs positions les 2e et 3e corps, et l'armée est, de nouveau, groupée sur la rive gauche de la Moselle, de Longeville au Sansonnet, formant une ligne courbe passant par le haut du Ban Saint-Martin, derrière les forts de Saint-Quentin et de Plappeville. Les troupes sont fatiguées de ces combats incessants qui ne leur permettent pas les soins matériels, et il est indispensable de les laisser reposer deux ou trois jours. Le roi de Prusse était ce matin avec M. de Moltke à Rézonville, et tout indique que l'armée prussienne va tâter la place de Metz. Je compte toujours prendre la direction du Nord, et me rabattre ensuite par Montmédy sur la route de Sainte-Menehould à Châlons, si elle n'est pas fortement occupée. Dans ce cas, je continuerai sur Sedan, et même Mézières, pour gagner Châlons. »

Cet étrange rapport était bien de nature à égarer l'esprit : la journée du 18 était-elle un succès pour nos troupes ? sans doute, d'après la dépêche, puisque « nous avions gardé nos positions. » Ne dirait-on pas une armée maîtresse de ses mouvements, qui prend quelques jours d'un repos bien gagné, et qui va continuer sa route. Pas une ligne de ce rapport n'indique l'intention de demeurer sous le canon de la place, et cependant, si nous ouvrons le livre du maréchal, après le récit de la bataille, nous trouvons ces mots : « Nous étions investis. Après une succession aussi rapprochée de si rudes combats, il ne fallait plus penser à une reprise immédiate de l'offensive. »

Pour le maréchal de Mac-Mahon, ce langage était clair, l'armée de Metz devait être en marche depuis le 21 ou le 22 : l'indécision des jours précédents disparaissait ; on savait maintenant ce que voulait le maréchal Bazaine, ce qu'il allait faire. Il fixait même son itinéraire. Dans ces conditions, ne convenait-il pas d'imposer silence aux objections, si fortes la veille, et de courir au secours de l'armée de Metz, qui allait se trouver en présence de toutes les forces allemandes, et devait par conséquent succomber ?

La résolution du maréchal de Mac-Mahon fut vite prise : nous l'avons vu, le 19, se décider à marcher, sur un renseignement précis transmis par le commandant Magnan. A cette heure, les indications étaient plus complètes encore. Aussi, sans perdre de temps, le maréchal adressa-t-il un télégramme au ministre de la guerre, pour l'informer que son parti était définitivement arrêté, et qu'il marchait sur Metz... « C'est cette dépêche du maréchal Bazaine, dit le maréchal de Mac-Mahon, qui seule modifia mes projets, et me décida à me diriger sur



LE MARÉCHAL BAZAINE.

Metz... J'envoyai alors au maréchal Bazaine la dépêche suivante : « Reçu votre dépêche du 19. « Je suis à Reims, je marche dans la direction de Montmédy. Je serai après-demain sur « l'Aisne, d'où j'opérerai, suivant les circonstances, pour venir à votre secours (1). »

Nous aurons à nous occuper plus loin de cette dépêche, mais au moment où l'armée de Châlons va commencer son mouvement, il est nécessaire d'étudier de près le plan du général de Palikao, tel qu'il a été exposé par le général lui-même dans son ouvrage (2), devant la commission d'enquête parlementaire, et enfin à Trianon.

Deux opérations furent proposées au conseil par le ministre de la guerre. La première consistait à former à la Ferté-sous-Jouarre un pivot solide avec le 13e corps d'armée, commandé par le général Vinoy, et à faire exécuter à l'armée de Châlons une conversion à droite, en s'appuyant sur ce pivot, et en se rapprochant de Château-Thierry, afin de prendre en flanc l'armée prussienne dans sa marche sur Paris.

Le Prince Royal n'abandonnant pas la ligne de la Marne, ce premier projet n'eut pas de suites.

Le second, celui qui doit nous occuper, avait en vue la jonction des armées de Châlons et de Metz.

« J'avais, pour préférer cette dernière manœuvre, dit le ministre de la guerre, plusieurs motifs : le premier était de ne pas abandonner l'armée de Bazaine que l'on ne pensait pas alors en état de tenir aussi longtemps qu'elle l'a fait ; le second motif était que la réunion de l'armée de Bazaine à celle de Châlons devait avoir pour résultat de donner de meilleurs cadres à l'armée de Châlons, et le nombre à l'armée de Bazaine. J'estimais que les deux armées réunies pouvaient former une masse de 280,000 hommes. »

D'après le général de Palikao, l'armée de Châlons devait être divisée en trois colonnes : aile droite, centre, et aile gauche (*voir la carte précédente*). L'aile droite étant plus exposée à une rencontre avec l'ennemi était composée de deux corps : les 1er (Ducrot) et 12e (Lebrun); le centre était formé par le 7e corps, sous les ordres du général Douay ; le 5e (de Failly) s'avançait à gauche. Voici maintenant les divers itinéraires :

L'aile droite arrivait le 24 à Verdun, après quatre journées de marche de 12, 26, 12 et 24 kilomètres, par Suippe (de Mourmelon), Sainte-Menehould, Clermont et Verdun.

Le centre atteignait également Verdun, mais le 25 seulement ; il passait par Somme sur Py (de Mourmelon) 20 kilomètres, Ville-sur-Tourbe 16 kilomètres, Sainte-Menehould 12 kilomètres, Clermont 12 kilomètres, Verdun 24 kilomètres.

L'aile gauche, enfin, avait son itinéraire tracé par Betheneville (de Mourmelon) 18 kilomètres, Vouziers 26 kilomètres, Grandpré 15 kilomètres, Varennes 20 kilomètres, Charny, ou Verdun 24 ou 25 kilomètres.

(1) Si la dépêche du maréchal Bazaine exerça une influence indiscutable sur les décisions du maréchal de Mac-Mahon, il est certain également que les considérations politiques, successivement invoquées par l'impératrice, l'empereur et le ministre de la guerre ne furent pas étrangères à cette détermination. Pour ne pas entrer à ce sujet dans une discussion inutile, nous nous bornerons à une seule preuve, bien concluante, il est vrai, c'est une lettre adressée par l'empereur « au de Moltke de l'Angleterre » sir Borgoyne ; elle contient cette phrase : « ... Revenu à Châlons, j'ai voulu conduire la dernière armée qui nous restait à Paris ; mais là encore des complications politiques nous ont forcés à faire la marche la plus imprudente et la moins stratégique qui a fini par le désastre de Sedan. »

(2) *Un ministère de la guerre de vingt-quatre jours.*

En résumé, l'armée française devait se trouver le 25 aux environs de Verdun : une bataille était probable pour le 26 contre les seules forces du prince de Saxe (dont nous verrons plus loin la composition) ; le Prince Royal, trompé sur les mouvements de l'armée de Châlons, n'ayant pu remonter à temps pour prendre part au combat. Le maréchal de Mac-Mahon, après une victoire facile remportée sur les 60,000 hommes du prince de Saxe, venait heurter les troupes du prince Frédéric-Charles, pris ainsi entre deux armées.

Tel était le plan du général de Palikao. Avait-il de grandes chances de succès ? C'est ce que nous n'avons pas à discuter : le général s'est livré à de longues dissertations, pour prouver que cette marche de flanc était beaucoup moins dangereuse que nombre d'autres qui avaient réussi ; il a cité, notamment, l'exemple de la campagne de 1866, et dans le procès de Trianon, il a déclaré que ceux qui contestaient son plan, étaient des « stratégistes en chambre ». Nous ne nous hasarderons pas dans un semblable débat, nous bornant à faire observer que c'est peut-être le ministre qui fait de la théorie, lorsque, pour défendre sa marche de flanc, il invoque des exemples qui ne prouvent rien. Le mouvement le plus dangereux peut amener un succès avec de bonnes troupes, bien dirigées, pourvues amplement de vivres. Suit-il de là que ce même mouvement doit réussir, lorsqu'au lieu de cette armée aguerrie, on a de jeunes soldats découragés par des défaites successives, lorsque tous les services sont désorganisés, et que l'on ne peut être entièrement sûr ni de la discipline des troupes, ni de l'expérience des administrateurs ? La faute immense du ministre de la guerre est d'avoir concerté son plan à Paris, sans voir les soldats, sans se rendre un compte exact de l'effort qu'ils pouvaient donner. S'il avait assisté à la marche de Châlons à Reims, s'il avait vu le pillage des trains, il aurait compris qu'il était excessif de demander à cette armée jeune, sans cohésion, ce que l'on avait le droit d'attendre de vieilles troupes.

Mais ce n'est pas même là la question qu'il s'agit d'examiner : « En exposant les détails de la marche sur Metz, tels que je les avais soumis au conseil des ministres, loin de moi la pensée de contrôler l'opération tentée d'une autre manière par le maréchal de Mac-Mahon. » Ce passage du livre du général de Palikao établit une confusion ; il donne à entendre qu'au moment où la marche a été entreprise, les deux projets pouvaient être également suivis. C'est là une erreur que l'ancien ministre de la guerre a reconnue lui-même dans sa déposition devant le conseil de guerre de Trianon. « Cette première idée, dit-il, (celle qui consistait à porter sur Verdun l'armée de Châlons), qui était bonne le 17 ou le 18 août, *ne se trouvait plus aussi réalisable le* 22. » Et plus loin : « ... Le plan que j'avais conçu pour Verdun ne me paraissant plus offrir les mêmes avantages, je pensai qu'il fallait peut-être se porter un peu plus au nord. »

En terminant enfin sa déposition, le général ajoutait : « Après avoir abandonné Verdun, je me suis complétement rallié au projet de marche sur Montmédy, et c'est en vue de cette marche sur Montmédy que j'ai donné des ordres. » Or, si l'on se reporte aux ordres dont il est ici question, et qui sont relatifs à la ligne de fer des Ardennes, on s'aperçoit qu'ils sont datés des 19 et 20 août.

En se servant des propres déclarations du général de Palikao, on est donc amené à reconnaître :

1° Que le projet de marche sur Verdun était devenu inexécutable le 22 ;

2° Que le projet de marche sur Montmédy, conçu en dehors du maréchal de Mac-Mahon, été agréé par le ministre de la guerre dès le 20 août, c'est-à-dire à un moment où le

commandant en chef de l'armée de Châlons ne poursuivait qu'un objectif : la retraite sur Paris.

Le maréchal de Mac-Mahon a donc *subi* et non *conçu* ce projet : telle est la vérité.

Comment le ministre de la guerre n'a-t-il pas vu que les difficultés, déjà si réelles de la marche par Verdun devenaient presque insurmontables, alors qu'il s'agissait de Montmédy? Non-seulement la route était plus longue, mais l'on se trouvait avoir la frontière à dos, circonstance terrible en cas d'échec.

Et ici, il nous faut aborder une question difficile, mal connue encore, celle de la dépêche du maréchal Bazaine, qui est connue sous le nom de dépêche Stoffel. Nous savons les ménagements que nous impose l'instruction qui se poursuit, et qui n'a pas encore abouti ; nous nous bornerons donc aux seuls faits qui sont indispensables et qui, d'ailleurs, révélés dans le procès du maréchal Bazaine, sont aujourd'hui du domaine de l'histoire.

Le 20 août, le maréchal Bazaine adressa de Metz trois dépêches destinées à l'empereur, au ministre de la guerre, au maréchal de Mac-Mahon. Le texte des deux premières importe peu, les renseignements n'ont qu'une valeur secondaire ; le maréchal ne parle pas de ses projets ultérieurs, mais la dépêche adressée au maréchal de Mac-Mahon contenait un restriction importante : « J'ai dû prendre position près de Metz, pour donner du repos au soldats, et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours autour de moi et je suivrai très-probablement, pour vous rejoindre, la ligne des places du nord, et vou préviendrai de ma marche, *si je puis toutefois l'entreprendre sans compromettre l'armée.*

Nous avons vu le 19 le maréchal de Mac-Mahon se décider à marcher, lorsqu'il croya l'armée de Metz en route dans la direction de Verdun, revenir sur cette décision, e apprenant la bataille du 18, puis se résoudre enfin le 22 à ce mouvement qu'il jugeait dangereux, si imprudent, au reçu de la dépêche si précise du 19, qui se résume ainsi : « J viens. » Il n'y a aucun doute à avoir, le maréchal de Mac-Mahon l'a dit formellement : « C'e cette dépêche, elle seule, qui m'a décidé à marcher. »

Au moment où le mouvement va s'opérer, où rien n'est encore commencé, où la rou de Paris est ouverte, que l'on suppose un télégramme apprenant au maréchal de Ma Mahon que Bazaine n'a pas quitté Metz, qu'il ne sait même pas s'il pourra s'éloigner de place, ne peut-on présumer quelle sera la résolution adoptée ? Elle est évidente et indiscutabl

Eh bien ! cette dépêche est partie, *mais elle n'est pas arrivée à sa destination.*

Nous nous trouvons ici en présence d'un des plus graves problèmes qu'ait fait naître dernière guerre, il est donc utile de pousser plus loin : de suivre jusqu'au bout ces tro dépêches du 20 août, dont l'une aurait pu peut-être sauver la France.

Le 21 août, un agent de Thionville, Flahaut, emporta les trois dépêches, et les remit midi au colonel Turnier à Thionville. Ces trois dépêches chiffrées furent adressées au colon Massaroli, commandant de place de Longwy, par le sieur Guyard ; elles furent, en outre expédiées à Givet par le sous-lieutenant du génie de Bazelaire. De Givet et de Longwy, elles furent transmises par le télégraphe. Enfin, l'original fut porté de Longwy par deux agents de police, Rabasse et Miès, et remis au colonel Stoffel.

Ainsi, trois sources différentes : Givet, Longwy, les agents de police : et cependant la dépêche adressée au maréchal de Mac-Mahon n'arriva pas à destination, tandis que les autres, celles qui ne contenaient aucun renseignement, furent reçues.

Nous n'avons pas à suivre toutes les phases de la récente et émouvante discussion qui s'es produite à Trianon, à rechercher si les dépêches ont été ou non remises au colonel d'Abzac

aide de camp du maréchal de Mac-Mahon, au milieu de la nuit, à parler du colonel Stoffel, c'est là un sujet trop délicat : il nous suffit de retenir un point, le seul qui importe à ce récit. La dépêche si importante, si grave du maréchal Bazaine, cette dépêche qui n'arriva pas au maréchal de Mac-Mahon, le général de Palikao la reçut. Le fait est indiscutable, c'est le général lui-même qui l'a reconnu devant le conseil de guerre : il la reçut le 23 août et il n'en fit pas part au commandant de l'armée de Châlons « parce qu'il ne pouvait pré-



LE GÉNÉRAL SOLEILLE.

voir que le maréchal de Mac-Mahon n'aurait pas connaissance d'une dépêche qui avait été adressée en triple expédition. »

Devançons maintenant les événements de quelques jours. Le 27 août, le maréchal de Mac-Mahon, sans confiance dans le mouvement qu'il opérait, télégraphia au ministre de la guerre qu'il allait se rabattre sur Mézières, et comme raison suprême de cette retraite, il ajouta : « ...Depuis le 19, je n'ai aucune nouvelle de Bazaine. » Et, dans sa réponse, le ministre ne parla pas de cette dépêche qu'il savait maintenant ne pas avoir été reçue par le maréchal, tout au contraire — nous le verrons d'ailleurs plus loin — il poussa le maréchal en avant.

Interrogé sur ce point, l'ancien ministre de la guerre a fait cette réponse : « Je suis tou-

jours resté dans la conviction intime que le maréchal de Mac-Mahon marcherait vers maréchal Bazaine, à moins qu'il n'en reçût des lettres qui lui indiquassent qu'il ne pouv pas sortir, ni se porter en avant, pour faire la jonction annoncée. »

Est-ce donc à cause « de cette conviction intime » que le 23, pas plus que le 27, ministre de la guerre n'a pas cru devoir communiquer au maréchal de Mac-Mahon la dépêc significative du maréchal Bazaine?

Nous n'avons pas à insister sur cette question qu'il était de notre devoir d'aborder.

L'armée de Châlons quitte Reims pour entreprendre cette dangereuse marche qui d aboutir à Sedan : nous la rejoindrons plus tard.

CHAPITRE X

Dispositions prises par les Allemands, en vue du blocus de Metz. — Emplacements des troupes : chemin de fer de Remilly à Pont-à-Mousson, télégraphes, ponts. — Indécisions du maréchal Bazaine. — La question des munitions. — La dépêche du 23. — Tentative avortée du 26. — Conseil de guerre du château de Grimont. — L'armée restera provisoirement sous Metz. — Dépêches du 29 et du 30. — Bataille de Servigny (31 août, 1er septembre).

I

Le lendemain de la bataille de Saint-Privat, à laquelle les Allemands ont donné le nom le Gravelotte, le général de Moltke arrêta le plan de l'investissement de Metz. Un ordre, en late du 19 août, 11 heures du matin, décidait que six corps d'armée prussiens demeureraient sur la rive gauche de la Moselle, tandis que la rive droite ne serait gardée que par le 1er corps et la division de réserve Kummer.

Ces dispositions suffisent à montrer que l'état-major allemand redoutait une sortie dans a direction de l'ouest, et n'ajoutait qu'une médiocre importance à une tentative sur l'autre rive de la Moselle.

Le prince de Saxe était chargé du commandement d'une nouvelle armée formée des 4e corps, 12e corps, de la garde et des 5e et 6e divisions de cavalerie. Nous nous occuperons plus tard de cette armée destinée à agir conjointement avec le Prince Royal.

Le 19 août, le prince Frédéric-Charles régularisa la situation par l'ordre suivant, daté de Doncourt, 11 heures du soir, qu'il faut citer en entier, car il fait connaître exactement les projets de l'ennemi, et les positions occupées autour de la place par les différents corps llemands :

« Chargé par S. M. le roi du commandement supérieur de l'armée d'investissement de etz, se composant de la 1re armée (y compris la division Kummer), des 2e, 3e, 9e et e corps, j'indique ci-dessous les règles générales de conduite :

Les troupes de blocus de la rive droite de la Moselle se composant du 1er corps de la armée et de la division Kummer, qui vient de lui être attachée, ont la tâche suivante :

1° Resserrer la place par une ligne d'avant-postes, dans laquelle la cavalerie doit jouer un nd rôle, de manière à empêcher sûrement toute communication avec l'extérieur.

2° Répartir les troupes, de telle sorte que dans le cas où l'ennemi ferait une tentative pour rcer sur Thionville, elles puissent être réunies à temps sur la rive droite de la Moselle, ns une position qui devra être choisie à cet effet.

Dans le cas où l'ennemi tenterait une entreprise de ce genre, les troupes d'investissement

de la rive gauche viendront en aide à celles de la rive droite, en se portant vigoureuseme sur le flanc gauche de l'ennemi; elles passeraient à cet effet la Moselle sur des ponts q devront être jetés vers Hauconcourt, et protégés par de petites têtes de pont.

Le 10ᵉ corps est chargé de jeter les ponts, et de faire les travaux de fortification néce saires au-dessous de Metz.

3° La tête de ligne du chemin de fer qui nous relie avec l'Allemagne et notre premi centre de magasins sont à la station de Remilly.

Pour la protéger contre une sortie, le 1ᵉʳ corps devra choisir une position où il serait, e cas de besoin, soutenu par les troupes les plus rapprochées, qui viendraient se placer sur se deux ailes.

4° Si l'ennemi, voulant entreprendre une opération d'une grande portée, dirige toutes se forces sur un autre point, les troupes exposées à son choc devront céder, et éviter d'engage un combat sérieux contre des forces supérieures.

Pour les troupes d'investissement sur la rive gauche de la Moselle, les faits suivants son à observer :

1° Si l'ennemi cherche à percer du côté de Thionville, par la vallée de la Moselle, sur l rive gauche, il faut qu'il se heurte contre une position préparée à l'avance par le 10ᵉ corp chargé de l'investissement de ce côté; cette position devra, en même temps, couvrir le pon qui sera jeté sur la Moselle. Dans ce cas, le corps le plus voisin du 10ᵉ, marcherait sur l flanc gauche de l'ennemi, et de la rive droite de la Moselle, on enverrait à l'aide pa le pont.

2° L'armée ennemie battue et renfermée dans Metz pourrait, après s'être tant soit pe rétablie, essayer de percer à l'ouest. La ligne d'investissement devra être couverte par de abatis, des tranchées-abris et des retranchements se reliant exactement les uns aux autres et la tentative de l'ennemi, devra être arrêtée sur cette ligne, d'abord par les troupes placée en première ligne, puis par les corps de réserve qui devront s'y porter en toute hâte.

3° Si l'ennemi tente de pousser en avant, ou de percer en remontant sur la vallée de l Moselle vers Pont-à-Mousson, il devra être arrêté par le 7ᵉ corps; à cet effet, ce corp d'armée s'établira en amont de Metz, à cheval sur la rivière, assurera ses communication en jetant des ponts, fortifiera sa position, et y résistera à l'ennemi, jusqu'à ce qu'il reçoiv du secours sur ses deux ailes.

Le 8ᵉ corps, se reliant au 7ᵉ et sur la gauche, occupera la ligne d'investissement jusqu hauteur de la ferme de Moscou, et devra la fortifier. La ferme de Moscou forme au nord l limite du rayon d'investissement assigné à la 1ʳᵉ armée, sur la rive gauche de la Moselle.

Au nord du 8ᵉ corps et se reliant à lui, la ligne d'investissement sera occupée par 2ᵉ corps, qui devra la fortifier; il aura provisoirement son quartier général à Verneville, sera chargé de couvrir la route de Woippy à Saint-Privat.

Le 10ᵉ corps aura la tâche de couvrir d'abatis les coteaux de la rive gauche de la Mosell de former une ligne de communication jusqu'à la rive gauche de la rivière, d'établir le ponts qui doivent être jetés, et de les fortifier sur les deux rives.

Les corps ainsi placés en première ligne, pour former l'investissement sur la rive gauche de la Moselle, organiseront le service de la répartition de leurs troupes, de telle sorte:

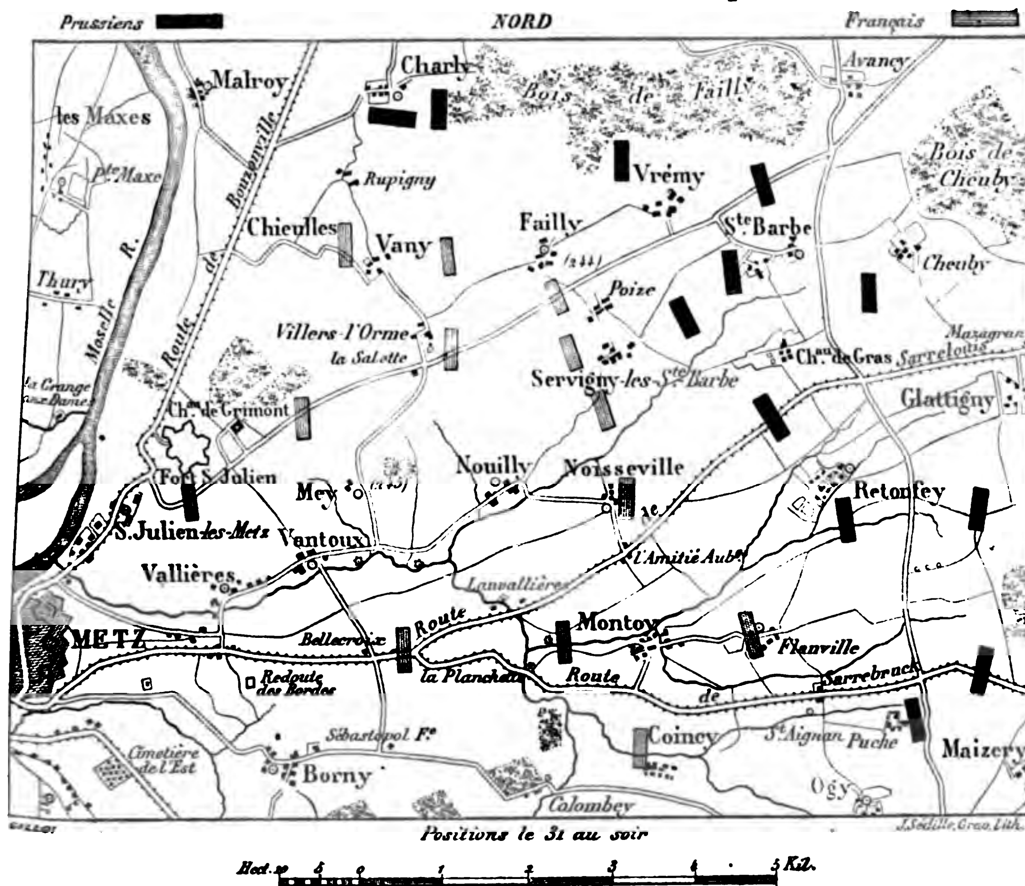
1° Qu'il y ait sur la ligne d'investissement fortifiée de forts avant-postes prêts à marcher.

2° Qu'une partie suffisante du corps soit commandée chaque jour pour le service des travailleurs, la ligne d'investissement devant être constamment renforcée.

3° Que le reste du corps soit établi en arrière, dans des camps de baraques bien construits, et que l'on améliorera tous les jours, et placés assez près pour que les troupes puissent être amenées rapidement sur la ligne.

Le 3e corps formera la réserve de l'aile droite de la ligne d'investissement, et établira

SERVIGNY 31 Août et 1er Sept. 1870.



Positions le 31 au soir

Hect. 10 5 0 1 2 3 4 5 Kil.

aux environs de la ferme de Caulre des camps réguliers que l'on devra perfectionner chaque jour.

Le 9e corps formera la réserve de l'aile gauche, et sera établi dans des camps de baraques, entre Saint-Ail et Sainte-Marie-aux-Chênes.

L'emplacement des quartiers généraux des divers corps est encore à déterminer ; ils doivent être, autant que possible, reliés entre eux et avec mon quartier général (établi provisoirement à Doncourt) par une ligne telégraphique. On commencera par établir demain une ligne

télégraphique partant de Saint-Privat, passant par Verneville, et allant rejoindre le tél graphe du chemin de fer, dans la vallée de la Moselle, au-dessus de Metz.

Les subsistances de l'armée d'investissement sont assurées :

1° Par le magasin principal de Remilly;

2° Par le magasin de Pont-à-Mousson, ce magasin sera alimenté par celui de Remilly; détachera immédiatement, pour y faire le service, comme garnison d'étapes et spécialem pour y réunir des voitures, un bataillon et un escadron de la division Kummer.

3° Par des réquisitions; elles devront être exécutées avec la coopération de l'intendan et l'aide de la cavalerie d'une manière systématique, et étendues aussi loin que possible s les derrières de l'armée.

Les limites pour les réquisitions sont les suivantes : Toutes les localités situées sur la ri droite de la Moselle, et sur la rive gauche celles qui se trouvent au sud de la route de Grav lotte à Conflans, à l'exception de celles qui sont situées sur la route même, sont à la disp sition de la 1re armée.

La 1re armée devra détacher 2 régiments de cavalerie, sous les ordres d'un commanda de brigade, pour cerner Thionville sur les deux rives de la Moselle. »

La lecture attentive de cet ordre fait connaître dès à présent les dispositions principal prises en vue du blocus. Nous aurons plus loin à entrer dans des détails plus étendu lorsqu'il nous faudra décrire les travaux d'investissement; nous retrouverons enfin, lors d siége de Paris, des mesures analogues, mais, dès à présent, on peut résumer en quelqu mots le plan de conduite adopté par le prince Frédéric-Charles :

1° L'armée française ne pouvant nécessairement tenter sa sortie que par une ou plusieu des routes principales qui débouchent de Metz, ce sont ces routes que les corps prussie auront plus spécialement à surveiller et à garder.

2° Deux lignes d'investissement autour de la place seront formées, toutes deux hériss d'obstacles chaque jour plus redoutables. La première, défendue seulement par de puissan avant-postes, ne pourra être franchie par les Français sans un vigoureux effort, qui donnera temps aux troupes allemandes de soutien de prendre plus en arrière la positi qui aura été assignée à l'avance, et qui, fortifiée avec soin, pourvue de tranchées et batteries, opposera à l'assaillant, épuisé par une première lutte, un obstacle infranchissab

Tels sont les deux principes qui se dégagent nettement de l'ordre si complet du prin Frédéric-Charles ; il y a pour nous intérêt à les bien méditer. En dehors de considératio d'un tout autre ordre, sur lequel nous aurons plus d'une fois à revenir, en parlant des act du maréchal Bazaine, ils expliquent, en effet, comment les Allemands ont pu résoudre problème, qui la veille encore eût semblé impossible : investir, avec des forces relativem peu considérables, une armée retranchée dans une place forte comme Metz, ou dans u capitale comme Paris.

Le premier soin de l'ennemi fut de construire un chemin de fer de Remilly à Pont-Mousson, de façon à contourner la place de Metz. On conçoit sans peine l'utilité que travail devait avoir pour les Prussiens. Il leur permettait, en effet, de faire venir de l'intérieu de l'Allemagne, les vivres et les munitions qui leur étaient indispensables. Commencé dè le soir de la bataille de Rezonville, le 16 août, ce chemin de fer mesurait environ trente-si kilomètres ; il traversait un pays accidenté. Trois à quatre mille ouvriers furent employés ce travail, qui ne fut terminé qu'à la fin de septembre.

Afin de rendre l'investissement plus complet, dès le premier jour, diverses mesures furent prises par ordre du prince Frédéric-Charles.

Des ponts furent jetés sur la Moselle, au nord de Metz, à Hauconcourt, et au sud d'Argancy ; les quartiers généraux des différents corps furent reliés par un fil télégraphique. Des observatoires munis de lunettes furent placés autour de la ville sur les principales hauteurs : à l'ouest de Jussy sur le Horimont ; à Sainte-Barbe, sur la hauteur au sud de Montoy ; à Mercy-le-Haut et sur le Saint-Blaise. La conduite qui amène à Metz les eaux de Gorze fut barricadée dans la vallée de la Mance, à l'ouest d'Ars et à Vaux, après que les eaux eurent été détournées. Nous verrons plus loin que cette conduite servit plus d'une fois aux émissaires qui voulaient pénétrer dans la place, ou sortir de Metz.

II

Tandis que les Allemands s'occupaient activement d'investir l'armée française dans son camp retranché, le maréchal Bazaine était toujours en proie aux mêmes indécisions ; le 22 août, il adressait à l'empereur la note suivante :

« Il n'y a rien de changé dans la situation. L'ennemi continue à nous investir ; il élève des batteries, coupe les routes et intercepte toutes nos communications. Nous poussons les travaux des forts et leur armement. Nos positions sont elles-mêmes protégées par de nombreux ouvrages, que j'ai fait exécuter, et que l'on consolide chaque jour.

« On porte l'effectif de l'armée ennemie à 350,000 hommes... »

Le 23, nouvelle dépêche, aussi peu explicite :

« Les derniers renseignements indiquent un mouvement du gros des forces ennemies, et il ne resterait, à cheval sur les deux rives de la Moselle, que les armées du prince Frédéric-Charles et du général Steinmetz.

« Des témoins oculaires affirment avoir vu des équipages de ponts entre Ars et Gravelotte. Si les nouvelles ci-dessus se confirment, je pourrai entreprendre la marche que j'avais indiquée précédemment par les forteresses du nord, afin de ne rien compromettre.

« Nos batteries ont été réorganisées et réapprovisionnées, ainsi que l'infanterie. L'armement de la place de Metz est presque complet, et j'y laisserai une division, car les travaux de Saint-Julien et de Queuleu sont loin d'être terminés. L'état moral et sanitaire des troupes laisse moins à désirer. Nos pertes ont été si considérables dans ces derniers combats, que les cadres sont très-affaiblis. J'y pourvoirai autant que possible. »

Au moment où le maréchal écrivait à l'empereur qu'il se préparait à entreprendre sa marche vers le nord, il resserrait ses lignes autour de la place, semblant ainsi abandonner complétement l'idée d'une sortie.

La garde était ramenée au pied des pentes est du Saint-Quentin, sa droite au chemin de la Ronde ; le 4ᵉ corps retirait sa gauche jusqu'à Tignomont, où il se reliait avec le 3ᵉ, placé en arrière des forts Saint-Quentin et Plappeville, et s'étendant jusqu'à la colline de Charles-Quint, où il rejoignait le 2ᵉ corps. La division de cavalerie de Forton était à Chambière. Le

22 août, ces dispositions furent encore modifiées ; le 3e corps passa sur la rive droite de la Moselle, à Saint-Julien, Queuleu et Montigny.

Le 22 août, le général Soleille adressa au quartier général du Ban-Saint-Martin, un important rapport. A diverses reprises, le maréchal s'était vivement préoccupé de l'état des munitions, le commandant en chef de l'artillerie de l'armée fournissait les renseignements les plus précis, et affirmait que les batteries étaient réapprovisionnées, et que tous les parcs étaient complets, sauf celui du 6e corps, qui n'avait pas rejoint. Le général Soleille terminait par ces mots : « A la suite des journées des 16 et 18, les troupes ont pu croire un instant que les munitions leur feraient défaut. Pour relever leur moral, je pense, monsieur le maréchal, qu'il ne serait pas inutile que l'armée sût qu'elle est aujourd'hui, 22 août, complétement réapprovisionnée et prête à marcher. »

Ce conseil si sage du général Soleille ne fut pas suivi, l'armée ne fut pas instruite de l'heureuse nouvelle ; l'état-major se borna, sur l'ordre du maréchal, à introduire au milieu de prescriptions diverses, un mot de cette question qui devait malheureusement passer inaperçu.

Quant aux vivres, la situation n'était guère favorable ; d'après un rapport de l'intendan en chef en date du 20 août, il y avait du blé pour quinze jours, de la farine pour quinze, du sucre pour quinze, café vingt-six, eau-de-vie huit, lard un et demi, avoine douze, viande six. En présence de tels renseignements, fort heureusement exagérés, le devoir imposait au commandant en chef de chercher à faire rentrer dans la place toutes les provisions des village voisins. L'armée venait de donner, dans les trois batailles des 14, 16 et 18, des preuve assez réelles de sa solidité, pour qu'en attendant des actions plus sérieuses, on pût lu confier des missions de ce genre. Dans la journée du 18, la cavalerie n'avait pas eu combattre : il eût donc été facile de la charger d'expéditions, chaque jour renouvelées, e qui auraient eu ce double résultat d'augmenter les approvisionnements de l'armée, et d'entre tenir l'ardeur des soldats.

Le 22 août, un employé du chemin de fer de l'Est vint prévenir le maréchal qu'il avait pu traverser les lignes prussiennes, et qu'il lui avait été possible de s'assurer que le principa magasin de vivres de l'ennemi se trouvait à Remilly, c'est-à-dire à douze kilomètres environ de nos troupes. En se reportant à l'ordre précité du prince Frédéric-Charles, il sera facile d reconnaître l'exactitude du renseignement.

Une sortie dans cette direction pouvait avoir d'heureux effets ; non-seulement elle devai amener l'enlèvement, ou tout au moins la destruction des approvisionnements allemands mais encore elle permettait d'inquiéter les travailleurs occupés à la construction du chemin de fer de Remilly à Pont-à-Mousson. Le maréchal était si bien informé de la constructio de cette voie ferrée qu'il la signalait à l'empereur, dans une de ses dépêches.

Malgré l'évidence de toutes ces raisons, le maréchal ne donna aucun ordre, ne prescrivit aucune mesure.

Le 23 août, cependant, il parut se décider à tenter un effort : et ici se place un incident important.

Un des officiers les plus remarquables du grand état-major, le colonel Lewal, aujourd'hui général, a affirmé qu'il se trouvait au Ban-Saint-Martin, auprès du maréchal, le 23 août lorsque fut apportée, par un agent demeuré inconnu, une dépêche qui annonçait le mouvement de l'armée du maréchal de Mac-Mahon. Cette affirmation a été contredite par l

maréchal Bazaine, qui a soutenu que le colonel Lewal confondait le 23 avec le 29, jour où est arrivée une dépêche du général Ducrot.

Sur une aussi délicate question, il n'est possible que de citer les faits rapportés de part et d'autre. Le maréchal objecte qu'entre les deux journées du 23 et du 29, il y a une similitude absolue. A ces deux dates, en effet, tout a été préparé pour une sortie prochaine : de là l'erreur supposée du colonel, erreur qui, d'après le maréchal, peut d'autant mieux



LE GÉNÉRAL MONTAUDON.

s'expliquer que les événements accomplis en trois années sont certes de nature à permettre une absence de mémoire.

De son côté, le colonel Lewal précise : il ne peut confondre le 23 avec le 29, par cette raison que le 26, il a parlé de l'arrivée de cette dépêche à plusieurs témoins, entre autres au colonel d'Andlau, et quinze jours plus tard, au maréchal Canrobert, qui s'est absolument refusé à croire à cette nouvelle. Or, il est bien évident que si trois ans après, une erreur de mémoire peut se reproduire, elle n'est plus possible sur un aussi grave sujet, lorsqu'il ne s'agit que d'un délai de quinze et même de huit jours ; enfin, la confidence faite au colonel d'Andlau, ne permet même pas de s'arrêter à cette objection, car alors le colonel Lewal aurait été obligé, le 26, de deviner qu'il arriverait le 29 une dépêche.

Enfin, la similitude des deux journées signalée par le maréchal Bazaine, n'est-elle pas un

indice grave? pourquoi, le 29, les mêmes faits que le 23, sinon parce qu'une même cause les a produits; une même cause, c'est-à-dire l'arrivée d'une dépêche rendant obligatoire une sortie de l'armée de Metz.

On a dit que cette dépêche ne pouvait provenir du maréchal de Mac-Mahon, car le télégramme qui annonçait sa venue, et que nous avons reproduit dans le chapitre précédent, était chiffré, tandis que celui dont parle le colonel Lewal, était bien évidemment en clair, puisqu'il a été lu par le maréchal sans hésitation. Mais pourquoi se refuser à admettre l'existence d'autres dépêches provenant de divers généraux? Nous verrons plus loin que le général Ducrot en a envoyé une, arrivée le 29 à Metz; nous savons que le général Margueritte en a expédié deux. Pourquoi ne serait-ce pas une de ces dernières? Le messager est demeuré inconnu: mais combien sont morts obscurément de ces généreux citoyens qui avaient accepté cette dangereuse mission de transmettre les dépêches entre les chefs d'armée. D'ailleurs, si le porteur n'a pu être retrouvé, il a été vu tout au moins, vu dans le bureau même du maréchal, le 23 août, à la date indiquée par le colonel Lewal par un franc-tireur, aujourd'hui officier, le sous-lieutenant Mouth, qui a profité de ses indications pour sortir à son tour de Metz.

Si nous renouvelons ce débat, ce n'est pas pour établir la culpabilité du maréchal Bazaine, cette tâche est inutile ; le jugement de Trianon nous fait un devoir de nous abstenir de tout commentaire, mais c'est que ces faits se relient directement au sujet, et permettent d'expliquer, en partie au moins, les événements qui vont suivre.

Quoiqu'il en soit donc de ce point si vivement discuté, un projet de sortie fut adopté par la rive droite de la Moselle; l'armée devait s'efforcer de gagner Thionville. De nombreuses promotions avaient été faites pour combler les vides causés par le feu de l'ennemi; un corps de cavalerie avait été créé sous le commandement du général Desvaux, enfin le maréchal avait décidé que la division Castagny serait laissée à Metz avec la division Laveaucoupet pour la défense de la place.

Le 25 au soir, le commandant en chef donna un ordre de marche qui devait être exécuté le 26 au matin. Tous les corps d'armée avaient leurs positions indiquées; Sainte-Barbe semblait être l'objectif que l'on devait s'efforcer d'atteindre. Chose étrange cependant, le maréchal qui venait de faire l'expérience du 14, et qui devait savoir à quoi s'en tenir sur la nécessité de multiplier les moyens de passage, avait négligé de prescrire d'emporter un équipage de pont, de telle sorte, qu'en cas de succès, l'armée se voyait réduite à défiler sur l'unique pont de Thionville, et donnait le temps aux troupes allemandes, surprises par une attaque imprévue suivie d'une marche rapide, de rejoindre et de combattre. Le passage de la Moselle s'opéra avec la plus regrettable lenteur; à part le 2e corps qui traversa la ville et défila sur le pont des Morts, et le 3e corps déjà établi sur la rive droite, toute l'armée dut passer sur des ponts provisoires. Commencé à cinq heures du matin, le défilé ne fut terminé qu'à trois heures de l'après-midi. Pendant ce temps, les avant-postes du 3e corps avaient préparé l'action, en reprenant aux Prussiens le bois de Colombey et Noisseville, sans rencontrer de résistance sérieuse.

La pluie tombait avec une extrême violence, une tempête véritable ne tarda pas à arrêter le mouvement. Sur l'ordre du maréchal Bazaine, les divers chefs de corps se réunirent à la ferme de Grimont.

Le procès-verbal de ce conseil de guerre a été rédigé par le colonel Boyer, mais il contient

e graves inexactitudes, et a donné lieu à de nombreuses réclamations. Nous devons donc ésumer rapidement les faits, rapporter les opinions émises, en tenant compte de toutes les ectifications qui se sont produites. Il est indispensable, en effet, d'insister sur cette réunion, ar elle eut une influence considérable sur les événements ultérieurs.

Le matin même, le général Soleille et le général Coffinières s'étaient rendus auprès du naréchal Bazaine, et lui avaient représenté la situation sous les plus tristes aspects. L'armée n'avait de munitions que pour une bataille, affirmait le premier; la place ne pouvait se passer encore du concours de l'armée, soutenait le gouverneur de Metz.

Comment concilier ces appréciations avec les déclarations antérieures? Comment, par exemple, le général Soleille exprimait-il un tel découragement, alors que le 22, il avait fait connaître que l'armée était complètement réapprovisionnée? Entre le 22 et le 26, il ne s'était produit qu'un fait de nature à augmenter la confiance; la découverte toute fortuite de 4 millions de cartouches à la gare. Le maréchal ne releva pas ces contradictions si visibles, il ne chercha pas à s'entourer de renseignements plus précis; aux affirmations pessimistes du général Coffinières, il ne songea pas à opposer la parole du maréchal Lebœuf qui avait demandé à être chargé de la défense de Metz, et avait répondu, après un examen attentif des fortifications, de la conservation de la place.

Sans débat, le maréchal accueillit ces indications qui répondaient à ses plus chers désirs, et c'est dans le but unique de faire partager ses appréhensions aux divers chefs de corps, de couvrir sa responsabilité, qu'il prescrivit à ses lieutenants de se réunir au château de Grimont.

Les déclarations si graves des généraux Soleille et Coffinières ne soulevèrent pas une réclamation.

Comment chercher à sortir, en effet, si l'on était exposé à manquer de munitions! le général Bourbaki a déclaré que son intention était de proposer une vigoureuse tentative, mais que la parole du général Soleille lui avait fait croire qu'il était impossible de prendre l'offensive.

En présence d'une telle situation, il fut décidé que l'on demeurerait provisoirement sous le canon de Metz.

Pas une fois, le nom du maréchal Mac-Mahon ne fut prononcé, pas un renseignement sur l'armée de Châlons ne fut transmis au conseil. Appelés à se prononcer sur des résolutions aussi graves, les chefs de corps manquaient des éléments les plus importants.

Que le maréchal Bazaine eût reçu ou non la dépêche du 23, il n'en était pas moins informé cependant des intentions du ministre de la guerre. Il n'en savait pas moins que l'armée réorganisée sous le commandement du duc de Magenta était destinée à agir de concert avec les troupes de Metz.

A défaut d'indications plus précices, enfin, il connaissait les dépêches qu'il avait lui-même expédiées à Châlons, ces dépêches qui toutes indiquaient la sortie par le nord comme imminente. Il y avait là, de sa part, un engagement d'autant plus formel qu'il ne pouvait ignorer l'influence que ce renseignement devait avoir exercé sur les résolutions du maréchal de Mac-Mahon.

Mais, en admettant même qu'il y eût doute dans son esprit, n'était-il pas indiqué d'exprimer ces craintes, de faire part de ces appréhensions aux généraux réunis à Grimont? Si le maréchal Bazaine réclamait, vraiment, un avis sérieux et motivé, il devait mettre ses lieute-

nants en état de prononcer en toute connaissance de cause, et cependant, il ne leur dit un mot des nombreuses dépêches échangées, des engagements pris.

« Si nous avions su que le maréchal de Mac-Mahon marchait vers nous, a déclaré d l'enquête le maréchal Canrobert, bien que convaincus que son armée n'en fût pas une, n aurions dit au commandant en chef : marchons sur la tête, s'il le faut, mais marchons. »

Que conclure de ce silence, sinon que le maréchal Bazaine n'avait d'autre but que diminuer sa part de responsabilité ?

Étrange conduite à coup sûr ! car le règlement n'autorise pas le général en chef à s'abri derrière les décisions d'un conseil de guerre ; ce sont des avis qu'il reçoit, rien de pl mais son pouvoir demeure entier, et entière aussi sa responsabilité.

A la suite de ce conseil, le maréchal adressa au ministre de la guerre la dépêche suivant « Toujours sous Metz avec munitions d'artillerie pour un combat seulement. Impossible forcer les lignes ennemies, dans ces conditions, derrière ses positions retranchées. Aucu nouvelle de Paris ni d'esprit national. Urgence d'en avoir : agirai efficacement, si mouveme offensif à l'intérieur force l'ennemi à battre en retraite. »

On n'a pas, croyons-nous, attaché jusqu'ici à cette dépêche l'importance qu'elle mérit Dans le débat de Trianon, elle n'a été citée que pour mémoire, et cependant, si nous ne nou trompons, en même temps qu'elle est l'explication, — ne pas confondre avec justification — de la conduite du maréchal, elle est la preuve la plus évidente que la marche de l'armé de Châlons était connue à Metz.

D'après les dépêches antérieurement reçues, le maréchal de Mac-Mahon ne pouvait suivr en effet que deux plans : ou rabattre sur Paris, ou marcher sur Metz. La première hypothès ne permettait pas d'espérer une retraite des Prussiens ; il fallait donc que le maréchal Bazain fût instruit du mouvement sur Montmédy, ou le considérât tout au moins comme très probable, pour qu'il pût admettre la possibilité d'une retraite éventuelle de l'ennemi.

Ainsi, cette armée de Metz, si vigoureuse, qui avait si bravement donné à Borny, à Rézonville, à Saint-Privat, était, de par la volonté de son chef, réduite à ce rôle secondaire humiliant, de poursuivre les Prussiens vaincus ! Et cette tâche, à coup sûr difficile, de triompher des Allemands, le maréchal en abandonnait le lourd fardeau à des régiments de marche, à des conscrits mal organisés, imparfaitement pourvus !

Cette dépêche, presque ignorée, est donc pour nous la preuve que le maréchal Bazaine était informé de la marche de l'armée de Châlons.

Hâtons-nous de le dire aussi : il n'est pas, dans notre histoire militaire, douloureuse quelquefois, glorieuse le plus souvent, une aussi triste page, une telle preuve de coupable faiblesse !

Quant à l'opinion exprimée par le maréchal que l'on ne pouvait percer ce jour-là, elle est formellement démentie par les témoignages des chefs de corps.

« Je crois, déclare le maréchal Le Bœuf, que le 26, on a manqué une occasion favorable de sortir du camp retranché de Metz. »

Dans l'ouvrage déjà cité du capitaine Gœtze, nous relevons enfin ce passage : « Les travaux d'investissement étaient, le 26, encore fort peu avancés, et l'ajournement de l'attaque fut tout à l'avantage de l'armée de blocus. »

Le 29 août, un émissaire de Thionville apporta à Metz la dépêche suivante : « Général Ducrot commande corps Mac-Mahon ; il doit se trouver aujourd'hui 27 à Stenay, gauche de

l'armée. Général Douay, à la droite, sur la Meuse. Se tenir prêt à marcher au premier coup de canon. »

Le colonel Turnier, commandant de place de Thionville, avait reçu, le 23, dans l'après-midi, de Montmédy, une dépêche en chiffres avec cette recommandation : « Envoyez au maréchal Bazaine la dépêche ci-après, très-importante ; faites-la lui parvenir par cinq ou six émissaires différents, auxquels vous remettrez les sommes, quelles qu'elles soient, qui leur



LE GÉNÉRAL COFFINIÈRES DE NORDECK.

seraient nécessaires pour accomplir leur mission. » Malgré cet avis d'urgence, le colonel Turnier ne jugea pas à propos de remettre la dépêche aux deux émissaires, Marchal et Flahaut, qui portèrent à Metz, le 29, l'avis du général Ducrot.

Cet inexplicable oubli n'eut cependant pas de fâcheuses conséquences, car le 30, le maréchal Bazaine reçut, par un émissaire (Macherez) venu de Verdun, la dépêche chiffrée du maréchal de Mac-Mahon, du 22, que nous avons précédemment citée.

Dès lors, l'inaction n'était plus possible ; le 29, dans la soirée, l'ordre avait été donné aux

corps de se tenir prêts pour le lendemain à midi. Quelques heures plus tard, contre-or avait été envoyé aux troupes. A l'arrivée de la dépêche, le 30, le mouvement suspendu repris et ordonné pour le 31.

L'étude des dispositions arrêtées pour cette sortie, qui devait être décisive, montrera s commandant en chef de l'armée de Metz avait vraiment la volonté de s'éloigner la place.

Le maréchal Bazaine se refusa à engager l'action de bonne heure. En agissant ainsi, s but était d'attirer le gros de l'ennemi sur la rive droite, de façon à donner plus de facilit l'armée de secours pour approcher de la place. Il pensait, en outre, éviter une attaq de flanc de la part des troupes de la rive gauche, « qui sans cela pouvaient descendre Moselle, parallèlement à moi, et peut-être me gagner de vitesse avec des forces suffisan pour m'inquiéter sérieusement. Enfin, j'évitais la route qui suit le fond de la vall dominée par des hauteurs, au pouvoir de l'armée allemande sur les deux rives (1). »

Devant le conseil de guerre de Trianon, le maréchal Bazaine a fourni une autre explicatio qui permet de conclure que l'intention du général n'était pas de pousser l'opération à fon « ... Je ne voulais pas trop me lancer, et je voulais pouvoir revenir du côté où on pouv avoir besoin de moi. »

En un mot, et pour parler net, le maréchal, fidèle à sa tactique habituelle, ne prenait l'action générale qu'une part très-secondaire: il se contentait de livrer bataille sous le can même de la place, laissant à l'armée du maréchal de Mac-Mahon, que l'on croyait p éloignée, tous les hasards, tous les dangers de l'entreprise.

A leur arrivée sur le plateau, les troupes s'établirent : le 3e corps en arrière de Nois ville, la droite refusée sur la route de Sarrelouis, la gauche sur la hauteur entre Nouilly Mey. Arrivé vers huit heures et demie du matin, le 3e corps reçut l'ordre de faire le café d'attendre l'entrée en ligne des autres troupes.

Le 4e corps prit la gauche du 3e, à cheval sur la route de Sainte-Barbe.

Le 6e corps prolongea la ligne, en refusant sa gauche sur la route de Bouzonville.

Le 3e corps formait donc la droite, le 4e corps le centre, et le 6e la gauche.

En seconde ligne, le 2e corps prit position derrière le 3e, la droite à la ferme Bellecroix, gauche sur les hauteurs de la rive droite du ravin de Vallières, le flanc droit couvert par division de cavalerie.

Entre le Saint-Julien et le bois de Grimont, à cheval sur la route de Bouzonville, la gar se massa comme réserve de notre gauche.

Le maréchal Bazaine avait donné ses instructions pour l'attaque : le 3e corps ch chera à aborder les positions de Sainte-Barbe par la gauche, le 4e prendra par la dr (Failly, Vremy), le 6e corps s'avancera par Chieulles et se reportera par Antilly, appuyant gauche sur Avancy, le 2e corps suivra la marche du 3e, la garde restera en réserve.

En face des Français, les Allemands occupaient les positions suivantes :

A la droite (allemande), la division Kummer reliée à Argancy aux troupes du 10e corp tenant Malroy-Charly et Rupigny avec une brigade.

Le 1er corps d'armée (Manteuffel) avait sa 1re division sur la ligne Failly-Servigny, une brigade en réserve entre Vremy et Sainte-Barbe. Noisseville, Montoy et Colom

(1) *L'Armée du Rhin.*

étaient gardés par deux régiments de dragons, qui se reliaient aux troupes de la 2e division du 1er corps, dont les deux brigades occupaient la Grange-aux-Bois, Ars-Laquenexy, Mercy-le-Haut, et Courcelles-sur-Nied.

A la gauche du 1er corps, se trouvaient la 3e division de cavalerie et la brigade Woyna du 7e corps.

L'ensemble de ces troupes comprenait environ 45,000 hommes, avec 108 pièces : nos forces étaient supérieures de moitié. Une action énergique, rapidement conduite, assurait donc le succès.

La matinée vit plusieurs engagements sans importance. La brigade Lapasset enleva Colombey vers huit heures. La Grange-aux-Bois fut également prise. A dix heures, un régiment de cavalerie et une batterie du 6e corps débouchèrent en avant du bois de Grimont, et engagèrent le feu, durant une heure environ, avec la division Kummer.

Ces petits combats donnèrent l'éveil aux Prussiens, et leur permirent de faire filer leurs troupes de la rive gauche sur la rive droite.

Pendant ce temps, le maréchal Bazaine s'occupait d'établir sur la route de Sainte-Barbe deux batteries de 12.

Vers deux heures, le maréchal réunit les divers chefs de corps sur le terrain, et leur communiqua les dépêches du général Ducrot et du maréchal de Mac-Mahon. Il les prévint que le signal de l'action serait donné par le feu des pièces de réserve pour lesquelles des épaulements venaient d'être construits.

III

A quatre heures du soir, le signal est enfin donné : deux coups de canon partent de la route de Sainte-Barbe.

Le maréchal Le Bœuf prescrit aussitôt d'attaquer Nouilly et Noisseville. Le premier village, après une courte résistance de quelques compagnies du 3e régiment prussien, tombe au pouvoir des troupes de la division Metman ; la division Montaudon rencontre une résistance plus sérieuse. La brigade Clinchant, qui forme la tête, parvient à se maintenir sur la route de Sarrelouis, mais elle se heurte, aux environs de Noisseville, à trois brigades allemandes soutenues par une division de landwehr. Le général Changarnier fait battre la charge et nos soldats s'engagent : Montoy et Flanville tombent en notre pouvoir, tandis que deux escadrons de dragons, appuyés par deux bataillons de la brigade Lapasset, s'emparent de Coincy. Les troupes, vigoureusement entraînées, s'élancent vers Noisseville : les Allemands saisissent l'occasion, et derrière nous, réoccupent Montoy. Le 62e de ligne fait demi-tour, rentre dans le village, et tue ou prend tout ce qui s'y trouve. Le 3e corps continue alors vers Noisseville, où les Prussiens sont fortement retranchés. Le combat se prolonge jusqu'à six heures et demie, et le village tombe enfin en notre pouvoir. L'ennemi se retire alors en toute hâte sur Servigny, où il est serré de près par le 3e corps. La division Metman est désignée pour attaquer Servigny par le sud, tandis que le 4e corps l'abordera de front. Afin de se couvrir sur sa droite, le maréchal Le Bœuf demande au général Frossard de faire

avancer la division Fauvart-Bastoul, et de faire appuyer le centre; le 32e de ligne et quelques escadrons sont envoyés dans cette direction. La division Bastoul débouche de la Planchette vers six heures du soir, arrive à Montoy, et se porte sur Flanville, qu'elle atteint vers dix heures du soir.

D'après les instructions du commandant en chef, le général Ladmirault n'a engagé ses troupes, que lorsqu'il a vu commencé le mouvement du maréchal Le Bœuf. La division de Cissey tient la droite, la division Grenier est à gauche, le général Lorencez forme réserve avec ses quatre régiments. Le village de Villers-l'Orme enlevé, l'attaque contre Servigny se prononce. L'artillerie ennemie est bientôt réduite au silence par une batterie de 18 pièces que le maréchal Le Bœuf a établie à gauche de Noisseville, et par le feu des tirailleurs du 95e de ligne. La brigade de Brayer, le 20e chasseurs en tête, se jette sur le village, mais derrière leurs barricades, les Allemands tirent à coup sûr; ramenées en arrière, nos troupes font d'incessants efforts pour gagner du terrain. Sur la gauche, la brigade de Golberg et la division Grenier s'efforcent de déborder les Prussiens, mais Poix est protégé par de nombreuses tranchées garnies de tirailleurs. En outre, l'artillerie ennemie cause, de ce côté, de sérieux ravages dans nos rangs. Plus au sud, la division Metman s'est engagée; le général de Potier, qui commande la 1re brigade, s'empare de quelques maisons. Mais un retour offensif des Allemands rejette les Français à trois ou quatre cents mètres dans un ravin d'où nos soldats entretiennent énergiquement le feu. Enserré de front, au sud et au nord, le village résiste encore; les huit bataillons prussiens de la 1re division du 1er corps ont l'infériorité du nombre, mais l'avantage de la position leur permet de tenir jusqu'à la nuit.

Un dernier effort est jugé nécessaire; un officier d'ordonnance, envoyé par le maréchal Le Bœuf au général Ladmirault, annonce que le 4e corps éprouve une sérieuse résistance. La division Aymard, du 3e corps, reçoit alors l'ordre d'appuyer les troupes du général Ladmirault. L'attaque est aussitôt ordonnée, et quelques bataillons du 3e corps parviennent à entrer dans le village. Plusieurs maisons crénelées demeurent au pouvoir des Allemands que l'on ne parvient pas à déloger.

A notre gauche, le 6e corps s'est, pendant ce temps, emparé de Chieulles et de Vany et se borne, sur l'ordre du maréchal Bazaine, à faire contre Failly une démonstration que l'obscurité ne tarde pas à arrêter.

A notre droite, la brigade Lapasset a été assez vivement engagée; elle a repoussé deux brigades ennemies, qui ont successivement attaqué Colombey.

Le mouvement a donc en partie réussi: commencé trop tard, il n'a pu nous conduire qu'à Servigny.

Le plus grand désordre règne dans ce village, qui a été occupé de nuit. Pour attaquer, les troupes ont dû franchir deux ravins, des bois, des vignes; tout est mêlé, confondu, et le général Aymard ne parvient qu'à grand'peine à organiser la défense. Un mouvement malheureux, qui consiste à opérer la substitution d'un régiment à un autre, augmente encore la confusion, et l'ennemi profite de cet instant pour attaquer vigoureusement. Le 85e de ligne tient bon, mais le 44e ne peut se maintenir, et nous sommes forcés de battre en retraite.

Trois fois, nos soldats cherchent à reprendre les positions; trois fois, ils sont ramenés jusque dans les ravins, à 400 mètres de Servigny.

Dans la nuit, le général Ladmirault envoie quelques éclaireurs vers Servigny; ils sont arrêtés par une barricade qui ferme le passage. Le village semble solidement occupé; à la lueur d'une ferme qui brûle, on voit des masses considérables et l'on entend la musique des régiments qui accourent.

Tandis que la nuit interrompt le combat, il nous faut maintenant retourner en arrière, et voir ce qui se passe chez l'ennemi.



LE GÉNÉRAL FROSSARD.

Nous avons dit que les Allemands n'avaient en ligne, au début, que la division Kummer, le 1er corps, une division de cavalerie et une brigade du 7e corps.

Le prince Frédéric-Charles, averti du mouvement opéré par les Français, donna l'ordre à la 25e division du 9e corps de se porter sur Antilly; la 18e se concentrait sur l'autre rive, à Roncourt; le 10e corps marchait sur Argancy et Hauconcourt. Le prince Frédéric-Charles se tenait à Marange, et le général Steinmetz au sud, à Sainte-Blaise.

A onze heures du soir, le général Manteuffel adressa au général Steinmetz le rapport suivant: « Combat terminé à la nuit complète. La position maintenue, et l'ennemi partout repoussé. Munitions complétées; demain matin, à quatre heures, mes troupes seront sous les armes. »

Le 1er septembre, au jour, les Allemands occupent les emplacements suivants:

La 49e brigade (de Wittich) du 9e corps est à Antilly, avec une partie de l'artillerie du corps.

La 50e brigade est dans le bois de Failly, et tient les lignes Malroy-Charly-Failly avec l'aide d'une partie de la brigade mixte de la division Kummer. A Vremy et à Sainte-Barbe, l'artillerie du 1er corps et une batterie du 9e sont défendues par quelques bataillons.

Failly-Poix-Servigny sont gardés par la 1re division du 1er corps; la 3e division de landwehr en réserve: de Château-Gras à Retonfey, la droite de la brigade Memerty, avec trois batteries et un régiment de dragons.

De Retonfey à Marsilly, le terrain est battu par la 3e division de cavalerie.

A Courcelles-sur-Nied et Frontigny, le reste de la brigade Memerty et la 28e brigade.

Aux environs de Laquenexy, la 4e brigade (2e division, 1er corps).

En dehors de ces troupes, de puissants renforts (9e et 10e corps) peuvent entrer en ligne; plus en arrière encore, les 2e et 3e corps, campés entre Saint-Privat et Briey, sont à vingt-cinq kilomètres du champ de bataille.

En résumé, la ligne Failly-Servigny est occupée par deux divisions allemandes, soutenues par six brigades d'infanterie et trois de cavalerie. Deux corps et demi sont en marche.

Les Français tiennent les positions suivantes:

A l'extrême droite, la division Castagny entre Queuleu et Colombey. La brigade Lapasset est à Coincy et Colombey, la division Bastoul à Flanville, la division Vergé en réserve à Bellecroix, avec un régiment détaché en arrière de Noisseville.

Dans le 3e corps, la division Montaudon occupe Noisseville et Montoy; les divisions Metman et Aymar sont sur la gauche, face à Servigny. Le 4e corps prolonge la ligne entre Servigny et Poix. Le 6e, déployé à la gauche, a son aile droite devant Failly, et s'étend par Vany et Chieulles jusqu'à la Moselle. Les voltigeurs de la garde sont en arrière du 4e corps; les grenadiers en avant du château de Grimont. Les réserves d'artillerie et de cavalerie en arrière.

Le maréchal Bazaine, après avoir assisté au combat, s'était retiré à la nuit dans le village de Saint-Julien, sans donner un ordre. A quatre heures du matin, enfin, le 1er septembre, il expédie aux différents chefs de corps les instructions suivantes: « Selon les dispositions que l'ennemi aura pu faire devant vous, nous devons continuer l'opération entreprise hier, qui doit nous conduire à occuper: 1° Sainte-Barbe; 2° faciliter notre marche sur Bettlainville. Dans le cas contraire, il faut tenir dans nos positions, s'y fortifier, et ce soir, nous reviendrons alors sous Saint-Julien et Queuleu. »

Ce langage est bien clair: il est pour les chefs de corps l'explication des retards de la veille. Si l'action a été engagée à quatre heures du soir, c'est que le maréchal Bazaine n'a pas l'intention de rompre l'investissement. Cette dépêche est le digne pendant de celle du 18 août adressée au maréchal Canrobert: « Tenez de façon à permettre un changement de front... » Pas une heure, pas un instant, ne se produit dans l'esprit du commandant en chef, une pensée énergique; il faut battre en retraite, aujourd'hui comme hier.

Et c'est à une armée française de 120,000 hommes, l'élite de nos troupes, commandée par trois maréchaux, que s'adressent de tels ordres !

Dès le matin, le maréchal Le Bœuf fait demander au maréchal Bazaine de pouvoir disposer de la division Castagny, qui se trouve à la droite ; le commandant en chef refuse cette autorisation, mais il place le 2e corps sous les ordres du maréchal Le Bœuf.

A six heures du matin, le brouillard commence à se dissiper, et l'action recommence. Mais ce ne sont pas les Français qui attaquent ; les instructions du maréchal sont peu faites pour inspirer de l'audace ; nos généraux se tiendront sur la plus stricte défensive.

Les Prussiens ont placé deux batteries entre Poix et Servigny, de façon à battre la chaussée, tandis que deux autres, postées sur la pente au sud-est de Servigny, sont dirigées contre Noisseville. Le feu gagne promptement toute la ligne. A sept heures, cinq bataillons des 1re et 2e brigades prussiennes s'avancent contre Noisseville ; ils sont appuyés par une brigade de landwehr. Plus à gauche (droite française), la 3e brigade marche également de Retonfey sur Noisseville. Les batteries ennemies reçoivent de nombreux renforts, et bientôt la canonnade redouble d'intensité. Elle est dirigée non-seulement contre Noisseville, mais encore contre Montoy et Flanville.

En même temps, Flanville est attaqué par un bataillon du 41e prussien, et au sud par la brigade Woyna.

L'attaque des Prussiens contre Noisseville n'est pas heureuse ; le village est tenu par la brigade Clinchant et le 32e de ligne. Leur feu, bien dirigé, secondé par les tirailleurs des autres divisions du 3e corps, rejette en arrière les deux premières brigades du 1er corps (Manteuffel). La brigade de landwehr s'avance pour les soutenir, mais ses efforts sont impuissants ; tous les assauts, successivement livrés, n'amènent aucun résultat. Ordre est alors donné de ramener les troupes allemandes en arrière ; l'ennemi, suivant sa tactique habituelle, va nous écraser avec son artillerie.

A neuf heures et demie, 114 pièces tirent sur Noisseville, Montoy, Flanville. Sur la gauche, la brigade Woyna dirige également son feu sur ce dernier village. La division Bastoul, qui occupe cette position, souffre d'autant plus cruellement qu'elle n'a pas d'artillerie. Aussi, devant l'attaque de la brigade Woyna, que soutiennent bientôt les deux régiments de la brigade Memerty, le général Fauvart Bastoul recule, évacuant successivement Flanville, Montoy et Coincy, et se plaçant en arrière du ravin de Colombey. Les régiments du 3e corps, notamment le 51e, qui concouraient avec la division du 2e corps à la défense de ces positions, avaient précédemment été rappelés par le général Clinchant, pour couvrir Noisseville.

L'ennemi profite aussitôt de ce mouvement, il garnit d'artillerie toutes les crêtes et la route de Sarrebrück, et forme un demi-cercle autour de Noisseville.

Le maréchal Lebœuf voyant sa droite menacée, donne l'ordre au général Fauvart-Bastoul de reprendre ses positions. Ce vigoureux officier obéit aussitôt, et se maintient sur un terrain balayé par les obus. Le maréchal Lebœuf se rend alors un compte plus exact de la situation, et reconnaît qu'il est impossible de demeurer exposé à un tel feu, auquel on ne peut répondre ; il prescrit alors au général Fauvart-Bastoul de battre en retraite, mais celui-ci froissé « du ton blessant de l'ancien major-général, demande un ordre écrit (1). » Le mouve-

(1) Wachter. *La Guerre de* 1870-71.

ment en arrière de la division du 2e corps découvre la division Montaudon qui est ol
de reculer sur la Planchette.

A ce moment, le maréchal Lebœuf, se souvenant des instructions qu'il a reçues le m
et jugeant inutile de tenir plus longtemps, écrit au maréchal Bazaine demeuré au villa
Saint-Julien qu'il va ordonner la retraite. Ses pièces sont écrasées par l'artillerie allem
et peuvent à peine se mettre en batterie. Privé de l'appui des canons de réserve qui
restés sous les forts, tourné par sa droite, supportant, sans être appuyé, tout l'effo
l'ennemi, le 3e corps ne peut continuer la lutte.

Avant de se retirer cependant, il soutient encore une dernière attaque à Noisseville.
10 heures, quatre brigades, dont deux de landwehr, marchent contre ce village. Un in
nos tirailleurs arrêtent l'ennemi, mais les maisons écrasées d'obus prennent feu, le mar
Lebœuf a son chef d'état-major, le général Manèque, tué à ses côtés, nos bataillons
décimés par l'artillerie allemande. A onze heures, la retraite s'opère en bon (
sur Lauvallier.

Au moment même où s'exécute ce mouvement, le maréchal Bazaine, sortant de
inertie, vient de décider une vigoureuse offensive. Dix régiments de cavalerie sout
par la garde, doivent pousser en avant : mais, en présence de la puissante artilleri
l'ennemi, ce projet est aussitôt abandonné que conçu.

On ne s'explique pas cette résolution tardive de prononcer l'offensive alors que ı
artillerie de réserve est maintenue en arrière, que l'ordre ou l'autorisation de batt
retraite, si l'on rencontre une résistance trop sérieuse, a été expédié le matin, enfin q
garde reste inactive alors qu'il suffirait aux voltigeurs de marcher pour arrêter l'ennem
le maréchal Bazaine ne voulait pas engager prématurément ses réserves, il lui suffisai
prescrire à la division Castagny de s'acquitter plus sérieusement de sa mission, en atti
à elle une partie des forces adverses en avant de Colombey. Enfin, si l'offensive est vrai
dans la pensée du maréchal Bazaine, pourquoi ne pas ordonner aux 4e et 6e corps de pre
à la lutte une part plus sérieuse? Ces six divisions demeurent en ligne à la gauch
3e corps sans agir; le maréchal Canrobert et le général Ladmirault se bornent à eng
quelques tirailleurs, et leur inaction motivée, sans nul doute, par l'ordre du matin, pe
aux Prussiens de jeter toutes leurs forces sur le 3e corps privé d'une de ses divisions.

Dn 6e corps, la division Tixier a seule à lutter en avant de Failly qu'elle ne parvien
à enlever.

Au centre, le 4e corps ne prononce pas sérieusement son attaque contre les retran
ments de Poix, et se borne à soutenir une canonnade assez nourrie.

La proportion des pertes prouve, d'ailleurs, que du côté des 6e, 4e et 2e corps l'actioı
pas été bien sérieuse. Les Français eurent 3,547 hommes hors de combat, et sur ce ch
le 3e corps entre pour plus des deux tiers (1); quatre généraux avaient été atteints : Man
(mort de ses blessures) Montaudon, Osmont, Lafaille.

La mort du général Manèque causa dans l'armée une impression profonde; comm
général Decaen tué à Borny, le général Manèque avait la confiance de tous.

Du côté des Prussiens, les pertes furent moindres : elles ne dépassèrent pas 3,000 homı
Le 1er corps était le plus éprouvé.

(1) Déposition du maréchal Le Bœuf.

A la suite de la bataille de Servigny, les troupes françaises reprirent leurs positions autour de la place; elles ne devaient plus les quitter que le jour de la capitulation.



LE GÉNÉRAL LEBRUN.

A l'heure même où se livrait cette inutile bataille de Servigny, l'armée du maréchal de Mac-Mahon succombait à Sedan. Nous devons maintenant revenir en arrière pour suivre tous les mouvements de cette armée, depuis son départ de Reims.

CHAPITRE XVI

Marche de la 3e armée allemande du 19 au 25 août. — Tentative sur Toul. — Massacre de Passavant. Prise de Vitry. — Marche de la 4e armée allemande (armée de la Meuse). — Tentative sur Verdun. Nouvelle direction prescrite aux deux armées allemandes. — Marche vers le nord. — Combat de Buzan— — Mouvements de l'armée du maréchal de Mac-Mahon. — Rethel. — Le Chêne. — Le retour sur P empêché par le général de Palikao. — Marche sur Stenay. — Marche sur Beaumont et Mouzon. — Com de Nouart. — Combat de Stonnė. — Bataille de Beaumont.

I

Les ordres formels du général de Moltke prescrivaient aux trois armées allemandes de soutenir mutuellement, de n'avancer que lorsque la marche serait également possible s toute la ligne. Au début de la campagne, le 3, puis le 7 août, nous avons vu le géné Steinmetz retenu par le grand quartier général, pour donner le temps au prince Frédér Charles d'opérer sa concentration.

Le général de Moltke transmit à la 3e armée des instructions analogues. Il prescrivit Prince Royal, que nous avons précédemment vu arriver avec son armée sur la Mosel d'attendre le résultat de l'action engagée autour de Metz.

Peut-être, après l'éclatant succès du Prince Royal à Wœrth eût-il été possible d'agir pl énergiquement. Si les deux premières armées allemandes semblaient suffisantes pour reten sous Metz le maréchal Bazaine, le Prince Royal ne courait aucun danger, en marcha franchement sur Châlons, de façon à empêcher les troupes du maréchal de Mac-Mahon se réorganiser, tout au moins en partie; si, au contraire, les 250,000 hommes de Steinme et du prince Charles ne paraissaient pas assez forts, pourquoi ne pas appeler à eux dès 13, la 3e armée allemande, ou tout au moins son aile droite qui, ce jour même, entrait communication avec l'extrême gauche de la 2e armée? Il a semblé que dans les journées ont précédé le 19 août, le Prince Royal, surveillant à la fois Metz et Châlons, avait perdu u occasion précieuse de prendre parti; cette délicate question ayant été posée, nous devio en dire un mot, sans y insister autrement.

Le 18 août, la 3e armée se trouvait concentrée au sud de Toul. Le 19, la nouvelle de bataille de Saint-Privat fit reprendre le mouvement. Le 2e corps bavarois formant l'a droite se porta à Lay Saint-Rémy; au centre, le 5e corps, suivi de la division wurtemb geoise, marcha sur Vaucouleurs; à l'aile gauche, le 11e corps atteignit la Meuse à Pagny— Blanche-Côte. En seconde ligne, le 1er corps bavarois se plaça derrière le 11e corps Colombey au sud de Toul, le 6e corps marcha sur Vezelize. Des deux divisions de cavale

de la 3e armée, la 4e qui, depuis plusieurs jours, battait le terrain en avant, se replia derrière le 5e corps pour se reposer; la 2e chargée précédemment d'éclairer l'armée au sud et au sud-ouest, appuya vers Vaudemont. Cette division avait reçu la mission de renseigner le quartier général allemand sur la route suivie par le corps de Failly. Nous avons dit, déjà, que l'on ignorait absolument la direction prise par le 5e corps français et que ce n'est que très-tard que l'on eut, à cet égard, des indications suffisamment précises.

Le 20, le mouvement continua, le 2e corps bavarois (moins une brigade détachée sur Toul) poussa ses têtes de colonnes jusqu'à Saint-Aubin, le 5e corps atteignit Treveray, le 11e Gondrecourt; le 1er corps bavarois toujours en seconde ligne, et le 6e s'avancèrent jusqu'à Void et Pagny-la-Blanche-Côte. Le Prince Royal se rendit à Pont-à-Mousson, pour recevoir des instructions, et transporta son quartier général à Vaucouleurs.

Deux jours de repos furent accordés à l'armée, afin de donner le temps aux troupes du prince de Saxe, dont nous parlerons plus loin, de prononcer leur mouvement.

Le 23, le 2e corps bavarois atteignit Tronville au nord-ouest de Ligny; le 5e corps et la division wurtembergeoise Stainville; le 11e corps Montiers-sur-Saulx; le 1er corps bavarois et le 6e suivirent à peu de distance.

Tandis que s'opérait cette marche, dans cette même journée du 23, les Allemands tentaient de s'emparer de la place de Toul. Le 4e corps de la 3e armée avait échoué le 16 août, mais le Prince Royal donna l'ordre de faire un nouvel effort. Toul barrait, en effet, le chemin de fer de Frouard à Paris, et obligeait les convois allemands à un long et dangereux détour de soixante kilomètres, par Colombey.

La brigade détachée du 2e corps bavarois fut chargée de l'opération, et renforcée par le 38e régiment et la réserve d'artillerie du 6e corps. 36 épaulements furent construits sur les hauteurs de Dommartin à l'est, tandis que deux batteries bavaroises prenaient position au nord sur le mont Saint-Michel. L'artillerie ennemie se trouvait donc à moins de deux mille mètres de la place. A huit heures et demie, sur le refus du commandant français de se rendre, le feu commença. A une heure, 3,000 obus avaient été lancés dans la ville, plusieurs incendies s'étaient déclarés, le commandant Huck, sommé une seconde fois, déclara persister dans sa résolution de se défendre.

La 3e armée allemande, ayant besoin de toutes ses forces, pour exécuter l'important mouvement qui avait été prescrit, on renonça à poursuivre le bombardement, et même à investir complétement la place : un détachement fut seulement laissé devant Toul.

Le 24, le 2e corps bavarois atteignit Bar-le-Duc; le 5e et la division wurtembergeoise gagnèrent Robert-Espagne au sud-ouest de Bar-le-Duc, le 11e corps arriva à Saint-Dizier. La 4e division de cavalerie éclairait le terrain en avant, vers Vassy et Vitry. La petite place de Vitry était occupée par le 4e bataillon de gardes mobiles de la Marne; le capitaine de l'état-major des places, M. Hamen, qui commandait, jugeant que la résistance était impossible, fit partir les mobiles; le bataillon venait d'atteindre Sivry-sur-Ante, lorsqu'il fut rencontré par des détachements de cavalerie. Un peu interdits par cet obstacle imprévu, ces jeunes soldats formèrent le carré : voulaient-ils résister où se rendre, le fait n'a pas été suffisamment éclairci. Canonnés par l'ennemi, chargés par des uhlans et des hussards, ils ne tardèrent pas à être hors d'état de continuer la lutte. Plusieurs tombèrent, 850 environ furent faits prisonniers, mais une catastrophe plus grave attendait les captifs. En traversant le village de Passavant, un mobile quitta les rangs pour aller boire au ruisseau.

Un Prussien tira sur lui, croyant qu'il se sauvait. Ce coup de feu, donnant partout l'
amena une terrible confusion, et fut le signal d'un honteux massacre. Trente-deux
malheureux furent tués sur place, 92 mutilés (1). Ajoutons, car de tels détails doiv
conservés, que les auteurs de ces cruautés étaient des uhlans du 15e et des huss
16e régiment.

Ce fut là la première rencontre des mobiles avec l'ennemi.

A la même date, deux escadrons du 5e dragons poussaient jusqu'à Châlons, et s'e
saient de prévenir le Prince Royal que le camp était levé.

Cette nouvelle fit modifier les dispositions arrêtées : un ordre du grand quartier-
prescrivait de se concentrer au nord-est de Vitry, sur la ligne Changy-Possesse-G
de s'arrêter le 26. Mais, l'indication reçue le 24 par le Prince Royal fit activer la n
le 2e corps bavarois poussa jusqu'à Charmont; le 1er atteignit Saint-Mard et Givry;
la division wurtembergeoise gagnèrent Heiltz-le-Maurupt; le 11e enfin s'arrêta à
l'Évêque. La 3e armée était donc concentrée, le 25 au soir, sur la rive droite de l'
La 4e division de cavalerie avait continué sa marche en avant, s'était emparée de Vit
privée de sa garnison, n'avait fait aucune résistance, puis avait poussé des reconnai
au delà de Châlons et de Mourmelon.

Avant de retourner dans le camp français, il nous faut dire maintenant quelqu
de la marche accomplie par la 4e armée allemande.

Nous avons vu, précédemment, que, le soir même de la bataille de Saint-Privat, u
velle armée, composée de la garde, des 12e et 4e corps, avait été placée sous le com
ment du prince de Saxe, avec la mission de soutenir le Prince Royal. L'armée de la
— c'est le nom qu'on lui donne, — commença son mouvement vers l'ouest dans l
du 19. Le 4e corps, qui s'était tenu aux environs de Toul après sa tentative du 16,
la Meuse à Commercy; le 12e corps campa sur l'Orne, aux environs de Conflans; l
à Hannonville. Une nombreuse cavalerie était jointe à l'armée de la Meuse : elle com
la 5e division de cavalerie, qui formait l'extrême droite à Briey; la 6e division à Vi
Iron; la cavalerie de la garde; enfin, la division de cavalerie saxonne, qui poussait
reurs en avant, vers Jeandelize.

La journée du 20 fut employée à préparer le mouvement, à assurer les convois.

Le 21, la cavalerie partit en avant, battant le pays d'Étain à Fresnes. Le 23, elle
la Meuse.

Avant de continuer cette marche, l'armée du prince de Saxe tenta de s'emparer
dun, qui ferme la route de Paris. Cette difficile mission incombait au 12e corps, qui
l'aile droite. Le 23, ces deux divisions atteignirent Eix et Fresnes. A huit heures du
le 24, l'avant-garde de la 23e division (12e corps) parvint à se loger dans le faubou
et à s'y maintenir, malgré un feu très-vif. Nulle précaution n'avait été prise pour
les abords de cette place, si sérieusement menacée cependant. A l'est de la ville, des
des vergers s'étendaient jusqu'aux glacis; et c'est grâce à ces abris, que l'ennemi pu
trer dans le faubourg. Quinze batteries ouvrirent le feu sur la ville; mais leur a
peu sensible. Malgré la faiblesse de sa garnison, le commandant lutta énergiquen
les Saxons, convaincus de l'inutilité de leurs efforts, renoncèrent à l'opération. En

(1) *Les victimes de la Basse et de Passavant.* — Châlons.

ce ne fut là qu'un combat sans importance : de part et d'autre les pertes furent nulles. Cependant le ministre de la guerre, général Palikao, attribua à cette affaire une portée notablement exagérée : « ... Les Prussiens, dit-il au Corps législatif, fort maltraités par notre artillerie, ont été repoussés sur toute la ligne. Les pertes sont considérables... »

Un moment arrêté, le mouvement se continua le jour même : la 23e division passa la



LE GÉNÉRAL FÉLIX DOUAY.

Meuse à quelques kilomètres de Verdun, près de Charny, tandis que la 24e et la réserve d'artillerie franchissaient la rivière à Dieue, au-dessous de la place.

Les divisions de cavalerie se trouvaient : la 5e à Esnes et à Jouy; la division saxonne à Nixeville; la 6e division à Souilly.

Le 25, la marche se poursuivit : la 5e division de cavalerie, la 6e et la division saxonne poussèrent jusqu'à Sainte-Menehould, Clermont et Revigny, assurant et couvrant la marche

de l'infanterie. Le 12e corps atteignit Dombasle, la garde, Triaucourt, et le 4e corps, à gauche, se porta sur Laheycourt, au nord de Ravigny. La jonction était donc faite entre les 4e et 3e armées allemandes. A cette date du 25, le 1er corps bavarois, qui formait la droite de la 3e armée, était à Saint-Mard et Givry en contact avec le 4e corps (4e armée).

Cette journée du 25 août devait amener d'importantes modifications dans la marche de la 4e armée comme de la 3e. Au moment même où les escadrons du 5e dragons faisaient connaître au Prince Royal l'évacuation de Châlons, les cavaliers de la 4e armée transmettaient au prince de Saxe des renseignements analogues.

Quelle direction avait suivie le maréchal Mac-Mahon? Sur ce point l'indécision était grande. On ne tarda pas, cependant, à connaître la présence des Français à Reims, et des indications plus précises, mais encore incomplètes, venues notamment de Belgique, permirent au général de Moltke de deviner le projet adopté, bien malgré lui, par le maréchal de Mac-Mahon.

Dans ces conditions, il devenait nécessaire d'arrêter des résolutions nouvelles : on ne pouvait, en effet, continuer sur Châlons et Paris, en laissant derrière soi une armée dont on ignorait la force. En quelques heures, toutes les dispositions furent prises, un nouveau plan de campagne fut arrêté, et reçut, dès le soir même, un commencement d'exécution.

C'est là, évidemment, la page la plus remarquable de la guerre pour les Prussiens; jusqu'ici, ils avaient eu pour eux la fortune, la négligence, l'incapacité, la faiblesse de leurs adversaires : le nombre avait remplacé le génie; mais ce plan, concerté en quelques heures, exécuté sans une hésitation, à travers mille obstacles, suffirait à prouver la supériorité de l'organisation militaire de l'Allemagne.

Au moment d'entreprendre cette longue et difficile opération, le général de Moltke se souvint-il de la campagne de 1792? Quoiqu'il en soit, il ne sera pas sans intérêt de citer une page de Jomini. Il s'agit des résolutions que pouvait adopter l'armée du duc de Brunswick. Après avoir énuméré diverses hypothèses, et s'être demandé s'il convenait « de se jeter avec le gros de ses forces sur l'armée de Lafayette, ébranlée par la fuite de son chef, et plongée dans la stupeur et le désordre, ou bien marcher sur Paris, l'historien militaire ajoute : « Sous les rapports stratégiques, comme sous ceux de la politique, le premier de ces partis « était le plus convenable ; on pouvait employer 30,000 hommes à observer Luckner (1) et « les places de gauche, tandis que 60,000 combattants eussent accablé l'armée *sous Sedan*, « qui se trouvait alors sans chef, Dumouriez n'en ayant point encore pris le commandement « Cette manœuvre eût été d'autant plus sage qu'en l'exécutant avec vivacité, on la terminait « en dix jours, et rien ne s'opposait ensuite à ce qu'on reprît le chemin de Paris.

« Si l'armée française évacuait son camp à l'approche d'une masse si formidable, on l'eût « poursuivie avec impétuosité et probablement entamée. Se jetait-elle dans une place, alors « les alliés... eussent employé tous leurs moyens pour la contraindre à capituler... Marcher « à Paris avec 80,000 hommes, laissant 100,000 Français derrière soi, eût été sans doute « un moyen d'en faire partir l'Assemblée nationale ; cependant, si cette Assemblée, transférée « derrière la Loire, eût armé la population enthousiaste du Midi, et rassemblé toutes ses « troupes disponibles, l'issue de cette promenade n'aurait-elle pas tourné à la honte de ses « conseillers ? »

(1) Le général Luckner se trouvait sous Metz avec une partie des forces françaises.

Ce plan n'est-il pas exactement celui du général de Moltke? Par un hasard étrange, il n'y ıanque même pas ces deux noms : *Sedan, Metz !*

Les deux armées (4e et 3e) présentaient un front de soixante-quinze kilomètres environ, de ı route Verdun-Clermont à Vitry.

Seule, la 4e armée semblait en mesure de rencontrer les troupes françaises sur la Meuse : 'armée du Prince Royal, avancée plus au sud, avait un plus long chemin à parcourir. La ı'armée devait donc prendre de fortes positions défensives, de façon à retarder la marche les Français, et à donner le temps au Prince Royal d'accourir.

Le soir même du 25, des instructions dans ce sens furent envoyées du quartier général llemand établi à Bar-le-Duc aux commandants des 3e et 4e armées. Deux officiers du grand :at-major, les lieutenants-colonels De Verdy Du Vernois et Bronsart de Schellendorf étaient ıargés d'ajouter de vive voix toutes les explications nécessaires.

Le 26 au matin, le grand mouvement de conversion à droite commença. Le quartier énéral de la 4e armée fut porté de Fleury à Dombasle, le 12e corps s'avança de Dombasle et ubécourt sur Varennes, la garde de Triaucourt à Dombasle, le 4e corps de Nettancourt et aheycourt sur Fleury. La nombreuse cavalerie de l'armée de la Meuse fut envoyée plus au ıord; la 5e division sur Autry et Grandpré, la 6e sur Tahure, la division saxonne sur :lermont, Neuvilly. Les avant-postes de la cavalerie furent portés plus avant, aux environs le Dun et Buzancy.

Ces mouvements firent rencontrer la cavalerie française. Aux environs de Fléville une patrouille du 18e uhlans dut se retirer devant un escadron. Vers Buzancy, les Allemands se heurtèrent à une colonne qui les força à battre en retraite. A Grandpré, enfin, des cavaliers envoyés à la découverte reçurent des coups de feu.

Ces nouvelles transmises au quartier général, prouvèrent que les troupes allaient prochainement se trouver en présence.

En marchant en avant, le 12e corps saxon détruisit le chemin de fer de Verdun à Clermont : le 26 une compagnie de pionniers fit sauter trois arches du pont d'Aubreville.

A la même date, le 17e régiment de hussards (5e division) envoyé aux environs de Montmédy, coupait la voie ferrée à l'ouest de la place.

La 3e armée opéra les mouvements suivants : le 1er corps bavarois s'avança à Erize-la-Petite, et le 2e à gauche à Triaucourt, ces deux corps formant la réserve de l'armée de la Meuse, le 5e corps et la division wurtembergeoise restèrent à Heiltz-le-Maurupt et le 11e corps à Heiltz-l'Évêque. La 4e division de cavalerie poussa ses escadrons de Châlons lans la direction de Reims et d'Épernay. Plusieurs dragons furent tués aux environs de cette dernière ville, par des soldats du génie.

Le 27, les deux divisions d'infanterie du 12e corps prirent position sur la rive droite de a Meuse, la 24e division à Stenay, la 23e à Dun. On songea d'abord à détruire les ponts de Stenay, mais on reconnut que la Meuse était guéable sur plusieurs points, on renonça donc à couper les ponts, et on se contenta de les barricader. La garde se porta sur Montfaucon, le 4e corps sur Froméreville et Germonville. Le quartier général s'établit à Malencourt.

La 5e division de cavalerie s'avança sur Grandpré évacué par les Français, la 6e division gagna Vouziers, tandis que la cavalerie saxonne était envoyée dans la direction de Nouart, avec ordre de pousser des reconnaissances sur Buzancy et Grandpré.

Un brigade de cavalerie saxonne (deux régiments et une batterie), rencontra à un kilo-

mètre environ de Buzancy, le 12e chasseurs à cheval français, suivi en réserve par le 4e chasseurs d'Afrique. Un combat très-vif s'engagea : le commandant du régiment français, lieutenant-colonel De la Porte fut blessé et pris. Les Saxons eurent un major et une trentaine d'hommes hors de combat. L'entrée en ligne de plusieurs régiments ennemis et de quelques batteries de la garde décida à la retraite le 12e chasseurs qui avait été seul engagé. Les chasseurs d'Afrique restèrent en réserve sur l'ordre du général français prévenu de la rencontre.

Le contact était cette fois bien établi entre les deux adversaires : nous étudierons donc simultanément leurs mouvements, mais avant, il nous faut revenir en arrière, et suivre les troupes françaises, depuis leur départ de Reims.

II

Le 23 au matin, par une pluie qui détrempait le sol, l'armée du maréchal de Mac-Mahon commença son mouvement.

Le 7e corps (Douay) formait la droite, il porta ses deux premières divisions, sa cavalerie et l'artillerie à Dontrien et Saint-Martin l'Heureux, la 3e division en arrière de Prosnes.

Le 1er corps (Ducrot) gagna Saint-Hilaire-le-Petit et Betheniville.

Le 5e corps (De Failly), s'établit à Pont-Faverger et à Selles.

Le 12e corps (Lebrun) formant la gauche, atteignit Saint-Masme et Heutrégéville.

A l'avant-garde de l'armée, la division de cavalerie Margueritte gagna Monthois, avec la mission de garder les débouchés de l'Argonne.

Sur le flanc droit, la cavalerie Bonnemain couvrit la Suippe, aux environs de Vaudesincourt.

A sept heures du soir, un ordre venu du grand quartier général à Pont-Faverger, prescrivit de continuer la marche dans la direction Vouziers, Rethel.

Le 24, le 7e corps gagna Semide et Contreuve, le 1er Juniville et Ville-sur-Retourne, le 5e et le 12e Rethel : le quartier général à Rethel. La cavalerie Margueritte demeura à Monthois, le général Bonnemain atteignit Pont-Faverger.

La nécessité de s'appuyer à une ligne de chemin de fer pour se ravitailler, le manque de tout centre d'approvisionnement, l'insuffisance manifeste de l'administration de l'armée avaient forcé le maréchal de Mac-Mahon à prendre ainsi vers le Nord, au lieu de suivre une ligne plus directe. Les mêmes raisons firent perdre une partie de la journée du 25, consacrée à des distributions de vivres.

Le 7e corps atteignit seulement Vouziers, le 1er Attigny, le 5e Amagne.

Les troupes n'avaient donc avancé que de quelques kilomètres : encore le 12e corps, la cavalerie Bonnemain, et le quartier général, demeurèrent-ils à Rethel.

Un ordre imprévu fit quitter aux chasseurs d'Afrique du général Margueritte leur position

de Monthois : ils furent envoyés à la gauche, au Chêne Populeux. La droite de l'armée, privée de ces utiles auxiliaires, ne fut donc plus suffisamment éclairée.

Le 26, la marche fut reprise. Cette fois, on quittait le chemin de fer, et l'on se dirigeait plus franchement vers l'est : Stenay était l'objectif indiqué.

Le 7e corps demeura à Vouziers, le 1er gagna Voncq et Montgon, le 5e atteignit le Chêne Populeux, le 12e Tourteron.

L'armée était donc obligée d'opérer une demi conversion sur sa droite, pour incliner



LE GÉNÉRAL DE FAILLY

à l'Est, après avoir marché au Nord. Ces mouvements étaient doublement fâcheux, ils fatiguaient inutilement les troupes, ils nous faisaient perdre enfin un temps précieux.

Le quartier général s'établit à Tourteron. Sur la demande du maréchal de Mac-Mahon, le prince impérial quitta l'armée, et gagna Mézières.

Dans cette journée du 26, on devait reconnaître combien était regrettable l'ordre qui avait envoyé à la gauche de l'armée les chasseurs d'Afrique du général Margueritte si utiles à la droite.

Le général Douay avait pour instruction de demeurer à Vouziers, afin de donner le temps au centre et à la gauche d'arriver à sa hauteur. La situation qu'il occupait en contact presque direct avec l'ennemi, dont on ne connaissait pas encore les mouvements, mais

dont plusieurs faits indiquaient la présence, parut au général Douay commander certaines précautions. Aussi, bien que n'ayant pas d'ordres, il crut devoir faire passer son corps sur la rive droite de l'Aisne, en laissant seulement sur la rive gauche une brigade de la division Liébert. La brigade Bordas de la division Dumont fut envoyée en avant, avec mission d'occuper Grandpré et Buzancy. Elle était soutenue par une batterie et le 4e hussards. Des reconnaissances rencontrèrent des partis ennemis à Fléville, Mare et Senuc. Comme nous l'avons vu précédemment, aucun combat ne fut engagé : nos cavaliers se replièrent sur Grandpré.

Le général Bordas, d'après les instructions reçues, avait dirigé un régiment, le 72e, sur Buzancy, et s'était porté avec le gros des troupes sur Grandpré. Devant cette menace, d'ailleurs peu sérieuse des Allemands qui n'avaient que quelques escadrons de cavalerie à nous opposer, le général Bordas ne crut pas devoir tenir : il prévint par un mot le commandant du 7e corps de la présence de forces ennemies *supérieures*. Sur cette indication, le commandant du 7e corps rappela le 72e, et détacha deux escadrons de lanciers à Grandpré, pour surveiller l'adversaire. Les renseignements précipitamment transmis faisant craindre une action sérieuse, le général Douay avertit le maréchal, envoya le général Dumont avec sa seconde brigade rallier et ramener les trois régiments du général Bordas : il se prépara, enfin, à livrer bataille dans ses positions de Vouziers. L'absence de la cavalerie Margueritte amenait donc un ralentissement de la marche, et causait aux soldats une fatigue inutile. Le 7e corps n'avait, en effet, rencontré, nous l'avons montré plus haut, que quelques escadrons de cavalerie ennemie.

Cependant, cette journée avait eu, malgré tout, un bon résultat : plusieurs hussards allemands étaient tombés en notre pouvoir, et par eux on avait appris la marche et la position approximative des armées du Prince Royal et du prince de Saxe. Le commandant Seigland, du 7e corps, se rendit auprès du maréchal de Mac-Mahon, et lui transmit les renseignements que l'on venait d'obtenir (1).

Le maréchal modifia, aussitôt, ses dispositions précédentes, il mit la cavalerie Bonnemain à la disposition du 7e corps. Le 5e corps fut dirigé du Chêne sur Buzancy; le 1er de Semuy-Voncq sur Vouziers. Les hauteurs de Voncq furent occupées par la réserve sous les ordres du général de Bellemare. Le 12e corps s'avança de Tourteron sur le Chêne.

C'était là une position de combat, non plus de marche : trois corps en première ligne avec une division de cavalerie, le 12e corps en réserve avec les chasseurs d'Afrique. Un moment, en effet, le maréchal eut l'idée d'attendre les Allemands, et d'engager l'action. Il prescrivit même des travaux défensifs, et à Vouziers et Voncq notamment, le génie s'occupa à remuer la terre.

Le 27, les corps de l'armée française marchèrent pour occuper les divers emplacements qui venaient de leur être indiqués. Le 5e corps partit sur deux colonnes au point du jour pour gagner Buzancy, et former ainsi la gauche de la ligne française. Les 2e et 3e divisions s'avancèrent sur Briquenay par Châtillon et Belleville, la 1re division prit la gauche avec la cavalerie Brahaut, et se dirigea sur Bar et Buzancy par Brieul-sur-Bar. Aux environs de Bar, la brigade de cavalerie de Bernis se heurta à une reconnaissance allemande.

(1) *Belfort. Reims, Sedan. Le 7e corps de l'armée du Rhin*, par le prince G. Bibesco.

Nous avons dit précédemment quelques mots du combat de cavalerie qui suivit entre Bar et Busancy.

A la suite de cette action, le général de Failly dut modifier encore une fois son itinéraire ; des ordres du maréchal de Mac-Mahon lui prescrivaient de retourner à Brieul et Châtillon pour « suivre et couvrir une concentration de toute l'armée sur le Chêne et plus au nord.. »

Le maréchal de Mac-Mahon avait renoncé à attendre la bataille à Vouziers. Mieux renseigné sur les forces écrasantes dont pouvait disposer l'ennemi, suffisamment instruit, par l'expérience, des obstacles qui l'attendaient, témoin attristé du manque de cohésion de son armée, le maréchal revint à son idée première : retourner sur Paris.

C'est dans cette pensée qu'il indiqua à ses troupes les mouvements suivants :

5e corps sur Poix par le Chêne.

7e corps de Vouziers sur Vendresse.

Le 12e du Chêne sur Vendresse.

La cavalerie Bonnemain d'Amagne sur Launois, les chasseurs d'Afrique de Stonne sur Singly.

Tous les parcs et les bagages sur Mézières.

Cette dernière ville était l'objectif du maréchal : de là, on se retrouvait en communications avec la capitale.

L'empereur, consulté, approuva le projet de retraite.

Le duc de Magenta télégraphia, aussitôt, à Paris pour informer le ministre de la résolution adoptée. Les deux dépêches suivantes partirent du Chêne le 27. La première, adressée au maréchal Bazaine, était ainsi conçue : « Maréchal Mac-Mahon prévient maréchal Bazaine que l'arrivée du Prince Royal à Châlons le force à opérer le 28 sa retraite sur Mézières et de là à l'ouest, s'il n'apprend pas que le mouvement de retraite du maréchal Bazaine soit commencé. »

Au moment où le maréchal de Mac-Mahon écrivait cette dépêche, il venait d'être averti, par le député des Ardennes, M. de Montagnac, que l'armée de Metz était toujours sous les murs de la place.

En outre, le maréchal expédiait à Paris la dépêche suivante : « Les 1re et 2e armées, plus de 200,000 hommes, bloquent Metz, principalement sur la rive gauche ; une force, évaluée à 50,000 hommes, serait établie sur la rive droite de la Meuse, pour gêner ma marche sur Metz. Des renseignements annoncent que l'armée du Prince Royal de Prusse se dirige aujourd'hui sur les Ardennes avec 50,000 hommes. Elle serait déjà à Ardeuil. Je suis au Chêne avec u[illegible] plus de 100,000 hommes. *Depuis le 19, je n'ai aucune nouvelle de Bazaine* (1). Si je me porte à sa rencontre, je serai attaqué de front par une partie des

(1) Nous soulignons à dessein ces mots, car il est essentiel d'appeler sur eux l'attention. Déjà, d'ailleurs dans un chapitre précédent, nous avons abordé cette délicate question, que deux mots suffiront à rappeler. Le 23, le général de Palikao avait reçu une dépêche du maréchal Bazaine d'une exceptionnelle gravité, puisqu'elle était de nature à arrêter la marche de l'armée de Châlons. Le ministre a déclaré qu'il avait jugé inutile de parler de cette dépêche au maréchal de Mac-Mahon, car il pensait qu'elle était parvenue au quartier général comme à Paris. Mais, le 27, devant cette phrase : *Depuis le 19, je suis sans nouvelles de Bazaine*, le général dut comprendre que, par suite d'une fatalité inexplicable, — ou du moins inexpliquée, — la dépêche n'était pas arrivée à son adresse. Et cependant, pas plus le 27 que le 23, le ministre ne parla de cette dépêche !

1re et 2e armées, qui, à la faveur des bois, peuvent dérober une force supérieure à la mienne; en même temps attaqué par l'armée du Prince Royal de Prusse me coupant toute ligne de retraite. Je me rapproche demain de Mézières, d'où je continuerai ma retraite, selon les événements, vers l'ouest. »

Tout était exact et juste dans cette dépêche, tout sauf les effectifs de l'ennemi, bien supérieurs à ceux qu'annonçait le maréchal. Et, cependant, loin de se rendre à ces raisons si concluantes, le ministre persista dans son opinion, et il adressa les deux dépêches suivantes à l'empereur et au maréchal de Mac-Mahon :

« Paris, 27 août 1870, 11 h. soir.

« *Guerre à empereur.*

« Si vous abandonnez Bazaine, la révolution est dans Paris, et vous serez attaqué vous-même par toutes les forces de l'ennemi. Contre le dehors, Paris se gardera. Les fortifications sont terminées. Il me paraît urgent que vous puissiez parvenir jusqu'à Bazaine. Ce n'est pas le Prince Royal de Prusse qui est à Châlons, mais un des princes frères du roi de Prusse, avec une avant-garde et des forces considérables de cavalerie. Je vous ai télégraphié ce matin deux renseignements qui indiquent que le Prince Royal de Prusse, sentant le danger auquel votre marche tournante expose et son armée et l'armée qui bloque Bazaine, aurait changé de direction, et marcherait vers le nord. Vous avez au moins trente-six heures d'avance sur lui, peut-être quarante-huit. Vous n'avez devant vous qu'une partie des forces qui bloquent Metz, et qui, vous voyant vous retirer de Châlons à Reims, s'étaient étendues vers l'Argonne. Votre mouvement sur Reims les avait trompés comme le Prince Royal de Prusse. Ici, tout le monde a senti la nécessité de dégager Bazaine, et l'anxiété avec laquelle on vous suit est extrême. »

« Paris, 28 août, 1 h. 30 matin.

« *Guerre à maréchal Mac-Mahon.*

« Au nom du Conseil des ministres et du Conseil privé, je vous demande de porter secours à Bazaine, en profitant des trente heures d'avance que vous avez sur le Prince Royal de Prusse. Je fais porter le corps Vinoy sur Reims. »

Une partie du corps Vinoy, la division d'Exea, se trouvait déjà à Reims.

Le maréchal de Mac-Mahon céda devant ce grand mot : la raison d'État, invoqué par le ministre.

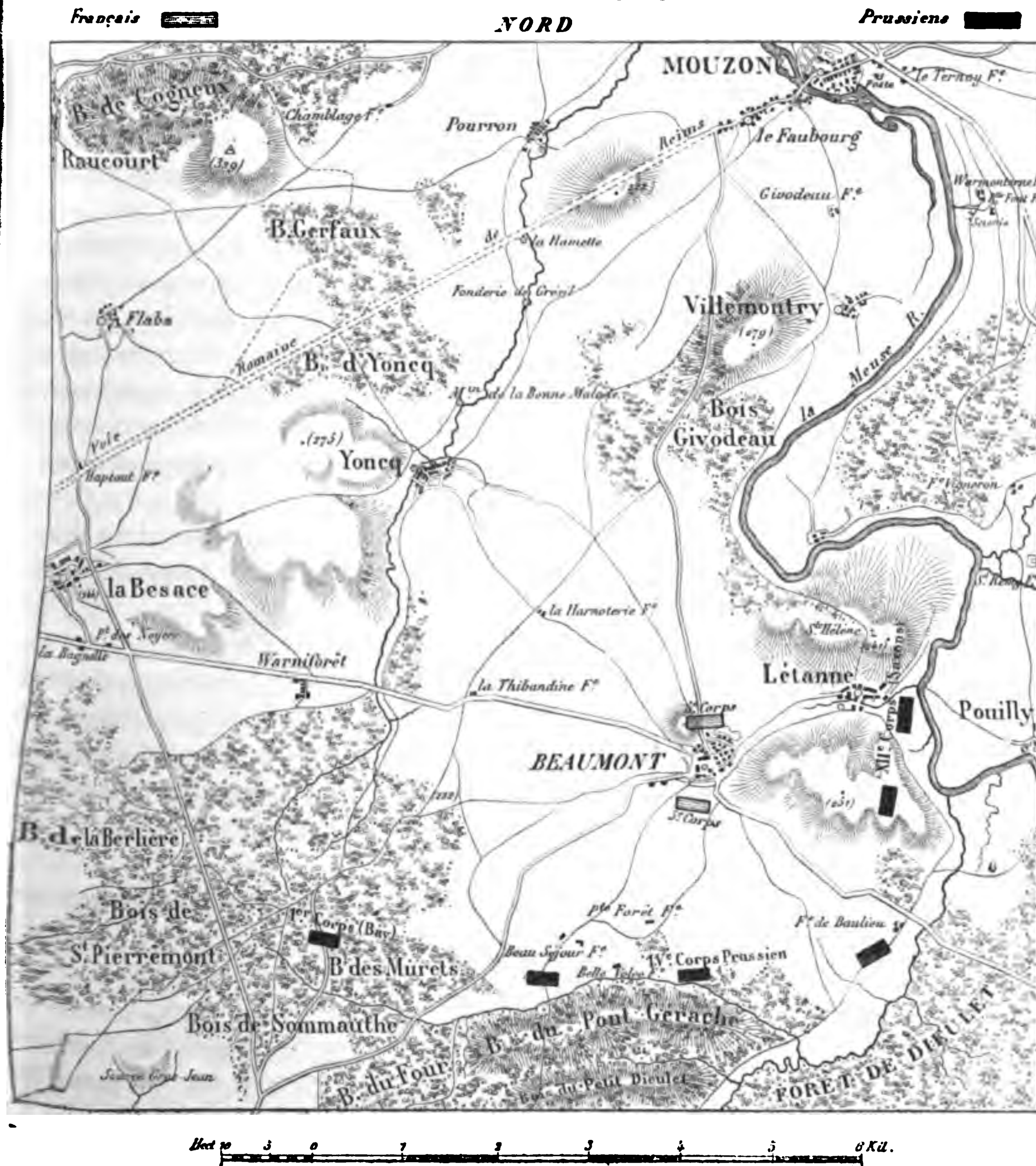
Le 28 au matin, de nouveaux ordres furent expédiés pour reprendre la direction de Montmédy. En voici le résumé :

Le 5e corps, tenant maintenant la tête à droite, se dirigea sur Nouart par Buzancy. Le 7e, suivant le 5e, campera en avant de Buzancy.

En tête de la colonne de gauche, le 12e corps s'avancera du Chêne sur Stonne et la Besace le 1er corps, en seconde ligne, arrivera de Vouziers au Chêne. La cavalerie Bonnemain se trouvera du côté des grandes Armoises ; plus à gauche encore, les chasseurs d'Afrique du général Margueritte battront le pays dans la direction de Mouzon. Cette dernière direction fut ensuite modifiée, et le maréchal indiqua Sommanthe, au sud-est de Beaumont, à la place de Mouzon.

La marche s'exécuta dans de déplorables conditions : les hommes, fatigués de ces contretemps, de ces ordres opposés, mal pourvus de vivres, piétinaient sur le sol détrempé par un

pluie incessante. Tous ces jeunes soldats, rappelés depuis peu sous les drapeaux, mal encadrés, peu disciplinés, exprimaient hautement leur mécontentement. Avec les privations et la fatigue, l'inquiétude et la méfiance étaient entrées dans le rang. Lentement, comme à



regret, les colonnes se traînaient sur les routes, lisant sur le visage de leurs chefs les soucis qui les assiégeaient. Durant les haltes, on écoutait les récits des paysans qui voyaient les Prussiens partout: sombres récits! ici, un village brûlé, là, des habitants fusillés sans pitié. Autour de soi, on sentait comme un réseau d'ennemis!

Puis, une confusion sans nom, les colonnes se mêlaient, se croisaient, amenant des encombrements inextricables d'hommes, de caissons, de chevaux embourbés.

Si le général Palikao avait pu être témoin de ce désordre, s'il avait vu cette marche, il aurait compris combien il était excessif de demander à des troupes jeunes, sans cohésion, sans énergie, sans administration, de gagner de vitesse des soldats victorieux, confiants, bien pourvus.

Le 5ᵉ corps, arrivé vers neuf heures du matin à Boult-aux-Bois, se trouva en présence de l'ennemi, qui marchait sur Stenay. La brigade Maussion fut aussitôt envoyée sur le plateau voisin de Briquenay, à droite de la route. La division Goze se déploya sur un second plateau, parallèlement à la vallée qui fait face à Buzancy; la division Lespart demeura en réserve. La cavalerie se jeta sur la gauche, et attaqua les escadrons ennemis, qui, canonnés par quelques pièces, se retirèrent au delà de Buzancy.

Le général de Failly reçut à ce moment du commandant en chef les instructions suivantes, datées du Chêne : « Il est de la plus haute importance que nous traversions la Meuse le plus tôt possible; poussez donc ce soir dans la direction de Stenay, aussi loin que vous pourrez. Le général Douay, qui vous suit, a été invité à suivre votre dernière colonne; il campera au delà de Bar. Si l'ennemi vous force à quitter momentanément la grande route, faites-le connaître au général Douay, pour que sa tête de colonne prenne la même direction. Nous marchons sur Montmédy, pour délivrer le maréchal Bazaine. Attendez-vous demain à rencontrer une vive résistance pour enlever Stenay... »

Le général de Failly (1) envoya aussitôt un officier au général Douay, qui arrivait seulement à Boult-aux-Bois. Le commandant du 7ᵉ corps déclara qu'il était impossible à ses troupes épuisées de pousser plus avant.

Vers trois heures, le 5ᵉ corps reprit sa marche, pour exécuter les ordres du maréchal. A huit heures du soir, la division Lespart, retardée par le mauvais état des routes, rendues presque impraticables par une pluie persistante, atteignit le plateau de Bois-des-Dames. Le reste du corps d'armée campa dans la plaine, à Belval. Un officier du quartier général transmit le soir même au général de Failly l'ordre de continuer sur Beaufort et Beauclair, et d'attendre, dans ces positions, de nouvelles instructions relatives à l'attaque sur Stenay.

Le 7ᵉ corps avait, le 28 au soir, ses troupes campées : la 1ʳᵉ division à Quatre-Champs; la 3ᵉ à Belleville; le reste à Boult-aux-Bois.

Le 1ᵉʳ corps était au Chêne.

Le 12ᵉ corps, après une marche de dix-huit heures, était arrivé à la Besace.

Sur la droite, plusieurs escarmouches avaient eu lieu. Aux environs de Germont, la 13ᵉ brigade de cavalerie allemande avait échangé des coups de feu avec nos avant-postes. Près de Harricourt, des patrouilles de cavalerie de la garde prussienne et du 12ᵉ corps avaient été rejetées par la brigade du général Grenier et la cavalerie de Bernis. A Nouart, l'action fut un peu plus sérieuse : une reconnaissance saxonne essuya quelques décharges de mitrailleuses, mais elle parvint à se rendre compte de notre marche sur Stenay. A Bois-des-Dames, un détachement saxon fut chassé par une compagnie de la division de Lespart. Dans la soirée enfin, des coups de feu furent échangés dans la direction de Nouart. Aucune

(1) *Opérations et marches du 5ᵉ corps*, par le général de Failly.

s actions n'avait la moindre importance sans doute; mais elles prouvaient qu'une le était imminente.

ıdis que nous perdions notre temps, en effet, en marches et en contre-marches, les iens, obéissant à un plan bien dessiné, avaient gagné du terrain.

27, les deux armées allemandes occupaient les positions suivantes : 4e ARMÉE. Le orps entre Dun et Stenay. Des travaux avaient été commencés par les pionniers pour e Dun en état de défense; la garde à Montfaucon, le 4e corps à Froméréville et Gerille. 3e ARMÉE. Le 1er corps bavarois à Rarecourt, le 2e à Froidos, le 5e à Saintehould, la division wurtembergeoise à Vieil-Dampierre, le 11e à Givry en Argonne, le 6e nt-Jean-de-Possesse.

s ce moment, il était facile de deviner que, fidèles à leur tactique habituelle, et profitant de ntage du nombre, les Allemands allaient chercher à envelopper l'armée du maréchal de Mahon, arrêtée sur la Meuse par le 12e corps, et la garde, prise de flanc sur sa droite es deux corps bavarois et le gros de la 4e armée, et attaquée de revers par les corps de armée. Et, comme si ces 230,000 hommes n'étaient pas suffisants pour venir à bout des 000 Français, le 2e et le 3e corps reçurent l'ordre de quitter leurs positions autour Metz, pour rejoindre l'armée de la Meuse. Cet ordre ne tarda pas, il est vrai, à être orté.

ans la journée du 28, les différents corps de la 4e armée allemande se trouvaient : le oujours entre Dun et Stenay, la garde à Banthéville avec son avant-garde à Remonville, le orps à Montfaucon, la cavalerie à Nouart, à Beaumont, Busancy, Grandpré, Vouziers, s pressant à la fois de front et sur notre flanc droit.

e la 3e armée, le 1er corps bavarois était à Varennes, le 2e à Vienne, le 5e corps à Berıx et à Ville-sur-Tourbe, le 11e à Courtemont, le 6e à Sainte-Menehould. L'armée de la ıse avait mis à la disposition de la 3e armée les 5e et 6e divisions de cavalerie qui preınt position à Autry, à Grandpré et à Monthois, puis à Vouziers; la 4e division de cavalerie ançait jusqu'à Leval, la 2e gagnait Suippes de Châlons.

e plan du général de Moltke s'exécutait donc sans obstacles : les corps allemands naient un vaste demi-cercle autour de l'armée française qui se trouvait prise comme ıs un filet. Chaque jour, l'étreinte se resserrait.

e moment décisif était proche.

Mais, pour recueillir tous les fruits de cette sage tactique, il était essentiel de ne rien quer dans la journée du 29, afin de permettre à la 3e armée de joindre la 4e. Les instrucıs transmises au prince de Saxe commandaient donc de concentrer sur la rive gauche s les corps de l'armée de la Meuse, et de choisir une bonne position défensive.

En conformité de ces ordres, le 12e corps, formant l'aile droite, devait s'établir entre ıcreville et Cléry-le-Grand. A l'aile gauche, la garde avait son objectif au sud de Benthée, le 4e corps à Nantillois. La cavalerie seule devait rester en contact avec les Français la route Vouziers-Buzancy-Nouart.

La 3e armée était chargée d'occuper la ligne Grandpré-Monthois.

es 5e et 6e divisions de cavalerie marchèrent sur Semuy-Attigny et envoyèrent des rouilles à Rethel et à Faux, où le chemin de fer de Mézières fut coupé sur une étendue 150 mètres. La 4e division gagna Voncq. Les différents corps devaient s'établir : er bavarois à Saint-Juvin et à Sommerance, le 2e à Fléville, le 5e à Grandpré, le

11e à Senuc, les Wurtembergeois à Vaux-lès-Moujon, le 6e à Vienne, enfin la 2e division de cavalerie Manre. Le quartier général s'établit à Grandpré.

Le mouvement ordonné à la 3e armée s'effectua sans rencontre. Quant à la 4e armée, dès huit heures du matin, elle occupait les emplacements qui lui avaient été indiqués.

La veille, le maréchal de Mac-Mahon avait, ainsi que nous l'avons dit, donné contre-ordre au général de Failly, et lui avait prescrit d'attendre de nouvelles instructions pour marcher sur Stenay. Le maréchal avait reçu, en effet, de ses avant-postes et de Sedan, des renseignements suffisamment précis sur la position de l'ennemi. Comprenant que le passage de la Meuse à Stenay présentait des difficultés trop grandes, il avait résolu de s'élever au nord pour franchir la rivière à Mouzon. Dans cette pensée, il indiqua aux différents corps les emplacements à gagner : le 12e corps devait s'avancer de la Besace sur Mouzon ; le 1er corps du Chêne sur Raucourt ; le 5e du Bois des Dames et Belval sur Beaumont ; le 7e de Boult aux Bois sur la Besace. La cavalerie Bonnemain des Grandes-Armoises à Raucourt, les chasseurs d'Afrique de Sommauthe à Mouzon.

Le 12e corps, le 1er et la cavalerie purent occuper les positions prescrites. Mais il n'en fut pas de même du 7e et du 5e corps.

Dès le matin, les avant-postes du 7e corps rencontrèrent les Allemands. Arrivés à Authe, les Français furent entourés par la cavalerie. La division Dumont se forma aussitôt pour l'attaque ; mais l'ennemi refusa l'action, se bornant à surveiller et à suivre tous nos mouvements. La marche fut reprise ; mais, à chaque instant on s'attendait à combattre. Dans ces conditions, il était impossible de faire beaucoup de chemin : il fallut renoncer à gagner la Besace, et s'arrêter à Oches : les 1re et 2e divisions au nord du village, avec l'artillerie ; la 3e en arrière-garde au sud ; les charrois dans le village. Le 7e corps était chargé d'escorter un convoi de 1,500 voitures, qui ajoutait aux embarras et aux fatigues.

Ajoutons que la situation du 7e corps s'opposait à un effort énergique. Non-seulement les troupes du général Douay bivouaquaient dans la boue, — c'était malheureusement la condition générale, — mais, depuis deux jours, elles n'avaient pas reçu de distributions régulières (1).

Pour le 5e corps, la journée du 29 devait avoir de plus graves conséquences.

Le maréchal avait envoyé un officier de son état-major, le capitaine de Grouchy, au général de Failly, pour lui ordonner de ne pas continuer sur Stenay. Cet officier fut, malheureusement, enlevé par une patrouille allemande. Le commandant du 5e corps attendit jusqu'à dix heures puis, ne recevant rien, il pensa que le maréchal était revenu à l'idée d'occuper Stenay, et il donna des ordres pour que le mouvement fût repris.

Le 5e corps s'avança en deux colonnes : la première formée par la division Lespart et la cavalerie Brahaut marcha sur Beauclair par Bois-des-Dames et Champy.

La deuxième colonne (divisions Goze et Labadie avec l'artillerie de réserve) prit pour objectif Beaufort.

Au moment où les avant-postes débouchaient des hauteurs de Bois-des-Dames, vers onze heures et demie, ils furent accueillis par le feu de l'artillerie ennemie, postée à 3,000 mètres, près de la route Nouart-Stenay.

Comment les troupes du prince de Saxe pouvaient-elles se trouver dans cette direction,

(1) Wachter. — *La Guerre de* 1870-71.

alors que nous les avons vues se conformer aux prescriptions du quartier général, et se concentrer sur la rive droite de la Meuse? C'est ce que peu de mots suffiront à expliquer.



LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON.

A huit heures du matin, le prince de Saxe avait terminé le mouvement qui lui avait été ordonné, lorsqu'il apprit à Cunel que les Français avaient, pendant la nuit, évacué Bar et Nouart, et remontaient plus au nord. Il prescrivit aussitôt à la 4e armée de

s'avancer sur la route Buzancy-Stenay, la garde marchant sur Buzancy, le 12ᵉ c Nouart, le 4ᵉ formant réserve à Rémonville et Bayonville. La cavalerie devait l pays aux environs de Beaumont.

C'était aux avant-postes du 12ᵉ corps que les troupes du général de Failly de se heurter. La 46ᵉ brigade saxonne occupait la ligne des hauteurs de Barricourt a avec un régiment de cavalerie et deux batteries.

Au nord de Nouart, se trouvent des hauteurs, près du village de Champey. Le gé Lespart déploya aussitôt deux compagnies en tirailleurs, qui tinrent l'ennemi en res prit position. Au bruit du canon, la seconde colonne s'avança, mais très-lentement, des difficultés du terrain. Vers midi et demi, les 1ʳᵉ et 2ᵉ divisions s'établirent sur le et l'artillerie française répondit aux pièces saxonnes.

L'ennemi n'avait d'abord engagé que sa cavalerie, qui, vigoureusement reçue, pas à se replier. Après une assez vive canonnade, les Saxons firent attaquer le vi Champey, que tenait le 17ᵉ de ligne français, soutenu par le 27ᵉ et le 19ᵉ chasse 103ᵉ régiment saxon, puis le 102ᵉ débouchèrent des bois, et attaquèrent de front; furent rejetés, après avoir essuyé le feu des batteries françaises qui les prenaient et d'écharpe. La position semblant trop forte pour être enlevée facilement, l'ennemi la tourner; il venait d'ailleurs de recevoir deux brigades de renfort (45ᵉ et 48ᵉ). L ments saxons reçurent l'ordre de prendre par Fossé, à l'ouest, et Beauclair, à l'est, d à menacer nos deux flancs. Mais, pendant l'engagement, le général de Failly avait re le double des ordres du matin; il arrêta donc le combat, abandonna la direction de et se dirigea sur Beaumont. Une batterie de 30 pièces prit position en arrière, et c vigoureusement l'ennemi, tandis que la retraite s'opérait par Sommauthe et Bel combat ne nous avait pas coûté plus de 300 hommes. Les Saxons avaient eu 355 h et 12 officiers hors de combat. Mais cette action avait ajouté encore à la fatigu démoralisation des troupes, obligées d'accomplir une marche forcée. Ce ne fut qu heures du matin, en effet, que les troupes arrivèrent à leurs campements, après avo la route de traînards.

Le soir du 29 août, le mouvement des deux armées allemandes pouvait être co comme terminé. Les projets du maréchal de Mac-Mahon étaient en partie connus de major prussien, et les papiers trouvés dans la matinée sur le capitaine de Grouchy complété, quelquefois même rectifié les renseignements transmis par les reconnais Quelques erreurs assez notables se glissaient cependant dans les calculs du général de M pour n'en citer qu'une, les Saxons avaient transmis cette indication que pas un corps f n'avait passé la Meuse, et le 12ᵉ corps, ainsi que les chasseurs d'Afrique de la c Margueritte occupaient déjà Mouzon. Dans ces conditions, il était nécessaire de tout co pour l'action prochaine. Le 29 au soir, un conseil de guerre fut tenu au quartier g du roi, à Grandpré; à onze heures, des instructions détaillées furent envoyées au mandants de corps, prescrivant d'engager l'action dans la direction de Beaumont.

L'armée de la Meuse devait marcher sur la ligne Beauclair-Fossé, soutenue par le corps bavarois; la 3ᵉ armée avait pour mission de se tenir sur la gauche, afin de ferm Français la retraite par l'ouest.

Les ordres étaient ainsi établis :

Dans la 4ᵉ armée, le 12ᵉ corps, à l'aile droite, s'avancera en deux colonnes : la pre

par Beauclair et Laneuville, sur Beaulieu; la seconde, par Beaufort et la forêt de Dieulet, sur la ferme de la Belle-Tour. Le 4e corps, à l'aile gauche, marchera par Barricourt, Nouart, Champey, le bois de Belval, sur la ferme de Belle-Tour.

La garde s'avança sur Nouart. Dans la 3e armée, le 1er corps bavarois se dirigera sur Beaumont par Buzancy et Sommauthe : le 2e corps marchera en réserve derrière le 1er.

Le 5e corps marchera par Briquenay et Authe sur Saint-Pierremont et Oches, la division wurtembergeoise se portera au delà de Châtillon et du Chêne, le 11e corps sur le Chêne : la 5e division de cavalerie par Quatre-Champs sur Châtillon, la 2e sur Buzancy, la 6e sur Semuy, le 6e corps, enfin, devra occuper Vouziers, pour couvrir le flanc gauche de l'armée contre le corps de Vinoy dont on annonçait l'approche, sans pouvoir préciser la direction suivie.

D'après les instructions du maréchal de Mac-Mahon, cette journée du 30 que le général de Moltke avait fixée comme date de la première action, devait être employée à franchir la Meuse : le 1er corps à Remilly, le 7e à Villers devant Mouzon, le 5e à Mouzon; la position de Carignan devait être atteinte par les troupes. Le corps Ducrot et la division de cavalerie Bonnemain ne rencontrèrent pas l'ennemi, et purent arriver sans encombre à Remilly où ils trouvèrent deux ponts établis par le génie. Nous allons avoir plus loin à signaler l'insuffisance de ces moyens de passage.

Le corps du général Douay, retardé par ses bagages, ne put commencer son mouvement qu'assez tard : le maréchal de Mac-Mahon se rendit auprès du général Douay, pour activer la marche. Afin de diminuer l'encombrement, deux autres directions par Yoncq et Autrecourt furent indiquées au 7e corps : à neuf heures du matin, il ne restait plus en arrière que la division Dumont au sud-est de Verrières. Vers midi, la brigade Bittard des Portes fut attaquée par l'avant-garde du 5e corps prussien (3e armée) qui s'était avancée par Germont. Les batteries ennemies, couvertes par le 4e dragons, avaient pris position sur la pente occidentale de la hauteur d'Oches. L'infanterie prussienne se plaça à gauche de l'artillerie et au sud d'Oches. L'avant-garde allemande, sous les ordres du général de Voigts-Rhetz, comprenait cinq bataillons d'infanterie, deux régiments de cavalerie et deux batteries.

Les tirailleurs français se déployèrent aussitôt, et une batterie se plaça à l'ouest de la Berlière. Le général Douay donna l'ordre de cesser le feu, et de poursuivre le mouvement de retraite, au moment même où l'avant-garde ennemie, rejointe par le gros des forces, engageait une nombreuse artillerie, et se préparait à attaquer.

Au delà du défilé de Stonne, le 7e corps entendit le canon dans la direction de Beaumont : il était évident que le 5e corps était sérieusement attaqué; mais les ordres du maréchal étaient formels : il fallait à tout prix passer la Meuse le jour même, la marche continua : les deux premières colonnes filèrent, l'une par Huttes-lès-Raucourt sur Raucourt, l'autre sur Mouzon par la Besace et Yoncq. La brigade Bittard des Portes rencontra encore l'ennemi, un peu avant trois heures, mais les mitrailleuses suffirent à arrêter les Allemands qui n'avaient que de la cavalerie.

Une brigade de la division Conseil-Dumesnil se trompa de route, et au lieu de se diriger sur Yoncq, continua dans la direction de Beaumont. A peu de distance de Varniforêt, elle se heurta contre la division bavaroise Papenheim. Les Français se formèrent en toute hâte, les 3e et 21e de ligne parvinrent à arrêter l'ennemi, et à permettre au convoi de s'échapper, mais nos pertes furent relativement sérieuses : les deux généraux

Bretteville et Morand qui dirigeaient la brigade, « jusqu'à ce qu'on l'eût dédoublée par l'arrivée de nouveaux régiments de marche attendus (1), » furent grièvement blessés. Quelques renforts envoyés par la seconde colonne du 7e corps, soutinrent la retraite qui s'opéra dans le plus profond désordre.

Le général Conseil-Dumesnil avait franchi la Meuse vers trois heures à Villers.

Le général Douay avait pour instruction de gagner également Villers, mais il pensa qu'il pouvait être sur ce point prévenu par l'ennemi, et il se dirigea sur Remilly. Inspiration heureuse, car dès quatre heures les Prussiens détruisaient le pont de Villers.

A Remilly, on trouva le 1er corps et la cavalerie Bonnemain qui continuaient lentement le passage de la Meuse : les deux divisions du 7e corps prirent position en face du défilé, attendant impatiemment de pouvoir traverser sur l'autre rive. Ce ne fut qu'à dix heures du soir que le 1er corps et la cavalerie eurent terminé. Affaissé par le poids des voitures, le pont était devenu dangereux, d'autant plus que les inondations tendues à Sedan élevaient le niveau de la Meuse. L'encombrement était tel, écrit M. Wachter, que les corps mirent six heures en moyenne pour franchir les quatre kilomètres qui séparent Remilly de Douzy sur la Chiers ; et dire que l'état-major français ne pensait pas au magnifique pont du chemin de fer situé en face de Bazeilles, à trois quarts de lieues de Remilly. « Les chevaux effrayés de ne pouvoir distinguer ce plancher mouvant caché sous les eaux, et qui se dérobe sous leurs pieds à chacun de leurs pas, n'avancent qu'avec répugnance, les oreilles dressées. Droits sur leurs étriers, enveloppés dans leurs grands manteaux blancs, les cuirassiers passent silencieux : ils semblent portés par les eaux. Deux feux allumés sur chacune des rives, aux deux extrémités du pont, éclairent seuls, de leur lumière blafarde, hommes et chevaux ; leurs flammes se reflètent d'une façon étrange, dans les casques brillants des cavaliers, et donnent à ce spectacle quelque chose de fantastique (2). »

A deux heures du matin, l'artillerie et deux régiments du 7e corps avaient seuls pu effectuer leur passage. A ce moment, le général Douay reçut de nouvelles instructions du maréchal : l'armée devait se concentrer sous les murs de Sedan. Au reçu de cet ordre, le commandant du 7e corps prescrivit au général Dumont de faire continuer le passage de sa seconde brigade à Remilly, et il se dirigea, avec la division Liébert et l'artillerie de réserve, vers Sedan par la rive gauche. A cinq heures du matin, les troupes, exténuées, arrivèrent dans la place.

Reste le 5e corps, dont nous devons plus spécialement nous occuper, car cette journée du 30 août avait été, pour lui, particulièrement funeste.

III

Les troupes du 5e corps étaient entrées à Beaumont dans la nuit du 29 au 30, fatiguées par une marche pénible, découragées par ce contact constant avec l'ennemi. Aussi, au lieu

(1) Lecomte. — *Relation historique et critique de la guerre franco-allemande.*
(2) Prince Bibesco. — *Belfort, Reims, Sedan.* — *Le 7e corps de l'armée du Rhin.*

nger que les Prussiens, éloignés seulement de cinq kilomètres, pourraient bien attaquer, u de prendre les précautions que commandait la plus élémentaire prudence, du soldat néral, chacun n'eut qu'une préoccupation : se reposer. Pas de grand'garde placée, 'avant-postes, pas de reconnaissances, pas un coup d'œil jeté sur la carte, pour étudier sitions. Au sud de la ville, au bas des pentes de Dieulet, la division Goze campa avec ues régiments de la division Guyot de Lespart ; au nord, le reste de la division Lespart, gade qui restait au général Labadie (la brigade Lapasset était, on s'en souvient, restée z), l'artillerie et le génie.

uée sur les derniers versants de l'Argonne, la petite ville de Beaumont est dominée, rée de toute part par une ceinture de collines et de bois. Au sud, c'est l'épaisse et nde forêt de Dieulet, qui forme comme un amphithéâtre. Au nord, les *Gloriettes*, es élevées qui courent sur un espace de 1,500 mètres vers l'est, et s'arrêtent brusquement Meuse. A l'ouest, la ville communique avec l'intérieur de l'Argonne. Un coup d'œil jeté terrain indiquait donc la nécessité d'occuper fortement les Gloriettes. De cette position nante, on pouvait reconnaître l'approche de l'ennemi, obligé de s'engager sur une de près de trois kilomètres.

ut-il croire à cette raison étrange exposée dans un livre bizarre, heurté, mais contenant nombre de détails précis et de faits intéressants (1) ? « ... Si tout le corps d'armée avait é au nord de Beaumont, l'état-major et les officiers supérieurs n'eussent pas pu prendre logement dans le bourg, y coucher et y déjeuner le lendemain. Car il est contraire à règle que l'état-major forme arrière-garde, et s'expose à être enlevé par l'ennemi. »

artillerie et les munitions étaient dans un pli de terrain.

30, à cinq heures du matin, le maréchal de Mac-Mahon arriva à Beaumont, et pressa le ral de Failly de continuer sa route. Les troupes étaient fatiguées, il est vrai, mais Mouzon trouve qu'à deux lieues, et il importait de mettre la Meuse entre nos troupes et emi. Le général de Failly ne comprit pas le danger imminent, cependant. « A neuf es, écrit le commandant du 5ᵉ corps dans sa brochure, tous les généraux de division, les chefs de service se réunirent, et les différents rapports ne signalèrent aucuns détails culiers qui pussent faire supposer que la marche du 5ᵉ corps eût été suivie par l'ennemi. grand'gardes placées n'avaient pas signalé sa présence, et les renseignements recueillis aient lieu de penser qu'il avait continué sa marche sur Stenay. »

quels rapports, de quelles grand'gardes, de quels renseignements parle le général de y? Étranges rapports que ceux qui assurent que l'ennemi n'a pas suivi notre marche, et a pris une autre direction, alors qu'il n'a pas cessé d'être en contact avec nous. Étranges t-postes enfin que ceux qui tout à l'heure laisseront les Prussiens s'avancer, et surprendre masse confuse !

faut malheureusement constater que le général de Failly fut prévenu plusieurs fois de ivée des Allemands. Les noms ont été publiés de ceux qui, depuis le matin, se rendirent ès du général et l'avertirent ; mais ces avis « n'excitèrent que des railleries. »

rs midi, les chevaux sont à l'abreuvoir, les hommes à la maraude ou en corvée, lorsqu'un rrible se fait entendre : « l'ennemi. » Un premier coup de canon est tiré : nous sommes ris.

L'armée de Mac-Mahon et la bataille de Beaumont, par M. Defourny, curé de Beaumont.

En un instant, le désordre est au comble: les soldats sont découragés avant de combattre, les habitants s'enfuient vers le nord, les officiers cherchent leurs troupes, le général de Failly et son-état major interrompent leur déjeuner, et pour que pas une note, même burlesque, ne manque à ce tableau, un officier supérieur s'écrie: « Voilà notre artillerie qui s'exerce. »

Mais, même surpris, même mal commandés, nos soldats se battent. Régiments par régiments, ou mieux compagnies par compagnies, les rangs se forment, les troupes se jettent au feu, et engagent un combat décousu, sans but, mais meurtrier.

Les Prussiens ont débouché des bois par quatre ou cinq chemins forestiers.

A la droite, la 23e division saxonne avec la réserve d'artillerie du 12e corps; au centre, la 24e division marchant sur la ferme de Belle-Tour. A l'aile gauche, la 8e division du 4e corps s'est avancée par Belval, à travers le bois du Petit-Dieulet, suivie de la 7e division. Près du hameau de Petite-Forêt, le capitaine prussien Wermelskirch, qui commande la batterie d'avant-garde, met ses pièces en position; quatre autres batteries viennent successivement les soutenir. A douze cents mètres de là, sur la droite, en avant de la Belle-Tour, cinq batteries tirent également sur le camp français.

Au nord de la ville, nos troupes que n'atteint pas encore le feu de l'ennemi, s'établissent sur les hauteurs de la Thibaudine, de Moulin-à-Vent et de la Harnoterie; mais au sud, les obus tombent de tout côté, le désordre est au comble.

Cependant, la brigade Saurin et une partie de la brigade Fontanges, la brigade Nicolas, s'efforcent de résister. Chose triste à dire, pas un général n'est présent; le colonel de Béhagle, du 11e de ligne, prend le commandement, mais il est tué aussitôt. On lutte au hasard, les hommes se dispersent en tirailleurs, s'abritent du mieux qu'ils peuvent. Les 86e, 61e, 68e, 11e et 46e sont là, les soldats confondus. Pas une pièce ne les appuie, mais l'action du chassepot est si énergique, que trois fois les Prussiens reculent; une compagnie du régiment du Schleswig-Holstein, n° 86, lâche pied, en montant la colline, entre la Petite-Forêt et l'Hospice. Quelques-uns de nos soldats du 61e, emportés par leur ardeur, vont se faire tuer à la lisière du bois. Nos pertes sont cruelles; le 68e perd son chef, le lieutenant-colonel Paillier, trois chefs de bataillon, trente officiers et 753 hommes. Le colonel Berthe, du 86e, est gravement blessé; le commandant de Lacvivier, du 46e, est atteint.

Cependant, quelques pièces françaises parviennent à se mettre en batterie au delà du bourg, derrière le Moulin-à-Vent, et tirent sur la maison de l'Hospice, près de la Petite-Forêt: c'est là que s'abritent les Prussiens.

Mais, après une heure un quart de lutte, les Français sont forcés de reculer: ils gagnent les hauteurs situées au nord de la ville.

Vers deux heures, l'ennemi paraît sur trois colonnes devant Beaumont: l'une de ces colonnes traverse le bourg; les deux autres passent de chaque côté. L'artillerie suit à fond de train, et se place à gauche et sur la route du Chêne. A droite, les Saxons tirent de Létanne. A l'aile gauche, les Bavarois du 1er corps, depuis longtemps entrés en ligne, soutiennent le feu contre la Harnoterie, où le général Fontanges a rallié sa brigade. Pendant plus d'une heure, le feu des chassepots, de l'artillerie et des mitrailleuses postées sur le monticule, en arrière de Beaumont, arrête les Allemands sur la pente qui s'élève jusqu'aux collines du nord. A trois heures, enfin, les Français, menacés sur leur droite par les Bavarois, tournés sur leur gauche par les Saxons, qui se glissent le long de la Meuse, pour leur couper la

retraite; attaqués de front par le 4e corps prussien, battent en retraite, et abandonnent la ferme de la Harnoterie, incendiée par les obus allemands.

Les Saxons établissent une batterie de vingt-quatre pièces sur la colline de Sainte-Hélène et tirent sur nos troupes qui se retirent par les hauteurs de Failly et de la Sartelle sur Villemontry et Mouzon. Après avoir inutilement tenté de tenir sur chaque colline, les Français s'arrêtent enfin sur le mont de Brenn, qui a une longueur d'environ deux kilomètres, et dont l'extrémité septentrionale vient mourir au faubourg de Mouzon. Les Prussiens, qui nous suivent pas à pas, placent leurs pièces sur la hauteur boisée du Faité. A la gauche française, le 88e de ligne tient une ferme située à trois kilomètres environ de Mouzon. Une brigade du 12e corps, commandée par le général Cambriels, est envoyée de Mouzon pour protéger la retraite. Le 5e cuirassiers traverse la Meuse à gué, et reçoit l'ordre de charger. Cette charge paraît au colonel de Contenson aussi inutile que dangereuse : il en fait l'observation, mais l'ordre est maintenu. Il s'élance alors, en tête de ses escadrons, est ramené en arrière, et se précipite de nouveau au milieu de la fumée qui indique la présence des Allemands. Le colonel est tué, et avec lui tombent le lieutenant-colonel et un chef d'escadron. Quelques hommes s'échappent seuls ; ils se dirigent vers la Meuse au galop, arrachent leur cuirasse, et se jettent dans la rivière, où les balles prussiennes ne les épargnent pas (1).

Enveloppée dans le flot des fuyards, la brigade Cambriels ne peut se déployer, elle recule, mais avec ordre, et s'arrête enfin aux portes de Mouzon où une barricade a été formée avec quelques charrettes pleines de pierres : le 58e et le 22e, soutenus par deux pièces de 4 et par une batterie établie au-dessus de Mouzon, entretiennent vigoureusement le feu, pour donner le temps de s'écouler à cette masse confuse, dans laquelle tous les régiments sont confondus. Le pont ne peut suffire; en aval, le gué du Pré-des-Bœufs est signalé, la cavalerie et l'artillerie se précipitent, mais le fond se creuse, la profondeur augmente bientôt, c'est un abîme où pêle-mêle disparaissent canons, hommes et chevaux.

A neuf heures du soir, des coups de feu isolés se font encore entendre. Depuis longtemps, cependant, la bataille est terminée. Les Prussiens envoient quelques obus qui mettent le feu à deux fabriques. Enfin, le dernier bataillon français qui garde le pont de Mouzon se retire : l'armée est en retraite sur Sedan.

A une heure du matin, une vive fusillade se fait entendre pendant dix minutes, puis tout se tait. Quelques compagnies du 88e que nous avons vu défendre la ferme Giraudeau n'avaient pu s'échapper; profitant de la nuit, elles attaquent l'ennemi, et réussissent dans leur hardie tentative. Mais le colonel Courty est tué, le lieutenant-colonel Demange et le commandant Escarfeuil tombent blessés.

Vers trois heures un quart, le roi de Prusse était arrivé avec son état-major et le général de Moltke à Sommauthe, sur un des plus hauts sommets qui commencent de ce côté la chaîne Argonnaise, et d'où l'on domine une partie de la forêt de l'Argonne, il avait assisté à la déroute des Français.

Le maréchal de Mac-Mahon, entrant à Mouzon pendant l'action, avait arrêté la division Grandchamp que le général Lebrun voulait envoyer au secours du 5e corps : seule la brigade Cambriels avait été chargée de soutenir la retraite. Mais, sur la rive gauche, de

(1) Halbeneck. — *Les régiments marytrs.*

nombreuses batteries françaises, avaient retardé la marche de l'ennemi, et s'étaient opposées à un mouvement tournant de la cavalerie saxonne, qui avait traversé la Meuse à Pouilly.

Les pertes des Français étaient sérieuses : le feu de l'ennemi ne nous coûtait, il est vrai, que 3,000 hommes tués ou blessés, mais plus de 6,000 soldats s'étaient débandés, avaient fui dans toutes les directions, et devaient fatalement être pris par l'ennemi : un grand nombre d'officiers supérieurs étaient tués : le général de Failly qui s'était efforcé de racheter par une bravoure excessive ses coupables négligences, avait eu un cheval tué sous lui.

Du côté de l'ennemi, les pertes étaient sensibles, les Bavarois et les Saxons n'avaient que peu d'hommes hors de combat, mais le 4e corps avait laissé plus de 3,000 soldats à terre. C'était peu pour les résultats obtenus : 8 mitrailleuses, 19 pièces, des caissons, bagages, voitures, effets de campement, et par dessus tout, le 5e corps dispersé.

Le soir même de la bataille, l'empereur adressait à l'impératrice cette étonnante dépêche : « Carignan 30 août 5 h. 30 soir. Il y a encore eu un petit engagement aujourd'hui sans grande importance, et je suis resté à cheval assez longtemps »!

SEDAN (1er Septembre 1870)

...çais — NORD — Prussiens

FORET DES ARDENNES

(316)
(260)
Fleigneux
St Menges
Illy
Garde
Calvaire d'Illy
(376)
...ne-aux-Bois
Iges
Floing
Givonne
(321)
Corps
Canal
Glaire
Haybes
DONCHERY
Daigny
(256)
Bois Chevalier
Fond de Givonne
SEDAN
Route de Mézières
12e Corps
Frénois
Wadelincourt
Balan
La Moncelle
Quartier gal Prussien
(160)
(255)
Bazeilles
Stenay
Meuse

Positions des deux Armées de 10h à Midi



CHAPITRE XVII

Bataille de Sedan. — Le maréchal de Mac-Mahon, blessé, transmet le commandement au général Ducrot. — Le général de Wimpffen, général en chef. — Indécisions et vues différentes du commandement. — Bazeilles. — L'infanterie de marine. — La Moncelle. — Illy. — Le 1er, le 7e corps. — Mouvement enveloppant des armées allemandes. — Le drapeau parlementaire arboré. — Négociations. — Conseil de guerre. — Capitulation. — Le camp de la Misère.

I

Après le grave échec de Beaumont, il ne restait plus au maréchal de Mac-Mahon que deux partis à prendre : livrer bataille à l'ennemi dans une forte position défensive, infliger aux Allemands des pertes sérieuses, les forcer à une poursuite moins active, ou bien se diriger vers l'ouest, et chercher à échapper par une retraite précipitée. Le second projet semblait plus rationnel, car nous avions une infériorité de nombre évidente, mais il n'était pas sans présenter des inconvénients graves. Et d'abord, comment espérer se soustraire à cette poursuite acharnée, incessante ? L'expérience des derniers jours était-elle donc inutile, ne se rappelait-on pas que notre avance avait été promptement perdue, et que l'ennemi, grâce à son organisation, avait pu marcher deux fois plus vite que nous ? Espérait-on obtenir plus de discipline, de coordination, de résistance d'une armée épuisée, découragée, sérieusement entamée par des combats de chaque jour ? Un instant de réflexion suffisait à prouver que nous ne pouvions faire deux marches sans être atteints : une bataille était forcée ; valait-il mieux la subir dans des positions de hasard, avec le désavantage de la surprise, ou bien, au contraire, prendre l'initiative de l'action, tenir tête, et par un vigoureux coup de boutoir, chercher à desserrer le cercle, à se donner un peu d'air ?

Si l'on s'arrêtait à cette seconde résolution, le terrain au nord de Mouzon offrait de sérieux avantages. Des hauteurs dominent la ville. C'est sur les plus importantes d'entre elles, les *Horgnes*, que Lafayette, puis Dumouriez, avaient, en 1792, placé leur campement. Amblimont, Moulin, Vaux, forment là comme une forteresse naturelle qui permet d'attendre le choc.

En regard de ces avantages, la position offrait, il est vrai, de graves inconvénients. Maîtres de Stenay, les Allemands pouvaient couper notre ligne de retraite vers l'est, et menacer, entre Mouzon et Sedan, nos communications avec l'ouest. Il y avait donc là matière à examen attentif.

Mais, le maréchal de Mac-Mahon ne possédait même pas de carte à grande échelle de la

contrée. Il en envoya demander à Sedan, le 30, de Raucourt, et on lui remit la carte vicinale du canton, qui se trouvait à la sous-préfecture.

Aussi, ne se prononça-t-on dans aucun sens; le maréchal était évidemment partisan de la retraite vers l'ouest, et cependant, il s'arrêta assez longtemps à Sedan, pour donner le temps à l'ennemi de nous rejoindre et de nous envelopper.

Cette indécision du maréchal de Mac-Mahon se montra principalement dans les ordres donnés au général Ducrot. Persuadé que Sedan n'était qu'une étape, un point d'arrêt d'un instant, le commandant du 1er corps, arrivé à Carignan, le 30 au soir, avec sa 2e et sa 4e division, tandis que les deux autres se trouvaient à Douzy, et les chasseurs d'Afrique en face de Blagny, sur la rive gauche de la Chiers, avait prescrit à son corps d'armée de se diriger sur Givonne et Illy, villages au nord de Sedan, en prenant par la route de la montagne, Osnes, Pouru-aux-Bois, Francheval et Villers-Cernay, et en se faisant éclairer sur sa gauche par le général Margueritte. Le mouvement s'accomplit avec une désespérante lenteur; l'artillerie ennemie, postée à Remilly, canonnait vivement l'autre rive, et pour se soustraire à ses projectiles, les équipages des 5e et 12e corps s'étaient réfugiés sur la route vers Francheval. Arrivé aux environs de Villers-Cernay, le général Ducrot reçut, vers cinq heures du soir, dans la journée du 31, l'ordre formel du maréchal de Mac-Mahon de se diriger sur Sedan, et de se rabattre dans la partie est; deux des divisions du 1er corps avaient déjà pris cette direction, sur l'invitation directe du maréchal. Le général Ducrot dut se conformer à des prescriptions aussi formelles, et rétrograder sur Sedan, où il arriva à onze heures du soir.

Quant au 7e corps, nous avons vu précédemment qu'il était arrivé dans la nuit du 30 au 31; il occupa, au nord de la place, le plateau de l'Algérie. Le 5e corps, rallié sur les hauteurs au nord de Mouzon, dans la soirée du 30, reçut du maréchal l'ordre de se diriger sans tarder sur Sedan. La nuit fut employée à faire la route, et vers huit heures du matin, les troupes du général de Failly étaient campées, partie sur les glacis, partie au grand camp qui domine la place.

Le 12e corps suivit le même chemin que le 5e corps, dont il protégeait la retraite. Précédées de la division de cavalerie Bonnemain, les troupes du général Lebrun quittèrent successivement Mouzon, de neuf heures du soir à minuit, négligeant de détruire le pont, et se dirigeant sur Bazeilles, où elles arrivèrent vers neuf heures du matin. Les Bavarois avaient établi des batteries sur les hauteurs de la rive gauche de la Meuse, face à Bazeilles, et envoyé quelques troupes dans le village. Après un vif combat, les Bavarois furent rejetés par une charge de la brigade d'infanterie de marine, commandée par le général Martin des Pallières, qui fut blessé dans la lutte. Chassé du village, en abandonnant nombre de prisonniers, l'ennemi se retira par le pont du chemin de fer. Jusqu'à la nuit, la fusillade et la canonnade furent incessantes.

Le quartier général était transporté à Sedan; le maréchal de Mac-Mahon en transmettait la nouvelle à Paris par cette laconique dépêche: « Mac-Mahon fait savoir au ministre de la guerre qu'il est forcé de se porter sur Sedan. » L'empereur se trouvait dans la ville depuis le 30, 11 heures du soir. Pressé de continuer sa route sur Mézières, il s'y refusa, et le 31 au matin, adressa aux troupes la proclamation suivante:

« Soldats,

« Les débuts de la guerre n'ayant pas été heureux, j'ai voulu, en faisant abstraction de

toute préoccupation personnelle, donner le commandement des armées aux maréchaux que désignait plus particulièrement l'opinion publique. Jusqu'ici, le succès n'a pas couronné vos efforts; néanmoins, j'apprends que l'armée du maréchal Bazaine s'est refaite sous les murs de Metz (1), et celle du maréchal de Mac-Mahon n'a été que légèrement entamée hier. Il n'y a donc pas lieu de vous décourager.

« Nous avons empêché l'ennemi de pénétrer jusqu'à la capitale, et la France entière se lève pour repousser ses envahisseurs. »

« Dans ces graves circonstances, l'Impératrice, me représentant dignement à Paris, j'ai préféré le rôle de soldat à celui de souverain. Rien ne me coûtera pour sauver notre patrie. Elle renferme encore, Dieu merci! des hommes de cœur; et, s'il y a des lâches, la loi militaire et le mépris public en feront justice.

« Soldats, soyez dignes de votre ancienne réputation! Dieu n'abandonnera pas notre pays, pourvu que chacun fasse son devoir. »

En outre, des divers corps d'armée, un nombreux détachement composé d'hommes débandés, appartenant principalement aux 5e et 7e corps, avait été conduit à Sedan par le général de Wimpffen. Rappelé en toute hâte d'Afrique, ce général avait passé une journée à Paris auprès du ministre de la guerre, qui l'avait nommé commandant du 5e corps, en remplacement du général de Failly. En outre, le général Palikao avait décidé que, dans le cas où un malheur surviendrait au maréchal Mac-Mahon, le général de Wimpffen prendrait sa place. Le 30 août, au matin, le nouveau commandant du 5e corps était arrivé en chemin de fer à Bazeilles, et s'était rendu dans la direction de Mouzon, où il avait pu rallier quelques régiments débandés.

Le 31, vers deux heures et demie, le général de Failly dut céder son commandement au général de Wimpffen.

Les précautions avaient été si mal prises au moment de la retraite, le pays était si peu connu, que plusieurs colonnes s'égarèrent. La brigade de cavalerie Septeuil arriva en Belgique, avec plusieurs milliers de soldats. Le gros de la cavalerie Brahaut, du 7e corps, et l'artillerie de la division Lhériller, prirent la direction de Mézières.

L'armée française se trouvait donc considérablement affaiblie: depuis quatre jours, elle semait des traînards sur toutes les routes, et la journée précédente n'avait fait qu'augmenter le découragement et la confusion.

C'était un chaos véritable, au milieu duquel on ne pouvait se reconnaître; vers midi cependant, on parvint à régulariser un peu les choses, et à faire distribuer quelques vivres dont les troupes avaient le plus pressant besoin.

La maréchal Mac-Mahon ne semblait pas avoir de la situation une idée suffisamment

(1) Dans la journée précédente, l'empereur avait reçu, sur la voie ferrée de Carignan à Sedan, une dépêche emportée de Metz, le 24 août, par le sieur Macherez, et transmise de Verdun au quartier général par un officier de mobiles, M. de Benoist. Voici quel était le sens de cette dépêche: « ... Les derniers renseignements indiquent un mouvement du gros des forces ennemies... Si ces renseignements se confirment, je pourrai entreprendre la marche que j'avais indiquée précédemment vers les places du nord... »

Enfin, la veille, le maréchal de Mac-Mahon avait reçu, à Raucourt, une dépêche venue par Thionville, et faisant espérer une sortie prochaine. Le maréchal de Mac-Mahon n'a pas, il est vrai, conservé le souvenir de cet avis, mais les faits sont suffisamment précis, pour qu'il ne puisse subsister le moindre doute à ce sujet.

acte : le général Douay lui faisant part de ses inquiétudes, le maréchal lui répondit (1) : Je ne veux pas m'enfermer dans des lignes, je veux être libre de manœuvrer. — Demain, épliqua le commandant du 7e corps, l'ennemi ne vous en laissera pas le temps. »

A cinq heures et demie, les généraux Wimpffen, Lebrun, Robert, chef d'état-major du 1er corps, et le commandant Saigland, du 7e corps, furent appelés auprès du maréchal. Aucune résolution importante ne fut prise dans ce conseil de guerre : on décida seulement, le renforcer la droite du 7e corps avec une division du 5e. Il fut prescrit, en outre, à un colonel de l'infanterie de marine, de faire sauter le pont de Bazeilles.

Cet ordre ne fut malheureusement pas exécuté, et pour en donner les raisons, nous ne pouvons mieux faire que de citer quelques lignes de l'intéressant rapport du commandant Lambert : « Mon général, le 31 août au soir, je reçus de vous l'ordre d'achever la poursuite de l'ennemi en déroute, et d'occuper le village de Bazeilles. Cet ordre fut exécuté.

« Arrivé aux dernières maisons, je fis poursuivre par quelques tirailleurs les retardataires qui n'avaient pas encore passé la Meuse. Nos hommes s'avancèrent jusqu'au pont du chemin de fer, que nous eussions pu en ce moment faire sauter, si l'officier du génie chargé de cette opération eût reçu les poudres qu'il attendait.

« Comme il ne faisait pas encore nuit, je fis cacher le gros de ma troupe, pour laisser ignorer à l'ennemi que le village était occupé, ne faisant tirer que quelques hommes isolés sur les masses que l'on apercevait de l'autre côté de la rivière. Les coups portaient parfaitement, ainsi que je pus m'en assurer au moyen d'une lunette. Un moment surtout, j'aperçus une certaine agitation vers la tête d'une troupe en marche. Après avoir été fait prisonnier, j'appris que le 31, vers cinq heures, un major avait été tué à la tête de son régiment, d'un coup de feu tiré par les gens de Bazeilles. Ce fut, me dit-on, la raison qui fit détruire ce village de fond en comble, et fusiller ses habitants. Je regrette d'avoir été certainement la cause involontaire d'un pareil malheur.

« Dès que la nuit fut venue, je fis établir deux grand'gardes en avant du village, et peu après, je fus informé que l'ennemi commençait à repasser la Meuse. Je vins m'assurer par moi-même de la réalité du fait, et je vous en fis prévenir par un capitaine. M. le capitaine Bourchet me fut alors envoyé par M. le chef d'état-major. Je le menai aux avant-postes, et il put se convaincre de la réalité du mouvement qui s'opérait. Peu après, arrivèrent les poudres destinées à faire sauter le pont. Je menai également aux avant-postes l'officier du génie, et il put constater par lui-même que l'opération était devenue impossible sans employer la force. Je lui proposai ce moyen, si les ordres du général en chef le prescrivaient ; mais il ne voulut pas tenter l'aventure, et partit pour rendre compte de sa mission. Il ne revint pas, pas plus que le chef d'escadron d'artillerie qui était venu m'annoncer l'envoi de deux pièces pour détruire le pont, dans le cas où l'on ne pourrait le faire sauter. Ce fut fâcheux, car deux pièces, à défaut de deux batteries, placées à droite et à gauche de Bazeilles, auraient bien gêné le passage de l'ennemi. »

La journée du 31 ne fut pas perdue par les Allemands.

Le 30 au soir, les 3e et 4e armées allemandes, maintenant réunies sous le commandement du roi et du général de Moltke, occupaient les positions suivantes : le 12e corps à

(1). Prince Bibesco. *Le 7e corps de l'armée du Rhin.*

Létanne, sa division de cavalerie à Pouilly; le 4e corps à Beaumont, ses avant-postes à peu de distance (sud) de Mouzon, la garde derrière le 4e corps à Beaumont, le 1er corps bavarois à la Besace; le 11e corps et la 4e division de cavalerie à Stonne; le 5e corps à la Berlière.

En seconde ligne, à une distance de 8 kilomètres environ, le 2e corps bavarois était à Sommauthe, la 2e division de cavalerie à Oches, la division wurtembergeoise à Verrière. A vingt kilomètres en arrière, sur la gauche allemande, la 5e division de cavalerie se trouvait à Tourteron, la 6e à Semuy. Le 6e corps était le plus éloigné, en avant de Vouziers.

Le 31, à deux heures du matin, les ordres du général de Moltke prescrivirent de continuer la marche au point du jour, et indiquèrent les directions suivantes : le 12e corps et la garde passeront avec leur cavalerie sur la rive droite de la Meuse, et gagneront la ligne Carignan-Douzy, le 4e corps se tenant à l'ouest de Mouzon comme réserve.

Dans la 3e armée, la division wurtembergeoise se dirigera par Stonne, la Neuville et Vandresse sur Boutencourt, pour couvrir la gauche et tenir solidement la route de Mézières. Le 11e corps s'avancera de Stonne par Chemery et Cheveuges, pour occuper Donchery avec têtes de colonnes vers Sedan : le 1er bavarois marchera sur Remilly par Raucourt. En seconde ligne, le 5e corps gagnera Chemery, le 2e corps bavarois Raucourt. Plus en arrière enfin, le 6e corps s'établira à Attigny et à Semuy.

La 4e division de cavalerie, portée au nord jusqu'à la Meuse, la 2e à l'ouest de Chémery, la 6e à la gauche dans la direction de Mézières, la 5e vers Tourteron.

Les armées allemandes s'efforçaient donc d'interdire aux Français les deux directions de Montmédy et de Mézières. Ordre était donné, dans le cas où l'adversaire chercherait un refuge sur le territoire belge, de le poursuivre s'il n'était pas désarmé.

Les instructions du général de Moltke furent exécutées sur tous les points; l'ennemi occupa les positions indiquées sur un espace de 30 kilomètres, derrière la Chiers et la Meuse, depuis Carignan jusqu'à Boutencourt. Ses avant-postes eurent à livrer divers combats; partout les ponts furent trouvés intacts.

Dans la soirée du 31, un conseil de guerre fut tenu à Chemery : la première décision fut de faire reposer les troupes dans la journée du 1er septembre, mais les généraux allemands adoptèrent bientôt un avis opposé, dans la crainte que ces vingt-quatre heures de répit ne fussent mises à profit par les Français, pour se réorganiser et se rabattre sur Mézières. L'attaque fut donc décidée pour le lendemain.

Voici le sommaire des instructions adressées aux chefs de corps :

Le 11e corps partira au point du jour et marchera sur Vrigne-aux-Bois par Donchéry : il y prendra position, de façon à empêcher tout mouvement de l'armée française sur Mézières, entre la Meuse et la frontière belge.

Le 5e corps suivra le 11e par Donchéry et se reliera à lui, son aile droite au delà de la Vrigne. L'artillerie s'établira de façon à dominer la route de Sedan. La division wurtembergeoise, après avoir jeté un pont à Dom-le-Mesnil, se placera sur la route de Mézières, de manière à faire front vers Mézières, et à servir de réserve au 11e corps. Le 2e bavarois, enverra une de ses divisions à Frénois, et sa réserve d'artillerie sur les hauteurs qui, de la rive gauche, font face à Donchéry. L'autre division se tiendra entre Frénois et Vadelaincourt.

Le 1er corps bavarois devait demeurer à Rémilly, mais de nouvelles instructions le portèrent en avant vers Bazeilles.

Les quatre divisions de cavalerie occuperont Flize, Frénois, Boutencourt et Tourteron. 6ᵉ corps d'armée demeurera dans ses positions.

Dans la 4ᵉ armée, le 12ᵉ corps marchera sur Sedan par Lamécourt et la Moncelle; la rde tiendra la gauche et s'avancera sur Givonne par Villers-Cernay. La 7ᵉ division du corps viendra en réserve à Mairy. La 8ᵉ division du même corps ira avec la réserve d'arlerie soutenir le 1ᵉʳ corps bavarois devant Bazeilles.

Ces ordres, nous ne tarderons pas à le voir, furent exécutés littéralement : plusieurs rps même devancèrent l'heure qui avait été fixée pour le commencement de leur iouvement.

II

La petite place de Sedan est construite sur la rive droite de la Meuse. Ses fortifications se omposent d'une double enceinte bastionnée, protégée par quelques ouvrages avancés. Sur ı rive gauche, compris dans cette enceinte, se trouve le faubourg de Torcy. La ville est ominée au nord-est par le château qui se dresse à 150 mètres sur un contre-fort des ırdennes.

Le terrain est tourmenté, les collines et les vallons se succèdent, les plateaux s'élèvent énéralement vers le nord. C'est une série de bois, de hauteurs, qui forment comme les radins d'un vaste amphithéâtre, sorte de cirque dont le cercle intérieur se resserre sur edan. Au sud, sur la rive gauche de la Meuse, les derniers mamelons de la forêt de Argonne dessinent les coteaux de Remilly, des Noyers, de Frénois. Au nord, sur la rive roite, la chaîne des Ardennes orientales étend ses bois épais le long de la frontière, et rojette vers la Meuse quelques contre-forts dont la pente va s'abaissant.

C'est sur un de ces contre-forts que se trouve le champ de bataille du 1ᵉʳ septembre. Au ord, le ruisseau marécageux de Floing part d'Illy, coule de l'est à l'ouest et se jette dans Meuse au delà du village de Floing; à l'est et au nord-est, la Givonne, profondément ıcaissée, débouche près de Bazeilles; au sud la plaine de Torcy et la Meuse. C'est ıns cette zone triangulaire que va se décider le sort de la France. Ce plateau a un développement de 8 kilomètres du nord au sud, et de 4 kilomètres de l'ouest à l'est; de Sedan la frontière belge, il n'y a, à vol d'oiseau, que 12 kilomètres.

Le point culminant se trouve à 2 kilomètres au nord de Sedan, au bois de la arenne (293 m.). De là, le terrain descend rapidement vers l'est, vers Givonne, Daigny, Moncelle, Balan, et en larges ondulations vers l'ouest, vers Illy et Floing, pour se relever ısuite vers Fleigneux et Saint-Menges. Au sud, les pentes s'inclinent vers la ville par les ıteaux de l'Algérie, d'Ave-Maria, du Cimetière, des Hautes, du Vieux-Camp, de Pierreınt, de Mon-Idée, du Fond de Givonne. Plusieurs de ces positions sont destinées à jouer rôle dans la bataille : ce sont le Calvaire d'Illy (276 m.), Saint-Menges (260), Fleieux (264), Hattoy (288), la Moncelle (194), Balan (160).

Sur la rive gauche, les pentes vont s'élevant, s'éloignant de la rivière; les hauteurs t nombreuses : les Noyers, Liry, à l'est, les bois de la Marfée, où le prince Frédéric-

Maurice livra, à la tête des milices, en 1642, un combat victorieux aux troupes royales commandées par le maréchal de Châtillon, le Frénois, La Croix-Piot, d'où le roi Guillaume va assister à l'action.

Le 12e corps tient Bazeilles avec la brigade Martin des Pallières; le commandant Lambert, chargé de mettre le village en état de défense, est à la tête des avant-postes qui font face à l'ennemi. A Balan, se trouve la brigade Reboul. La Moncelle, la Petite-Moncelle sont occupées par la brigade Bernier, la division Grandchamp et la seconde brigade de la division Lacretelle sont au plateau de la Moncelle, la réserve d'artillerie et la cavalerie entre Bazeilles et Balan, au pied des hauteurs.

De l'est, le 1er corps prolonge la ligne de bataille, formant la gauche du 12e corps. Sur la rive gauche du ravin de Givonne, quelques bataillons de la division Lartigue font face au bois Chevalier, en avant du pont de Daigny et de Givonne. Sur la rive droite, les divisions Pellé, Wolf, Lhériller occupent les pentes qui, de la Givonne, s'élèvent aux plateaux de la Garenne et d'Illy.

Au nord, se trouve le 7e corps : la division Dumont vers le Calvaire d'Illy; la division Liébert sur le plateau qui domine Floing; la division Conseil Duménil est en seconde ligne.

Les chasseurs d'Afrique du général Margueritte sont à Illy; la division Bonnemain entre Floing et Saint-Menges.

Le 5e corps, maintenant commandé par le général de Wimpffen, en réserve.

Le grand parc, arrivé de Toul, est dans la ville.

Quel plan a adopté le maréchal de Mac-Mahon ? Aujourd'hui encore, il semble bien probable qu'avant la bataille le commandant en chef n'avait rien décidé; il espérait, sans doute que la journée se passerait tranquille, et permettrait aux troupes de se reposer. Il savait que le corps Vinoy venait d'arriver à Mézières, il avait reçu déjà un aide de camp du général, et il se réservait sans doute de prendre cette direction.

Mais l'ennemi ne lui laisse pas le temps de la réflexion. Pendant la nuit, il a jeté deux ponts devant Bazeilles, sous le feu même de nos avant-postes; il en a établi deux à Donchery et un à Dom-le-Mesnil.

A quatre heures du matin, les Bavarois engagent l'action. Ils ont placé leurs batteries sur les hauteurs de Remilly, et lancent deux brigades sur le village. « La lisière n'était pas occupée, dit un écrivain bavarois. Aussi les compagnies s'avancèrent avec de grands hourras jusqu'à quelques barricades, où alors s'engagea rapidement un vif combat de maisons. L'ennemi, qui avait militairement occupé les maisons la veille au soir, n'avait placé que peu de postes, et il fut littéralement tiré du sommeil par notre attaque (1). »

Le bas du village avait été effectivement abandonné, parce qu'il était trop directement dominé. « L'incendie nous éclairait comme en plein jour, écrit dans son rapport le commandant Lambert, et nous plaçait dans une position très-critique, puisque l'ennemi pouvait nous voir sans être vu. »

Le gros des forces de l'infanterie de marine, rassemblé dans la grand'rue, se jette sur les Bavarois et les refoule. L'ennemi a pu s'emparer d'une maison, d'où il entretient un feu bien nourri, mais les portes sont enfoncées, et les défenseurs faits prisonniers. Forcé de

(1). *Das* 1. *Bayerische corps v. d. Tann im Kriege* 1870, von Hugo Helvig.

reculer jusqu'à la rivière, l'ennemi appelle à lui de puissants renforts ; après la division Stéphan, la division Pappenheim traverse la Meuse, et les Bavarois parviennent à se loger dans le château Dorival, au sud-est, et à occuper plusieurs jardins. A son tour, l'infanterie de marine est repoussée. Mais la brigade des Pallières, dont le chef a été blessé la veille, est promptement soutenue par la brigade Reboul et par quelques autres détachements du 12ᵉ corps. La lutte se continue avec acharnement. On se bat dans chaque rue, dans chaque maison. L'église est au pouvoir des Allemands qui s'étendent de plus en plus vers l'ouest. Sous la conduite du commandant Lambert, les Français se jettent dans la rue qui longe l'église, et s'efforcent de la reprendre; mais attaqués de tous côtés, accablés par le nombre, nos soldats sont obligés de reculer. Malgré la brume qui enlève au tir une partie de sa



LE GÉNÉRAL WIMPFFEN.

précision, et ne se dissipe guère avant huit heures, l'ennemi a concentré sa formidable artillerie sur les hauteurs de Remilly. « Le sol était tellement sillonné de projectiles, écrit le commandant Lambert, qu'on eut juré y voir les traces d'un rateau. » Notre mouvement en arrière ne dure pas longtemps. Des renforts nous arrivent, et nous reprenons l'offensive. Le village brûle : au milieu de ces ruines, le combat se poursuit avec des chances diverses. La défense se montre si vigoureuse que, de ce côté, les Allemands sont obligés d'engager toutes leurs réserves, et de recourir au 4ᵉ corps et au 2ᵉ bavarois. Le premier de ces corps a dirigé sa 7ᵉ division vers Mairy où elle demeure en seconde ligne, tandis que la 8ᵉ marche sur Remilly, et appuie les troupes engagées à Bazeilles. Le 2ᵉ bavarois a sa 3ᵉ division en position à Vadelaincourt, sa 4ᵉ à Frénois, lorsqu'un ordre du Prince Royal de Prusse prescrit à la 3ᵉ division de soutenir l'attaque.

A la droite des Bavarois, l'avant-garde du 12ᵉ corps saxon s'est, pendant ce temps, en-

gagée avec les troupes du 12ᵉ corps français qui se trouvent ainsi empêchées d'envoyer d renforts à Bazeilles.

A cinq heures du matin, les têtes de colonnes de la 24ᵉ division saxonne avaient quit Douzy, mis sacs à terre, et s'étaient dirigées par la Rulle et Lamécourt sur le village de l Moncelle, que trois compagnies allemandes enlevaient facilement aux faibles détachement français postés de ce côté. Franchissant alors le pont jeté sur le ruisseau de Givonne l'ennemi s'empare des maisons avancées sur l'autre rive.

Mais, si de ce côté les troupes ne sont pas fortement engagées, l'artillerie remplit un rôle plus important. Une batterie saxonne s'est placée sur le versant de la vallée, et a ouvert son feu. Bientôt après, trois autres batteries allemandes prennent position ; elles sont promptement renforcées à droite et à gauche. Un peu après huit heures, quarante-huit, puis soixante-douze pièces couvrent d'obus les régiments français.

Mais, un événement d'une importance extrême s'est accompli depuis quelques instants déjà.

Le maréchal de Mac-Mahon, après avoir reçu les rapports des généraux Douay et Margueritte, s'était dirigé vers Bazeilles. Après avoir constaté que tout allait bien de ce côté, et que l'infanterie de marine tenait vigoureusement tête aux Bavarois, le maréchal se rendit auprès du général Ducrot. Il était arrivé sur la hauteur entre Balan et la Moncelle, à droite du chemin, un peu après six heures du matin, et se préparait à continuer vers la Moncelle, lorsqu'un éclat d'obus bavarois ou saxon, l'atteignit à la hanche. Après un évanouissement de peu de durée, le maréchal voulut remonter à cheval, mais la douleur fut plus forte que la volonté, et il fallut emporter le blessé sur un brancard.

Le chef d'escadron d'état-major de Bastard fut aussitôt envoyé au général Ducrot pour le prévenir qu'il était désigné, par le maréchal de Mac-Mahon, pour prendre le commandement en chef. Atteint d'une balle à la tête, le commandant de Bastard ne put accomplir sa mission, et ce n'est que vers sept heures et demie que le général Ducrot fut averti, au plateau de la Garenne, par le commandant Riff, puis par le général Faure.

Au moment où le commandement lui était ainsi transmis, le général Ducrot considérait la situation comme gravement compromise. Depuis deux jours, il n'avait qu'une pensée, se diriger en toute hâte sur Mézières : la veille, nous l'avons vu, il avait dû renoncer à cette idée sur l'ordre du maréchal, mais à cette heure, il était le maître ; il revint donc aussitôt à son projet, et fit prévenir les différents chefs de corps que l'armée allait se concentrer sur le plateau d'Illy, pour marcher sur Mézières. La retraite se fera par échelons, en commençant par la droite, c'est-à-dire par le 12ᵉ corps. La division Wolff, à l'extrême gauche du 1ᵉʳ corps, restera la dernière sur le terrain, et protégera le mouvement.

Cette résolution souleva de nombreuses objections dans l'état-major même du général. La situation était-elle donc à ce point désespérée, au début même de l'action, qu'il fallût ainsi battre en retraite ?

Le général Ducrot avait reçu, quelques instants avant, un billet du maire de Villers-Cernay, l'informant que de nombreuses troupes prussiennes traversaient le village, dans la direction de la Chapelle et d'Illy.

Aussi, estimant qu'il n'y avait pas de temps à perdre, le nouveau commandant en chef se rend à Bazeilles auprès du général Lebrun, qui, légèrement contusionné, soutient, avec la plus grande énergie, la lutte contre les Bavarois. Le commandant du 12ᵉ corps expose que ses troupes combattent assez solidement pour qu'on puisse espérer un succès ; le général Ducrot

insiste, et un peu avant neuf heures, réclame l'exécution de ses ordres. Le mouvement de retraite doit être soutenu par la brigade Carteret du 1er corps. Sur la gauche du 12e corps, le 1er corps, d'après les instructions du commandant en chef, s'est établi avec le gros des forces à la hauteur du bois de la Garenne; la seule division de Lartigue restant aux prises avec les Saxons, que cette retraite va bientôt pousser en avant.

A peine le mouvement commence-t-il, qu'il se produit un nouvel incident: le commandement a été transmis du maréchal de Mac-Mahon au général Ducrot; il va maintenant passer dans les mains du général de Wimpffen.

Tandis que l'action s'engageait du côté de Bazeilles, le général de Wimpffen avait envoyé quelques reconnaissances de chasseurs d'Afrique dans la direction de Saint-Menges, et d'après les renseignements transmis, il avait acquis la conviction que l'ennemi avait porté une grande partie de ses forces sur la route de Mézières qui nous était ainsi fermée. Dans ces conditions, il lui sembla que ce n'était pas à l'ouest, mais bien dans la direction de Bazeilles, où le général Lebrun se maintenait victorieusement, qu'il était possible de prononcer une vigoureuse offensive (1).

« Je résolus cependant, dit le général de Wimpffen, de laisser agir le général Ducrot, pensant que, plus heureux que moi, il avait la pensée du maréchal, et connaissait le plan auquel le duc de Magenta s'était arrêté pour la bataille. » Mais lorsque le commandant du 5e corps s'aperçut du mouvement que faisait exécuter le général Ducrot, lorsqu'il constata que les divisions allaient abandonner les positions qu'elles avaient jusqu'alors si heureusement défendues, il considéra comme un devoir de se servir des pouvoirs que le ministre de la guerre lui avait attribués, et il écrivit au général Ducrot: « L'ennemi faiblit sur notre droite, je ne pense pas que dans cette condition, il y ait lieu de songer à battre en retraite; j'envoie la division Grandchamp à Lebrun. Usez de toute votre énergie et de tout votre savoir pour remporter la victoire sur un ennemi dans des positions désavantageuses. J'ai une lettre du ministre de la guerre qui me nomme commandant de l'armée, nous en parlerons après la bataille. »

Le plan du général de Wimpffen se résume dans ces quelques lignes: « ... J'espérais pouvoir écraser la gauche de l'ennemi, formée des deux corps bavarois, puis les ayant battus et jetés à la Meuse, revenir avec les 12e et 1er corps vers les 5e et 7e pour combattre avec toute l'armée réunie, l'aile droite des Allemands. »

Au moment où le général de Wimpffen se décide à user des pouvoirs qui lui ont été conférés par le général de Palikao, il n'est pas encore neuf heures du matin, et trois fois déjà, le commandement a changé de mains.

Au milieu de ces fluctuations, de ces changements de chaque minute, il est facile de comprendre ce que devient la bataille. Elle continue sans but, sans direction, au hasard, de notre côté, tandis que les Allemands, fidèles à leur pensée première, poursuivent leur mou-

(1) Une très-vive discussion s'est ultérieurement engagée entre les généraux Ducrot et Wimpffen au sujet de la direction qu'il eût été préférable d'adopter: le premier soutenant que la route de Mézières était seule praticable; le second estimant que la ligne Bazeilles-Carignan était naturellement indiquée par le succès du général Lebrun. Sans prendre parti dans ce débat, il ne sera pas inutile de dire que la route de Mézières était réellement barrée par les 11e, 5e corps prussiens, la division wurtembergeoise et deux divisions de cavalerie, à l'heure même où le général Ducrot se décidait à agir de ce côté. Ce fait résulte de la façon la plus certaine des documents officiels, et des relations officieuses publiées en Allemagne.

vement d'enveloppement « *de capricorne* » pour nous servir d'une expression très-juste du général Ducrot.

Suivons donc l'action, en commençant par la droite française, l'infanterie de marine.

Cette vigoureuse troupe résiste toujours énergiquement : l'ennemi a bien pénétré dans le village, il occupe l'église et quelques maisons, mais les Français se maintiennent dans la partie supérieure, et notamment dans le château de Montvillé qui leur sert de réduit. L'arrivée des renforts envoyés par le général de Wimpffen permet de reprendre l'offensive. Les Bavarois sont rejetés jusqu'aux bords de la Meuse, et, pendant près d'une heure, la victoire semble certaine pour nos armes. L'historien bavarois, capitaine Helvig que nous avons précédemment cité, le reconnaît lui-même, et avoue que le général von der Tann « se trouva dans un état de pénible crise. » Mais plusieurs corps allemands n'ont pas encore donné et ils vont entrer en ligne.

La 23e division saxonne avait quitté à cinq heures du matin Tetaigne et Euilly, pour suivre la marche de la 24e division que nous avons vue s'engager du côté de Douzy. Arrivée à la Rulle, la 23e division reçut du prince de Saxe qui dirigeait les mouvements de la 4e armée et qui avait été sollicité par le général de Tann, l'ordre d'envoyer sa brigade de tête au secours des Bavarois.

Le colonel de Seydlitz qui commande la 46e brigade, se dirige aussitôt sur Bazeilles, et marche dans la direction du nord-est vers le parc de Montvillé que tiennent le 4e régiment d'infanterie de marine et le 22e de ligne. Après une lutte acharnée, les Français cèdent quelques centaines de mètres de terrain, mais ils reviennent bientôt à la charge vers dix heures, ils prononcent même une vigoureuse offensive contre la gauche allemande. L'élan est si impétueux que plusieurs pièces se retirent en toute hâte : mais la 45e brigade saxonne envoie des renforts, de nouvelles pièces allemandes viennent se joindre à celles qui nous accablent de leurs feux. Il faut reculer dans la direction de Balan, il est un peu moins de dix heures et demie.

Pourtant, le succès de l'ennemi n'est pas complet : quelques centaines d'hommes se sont réfugiés dans les maisons de Bazeilles, et ils continuent à combattre. Au point culminant du village, le commandant Lambert a rallié quelques soldats d'infanterie de marine conduits par le capitaine Aubert et plusieurs officiers. Ils occupent une maison rapidement mise en état de défense. Pendant deux heures, ils luttent au milieu des morts : ils ont devant eux un régiment entier, le 15e bavarois ; pourtant l'ennemi ne peut venir à bout de cette poignée d'hommes : il faut du canon. La toiture, les portes, les fenêtres, tout est enfoncé : n'importe les chassepots tirent encore. Enfin les munitions manquent : les soldats veulent se faire jour à la baïonnette à travers cette masse. Mais le commandant Lambert comprend que ce sera là un inutile massacre : « Je les arrêtai, dit-il dans son rapport, en leur disant que j'allais sortir, et que si l'on me tuait, ils seraient à temps de vendre chèrement leur vie.

Au moment où je franchissais la porte, j'eus sur la poitrine plus de vingt baïonnettes, et j'aurais été infailliblement massacré, si le capitaine bavarois Lessignold ne s'était précipité entre ses hommes et moi » (1).

(1) C'est ce glorieux épisode de la défense de Bazeilles qui a inspiré le remarquable tableau si connu sous ce nom : *les Dernières Cartouches*.

Dans une autre rue, le capitaine Bourchet lutte avec une égale intrépidité. Partout enfin, ces défenses obstinées cessent, l'ennemi est maître de Bazeilles (1).

A la droite (allemande) de Bazeilles, vers le haut de la vallée de Givonne, devant Daigny, le combat se poursuit à l'avantage des Allemands. Nous avons laissé la 24e division saxonne aux prises avec les troupes du 1er corps. Mais l'ordre de retraite du général Ducrot laissait la division de Lartigue seule en face d'un ennemi dont chaque instant augmentait les forces.

Un peu après neuf heures, au moment où les divers mouvements prescrits s'exécutent dans le camp français, les Saxons attaquent le versant et le village de Daigny. Les Français résistent intrépidement, mais le général de Lartigue tombe blessé, le général Fraboulet de

(1) A la suite de leur victoire, les Bavarois se sont conduits avec la plus indigne cruauté : des femmes, des enfants ont été fusillés sur place ; le village tout entier a été brûlé à l'aide du pétrole. Deux jours après, on tuait encore au milieu de ces ruines fumantes. Ces infamies accomplies, on n'en saurait douter, sur l'ordre des chefs allemands, ont provoqué dans toute l'Europe une profonde indignation. Le *Times*, le premier, inséra une lettre du duc de Fitz-James pour signaler ces atrocités au mépris public. Après lui, les journaux belges et les feuilles anglaises publièrent des récits émanant principalement d'officiers étrangers et confirmant les premiers détails.

L'horreur soulevée fut si grande que le général von der Tann éprouva, la guerre terminée, le besoin de se justifier ; il adressa aux journaux une longue lettre rectificative, tendant à établir qu'il n'y avait eu à Bazeilles que trente-neuf personnes tuées, dont huit brûlées ! Le général bavarois invoquait le témoignage du maire de Bazeilles ; mais ce fonctionnaire a protesté énergiquement, dans une lettre insérée dans l'*Écho de Givet*, du 6 août 1871. Le général bavarois affirmait, en outre, que le feu avait été mis par les projectiles, et terminait en déclarant qu'il y avait là un malheur regrettable, rien de plus. Cette allégation est absolument détruite par la pièce officielle que nous allons publier. Quelques jours après la bataille, des Anglais ouvrirent à Sedan une souscription pour venir en aide aux habitants. L'autorité prussienne adressa aussitôt au commissaire de police de Sedan la communication officielle suivante :

« Sedan, le 29 septembre 1870.

« J'ai appris qu'à la *Croix-d'Or* et dans d'autres hôtels, on fait coller l'affiche ci-jointe, pour quêter en faveur des pauvres de Bazeilles.

« Je vois, dans cet acte, un blâme et une fausse interprétation de la SENTENCE EXÉCUTÉE contre ce village, en vertu des droits de la guerre.

« Cela ne peut être toléré, surtout de la part d'étrangers qui se permettent de juger la manière d'agir des troupes allemandes, et qui, en outre, font fabriquer encore aujourd'hui des armes et des munitions contre nous.

« Que ces grippe-sous agissent dans leur pays comme ils l'entendent, je crois qu'il est de notre intérêt d'arrêter ces messieurs, et de les renvoyer chez eux.

« RICHARD GŒLCH. »

A un tel document, il n'y a rien à ajouter.

Un mot encore cependant.

Dans l'été de 1873, des détachements du 10e régiment bavarois quittèrent Charleville-Mézières pour gagner Sedan. Notre dette était acquittée ; les Allemands évacuaient notre territoire. Ce 10e régiment bavarois rappelait de cruels souvenirs aux habitants de Bazeilles et de Sedan : il s'était particulièrement *distingué* le 1er septembre 1870. La chaleur était accablante ; en défilant sur la place, devant la statue de Turenne, dix à douze soldats étrangers tombèrent morts. Plusieurs autres succombèrent dans la journée. L'embarras de l'état-major allemand fut extrême ; les ordres prescrivaient impérativement de quitter la ville le jour même ; il fallait donc abandonner ces morts. Le général Manteuffel crut esquiver la difficulté, en adressant au maire une somme d'argent, et en le priant de faire procéder à l'inhumation des Bavarois qui venaient d'être frappés au moment de quitter ce pays, qu'ils avaient si cruellement ruiné ! Au nom de la population tout entière, le maire refusa l'argent ; et, le lendemain, une foule recueillie escorta au cimetière, musique des pompiers en tête, les cercueils ennemis.

Kerleadec est également atteint, le chef d'état-major, colonel D'Andigné est criblé de coups vers dix heures, il faut reculer, et rallier les autres divisions du 1er corps.

Plus haut, encore, la garde prussienne vient de s'engager et de soutenir l'attaque des Saxons. Partie en deux colonnes à cinq heures du matin, de Pouru-Saint-Rémi, de Pouru-aux-Bois et de Carignan, la garde s'est avancée par Villers-Cernay (1re division), et par Francheval (2e division). Sur les nouvelles qui lui parviennent du champ de bataille, le prince de Wurtemberg incline plus à droite, et dirige la 1re division sur Givonne, en lui prescrivant de s'élever ensuite vers Fleigneux, la 2e division appuyant la 1re en réserve.

A Villers-Cernay, l'avant-garde se heurte aux tirailleurs français qui sont obligés de se replier. La puissante artillerie de la garde, bientôt soutenue par la réserve, prend position sur les collines qui font face à Givonne. Elle est vivement contrebattue par nos pièces qui infligent à l'ennemi des pertes sérieuses : le colonel Scherbening, commandant la réserve d'artillerie, est tué. La seconde division de la garde est aussitôt appelée, elle prend la gauche de la 1re, et soutient l'attaque des Saxons contre Daigny. Sur la droite, la division Pape et la division de cavalerie parviennent à enlever Givonne. Bientôt, le ravin et les pentes qui montent vers Fleigneux sont au pouvoir des Allemands. De nombreux prisonniers sont tombés entre leurs mains : sous cette pluie de projectiles, nos régiments ne peuvent tenir; quelques détachements, du 3e zouaves notamment, s'échappent dans la direction de la Belgique, et se dirigent ensuite vers l'ouest.

A Givonne, comme à Daigny, le mouvement ordonné par le général Ducrot, a donc paralysé, ou mieux désorganisé la résistance. Sur l'ordre du général de Wimpffen, le 1er corps et le 12e s'efforcent de regagner leurs positions, mais ils parviennent à grand'peine à se maintenir sur les hauteurs du versant de droite, en éprouvant des pertes cruelles. L'artillerie ennemie forme autour de nos troupes un demi-cercle qui les écrase, et les oblige à demeurer en arrière de nos pièces, qui, malgré leur infériorité, s'efforcent de rendre coup pour coup.

De Bazeilles à Givonne, cinq corps allemands sont successivement entrés en ligne : les deux corps bavarois, le 4e, le 12e et la garde; il nous faut, maintenant, rejoindre les 11e et 5e corps dont l'action va être décisive.

Le 11e corps avait employé la nuit du 31 août au 1er septembre à passer la Meuse à Donchery. A 6 heures du matin, il se trouvait sur la rive droite, la 21e division à droite, la 22e à gauche de la route de Vrigne-aux-Bois. Le Prince Royal de Prusse, informé dès cinq heures et demie du matin, de l'engagement de Bazeilles, modifia les instructions précédemment envoyées aux 11e et 5e corps, et les fit converger à droite vers la place, de même que le prince de Saxe changeait, sur un autre point, l'itinéraire de la garde et de la 23e division du 12e corps. Le 11e corps dut s'avancer jusqu'à Saint-Menges, soutenu en seconde ligne par le 5e corps et la 2e division de cavalerie. Quant aux Wurtembergeois, ils appuyèrent sur Vrigne-aux-Bois.

A sept heures et demie, le mouvement s'exécute : un peu après huit heures, les têtes de colonnes allemandes atteignent Saint-Menges et engagent le feu contre des détachements français du 7e corps qui se replient sur Floing. L'ennemi s'établit aux environs de Saint-Menges, et place sur les crêtes ses batteries vivement canonnées par l'artillerie du corps Douay.

Jusqu'à dix heures et demie, l'avantage demeure indécis : du côté des Français, les pertes nt cependant considérables, car l'ennemi dirige principalement son feu sur le bois de la arenne, où sont concentrées plusieurs brigades du 5ᵉ corps, appelées pour former la nction entre le 7ᵉ et le 1ᵉʳ corps.

Mais, bientôt, la situation devient plus grave : aux troupes du 11ᵉ corps allemand sont enues s'ajouter celles du 5ᵉ ; avant midi, toute l'artillerie des deux corps est en ligne, et rase les positions françaises.

L'infanterie prussienne prononce bientôt son attaque. La 44ᵉ brigade, soutenue par 41ᵉ, puis par la 19ᵉ, se porte contre Floing, et parvient à enlever le village aux tirailurs de la division Liébert, après un assez vif combat. Mais, l'ennemi ne peut pousser plus oin. Bien postés sur le terrain de la Garenne, les Français refoulent dans les bas-fonds les olonnes prussiennes. Après une heure de lutte, les Allemands font avancer leurs réserves ue protége une formidable artillerie. La 19ᵉ brigade, accueillie par le feu des mitrailleuses, st décimée. Le général Gersdorf, qui commande le 11ᵉ corps depuis Wœrth (1), est morellement frappé. Cependant, la supériorité du nombre l'emporte : l'ennemi avance lentenent, profitant de tous les accidents du terrain, et donnant le temps aux 150 pièces des 5ᵉ et 11ᵉ corps de jeter le trouble dans les rangs français.

Tandis que les 5ᵉ et 11ᵉ corps allemands marchent ainsi péniblement dans la direction d'Illy, de l'autre côté la garde remonte vers le même point par le haut de la vallée de la Givonne. Le prince de Hohenlohe, commandant l'artillerie de la garde, masse ses batteries sur les crêtes de Givonne, et fait ouvrir le feu sur le bois de la Garenne et le plateau d'Illy que battent déjà les pièces des 5ᵉ et 11ᵉ corps. Toutes nos positions sont couvertes d'obus iu point que plusieurs régiments ne peuvent tenir, se débandent, et descendent en toute hâte le plateau.

Au moment où se produit cette retraite, le général Ducrot rejoint le général de Wimpfen au sud du bois de la Garenne, et lui montre le danger qui menace Illy. Le commanant en chef prescrit alors au général Ducrot de ramasser tout ce qu'il trouvera de troupes t de tenir bon à tout prix, tandis qu'il se rendra, lui, auprès du général Lebrun, qui est galement pressé.

Les deux divisions du 1ᵉʳ corps Pellé et Lhérillier, déjà en retraite vers la ville, remonnt sur la hauteur, tandis que le général d'artillerie Forgeot réunit quelques pièces sur le ateau qui fait face à Fleigneux, et s'efforce de soutenir une lutte disproportionnée. Le mmandant Faverot part au galop pour rallier toute notre cavalerie. Une fois encore, mme à Morsbronn et à Rézonville, notre cavalerie va entreprendre cette folie glorieuse, écessaire hélas ! pour donner un peu d'air à l'infanterie. Les chasseurs d'Afrique sont les remiers en ligne, ils sont rejoints par des escadrons de la division Bonnemain et de la ivision Fénelon ; cuirassiers, lanciers, hussards ou chasseurs, tous vont rivaliser d'héoïsme. Le général Margueritte précède ses soldats, il tombe le premier, et sa blessure est ortelle. Le général de Galiffet prend sa place, et la charge s'avance le long des batteries tablies sur la crête, entre le bois de la Garenne et Floing, les dépasse et se porte en échens à gauche.

Généraux en tête, cette puissante cavalerie s'élance, renverse la première ligne allemande.

(1) Le général Bose avait été grièvement blessé à cette bataille.

Assaillie de droite, de gauche, de front par des feux de salve, elle se brise contre les bataillons ennemis. Mais ce n'est là qu'un premier effort : les escadrons se replient, se reforment en arrière, et d'un galop furieux, se jettent encore sur les Allemands. Trois fois, ils recommencent, semant la terre de cadavres. Le général Tillard, le colonel Cliquot du 1er chasseurs d'Afrique, les lieutenant-colonels de Gantès, de Linières, Ramond sont tués ou grièvement blessés : vingt-deux officiers du 1er hussards sont atteints. Du haut de la colline où il assiste au combat, le roi de Prusse voit cette charge héroïque, et il ne peut retenir cette exclamation : « Oh ! les braves gens ! »

Débandée, brisée, sans chefs, la cavalerie cherche à se rallier dans la plaine au sud de Floing. Quelques escadrons se rabattent vers le bois de la Garenne, d'autres courent sur Sedan : des cuirassiers arrivent à Balan, renversent tout ce qui se trouve devant eux, et sont enfin arrêtés par une barricade d'où les Bavarois les fusillent à coup sûr. Le commandant d'Alaincourt qui est à leur tête, franchit la barricade, et tombe blessé. De ces deux escadrons de cuirassiers, trois officiers restent seuls : ils sont faits prisonniers.

Cette héroïque tentative a donné au général Forgeot le temps de mettre quelques pièces en batterie : mais cet effort aussi est inutile. Ce n'est plus seulement l'artillerie des 5e et 11e corps, mais celle de la garde et des Saxons qui écrase, pulvérise nos canons. En même temps, les pièces de la division wurtembergeoise qui a rétrogradé sur Donchery et celles d'une division de cavalerie allemande nous canonnent à longue distance. Les caissons sautent, les affûts sont brisés, les hommes, les chevaux tombent frappés.

Tout semble donc bien fini : cependant, le général Ducrot à la tête de son état-major se multiplie, pour rallier non plus des régiments, mais des hommes, qui veulent mourir. Quelques compagnies se forment, les rangs se serrent : mais alors, sur cette petite et vaillante troupe, arrivent les derniers cavaliers échappés au désastre. Tout est rompu, brisé ; il n'y a plus d'armée, plus de régiments, plus d'hommes, et les obus ennemis ne trouvent que des cadavres à broyer.

De ces belles divisions, si ardentes naguère au combat, il ne reste qu'une masse confuse, égarée, folle qui se précipite vers la ville : il semble que là soit le refuge, là le salut. Dans ces murs, on échappera à cette pluie de fer. Hélas ! les batteries allemandes se rapprochent, et poursuivent les fuyards jusque sur les remparts. En vain, le général Lebrun, voulant arrêter cette avalanche fait fermer les portes : les hommes se jettent dans les fossés, escaladent les parapets.

Le 1er corps ne va pas tarder à être rejoint autour de la place par le 7e : lui non plus ne peut tenir, d'autant que le général de Wimpffen a pris au 7e corps deux brigades, pour les envoyer au secours du général Lebrun. Comprenant que l'occupation d'Illy peut être le salut du 7e corps et de l'armée, le général Douay, dès qu'il voit la position abandonnée, donne l'ordre de la reprendre à tout prix. La brigade Bordas, des détachements de la division Conseil, quelques régiments du 1er corps, encore à peu près intacts et la brigade Fontanges du 5e corps s'avancent, mais une panique subite fait perdre tout le terrain conquis. Le général Douay se place à la tête de ses troupes, les entraîne, et parvient à s'emparer du plateau. Le général du génie Doutrelaine organise la défense, l'artillerie ouvre le feu, mais bientôt la supériorité de l'ennemi nous écrase. Nos pièces sont brisées, les rangs rompus, et à la suite du 1er corps, le 7e s'élance vers la ville. Cette fois, la position d'Illy est bien perdue : la garde prussienne continue son mouvement, elle livre vingt combats contre des détache-



LE ROI GUILLAUME.

ments isolés qui tiennent encore çà et là, ramasse de nombreux prisonniers : dans quelques instants — à trois heures — elle aura rejoint à Illy les 5ᵉ et 11ᵉ corps, et fermé le cercle de nos troupes épuisées.

Sur tous les autres points, le combat nous est également défavorable : aux régiments débandés des 1ᵉʳ, 7ᵉ et 5ᵉ corps, viennent se joindre des soldats du 12ᵉ qui, après avoir intrépidement tenu à Bazeilles, puis à Balan, ont été forcés de lâcher pied. Les masses ennemies appuient sur leur droite, pour soutenir le mouvement de la garde prussienne.

Au milieu de cette déroute, le général de Wimpffen s'arrête à un parti héroïque : il veut percer par Carignan, afin de permettre sinon à l'armée tout entière, du moins à quelques débris, de s'échapper. Successivement, le commandant en chef écrit au général Douay, et à l'Empereur. Le général Douay reçoit ce message au moment où ses troupes rompues par l'artillerie allemande se précipitent vers Sedan. Quant à l'Empereur, depuis longtemps déjà, il est à la sous-préfecture, écoutant tous les avis, ne sachant que résoudre pour éviter un désastre qui paraît imminent. Le matin, Napoléon III est venu à cheval, sur le champ de bataille, deux de ses aides de camp ont été blessés à côté de lui, mais il est rentré dans la ville aux premiers symptômes de défaite.

La proposition du général de Wimpffen est médiocrement accueillie au quartier impérial : sans forces, sans énergie, l'empereur n'est pas capable de l'effort qu'on réclame de lui. Il n'a qu'une pensée, louable en elle-même, mais étrange de la part du prince qui a déclaré la guerre, étrange encore de la part du souverain qui ne commande plus, et n'est depuis longtemps à l'armée qu'une gêne et un embarras : arrêter l'effusion du sang. Les généraux Douay, Ducrot, Lebrun sont successivement arrivés dans la place : ils déclarent tous que la résistance est impossible. Le commandant du 12ᵉ corps est alors envoyé au général de Wimpffen, pour lui conseiller de demander un armistice. Déjà un drapeau parlementaire a été hissé, mais le général Faure l'a fait enlever.

Le commandant du 7ᵉ corps rencontre aux environs de Balan le général de Wimpffen, qui se refuse à traiter : un des officiers de l'état-major, le capitaine D'Olonne, arrache le drapeau parlementaire, qu'un peu prématurément, l'escorte du général Lebrun a arboré. 2,000 soldats environ, quelques gardes nationaux ont répondu à l'appel désespéré que leur a adressé le commandant en chef. C'est avec cette poignée d'hommes que le général de Wimpffen espère passer sur le corps des Bavarois. Folie soit, mais folie héroïque après tout, folie nécessaire peut-être, lorsque la capitulation, réprouvée, flétrie par nos lois, apparaît imminente.

..... « Les plaies faites à l'honneur ne guérissent point, écrivait Napoléon Iᵉʳ ; l'effet moral en est terrible. On dit qu'il n'y avait pas d'autre moyen de sauver l'armée, de prévenir l'égorgement des soldats. Eh ! il eût mieux valu qu'ils périssent tous les armes à la main, qu'il n'en fût pas revenu un seul. Leur mort eût été glorieuse, nous les eussions vengés ; on retrouve des soldats, il n'y a que l'honneur qui ne se retrouve pas. »

Entraîné par le général de Wimpffen, le général Lebrun, qui a donné à Bazeilles des preuves de son énergie, partage sa fortune. Tous deux se mettent à la tête de cette petite troupe, espérant que l'exemple sera suivi ; ils se jettent sur Balan, s'emparent du faubourg et de l'église. Le commandant en chef pousse audacieusement jusqu'à la Meuse, mais lorsqu'il revient, il est forcé de reconnaître que la lutte est désormais inutile : « Les renforts que j'espérais, et que plusieurs de mes officiers, rentrés en ville, cherchaient à m'amener,

n'arrivaient pas. » Les deux généraux retournent à Sedan, au moment où les Allemands, comme furieux de cet essai de résistance, redoublent l'intensité du bombardement. Plus de 600 pièces, bien postées, tirent à coup sûr; la ville est criblée; il n'y a plus une place où l'on puisse être en sûreté. Les blessés sont tués dans les maisons; la grande caserne, transformée en ambulance, est atteinte : deux généraux sont frappés dans la rue par des éclats d'obus.

Au moment où le général de Wimpffen entre dans la ville, le drapeau blanc est déjà arboré : un aide de camp du roi de Prusse, le lieutenant-colonel Bronsart de Schellendorf, a été envoyé par le roi de Prusse en parlementaire à Sedan; il a fait connaître à l'empereur la volonté de son maître qui exige la capitulation de l'armée et de la place. Cette dure parole n'a pas été relevée; Napoléon III s'est borné à répondre qu'il allait écrire au vainqueur, et transmettre sa lettre par un de ses aides de camp.

L'officier prussien s'est empressé de revenir auprès du roi Guillaume, pour lui faire connaître l'importante nouvelle de la présence de l'empereur à Sedan.

A sept heures, le général Reille arrive auprès du roi Guillaume, il est accompagné par le capitaine d'état-major prussien de Winterfeld. Nous transcrivons ici d'après une relation allemande :

« Lorsqu'ils s'approchent, le roi s'avance un peu, tout son entourage fait quelques pas en arrière. La garde de l'état-major est là en rang derrière la suite. Arrivés à une distance du roi d'environ quatre-vingts pas, les cavaliers mettent pied à terre. Le général Reille s'avance vers le roi la tête découverte, et présente la lettre de son empereur. Le roi, qui a salué le général à son approche, prend la lettre, déchire l'enveloppe, lit, dit encore quelques mots à l'envoyé; celui-ci se retire, le roi se retire aussi et lit la lettre de l'empereur dans un groupe formé du Prince Royal, du comte Bismarck, du général de Moltke, du prince Charles, du grand-duc de Weimar et du duc de Cobourg.

« Cette lettre était ainsi conçue : « Monsieur mon frère! N'ayant pas pu mourir au milieu « de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée dans les mains de Votre Majesté. « Je suis de Votre Majesté le bon frère, Napoléon. »

« Ce groupe s'arrête assez longtemps à délibérer. Les généraux de Boyen et Treskow, plus tard le Prince Royal, Moltke et Bismarck s'entretiennent successivement avec Reille, parlementaire français. Peu à peu, le roi se trouve assez loin derrière son état-major. Il est assis sur une chaise. Une seconde chaise que le major d'Alten tient levée, lui sert de table à écrire. Près de lui, est le comte Hatzfeld. Le roi écrit la réponse à la lettre de Louis Napoléon. En voici la teneur :

« Devant Sedan, le 1er septembre 1870.

« Monsieur mon frère! Tout en regrettant les circonstances dans lesquelles nous nous « rencontrons, j'accepte l'épée de Votre Majesté, et je vous prie de nommer un de vos offi- « ciers muni de vos pleins pouvoirs, pour négocier la capitulation de l'armée qui s'est si « bravement battue sous vos ordres. De mon côté, j'ai désigné le général de Moltke à cet « effet. Je suis de Votre Majesté le bon frère.

« GUILLAUME. »

Mais, c'est à grand'peine que les négociations peuvent se continuer : aucun général français ne veut accepter cette dure mission de traiter avec l'ennemi. Le général Wimpffen

donne sa démission, les généraux Douay et Ducrot, sollicités par l'empereur, se récusent; le chef d'état-major général Faure a, précédemment déjà, refusé de signer l'ordre de cesser le feu. L'empereur n'accepte pas la démission du général de Wimpffen. A huit heures, ce dernier se rend à la sous-préfecture, pour recevoir les instructions de l'empereur, et après une altercation assez vive avec le général Ducrot, au sujet de la conduite de la bataille, il part pour le château de Bellevue, quartier du roi, avec le général Faure, le général Castelnau et quelques officiers.

Les détails de cette entrevue si importante ont été conservés par le général de Wimpffen; nous les reproduisons ici, car, on ne tardera pas à le voir, ils font connaître bien nettement les intentions de l'état-major prussien.

..... « MM. de Bismarck et de Moltke entrèrent. Nous nous saluâmes, et après nous être assis, je leur présentai l'ordre que m'avait remis l'empereur. Lorsqu'ils en eurent pris connaissance, je déclarai que ma volonté avait été de continuer la lutte, persuadé que notre armée, quoique repoussée sur Sedan, était encore en état de combattre; mais que je me conformais à la volonté de mon souverain, que je me présentais en parlementaire, et que j'espérais obtenir de Leurs Excellences les conditions les plus honorables.

« Je demandai alors que l'armée française pût se retirer avec armes et bagages, avec tous les honneurs dus à des soldats ayant fait bravement leur devoir, sous l'engagement de ne plus servir contre les armées allemandes pendant la durée de la guerre.

« Le comte de Bismarck me répondit :

« — Sans nul doute, la valeureuse résistance de votre armée mérite les conditions les plus honorables, car avec soixante-dix mille hommes, vous avez combattu contre deux cent vingt mille. Nous rendons justice au commandant énergique et aux braves soldats qui ont prolongé la lutte durant presque toute une journée, mais c'est la France qui a déclaré la guerre. L'Allemagne désire le prompt rétablissement de la paix; nous ne devons donc négliger aucun moyen de diminuer la durée de la lutte, et l'un des plus efficaces est de priver la France d'une armée importante par elle-même, plus importante encore par les éléments qui la composent, et qui sont aptes à fournir des cadres à des armées nouvelles. Aussi, après en avoir délibéré, nous avons décidé que nos conditions seraient celles-ci :

« Votre armée déposera les armes et sera conduite prisonnière en Allemagne.

« Je déclarai que ces conditions étaient inacceptables, qu'il ne fallait pas croire notre armée si abattue, et que j'étais disposé à l'appeler aux armes pour une lutte suprême.

« — Général, reprit aussitôt M. de Moltke, toute tentative de résistance de votre part est désormais impossible. Vous n'avez pas de vivres; vos munitions sont épuisées; votre armée est décimée.

« Il entra alors dans des détails malheureusement trop exacts sur notre situation dans Sedan.

« — D'ailleurs, reprit-il, notre artillerie est en batterie tout autour de la ville sur les hauteurs qui la dominent. Elle peut anéantir vos troupes avant qu'elles aient eu le temps d'opérer le moindre mouvement.

« Il m'offrit alors de faire vérifier les positions de l'armée allemande et de ses batteries par un de mes officiers, et termina par une menace de bombardement, dès le point du jour si nous ne nous étions pas rendus.........

«.....Le comte de Bismarck venant ensuite à parler de la paix, me dit que la Prusse avait l'intention bien arrêtée d'exiger non-seulement une indemnité de guerre de quatre milliards, mais encore la cession de l'Alsace et de la Lorraine allemande « seule garantie « pour nous, ajouta-t-il, car la France nous menace sans cesse, et il faut que nous ayons, « comme protection solide, une bonne ligne stratégique avancée. »

« Je répondis qu'on obtiendrait sans doute les milliards, mais qu'on ne céderait point une portion de territoire sans une lutte acharnée, et que si la France devait y succomber, et se voir forcée, pour obtenir la paix, d'abandonner l'Alsace et la Lorraine, cette paix ne serait qu'une trêve durant laquelle, de l'enfant au vieillard, on apprendrait le maniement des armes, pour recommencer avant peu une guerre terrible, dans laquelle l'un des deux peuples disparaîtrait comme nation de la carte de l'Europe.

« — La France, répliqua le ministre du roi Guillaume, ne nous a pas pardonné Sadowa. Quelles que soient les conditions de paix que nous lui accordions, elle ne nous pardonnera pas notre victoire sur elle-même. Elle voudra venger sa défaite, et c'est précisément parce que la lutte devra recommencer, que nous devons, dès aujourd'hui, prendre des garanties sérieuses contre vous, si nous voulons que nos succès portent des fruits durables.

« — C'est une erreur de croire que la France voulait la guerre, répondis-je, elle y a été entraînée par une agitation toute à la surface. Notre nation est plus pacifique que vous ne le pensez, car toutes ses aspirations ont été portées vers l'industrie, le commerce, les arts, et peut-être trop vers le bien-être et le luxe; ne la forcez pas à reprendre l'habitude de ses armes. Si vous vous montrez modérés dans la victoire, si vous ne blessez pas sa fibre patriotique par une demande de cession de territoire, vous bornant à exiger une juste indemnité, vous pouvez être assuré que les deux pays vivront dans une paix sincère et durable.

« — Après l'effort que l'Allemagne vient de faire, elle en voudrait à la Prusse, si le roi se contentait de parole et d'argent; elle veut des garanties matérielles qui assurent son repos; car elle ne sera peut-être pas en état de renouveler d'ici cinquante ans une pareille guerre, nécessitant de si grands sacrifices. Il faut donc dès aujourd'hui que vous consentiez à être prisonniers de guerre, ainsi que nous l'avons décidé.

« — Ou bien, ajouta M. de Moltke, dès demain, au point du jour, nous recommencerons le feu.

« — Quant à moi, répondis-je, général en chef, par suite d'un incident de la bataille, je ne puis me résoudre à accepter de pareilles conditions, sans les avoir exposées aux généraux qui commandaient l'armée sous mes ordres. Demain à neuf heures, je vous ferai savoir ce que nous aurons arrêté.

« Le général de Moltke insista de nouveau pour recommencer le feu dès le point du jour, si la capitulation n'était pas convenue à l'instant même, mais le comte de Bismarck déclara qu'on pouvait retarder jusqu'à neuf heures du matin. »

Nous avons dit plus haut que le général Castelnau était adjoint au général de Wimpffen « afin de débattre les intérêts personnels de l'empereur. » A un moment, le général Castelnau intervint pour déclarer que l'empereur, en remettant son épée sans conditions au roi, avait espéré que cette démarche vaudrait à l'armée une capitulation plus honorable. « Quelle est l'épée qu'a rendue Napoléon III? dit M. de Bismarck. Est-ce l'épée de la France ou son épée à lui? Si c'est celle de la France, les conditions peuvent être singu-

lièrement modifiées. » — « C'est seulement l'épée de l'empereur, » reprit le général Castelnau.

Rentré à Sedan à une heure du matin, le général de Wimpffen se transporta auprès de l'empereur qu'il trouva couché. « Sire, lui dit-il, on me propose les conditions les plus dures pour votre armée. J'ai tenté sans succès d'en obtenir de meilleures. Je ne compte plus que sur les démarches de Votre Majesté, pour nous sortir, aussi honorablement que possible, de notre malheureuse situation. »

L'empereur répondit qu'il verrait le roi de Prusse dès cinq heures du matin. Il se rendit, en effet, dès le point du jour au quartier de Donchery, mais le roi était parti pour Vendresse, et ce fut avec M. de Bismarck, dans la maison d'un tisserand, qu'eut lieu l'entrevue. Nous en transcrivons ici le récit d'après une narration allemande : « Napoléon exprima à plusieurs reprises son désir d'obtenir pour son armée des conditions plus favorables. Mais Bismarck refusa tout de suite son consentement à une pareille négociation, en disant que c'était une question militaire qui devait être vidée entre le général de Moltke et le général de Wimpffen. En revanche, Bismarck demanda à l'empereur s'il était disposé à négocier la paix. Celui-ci répondit qu'il ne le pouvait plus puisqu'il était prisonnier, et lorsque Bismarck voulut savoir par qui le gouvernement de la France était alors représenté, Napoléon lui fit entendre que c'était par la régence qu'il avait instituée avec son départ de Paris. Ayant ainsi éclairci ce point, dont on avait pu juger par l'écrit de l'empereur au roi, le chancelier de la Confédération reconnut, et il ne le cacha pas à l'empereur, que la situation n'offrait aucune garantie politique, et il montra la nécessité de gagner avant tout par la capitulation de Sedan un gage matériel qui assurât les résultats militaires qu'on venait d'obtenir.

« La veille déjà, le chancelier et le général de Moltke avaient discuté longtemps la question de savoir s'il serait possible, sans faire tort aux intérêts de l'Allemagne, d'offrir au sentiment d'honneur militaire d'une armée qui s'était bien battue des conditions plus favorables que celles qui avaient été fixées d'abord. Mais l'un et l'autre, après y avoir réfléchi mûrement et en toute conscience, étaient arrivés à une réponse négative. Lorsque le général de Moltke, qui était venu assister à l'entretien de l'empereur avec Bismarck, se rendit auprès du roi de Prusse pour lui exposer les désirs de Napoléon III, il le fit avec l'intention de ne point les favoriser. Du reste, le roi connaissait bien l'avis de Moltke.

« Ensuite l'empereur sortit de la maison, et invita Bismarck à s'asseoir à côté de lui devant la porte. Il demanda au chancelier de la Confédération si l'on ne pourrait pas laisser l'armée française passer sur le territoire belge pour y être désarmée et internée. Cette éventualité n'avait pas été non plus oubliée la veille par Bismarck et le général de Moltke, aussi le chancelier s'appuya-t-il sur les raisons indiquées plus haut pour ne pas consentir à discuter cette proposition. Il ne prit pas l'initiative touchant la situation politique ; l'empereur de son côté ne le fit que pour déplorer le malheur de la guerre, pour déclarer qu'il ne l'avait pas voulue et qu'il avait été contraint par la pression de l'opinion publique en France.

« Cependant, on apprit que le château de Bellevue près de Fresnois ne renfermait pas encore de blessés, et que par conséquent l'empereur pourrait s'y rendre sans aucun inconvénient. Bismarck jugea l'endroit très-favorable, et proposa à l'empereur d'y aller tout de suite. Louis Napoléon accepta de bon cœur la proposition ; le comte de Bismarck l'accompagna au

château, où se trouvaient déjà la suite et les équipages de l'empereur, qui étaient venus de Sedan. Là se trouvait aussi le général de Wimpffen ; en attendant le retour du général de Moltke, il avait repris les négociations de la veille avec le général de Podbielsky, en présence du lieutenant-colonel de Verdy et du chef d'état-major du général de Wimpffen, qui dressaient tous deux le procès-verbal. Bismarck lui-même ne prit part à ces négociations que pour exposer la situation politique et légale, conformément à des éclaircissements qu'il avait reçus de l'empereur. Immédiatement après, le capitaine de cavalerie de Nostiz vint lui annoncer de la part du général de Moltke que le roi ne voulait voir l'empereur que lorsque la capitulation de l'armée serait signée. Cette nouvelle devait faire perdre aux Français tout spoir d'obtenir d'autres conditions. »

Tandis que l'empereur accomplissait cette inutile démarche, les généraux français se éunissaient en conseil à Sedan. Voici le texte de cette délibération :

Aujourd'hui, 2 septembre, à six heures du matin, sur la convocation du général en chef, un conseil de guerre, auquel ont été appelés les généraux commandant les corps d'armée, es généraux commandant les divisions et les généraux commandant en chef l'artillerie et le énie de l'armée, a été réuni.

Le général commandant a exposé ce qui suit :

D'après les ordres de l'Empereur, et comme conséquence de l'armistice intervenu entre es deux armées, j'ai pu me rendre auprès de M. le comte de Moltke chargé des pleins ouvoirs du roi de Prusse, dans le but d'obtenir les meilleures conditions possibles pour 'armée refoulée dans Sedan après une bataille malheureuse.

D'après les premiers mots de notre entretien, je reconnus que M. le comte de Moltke, avait malheureusement une connaissance parfaite de notre situation, et qu'il savait très-bien que l'armée manquait absolument de vivres et de munitions, que dans la journée d'hier nous avions combattu une armée de deux cent vingt mille hommes qui nous entouraient de toutes parts. — « Général, m'a-t-il dit, nous sommes disposés à faire à votre armée, qui s'est si vaillamment battue aujourd'hui, les conditions les plus honorables; toutefois, il faut que ces conditions soient compatibles avec les exigences de la politique de notre gouvernement. Nous demandons que l'armée française capitule. Elle sera prisonnière de guerre; les officiers conserveront leurs épées et leurs propriétés personnelles; les armes de la troupe seront déposées dans un magasin de la ville pour nous être livrées. »

Le général a demandé aux officiers généraux qui faisaient partie du conseil de guerre, si, dans leur pensée, la lutte était encore possible; la grande majorité a répondu par la négative. Deux généraux seuls (1) ont exprimé l'opinion que l'on devait chercher à sortir de vive force. On leur a fait observer que la défense de la place était impossible, parce que les vivres et les munitions manquaient absolument; que l'entassement des hommes et des voitures dans les rues rendait toute circulation impossible; que dans ces conditions, le feu de l'artillerie ennemie, déjà en position sur toutes les hauteurs environnantes, produirait un affreux carnage, sans aucun résultat utile; que le débouché était impossible, puisque l'ennemi occupait déjà les barrières de la place, et que ses canons étaient braqués sur les avenues étroites qui y conduisent. Ces deux officiers généraux se sont rendus à l'avis de la majorité. En conséquence, le conseil a déclaré au général en chef, qu'en présence de l'impuissance maté-

(1) Les généraux Pellé et Carré de Bellemare.

rielle de prolonger la lutte, nous étions forcés d'accepter les conditions qui nous étaient imposées, tout sursis pouvant nous exposer à subir des conditions plus douloureuses encore.

DE WIMPFFEN. — A. DUCROT. — GÉNÉRAL LEBRUN. — F. DOUAY. — GÉNÉRAL FORGEOT. — CH. DEJEAN.

Vers dix heures du matin, le général de Wimpffen retourna au quartier général allemand, et signa la capitulation dont voici le texte :

PROTOCOLE.

Entre les soussignés,

Le chef de l'état-major de S. M. le Roi Guillaume, commandant en chef de l'armée allemande, et le général commandant en chef de l'armée française, tous deux munis des pleins pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Guillaume et l'Empereur Napoléon, la convention suivante a été conclue :

ARTICLE PREMIER.

L'armée française placée sous les ordres du général de Wimpffen, se trouvant actuellement cernée par des forces supérieures autour de Sedan, est prisonnière de guerre.

ARTICLE 2.

Vu la défense valeureuse de cette armée, il est fait exception pour tous les généraux et officiers, ainsi que pour les employés spéciaux ayant rang d'officier qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne pas porter les armes contre l'Allemagne, et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts, jusqu'à la fin de la guerre actuelle. Les officiers et employés qui accepteront ces conditions conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

ARTICLE 3.

Toutes les autres armes, ainsi que le matériel de l'armée consistant en drapeaux (aigles), canons, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions, etc., seront livrés à Sedan à une commission militaire instituée par le commandant en chef, pour être remis immédiatement au commissaire allemand.

ARTICLE 4.

La place de Sedan sera livrée ensuite dans son état actuel, et au plus tard, dans la soirée du 2 septembre, à la disposition de Sa Majesté le roi de Prusse.

ARTICLE 5.

Les officiers qui n'auront pas pris l'engagement mentionné à l'article 2, ainsi que les troupes désarmées, seront conduits, rangés d'après leurs régiments ou corps, et en ordre militaire. Cette mesure commencera le 2 septembre et sera terminée le 3. Ces détachements seront conduits sur le terrain bordé par la Meuse, près d'Iges, pour être remis aux commissaires allemands par leurs officiers, qui céderont alors le commandement à leurs sous-officiers.



Les médecins militaires, sans exception, resteront en arrière pour prendre soin des blessés.

Fait à Frénois, le 2 septembre 1870.

DE MOLTKE.

DE WIMPFFEN.

Tandis que se signait cette fatale capitulation, l'empereur se rendait au château de Bellevue où devait avoir lieu l'entrevue avec le roi de Prusse, et le général de Wimpffen venait rejoindre Napoléon III, pour lui annoncer que tout était terminé. Le roi Guillaume arrivait quelques instants après, vers 2 heures. Le vainqueur n'a parlé de cet entretien que dans une lettre adressée à la reine Augusta : « Nous étions tous deux très-émus de nous revoir. Je ne saurais exprimer tout ce que je ressentis, après avoir vu Napoléon il y a trois ans à peine au faîte de sa puissance. » Dans une brochure qu'il a publiée, et que nous avons déjà citée, l'Empereur a écrit cette phrase: « Dans cette entrevue, le roi fit preuve des nobles sentiments qui l'animaient, en témoignant à l'empereur tous les égards que réclamait son infortune. »

Deux versions de cet entretien ont été publiées dans la *Nouvelle presse libre* de Vienne et dans le *Times*. Elles s'accordent toutes deux à reconnaître que la conversation n'eut qu'une importance secondaire, l'empereur ayant déclaré qu'il ne pouvait traiter de la paix et que l'impératrice seule avait pouvoir ponr discuter cette question.

Le lendemain, à neuf heures du matin, l'empereur quitta le château de Bellevue pour se rendre par Donchery à la frontière belge, d'où il devait gagner le château de Wilhelmshœhe, près de Cassel, qui lui était assigné comme résidence. Les voitures impériales avaient pour escorte un escadron de hussards noirs: le général prussien de Bayen accompagnait l'empereur. A la frontière, des chasseurs belges remplacèrent les hussards allemands, et conduisirent le prisonnier jusqu'au train qui devait le mener à Wilhelmshœhe.

Quant au général de Wimpffen, il était rentré à Sedan et annonçait aux troupes la triste nouvelle de la capitulation par la proclamation suivante:

« Hier, vous avez combattu contre des forces très-supérieures. Depuis le point du jour jusqu'à la nuit, vous avez résisté à l'ennemi avec la plus grande valeur, et brûlé jusqu'à votre dernière cartouche. Epuisés par cette lutte, vous n'avez pu répondre à l'appel qui vous a été fait par vos généraux et par vos officiers, pour tenter de gagner la route de Montmédy et de rejoindre le maréchal Bazaine. Deux mille hommes seulement ont pu se rallier, pour tenter un suprême effort. Ils ont dû s'arrêter au village de Balan, et rentrer dans Sedan, où votre général a constaté avec douleur qu'il n'existait ni vivres, ni munitions de guerre.

« On ne pouvait songer à défendre la place, que sa situation rend incapable de résister à la nombreuse et puissante artillerie de l'ennemi.

« L'armée, réunie dans les murs de la ville, ne pouvait ni en sortir, ni la défendre, les moyens de subsistance manquant pour la population et pour les troupes, j'ai dû prendre la triste détermination de traiter avec l'ennemi.

« Envoyé au quartier général prussien, avec les pleins pouvoirs de l'Empereur, je ne pus d'abord me résigner à accepter les clauses qui m'étaient imposées. Ce matin seulement, menacé d'un bombardement auquel nous n'aurions pu répondre, je me suis décidé à de nouvelles démarches, et j'ai obtenu des conditions, dans lesquelles nous sont évitées, autant

qu'il a été possible, les formalités blessantes que les usages de la guerre entraînent le plus souvent en pareilles circonstances.

« Il ne nous reste plus, officiers et soldats, qu'à accepter avec résignation les conséquences de nécessités contre lesquelles une armée ne peut lutter : manque de vivres et manque de munitions pour combattre.

« J'ai, du moins, la consolation d'éviter un massacre inutile et de conserver à la patrie des soldats susceptibles de rendre encore dans l'avenir de bons et brillants services.

« Le général commandant en chef,

« De Wimpffen. »

III

Les pertes des Français furent d'environ 15,000 hommes tués ou blessés, parmi lesquels vingt généraux (Mac-Mahon, Lartigue, Dumont, Salignac, Cambriels, Bittard, Morand, Bretteville, Kerleadec, Guiomar, Carteret, Maussion, Bernier, des Pallières (blessé la veille), Fontange, Marguerite, Tillard, Courson, Wolff, Saint-Hilaire, les cinq derniers morts de leurs blessures). Quelques milliers d'hommes échappèrent à l'investissement, avant et pendant la bataille. Le maréchal Mac-Mahon, transporté au château de Pourru-aux-Bois, y demeura jusqu'à sa convalescence, puis rejoignit l'armée en captivité. Le général Ducrot, d'abord prisonnier sur parole, parvint à s'échapper de la gare de Pont-à-Mousson, lorsqu'il fut redevenu prisonnier gardé.

Dans leurs relations, les Allemands affirment avoir fait 25,000 prisonniers pendant la bataille (1).

Les trophées des vainqueurs furent 330 pièces de campagne, 70 mitrailleuses, 184 canons de place, 12,000 chevaux, un immense matériel de guerre, et enfin les 83,000 Français (y compris 14,000 blessés) que la capitulation faisait prisonniers de guerre.

Les pertes des Allemands atteignirent 10,000 hommes tués ou blessés. Elles se répartissent ainsi :

5ᵉ corps	1.099
11ᵉ —	2.078
1ᵉʳ bavarois	2.213
2ᵉ —	2.204
12ᵉ corps	1.363
Garde	566
4ᵉ corps	337
	9.860

(1) Ce chiffre peut paraître excessif, mais voici un fait qui l'explique. Le général de la garde prussienne de Pape raconte « qu'on ordonna dans le bois de Garenne à un trompette français prisonnier de sonner les signaux de « cesser le feu » et du « rassemblement » qui sont usités dans l'armée française. Alors les

D'après les termes de la capitulation, les soldats devaient être livrés à l'ennemi. Le 3 a soir, le lieutenant-colonel de Heuduck, nommé commandant de la place, fit conduire l Français désarmés dans la presqu'île d'Iges.

Campés, parqués dans la boue, sans un abri, exposés à une pluie incessante, sans pai privés de vivres, exposés à toutes les humiliations, menacés, frappés par d'impitoyabl gardiens, nos malheureux soldats attendirent bien longtemps la fin de leurs souffrance Entre tous, les Bavarois se distinguèrent par leur cruauté. Un homme, soldat ou officie s'écartait-il des rangs, il était violemment repoussé à coups de crosse. Quelques prisonnie tentèrent de fuir, ils tombèrent sous la balle d'une sentinelle. A toutes les issues des canon des mitrailleuses.

Il fallut dix jours pour débarrasser ce camp justement flétri du nom de « *camp de misère* ».

Français accoururent de toutes parts comme les abeilles qui volent vers leur ruche. A l'aspect des sold prussiens, ils jetèrent leurs armes et se laissèrent emmener avec les autres prisonniers, sans faire la moin résistance, bien que le nombre de ceux que la trompette avait rassemblés fût bien plus considérable celui des soldats qui escortaient les prisonniers dans la plaine. »

L'écrivain allemand auquel nous empruntons ce détail ajoute cette réflexion :

« La conscience du peuple allemand n'envisagera certainement pas comme un des actes les plus ho rables de la guerre, le stratagème qui a forcé ou du moins engagé un trompette prisonnier, lorsqu bataille était évidemment gagnée, à sonner des signaux nationaux, c'est-à-dire à trahir sa propre armé sa patrie. »

CHAPITRE XVIII

La journée du 4 septembre. — Hésitations du cabinet. — Proposition de M. Buffet. — Projet du gouvernement. — La déchéance demandée par M. J. Favre. — Proposition de M. Thiers adp tée par la commission. — Envahissement du Corps législatif. — Proclamation du gouvernement de la défense nationale. — Paix ou guerre? — Premiers actes politiques du gouvernement. — Envoi d'une délégation en province. — Les élections. — Entrevue de Ferrières.

I

Le 2 septembre, de vagues rumeurs circulèrent dans Paris : on disait le maréchal Mac-Mahon prisonnier, l'armée détruite. Déjà le ministre de la guerre avait reçu dans la journée précédente un télégramme du général Vinoy donnant de mauvaises nouvelles de la bataille. Le 3, à quatre heures du soir, enfin arriva une dépêche de l'empereur à l'impératrice; elle était ainsi conçue : « L'armée est défaite et captive, moi-même je suis prisonnier. »

Le conseil des ministres fut aussitôt réuni et délibéra sur les mesures à prendre.

Il était impossible aux membres du cabinet de se dissimuler combien la situation était grave : l'ennemi allait sans doute s'avancer sur la capitale, et la fermentation qui régnait faisait prévoir des complications intérieures.

Paris avait la fièvre; il vivait dans l'attente d'une victoire si hautement promise, et chaque jour apportait le récit d'une défaite. Cette population, avide de nouvelles, avait bien vite connu la vérité. Insuffisance des préparatifs, manque de directions, elle n'ignorait rien. Elle savait que l'empereur, sans force, sans volonté, écoutant tous les conseils, suivant toutes les inspirations, avait quitté l'armée de Metz, au moment même où la bataille allait s'engager, le 16 août; elle était au courant des irrésolutions de Châlons, des télégrammes du ministre de la guerre, invoquant l'intérêt de la dynastie, à l'heure où il ne devait y avoir qu'une pensée : la défense du pays.

Dans quelques instants, enfin, elle allait apprendre tous les détails de la capitulation : l'empereur arborant le drapeau blanc, rendant son épée au roi de Prusse, et donnant comme excuse, la volonté de son peuple qui l'avait poussé en avant !

Pour le plus dévoué serviteur de Napoléon III, la révolution était certaine. Aussi, sur le conseil de ses ministres, l'impératrice jugeant que l'indiscutable popularité de M. Thiers pouvait seule empêcher une catastrophe prochaine, fit-elle offrir le pouvoir au député de Paris, qui n'accepta pas cette proposition.

M. Buffet soumit alors au cabinet un projet qui suffirait à prouver que le moment n'était plus de discuter l'importance des concessions : il s'agissait de charger le Corps législatif de pourvoir à toutes les exigences de la situation, *les droits de l'empire étant réservés*. Les ministres n'adoptèrent pas cette proposition. Il importait cependant de s'arrêter promptement à un parti, car déjà M. Jules Favre avait, au nom de vingt-sept de ses collègues, déposé une résolution dont l'article 1er était ainsi conçu : « Art. 1er. Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie sont déclarés déchus du pouvoir que leur a conféré la Constitution. »

Après une longue délibération, le conseil se décida à proposer une commission élue par la Chambre, portant le nom de conseil de régence, et exerçant le pouvoir exécutif sous la présidence du général de Palikao.

« Ce projet, dit M. Daru (1), causa une impression générale de désappointement et rencontra de nombreuses résistances. Le mot de régence ne paraissait pas heureusement choisi. »

Ces paroles d'un ancien ministre de l'empire, membre de la majorité dynastique du Corps législatif, sont à coup sûr bien significatives et méritent d'être retenues.

Ainsi, l'empire en était arrivé à ce point que ses plus dévoués partisans, les députés auxquels M. Daru fait allusion, considéraient comme insuffisante une abdication de fait de l'impératrice. N'était-ce pas une abdication réelle, en effet, que cette remise du pouvoir à une commission législative, puisant son mandat dans l'Assemblée, et n'ayant en dehors d'elle aucun compte à rendre ? Il fallait encore que le mot régence ne fut pas prononcé, même pour la forme.

A la même heure, M. Thiers présentait à ses collègues un projet dont voici les termes :

« *Vu la vacance du pouvoir*, il sera nommé par le Corps législatif une commission de gouvernement et de défense nationale.

« Une Constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront. »

Les premiers mots soulevèrent quelques réclamations à droite ; ils furent ainsi modifiés : « *Vu les circonstances.* » De son côté, le cabinet faisait une concession de forme, il supprimait le mot *Régence*. Le projet du gouvernement était ainsi conçu :

« Art. 1er. Un conseil de gouvernement et de défense nationale est institué. Ce conseil est composé de cinq membres : chaque membre est nommé par le Corps législatif.

« Art. 2. Les ministres sont nommés sous le contre-seing des membres du conseil.

« Art. 3. Le général comte de Palikao est nommé lieutenant général dudit conseil. »

L'article 2 ne paraissant pas suffisamment explicite, un député de la gauche demandait par qui seraient nommés les ministres, et le général de Palikao répondait : « Par les membres du conseil. »

Le Corps législatif était donc simultanément saisi de trois propositions, l'une, celle de M. Jules Favre, proclamant la déchéance ; les deux autres, avec des formes plus ou moins différentes, retirant entièrement le pouvoir à l'impératrice, dont le nom n'était pas même prononcé, pour le remettre au Corps législatif, et par délégation à une commission émanant de lui.

Ces trois propositions furent renvoyées à l'examen d'une même commission.

Plusieurs députés, MM. Buffet, Daru, Kolb-Bernard se rendirent alors auprès de l'impé-

(1) Rapport sur les actes du gouvernement de la défense nationale.

ratrice pour l'engager « à approuver, par une déclaration formelle, la *transmission* au Corps législatif, des pouvoirs qu'elle tenait de la Constitution. » L'impératrice se rendit aux raisons exprimées par M. Buffet. Cette décision supprimait en réalité le projet du gouvernement. Aussi, après une courte discussion, les commissaires se rallièrent à l'unanimité au projet de M. Thiers. M. Martel, élu rapporteur, soumit à l'Assemblée le rapport suivant :

« Votre commission a examiné les trois propositions qui lui ont été renvoyées ; elles ont été successivement mises aux voix ; celle de M. Thiers a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Toutefois, votre commission a ajouté à la proposition de M. Thiers deux paragraphes : l'un détermine le nombre des membres qui composeront le gouvernement de la défense nationale ; l'autre fixe les attributions dévolues à ce conseil.

« Voici le texte que nous soumettons à votre approbation :

« Vu les circonstances, la Chambre élit une commission composée de *cinq* membres « choisis par le Corps législatif.

« Cette commission *nomme* les ministres.

« Dès que les circonstances le permettront, la nation sera appelée à élire une Assemblée « constituante qui se prononcera sur la forme du gouvernement. »

Il faut s'arrêter sur ce texte, non le torturer, le dénaturer, en tirer des conclusions plus ou moins logiques, mais le lire simplement.

Pas une fois, le nom de l'impératrice n'est prononcé, elle n'est rien, ne peut rien, elle ne nomme pas les ministres, ne surveille pas leurs actes. Du moins, ses pouvoirs sont réservés ; la guerre terminée, elle reprendra son rang, ses priviléges ? Non. « Dès que les circonstances le permettront, la nation sera appelée à élire une Assemblée constituante *qui se prononcera sur la forme du gouvernement.* »

Et ce rapport si précis, si décisif, a été adopté à l'unanimité par la commission, qui, sauf un membre, ne compte que des amis de l'empire : MM. Buffet, Martel, Josseau, Daru, Le Hon, Jules Simon, Gaudin, Genton et Dupuy de Lôme.

Ne peut-on pas dire que l'empire a disparu à ce moment ? « L'accord est fait entre les partis, dit M. Daru, l'impératrice elle-même ne fait point obstacle à l'adoption de ce projet. »

Lorsque, quelques heures après l'envahissement de l'Assemblée, la proposition fut mise aux voix, elle souleva les protestations isolées de quelques députés, « connus pour leur dévouement à l'empire », dit M. Kolb Bernard ; mais ces protestations provenaient uniquement de ce fait que M. Martel était revenu à la rédaction première de M. Thiers et avait remplacé ces mots : « Vu les circonstances », par ceux-ci : « Vu la vacance du pouvoir, » qui semblaient sans doute une reconnaissance du fait accompli. Cependant le projet fut adopté. Citons, enfin, un passage bien caractéristique du compte rendu. M. Garnier-Pagès s'exprime ainsi... « Je ne serai point contredit, je pense, en affirmant que le pouvoir exécutif a cessé d'exister, qu'il est tombé sous le mépris public. » Et à la suite le compte rendu insère ces mots, qui font bien connaître les sentiments de cette Assemblée : « *Dénégations diverses. — Marques nombreuses d'approbation.* »

Au moment où cette décision est prise, il est vrai, l'Assemblée a déjà été envahie, et c'est dans la salle à manger de la présidence que se tient la réunion. Soutiendra-t-on que l'envahissement du Corps législatif ayant empêché le vote, sur la proposition de M. Thiers, d'être rendu dans les conditions normales, le résultat doit être considéré comme nul ? Mais alors il

faut dire que loin de renverser l'empire, la révolution du 4 septembre a seule pu donner à ses revendications ultérieures une *apparence* de légalité.

Mais, en tout cas, la démarche de M. Buffet aux Tuileries, la réponse de l'impératrice l'adoption de la proposition de M. Thiers, les résolutions de la commission, ce sont là des preuves indiscutables, des faits précis antérieurs à l'invasion de l'Assemblée. Et ne permettent-ils pas de dire qu'au moment où la foule se précipite, l'impératrice est déchue de ses pouvoirs : ce n'est donc pas l'empire que la révolution va renverser, il n'est plus jusqu'à la fin de la guerre, il n'a plus à intervenir dans les affaires de la nation ; ses droits ne subsistent même pas entiers, car il est entendu que c'est la prochaine Assemblée qui décidera de la forme de gouvernement.

L'envahissement du Corps législatif se produit vers deux heures un quart. Une foule immense entoure le Palais Bourbon, se précipite par toutes les issues. Un instant retenue par M. Gambetta, elle occupe les tribunes et ne tarde pas à obliger le président, M. Schneider, à lever la séance.

Les régiments réunis autour de l'Assemblée ne se sont pas opposés à l'action irrésistible de cette foule. A ce sujet, de vives discussions se sont élevées, et le général Trochu a été accusé d'avoir manqué à ses devoirs, en ne venant pas se mettre à la tête des troupes. Mais dans cette séance même, le général Palikao avait pris soin de déclarer que le gouverneur de Paris n'avait nul droit d'intervenir, de donner des ordres, et que c'était au ministre de la guerre seul à agir. Si donc un *reproche* pouvait être adressé, c'est au général Palikao qu'il faudrait le renvoyer. Mais qui donc pourrait soutenir cette thèse « qu'il fallait balayer cette foule, employer la force, faire couler le sang. »

Ne voit-on pas cet étrange rapprochement : l'empereur faisant arborer le drapeau blanc à Sedan « pour éviter l'effusion du sang », et le gouvernement de la régente donnant l'ordre de tirer sur une foule désarmée.

Car dans cette multitude, c'est à peine si quelques gardes nationaux ont pris leurs fusils.

Un seul mot est dans toutes les bouches : *déchéance*. Un irrésistible courant a groupé tous les citoyens, toutes les classes, et notons bien cet aveu d'un commissaire de police cité par M. Daru : « les différents partis. » Lorsqu'après un mois de souffrance, d'attente fiévreuse, de désillusions, la population d'une ville comme Paris a pu constater toutes les imprévoyances et toutes les faiblesses, lorsqu'elle se trouve en présence d'un désastre sans précédent dans notre histoire, que vient-on parler d'entente, de mot d'ordre, de démagogie pour expliquer de tels événements. A quoi bon l'entente, à quoi bon le mot d'ordre, lorsque tous les esprits reflètent la même pensée, à ce point que le député fidèle à l'empire arrive à la même conclusion que le citoyen hostile au gouvernement.

Mais enfin, soit, on l'a dit, il y a entente, mot d'ordre, « les passions révolutionnaires jouent leur rôle ordinaire. »

Que conclure de là, sinon qu'un grand danger menace la société, la France : un grand danger, car si le pouvoir tombe entre les mains de ces hommes dont on cite complaisamment les noms, de ces hommes qui rêvent un bouleversement social, de ces hommes pour qui l'Allemand n'est pas le pire ennemi, de ces hommes, enfin, qui nous montreront plus tard ce que valent et ce que veulent leurs théories et leurs doctrines, le pays est perdu, il est déshonoré.

Qui va lutter contre ce parti démagogique, qui va lui arracher le pouvoir qu'il croit déjà tenir : est-ce l'empire? Mais il n'existe plus. Le Corps législatif? Quelle est sa popularité, son prestige, son pouvoir? Il a été élu, non par le suffrage universel librement consulté, mais grâce à la pression administrative : il a voté complaisamment toutes ces



M. GRÉVY.

mesures funestes qui ont amené notre ruine; avec enthousiasme il a soutenu l'expédition du Mexique, « la plus grande œuvre du règne. » Il y a un mois à peine, il déclarait la guerre à la Prusse, il gourmandait les ministres, qu'il accusait de manquer de patriotisme, il injuriait M. Thiers. Est-ce bien là un pouvoir indépendant, ou un rouage de l'empire? La dynastie tombée, *tuée légalement par un vote*, a-t-il une puissance suffisante pour entraîner

la nation, pour calmer cette foule, pour résister aux Félix Pyat et à ses acolytes? La force matérielle manque, où est la force morale?

Il est le droit, soit. Qu'il agisse alors, mais comment? Déjà la République est proclamée dans quelques grandes villes, elle va l'être à Paris dans moins d'une heure, va-t-il essayer de lutter, sans même un point d'appui, contre cet irrésistible courant? S'adressera-t-il au Sénat pour demander aide et protection : rempart bien fragile, à coup sûr, mais déjà les sénateurs ont disparu. Une seule voix, — celle de M. de Mentque, — a demandé à la Chambre haute de se déclarer en permanence, et la séance a été levée après un discours de M. Baroche « protestant *avec la plus grande énergie* contre la violence dont le Corps législatif a été victime.

L'Impératrice a quitté les Tuileries, elle s'est éloignée de Paris, et va gagner Trouville d'où un yatch la conduira en Angleterre.

Une heure a suffi pour tout terminer. « Il est des jours, a écrit M. Guizot, où le pouvoir perd son droit à la fidélité, où naît pour les peuples celui de se protéger eux-mêmes par la force, ne trouvant plus dans l'ordre établi ni sûreté, ni secours. »

Du Corps législatif la foule s'est rendue à l'Hôtel de Ville avec MM. Jules Favre et Jules Ferry, Gambetta et de Kératry, bientôt rejoints par MM. Crémieux, Emmanuel et Etienne Arago. En quelques instants, la République est proclamée. Mais le danger que l'on a signalé plus haut apparaît ici dans toute sa force :

« Quand nous n'aurions pas eu, dit M. J. Ferry (1), la connaissance approfondie des éléments révolutionnaires que renfermait la ville de Paris, quand nous n'aurions pas su que, derrière nous, était un parti anarchique..., la présence de MM. Millière, Delescluze et de leurs acolytes, à l'Hôtel de Ville, les discours qu'ils y tenaient nous eussent éclairés. »

Félix Pyat prit la parole pour soutenir ses droits, mais M. Gambetta n'eut pas de peine à triompher de cet adversaire.

A peine organisé, le nouveau gouvernement adressa au général Trochu une députation composée de MM. Glais-Bizoin, Stenackers et Wilson, membres du Corps législatif. Avant de prendre une résolution, le gouverneur de Paris se rendit auprès du ministre de la guerre, général de Palikao. « J'allais, dit le général Trochu, lui exposer la grandeur des périls de la situation, pour avoir son approbation, en vue du ministère de la guerre. » Le général Palikao conseilla vivement au général de répondre à l'appel qui lui était adressé. En se rendant à l'Hôtel de Ville, le gouverneur de Paris exposa qu'il lui semblait indispensable que le titre de président du gouvernement lui fût attribué. Il ne fallait pas oublier, en effet, que l'œuvre à accomplir était avant tout militaire : il importait d'entraîner l'armée, de l'associer aux projets de résistance qu'annonçait le gouvernement de la défense nationale, — c'était le titre qu'il avait justement choisi. Cette réclamation, très légitime, ne souleva aucune objection. M. Jules Favre, à qui avait été tout d'abord confié la présidence du gouvernement, fut le premier à reconnaître la valeur des arguments exposés.

En arrivant à l'Hôtel de Ville, le général Trochu trouva un nom ajouté à la liste qui lui avait été présentée. Rochefort avait été délivré, et porté en triomphe au siége du nouveau gouvernement : «... Si le gouvernement de la défense a pu vivre cette nuit-là, a pu vivre le lendemain et le surlendemain, — j'insiste sur ces trois jours, parce que trois jours ont été

(1) Déposition devant la commission d'enquête.

nécessaires pour donner une apparence de cohésion aux troupes dispersées et désorganisées qui étaient dans Paris, — c'est parco que la démagogie qui aurait eu le temps de se réunir, de s'armer, et qui n'aurait trouvé en nous aucune résistance possible, s'est divisée autour du nom de M. de Rochefort. Les uns disaient : nous ne devons pas renverser ce gouvernement, puisque l'un des nôtres y est. Les autres répondaient : c'est un leurre, puisque vous voyez là Trochu, Favre et les autres qui sont nos ennemis (1). »

Avant de terminer sur ce point, nous citerons encore quelques lignes du général Trochu (2) : « ... Que pensez-vous qui s'y fût passé (à Paris) le soir de ce fameux jour ; que pensez-vous que fussent devenus Paris livré à la Commune et la France livrée à l'ennemi, si avec une décision et une énergie que toutes les passions politiques du monde ne parviendront pas à rabaisser, « les hommes du 4 Septembre, n'avaient pas pris le pouvoir, l'usurpant, non pas sur l'empire disparu, mais sur l'anarchie seule présente ? »

Tandis que le nouveau gouvernement se constituait à l'Hôtel de Ville, un grand nombre de députés se réunissaient, pour aviser à ce qu'il convenait de faire. Une députation à la tête de laquelle se trouvait M. Grévy était envoyée à l'Hôtel de Ville. Membre de l'opposition, M. Grévy exerçait sur ses collègues une légitime influence qui le désignait pour cette mission. Dans le livre qu'il a consacré au récit de ces événements, M. Jules Favre donne le sens des explications qu'il produisit :

« Je répondis à notre honorable collègue que : profondément touché de sa démarche, je ne pouvais lui laisser ignorer que, dans ma pensée, elle ne pouvait aboutir à aucun résultat. Elle ressemblait à toutes les mesures que l'on prend lorsqu'on a manqué l'occasion, et qu'on est éclairé par un événement qu'on s'est longtemps obstiné à nier. Je lui rappelai avec quelle infatigable abnégation nous avions, pendant un mois, supplié la Chambre de prendre le pouvoir pour éviter une révolution. Elle s'en avisait quand la révolution était faite, et faite contre elle aussi bien que contre l'Empire ; je craignais qu'il ne fût trop tard. Au surplus, plusieurs de mes collègues étaient absents, je ne pouvais rien faire sans eux. »

A la suite de cet incident, vers huit heures du soir, deux délégués du gouvernement, MM. Jules Favre et Jules Simon furent envoyés au Corps législatif qui se trouvait réuni sous la présidence de M. Thiers. M. Favre prononça les paroles suivantes :

« Nous venons vous remercier de la démarche que vos délégués ont faite auprès de nous. Nous en avons été vivement touchés. Nous avons compris qu'elle était inspirée par un sentiment patriotique. Si, dans l'Assemblée, nous différons sur la politique, nous sommes certainement tous d'accord, lorsqu'il s'agit de la défense du sol et de la liberté menacée.

« En ce moment, il y a des faits accomplis, un gouvernement issu de circonstances que nous n'avons pas pu prévenir, gouvernement dont nous sommes devenus les serviteurs. Nous y avons été enchaînés par un mouvement supérieur qui a, je l'avoue, répondu au sentiment intime de notre âme. Je n'ai pas aujourd'hui à m'expliquer sur les fautes de l'Empire. Notre devoir est de défendre Paris et la France.

« Lorsqu'il s'agit d'un but aussi cher à atteindre, il n'est certes pas indifférent de se rencontrer dans les mêmes sentiments avec le Corps législatif. Du reste, nous ne pouvons rien changer à ce qui vient d'être fait. Si vous voulez bien y donner votre ratification, nous

(1) Déposition du général Trochu devant la commission d'enquête.
(2) *La Politique et le siége de Paris*, Deuxième pétition à l'Assemblée nationale.

vous en serons reconnaissants. Si, au contraire, vous la refusez, nous respecterons les décisions de votre conscience, mais nous garderons la liberté entière de la nôtre.

« Voilà ce que je suis chargé de vous dire par le gouvernement provisoire de la République, dont la présidence a été offerte au général Trochu, qui l'a acceptée.

« Vous connaissez sans doute les autres noms. Notre illustre collègue, qui vous préside, n'en fait pas partie, parce qu'il n'a pas cru pouvoir accepter cette offre. Quant à nous, hommes d'ordre et de liberté, nous avons cru, en acceptant, accomplir une mission patriotique. »

En réponse à ces paroles, M. Thiers s'exprima ainsi :

« Le passé ne peut être équitablement apprécié par chacun de nous à l'heure qu'il est. C'est l'histoire seule qui pourra le faire.

« Quant au présent, je ne peux vous en parler que pour moi. Mes collègues ici présents ne m'ont pas donné la mission de vous dire s'ils accordent ou s'ils refusent leur ratification aux événements de la journée.

« Vous vous êtes chargés d'une immense responsabilité.

« Notre devoir à tous est de faire des vœux ardents pour que vos efforts réussissent dans la défense de Paris, des vœux ardents pour que nous n'ayons pas longtemps sous les yeux le spectacle navrant de la présence de l'ennemi.

« Ces vœux, nous les faisons tous par amour pour notre pays, parce que votre succès serait celui de notre patrie. »

Le lendemain, 5 septembre, une réunion de 150 députés environ fut tenue chez M. Johnston, et arrêta les termes d'une protestation que la marche des événements rendait sans effet.

Le nouveau gouvernement n'était pas en effet contesté. Une proclamation avait été adressée à la population pour faire connaître les événements accomplis.

Elle était ainsi conçue :

Citoyens de Paris,

« La République est proclamée.

« Le gouvernement a été nommé d'acclamation.

« Il se compose des citoyens :

EMMANUEL ARAGO.	GLAIS-BIZOIN.
CRÉMIEUX.	PELLETAN.
JULES FAVRE.	PICARD.
JULES FERRY.	ROCHEFORT.
GAMBETTA.	JULES SIMON.
GARNIER-PAGÈS.	

« Le général Trochu est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale.

« Il est appelé à la présidence du gouvernement.

« Le gouvernement invite les citoyens au calme. Le peuple n'oubliera pas qu'il est devant l'ennemi. Le gouvernement est, avant tout, un gouvernement de défense nationale. »

Le soir même, la dépêche suivante expédiée à tous les préfets, faisait connaître les fonctions attribuées à chacun des membres du gouvernement :



ÉTIENNE ARAGO.

Maire de Paris.

A MM. les préfets, sous-préfets, généraux, gouverneur général de l'Algérie et à toutes les stations télégraphiques de France.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

« La déchéance a été prononcée au Corps législatif.
« La République a été proclamée à l'Hôtel de Ville.

« Un gouvernement de défense nationale composé de onze membres, tous députés de Paris, a été constitué et ratifié par l'acclamation populaire.

Les noms sont :

EMMANUEL ARAGO.	GLAIS-BIZOIN.
CRÉMIEUX.	PELLETAN.
JULES FAVRE.	PICARD.
JULES FERRY.	ROCHEFORT.
GAMBETTA.	JULES SIMON.
GARNIER-PAGÈS.	

« Le général TROCHU est maintenu dans ses pouvoirs de gouverneur de Paris, et nommé ministre de la guerre, en remplacement du général Palikao.

« Veuillez faire afficher immédiatement, et au besoin proclamer par crieur public la présente déclaration.

« *Pour le gouvernement de la défense nationale :*

« Le ministre de l'intérieur,

« LÉON GAMBETTA.

« Paris, ce 4 septembre 1870. — 6 h. du soir. »

La proclamation suivante était adressée à la garde nationale :

A LA GARDE NATIONALE.

« Ceux auxquels votre patriotisme vient d'imposer la mission redoutable de défendre le pays, vous remercient du fond du cœur de votre courageux dévouement.

« C'est à votre résolution qu'est due la victoire civique rendant la liberté à la France.

« Grâce à vous, cette victoire n'a pas coûté une goutte de sang.

« Le pouvoir personnel n'est plus.

« La nation tout entière reprend ses droits et ses armes. Elle se lève, prête à mourir pour la défense du sol. Vous lui avez rendu son âme que le despotisme étouffait.

« Vous maintiendrez avec fermeté l'exécution des lois et, rivalisant avec notre noble armée, vous nous montrerez ensemble le chemin de la victoire.

« *Le gouvernement de la défense nationale.* »

Enfin, M. Étienne Arago faisait afficher à Paris cette proclamation :

« Citoyens,

« Je viens d'être appelé par le peuple et par le gouvernement de la défense nationale à la mairie de Paris.

« En attendant que vous soyez convoqués pour élire votre municipalité, je prends, au nom de la République, possession de cet Hôtel de Ville d'où sont toujours partis les grands signaux patriotiques, en 1792, en 1830, en 1848.

« Comme nos pères ont crié en 1792, je vous vous crie : Citoyens, LA PATRIE EST EN DANGER ! Serrez-vous autour de cette municipalité parisienne, où siége aujourd'hui un vieux soldat de la République.

« VIVE LA RÉPUBLIQUE !

« *Le maire de Paris,*

« ÉTIENNE ARAGO. »

II

Un nouveau gouvernement est institué.

Une même question se présente à tous les esprits : *Est-ce la paix, est-ce la guerre?*

Le 6 septembre, M. Jules Favre, vice-président du gouvernement, ministre des affaires étrangères, adresse la circulaire suivante aux agents diplomatiques de la France à l'étranger :

« Les événements qui viennent de s'accomplir à Paris s'expliquent si bien par la logique inexorable des faits, qu'il est inutile d'insister longuement sur leur sens et sur leur portée.

« En cédant à un élan irrésistible trop longtemps contenu, la population de Paris a obéi à une nécessité supérieure, celle de son propre salut.

« Elle n'a pas voulu périr avec le pouvoir criminel qui conduisait la France à sa perte.

« Elle n'a pas prononcé la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie : elle l'a enregistrée au nom du droit, de la justice et du salut public.

« Et cette sentence était si bien ratifiée à l'avance par la conscience de tous, que nul parmi les défenseurs les plus bruyants du pouvoir qui tombait, ne s'est levé pour le soutenir.

« Il s'est effondré de lui-même, sous le poids de ses fautes, aux acclamations d'un peuple immense, sans qu'une goutte de sang ait été versée, sans qu'une personne ait été privée de sa liberté.

« Et l'on a pu voir, chose inouïe dans l'histoire, les citoyens auxquels le cri du peuple conférait le mandat périlleux de combattre et de vaincre, ne pas songer un instant aux adversaires qui la veille les menaçaient d'exécutions militaires. C'est en leur refusant l'honneur d'une répression quelconque, qu'ils ont constaté leur aveuglement et leur impuissance.

« L'ordre n'a pas été troublé un seul moment ; notre confiance dans la sagesse et le patriotisme de la garde nationale et de la population tout entière, nous permet d'affirmer qu'il ne le sera pas.

« Délivré de la honte et du péril d'un gouvernement traître à tous ses devoirs, chacun comprend que le premier acte de cette souveraineté nationale, enfin reconquise, est de se commander à soi-même, et de chercher sa force dans le respect du droit.

« D'ailleurs, le temps presse : l'ennemi est à nos portes ; nous n'avons qu'une pensée, le repousser hors de notre territoire.

« Mais, cette obligation que nous acceptons résolûment, ce n'est pas nous qui l'avons imposée à la France ; elle ne la subirait pas si notre voix avait été écoutée.

« Nous avons défendu énergiquement, au prix même de notre popularité, la politique de la paix. Nous y persévérerons avec une conviction de plus en plus profonde.

« Notre cœur se brise au spectacle de ces massacres humains dans lesquels disparaît la fleur des deux nations, qu'avec un peu de bon sens et beaucoup de liberté, on aurait préservées de ces effroyables catastrophes.

« Nous n'avons pas d'expression qui puisse peindre notre admiration pour notre héroïque

armée, sacrifiée par l'impéritie du commandement suprême, et cependant plus grande par ses défaites que par les plus brillantes victoires.

« Car, malgré la connaissance des fautes qui la compromettaient, elle s'est immolée, sublime, devant une mort certaine, et rachetant l'honneur de la France des souillures de son gouvernement.

« Honneur à elle! La nation lui ouvre ses bras! Le pouvoir impérial a voulu les diviser, les malheurs et le devoir les confondent dans une solennelle étreinte. Scellée par le patriotisme et la liberté, cette alliance nous fait invincibles.

« Prêts à tout, nous envisageons avec calme la situation qui nous est faite.

« Cette situation, je la précise en quelques mots, je la soumets au jugement de mon pays et de l'Europe.

« Nous avons hautement condamné la guerre, et protestant de notre respect pour le droit des peuples, nous avons demandé qu'on laissât l'Allemagne maîtresse de ses destinées.

« Nous voulions que la liberté fût à la fois notre bien commun et notre commun bouclier; nous étions convaincus que ces forces morales assuraient à jamais le maintien de la paix. Mais, comme sanction, nous réclamions une arme pour chaque citoyen, une organisation civique, des chefs élus; alors, nous demeurions inexpugnables sur notre sol.

« Le gouvernement impérial, qui avait depuis longtemps séparé ses intérêts de ceux du pays, a repoussé cette politique. Nous la reprenons, avec l'espoir qu'instruite par l'expérience, la France aura la sagesse de la pratiquer.

« De son côté, le roi de Prusse a déclaré qu'il faisait la guerre, non à la France, mais à la dynastie impériale.

« La dynastie est à terre. La France libre se lève.

« Le roi de Prusse veut-il continuer une lutte impie qui lui sera au moins aussi fatale qu'à nous?

« Veut-il donner au monde du dix-neuvième siècle ce cruel spectacle de deux nations qui s'entre-détruisent, et qui, oublieuses de l'humanité, de la raison, de la science, accumulent les ruines et les cadavres?

« Libre à lui; qu'il assume cette responsabilité devant le monde et devant l'histoire.

« Si c'est un défi, nous l'acceptons.

« Nous ne cèderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.

« Une paix honteuse serait une guerre d'extermination à courte échéance.

« Nous ne traiterons que pour une paix durable.

« Ici, notre intérêt est celui de l'Europe entière, et nous avons lieu d'espérer que, dégagée de toute préoccupation dynastique, la question se posera ainsi dans les chancelleries.

« Mais fussions-nous seuls, nous ne faiblirons pas.

« Nous avons une armée résolue, des forts bien pourvus, une enceinte bien établie, mais surtout les poitrines de trois cent mille combattants décidés à tenir jusqu'au dernier.

« Quand ils vont pieusement déposer des couronnes aux pieds de la statue de Strasbourg, ils n'obéissent pas seulement à un sentiment d'admiration enthousiaste, ils prennent leur héroïque mot d'ordre, ils jurent d'être dignes de leurs frères d'Alsace, et de mourir comme eux.

« Après les forts, les remparts; après les remparts, les barricades. Paris peut tenir trois mois et vaincre; s'il succombait, la France, debout à son appel, le vengerait; elle continuerait la lutte, et l'agresseur y périrait.

ionsieur, ce que l'Europe doit savoir. Nous n'avons pas accepté le pouvoir dans it. Nous ne le conserverions pas une minute, si nous ne trouvions pas la popula- is et la France entière décidées à partager nos résolutions.



H. ROCHEFORT.

Je les résume d'un mot devant Dieu qui nous entend, devant la postérité qui n ra : nous ne voulons que la paix. Mais, si l'on continue contre nous une guerre fun nous avons condamnée, nous ferons notre devoir jusqu'au bout, et j'ai la ferme confi notre cause, qui est celle du droit et de la justice, finira par triompher.

« C'est en ce sens que je vous invite à expliquer la situation à M. le mi

de la cour près de laquelle vous êtes accrédité, et entre les mains duquel vous laisserez copi de ce document.

« Agréez, monsieur, l'expression de ma haute considération,

« Le ministre des affaires étrangères,

« JULES FAVRE. »

« Pas une pierre de nos forteresses, pas un pouce de notre territoire. »

Lorsqu'après cinq mois de lutte, la France a été définitivement vaincue, lorsqu'elle a obligée de signer cette paix qui abandonnait à l'ennemi deux de nos provinces, cette phr de la circulaire de M. Jules Favre a été vivement relevée, attaquée avec la dernière violen Ce n'était pas là, disait-on, un des moindres crimes du 4 septembre. Sans cette phrase, t était arrangé, la paix était signée honorable, et pour un peu, on ajouterait glorieuse.

Certes, M. Jules Favre a commis des fautes, nous ne le discutons pas, mais à cette he il a reproduit vraiment la pensée de la nation.

Le gouvernement se déclarait prêt à tous les sacrifices pécuniaires, mais il consentait pas, il ne pouvait consentir à traiter en abandonnant une parcelle du territo

Si la Prusse ne faisait la guerre qu'à l'empereur, si elle n'obéissait à aucune pensée conquête, elle avait en face d'elle un gouvernement dont elle pouvait d'autant m suspecter les intentions qu'il se composait des députés qui, du 6 au 19 juillet, s'étaient é giquement prononcés pour le maintien de la paix.

Dans sa proclamation du 11 août, le roi de Prusse n'avait-il pas dit : « Lorsque l'em reur Napoléon attaqua la nation allemande, *qui voulait et veut encore vivre en paix av peuple français*, j'ai pris le commandement en chef des armées allemandes pour repou cette attaque. »

Mais, si le roi Guillaume réclamait une cession territoriale, s'il exigeait un démem ment de la France, la lutte devait continuer.

Lutte difficile, condamnée à l'insuccès peut-être, mais lutte nécessaire pour sauver l'h neur du pays.

Une nation comme la France peut-elle, après un mois de guerre, se laisser ravir deu ses provinces, sans renier tous ses souvenirs glorieux, sans perdre l'estime du monde, s abdiquer sa propre dignité?

« La France, dit très-justement l'un des rapporteurs de la commission d'enquête sur actes du gouvernement de la défense nationale, M. Chaper, pouvait-elle se laisser arrach ces populations, si françaises par le cœur et le patriotisme, alors que Metz et Paris étaie encore debout, alors que la lutte, imprudente à coup sûr, — quelques-uns pourront di insensée, — était encore possible?

« Nous ne le croyons pas. — L'honneur d'un peuple, comme celui d'un homme, n'e pas un vain mot, et l'estime de soi est aussi nécessaire à un pays qu'à un individu. Si France, après Sedan, se fût laissée démembrer avant d'être vraiment réduite à l'impuissanc la France aurait perdu toute estime d'elle-même. »

Mais, — et c'est là une question qu'il nous faut bien aborder, car il a été fait assez de bruit autour d'elle pour que nous ne puissions la passer sous silence, — mais sans la révolution du 4 septembre, la Prusse aurait traité avec l'empire, et n'aurait exigé aucune cession territoriale ?

C'est là une bien singulière assertion : quoi, le roi Guillaume poussait à ce point l'amour de l'empire et de sa dynastie, de l'empire qui s'était montré son adversaire en 1866, qui lui avait déclaré la guerre en 1870!

Étudions les faits d'un peu près, et nous verrons ce qu'il y a de fondé dans cette affirmation si souvent répétée.

Nous avons cité déjà une déclaration de M. de Bismarck, rapportée par le général de Wimpffen, au sujet de la triste conférence qui suivit la bataille de Sedan; nous la reproduisons : « Le comte de Bismarck, venant ensuite à parler de la paix, me dit que la Prusse avait non-seulement l'intention bien arrêtée d'exiger une indemnité de guerre de quatre milliards, mais encore la cession de l'Alsace et de la Lorraine allemande, seule garantie pour nous, ajouta-t-il, car la France nous menace sans cesse, et il faut que nous ayons, comme protection solide, une bonne ligne stratégique avancée... » Et plus loin : « Après l'effort que l'Allemagne vient de faire, elle en voudrait à la Prusse, si le roi se contentait de paroles et d'argent ; elle veut des garanties matérielles qui assurent son repos. »

Prétendra-t-on que le général de Wimpffen a mal entendu, mal retenu les paroles du chancelier allemand? Soit. Adressons-nous donc au simple bon sens : résumons rapidement les faits, la conclusion viendra d'elle-même.

En 1815, la Prusse réclame hautement la Lorraine et l'Alsace; ses diplomates, ses généraux adressent vingt mémoires aux négociateurs : ces exigences sont si nettement formulées, ces réclamations si énergiquement soutenues, que l'ambassadeur d'Angleterre écrit cette phrase bien significative : « La guerre seule pourra faire céder la Prusse. » La paix est signée : de 1815 à 1870, une seule pensée agite l'Allemagne : la conquête de l'Alsace et de la Lorraine. Cette pensée, nous la retrouvons partout, jusque dans les traités de géographie officiellement approuvés. La guerre éclate, elle a été déclarée par la France, et lorsque la Prusse est victorieuse, lorsqu'elle n'a plus d'obstacle à redouter, lorsqu'elle est libre de réaliser ces rêves si longtemps caressés, elle va s'arrêter, prouver son désintéressement, se poser en Jenny politique, « se contentant de peu. »

Et, notons-le, les circonstances sont d'autant plus favorables, que l'empereur n'a pas dissimulé que la guerre qu'il entreprenait était une guerre de conquête, et a nettement montré que la victoire lui rapporterait les frontières du Rhin.

Prétendra-t-on que l'intervention de l'Europe aurait obligé la Prusse à se contenter de nos milliards; mais l'histoire de ces dernières années établit ce que vaut cet argument. L'Europe a-t-elle interdit la guerre du Danemark, celle de 1866. Après la victoire, a-t-elle empêché le dépouillement du vaincu? Ajoutons-le, vis-à-vis du puissant empire allemand si formidablement armé, si vain de son triomphe, quel effet aurait produit une réclamation toute pacifique?

On cite, il est vrai, une lettre du général Fleury; on a fait grand bruit de ce document sans jamais le produire; mais il a été trouvé au ministère des affaires étrangères et récemment publié (1). Nous le reproduisons :

M. le général Fleury, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, au prince de la Tour-d'Auvergne.

« J'ai eu ce matin un long entretien avec l'empereur Alexandre. Il a écrit tout dernière-

(1) Rapport de M. Rainneville sur les actes du gouvernement de la défense nationale.



Triel
Chanteloup
Andresy
Achères
Carrières sur Poissy
les Loges
POISSY
Franconville
Montigny
les Cormeilles
Cormeilles en Parisis
La Frette
Sannois
Maisons sur Seine
Sartrouville
ARGENTEUIL
Houilles
Mesnil le Roi
Carrières sous Bois
la Borde Fe
Montesson
Bezons
Colombes
Asnières
Gennevilliers
Epinay
Redoute
Clichy
Courbevoie
Neuilly
Carrières St Denis
Chatou
Nanterre
Puteaux
Rueil
la Malmaison
Suresnes
S.T GERMAIN en Laye
Le Pecq
l'Hermitage
Mareil
Marly
l'Etang
Machine de Marly
Marly
Aqueduc
Bougival
Louveciennes
Croissy
Celle St Cloud
Garches
St Cloud
Vaucresson
Hospice Brezin
Noisy le Roi
Bailly
Rocquencourt
Rennemoulin
le Chesnay
Trianon
Pt Trianon
Marnes
Ville d'Avray
Sèvres
Billancourt
le Point du Jour
Issy
Vanves
Boulogne
Fontenay-le Fleury
Gally
St Cyr
Parc
Montreuil
Meudon
Chaville
Bas Chaville
Bois de Meudon
Châtillon
St Quentin
la Tremblaye
VERSAILLES
Fontenay aux Roses
Bagneux
Plessis-Piquet
SCEAUX
Bourg la Reine
Châtenay
Villacoublay
Guyancourt
Bouviers
la Minière
Montigny-le Bretonneux
Voisin le Bretonneux
Villaroy
Ht Buc
les Loges
Jouy en Josas
Bièvre
Antony
Verrières
Amblainvilliers
Et.s de Saclay
Toussus
Orsigny
Magny-les Hameaux
Châteaufort
Lambert
la Chapelle Milon
Saclay
Vauhalland
Massy
Villiers
la Martinière Chau
Palaiseau
St Aubin
CHEVREUSE
Igny
Villeras


Mitry
Pt Tremblay
la Patte d'Oie
Arnouville
Malmaison
Bonneuil
le Tremblay
Chau de la Queue
Mory
Garges
Villepinte
la Villette aux Aulnes
Pont Iblon
Dugny
le Blanc Ménil
Canal
Souilly
Aulnay les Bondy
Sevron
Villeparisis
le Bourget
Château
la Courneuve
Courtry
le Gd Drancy
Bobigny
le Pin
Bondy
Montfermeil
le Raincy
Noisy-le-Sec
Romainville
Villemomble
Gagny
Chelles
Brou
Bagnolet
Rosny
Redoutes
Vaires
St Thibault
Neuilly sur Marne
Gournay sur Marne
Montreuil-sous-Bois
Noisiel
Torcy
Bussy
Vincennes
Fontenay
Champs
Nogent sur Marne
Noisy-le-Grand
Logne
Collégien
Brie-sur-Marne
Villiers sur Marne
Croissy
Champigny sur Marne
Fort de Charenton
Maisons-Alfort
Chennevières sur Marne
Créteil
la Varenne St Maur
Marne R.
Ile Barbière
Ormesson
la Queue-en-Brie
Roissy
Pontault
Bonneuil
Mont Mesly
Noiseau
Sucy-en-Brie
Choisy-le-Roi
la Ferrière
Valenton
Boissy
Orly
Limeil-Brevannes
Lésigny
Férolles
Villeneuve-le-Roi
Villeneuve
Ablon-s. Seine
Santeny
Crosnes
Yères
Villecresnes
Servon
Chevry
Yères R.
Cerçay
la Borde
Cossigny
Athis-Mons

ment au roi de Prusse : il lui fait comprendre que dans le cas où la France serait finalement vaincue, une paix basée sur une humiliation ne serait qu'une trêve, et que cette trêve serait dangereuse pour tous les États. Le roi aurait fait une réponse satisfaisante, dans laquelle serait signalée la grande difficulté pour lui de faire accepter par l'Allemagne l'abandon *d'une partie* des provinces conquises. Après un échange d'idées et une protestation énergique de ma part, le czar n'a pas insisté. Visiblement impressionné par mes paroles, il m'a dit avec animation qu'il partageait mon opinion, et qu'il saura bien, le moment venu, parler hautement si cela devenait nécessaire. Si j'insiste sur ces nuances, c'est pour constater une fois de plus combien l'empereur Alexandre est dominé par les influences prussiennes, et combien il paraît utile de venir périodiquement combattre le travail incessant du comte de Bismarck. »

« Saint-Pétersbourg, le 30 août 1870.

M. de Rainneville, qui cite ce document, n'est, à coup sûr, pas suspect d'une tendresse exagérée pour le 4 septembre. Il écrit à la suite :

« Voilà quelles étaient les dispositions personnelles du czar; il ne promettait nullement à la France impériale de la garantir contre toute cession de territoire. Le général Fleury constatait lui-même que l'empereur Alexandre *était dominé par les influences prussiennes.* En tout cas, la dépêche de M. le général Fleury n'était que le simple récit d'une conversation avec le souverain; cette relation ne pouvait constituer en aucune façon un document ayant une valeur absolue; ce n'était nullement un acte diplomatique capable d'engager la politique de la Russie.

« Sous l'inflence de M. Thiers, la bonne volonté du czar se manifesta plus tard dans une certaine mesure; on n'a aucune raison de croire qu'il l'aurait dépassée en faveur de l'impératrice Eugénie. La Russie n'avait pas dit à la France qu'elle lui ferait obtenir la paix à telle ou telle condition : « L'empereur de Russie a écrit au roi de Prusse, en lui exprimant le désir que celui-ci accordât à la France une paix acceptable : le roi de Prusse a écarté la demande, et cela n'a pas eu de conséquences (1). »

Et M. de Chaudordy ajoute encore ce renseignement qui ne laisse place à aucun doute : « ... A propos de ces démarches, lorsque l'Angleterre s'adressa à la Russie au sujet de la proposition faite par moi de céder sur la question de démantèlement, le prince Gortschakoff répondit : « *Nous, nous allions plus loin : nous avions demandé la paix sans cession territoriale, mais nous avons échoué.* » Dans toutes les négociations entre la Russie et la Prusse, l'empereur de Russie se réservait le soin de s'adresser lui-même au roi de Prusse. Ce n'était plus une négociation de gouvernement à gouvernement, mais une négociation d'empereur à roi. »

Dans ce document, nous nous arrêterons à deux autres points : « Difficulté de faire accepter par l'Allemagne l'abandon... » c'est l'argument invoqué par M. de Bismarck devant le général de Wimpffen. Dans la bouche de cet homme d'État, dont nous n'aurons que trop souvent à signaler la remarquable adresse, n'équivaut-il pas une fin de non-recevoir absolue? Il y a plus encore : la difficulté signalée par le chancelier consiste « à faire accepter par l'Allemagne l'abandon *d'une partie* des provinces conquises. » Le rapporteur de la commission n'a-t-il pas remarqué ces deux mots? Ils ont pourtant une signification assez

(1) Déposition de M. de Chaudordy devant la commission d'enquête.

grande : ils montrent qu'au 1er septembre 1870 comme au mois de mars 1871, les exigences des Allemands sont les mêmes : ils réclament l'Alsace et la Lorraine. Comment, encore une fois, ces deux mots ont-ils pu échapper au rapporteur, alors qu'ils prouvent que la continuation de la guerre n'a pas augmenté les prétentions de l'ennemi? Du premier jour il exigeait le maximum de ce qu'il pouvait obtenir.

Et pourquoi donc, à son point de vue, aurait-il fait des concessions, se serait-il contenté de l'Alsace, par exemple? Ne poursuivait-il pas cette revendication depuis plus de cinquante ans, et la France lui paraissant abattue, incapable de résistance après Sedan, était-il tenu à une modération peu conforme à sa nature et à ses actes antérieurs?

Faut-il encore d'autres preuves ? En voici, et des plus décisives.

Un décret du 30 août « formait un nouveau département allemand de la Moselle, comprenant les arrondissements de Metz, Thionville et Sarreguemines, du département de la Moselle, et ceux de Château-Salins et de Sarrebourg du département de la Meurthe. On peut voir qu'à cette époque l'intention de la Prusse était déjà de ne nous laisser que l'arrondissement de Briey dans la Moselle, et ceux de Nancy, Toul et Lunéville, dans la Meurthe. On ne peut objecter qu'un pareil décret était rendu nécessaire pour l'administration des pays occupés, puisqu'on y avait déjà pourvu par la création, le 14 août, des deux gouvernements généraux d'Alsace et de Lorraine, confiés aux généraux de Bismarck Bohlen et de Bonin (1). »

Est-ce là seulement une assertion plus ou moins soutenable? Non, car si nous ouvrons le livre semi-officiel de Borbstaedt (2), nous y trouvons ces lignes : « Dès le 21 août, les parties allemandes de la Lorraine étaient distraites du gouvernement général de la Lorraine à Nancy, et rattachées au gouvernement général d'Alsace. A partir de cette époque, *ce dernier comprit donc toutes les parties, autrefois allemandes, du territoire français, qui, à la conclusion de la paix, devaient faire définitivement retour à l'Allemagne.* »

Ce sont là des faits précis, et, croyons-nous, indiscutables. On leur objectera peut-être des paroles de M. de Bismarck : nous verrons en temps utile ce qu'il convient de retenir de ces promesses vagues, indécises : nous le demanderons au maréchal Bazaine, à Metz, au général Boyer, à Versailles.

Une dernière citation, qui nous semble clore le débat : nous l'empruntons à la déposition de M. de Chaudordy :

« M. Callet. — M. de Chaudordy pense-t-il qu'au mois d'octobre et de novembre, quand on pouvait prévoir la fin de nos désastres, le sacrifice eût été moins grand qu'il ne l'a été, si, par l'intermédiaire de l'Angleterre, on eût laissé pressentir une cession territoriale, et si l'Europe se fût emparée de la négociation?

« M. de Chaudordy. — Je ne sais pas si la Prusse aurait accepté alors l'intervention de l'Europe. Après Sedan, la Prusse se considérait comme aussi victorieuse qu'à la fin du mois de janvier. L'armée ennemie croyait entrer dans notre capitale sans aucune difficulté. Il y a une dépêche de M. le comte de Bismarck, datée de Reims, du 13 septembre, et écrite lorsque le siége de Paris n'était pas encore commencé, qui montre quelles étaient déjà les prétentions de la Prusse. Il déclare parfaitement à ses agents diplomatiques qu'il faut à l'Allemagne les

(1) Farcy. — *Histoire de la guerre de 1870-71.*

(2) *Opérations des armées allemandes.*

grandes forteresses qui sont les postes avancés de la France contre l'Allemagne. J'ai répond[illegible] par une longue dépêche où je prouvais que c'était au contraire l'Allemagne qui entrait ch[illegible] nous, et je le démontrais historiquement. La dépêche de M. le comte de Bismarck sembl[illegible] être un avertissement aux puissances de l'Europe. M. de Bismarck disait positivement da[illegible] une autre dépêche, datée de Meaux, le 16 septembre, qu'il fallait à l'Allemagne Strasbo[illegible] et Metz. »

Ainsi donc, l'empire ne pouvait pas plus que la République faire renoncer la Prusse à un revendication de territoire.

Mais nous irons plus loin encore : pas plus que la République, l'empire n'aurait accepté, après Sedan, une paix qu'il eût fallu acheter par la cession de la Lorraine et de l'Alsace.

Ce n'est pas une opinion personnelle que nous émettons, c'est le témoignage de M. Rouher que nous invoquons. Voici, en effet, la déclaration importante faite par l'ancien président du Sénat devant le conseil de guerre de Trianon : « ... Quant au traité préliminaire de paix proposé au nom du comte de Bismarck, nous avons rencontré chez Sa Majesté une résistance absolue et invincible à apposer sa signature sur un acte entraînant une mutilation du territoire. » Et plus loin : « Sa Majesté l'Impératrice était absolument opposée à toute question relative à la modification des frontières de la France... »

Si l'Impératrice, par un sentiment très-digne, auquel il faut rendre pleine justice, se refusait à apposer sa signature à un traité de paix entraînant une mutilation du territoire et cela au moment où l'armée de Metz était réduite à capituler, où la France perdait p[illegible] conséquent une de ses espérances et un de ses appuis, peut-il être contesté qu'un ref[illegible] aurait, à plus forte raison, été opposé par la Régente, alors qu'il était encore possible d[illegible] compter sur l'action de cette vigoureuse armée de 130,000 hommes?

La continuation de la guerre était donc une nécessité à laquelle nul gouvernement n[illegible] pouvait se soustraire. La République a-t-elle fait des efforts plus énergiques que l'Empire[illegible] C'est là une question que nous n'avons pas à préjuger ici : elle sera résolue par la suite d[illegible] ce récit.

III

Dès son avénement, le gouvernement se trouva en présence de deux questions d'[illegible] intérêt considérable :

1° L'envoi d'une délégation en province ;

2° Les élections.

Le 5 septembre, M. J. Ferry appela l'attention du Conseil sur la nécessité d'organiser, en dehors de Paris, un centre d'administration. A l'unanimité, le Conseil décida que le gouvernement ne devait pas quitter Paris, et qu'une simple délégation en province suffirait.

C'était là une faute grave dont les effets ne devaient pas tarder à se faire sentir : entre Paris isolé et les départements, il n'allait plus exister de lien direct.

M. Gambetta proposa, il est vrai, d'envoyer à Tours le ministre des affaires étrangères,

afin qu'il lui fût possible de correspondre avec les divers cabinets; mais cette proposition fut écartée. Le 11 septembre, M. Crémieux, désigné comme délégué du gouvernement, quitta Paris, et, le 18, veille de l'arrivée des Prussiens, M. Glais-Bizoin et l'amiral Fouri-



M. CLÉMENT DUVERNOIS.

chon, le premier sans attributions déterminées, le second avec le double portefeuille de la marine et de la guerre, se rendirent à Tours.

La question des élections fut soulevée le 8 septembre. Le principe ne fut pas contesté; mais la date fut vivement discutée, et il fut résolu que les électeurs ne seraient convoqués que pour le 16 octobre; sur la demande de M. Gambetta, le scrutin fut bientôt rapproché au 2 octobre.

Mais, avant d'insister sur cette question délicate des élections, il faut dire un mot d'u démarche de M. Jules Favre auprès de M. de Bismarck, démarche qui avait le doul but de proposer une paix honorable et, en cas de refus, de solliciter un armistice pour réunion des colléges électoraux.

Dès le lendemain du 4 septembre, M. Thiers, ne consultant que son patriotisme, acce tait d'aller représenter la France à l'étranger. Quelques jours après, le 14, il adressait M. J. Favre cette dépêche :

« Si, dans un moment qu'il vous appartient de choisir, il vous paraît utile de vous abo cher avec M. de Bismarck au camp prussien, l'Angleterre se fera votre intermédiaire portera à l'ennemi l'expression de votre désir, en l'appuyant fortement, comme le moyen plus simple de mettre les parties belligérantes en mesure de s'expliquer et de s'entendre

M. Jules Favre manifesta l'intention de se rencontrer immédiatement avec le chanceli et le gouvernement anglais transmit sa demande à M. de Bismarck, qui fit cette répo bien caractéristique : « Si le gouvernement français désire traiter, qu'il envoie quelqu' pour le faire. *Nous traiterons avec quiconque il nous enverra* (1). »

Nous verrons plus tard M. de Bismarck se montrer fort dédaigneux du gouvernement la défense nationale, déclarer même qu'il ne consentirait pas à signer la paix avec lui. Ce communication de l'ambassadeur anglais nous fixe sur la valeur exacte des dédains grand chancelier. S'il offre de s'entendre avec le maréchal Bazaine, l'Impératric M. Regnier au besoin, c'est qu'il sait que, du côté du gouvernement de la défense nati nale ses propositions ne seraient pas agréées. Mais tant qu'il espère le succès, il se décla prêt à traiter « avec *quiconque* le gouvernement enverra.

Dès les premiers mots de l'entretien qui eut lieu à Ferrières le 17 septembre, M. Jul Favre put se convaincre que l'entente n'était pas possible avec le ministre prussien.

« Bien vaines, dit M. de Rainneville (2) étaient les paroles qu'avait prononcées le roi d Prusse à l'ouverture du Reichstag de l'Allemagne du Nord (19 juillet 1870) ; bien déc vante, comme il fallait s'y attendre, la proclamation du Prince Royal de Prusse, affirma que la Prusse faisait la guerre à l'empereur et non à la nation française...

« Pouvait-on croire que nos vainqueurs abandonneraient tous leurs avantages, pour s contenter uniquement de l'honneur des armes? Depuis longtemps, ils préparaient la guerr à frais énormes, surtout en considération de leurs ressources ; ils devaient vouloir retrouv non-seulement la somme capitale de leurs dépenses, mais encore d'amples intérêts.

« M. J. Favre, au nom de la France, offrit « *tout ce que nous avions d'argent.* » Person dans le pays ne l'aurait désavoué si, au prix de tout notre argent, il eût signé l'armistice la paix sans cession de territoire. Mais, dès cette époque, les Prussiens voulaient pl encore ; profitant d'avantages inespérés, ils tenaient à garder des gages territoriaux, af de se prémunir contre une revanche à venir. M. de Bismarck, d'ailleurs, dans ses vues po tiques vis-à-vis de l'Allemagne, devait désirer notre écrasement complet, afin de pouv édifier sur nos ruines l'unité germanique et la grandeur impériale du roi Guillaume. »

Sur le second point, celui d'un armistice destiné à permettre les élections, M. Jules Fav ne rencontra pas un meilleur accueil.

(1) Lord Lyons au comte de Granville. (*Archives diplomatiques.*)

(2) Rapport sur les actes du gouvernement de la défense nationale.

« Sans écarter en elle-même la pensée de la convocation d'une Assemblée *à Paris*, M. le comte de Bismarck y mettait une condition telle, qu'elle équivalait à une sorte de prohibition. Il demandait la livraison d'un de nos forts, et avait même désigné le Mont-Valérien. Moins opposé à la réunion d'une assemblée *en province*, il subordonnait, néanmoins, cette concession à la remise de trois places : Strasbourg, Toul et Bitche. En outre, la garnison de Strasbourg devait se rendre prisonnière de guerre (1). »

Ces conditions étaient-elles acceptables?

Oui, répond sans hésiter M. de Rainneville.

« A vrai dire, écrit M. Daru, l'exaltation croissante des esprits dans la capitale ne lui aurait pas permis d'y souscrire, alors même qu'il y aurait été personnellement disposé. »

Et comment eût-il été possible d'hésiter? Rendre Strasbourg, Toul et Bitche, à l'heure même où le gouvernement prêchait la résistance à outrance, n'était-ce pas décourager tous les dévouements, montrer l'inutilité de la lutte? Livrer Strasbourg alors que la population tout entière se livrait à de patriotiques manifestations devant la statue de la noble cité, il y avait là une impossibilité absolue.

Certes, la convocation d'une Assemblée était indispensable et urgente. En prenant le pouvoir le 4 septembre, les membres du gouvernement avaient empêché l'avénement de F. Pyat et de ses acolytes; mais, dans des circonstances aussi graves, il eût été coupable d'assumer volontairement de telles responsabilités, de ne pas consulter le pays, de disposer de ses destinées. Une Assemblée librement élue pouvait donner un vigoureux élan à la défense nationale, augmenter nos chances de salut.

Mais, lorsque la convocation de cette Assemblée était subordonnée à de telles conditions; lorsque, pour avoir le droit de réunir les colléges électoraux, il fallait enlever toute énergie à la nation, affirmer sa faiblesse, disposer de trois de nos places dont une devait résister jusqu'à la fin, était-il possible d'hésiter?

Quant à soutenir que, sans armistice, on pouvait procéder à des élections, nul n'a jamais émis cette opinion. « Pour que la représentation nationale fût complète, dit M. Daru, tous les départements devaient être appelés à voter, et pour que tous les départements pussent être appelés à voter, il fallait obtenir une suspension de la lutte. »

Il se présentait donc là un cas de force majeure qui doit faire cesser toute discussion.

Plus tard, au 31 octobre, nous retrouverons cette grave question des élections, et nous aurons à la traiter de nouveau.

(1) Rapport de M. le comte Daru.

CHAPITRE XIX

Description topographique des environs de Paris. — Fortifications : l'enceinte, les Forts. — Travaux nouveaux. — Redoute de Châtillon. — L'armement. — Canons. — Munitions. — Destruction des ponts. — Subsistances. — Les soldats de Paris. — 14e corps. — Mobiles. — Marins. — Corps Vinoy. — Corps francs. — La garde nationale. — Organisation des forces de la défense.

I

Plaines. — Paris est situé au-dessous du confluent de la Seine et de la Marne, au milieu d'une plaine qu'entourent des coteaux et des hauteurs boisées (1). La capitale se trouve donc occuper une sorte de cuvette ovale de treize kilomètres de longueur, dans le sens est-ouest, sur sept kilomètres et demi dans la direction nord-sud.

Sur la rive droite de la Seine, ce bassin est entouré à l'est par le plateau de Vincennes et de Charenton, que continuent les hauteurs de Montreuil, Nogent, Bagnolet et Belleville jusqu'aux Buttes-Chaumont.

Sur la rive gauche de la Seine, le bassin de Paris est borné, du côté de Vaugirard et de Gentilly, par les dernières assises des coteaux boisés de Meudon et de Clamart, et plus à l'est par les hauteurs de Villejuif.

Au nord, la plaine Saint-Denis s'étend sur une longueur de trente-quatre kilomètres et sur une largeur de sept kilomètres et demi entre Saint-Germain et Sevran. Au sud, elle est limitée par le massif de Montfermeil et du Raincy, le plateau d'Avron, le plateau de Montreuil, Montmartre, le Mont-Valérien, et les hauteurs boisées au nord de Versailles. La plaine se continue au nord par une région ondulée à laquelle se rattachent les massifs de Montmagny et Groslay. Au nord-ouest, la chaîne d'Orgemont-Cormeil projette ses contreforts jusqu'à Argenteuil et Sartrouville.

Au sud-est de Paris, la Seine et la Marne, en se rencontrant sous un angle très-ouvert forment la plaine de Choisy-le-Roi dont la longueur et la largeur sont de neuf à dix kilomètres. Cette plaine est bornée d'un côté par la berge des plateaux d'Ivry, Vitry, Villejuif, Orly, Thiais et Villeneuve-le-Roi, et de l'autre par les hauteurs qui s'étendent de Villeneuve-

(1) Nous empruntons la majeure partie de cette étude sur les fortifications de Paris au remarquable ouvrage du capitaine autrichien de Geldern, *Les siéges de Paris et de Belfort* ainsi qu'aux *Opérations du corps du génie allemand* du capitaine prussien Gœtze.

Saint-Georges par Limeil, Boissy-Saint-Léger, Sucy, Ormesson, Chennevières jusqu'à Champigny, où elle se relie par l'isthme de Saint-Maur et Charenton au bassin de Paris.

COURS D'EAU. — La Seine dont la largeur très-variable va de 100 à 225 mètres coule dans la direction nord-ouest, pénètre dans la ville à Bercy, reçoit la Bièvre qui vient du sud par une vallée encaissée, traverse Paris, en formant un quart de cercle, et sort dans la direction sud-ouest entre Meudon et Saint-Cloud, dont les hauteurs la forcent à se replier et à dessiner la presqu'île de Boulogne.

En face la vallée de la Bièvre, le bassin de Paris est mis en communication au nord avec



LE GÉNÉRAL CHABAUD-LATOUR.

la plaine Saint-Denis par la coupure de la Villette : cette trouée a servi à l'établissement du canal Saint-Martin qui relie le canal de l'Ourcq avec la Haute-Seine.

A l'est de Saint-Denis, la configuration du terrain ne donne aux eaux d'écoulement que du côté de l'ouest. De là, le nombre des ruisseaux qui passent aux environs de Saint-Denis. Le plus considérable est la Croud qui vient du nord-est et reçoit à Arnouville le *Bosne;* un autre ruisseau, la *Roide-Eau* passe à Villepinte; au sud-ouest de ce village, il devient le *Sausset*, tourne à l'ouest près d'Aulnay, prend le nom de la *Morée* et se jette dans la Croud à Dugny; au sud de Dugny le *Moleret* qui prend le nom de *Molette* en aval du Bourget. Ces ruisseaux n'ont d'importance au point de vue stratégique qu'en ce qu'ils coulent parallèlement à notre front de défense et constituent par conséquent pour l'ennemi des positions indiquées. Le Moleret est à 3,000 mètres des forts de Noisy et d'Aubervilliers; la Morée coule à 2,300 mètres plus loin.

Mentionnons encore le *Montfort* qui, parti de Noisy-le-Sec, a son embouchure à Saint-Denis, et le ruisseau d'Enghien qui part de l'Étang.

Après s'être dirigée vers le nord-est jusqu'à Saint-Denis, la Seine reprend la direction du sud-ouest jusqu'à Bougival où elle retourne vers le nord-est. Ces détours forment au dessous de Paris trois presqu'îles : celles de Boulogne, de Gennevilliers et d'Argenteuil.

Le rideau qui limite à l'est la plaine de Choisy-le-Roi est coupé par le ruisseau de Morbras qui coule entre Ormesson et Sucy, et se jette dans la Marne à Creteil.

La Marne dont la pente est très-faible, a un cours très-sinueux : ses berges s'élèvent jusqu'à cent mètres. A Brie, la vallée se rétrécit. Le long de la boucle, entre Brie et Champigny, les collines de la rive gauche ont des pentes très-escarpées, la rive droite au contraire, qui forme la presqu'île de Saint-Maur, s'aplatit vers l'ouest jusqu'en face des hauteurs de Champigny et de Chennevières.

Hauteurs. — Le terrain est profondément mouvementé; au nord de Saint-Denis, les hauteurs s'abaissent en gradins du côté du sud, de telle sorte que les positions de la défense sont forcément dominées à courte distance, par Montmagny et Stains en première ligne, et plus au nord par Montmorency, Saint-Brice et Groslay. La première de ces positions n'est qu'à 2,500 mètres de la fortification qu'elle commande d'environ 60 mètres. Le groupe de ces hauteurs, appuyé sur ses deux flancs à la Seine et aux inondations de la Croud enveloppe complètement les défenses de Saint-Denis.

A l'ouest de cette ville, une chaîne étroite s'étend d'Epinay à Herblay sur une longueur de 8 kilomètres, fermant ainsi et dominant d'un bout à l'autre la presqu'île d'Argenteuil. Les points les plus importants sont la croupe au sud-est de Sannois et les buttes isolées d'Orgemont. Ces deux contreforts présentent une excellente position pour l'artillerie de l'assiégeant : ils commandent et battent toute la presqu'île.

De la Croud au canal de l'Ourcq, le terrain n'a pas de sinuosités bien marquées; entre le canal et la Marne, l'aspect change. En regard du plateau sur lequel sont construits les forts de l'Est, et du mont Avron qui se dresse en avant, s'élève un second plateau coupé de ravins, couvert de villages, de châteaux. Ce plateau s'étend de l'est à l'ouest sur une longueur de dix kilomètres; sa largeur (nord-sud) est de cinq kilomètres; à l'ouest et au sud, il se termine par des pentes escarpées. Borné au nord par le canal de l'Ourcq, au sud et à l'est par la vallée de la Marne, il présente les altitudes suivantes : Livry (138), Clichy-en-l'Aulnay (130), Montfermeil (125), Chelles (108), Gagny (116), le Raincy (112).

De la Marne à la haute Seine, le terrain est divisé en deux par le ruisseau dont nous parlions plus haut, le *Morbras*.

La première de ces régions est un plateau élevé, d'une largeur (nord au sud) de 11 kilomètres de Noisy-le-Grand à Ormesson. Au nord, les hauteurs de Noisy commandent la Marne; au sud, entre Chennevières et Ormesson, se trouve une sorte de bastion qui forme saillie. Le front est couvert par la Marne. Au centre le village de Champigny fait face à la presqu'île de Joinville.

Au sud du Morbras, le terrain est presque entièrement uni jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges. La plaine est bornée par la ligne de hauteurs qui s'étend de Sucy-en-Brie à Villeneuve-Saint-Georges, par Boissy-Saint-Léger et Limeil. Une butte isolée, Mont-Mesly longe la Marne qu'elle domine de près de 40 mètres. La plate-forme du Mont-Mesly est longue de 500 mètres et large de 300.

De la haute Seine à la Bièvre, se trouve un plateau qui s'élève d'une cinquantaine de mètres au-dessus de la vallée. Ce plateau se relève en pente douce vers le nord jusqu'à l'ouest de Villejuif où il se termine par une sorte de large croupe dont le point culminant domine de 30 mètres les hauteurs environnantes. A l'est et à l'ouest, des pentes assez raides limitent le plateau. Au pied de ces pentes, se trouvent les villages de Thiais et Orly d'un côté, de l'Hay et de Fresnes de l'autre.

Entre la vallée de la Bièvre et le val de Sèvres, le plateau du Villacoublay s'élève en pente douce de l'est à l'ouest : sa hauteur au-dessus du niveau de la Seine est d'environ 135 mètres. Ses bords sont découpés par les vallées et les ravins profondément encaissés de Vélizy, Meudon, Clamart, Plessis-Piquet, Chatenay et Bièvre, ravins séparés et commandés par autant de contre-forts aux pentes escarpées. Les contre-forts de Clamart, de Châtillon, s'élargissent vers le nord-est, et vont en s'abaissant vers Paris.

Du val de Sèvres à la basse Seine, se dresse un massif boisé fortement, découpé par de nombreux ravins. Ce massif s'avance du côté de la Seine entre Marly et Bougival, et se prolonge jusque dans la boucle de Saint-Germain. Le point central se trouve au Chesnay ; de là, partent trois ramifications principales qui se détachent en larges plateaux sur Beauregard, la Bergerie et Jardy. Les deux premières embrassent la vallée de Bougival (ou de la Celle-Saint-Cloud). Le prolongement des hauteurs de Jardy, du côté de l'est, est borné au nord par la vallée de Vaucresson, Garches, Villeneuve et Saint-Cloud, au sud par la vallée de Marnes et de Ville-d'Avray. Généralement raides du côté de Ville-d'Avray, Sèvres, Viroflay, les pentes sont douces dans la direction du nord-est. A l'angle nord-est du massif, le mamelon que couronne le Mont-Valérien, a la même altitude (161 m.) que le plateau de la Bergerie.

Bois. — Ces hauteurs, qui forment autour de Paris comme un vaste amphithéâtre, sont généralement boisées.

Au nord-ouest et sur la rive gauche de la Seine, s'étendent les forêts de Marly et de Saint-Germain ; sur la rive droite, les bois de Boissy. De la Seine au piton d'Ecouen, le terrain est presque partout boisé. De Croissy à la pointe de Châtillon, les bois ont une étendue de 22 kilomètres. Dans cette partie sud, la zone des terrains découverts est comprise entre la Bièvre et la Seine (8 à 9 kilomètres).

Sur la rive droite, entre la Seine et la Marne, à l'est de la boucle, près du village de Chennevières, s'étendent les bois du Griffon, de la Grange, de Notre-Dame, de Cueilly, de Villiers, de Lognes, de Champs, qui forment une ceinture à peu près continue, si l'on excepte la trouée de la Queue-en-Brie dont la largeur est de 2,500 mètres.

Au sud et au sud-est de cette ligne de bois, se trouvent les deux forêts de Sénart et d'Armanvilliers qu'isolent entre elles les plaines de la Brie. Au nord de la forêt d'Armanvilliers et jusqu'à la Marne, on rencontre encore une zone de terrains découverts de 6 à 7 kilomètres de largeur.

Fortifications. — L'idée de fortifier Paris remonte à Vauban. Lors de la campagne de 1706, Louis XIV voyant ses frontières menacées par les armées alliées, voulut abandonner la ligne de la Seine, pour se retirer derrière la Loire. C'est alors que Vauban fit un mémoire (1) pour démontrer qu'on pouvait tenir à Paris, en entourant la capitale d'un vaste système de défenses.

(1) *De l'importance dont Paris est à la France.*

L'idée de Vauban fut reprise par Napoléon Ier qui a prouvé l'utilité des fortifications en des termes qui n'ont, aujourd'hui encore, rien perdu de leur force : « Comment, dira-t-on, vous prétendez fortifier des villes qui ont 12 à 1,500 mille toises de pourtour? Il vous faudra 80 ou 100 fronts, 50 à 60,000 soldats de garnison, 800 ou 1,000 pièces d'artillerie en batterie. Mais 60,000 hommes sont une armée, ne vaut-il pas mieux l'employer en ligne? Cette objection est faite en général contre les grandes places fortes, mais elle est fausse, *en ce qu'elle confond un soldat avec un homme.....* Aux époques de malheurs et de grandes calamités, les états peuvent manquer de soldats, mais ne manquent jamais d'hommes pour leur défense intérieure (1). »

En 1840, à l'époque de la question d'Orient, la question fut enfin décidée, après un long débat; un crédit de 133 millions fut voté par les Chambres.

L'importance des fortifications de Paris ne fut d'abord pas comprise à l'étranger; en Allemagne, notamment, on tomba d'accord que c'était là « une colossale erreur. » Il fallut l'écrit du général bavarois Hartmann (2) qui eut au-delà du Rhin un grand retentissement pour mettre fin à la discussion, et prouver que le vote de la Chambre « pourrait bien modifier toutes les conditions d'une guerre future. »

Malheureusement, depuis que les fortifications ont été construites, l'artillerie a fait d'importants progrès : elle ne pouvait, en 1840, atteindre l'enceinte, elle peut aujourd'hui de Fontenay, de Châtillon ou de Bagneux, envoyer un projectile au centre de Paris.

Les fortifications se composent d'une enceinte bastionnée et d'une ceinture de forts éloignés du corps de place de 1,900 à 2,800 mètres.

L'enceinte a 34 kilomètres de développement, elle se compose de 94 fronts bastionnés, numérotés à partir du demi bastion situé sur la rive droite de la Seine, à 2,000 mètres de l'embouchure de la Marne.

Du bastion 6, elle s'élève sur la pente du plateau de Montreuil jusqu'à Ménilmontant. Entre Romainville et les buttes Chaumont, elle contourne le pied des hauteurs en revenant vers l'ouest, englobant Belleville, la Villette et la Chapelle dans un arc de cercle que le canal de l'Ourcq traverse suivant un de ses rayons. Le canal Saint-Denis s'éloigne de la place à trois fronts plus au nord-ouest.

L'enceinte se prolonge ensuite sur les versants nord et ouest, elle présente à Neuilly un saillant, et au Point du Jour un autre saillant qui flanque l'enceinte de la rive gauche.

La longueur moyenne des côtés du polygone est de 360 mètres.

Le profil comprend un revêtement d'escarpe avec contre-forts, surmonté d'un parapet en terre. Du côté de l'est, où l'on n'a pas à redouter une attaque pied à pied, le parapet est remplacé par un mur à bahut; les contrescarpes ne sont pas revêtues.

Les forts sont des quadrilatères ou des pentagones bastionnés, d'un développement de crêtes d'environ 1500 mètres; les escarpes hautes de 8 à 9 mètres, ne sont pas couvertes, les contrescarpes sont revêtues sur 4 à 5 mètres. Les magasins à poudre ne sont pas enveloppés de terre; les abris voûtés manquent ou sont insuffisants; on y a suppléé par la construction de grandes casernes qui offrent un but facile à atteindre aux projectiles de l'ennemi.

(1) *Commentaires*, 1815.

(2) *Les forces offensives et défensives de la France par rapport à l'Allemagne.*

Les forts sont au nombre de quinze, leurs intervalles sont occupés par six redoutes; il existe enfin quelques petits ouvrages, le long du canal de l'Ourcq et près de Saint-Denis.

Au nord, la ligne de défense s'étend depuis la Seine jusqu'aux contre-forts nord-ouest



M. DORIAN,
Ministre des travaux publics.

es hauteurs de Romainville. Les forts de la Briche, de la Double-Couronne et de l'Est, sont reliés entre eux par de petits ouvrages. Ils sont en partie couverts par l'inondation de la Croud, et forment autour de Saint-Denis une enceinte continue appuyant sa gauche à la Seine et sa droite au canal Saint-Martin. Le fort d'Aubervilliers ferme la trouée entre le canal et le fort de Romainville.

Les forts du nord sont complétement dominés à moins de 3,000 mètres par les hauteurs de Montmagny et de Stains; le fort d'Aubervilliers est moins exposé.

Le front de l'est comprend le terrain qui s'étend du fort de Romainville au fort de Charenton. Dans la partie nord, ce front est borné par le canal de l'Ourcq, la Marne et le bord oriental du plateau de Belleville, dont les saillants sont occupés par les forts de Romainville, Noisy, Rosny et Nogent; les ouvrages de Pantin et les redoutes de Noisy, Montreuil, la Boissière et Fontenay protégent les intervalles entre les forts. La partie sud, couverte par la Marne et la Seine, est défendue par les redoutes de la Faisanderie et de la Gravelle, en arrière desquelles se trouve le château de Vincennes, qui a perdu beaucoup de son importance et n'est plus guère qu'un arsenal. Le fort de Charenton, construit sur la dernière assise du prolongement de la butte de Montmesly tient l'extrémité droite du front.

Le front du sud s'étend de la Seine en amont, jusqu'à la vallée de Sèvres; il comprend cinq forts : Ivry, Bicêtre, Montrouge, Vanves et Issy. Ces trois derniers ouvrages, très-rapprochés de la place, sont dominés à faible distance par le plateau de Châtillon.

A l'ouest de Paris, il n'existe qu'un seul fort pour fermer la trouée de plus de 16 kilomètres entre le fort d'Issy et Saint-Denis, c'est la forteresse du Mont-Valérien, bâtie sur un piton isolé.

Par ses fronts sud, le Mont-Valérien commande le terrain entre Boulogne et Garches, mais il n'a que peu d'action sur le plateau de la Bergerie. Les crêtes du sud-ouest battent le secteur compris entre Buzenval et la Malmaison : le front nord commande Courbevoie, et la gorge surveille la Seine en amont de Suresnes.

Les parties faibles des fortifications sont le nord et le sud; sur ces deux points, nos ouvrages sont dominés par des hauteurs qui devaient offrir à l'ennemi de sérieux avantages.

Il importait donc de remédier à l'insuffisance reconnue de nos fortifications, et d'occuper solidement les crêtes les plus utiles à la défense.

Ce ne fut cependant que le 8 août, à la suite des désastres de Woerth et de Forbach que l'on décida de construire les redoutes indispensables à la butte Pinçon, à Montretout, Meudon, Gennevilliers et surtout à Châtillon. Quelle raison empêcha de terminer ces travaux? — Voulut-on trop entreprendre? — Etait-il bien utile par exemple de pousser la défense jusqu'à Marnes, ou ne déploya-t-on pas l'activité nécessaire? Nous n'insisterons pas sur cette question délicate. Mais, il s'est produit un étrange argument; si ces travaux n'ont pas été faits, c'est la faute du 4 septembre qui a désorganisé les ateliers. Il est, à vrai dire, impossible de citer un chiffre à l'appui de cette assertion, car le rapporteur de la commission chargé de rédiger un rapport sur le siége de Paris, déclare que la plupart des états manquent à dater du 4 septembre. Mais, un instant de réflexion suffit à montrer que le 4 septembre n'a rien à voir dans cette affaire.

Au moment où l'on s'est décidé à compléter nos fortifications, le siége de Paris était évident, et comme l'on ne pouvait prévoir le mouvement de l'armée sur Sedan, il fallait considérer l'investissement comme possible dès la fin d'août. Si le 4 septembre a donc désorganisé les ateliers, la faute n'en est-elle pas à ceux qui, du 8 au 31 août, n'ont pas su terminer les ouvrages? Comment, dans tous les manuels de fortification passagère, on nous apprend qu'en moins d'une heure, une division peut se couvrir; comment, nous avions l'exemple de la guerre de Crimée, de la guerre de Sécession, et il n'était pas possible, en vingt-cinq jours, de fortifier les deux ou trois points nécessaires, indispensables au nord et au

sud, de façon à en interdire l'approche à l'ennemi? Mais, au lieu de se borner à faire des ouvrages de campagne, susceptibles d'être perfectionnés, au lieu de courir au plus pressé, de se dire qu'au milieu de ces désastres effroyables, c'était folie que de compter sur l'avenir, on voulut faire des « grands forts. » Et non-seulement le 4 septembre « les grands forts » ne sont pas construits « mais l'ennemi accourt, on n'aura pas le temps de faire deux étages de feux, beaucoup de travaux commencés à cet effet seront *perdus ou même gênants.* » C'est le rapporteur, M. Chaper, qui écrit cette phrase significative. Bref, tout est à refaire, on modifie les plans, on se décide à construire des ouvrages de campagne. Que ne commençait-on par-là!

L'étranger nous a sévèrement jugés à ce point de vue.

Voilà dans quels termes s'exprime le *Mémorial de l'armée et de la marine allemandes* (Jahrbücher für die deutsche Armee und Marine) au sujet de la redoute de Châtillon :

« A première vue, on n'apercevait aucun motif de douter de l'habileté des constructeurs. Mais, bientôt le doute faisait place à la certitude contraire, quand on voyait que rien n'avait été prévu pour l'éventualité de la prise d'un ouvrage qui était pourtant la clef du front sud de Paris, et que les Français eux-mêmes ont considéré comme tel lors du second siége. Malgré son développement considérable, la redoute ne battait pas le terrain extérieur dans toutes les directions, et en dehors du fort proprement dit, il n'y avait ni ouvrage auxiliaire latéral, ni deuxième ligne de feux dans le sens du front; on n'avait pas même jugé utile d'ajouter des ailerons à l'extrémité des flancs, pour augmenter le développement des feux de front, et couvrir les communications.

« Mais, où donc étaient les forts? On retrouvait bien leur situation d'après le plan; mais on ne les apercevait pas de l'ouvrage même. On est tenté de croire que le projet de la redoute a été dessiné au fond des bureaux, par des gens incapables de lire une carte. Sans doute, on aura dit au dessinateur de couvrir la route de Chevreuse, et celui-ci l'a fait de la manière la plus simple, en traçant la lunette à cheval sur la route, sans voir qu'il restait de chaque côté sur le plateau un espace d'environ 300 pas, qui dérobait complétement l'ouvrage aux vues des forts. Il ne s'est pas inquiété de savoir si l'artillerie de ces forts serait en état de protéger ou de battre l'ouvrage sans voir qui l'occuperait, de l'assiégeant ou du défenseur. »

De son côté, le capitaine autrichien de Geldern, dont on peut d'autant moins discuter l'autorité, qu'elle a été affirmée à la tribune par le général de Chabaud-Latour, *doublement compétent,* écrit ces lignes :

« ... Dans l'hypothèse même d'un meilleur armement et d'une défense plus soutenue, cet ouvrage aurait succombé de bonne heure, par le seul fait de son site défectueux, et par suite de cette singulière tendance des ingénieurs militaires français à occuper les positions rentrantes plutôt que les points dominants. »

De tous les ouvrages entrepris avant l'investissement, deux seulement furent d'une réelle utilité à la défense. Les *Hautes-Bruyères* et le *Moulin-Saquet*, d'abord abandonnés, furent repris; les travaux furent complétés, et il fut possible de s'y maintenir jusqu'à la fin du siége.

Destruction des ponts. — En même temps que l'on s'occupait, avec plus ou moins d'activité, de fortifier les alentours de Paris, on ne négligeait pas de prescrire, — quelque cruelle que fût cette nécessité, — la destruction des ponts et couverts aux approches de la capitale. Un arrêté du gouverneur, en date du 27 août, ordonna la démolition des maisons aux abord

de l'enceinte. Les grandes routes furent dépavées et défoncées. Le 12 septembre, on fit sauter sur la haute Seine les ponts d'Ivry, de Ris et de Villeneuve-Saint-Georges; sur la Basse-Seine, ceux d'Argenteuil, de Bezons, de Chatou, de Bougival, du Pecq et de Maisons. Le 13 septembre, on détruisit les ponts de Corbeil, de Triel et de Meulan, sur la Seine; de Creil, sur l'Oise. Le 14, ce fut le tour de Conflans, de Poissy, de Pontoise, de l'Isle-Adam et de Fin-d'Oise; puis de Neuville, d'Auvers, de Beaumont, de Chennevières, de Gournay, de Joinville, de Clichy, d'Asnières, de Suresnes, de Saint-Cloud, de Sèvres, de Mantes et de Billancourt (1).

Malheureusement, ces sacrifices devaient, pour la plupart, être inutiles.

Le 10 septembre, le général Trochu voulut « incendier, à l'approche de l'ennemi, les forêts, bois et portions de bois qui pouvaient compromettre la défense. »

Mais cette mesure fut promptement reconnue impraticable.

Armement. — Dans les premiers jours d'août, les pièces nécessaires à l'armement des forts étaient à Paris : 549,000 kilogrammes de poudre à canon étaient disponibles; mais les munitions d'artillerie confectionnées manquaient. Quant à l'enceinte, elle avait son armement de sûreté (7 pièces par bastion) dans les forts; mais son armement de défense était en province.

Le 8, Paris est déclaré en état de siége; MM. Lalanne et Krantz, inspecteur général et ingénieur en chef des ponts et chaussées, apportent à l'artillerie et au génie le précieux concours de leurs subordonnés. On se met à l'œuvre aussitôt : embrasures, plate-formes, fascinages, transports, tout ce vaste travail s'exécute. Quatre jours plus tard, le 12, 525 pièces sont déjà en batterie sur les remparts, et 350 dans les forts. En même temps, de province affluent les canons, les projectiles, les poudres. La marine envoie 228 canons rayés de gros calibre, avec leurs affûts, leurs accessoires et 200 coups par pièce. Le 25 août, il y avait 1,700,000 kil. de poudre à Paris; la Manufacture de Tabacs était transformée en fabrique de cartouches, et l'industrie privée exécutait des projectiles de toute sorte.

Le 3 septembre, dans les forts de Paris et de Saint-Denis, 703 pièces de canon étaient en batterie. On avait emmagasiné dans ces forts 685,000 kilogr. de poudre; 652,000 projectiles creux; 283,000 projectiles pleins; 6,600,000 cartouches pour chassepot; 3 millions de boîtes à mitraille; 400,000 sacs à terre. Les pièces de 24 avaient 300 coups en moyenne. Dans Paris (en outre des forts), il existait 34 millions de cartouches modèle 1866, et on en fabriquait 130,000 par jour; on allait arriver à 250,000. On disposait de 32 millions de cartouches pour fusils à tabatière. Trois millions de kil. de poudre étaient en route ou sur wagons à Paris.

Le nombre des fusils sur lesquels pouvait compter la défense de Paris est difficile à préciser; les renseignements que nous avons pu recueillir à ce sujet sont très-incomplets. Un document que nous reproduirons plus loin évalue à 280,738 les fusils de tous modèles distribués à la garde nationale le 30 septembre. En outre, les 16 et 18 février 1871, il a été livré aux Allemands 153,000 chassepots provenant de l'armée de Paris. A ce dernier chiffre, il convient d'ajouter 20 à 25,000 chassepots pour les troupes qui n'ont pas été désarmées. On obtient donc ainsi 175,000 chassepots et environ 285,000 armes de divers modèles. Il est permis de croire que ce n'est là qu'un minimum inférieur à la réalité.

[illegible]mont. — *Histoire de la défense de Paris en* 1870-71.

Quant à l'artillerie de campagne, elle s'est élevée, pour l'armée, à 93 batteries, auxquelles il faut ajouter 16 batteries (mobiles) de marine, 15 batteries de garde mobile et 9 batteries de garde nationale : soit 133 batteries, ou 798 canons. 602 pièces de tout calibre ont été



LE GÉNÉRAL VINOY.

livrées aux Allemands par la capitulation, en dehors de l'important matériel resté à Paris, et qui devait si fatalement servir à la Commune.

SUBSISTANCES. — Le 8 août, M. Louvet, ministre du commerce, forma, pour s'occuper de l'approvisionnement de Paris, une commission composée de plusieurs sénateurs et députés

et d'un intendant militaire, M. Perrier. Le chiffre des approvisionnements devait être calculé à raison de quarante-cinq jours.

Le 9 août, M. Clément Duvernois remplaça M. Louvet au ministère, et donna des instructions plus larges. L'administration devait acheter en Angleterre et dans nos ports de mer tout ce qu'il serait possible de trouver pouvant servir à l'alimentation. Plusieurs de ces marchés ont été vivement critiqués. Nous n'avons pas à entrer dans ces détails; mais il n'est que juste de reconnaître l'activité déployée par M. Duvernois. Il semble cependant résulter d'un passage du livre si autorisé de M. Jacqmin (1) que ce n'est que tardivement que les chemins de fer ont été utilisés pour le transport du bétail : « La possibilité de l'investissement de Paris n'apparut que tardivement dans notre pays. Ce n'est que le 20 août que les chemins de fer reçurent du gouvernement une communication au sujet des transports à faire pour réunir, dans l'enceinte de Paris, un approvisionnement de bétail suffisant aux besoins de la consommation pendant un temps déterminé. »

Il n'a malheureusement pas été fait d'inventaire exact des approvisionnements réalisés par l'administration civile.

Le *Bulletin de la Municipalité de Paris* (Journal officiel de la Mairie centrale) indiquait, le 26 septembre, le stock des farines comme s'élevant à 457,000 quintaux. La consommation de chaque jour étant environ de 7,000 quintaux, on trouvait 64 jours. Fort heureusement, ces évaluations étaient de beaucoup au-dessous de la réalité. Il est, d'ailleurs, possible d'arriver au chiffre approximativement exact des approvisionnements de Paris en farine et en blé. La consommation *moyenne* pour la durée du siége a été de 6,500 quintaux. Après s'être élevée, pendant le premier mois, à 7,500, puis à 7,000, elle est arrivée au chiffre minimum de 6,000. En multipliant le chiffre de la consommation journalière par le nombre de jours, on arrive donc à reconstituer *approximativement* le chiffre de 900,000 quintaux, soit le double environ du total indiqué.

Les approvisionnements de l'armée ne sont pas compris.

Pour les bestiaux, le *Bulletin* accuse : 24,600 bœufs, 150,000 moutons et 6,000 porcs existant à Paris au 20 septembre. Ces chiffres représentent un peu plus de deux mois de vivres. Il faut ajouter 60,000 chevaux, environ, qui ont été consommés pendant la durée du siége.

Mais, tous ces renseignements, — les seuls que l'on puisse se procurer aujourd'hui encore, — sont forcément inexacts, puisqu'aucune statistique n'a été dressée. Il faut tenir compte, en outre, des denrées de toute sorte et des provisions considérables rassemblées par les particuliers.

II

TROUPES. — GARDE MOBILE. — Nous venons de dire quelques mots des fortifications, de l'armement, des munitions, des subsistances enfin; il nous reste à parler des troupes appelées à cette difficile mission de défendre la capitale contre l'envahisseur.

(1) *Les chemins de fer pendant la guerre.*

Le 4 septembre, Paris comptait exactement 8,747 marins, qui avaient demandé à être hargés de la défense des six forts de Romainville, Noisy, Rosny, Ivry, Bicêtre et Montouge; la garde de Paris, la gendarmerie municipale à pied et à cheval, les sergents de ille, environ 9,000 hommes. Le génie avait 1,700 hommes; l'artillerie, 4,500; mais 'étaient de jeunes soldats. Les gardes forestiers, les douaniers, au nombre de 3,000, i'étaient pas encore organisés.

Les troupes en formation comprenaient :

1° Le 14e corps d'armée, sous les ordres du général Renault : il ne comptait que ,000 hommes;

2° Les 18 bataillons de garde mobile de la Seine, dont l'effectif atteignait 3,500 hommes;

3° La garde nationale.

Le 18 septembre, les marins étaient au nombre de 14,000.

Les gendarmes, douaniers, gardes-forestiers, 10,000.

La cavalerie s'élevait à 4,000 hommes.

100,000 gardes mobiles de province étaient accourus.

Cet appel de la seule force qui existât alors en province, force relative, car les gardes nobiles manquaient absolument d'instruction militaire, et n'étaient ni organisés, ni quipés, ni entièrement armés, cet appel fut une faute qu'il était, d'ailleurs, bien difficile le ne pas commettre. Par cette simple mesure, on rendait presque impossible la défense iors de Paris, puisqu'on enlevait à la province les combattants qu'elle pouvait d'abord nettre en ligne. Enfin, — et ceci nous semble un reproche plus grave encore, — on conlamnait à l'inaction, à l'oisiveté, proche parente de l'émeute, la population de Paris, qu'il levenait difficile d'utiliser, toutes les armes à chargement rapide, tous les postes étant xcupés par la mobile.

N'aurait-on pu restreindre considérablement le chiffre des appels, et chercher dans la opulation même de Paris une force agissante? C'est là une question que l'on peut poser, nais qu'il serait téméraire de vouloir résoudre.

Pour terminer avec la garde mobile, il est nécessaire de dire ici quelques mots d'une nesure adoptée, quelques jours après le 4 septembre, par le gouvernement de la défense : 'élection des officiers. En principe, la mesure était incontestablement funeste; mais était-il raiment possible de l'éviter? La garde mobile de Paris comptait parmi ses officiers, MM. Piétri, Baroche, etc. M. Baroche a fait noblement son devoir, il est tombé en héros u Bourget; mais à ce moment, il n'était que le fils de l'ancien ministre de l'empire. Au our même où commençait la publication des papiers de la famille impériale, était-il ossible de conserver à la tête de la garde mobile de Paris, les hommes qui rappelaient de i près le régime tombé? Nous n'envisageons ici que la question de fait : pour qui se ouvient de la facilité avec laquelle les soupçons les plus absurdes étaient accueillis, il y vait là une impossibilité absolue. Nous ne citerons qu'un fait : une députation de la garde nobile et de la garde nationale se rendit auprès du gouverneur, pour l'informer que le ommandant Piétri venait de vendre le Mont-Valérien un million aux Prussiens. Cela était idicule, soit, mais supposons la nouvelle colportée dans les rangs, annoncée dans les clubs, ue serait-il arrivé? Il faut se souvenir que le mot *trahison* était alors dans toutes les ouches : dans ces conditions difficiles que faire? On accorda aux gardes mobiles le droit

de nommer leurs chefs, et comme cette faveur ne pouvait être concédée aux seuls mobiles de la Seine, on l'étendit à tous.

Toutes ces questions irritantes ne peuvent être jugées qu'au point de vue de l'époque; si l'on fait abstraction des circonstances, des difficultés, des impossibilités de toute nature, on aboutit à des conclusions très-logiques, sans doute, mais inadmissibles, au moment où la question a été posée.

Corps Vinoy. — En outre de ces éléments d'armée, Paris comptait, à partir du 7 au 8 septembre, l'ensemble du 13e corps (Vinoy), que nous avons laissé à Mézières, le 1er septembre et qu'il nous faut suivre dans sa retraite.

Le général Vinoy était arrivé à Mézières-Charleville le 30 août au soir. Les bruits les plus alarmants circulaient : on parlait d'une bataille livrée dans les environs de Beaumont, mais le résultat n'était pas connu. Le commandant du 13e corps envoya aussitôt à Sedan un de ses aides-de-camp, le capitaine de Sesmaisons, pour informer l'Empereur et le maréchal de Mac-Mahon de son arrivée, et demander des instructions. Le maréchal et l'Empereur prescrivirent au 13e corps de se concentrer sous Mézières, et d'attendre la venue prochaine de l'armée qui allait battre en retraite dans cette direction. A deux heures de l'après-midi, le 31, le capitaine de Sesmaisons était de retour à Mézières.

Cependant, le général Vinoy, justement inquiet, avait envoyé deux reconnaissances du 42e et du 35e de ligne vers Poix et Flize. A mi-chemin, entre Yvernaumont et Poix, le bataillon du 42e se heurta à des uhlans et à des cuirassiers. Au bruit de la fusillade, les Allemands firent descendre une batterie d'artillerie du Briolon, plateau non boisé, d'où l'on domine la vallée de la Vence. Les Français purent se dérober dans les bois, et gagner Mézières vers le soir. Nous n'avions eu que quatre hommes tués, parmi lesquels un officier, et une quinzaine de blessés.

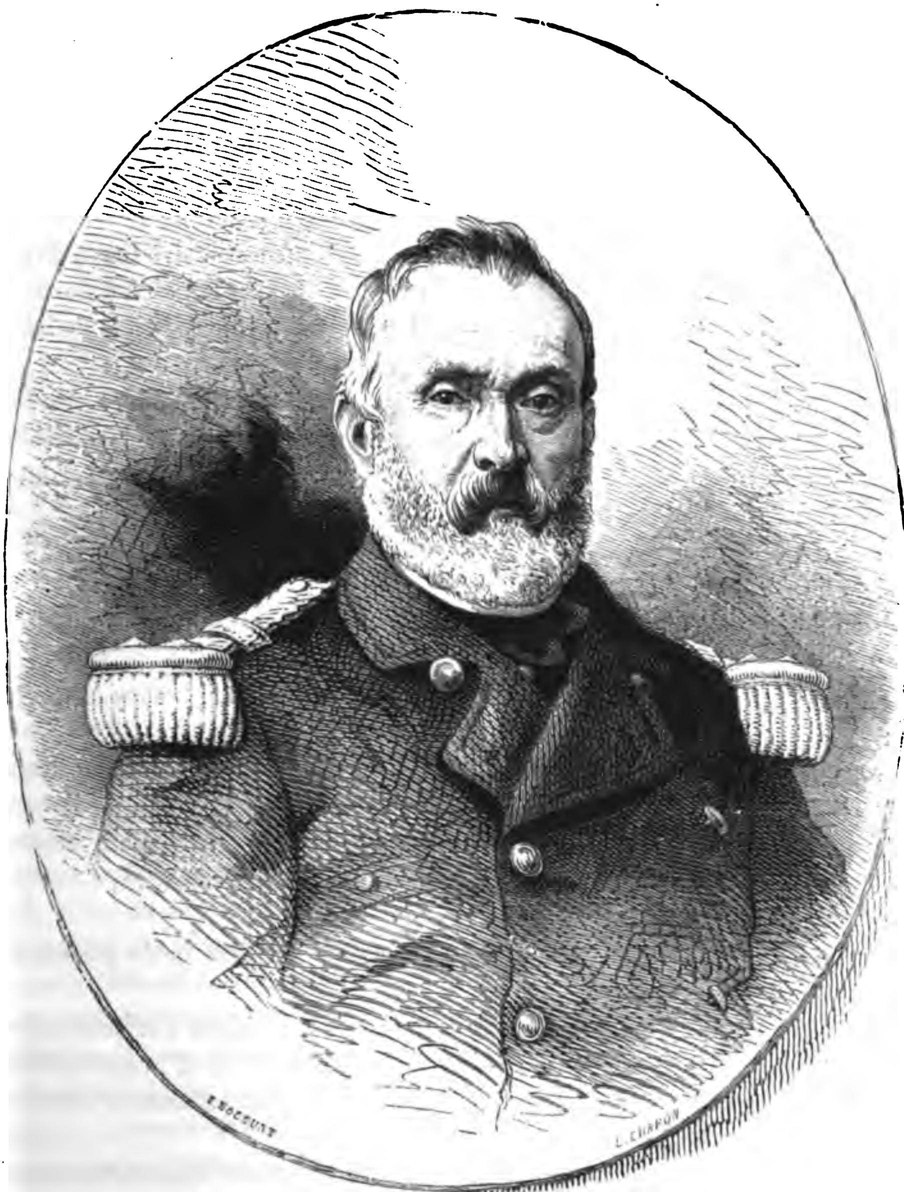
Le bataillon du 35e, envoyé à Flize, était occupé à détruire le pont suspendu qui se trouve dans ce village, lorsque quelques uhlans se montrèrent. Ils furent reçus à coups de fusil. Mais, derrière eux, apparurent de fortes colonnes allemandes. Le colonel La Mariouse fit aussitôt battre en retraite, et le détachement fut recueilli par la brigade Guilhem, qui s'était avancée avec du canon.

L'ennemi était donc proche. Le général Vinoy fit rabattre sur Mézières tous ses détachements. Dans la nuit du 31 au 1er, il reçut par le chemin de fer l'artillerie de réserve, ainsi que la brigade Susbielle.

Dès le matin du 31, le bruit du canon annonça la bataille de Sedan. Les troupes prirent les armes, pour se porter en avant; mais les nouvelles reçues prouvèrent qu'il ne fallait pas songer à rejoindre l'armée. Bientôt, le flot des fuyards déboucha par toutes les routes. Près de 10,000 hommes gagnèrent ainsi Mézières. Le général Vinoy télégraphia aussitôt au ministre de la guerre, pour demander à battre en retraite, et, sur l'autorisation qui lui fut accordée, il se hâta de quitter la ville, et de se dérober par une marche de nuit.

Les fuyards de l'armée de Sedan, étant moins aptes à résister à une attaque de l'ennemi, furent dirigés sur Avesnes. Des trois divisions du 13e corps, une seule, celle que commandait le général Blanchard, se trouvait à Mézières; celle du général d'Exea occupait Reims; la division Maud'huy enfin n'était pas encore arrivée. Le général Vinoy envoya l'ordre au général Maud'huy de rétrograder aussitôt sur Laon. A une heure et demie du matin, la division Blanchard quitta Mézières, et s'engagea sur la route qui conduit à Rethel. Aux envi-

is de Launois, nos hussards surprirent quelques uhlans, et, à un kilomètre de Saulces-
-Bois, l'arrière-garde eut affaire à plusieurs escadrons. Cette alerte ne fit que hâter la
rche, car un combat semblait d'autant moins possible que l'on manquait de munitions.



LE GÉNÉRAL CLÉMENT THOMAS.

une heure de l'après-midi, le 2 septembre, la colonne atteignit Novion-Porcien. La situa-
n était grave : le général Vinoy était informé qu'un corps prussien était venu prendre
ition sur les hauteurs d'Écly, à Inaumont, dans l'intention de disputer et intercepter le

passage à Château-Porcien. Dans ces conditions, et malgré la fatigue excessive des troupes, le commandant en chef ordonna une marche de nuit. A une heure du matin, la colonne reprit sa route, et arriva à Chaumont-Porcien. Au moment où les Français se disposaient à continuer, le village fut attaqué par l'avant-garde ennemie. Le camp fut levé aussitôt, et, tandis que les Allemands canonnaient les maisons, on se dirigea en toute hâte sur Seraincourt, puis sur Fraillicourt, où on fit halte.

A six heures et demie du soir enfin, le 3 septembre, la division Blanchard atteignit Montcornet. Le 4, la marche fut reprise dans la direction de Marle. Cette petite ville possédant un télégraphe, on put avoir des nouvelles : le général Vinoy apprit la désastreuse issue de la bataille de Sedan; il sut, en outre, que la division d'Exea avait quitté Reims le même jour et s'était rabattue sur Soissons par la voie ferrée. Une dépêche du général Maud'huy fit connaître, en même temps, que la seconde division du 13e corps était à Laon, où, suivant les instructions du général en chef, elle attendait la venue de la colonne Blanchard. Le chemin de fer entre Marle et Laon n'ayant pas encore été détruit, il fut possible de faire venir des vivres dont le besoin se faisait vivement sentir.

A partir de ce moment, la poursuite des Prussiens n'était plus à craindre. De Marle, le général Blanchard rabattit sur Laon. Le 5, le chemin de fer transporta la division Maud'huy; l'artillerie divisionnaire opéra sa retraite par Noyon (6 septembre), Pont-Saint-Maxence, 7, Luzarches, 8, Paris, 9.

Quant à la division Blanchard, elle fut embarquée à Tergnier le 6 au matin, et arriva à Paris dans la nuit du 6 au 7.

La division d'Exea était, le 8 septembre, réunie aux deux autres divisions du 13e corps dans la capitale.

Le 4 au matin, le général Palikao avait adressé au général Vinoy cette étrange dépêche :

« Ne vous serait-il pas possible de faire front, et de bousculer les colonnes de l'ennemi? »

Faire front, avec vingt-cinq mille hommes au plus, sans munitions, aux armées allemandes, alors que quelques heures de retard pouvaient tout compromettre, c'était bien là la stragégie qui nous avait conduits à Sedan!

En parlant du siége de Strasbourg, nous aurons à citer une dépêche du général Palikao plus singulière encore.

Le corps Vinoy, si heureusement préservé, comprenait 3 divisions d'infanterie, formées de bataillons de marche, à l'exception de deux régiments, les 35e et 42e, rappelés de Civita-Vecchia depuis nos premiers désastres, et qui devaient être bientôt connus à Paris sous le nom de la *brigade aux drapeaux*.

En tenant compte des divers éléments de résistance que nous venons d'énumérer, on arrive aux effectifs ci-après. Le tableau que nous reproduisons porte cet en-tête : SITUATION DE L'ARMÉE DE PARIS *le* 21 *octobre* 1870. C'est seulement à cette date, en effet, qu'il a été possible de se rendre un compte à peu près exact de l'ensemble des forces qui existaient dès le 18 septembre.

	OFFICIERS Présents.	OFFICIERS Absents.	OFFICIERS TOTAL.	TROUPE Présents.	TROUPE Absents.	TROUPE TOTAL.	EFFECTIF TOTAL	CHEVAUX.	
Etats-majors	360	»	360	175	»	175	535	535	
Services administratifs	393	3	396	5.930	523	6.453	6.849	»	
Gendarmerie	191	21	212	5.664	253	5.917	6 129	1.585	
Troupes de ligne. Infanterie	1.662	333	1.995	83.888	10.720	94.608	96.603	692	
Troupes de ligne. Cavalerie	226	20	246	3.375	651	4.026	4.272	3.769	
Troupes de ligne. Artillerie	287	13	300	13 979	2.078	16.057	16.357	8 406	
Troupes de ligne. Génie	48	1	49	2.207	213	2.420	2.469	357	
Troupes de ligne. Equipages milit	63	1	64	3 288	262	3.550	3.614	3.691	
Garde mobile. Infanterie	2.203	79	2.282	98.419	12.714	111 183	113.415	328	116.420
Garde mobile. Artillerie	56	1	57	2.570	378	2.948	3,005	6	
TOTAL	5,489	472	5.961	219.495	27.792	247.287	253.248	19,169	
Auxiliaires. Finances... Douaniers	51	1	52	2.683	67	2 750	2.802	»	8.940
Auxiliaires. Finances... Forestiers	43	4	47	909	82	991	1.038	6	
Auxiliaires. Marine... Fusiliers	75	1	76	3 232	87	3.319	3.395	»	
Auxiliaires. Marine... Artillerie	52	8	55	1.749	271	2.020	2.075	321	14.286
Auxiliaires. Marine... Marins	238	6	244	8 186	386	8.572	8.816	10	
Auxiliaires. Canonniers auxiliaires — volontaires	63	»	63	2,976	11	2,987	3.050	»	
TOTAL	522	15	537	19.735	904	20.639	21.176	337	
TOTAL GÉNÉRAL	6.011	487	6.498	239.230	28.696	267.926	274.424	19.506	

CORPS FRANCS — Dès le début de la guerre, un grand nombre de corps francs avaient été organisés. Dans la séance du 24 août, le général Palikao déclarait qu'il donnait à tous ces défenseurs improvisés, l'estampille du ministère de la guerre. L'investissement de Paris augmenta leur nombre à ce point que, le 11 octobre, une décision du gouverneur prescrivit une revue par un fonctionnaire de l'intendance, à l'effet de constater les effectifs. Il fut en outre spécifié par l'art. 5 « qu'il ne serait plus délivré aucune autorisation de lever des corps francs. »

La revue d'effectif fit reconnaître vingt corps francs ; malgré la décision première, douze autres furent ultérieurement autorisés. Ces chiffres ne s'appliquent qu'à l'infanterie, il faut y joindre 4 escadrons de cavaliers volontaires.

Quelques-uns de ces corps rendirent des services très-réels, les éclaireurs Franchetti, par exemple, ou les francs-tireurs de la presse, qui s'emparèrent du Bourget, à la fin d'octobre. Il n'y en avait pas moins là un abus très-réel. La discipline de ces soldats volontaires laissait parfois à désirer, et leur action, indépendante le plus souvent du commandement, aurait pu entraîner de graves inconvénients, qui se produisirent, d'ailleurs, beaucoup moins à Paris qu'en province, à cause de la concentration des troupes.

Nous n'avons pas compté dans les corps francs, le *génie volontaire,* les *bataillons auxiliaires du génie,* les *ouvriers auxiliaires du génie,* le *bataillon de mineurs auxiliaires du génie.* Plusieurs de ces corps apportèrent un précieux concours au génie de l'armée.

Dans cette énumération rapide des moyens de défense et des forces dont disposait Paris,

il nous faut encore comprendre la flottille de la Seine qui se composait de 27 canonnières ou batteries flottantes, avec un armement de 33 bouches à feu de 14 à 24. Le personnel d'officiers composé de 20 lieutenants de vaisseau était placé sous les ordres du capitaine de vaisseau Thomasset. Dans le courant d'octobre, on désarma plusieurs bâtiments : 15 furent seulement conservés, et firent jusqu'à la fin du siége un service très-actif.

Garde nationale. Il nous reste à parler de la garde nationale.

Le 6 septembre parut au *Journal Officiel* un décret portant qu'aux 60 bataillons anciens de la garde nationale, seraient adjoints 60 bataillons nouveaux d'un effectif de 1,500 hommes. Mais, il fut impossible de s'en tenir aux termes de cette décision. L'ennemi arrivait ; dans quelques jours, il allait assiéger la capitale, tenter sans doute un coup de force. Chacun réclamait à la mairie son inscription immédiate, chacun demandait un fusil. Dès la premièr heure, les maires furent débordés, ils ne purent diriger ce courant, et se virent forcé d'armer tout le monde, un peu au hasard. De là, un résultat fâcheux : certains bataillons n comptaient guère plus de 300 hommes (le 239e en avait 350) tandis que d'autres (le 116e pa exemple) étaient forts de plus de 2,500 hommes. En outre, grâce à cette précipitation, l modèle des armes n'était pas toujours identique. Rappelons que le 207e avait encore e janvier, 5 fusils différents. Enfin, des abus sérieux, notamment à propos de la question d l'habillement, ne devaient pas tarder à se produire.

Certes, tout cela était profondément regrettable : il eût mieux valu agir méthodiquement organiser sérieusement chaque bataillon, au fur et à mesure de sa formation. Mais était-i possible de résister à cet emportement patriotique de la population ?

L'Assemblée nationale a prescrit une enquête sur le 18 Mars, et la Commission, instituée par elle, a entendu de nombreux témoins qui ont longuement insisté sur les causes qui ou empêché la garde nationale de rendre les services qu'on pouvait en attendre. Nous rés merons très-brièvement l'ensemble de ces dépositions intéressantes, mais il est deux poin sur lesquels nous croyons d'autant plus nécessaire d'insister qu'il n'en a pas été dit u seul mot dans l'enquête.

Nous avons déjà signalé le premier : c'est l'appel des 100,000 mobiles de province. Sans cette mesure, il aurait bien fallu chercher dans la population les éléments d'une armée, conduire à la caserne pour les dresser, puis devant l'ennemi les bataillons formés. L'Empire avait rendu une loi appelant au service tous les hommes de moins de 35 ans : cette loi eût été appliquée, si l'on n'avait eu plus d'hommes que l'on ne pouvait en armer.

On dira, peut-être, qu'avec son caractère turbulent, le Parisien se fût difficilement prêté à cette discipline salutaire, indispensable, sans laquelle il ne peut y avoir de soldats, on invoquera, sans doute, l'exemple de la garde mobile de la Seine, quelque peu frondeuse, mais brave après tout, nous le verrons plus loin. Il est bien évident qu'une action énergique était nécessaire pour conduire ces hommes, pour les organiser, pour les discipliner. Mais si, dès le premier jour, on reculait devant les difficultés de la tâche, si l'on trouvait le fardeau trop lourd, le problème de la défense insoluble : pourquoi avoir accepté cette mission ?

La garde nationale était prête à tous les sacrifices, elle se persuadait qu'en prenant le fusil, et en montant sa garde pacifique sur le rempart, elle sauvait la patrie. Bien peu, parmi les Parisiens, avaient de la situation une idée exacte : ils se figuraient que les Prussiens se trouvaient de l'autre côté du fossé, et ils réclamaient des cartouches, et ils n'avaient garde

d'oublier leurs fantastiques révolvers. Peu à peu, le doute vint, puis le rire : on n'alla plus seulement au bastion pour monter sa garde inutile, mais pour échapper à la monotonie de l'existence, pour chercher une distraction. Mais à qui la faute? Si, dès le premier jour, on avait mis cette foi à l'épreuve, si on avait cherché à utiliser cette force, au lieu de l'abandonner à l'inaction, à l'oisiveté, pourquoi n'aurait-on pas fait quelque chose de ces hommes ardents, dévoués, intelligents?

Nous arrivons ici au second point que nous signalions plus haut :

Le Corps législatif, après nos premiers désastres, s'était occupé de la garde nationale, et



LE GÉNÉRAL LE FLÔ,
Ministre de la guerre.

avait rendu une loi portant que les officiers élus dans chaque compagnie ne pourraient être choisis que parmi les anciens militaires.

L'application de cette loi devait avoir les plus déplorables effets.

La base fondamentale de la discipline, c'est le respect complet, absolu de l'inférieur pour le supérieur, respect qui provient uniquement de la valeur intellectuelle et morale de celui qui commande. Toujours et partout, si l'officier donne l'exemple de l'ordre, de la conduite, du sang-froid, s'il est brave au feu, il entraîne à sa suite ses soldats, il les rend disciplinés et respectueux ; de là cet axiome : les hommes valent ce que valent les chefs.

Dans ces bataillons de la garde nationale, il ne manquait pas d'hommes dévoués, éner-

giques, instruits, capables d'apprendre ce qu'ils ignoraient, assez sévères pour eux-mêmes pour avoir le droit de commander aux autres; mais, grâce au remplacement qui permettait aux classes aisées de ne pas passer sous les drapeaux, la plupart n'avaient pas servi. De là l'obligation pour eux de rester dans le rang.

Sous-lieutenants, lieutenants et capitaines furent choisis parmi les anciens soldats: avant de donner l'épaulette aux candidats, on ne s'occupa pas de savoir s'ils la méritaient, on ne demanda ni certificats ni preuves : strictement, on se conforma à la loi.

Cette mesure eut deux conséquences fâcheuses : les anciens soldats devenant officiers, le plus souvent, il ne fut pas possible de trouver des instructeurs. Ensuite, presque tous ces chefs improvisés manquèrent des qualités nécessaires pour commander. Ils auraient pu faire des cadres passables, ils devinrent de détestables officiers. Pour conduire cette troupe pleine de bonne volonté et d'entrain, il fallait des habitudes d'ordre, cette autorité qui s'impose si vite, lorsqu'elle a son point de départ dans la supériorité non de la position, mais de l'intelligence, autorité morale d'autant plus nécessaire qu'elle était en réalité la seule force que l'on pût invoquer, pour maintenir, ou plutôt pour faire naître l'esprit de discipline et de sacrifice dans cette foule où, quoi qu'on ait pu dire, les bons éléments étaient en immense majorité.

Nous ne saurions trop insister sur cet idée : elle est pour nous la raison vraie de tous les abus qui vont suivre.

Si des *désordres* de comptabilité pour la solde ou l'habillement se produisent; si la cantine occupe trop de place au rempart, c'est à cette cause, uniquement à elle, qu'il faut se reporter. Toutes les fois qu'à la tête de cette unité alors presque indépendante, *la compagnie,* il ne s'est pas trouvé une volonté ferme, une autorité morale réelle, l'indiscipline n'a pas tardé à se produire. Et malheureusement, la loi votée par le Corps législatif a le plus souvent amené de regrettables choix.

Si l'Internationale a pu arriver, vers la fin du siége, à exercer son autorité sur un grand nombre de bataillons, à constituer une fédération occulte dont la Commune nous a montré la force, c'est là qu'il faut en rechercher l'explication non pas unique, mais première.

Et, la propagande révolutionnaire a pu d'autant plus librement avoir cours, que les hommes d'ordre se tenaient plus à l'écart.

Lorsque les élections des officiers furent faites, le gouvernement de la Défense nationale institua des *conseils de famille* répartis dans chaque compagnie, mais dont les attributions étaient assez vagues. Quelques-uns virent là l'occasion d'exercer une influence salutaire : ils voulurent s'occuper de la gestion, des intérêts matériels; mais ils ne tardèrent pas à se trouver en conflit avec le capitaine, d'autant plus désireux de demeurer seul maître que sa capacité était moins grande. Le gouvernement fut obligé d'intervenir, et il donna tort aux conseils de famille, à ce que l'on appelait dédaigneusement l'élément civil.

Faut-il conclure de là que la garde nationale a promptement oublié ses élans de patriotisme des premiers jours? Non. Jusqu'au dernier moment, elle a été capable d'une action vigoureuse; mais, à mesure que nous nous éloignons du point de départ, la difficulté de faire des *soldats* devient plus grande.

L'ardeur est toujours la même, mais elle affecte des formes différentes. On pense bien encore, et sincèrement, à « mourir pour la patrie; » mais on le dit beaucoup, on le chante trop. Le devoir, qui ne recule devant aucun sacrifice, qui accepte toutes les privations, toutes

les misères, qui ne puise sa force qu'en lui-même, et trouve sa récompense dans la satisfaction intime de la conscience, le devoir, qui fait les nations viriles et les armées invincibles, le *devoir* s'accommode mal de cette légèreté, de ces jeux, de ces manifestations bruyantes, conséquences regrettables de l'inertie et du manque d'autorité des chefs.

Il était visible qu'avec ce système, on allait arriver à perdre une force qu'il y avait tout intérêt à employer. Aussi, dès le début, s'éleva-t-il de nombreuses protestations.

Lorsqu'elle demandait à marcher à l'ennemi, lorsqu'elle accusait le gouverneur de Paris de faiblesse, la garde nationale réagissait elle-même contre cet énervement de l'inaction; elle était sincère; elle comprenait que l'on ne forcerait pas les Prussiens à battre en retraite en montant la garde aux remparts, et en déposant des couronnes aux pieds de la statue de Strasbourg.

Pourquoi avoir repoussé ces offres, pourquoi ne pas avoir envoyé aux avant-postes ces bataillons qui demandaient à marcher; pourquoi, tout au moins, ne pas les avoir conduits à la caserne, cette première étape du champ de bataille?

On répondra que ceux-là qui parlaient le plus haut se montraient peu disposés à exposer leur vie. Mais, ce reproche banal, à force d'avoir été répété, est-il bien juste? Buzenval n'a-t-il pas montré la sincérité du patriotisme et du courage de cette population; et lorsque l'on peut citer des bataillons de Montrouge, par exemple, parmi ceux qui ont le plus bravement combattu, pourquoi invoquer cette raison mensongère et humiliante : *on ne voulait pas se battre;* pourquoi accuser de lâcheté ce peuple de Paris qui a été fort devant la faim, devant la maladie, devant le bombardement, et qui aurait manqué de cette seule vertu, si commune autrefois : le courage du champ de bataille?

Des actes de lâcheté ont été commis; mais il ne faut pas oublier ce détail qui nous a été révélé par l'enquête du 18 mars : « Lorsque ces fuyards rentrèrent dans leur propre quartier, ils furent *écharpés;* il fallut en emporter plusieurs à l'hôpital. » Il faut se souvenir qu'à Belleville, au club Favié, la conduite des tirailleurs a été hautement flétrie, aux applaudissements de la réunion.

Par-dessus tout enfin, il faut dire que, durant cinq mois de siége, on n'avait pas trouvé le moyen d'habituer au feu la plupart de ces bataillons qui ont montré à Buzenval, sinon la solidité et l'aplomb que l'on est en droit d'attendre de vieilles troupes, du moins le dévouement et le courage que l'on peut réclamer de soldats improvisés.

Plus loin, à propos du 31 octobre, nous aurons à revenir sur ce sujet, dont nous avons cru devoir dire un mot ici : avec les fautes, avec les désastres, la colère viendra; d'injustes accusations seront portées. La garde nationale aura conscience du temps perdu, et, comme elle ne s'en prendra pas à elle-même, elle attaquera le gouvernement. Idoles la veille, les chefs deviendront traîtres le lendemain.

« Quand la lutte, ajournée en vain, dit M. Chaper, fut devenue nécessaire, et qu'elle eut amené les échecs faciles à prévoir, la garde nationale s'en prit à ceux qui ne lui avaient jamais donné que des louanges. Convaincue qu'elle avait fait tout ce qui était nécessaire pour triompher, elle chercha au-dessus d'elle les causes de sa défaite, et elle accusa de l'avoir trahie ceux qui étaient seulement coupables de l'avoir flattée. »

Le 13 septembre, le général Trochu passa en revue les bataillons de la garde nationale qui, depuis la veille, avaient leurs postes assignés au rempart. 30 étaient déjà organisés. La nouvelle troupe avait mis le temps à profit pour commencer son éducation militaire.

« A mesure que se formaient les compagnies de gardes nationales, écrit le rapporteur de la commission, elles se hâtaient de s'exercer; et à ce sujet, nous constatons de nouveau, avec une satisfaction bien vive, l'ardeur et la persévérance de l'immense majorité pour l'exercice et les manœuvres, choses pénibles, longues, fatigantes. Pendant combien de semaines avons-nous vu tous les jours, du matin au soir, sur les places et les promenades, des troupes improvisées s'exerçant par la chaleur, par la pluie, par le froid. »

La situation de la garde nationale, au 30 septembre, nous est indiquée par le décret suivant du ministre de l'intérieur:

« Considérant qu'en exécution de l'arrêté ministériel du 6 septembre, il a été formé, outre les soixante bataillons anciens, cent quatre-vingt-quatorze nouveaux bataillons de la garde nationale, ce qui constitue un effectif total de deux cent cinquante bataillons;

« Considérant qu'il a été distribué jusqu'à ce jour 280,738 fusils, et que cette distribution ayant épuisé toutes les réserves d'armes disponibles, on est dans l'impossibilité de répondre à l'armement de nouveaux bataillons;

« Arrête:

« Toutes nouvelles inscriptions dans les bataillons déjà formés et toutes formations de nouveaux bataillons sont provisoirement suspendues. Un recensement sera effectué par les soins de l'état-major de la garde nationale; il sera soumis au ministre de l'Intérieur, qui statuera sur l'organisation et la destination des bataillons non armés.

« *Le ministre de l'intérieur,*

« L. Gambetta. »

Au 6 novembre, enfin, le nombre des bataillons atteignit 266; 22 d'entre eux n'étaient pas armés.

Jusqu'au 15 octobre, aucune mesure ne fut prise pour tenter de tirer parti de la garde nationale. A diverses reprises, on parla bien d'envoyer à tour de rôle les bataillons dans les forts; mais il ne fut donné aucune suite à cette idée. Au milieu d'octobre enfin, à la suite d'une lettre du général Trochu, un décret ordonna de former dans chaque bataillon une compagnie de volontaires. Quatre de ces compagnies devaient être réunies, et constituer un bataillon de guerre. La mesure n'obtint pas le succès espéré. Il est, il faut le dire, assez difficile de constater exactement les résultats obtenus. Le colonel de Montagut estime à 6,500 les engagés; M. Ferry porte ce chiffre à 20,000, et M. Jules Favre à 25,000.

A la suite de cette tentative, un nouveau décret prescrivit, le 8 novembre, la formation de bataillons de guerre. Cette fois, il ne s'agissait plus de recourir aux volontaires. « Les quatre compagnies actives de chaque bataillon devaient être fournies par les hommes valides des catégories ci-dessous, en suivant l'ordre des catégories, et en ne prenant dans l'une d'elles que lorsque la catégorie précédente aura été épuisée:

1° Volontaires de tout âge;

2° Célibataires ou veufs sans enfants, de 20 à 35 ans;

3° Célibataires ou veufs sans enfants, de 35 à 45 ans;

4° Hommes mariés ou pères de famille, de 20 à 35 ans. »

C'était là une disposition funeste qui prouvait de la part des membres du Gouvernement une connaissance très-imparfaite de l'état de la garde nationale.

Les soixante premiers bataillons, préexistant sous l'empire, ne se composaient q

d'hommes relativement âgés, mariés, pères de famille : pour parfaire le total de 400 hommes exigé par bataillon, il fallut épuiser les trois premières catégories, et recourir à la quatrième. Dans les nouveaux bataillons, au contraire, le nombre des jeunes gens était de beaucoup



L'AMIRAL FLEURIOT DE LANGLE.

plus considérable, aussi ne fut-il le plus souvent pas nécessaire de dépasser la seconde catégorie.

Pour ne citer qu'un exemple, le quartier de la Chaussée-d'Antin comprenait 3 bataillons, deux anciens, les 3ᵉ et 6ᵉ, un nouveau le 116ᵉ. Pour les deux premiers il fallut prendre des hommes mariés et pères de famille de 45 ans ; le 116ᵉ, au contraire, forma ses quatre compagnies de guerre en un jour avec des volontaires, de telle sorte que des jeunes gens de 25 à 30 ans ne furent pas appelés.

Cette inégalité était rendue plus choquante encore par ce fait que nous avons déjà signalé de la disproportion des bataillons, les uns ne comptant que 6 à 700 hommes, tandis que d'autres étaient forts de plus de 2,500 gardes.

Le décret du 3 novembre souleva donc de nombreuses et très-justes réclamations. On s'adressa au général Clément Thomas qui, depuis le 8 novembre, avait été nommé commandant en chef de la garde nationale, en remplacement du général Tamisier. Les journaux ne se firent pas faute de démontrer toute l'absurdité de cette mesure. La population tout entière réclamait l'application de la loi du 10 août, qui appelait à un service actif tous les hommes de 25 à 35 ans. Avec cette disposition, on pouvait obtenir le nombre de soldats nécessaires, sans atteindre des hommes que leur âge devait dispenser.

Ces réclamations furent vaines : le Gouvernement, reconnaissant l'erreur qu'il avait commise dès le premier jour en n'usant pas de la loi, redoutait maintenant, en l'appliquant, de désorganiser entièrement la garde nationale. Certains bataillons de nouvelle formation ne contenant, en effet, que des jeunes gens tombant sous le coup de la loi, il aurait fallu refondre entièrement les compagnies sédentaires pour arriver à équilibrer leur force.

Le 12 novembre, on put croire que le ministre se rendait aux observations qui lui avaient été présentées : il rappela, en effet, la teneur de la loi du 10 août, et prescrivit aux jeunes gens de 25 à 35 ans de se faire inscrire à leurs mairies; mais on ne tarda pas à voir qu'il n'y avait là qu'un moyen de hâter l'organisation des bataillons de marche. Le 14, en effet, le *Journal Officiel* publia la note suivante : « Les jeunes gens de 25 à 35 ans, et les gardes mobiles appelés sous les drapeaux, en exécution des décrets des 12 et 13 novembre courant, sont provisoirement autorisés à continuer leur service dans les compagnies de marche de la garde nationale sédentaire, ainsi que dans les corps-francs régulièrement reconnus, où ils sont déjà inscrits. »

Cette note produisit l'effet espéré: on s'empressa de se faire inscrire pour les compagnies de guerre. Le 22 novembre, sept bataillons étaient organisés; le 9 décembre, on en comptait 80. Malheureusement, trois mois avaient été à peu près perdus, et le temps allait manquer pour achever, en dehors du rempart et devant l'ennemi, l'éducation militaire de ces jeunes soldats.

Il parut bientôt nécessaire de lier ensemble ces nouveaux bataillons, afin de leur donner plus de cohésion. On les groupa donc, et l'on en forma des *régiments de Paris*... « Ces régiments avaient vraiment bonne tournure, dit un historien qui ne saurait être accusé de partialité envers la garde nationale (1). La grande capote seyait à merveille à ces soldats improvisés qui marchaient avec assez d'ensemble, et enlevaient vraiment le pas. Ces corps de troupes étaient commandés par des lieutenants-colonels dont quelques-uns se firent, pendant le siége, une réputation méritée d'intelligence et de bravoure. Citons MM. de Narcillac, de Crisenoy, de Brancion, Ibos, Langlois, enfin de Rochebrune, tué à cette bataille de Buzenval où les Prussiens firent grand éloge de nos nouvelles *troupes de ligne*. »

Pour terminer cette rapide étude sur l'organisation de la garde nationale, il nous reste à dire ce qu'elle a coûté : La commission d'enquête fixe le chiffre à 140 millions, mais ne fournit pas les éléments du calcul. L'énormité de cette somme est due principalement aux abus de toute nature qui se produisirent relativement à la solde. Le 12 septembre fut rendu

(1) Major de Sarrepont. — *Histoire de la Défense de Paris.*

un décret ainsi conçu : « Les gardes nationaux qui n'ont d'autres ressources que leur travail recevront, quand ils en feront la demande, une indemnité de 1 fr. 50 par jour. Le gouvernement est persuadé qu'aucun des défenseurs de la cité ne réclamera l'indemnité ci-dessus fixée qu'en cas de nécessité. » D'autres indemnités furent ultérieurement accordées aux femmes et aux enfants des gardes nationaux. Dans beaucoup de bataillons, on voulut, sous prétexte d'égalité, faire payer les trente sous aux riches comme aux pauvres, à condition que ceux qui n'étaient pas nécessiteux rendraient leur solde à la compagnie, au bénéfice des plus pauvres. De là des abus que l'absence de toute surveillance efficace rendait trop fréquents.

Nous venons de montrer l'importance des ressources militaires qui se trouvaient à la disposition du gouvernement de la défense nationale, au moment de l'investissement de Paris. Il nous faut maintenant rechercher quel parti en a été tiré, quelle organisation il a été possible de créer.

III

Par décision du comité de défense en date du 26 août, l'enceïnte avait été divisée en neuf commandements, dits *secteurs*.

Le 1er secteur s'étendait du bastion 1 (haute Seine), au bastion 11 inclus (route de Montreuil). — Commandant : général de Puligny; 27 bataillons (37,000 hommes) de la garde nationale étaient attachés à ce secteur.

2e secteur, dit de Belleville (du bastion 11 au bastion 24 inclus (route de Pantin). — général Callier, commandant 55 bataillons (75,000 hommes).

3e secteur, dit de la Villette, du bastion 24 au bastion 33 inclus (route de Saint-Denis). commandant : général de Montfort, puis général Clément Thomas, enfin vice-amiral Bosse, 37 bataillons (51,000 hommes).

4e secteur, dit de Montmartre, du bastion 33 au bastion 45 inclus (route d'Argenteuil). — commandant : contre-amiral Crosnier, 36 bataillons (52,000 hommes.)

5e secteur, dit des Ternes, du bastion 45 au bastion 54 inclus (avenue Uhrich). — commandant : général Ambert, puis contre-amiral du Quilio, 33 bataillons (42,000 hommes).

6e secteur (Passy). Du bastion 54 à la basse Seine (courtine 67-68). — Commandant : amiral Fleuriot de Langle. 12 bataillons (18,000 hommes).

7e secteur (Vaugirard). De la courtine 67-68 au bastion 76 inclus (route de Vanves). — Commandant : amiral de Montaignac. 15 bataillons (22,000 hommes).

8e secteur (Montparnasse). Du bastion 76 au bastion 86 inclus (entrée de la Bièvre). — Commandant : contre-amiral Méquet. 20 bataillons (26,000 hommes).

9e secteur (Gobelins). Du bastion 86 à la Seine (courtine 94-1). — Commandant : contre-amiral de Challié, 24 bataillons (33,000 hommes).

La garde nationale était chargée de la garde de l'enceinte; en cas de besoin, elle devai tre soutenue par la garde mobile et par l'armée.

Chaque jour, un certain nombre de bataillons étaient commandés : les uns se rendaien au rempart; les autres à un poste où ils restaient en réserve; quelques-uns enfin étaient de garde dans l'intérieur de la ville.

Ce système avait de nombreux avantages. Dès le premier jour, il indiquait à chaque homme le point qu'il avait à défendre.

En cas d'alerte, il n'était nécessaire que de battre le rappel dans les rues, pour faire comprendre à chacun que le devoir le réclamait à son poste. Malheureusement une part trop large était laissée à la volonté de chaque *soldat.*

Deux commandements d'artillerie furent créés : le 1er, rive droite (général Pelissier), fut formé des six premiers secteurs et des forts du nord avec le Mont-Valérien.

L'autre, rive gauche (général Réné), comprit les trois derniers secteurs, avec les forts du sud et de l'est.

Le génie fut primitivement partagé en trois circonscriptions, puis en cinq, par ordre du général Chabaud-Latour (8 janvier 1871).

Trois commandements supérieurs étaient établis en dehors de l'enceinte : le premier, comprenant la place de Saint-Denis, avec les forts du nord, était confié au général Berthaut, remplacé d'abord par le général Carrey de Bellemare, puis, après l'affaire du Bourget, par l'amiral la Roncière.

Le second commandement s'étendait sur les forts de l'est : il était exercé par le vice-amiral Saisset.

Le troisième (contre-amiral Pothuau) comprenait les forts du sud.

Chacun des forts avait, d'ailleurs, un commandant distinct dépendant du gouverneur de Paris.

Cette organisation, habilement conçue et présentant de très-réels avantages, avait cependant un défaut : elle manquait de simplicité. Il est permis de croire, d'ailleurs, que c'est avec intention que le général Trochu adopta ce système un peu compliqué qui, en disséminant également les responsabilités, gênait l'esprit d'initiative des divers commandants, et les obligeait à ne rien entreprendre, à ne rien faire sans l'assentiment du gouverneur.

Notre situation semblait indiquer une offensive constante; nous avions d'abord besoin d'aguerrir nos troupes improvisées : la garde nationale, la mobile, la ligne même, dans des combats de chaque jour.

A cette condition seulement, nous pouvions rapidement former une armée. Puis, il était indispensable de reconnaître, de gêner, de détruire les travaux de l'ennemi, travaux difficiles, impossibles même à exécuter en présence d'un adversaire infatigable.

Malheureusement, ce système ne prévalut pas : on se borna à une violente canonnade, assez inoffensive à cause de sa régularité.

N'eût-il pas semblé naturel chaque jour, chaque nuit même, de faire avancer au delà de l'enceinte quelques bataillons de garde nationale, de les placer comme réserve, tandis que la ligne, soutenue par la mobile, aurait poussé des reconnaissances en avant. La protection des forts, l'étendue du terrain occupé par l'ennemi, qui lui interdisait des concentrations rapides, rendaient sans danger ces tentatives, qu'il eût fallu multiplier pour donner aux

défenseurs de Paris un peu d'aplomb, et pour garder libre la route que nous comptions prendre au moment de la sortie.

Malheureusement, les divers commandants n'avaient pas le pouvoir d'agir. Paralysés sans doute, par les instructions du gouverneur, ils ne s'occupèrent pas suffisamment d'engager, d'aguerrir leurs soldats, et les troupes ne furent que rarement conduites au feu.

La garde mobile avait commencé à être enrégimentée dès le 18 juillet : les bataillons de la Seine formaient les 6 premiers régiments ; les trois bataillons du Tarn composèrent le 7e, et ainsi de suite.

Avant d'être envoyée aux avant-postes, la garde mobile fut répartie dans Paris en quatre



LE GÉNÉRAL GUIOD.

groupes, comprenant chacun un certain nombre d'arrondissements. Ces quatre groupes étaient commandés par les généraux de Liniers, de Beaufort d'Hautpoul, Berthaut et Corréard.

L'armée proprement dite ne comptait au début, que deux corps : les 13e et 14e, placés sous les ordres des généraux Vinoy et Renault. Ces deux corps, précipitamment rassemblés après nos premiers désastres, n'étaient composés, nous l'avons précédemment dit, que de régiments de marche, à l'exception des 35e et 42e. En dehors de ces deux corps, il y avait, à Paris, un certain nombre de soldats échappés de Sedan et quelques dépôts, avec lesquels il fut possible de créer de nouveaux régiments, le 37e de marche par exemple, formé de compagnies disséminées de 5 régiments de ligne et de 3 bataillons de chasseurs à pied. L'appel de la classe 1870 (13 novembre), fournit environ 3,500 hommes.

Un décret du gouverneur de Paris, en date du 16 septembre, plaça les 13e et 14e corps sous les ordres du général Ducrot. Nous aurons à en parler plus loin.

Cet état de choses fut maintenu jusqu'au 6 novembre. A cette date, trois armées distinctes furent organisées. Nous indiquons sommairement leur composition, à laquelle il est nécessaire de se reporter pour comprendre les événements militaires accomplis autour de Paris.

Première armée. — Commandant en chef : général Clément Thomas. 266 bataillons de la garde nationale, la légion de cavalerie et la légion d'artillerie.

Deuxième armée. — Commandant en chef : général Ducrot. Trois corps d'armée et une division de cavalerie.

1er *corps*. — Général Blanchard.

1re division : de Malroy (brigades Martinot et Paturel). — 2e division : de Maud'huy (brigades Valentin et Blaise). — 3e division : Blanchard (brigades Comte et de la Mariouse).

2e *corps*. — Général Renault.

1re division : Susbielle (brigades Bouvet et Lecomte. — 2e division : Berthaut (brigades Bocher et Boutier. — 3e division : de Maussion (brigades Courty et Avril de Lenclos).

3e *corps*. — Général d'Exea.

1re division : de Bellemare (brigades Fournès et Colonieu). — 2e division : Mattat (brigades Faron et Daudel).

Division de cavalerie : de Champéron (brigades de Gerbrois et Cousin).

Chaque division avait trois batteries, chaque corps avait une réserve d'artillerie (1er corps, 7 batteries, 2e, 8, 3e 6.) La réserve générale de la deuxième armée, comprenait quatre batteries de 8 et sept de 12.

Troisième armée. — Général Trochu, puis général Vinoy, à dater du 8 novembre.

1re Division (Soumain), brigade Dargentolle et la Charrière. — 2e Division (La Roncière). 3 brigades (Lavoignet, Hanrion et Lamotte-Tenet). — 3e Division (de Liniers), brigades de Camas et de Chamberet. — 4e Division (De Beaufort) brigades Dumoulin et D'André. — 5e Division (Corréard), brigades Champion et Porion. — 6e Division (D'Hugues) brigades De Bray et Bro. — 7e Division (Pothuau), brigades Le Mains et Salmon. — Cavalerie : brigades de Bernis et Blondel.

(*A dater du* 8 *novembre, la* 3e *armée fut réduite à six divisions. La division de l'amiral La Roncière, étant spécialement chargée de la défense de Saint-Denis*).

De ces trois armées, la 2e comprenait toutes les forces à peu près organisées, c'est sur elle que reposait la défense active.

Après la bataille de Champigny, cette organisation fut ainsi modifiée :

Deuxième armée. — Général Ducrot, 1er *corps* (général de Maussion). — 1re Division (Susbielle), brigades Ragon (115e et 116e) et Lecomte (117e et 118e). Deux batteries de 4, une batterie de 7, une batterie de mitrailleuses.

2e Division (Berthaut), brigades Bocher (119e et 120e) et du Miribel (3 bataillons mobiles Loiret et 3 de la Seine-Inférieure).

Deux batteries de 4, une de 12, une de mitrailleuses.

3e Division (Courty), brigades Avril de Lenclos (123e et 124e) et Pistouley (125e et 126e). Trois batteries de 4, une de mitrailleuses.

La réserve d'artillerie du 1er corps comprenait ; deux batteries de 4, deux de 7 et quatre de 12,

2ᵉ *corps* (général d'Exea), 1ʳᵉ division (De Bellemare), brigade Fournès (4ᵉ zouaves et régiment de mobiles de Seine-et-Marne) et Colonieu (136ᵉ et régiment de mobiles du Morbihan).

Deux batteries de 4, une de 12 et une de mitrailleuses.

2ᵉ Division (Mattat), 3 brigades, Bonnet (105ᵉ et 106ᵉ) Daudel (107ᵉ et 108ᵉ), Reille (4 bataillons de mobiles, Tarn et Seine-Inférieure).

Trois batteries de 4, une de mitrailleuses.

La réserve d'artillerie du 2ᵉ *corps* comptait 5 batteries de 12.

Corps de réserve. — (Général Faron), 3 brigades, Comte (113ᵉ et 114ᵉ), la Mariouse (35ᵉ et 42ᵉ) Lespeau (121ᵉ et 122ᵉ). Il comprenait, en outre, un groupe de mobiles de Seine-et-Oise. — Deux batteries de 4, une de 12, une de mitrailleuses. Sa réserve d'artillerie était formée de quatre batteries de 12.

Réserve générale de la 2ᵉ armée : deux batteries de 7, trois de 8, cinq de 12, une de mitrailleuses.

La division de cavalerie (de Champéron), brigades de Gerbrois (1ᵉʳ et 2ᵉ dragons de marche), Cousin (1ᵉʳ et 9ᵉ chasseurs) auxquels s'adjoignait le 1ᵉʳ régiment de gendarmerie à cheval.

A la même date du 5 décembre, la 3ᵉ armée (général Vinoy), fut divisée en deux corps. Le 1ᵉʳ de la *Rive gauche* (général Blanchard), était formé des trois divisions Corréard, de Maud'huy et Pothuau.

Le 2ᵉ de la *Rive droite* se composait des quatre divisions de Malroy, de Liniers, de Beaufort-d'Hautpoul et d'Hugues.

En dehors de ces troupes, le corps d'armée spécial à Saint-Denis comprenait 3 brigades.

IV

Le 9 septembre, un décret institua une commission d'armement, chargée de la difficile mission d'acheter à l'étranger les armes qui nous manquaient, et de modifier, de réparer aussi promptement que possible, celles qui se trouvaient dans les arsenaux. La nouvelle commission se scinda en deux sous-commissions. L'une partit pour Tours, afin de s'occuper de l'armement de la province, nous la retrouverons plus tard. L'autre demeura à Pariss, et fut attachée au ministère des travaux publics. L'investissement rendant impossible toute communication avec l'extérieur, il fallut se borner à la réparation des armes. Un atelier fut créé au Louvre : les administrations de chemins de fer offrant leur concours, on parvint bientôt à étendre ce service, de façon à répondre à toutes les exigences de la situation. Pour donner une idée des obstacles qu'il fallut surmonter, nous ne citerons qu'un seul fait.

Les gardes nationaux réclamaient chaque jour des armes à tir rapide, et l'on ne pouvait songer à mettre en présence de l'ennemi des bataillons armés de fusils à percussion. Le

ministre des travaux publics, M. Dorian, chercha donc à transformer les fusils à percussion en fusils à tabatière, et à fabriquer des chassepots. Malheureusement, la matière première manquait, il ne se trouvait pas d'acier à Paris. Une des nombreuses commissions scientifiques instituées au Conservatoire des Arts-et-Métiers arriva à faire une composition de bronze qui donna les meilleurs résultats. Un fabricant de machines à coudre se chargea du travail, et parvint à mettre très-rapidement en état 50,000 armes. « Ces fusils, dit M. Dorian dans son intéressante déposition, se sont faits à des conditions de revient peu différentes du prix normal. » Pour les chassepots, les essais furent moins heureux, on réussit cependant à faire de l'acier présentant les conditions nécessaires, mais les expériences demandèrent beaucoup de temps, et elles n'aboutirent utilement qu'à la fin du siége.

Les canons furent la principale préoccupation du gouvernement de la défense nationale : l'artillerie allemande avait prouvé son incontestable supériorité sur nos pièces de 4. Pressé par la nécessité, plus encore peut-être encore par l'opinion publique qui, sans se rendre compte des difficultés de cette tâche, demandait, exigeait des canons se chargeant par la culasse, le ministre des travaux publics se mit à l'œuvre, aidé du commandant de Reffye, du capitaine Pothier, et d'un ingénieur des chemins de fer M. Villeneuve.

Il fallut refaire tous les calculs de construction : on arriva assez promptement à fondre et à tourner les pièces.. Une commission d'artillerie était instituée au ministère pour examiner les pièces que recevait définitivement le comité de Saint-Thomas d'Aquin. Les premières expériences de tir faites à Montrouge donnèrent des résultats inespérés et causèrent dans la population une joie profonde. Des souscriptions publiques avaient été organisées pour aider à la fabrication. En réalité, « on donnait 5,000 francs, lorsqu'il en fallait 40,000 pour payer tout (1). »

Les mitrailleuses ne furent pas oubliées : on parvint à retrouver un modèle à Meudon qui servit à l'usine Cail. On fabriqua également des mitrailleuses Gattling, mais il fallut beaucoup de temps pour obtenir la livraison des pièces.

La poudre ne manquait pas : une commission présidée par M. Saint-Claire Deville tirait le salpêtre des vieux plâtras : on arriva promptement à pourvoir à tous les besoins, puis à les dépasser.

Des wagons furent blindés et reçurent des canons de quatorze et seize centimètres. Ces wagons étaient mis en mouvement à l'aide d'une chaîne sans fin, et à la vitesse de sept à huit kilomètres à l'heure par des locomobiles que protégeait une cuirasse en plaques de tôle de cinq à six centimètres, suffisantes pour résister aux pièces de campagne. Les wagons blindés ne rendirent pas les services espérés; ils furent utilisés cependant à Champigny et à Buzenval.

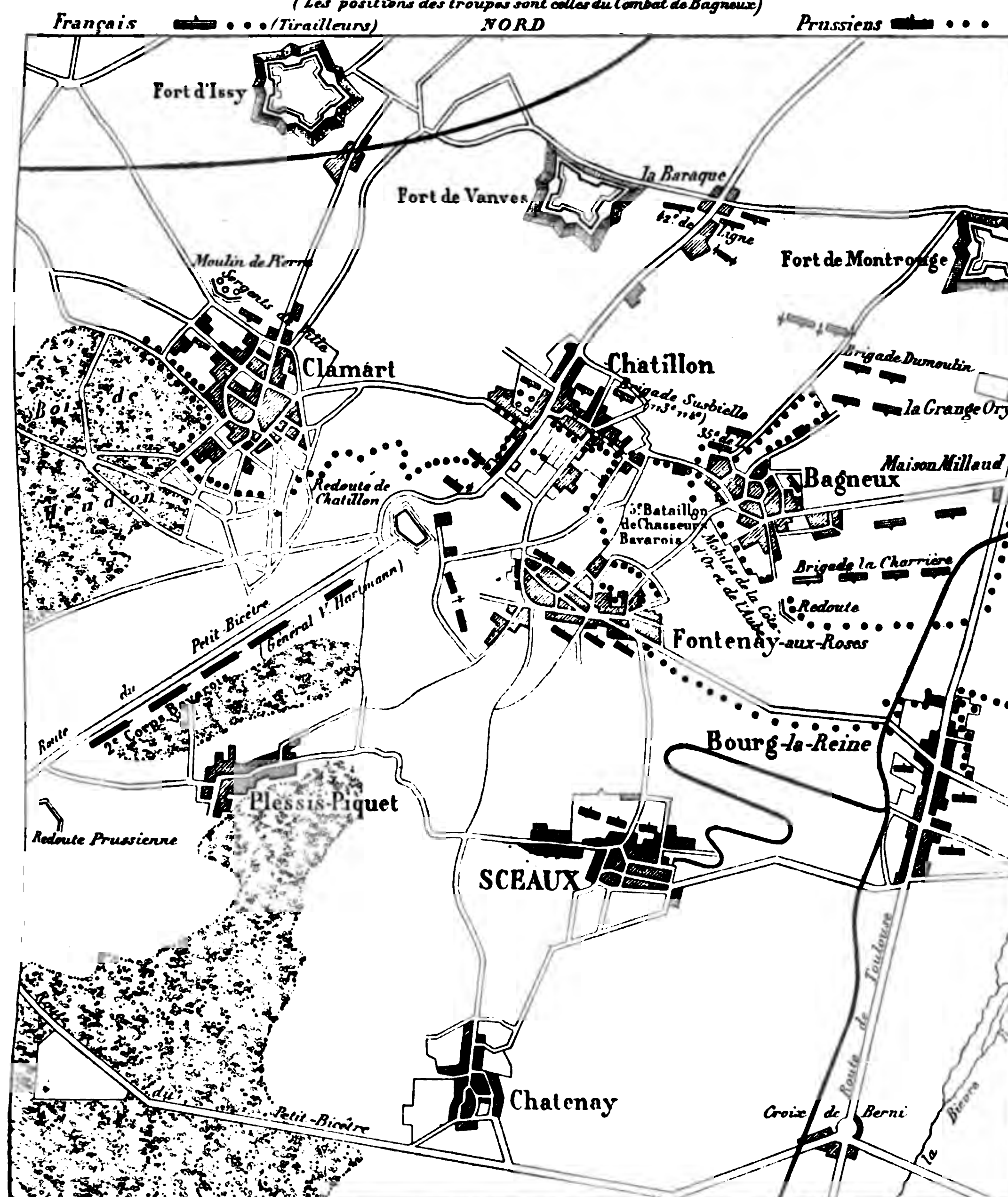
Par les ordres du général Chabaud-Latour, un chemin de fer circulaire fut construit autour de l'enceinte sur la route militaire. Il ne fut employé que pour le transport du matériel destiné à établir des abris pour la garde nationale. Les Prussiens s'étant toujours tenus à distance du rempart, ce chemin de fer ne put être d'un grand secours.

Nous devons dire encore quelques mots de la télégraphie, des ballons, des pigeons, de tous ces moyens de défense ou de communication qui suffiraient à attester les efforts tentés à Paris.

(1) Déposition de M. Dorian devant la commission d'enquête.

CHÂTILLON (19 Septembre) et BAGNEUX (13 Octobre 1870)

(Les positions des troupes sont celles du Combat de Bagneux)



Des observatoires destinés à suivre tous les mouvements de l'ennemi furent établis sur douze points différents — on n' avait pas tardé à renoncer aux ballons captifs qui donnèrent de mauvais résultats. Grâce aux renseignements transmis par ces observatoires, il fut promptement possible de déterminer avec une exactitude suffisante les positions occupées par l'ennemi. Des cartes spéciales des environs de Paris, dressées par le soin des ingénieurs de la marine, permirent d'inscrire les moindres travaux de l'assiégeant et fournirent aux canonniers des forts des points de repère fixes.

Dès le 26 août, les casernes et les forts étaient reliés par un fil télégraphique au quartier général du gouverneur. En même temps, des postes sémaphoriques mettaient les ouvrages avancés en communication directe avec l'enceinte. Des essais de télégraphie optique et de correspondance pyrotechnique donnèrent des résultats satisfaisants, mais seulement vers la fin du siége.

Une décision du comité de défense, en date du 18 septembre, portait que les forts seraient pourvus d'appareils électriques. La même mesure fut plus tard adoptée pour l'enceinte. Grâce à ces appareils, dont il fut fait un fréquent usage, une surprise de l'ennemi fut rendue impossible, le terrain autour des remparts et des forts pouvant être instantanément éclairé. L'électricité servit encore pour les torpilles, dont le service fut réglé par une instruction du général Chabaud-Latour, en date du 24 octobre.

Après avoir ainsi pourvu à toutes les exigences de la défense complétée par une commission de barricades, dont faisait partie M. Rochefort, et dont le résultat le plus certain fut il est vrai de gêner les mouvements et les concentrations des troupes, le gouvernement se préoccupa des moyens de communication avec la province. Le premier système employé fut l'immersion de câbles destinés à réunir Paris à deux points du territoire, l'un en amont, l'autre en aval : Joigny et Rouen par exemple. « Mais le 17 septembre, veille de l'investissement, il (le comité de défense) apprend que l'opération a complétement échoué en amont de Paris; qu'elle est, d'ailleurs, en voie d'achèvement vers l'aval. De ce côté non plus, malheureusement, la pose ne devait pas réussir (1). »

Nous ne pensons pas que cette dernière indication soit entièrement exacte; l'amiral Fourichon nous apprend, en effet, dans sa déposition, que les communications avec Paris ont existé jusqu'au 8 octobre. D'autre part, un procès jugé après la guerre a fourni quelques détails très-incomplets, desquels il semble résulter que, grâce à la trahison d'un pêcheur, les Prussiens ont pu découvrir et couper le câble, entre Argenteuil et Herblay, croyons-nous.

Cette ressource de la communication par eau venant à manquer, on eut recours aux ballons. 54 ballons montés partirent de Paris pendant le siége, emportant *deux millions cinq cent mille lettres*. Cet important service était dirigé par M. Hervé-Mangon, ingénieur des ponts et chaussées.

Mentionnons encore les pigeons, ces utiles auxiliaires de la défense. Quelques jours avant l'investissement, le préfet du Nord et le président de la Chambre de commerce de Lille avaient envoyé à Paris 900 pigeons voyageurs. Sur 200 emportés par les ballons, 73 seulement revinrent au colombier. Tous les télégrammes destinés à Paris étaient centralisés à Tours, condensés et typographiés, de façon à former une sorte de journal, photographiés

(1) Major de Sarrepont. — *Histoire de la défense de Paris.*

ensuite et expédiés par pigeons. Le premier numéro de cette nouvelle feuille arriva à Paris le 14 novembre. Dans l'espace de dix jours, la ville investie reçut 3,500 dépêches privées. Un arrêté du gouvernement de la Défense, en date du 10 novembre, réglementa ce service. Le prix de la dépêche était fixé à 50 centimes par mot. En outre, des cartes toutes préparées, par demandes et réponses, permettaient une correspondance simplifiée : elles coûtaient 1 franc.

Nous ne pousserons pas plus loin cette étude, qui exigerait des volumes; nous ne ferons que signaler les nombreuses commissions d'étude, à l'affût de nouvelles inventions, les projets de toute nature adressés au gouvernement, les essais ingénieux ou grotesques, les feux *grégeois, fénians* ou *lorrains,* les affiches exaltant un système de défense qui devait détruire les Prussiens en une nuit, les cuirasses merveilleuses, les eaux incomparables, les *poudres germanicides,* etc. Nous ne parlerons que du *doigt prussique,* qui a eu à Paris un réel succès d'hilarité. Le doigt prussique était réservé aux femmes jalouses de préserver leur honneur. A l'extrémité d'un doigt de gant se trouvait un petit récipient et une aiguille trempant dans quelques gouttes d'acide prussique. L'inventeur, M. Jules Allix, méconnu pendant le siége, devait trouver un meilleur accueil auprès des membres de la Commune, qui l'accueillirent parmi eux.

Paris enfiévré acceptait toutes ces promesses, croyait à ces merveilles comme aux projets de sortie préconisés dans tous les carrefours, vantés dans tous les postes.

Chacun avait un plan infaillible, breveté par le voisin, discuté par le bataillon.

Quelque importante que fût la solution de tous ces problèmes, il était une autre question, plus urgente encore peut-être : celle des vivres. Déjà, nous avons dit quelques mots de ce sujet; nous avons, d'après les documents officiels, apprécié quelle était l'importance des provisions réunies dans Paris. Mais, il nous reste à rechercher quels efforts ont été faits pour augmenter nos approvisionnements, ou tout au moins pour en régler et en diminuer la consommation.

C'est là, il faut le reconnaître, le côté faible de la défense de Paris. Au milieu des embarras de toute nature, des préoccupations de tout genre qui l'assaillaient, le gouvernement ne sut pas faire une part assez large à la question des vivres, qui n'allait pas tarder à prendre le pas sur toutes les autres.

Grâce à l'insuffisance des mesures adoptées, il fut impossible de dresser des états à peu près exacts, de savoir à quoi s'en tenir, — même approximativement, — sur la quantité de denrées, et, par conséquent, sur la durée de la résistance. On a dit, et, — si nos souvenirs sont précis, — le général Trochu a répété, que l'on manquait d'intendants, d'administrateurs, du personnel nécessaire enfin pour inventorier, classer ces immenses amas de provisions, pour mettre un peu d'ordre dans ce service si important. C'est là, de quelque part qu'elle vienne, une inadmissible raison.

Nous venons de voir Paris, la ville de l'industrie, du luxe, du plaisir, fabriquant des canons, transformant des fusils, ne reculant devant aucun obstacle, et l'on pourrait admettre que dans ce grand centre, si abondamment pourvu de maisons de banque, de chemins de fer, il ne s'est pas trouvé un personnel d'administrateurs suffisant pour venir à bout de ce problème, quelque compliqué qu'il fût!

Non, la raison véritable n'est pas là. Si l'on n'est pas arrivé à mettre un peu d'ordre dans ce chaos, si l'on ne s'est pas efforcé d'obtenir des renseignements plus précis

sur l'importance des approvisionnements, c'est qu'il a semblé tout d'abord absolument inutile d'être fixé à cet égard.

Un examen superficiel prouve qu'il y a au *minimum* pour deux mois de vivres. Dès lors, à quoi bon inventorier, classer, ordonner? Deux mois de résistance! c'est plus qu'il n'en faut : Paris ne tiendra pas deux mois. Le général Trochu a loyalement fait connaître son opinion sur ce point.

De là, la faute capitale, primordiale, celle qui doit, hélas! amener toutes les autres. A quoi bon organiser la garde nationale, risquer d'exciter le mécontentement, puisque le temps manque? A quoi bon enfin mettre de l'ordre dans l'administration des subsistances, puisque nous ne pourrons aller jusqu'au bout de nos vivres?

Après un mois ou deux la réflexion vint, les opinions se modifièrent. Impossible d'abord, la lutte sembla si bien possible, qu'on se fit vite à l'idée qu'elle ne devait plus prendre fin. Mais, il était trop tard pour réagir. Nous avons montré quels obstacles rencontra le gouvernement, lorsqu'au mois de novembre, il voulut utiliser la garde nationale; pour la question des vivres, l'impossibilité fut complète. Dès le premier jour de l'investissement, rien n'était plus simple que de rationner la population. Chacun eût applaudi à cette mesure qui eût prouvé de la part du gouvernement l'intention de prolonger la résistance; mais des engagements formels avaient été pris. « *On ne rationnera pas,* » avait dit et répété l'*Officiel.* Rationner, d'ailleurs, au mois de novembre, n'était-ce pas montrer avec quelle négligence avaient été conduites nos affaires? Quoi! nous allions être rationnés! Mais, alors, pourquoi ce gaspillage des premiers jours? Pourquoi l'avoine réquisitionnée, quand la farine ne l'était pas, ce qui entre les chevaux et les citoyens de Paris amenait cet étrange compromis: les premiers mangeaient notre pain, en attendant que nous nous nourrissions de leur avoine.

De cette faute première, deux conséquences : la durée de la résistance considérablement diminuée, — sans qu'il soit possible de préciser un chiffre à cet égard.

Puis, le gouvernement de Tours toujours incertain. Il faudra plus tard tenir compte de cette situation difficile, de cette ignorance absolue qui l'obligera à précipiter ses efforts pour arriver avant que Paris n'ait mangé son dernier morceau de pain.

« On nous annonçait, au mois d'octobre, qu'on n'avait de vivres que jusqu'au mois de novembre, dit M. Gambetta dans sa déposition; au mois de novembre, qu'on n'en avait que jusqu'au 15 décembre; au 15 décembre, qu'on périrait à la fin de l'année, et vous comprenez par là dans quelle situation ces doutes nous plaçaient au point de vue des opérations militaires; nous n'étions pas libres de nos mouvements. »

Organisateur remarquable, tacticien estimé, orateur incomparable, le général Trochu manquait de la qualité principale, celle qui peut quelquefois tenir lieu des autres, mais que toutes les autres ne peuvent remplacer : il n'avait pas la foi, cette foi sincère, absolue, complète, ridicule pour quelques-uns peut-être, mais qui peut seule sauver un peuple dans une situation désespérée. Ne croyant pas au résultat, il mesurait, marchandait l'effort, l'arrêtant quand il le jugeait à peu près suffisant. Il luttait pour l'honneur, et ne croyait pas nécessaire de prolonger le combat au delà du premier sang. A cette population enthousiaste, folle, avide de sacrifices, il rêvait d'imposer le minimum de privations.

De bonne foi, elle s'offrait tout entière pour l'action, et il s'excusait presque de l'envoyer

au rempart. Peu à peu cependant, au contact de cette foule ardente, le gouverneur de Paris sentit ses hésitations disparaître; il crut à la possibilité de la défense, au succès peut-être : il voulut agir; mais alors il était trop tard. La garde nationale n'était pas aguerrie, le pain allait manquer...

« Dans une situation extraordinaire, avait écrit Napoléon Ier, il faut une résolution extraordinaire; plus la résistance sera opiniâtre, plus on aura de chances d'être secouru ou de percer. Que de choses qui paraissent impossibles ont été accomplies par des hommes résolus n'ayant plus d'autres ressources que la mort! »

CHAPITRE XX

Marche des 3e et 4e armées allemandes sur Paris. — Tentative de la garde prussienne sur Montmédy. — La citadelle de Laon. — Investissement de Paris. — Plan du grand état-major Prussien. — Combat de Montmesly. — Combat de Châtillon. — Le terrain. — L'action. — Rentrée des troupes dans Paris. — Abandon des Hautes-Bruyères, du Moulin-Saquet, de Villejuif. — Reprise de ces ouvrages le 23 septembre. — Combats de Villejuif, l'Hay (30 septembre), Bagneux (13 octobre), la Malmaison (21 octobre).

I

Le 3 septembre, la marche sur Paris fut décidée : les 3e et 4e armées allemandes reçurent des instructions du grand quartier-général; le 1er bavarois et le 11e corps restaient à Sedan pour la garde et la conduite des prisonniers. La bataille ayant confondu les deux armées, il était prescrit aux troupes du Prince Royal de Prusse de se porter d'abord vers l'ouest, pour permettre au prince de Saxe de marcher sur Paris.

Les Français, ne possédant plus en rase campagne que le corps Vinoy, à la rencontre duquel s'avançait un corps allemand, les précautions des jours précédents devenaient moins nécessaires : les soldats étaient donc autorisés à s'établir en cantonnements.

Au moment même où les deux armées commençaient leur mouvement vers la capitale, la garde prussienne faisait une tentative pour enlever la place de Montmédy. La 2e brigade d'infanterie, 6 escadrons de cavalerie, 10 batteries, étaient placés sous les ordres du prince de Hohenlohe, commandant en chef l'artillerie de la garde. A dix heures et demie du matin, le 5 septembre, les Prussiens ouvrirent le feu. Leurs pièces avaient pris position sur les hauteurs qui se trouvent au nord-ouest et à l'ouest de Thoune-les-Prés et au nord de la place. Au bout d'une heure de bombardement, on somma le commandant français de se rendre. Aucune réponse n'arrivant, la canonnade reprit, puis fut arrêtée un peu après deux heures. Le prince de Hohenlohe, persuadé de l'inutilité de cette tentative, donna le signal de la retraite, qui s'opéra vers l'ouest.

Dès la veille, les 3e et 4e armées avaient commencé leur marche d'après les instructions suivantes :

« La 3e armée, qui a laissé deux corps à Sedan, et qui, aujourd'hui, a poussé vers Reims le 6e corps et la 6e division de cavalerie, se portera en avant avec le 5e corps, le 2e corps bavarois, la division wurtembergeoise, la 2e et la 4e division de cavalerie, de façon que son aile

droite s'avance par Rethel et Reims sur Dormans. Il faut que la queue ait débarrassé la ligne Montigny-Vendresse le 4 de ce mois, et la ligne Rethel-Attigny le 5. Sur l'ordre de S. A. R. le commandant en chef de la 3e armée, la 6e division de cavalerie se mettra en marche par Château-Porcien sur Laon, où elle attendra les ordres ultérieurs de S. A. R. le prince de Saxe, dont l'armée a commencé son mouvement, de telle sorte que les têtes de colonnes ne dépasseront pas, le 4, la ligne Malmy-Stonne, et, le 5, celle de Poix-le-Chêne.

« En conséquence, l'aile droite sera dirigée sur Laon; la gauche ne dépassera pas Attigny, Rethel, Château-Porcien, Noisy et Loevre. La queue devra avoir évacué pour le 8 de ce mois la ligne Poix-Attigny, afin que l'on puisse alors faire suivre les corps laissés à Sedan. L'aile droite de ces corps sera donc dirigée par Attigny. »

En terminant, le général de Moltke annonçait que des ordres seraient ultérieurement donnés pour la marche en avant sur la ligne Laon-Fresnes-Dormans et Sezanne.

Le mouvement s'exécuta suivant ces prescriptions. A partir du 6 septembre, la 5e division de cavalerie passa à l'armée de la Meuse, à laquelle elle avait primitivement appartenu. La division wurtembergeoise fut provisoirement laissée à Reims comme garnison.

Le 8 septembre, la 3e armée occupait Dormans avec le 6e corps, Épernay avec le 5e, et Châlons-sur-Marne avec le 2e bavarois, tandis que l'armée du prince de Saxe atteignait seulement la ligne Chaumont-Château-Porcien-Rethel. Il sembla donc nécessaire de diminuer les étapes que devaient parcourir les troupes du Prince Royal de Prusse, pour permettre au prince de Saxe d'arriver à hauteur.

La droite de la 3e armée devait, à partir de ce moment, marcher appuyée à la Marne, et la gauche de l'armée de la Meuse suivre la grande route de la rive droite.

Ce même jour, 8 septembre, la 6e division de cavalerie somma la citadelle de Laon; le lendemain, le général Theremin d'Hame qui commandait eut l'impardonnable faiblesse de se rendre sans combat, lorsqu'il vit la cavalerie appuyée par deux batteries et une compagnie d'infanterie.

A onze heures et demie du matin, l'état-major du prince Guillaume de Mecklembourg entrait dans la citadelle, lorsque le magasin à poudre fit explosion. La compagnie de chasseurs allemands, qui formait escorte, eut 50 morts et 45 blessés; les pertes des Français atteignaient 170 hommes. Le duc de Mecklembourg était atteint, et le général Theremin ne tarda pas à mourir des suites de ses blessures, « échappant ainsi à la flétrissure que n'eût pas manqué de lui attribuer le conseil d'enquête, » dit très-justement M. Wachter. Il fut impossible de découvrir l'auteur de la catastrophe. Les Allemands l'attribuent généralement à la négligence', et le capitaine Gœtze rappelle à ce propos l'explosion du magasin à poudre du fort Plappeville, qui se produisit en novembre 1871 dans des conditions analogues. Les habitants de Laon, au contraire, affirment que le feu a été mis par un brave garde d'artillerie, M. Henriot, indigné de la coupable faiblesse du général Théremin.

A la suite de cet accident, le grand quartier-général allemand prescrivit que, lors de la capitulation de toute place, les magasins à poudre seraient, à l'avenir, soigneusement visités par des détachements d'artillerie et de pionniers, et les fourneaux de mine recherchés avant l'entrée des troupes.

Le 15 septembre, les deux armées allemandes occupaient le terrain compris entre l'Oise et la Seine, leurs avant-gardes lancées à 45 kilomètres de Paris. Le 11e corps et les Bava-

rois, restés en arrière pour garder Sedan et le camp de la Misère, arrivaient à Reims et à Épernay. La division wurtembergeoise atteignait Château-Thierry. Le quartier-général du roi de Prusse avait successivement été transporté de Reims à Château-Thierry (14 septembre), puis à Meaux (15 septembre).

La marche s'était accomplie sans incidents notables. Les ponts, détruits avec une si grande profusion, n'avaient que très-peu retardé les Allemands; les pionniers avaient pu rapidement jeter les ponts nécessaires pour le passage; ils coupaient, en outre, à Lagny, les conduites d'eau qui alimentent Paris.

Le 4e corps avait seul arrêté son mouvement pour sommer la place de Soissons de se rendre. Le 14, la 7e division franchit l'Aisne sur un pont de bateaux pour procéder à une reconnaissance, qui ne tarda pas à démontrer que la place était mise à l'abri de toute escalade. Le commandant français refusant de se rendre, la 7e division se retira sans pousser plus loin sa tentative.

Les chefs d'état-major des deux armées étaient mandés, le 15 au matin, au quartier-général, pour recevoir les instructions les plus détaillées au sujet de la difficile opération qui consistait à investir Paris avec une armée qui ne dépassait pas 122,661 hommes d'infanterie, 24,325 cavaliers et 622 pièces de campagne.

Avec d'aussi faibles effectifs, il était impossible de rien tenter de sérieux contre une ville de deux millions d'âmes. Un coup de force vigoureusement mené par cette armée, qui venait de donner des preuves irrécusables de sa valeur, pouvait sans doute réussir; mais il pouvait aussi échouer. Cette dernière hypothèse était même la plus probable, si l'on réfléchissait que les forts avaient des garnisons éprouvées, des pièces bien pourvues. Triompher de ces fortifications, réduire, en une journée, avancées et remparts, certes, la tentation était forte; mais que de chances données au hasard! Il fallait s'aventurer dans un combat où un homme vaut presque un soldat; lutter contre l'écrasante supériorité du nombre; risquer le tout enfin, au moment même où cette population enfiévrée était le plus capable d'une résistance sérieuse.

Puis, que de raisons pour ne pas se laisser aller à l'action! Jusqu'ici, les armées allemandes n'avaient pas eu d'insuccès, tout au moins stratégiques; elles avaient vaincu et réduit les troupes de l'Empire. Quelle humiliation, si la défaite se trouvait sous les murs de la capitale, si la garde nationale de Paris était plus heureuse que les soldats de Wœrth, de Gravelotte et de Sedan! Un combat douteux rendait le siége presque impossible; il décourageait peut-être les Allemands, qui n'envisageaient pas sans terreur les suites de cette immense opération. La victoire, au contraire, exaltait la population de Paris, soulevait la France entière, décuplait les forces de la défense nationale, engageait enfin l'Europe à intervenir et à s'opposer à une cession de territoire.

Le plus sage était donc d'attendre, et de se borner à investir la place. D'ailleurs, si nulle émeute ne s'était encore produite, n'était-il pas permis d'espérer quelque révolte, — préparée ou non, — de nature à obliger le général Trochu à ouvrir les portes? Les Allemands ont toujours compté sur la venue de ce *moment psychologique,* et ils se sont parfois plaints de ne pas le voir arriver avec l'amertume d'hommes à qui l'on a manqué de parole.

Des calculs approximatifs permettaient de croire que la place n'était guère approvisionnée que pour six semaines, huit au plus. Il était clair, dès lors, que la résistance ne pouvait se

prolonger au delà de ce délai. Les gardes nationaux étaient absolument incapables de sortir et de lutter en rase campagne contre les troupes allemandes. Il fallait bien un mois, au minimum, pour exercer ces masses, et leur donner, sinon l'aplomb du soldat, du moins l'habitude de l'arme.



LE GÉNÉRAL DE MAUD'HUY.

En un mois, l'investissement de Paris pouvait déjà être assez resserré pour qu'il fût bien difficile de passer entre ses mailles. Le grand quartier-général allemand pouvait compter sur des renforts importants et prochains : le 11e corps et les Bavarois du 1er corps allaient arriver dans quelques jours.

En outre, la capitulation de Strasbourg ne pouvait tarder beaucoup à se produire ; elle

devait rendre disponible un important contingent. Puis, dans un avenir plus éloigné, l'armée de Metz ne pouvait manquer d'être réduite ; les 150,000 hommes du prince Charles permettraient alors d'envisager la question sous un tout autre aspect.

Il convenait, il est vrai, de se préoccuper de la province ; mais il était clair que l'on pouvait, de ce côté, compter sur quelque répit. La défense de Paris avait absorbé toutes les forces vives de la nation ; tous les hommes valides avaient été dirigés sur la place. La province ne pouvait donc faire un effort sérieux avant un mois ou deux.

De toute manière donc, le général de Moltke était conduit à attendre : le temps était son plus sûr allié. Il lui permettait de se fortifier et de rendre ses lignes inabordables à des soldats improvisés ; il allait lui amener, enfin, des renforts suffisants pour prendre l'offensive, si la faim ou la sédition n'avaient pas, d'ici là, obligé les Parisiens à capituler.

Avant de songer à engager sérieusement l'action, d'ailleurs, il fallait, de toute nécessité, être maître de la place de Toul, et pouvoir disposer de la ligne de l'Est, au moins jusqu'à Nanteuil-sur-Marne, afin d'amener un matériel de siége, pour lequel plus de 5,000 voitures à quatre roues étaient indispensables.

D'après toutes ces considérations, il importait d'assurer aux troupes allemandes des positions suffisantes pour rendre l'investissement effectif, et permettre de résister à une attaque qui, dans les premiers jours au moins, ne pouvait venir que de la place.

Les dispositions suivantes furent arrêtées (1) :

ARMÉE DE LA MEUSE. — La 6e division de cavalerie, à laquelle sera adjoint l'équipage de pont d'avant-garde, une partie de l'équipage de pont du 4e corps et le 4e bataillon de chasseurs, séjourne le 17 septembre à Beaumont et à Pontoise, marche le 18 sur Poissy, y jette un pont sur la Seine, pousse dans cette même journée du 18 son avant-garde sur la rive gauche, et prend position le 19 aux environs de Chevreuse, appuyant son aile gauche au chemin de fer de Versailles à Neauphle.

La 3e division de cavalerie se porte le 17 sur Monsoult, le 18 sur Pontoise et au sud-ouest de cette ville, et le 19 elle prend position entre Poissy et l'aile gauche de la 6e division de cavalerie.

Le 4e corps fait séjour le 17 à Nanteuil et aux environs, marche le 18 sur le Ménil-Amelot, le 19 sur Saint-Brice, et pousse le jour même ses avant-postes sur la ligne d'Argenteuil, qui sera occupée par une brigade (Deuil-Montmagny-Sarcelles).

La brigade de uhlans de la garde sera attachée au 4e corps d'armée, pour surveiller la Seine au dessous d'Argenteuil, et pour établir par Saint-Germain, si c'est possible, la communication avec la 5e division de cavalerie.

Le corps de la garde séjourne le 17 à Acy-en-Multien ; se porte le 18 sur Thieux ; le 19 sur Roissy, et établit ses avant-postes sur la ligne d'Arnouville, Garges, le Blanc-Mesnil, Aulnay-lès-Bondy.

Le 12e corps d'armée séjourne le 17 à Lizy-sur-Oise et aux environs, marche sur Claye le 18, et établit ses avant-postes le 19, sur la ligne Sevran, Livry, Clichy, Montfermeil, Chelles.

Le quartier général de l'armée de la Meuse se trouve le 17 à Crouy, le 18 à Saint-Soupplet, le 19 à Thieux.

(1) Blume. — *Opérations des armées allemandes.*

3e ARMÉE. — La 2e division de cavalerie franchit la Seine le 17 à Ris, Juvisy et Villeneuve, le 18 elle se dirige sur Saclay, jette quelques détachements sur la grande route de Paris et cherche à se mettre en communication à Chevreuse avec la cavalerie de l'armée de la Meuse.

Le 5e corps se porte le 17 aux environs de Villeneuve-Saint-Georges, passe la Seine le 18, et va jusqu'aux environs de Palaiseau-Bièvre; le 19, ce corps d'armée occupe Versailles, et pousse le plus tôt possible dans la matinée ses avant-postes vers Saint-Cloud et Sèvres, à peu près sur la ligne de la Seine, de Croissy jusqu'au parc de Meudon, son aile gauche se reliant au 4e corps prussien et son aile droite au 2e corps bavarois.

Le 2e corps bavarois franchit la Seine près de Corbeil et de Ris; le 17, il prend ses cantonnements sur la rive gauche, et le 18 il marche sur Lonjumeau, envoyant une brigade sur Montlhéry; le 19 au point du jour, ce corps s'avance vers Paris, dans la direction de Chatenay, et établit ses avant-postes sur la ligne du parc de Meudon jusqu'à la Bièvre près de l'Hay.

Le 6e corps d'armée se porte le 17 aux environs de Roïssy et d'Ozouer-la-Ferrières, et le 18 sur Villeneuve-Saint-Georges et Brunoy. Le 19, passage de la Seine; des avant-postes sont jetés dès le point du jour, si c'est possible, sur une ligne s'étendant de la Bièvre à l'Hay jusqu'à la Seine, sur laquelle Choisy-le-Roi sera fortement occupé par une avant-garde. Une brigade, avec deux escadrons et une batterie restera provisoirement sur la rive droite de la Seine, et placera des avant-postes entre la Marne et la Seine, vers Vincennes et le fort de Charenton.

La 4e division de cavalerie franchit la Seine, le 17 à Fontainebleau, éclaire le pays dans la direction de la Loire, et observe les forces ennemies qui doivent être en voie de formation derrière ce fleuve.

Le quartier général de la 3e armée s'établit le 17 à Chaumes, le 18 à Saint-Germain-lès-Corbeil, et le 19 probablement aux environs de Palaiseau.

Le 1er corps bavarois sera dirigé de manière à atteindre Montlhéry par Corbeil le 22; le 11e corps d'armée, de manière à passer par Meaux pour gagner le 22 également Boissy-Saint-Léger.

La division Wurtembergeoise reste encore provisoirement sous les ordres directs du grand quartier général (1); le 18 elle s'avancera dans la vallée de la Marne jusqu'à Lagny, à l'exception d'une brigade d'infanterie qui restera à Meaux jusqu'à la matinée du 19, époque où elle suivra le mouvement de la division.

L'investissement, sauf de légères modifications, fut exécuté dans les conditions prescrites. Les divisions de cavalerie chargées de prendre position à l'ouest de la place, ne purent franchir la Seine que le 20 : elles avaient été arrêtées à Pontoise par l'Oise. Le passage de cette rivière accompli le 19 à midi, il fallut replier le pont pour le transporter sur la Seine à Triel à 11 kilomètres au sud-ouest de Pontoise. Le pont sur la Seine fut achevé le 20 à 3 heures du matin, et la cavalerie le traversa au point du jour.

La 3e armée passa à Villeneuve-Saint-Georges et à Corbeil, où trois ponts furent jetés dans les journées des 17 et 18.

(1) Nous avons dit précédemment que la division Wurtembergeoise avait été provisoirement laissée en arrière pour former la garnison de Reims. Elle avait, à ce moment, été placée sous les ordres directs du grand quartier général.

Des trois corps qui composaient la 3e armée, un seul, le 5e eut à livrer divers combats. Par ordre du général de Kirchbach, une colonne d'avant-garde commandée par le colonel von Bothmer fut chargée de reconnaître le terrain. Vers une heure de l'après-midi, le 17, des bataillons prussiens des 58e et 59e régiments furent attaqués, au moment où ils se dirigeaient de Valenton vers le moulin de la Tour. En même temps, les patrouilles de cavalerie allemandes étaient chassées par un escadron de hussards. Nos troupes avaient pris position sur le Mont-Mesly; elles étaient soutenues par une batterie.

L'ennemi fit aussitôt avancer quelques pièces, et le combat se poursuivit entre Mesly et Bonneuil jusqu'à trois heures et demie. Les 10 compagnies engagées par les Prussiens avaient eu 62 hommes hors de combat; nos pertes étaient un peu moindres, ce qu'explique l'avantage de la position.

Le lendemain 18, le 5e corps effectua son passage, il dirigea la 9e division sur Bièvre et la 10e sur Palaiseau. L'avant-garde de la 9e division était arrivée au nord de Bièvre vers midi et demi, lorsqu'elle fut accueillie par des coups de feu partant des bois. Les zouaves (1) avaient un poste dans la ferme de Dame-Rose. La faiblesse des cadres était telle, que ce détachement, quoique de la force d'une compagnie, était commandé par un sergent. Après avoir forcé nos tirailleurs à se replier, l'ennemi attaqua la ferme. Le poste se défendit quelque temps, d'abord derrière les murs d'enceinte, et ensuite dans les bâtiments. Une partie du détachement put battre en retraite à travers les bois, le reste (60 hommes) fut obligé de se rendre après avoir subi des pertes assez sérieuses.

En même temps, l'ennemi s'emparait de la ferme de Trivaux, et poussait une reconnaissance sur sa gauche vers Velizy, mais l'arrivée d'une batterie française obligeait les Allemands à la retraite, ils prenaient position à l'angle de la route au petit Bicêtre. Ce n'était là que le prélude du combat qui devait avoir lieu le lendemain.

II

Le général Trochu ne pensait pas qu'il fût possible avec les forces dont disposait la défense de Paris d'engager dès le premier jour, une action sérieuse. Il se prononçait dans ce sens, dès le 10 septembre, dans le conseil du gouvernement: le 12, il reprenait la même thèse au sein du comité de défense, et ne se laissait que difficilement persuader de se maintenir sur le plateau de Châtillon.

Avec des troupes manœuvrières, la situation de l'assiégé pouvant prendre en flanc l'adversaire offrait de bien réels avantages, mais on ne pouvait demander les qualités de vieux soldats à des gardes mobiles appelés depuis quinze jours.

(1) Ce régiment de zouaves portait le nom de 4e zouaves de marche : il comprenait des détachements des 1er, 2e et 3e zouaves qui n'avaient pu rejoindre l'armée de Châlons. Ces jeunes soldats étaient presque tous des engagés volontaires qui n'étaient pas exercés. En outre, on comptait quelques vieux soldats d'Afrique échappés de Sedan. Dans l'affaire du 19, nous pourrons constater bien nettement, la présence de ces deux éléments si différents. Ajoutons que le régiment manquait surtout d'officiers.

Le 18 cependant, le général Trochu écrivit au général Ducrot pour l'autoriser à livrer bataille aux Allemands dans la direction de Châtillon. En résumé, le gouverneur de Paris exprimait la crainte de ne pouvoir indéfiniment conserver les hauteurs : « ou nous nous entêterons à garder la position que vous tenez, mais alors je devrai penser à assurer votre droite, et j'aurai l'obligation de faire passer le reste du 13ᵉ corps à Meudon et Montretout et tous nos œufs, comme on dit, seraient dans le même panier... Il ne me paraît donc pas que nous puissions prétendre à tenir indéfiniment dans une position contre laquelle l'ennemi, quand il lui conviendrait, pourrait conduire après sa concentration à Versailles, des masses considérables. » Nous avons reproduit les principaux passages de cette lettre, parce qu'il y a là, croyons-nous, un étrange manque de logique. Si nous ne pouvions tenir Châtillon, pourquoi livrer une bataille inutile, qui pouvait avoir, et qui a eu de désastreuses conséquences? Dans notre situation, il était d'autant plus essentiel de ne pas engager des masses, *sans nécessité absolue*, que la défaite pouvait, en quelques heures, amener les Prussiens sous le rempart :

Les dispositions prises pour l'action ne permettaient guère d'espérer le succès.

Des deux corps réunis à Paris, le 13ᵉ et le 14ᵉ, le premier pouvait être considéré, à juste titre, comme ayant une plus grande valeur *relative*. Il possédait d'abord deux régiments bien organisés et encadrés qui pouvaient donner, et ont ultérieurement donné un excellent exemple. En outre, les autres troupes avaient trois semaines à un mois de plus de service, et à une époque où l'on comptait par jours de présence dans le rang, cette considération pouvait mériter examen ; le 13ᵉ corps, enfin, dans sa retraite de Mézières à Paris, ou mieux à Laon, avait prouvé une certaine cohésion. Il y avait donc toute raison pour demander le premier effort au 13ᵉ corps, et cependant, ce fut le 14ᵉ corps qui fut choisi pour cette action qui pouvait être décisive.

Nous croyons qu'il faut chercher la raison de ce contre-sens dans la situation délicate qui était faite au général Trochu à l'égard du général Vinoy. Le gouverneur de Paris était lié par une vieille amitié au général Ducrot qui venait d'arriver, il avait dans son mérite et sa vigueur militaire une confiance absolue, dont il fournissait dès le début une preuve bien concluante, en consentant à un combat qu'il jugeait funeste. Il lui paraissait donc utile de donner la première position à l'ancien commandant du 1ᵉʳ corps de l'armée de Châlons, et de placer les autres généraux sous ses ordres. C'est dans cette pensée qu'il adressa le 18, la lettre suivante au général Vinoy.

« Cher général,

« Le gouvernement vient de faire une nomination *que je vous prie de ne pas juger, avant de m'avoir entendu*. Il s'agit d'un grand intérêt public qui doit être sauvegardé, toute préoccupation de personnes cessant. »

Une seconde lettre annonçait que les 13ᵉ et 14ᵉ corps étaient placés sous le commandement du général Ducrot. Les termes assez étranges de cette lettre étaient assurément de nature à plaire médiocrement au général Vinoy. Il avait, en réalité, le droit d'espérer une tout autre décision après le service très-réel qu'il venait de rendre, en ramenant à Paris le 13ᵉ corps, la seule troupe organisée qu'il y eût dans la capitale. De ce jour, les rapports entre les divers commandants de l'armée de Paris furent singulièrement refroidis. Nous ne pouvons apprécier exactement l'influence que cette situation délicate exerça sur la défense, mais il n'est que trop facile de trouver les traces de ce désaccord dans le livre du général

Vinoy qui critique ouvertement, et souvent avec trop de raison, les dispositions prises par le gouverneur de Paris, et enfin dans les pétitions du général Trochu, où la retraite de Mézières est singulièrement rabaissée.

Après avoir fait acte d'autorité, en réunissant les deux corps sous un même commandement, le général Trochu revint sur sa détermination « sur les observations présentées » par le général Vinoy : le 14e corps pouvait donc seul être employé pour la bataille réclamée par le général Ducrot.

Avant d'aborder le récit de ce combat, quelques mots sont nécessaires pour décrire le terrain, et expliquer la situation respective des troupes.

Le grand plateau situé entre la vallée de la Bièvre et la vallée de Sèvres vient finir au-dessus de Châtillon, suivant une pente assez étroite commandant la vallée de la Seine vers le Nord, et la vallée de la Bièvre avec la croupe de Sceaux vers le Sud-Est. Le terrain marécageux entre la route de Fontenay aux Roses à Sceaux et Plessis-Piquet couvre la position. La direction générale du plateau est parallèle à la ligne des forts du sud et monte en pente douce de l'est à l'ouest, sa largeur mesurée de l'ouest à l'est est d'environ 9 kilomètres. Sa hauteur au-dessus du niveau de la Seine atteint 135 mètres, il est en partie déboisé. Ses bords sont découpés par les vallées et les ravins encaissés de Vélizy, Meudon, Clamart, Plessis-Piquet, Chatenay et Bièvre, ravins, séparés et commandés par autant de contre-forts à pentes escarpées. Vers le sud, le plateau domine de 65 mètres la vallée de la Bièvre, qui le sépare d'un second plateau moins élevé entre Saclay et Gavancourt.

Du Petit-Bicêtre, part une route importante, qui court en droite ligne sur la redoute de Châtillon avec embranchement sur Meudon, Clamart et Plessis-Piquet, descend au village de Châtillon, et entre à Paris par la plaine de Montrouge. La redoute de Châtillon devait être appuyée par deux ouvrages de moindre importance, l'un au sud de Bagneux, l'autre sur la croupe au nord-ouest de Clamart, à l'endroit dit le *Moulin de Pierre*. Enfin pour couvrir la vallée de Sèvres et de la Seine, on avait utilisé un petit mamelon que l'on avait couronné par une redoute dite de *Brimborion*. Les Allemands lui ont donné le nom de *Fort Kronprinz* (Fort prince Royal).

Malheureusement, ainsi que nous l'avons dit précédemment, ces ouvrages étaient loin d'être terminés.

Nous avons laissé le 5e corps prussien établissant l'avant-garde de la 9e division au Petit-Bicêtre, et poussant ses tirailleurs jusqu'à quelques centaines de mètres de la lisière du bois de Meudon : les instructions du général de Kirchbach étaient ainsi conçues : la 9e division se concentrera à sept heures du matin près de Bièvre, et marchera sur Versailles, par l'Hôtel-Dieu, se couvrant particulièrement sur la droite pendant la marche et prendra position à l'est de la ville, entre le Bas-Viroflay et le grand Montreuil, face au nord-est...

La 10e division d'infanterie et la réserve d'artillerie quitteront Palaiseau à six heures du matin, et s'avanceront par Saclay, les Loges, Buc, Versailles, pour prendre position au nord de cette ville près du Chesnay.

Pour ses débuts donc, l'*armée* de Paris allait avoir affaire au 5e corps, à celui que l'on considérait en Allemagne comme le plus solide : «... Il est reconnu, écrivait en 1869, le général Steinmetz, dans son très curieux ouvrage (1), il est reconnu que déjà en temps de

(1) *L'Infanterie prussienne, son perfectionnement*, par un officier prussien.

x, le 5e corps se présentait sous un aspect plus sévère, et qu'avant l'explosion de la guerre, discipline de fer y régnait, alors qu'il était échelonné le long de la frontière de Bohême mpagne de 1866). Avec cette base, la discipline dans le combat a pu être maintenue à très-haut degré devant l'ennemi, *ainsi à Nachod un demi-bataillon est passé près d'un peau abandonné du régiment autrichien « Prince de Prusse » sans qu'un homme ait sortir des rangs pour le ramasser.* »

)'après l'ordre du quartier général allemand, le 2e corps bavarois qui avait franchi Seine près de Corbeil et de Ris « devait le 19, au point du jour, s'avancer dans la direction Chatenay, et établir ses avant-postes sur la ligne du parc de Meudon jusqu'à la Bièvre, près l'Hay. » Les troupes bavaroises, allaient donc pouvoir soutenir le 5e corps qui comptait à te époque 18,000 hommes environ et 84 bouches à feu : c'était donc à 38 ou 000 hommes et 180 pièces que pouvait avoir affaire notre 14e corps avec ses soldats elés de la veille sous les drapeaux.

L'armée de Paris avait, depuis peu de jours, été tout entière rassemblée au sud et au l-est : le 13e corps avait ses trois divisions en avant de Charenton et de Vincennes, et les coteaux de Villejuif.

Le 14e corps comprenait trois divisions fortes de 21,000 hommes; le gouverneur de Paris it adjoint à ces troupes deux régiments de cavalerie, deux bataillons de mobiles de la Seine et 4e d'Ille-et-Vilaine). Notre effectif atteignait donc 26,000 hommes et pièces.

La 1re division (Caussade) forma la droite de nos positions, depuis la ferme de Trivaux, et me depuis la grange Dame-Rose, jusqu'au cimetière de Clamart. Au centre, la division Hugues, en avant de la redoute de Châtillon, la droite adossée au bois de Meudon, et la uche au ravin de Plessis-Picquet. La 3e division (aile gauche, général de Maussion), ser-it de réserve, et occupait Bagneux.

L'aile droite était donc appuyée au ravin qui descend à Chaville; le parc du château de eudon était protégé par une compagnie de ligne; les fermes de Villebon et la grange me-Rose étaient fortement gardées. Un régiment était placé dans le parc Hachette, au d de Plessis-Picquet (1).

Au centre, une brigade tenait la ferme de Trivaux. Elle était ainsi disposée : un bataillon colonne par peloton, entre la ferme et le chemin du Pavé-Blanc, à peu près perpendicu-rement à ce dernier. Le détachement du 3e zouaves était placé en colonne serrée par divi-n, parallèlement au chemin du Pavé-Blanc, faisant face à la ferme de Trivaux, mais à l'est chemin. Il avait derrière lui, également en colonne serrée, la fraction du 1er zouaves; en rière, le détachement du 2e zouaves. Plus loin enfin se trouvaient les autres bataillons de brigade, en colonne par peloton, mais perpendiculaires au chemin du Pavé-Blanc, fai-nt, par conséquent, face à l'ennemi.

En avant de ces troupes, appuyant sa droite au mur d'enceinte de la ferme de Tri-ux, une batterie; à sa gauche, un peloton de gendarmerie; plus à gauche enfin, quel-es escadrons.

Enfin, le général Ducrot avait placé dans la redoute une compagnie du génie, un bataillon

1) Nous empruntons quelques-uns de ces détails à l'excellent et remarquable ouvrage : *Travaux d'in-issement exécutés par les armées allemandes autour de Paris*, par un ancien élève d'une école spéciale uteur, témoin et acteur dans le combat de Châtillon, a relaté les détails les plus précis.

d'infanterie, 8 pièces de 12 et 2 mitrailleuses en batterie sur des plates-formes ; 2 pièces de 4 étaient en réserve au-dessus du ravin de Plessis-Picquet.

Dès le point du jour, le général Ducrot donne le signal de l'attaque. Notre artillerie tire vigoureusement sur le Petit-Bicêtre, Villacoublay et la Garenne. Une batterie ennemie, qui a pris position à l'ouest du Petit-Bicêtre, est accueillie par une grêle d'obus qui lui met trois pièces hors de service, et tue le commandant de la batterie et une dizaine d'hommes. A six heures et demie, le 19ᵉ de marche se porte en avant de la Pointe de Verrières et de Trivaux. D'un premier élan, il chasse les tirailleurs du 47ᵉ régiment prussien, et force à la retraite la batterie déjà si éprouvée par notre feu.

Devant une menace aussi énergiquement prononcée, le commandant de la 18ᵉ brigade allemande, général de Voigts-Rhetz, prescrit à son aide-de-camp d'aller réclamer l'appui de la 1ʳᵉ brigade (17ᵉ) de la 9ᵉ division. Cet officier, en accomplissant sa mission, rencontre la 6ᵉ brigade bavaroise (3ᵉ division, 2ᵉ corps bavarois), qui détache une batterie à gauche du Petit-Bicêtre, et envoie le 3ᵉ bataillon de chasseurs soutenir le 47ᵉ régiment prussien, qui lutte péniblement. L'arrivée de ce renfort donne l'avantage à l'ennemi. Après un vif combat, nos troupes sont obligées de reculer, la droite vers le bois, et au centre vers Plessis-Picquet.

Tandis qu'avait lieu cette attaque, il s'était produit dans nos rangs un événement désastreux. Les zouaves étaient, ainsi que nous l'avons dit, rassemblés autour de la ferme de Trivaux, et se trouvaient massés en colonne auprès d'une batterie qui, par la vivacité de son tir, avait attiré l'attention de l'ennemi, qui ne tarda pas à riposter. Des tonneaux de munitions venaient d'arriver, et on commençait à faire la distribution aux zouaves, lorsqu'un obus, passant au-dessus de la batterie, va éclater à cent mètres en arrière du bataillon placé entre la ferme de Trivaux et le chemin du Pavé-Blanc. Le sifflement aigu du projectile produit son effet sur ces jeunes soldats; cependant ils ne se débandent pas. Sur l'ordre d'un capitaine d'état-major, le détachement du 3ᵉ zouaves se met en marche, et prend le chemin qui, en arrière de Trivaux, borde le bois de Meudon. La fraction du 1ᵉʳ zouaves va suivre; elle est précédée d'un peloton de gendarmes, lorsque les Prussiens, modifiant leur tir, envoient successivement plusieurs obus au milieu de la troupe. Les gendarmes, plus avancés, se rabattent vivement; les zouaves prennent peur, se débandent, se sauvent, et vont porter la terreur dans Paris.

Remarquons-le, — et cette explication est nécessaire à cause de l'exagération des divers récits, — cette regrettable panique, qui peut jusqu'à un certain point s'expliquer par la mauvaise disposition donnée à ces jeunes soldats, massés en colonne auprès d'une batterie exposée au feu de l'ennemi, — cette regrettable panique n'atteint qu'un détachement peu considérable, et une partie de ce régiment, que nous trouverons si ferme à Champigny, prend part à l'action toute la journée, et demeure même le dernier sur le terrain.

Conduit par ses rares officiers, le 3ᵉ zouaves, — ou mieux la fraction du 3ᵉ zouaves, — continue sa route et s'arrête à l'ouest de la ferme de Trivaux, le long du bois de Meudon.

Dès ce moment, le but poursuivi par le général Ducrot est manqué : nous voulions, par une vigoureuse offensive, donner dans le flanc de l'ennemi, nous allons être réduits à la défensive. La division d'Hugues qui a très-solidement combattu au début de l'action, tente un nouvel effort, elle lance des bandes de tirailleurs qui menacent sérieusement les batteries

COMBATS DE CHEVILLY ET DE L'HAY

NORD



Echelle de $\frac{1}{40.000}$

1000 500 0 1000 2000 3000 Mètres.

allemandes, la batterie bavaroise voit tomber tous ses officiers. Mais, l'ennemi ouvre un feu d'obus à huit cents et six cents pas, soutenu par les tirailleurs du 47ᵉ régiment prussien et nos troupes sont forcées de regagner le bois, tandis que de Plessis-Picquet le 19ᵉ de marche et les bataillons qui l'ont appuyé remontent vers la redoute.

Seul, notre centre a été sérieusement engagé, la gauche n'a pas donné, la droite n'a eu que quelques compagnies au feu; mais la panique des zouaves, l'incertitude, le flottement que ce mouvement désordonné a amené, obligent le général Ducrot à faire reculer ces troupes pour les reformer. Il prescrit donc au général Caussade de conduire sa division en arrière de la crête du plateau, de lui donner quelques instants de repos, et de lui faire reprendre aussitôt ses positions. L'ordre est formel : ce n'est pas un mouvement de retraite, l'action doit recommencer de ce côté dans quelques instants. Malheureusement, le général Caussade, dont l'esprit est affaibli sans doute(1), ne fait que traverser la hauteur, et rentre dans Paris, à l'abri des remparts, en tête de sa division. Le 15ᵉ de marche demeure dans le parc Hachette, au Plessis-Picquet, où il tient bon.

Cette inexplicable retraite est bien autrement grave que la panique des zouaves, elle découvre notre droite, au moment où le centre forcé de reculer a le plus besoin d'être soutenu.

Cependant, un bataillon et les zouaves du 3ᵉ régiment n'ont pas été prévenus du mouvement de la division : ils tiennent toujours entre Trivaux et la Grange-Dame-Rose, et luttent contre les Bavarois. L'ennemi, comprenant qu'il ne peut utilement attaquer la redoute, s'il ne parvient à la tourner, rallie en arrière deux bataillons du 47ᵉ régiment qui ont épuisé leurs munitions, et lance sur la lisière du bois, au sud de Dame-Rose, le 7ᵉ régiment (grenadiers du roi) suivi par le 5ᵉ chasseurs.

Les positions sont aussitôt enlevées, et les Allemands continuent à s'avancer dans le bois de Meudon. Aux environs de l'étang du Tronchet, les zouaves sont vivement attaqués par les Prussiens qui se trouvent à la Mare-du-Bois. Les Français sont en même temps menacés de revers, vers le haut de l'allée, près de Trivaux. La retraite s'effectue aussitôt par échelon à travers la croupe boisée qui s'étend entre Clamart et Meudon, et de là par le Moulin de Pierre vers Issy.

Au Plessis-Picquet, les Bavarois tiraillent toujours avec le 15ᵉ de marche qu'ont pu rallier quelques détachements.

La supériorité de l'ennemi est partout évidente : la 10ᵉ division du 5ᵉ corps a rejoint la 9ᵉ, et envoyé la 20ᵉ brigade à la Garenne, comme soutien de l'artillerie; le 2ᵉ corps bavarois est également entré en ligne : la 7ᵉ brigade se rend à Bourg-la-Reine, la 5ᵉ vers Sceaux, la 8ᵉ demeure en réserve à la Croix-de-Berni. Enfin, dans quelques instants, le 6ᵉ corps prussien va arriver sur la ligne d'investissement à la droite des Bavarois.

Tandis que l'infanterie allemande parvient à déblayer le terrain au sud du bois, un violent combat d'artillerie s'est engagé au centre. La division d'Hugues s'est retirée près de la redoute, et le feu de ses pièces tient l'ennemi à distance. Peu à peu cependant, les batteries se rapprochent : les Bavarois ont placé leurs pièces à la pointe de Trivaux, les canons prussiens contournent la ligne. Mais de notre côté, l'artillerie résiste énergiquement et le général de Kirchbach, jugeant qu'il est inutile de prolonger cette lutte d'artillerie et

(1) Le général Caussade est mort quelques jours après de douleur, dit-on.

que les forces bavaroises sont suffisantes pour soutenir le combat, dans le cas où notre infanterie reprendrait l'offensive, donne l'ordre de continuer le mouvement sur Versailles, pour occuper les positions indiquées par le grand quartier général. La 18e brigade demeure cependant pour soutenir les Bavarois.

Signalons ce détail, qu'en prenant possession de la gare des Chantiers, les Prussiens, trouvant un appareil télégraphique en place, envoyèrent un télégramme à la gare Saint-Lazare, pour inviter la Compagnie de l'Ouest à continuer son service (1). Ce détail nous servira plus loin à expliquer un fait important.

Après le départ du 5e corps, le combat s'arrête pendant une heure.

A deux heures, de nouvelles colonnes ennemies se présentent, soutenues par l'artillerie. Nos pièces ouvrent leur feu; mais il s'est produit, sur notre gauche, un regrettable événement : la division de Maussion, qui tient Bagneux et Fontenay, a, elle aussi, battu en retraite. Le chef d'état-major a pris sur lui, *sans consulter le général Ducrot,* d'envoyer au général de Maussion l'ordre de se retirer.

Étrange journée, qui prouve à quelle extrémité nous sommes réduits : des soldats qui se sauvent, un général qui bat en retraite, contrairement aux ordres qu'il a reçus, un chef d'état-major qui agit sans instructions!

Dès lors, la position n'est plus tenable : le feu, la lassitude, la soif ont éclairci les rangs. — Les Prussiens ont coupé, le matin, les conduites qui amènent l'eau à la redoute. — L'ennemi, libre maintenant de ses mouvements, s'avance, à droite et à gauche, par les bois de Clamart et les coteaux couverts qui dominent Fontenay. Enfin, les munitions commencent à nous manquer, et le général Ducrot reçoit dépêches sur dépêches du gouverneur, qui le presse d'arrêter l'action.

Peu après quatre heures, enfin, le commandant en chef fait enclouer les pièces que l'on ne peut enlever, et bat en retraite avec les mobiles d'Ille-et-Vilaine, qui se sont intrépidement maintenus au feu.

Cependant, sur un point, quelques-uns de nos soldats demeurent encore; le détachement du 3e zouaves s'était, nous l'avons dit, retiré dans la direction d'Issy. Vers une heure et demie, l'officier qui commande remonte avec ses hommes au château de Meudon.

Avec quelques fascines, on achève la flèche qui se trouve en avant du château, sur la terrasse, au niveau du parc : elle servira de réduit aux défenseurs. Le hasard fait découvrir, au rez-de-chaussée, un appareil télégraphique communiquant avec Paris. A tout hasard, on envoie une dépêche, et la réponse montre que l'on correspond avec le quartier-général du Louvre.

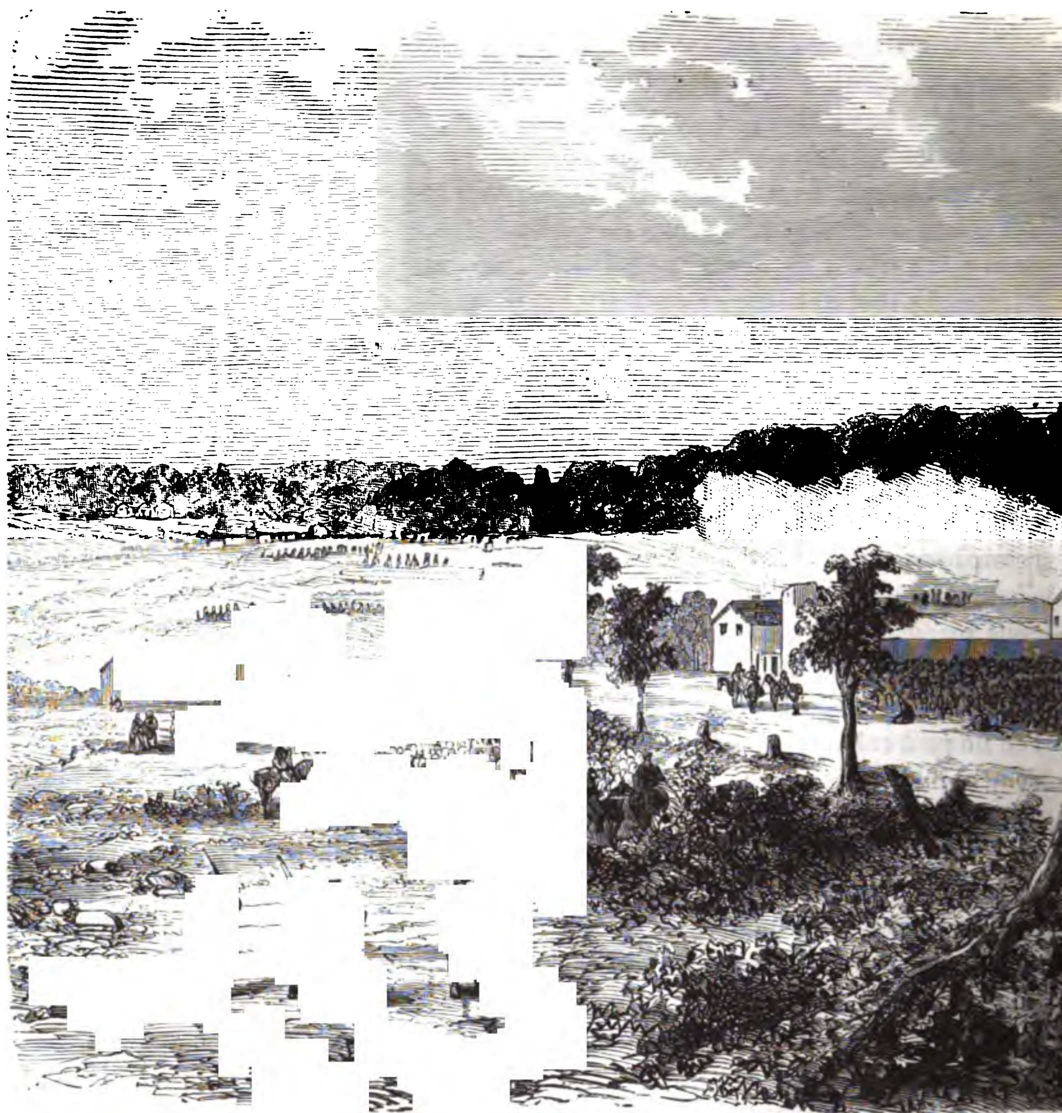
Mais, l'officier d'état-major qui télégraphie du bureau du gouverneur se refuse à croire à la présence des Français à Meudon. Il pose les questions les plus étranges, et, à huit heures du soir enfin, adresse à l'officier de zouaves ces derniers mots : « Tu n'es qu'un Prussien. »

A dix heures du soir, le dernier détachement rentre dans Paris. Depuis longtemps, il avait été précédé par le 15e de marche, qui, après avoir intrépidement tenu jusqu'à la dernière minute au parc Hachette, avait pu opérer sa retraite.

Malgré sa durée, le combat avait été fort peu meurtrier : nous avions perdu 84 tués,

(1) Baron Ernouf. — *Histoire des chemins de fer français pendant la guerre.*

401 blessés, 255 disparus. Les pertes des Allemands n'ont pas été indiquées; elles sont, en tout cas, inférieures aux nôtres. Le 5e corps, — plus longtemps engagé que le 2e bavarois, — avait eu 37 tués et 141 blessés (1).

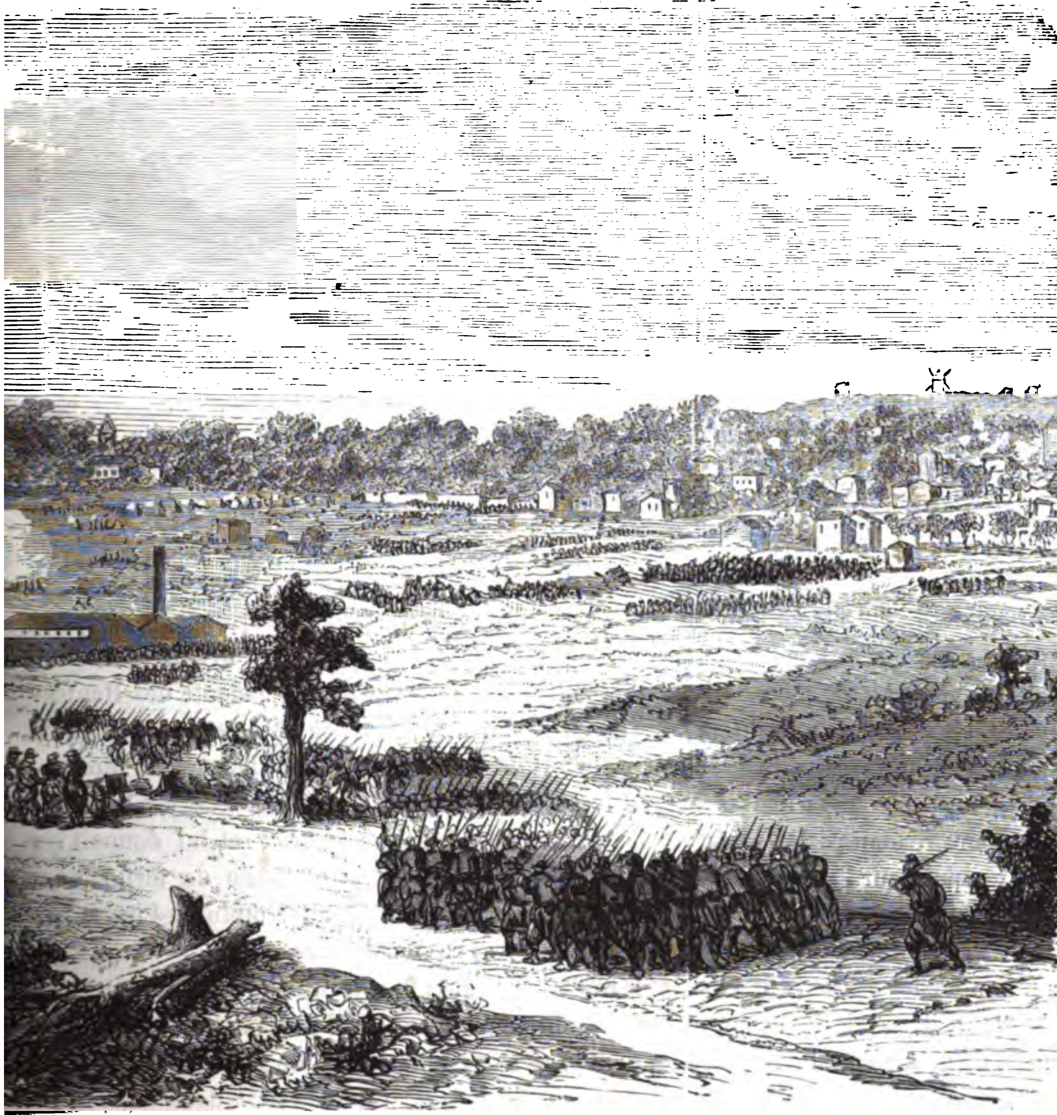


COMBA

Le *Journal officiel* annonçait, le lendemain, que nos batteries avaient tiré « 25,000 coups de canon, » 3,000 de plus qu'à Saint-Privat ! Et cette forte canonnade avait eu pour résultat de mettre hors de combat moins de 300 Allemands ! Il est permis de croire que les rensei-

(1) Stieler Heydekampf. — *Opérations du 5e corps prussien.*

gnements du *Journal officiel* étaient inexacts : nous n'avions en effet que 72 pièces en ligne ; encore celles du général Caussade n'ont-elles que peu donné. On arriverait donc à un total de 400 coups par pièce !



:tobre).

III

La nouvelle de la défaite de Châtillon produisit à Paris une sorte de stupeur : on avait entouré les fuyards, entendu leurs récits, et la population s'attendait à voir les Prussiens attaquer sur l'heure les remparts.

Les mesures prises par le gouverneur n'étaient pas de nature à rassurer : ordre d'évacuer toutes les positions avancées, toutes les redoutes ; pas un soldat ne devait rester hors du rempart, en dehors de ceux qui étaient renfermés dans les forts. Les ponts de Sèvres, de Billancourt, de Saint-Cloud, le pont Bineau, dans le parc de Neuilly, et ceux d'Asnières, de Clichy et de Saint-Ouen furent détruits.

Le général Trochu s'attendait si bien à voir les Allemands poursuivre leur avantage, que dès quatre heures du soir, il fit répartir la division Blanchard dans les 18 bastions de l'enceinte qui s'étendent de la Seine à la Bièvre. Les gardes nationaux avaient dû céder leurs postes aux troupes de ligne.

La division Maud'huy, du 13e corps, avait également gagné Paris, abandonnant Villejuif et le Moulin-Saquet, d'où le tir de quelques pièces avait éloigné l'ennemi dans la journée du 19.

Malgré ces sombres prévisions, la nuit s'écoula tranquillement. Les Allemands ne songèrent pas à nous attaquer.

Le soir même du 19, une proclamation très-énergique de M. Gambetta annonça que justice serait faite, et que les lâches et les déserteurs auraient à rendre compte de leur conduite devant une cour martiale. Il ne fut malheureusement donné aucune suite à cette pensée, et les fuyards de Châtillon échappèrent à un châtiment bien mérité. On s'explique, d'ailleurs, que le général Trochu ait reculé devant la nécessité d'appliquer rigoureusement la loi vis-à-vis de simples soldats, alors qu'il se refusait, malgré toutes les instances du général Ducrot (1), à faire passer le général Caussade devant un conseil de guerre.

La journée du 20 septembre n'amena pas d'alerte : les Bavarois occupaient Châtillon et Bagneux, mais ils hésitaient à se saisir de toutes les positions que nous avions évacuées. Quelques-unes avaient, cependant, une importance exceptionnelle. La redoute des Hautes-Bruyères, située sur un plateau, domine de 10 à 12 mètres le fort de Bicêtre à une distance moindre de 1,500 mètres, et de 40 mètres le fort de Montrouge à 2,500 mètres : le Moulin-Saquet commande de 80 mètres le fort d'Ivry à 1,500 mètres. L'occupation de ces hauteurs par l'ennemi rendait possible tout le bombardement de la rive gauche, et lui donnait un précieux appui pour l'attaque des forts du sud. Il était tout aussi facile de fortifier ces redoutes sous le feu des forts que de se maintenir à Châtillon et au Moulin-de-Pierre. Les Prussiens se bornèrent cependant à exécuter diverses reconnaissances.

« L'une d'elles eut lieu sur Ivry, et le capitaine Krantz fit voir à l'ennemi que, sur tous ses bastions, il y avait des canons de gros calibre qui étaient capables de le tenir en respect. Il en fut de même de celle sur Bicêtre, dont je viens de vous parler. Le Moulin-Saquet et les Hautes-Bruyères étant évacués par nos troupes, l'ennemi s'avança en force dans Villejuif, et posta ses tirailleurs dans un terrain planté de vignes, à moins de 700 mètres du fort. La fusillade s'engagea de part et d'autre, et il ne tarda pas à s'apercevoir que nous étions sur nos gardes, et que notre mousqueterie était sérieuse. Quelques obus tirés sur les premières maisons où l'état-major s'était mis en observation, pour examiner de plus près, le força bientôt à se replier (2). »

Le 22 septembre, enfin, devant cette incertitude de l'ennemi, l'ordre fut donné de

(1) Déposition du général Ducrot.

(2) Déposition de l'amiral Pothuau.

prendre les redoutes que nous avions abandonnées le 19, à l'exception de Châtillon que s Bavarois occupaient solidement. Dans la soirée, la division Maud'huy alla prendre sition auprès du fort de Bicêtre, et s'avança de chaque côté du plateau. Les renseiements recueillis faisant connaître que l'ennemi évacuait chaque soir Villejuif, et ne enait qu'au jour, deux bataillons de la brigade Dumoulin se glissèrent sans bruit dans illage, à la tombée de la nuit. Le lendemain matin 23, les Allemands s'engagèrent sans iance dans la grande rue, mais ils furent accueillis par une vive fusillade qui leur mit e vingtaine d'hommes hors de combat. Le moulin Saquet fut enlevé sans résistance par brigade Blaise.

A quatre heures du matin, nos troupes pénétrèrent dans la redoute des Hautes-Bruyères. is, les Prussiens, dès qu'ils nous virent maîtres des hauteurs, ouvrirent le feu de leur illerie établie à l'Hay et à Chevilly. Nos pièces ne purent se maintenir dans la redoute, lurent se poster entre le village de Villejuif et l'ouvrage. A deux reprises, l'ennemi avancer quelques colonnes d'infanterie, mais elles durent battre en retraite devant décharges de nos mitrailleuses, puissamment secondées par l'artillerie des forts de être et de Montrouge. Vers 11 heures, les Allemands renoncèrent à la lutte, et se retranèrent fortement dans les villages de l'Hay, Chevilly, Thiais, Choisy-le-Roi.

Le général en chef prescrivit immédiatement de commencer les travaux nécessaires pour mettre de défendre les ouvrages repris à l'ennemi. « L'abandon sans combat, par ordre gouverneur de Paris, des redoutes de Saquet et des Hautes-Bruyères, avait été un événent malheureux ; leur reprise fut un réel succès, et si son importance ne fut pas suffisamnt appréciée au moment même où il se produisit, les faits ultérieurs démontrèrent surandamment l'incontestable influence qu'il eût sur l'avenir de la défense (1). »

En quelques jours, en effet, la redoute des Hautes-Bruyères fut mise en état et armée, et put jouer un rôle important dès le 30 septembre.

Cette journée du 23 vit diverses autres reconnaissances : l'amiral Saisset chassa les Prusis de Drancy, et le général de Bellemare, commandant la ville de Saint-Denis, enleva le ige de Pierrefitte.

Dans cette dernière affaire, le 23ᵉ de marche eut 100 hommes hors de combat.

Ces légers succès suffirent à rendre à la population toute sa confiance. Ils avaient cet ntage d'aguerrir le soldat, de le préparer à des actions plus sérieuses, et de ne comprotre en rien la défense, puisque l'ennemi, même victorieux, se trouvait arrêté par les s, et ne pouvait poursuivre nos troupes. Il eût été nécessaire de multiplier chaque jour reconnaissances.

Du 23 au 30 cependant, aucun combat ne fut livré, et le *Journal officiel* se borna à ces cations constantes : « Tout est calme. — Le Mont-Valérien a envoyé hier quatre obus s les taillis de Croissy, et un obus dans le parc de la Malmaison. »

Le 28 septembre enfin, le gouverneur de Paris prescrivit au général Vinoy de diriger reconnaissance en avant du front sud, et de pousser jusqu'à Choisy-le-Roi. Quatre nnes devaient prendre part à l'opération. Sur la droite, la brigade Dumoulin, de la divide Maud'huy, devait attaquer l'Hay. Au centre, les deux régiments de la brigade Guin (division Blanchard) avaient pour objectif, le premier Chevilly, le second la Belle-

(1) Général Vinoy. — *Siège de Paris. Opérations du 13ᵉ corps et de la 3ᵉ armée.*

Épine. A gauche, enfin, la brigade Blaise, de la division de Maud'huy, soutenue par la brigade Daudel, de la division d'Exea, et le régiment des mobiles de la Vendée, avait l'ordre de se diriger vers Thiais et Choisy-le-Roi.

Deux brigades devaient opérer à l'extrême gauche, sur la rive droite de la Seine, contre la ferme des Mèches.

La brigade de cavalerie du général Cousin était laissée en réserve, en arrière du plateau de Villejuif.

Le général Vinoy se montra peu partisan d'une aussi vaste opération, qui devait mettre en ligne, de notre côté, près de 40,000 hommes. Il se souvenait, sans doute, de la déroute de Châtillon. Cette fois, nous ne pouvions plus nous appuyer à un ouvrage fixe, la redoute; tout au contraire, il fallait aborder des positions que l'ennemi n'avait pas manqué de fortifier, et combattre sans le concours des forts. Enfin, le commandant du 13ᵉ corps se montrait désireux de faire attribuer à ses troupes une plus grande proportion d'artillerie. Il critiquait, en outre, une disposition du général Trochu, d'après laquelle le canon des forts devait préparer l'attaque, en tirant vivement pendant une demi-heure sur les positions ennemies. N'y avait-il pas là comme un signal donné aux Allemands, les avertissant de se tenir sur la défensive?

Il est vrai que, sur ce point, nous n'avions pas à craindre de donner l'éveil : le secret était si peu gardé, les mouvements de troupes si ostensibles, que tout Paris était informé, et que les orateurs des clubs discutaient le plus ou moins de chances de l'opération. Aussi, dès le soir même, les grands'gardes signalèrent des mouvements : l'ennemi renforçait ses avant-postes, et achevait ses préparatifs.

Le général Trochu ne partagea pas les appréhensions du général Vinoy, et maintint ses prescriptions; il recula seulement l'opération de vingt-quatre heures.

Quel était exactement le but de cette reconnaissance? Le général Vinoy indique la destruction du pont de Choisy : « ... Le général en chef dut reconnaître que la destruction du pont de Choisy exigerait un temps beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait supposé... » Mais, le pont de Choisy avait été détruit avant l'arrivée des Allemands, et les ponts de bateaux pouvaient être rapidement repliés?

A cinq heures et demie du matin, le 30, une violente canonnade retentit : Charenton et Ivry tirent sur Choisy-le-Roi et Thiais, Montrouge sur l'Hay. Au bout d'une demi-heure, le feu s'arrête, et nos troupes s'élancent. La brigade Guilhem exécute son mouvement avec beaucoup d'entrain. Le 35ᵉ de ligne se jette sur le mur crénelé du parc, au nord-ouest de Chevilly.

Ce mur, très-élevé et très-solide, ne pouvant être aisément franchi, le régiment appuie à gauche et pénètre dans le village gardé par des détachements des 23ᵉ et 63ᵉ prussiens (24ᵉ brigade, — 6ᵉ corps).

Surpris par cette vigoureuse attaque, l'ennemi recule, se replie et va se reformer plus loin, abandonnant dans le parc un bataillon qui se défend énergiquement.

Tandis que le 35ᵉ de ligne enlève ainsi une partie de Chevilly, le 42ᵉ marche droit sur le carrefour de la Belle-Épine, qui lui est indiqué. Assailli par les projectiles, le régiment se détourne de sa route, incline à droite, et vient attaquer le parc du séminaire du Saint-Esprit, situé au sud-est de Chevilly.

Ce parc avait été fortifié rapidement par les Allemands depuis le début de l'investissement.

Ses faces est et ouest sont entourées d'un mur précédé d'un large fossé. Des haies vives, arrêtent à chaque pas nos soldats qui luttent intrépidement, sans pouvoir gagner du terrain.

De la redoute des Hautes-Bruyères, le général Vinoy suit l'action : pour donner un peu d'air à la brigade Guilhem, il prescrit au général Dumoulin de marcher sur l'Hay. De ce village, en effet, les Allemands prennent Chevilly de flanc et de revers. Malheureusement, la brigade composée de jeunes soldats se laisse arrêter par le premier obstacle, et



AVANT-POSTE PRUSSIEN DEVANT PARIS.

tiraille devant un mur crénelé. Les pièces de 12 des Hautes-Bruyères soutiennent l'attaque. Mais leurs projectiles sont impuissants contre les avant-postes ennemis bien abrités.

La colonne de gauche (brigade Blaise, mobiles de la Vendée) s'est, pendant ce temps avancée droit sur Thiais; aux approches du village, elle se divise en deux parties : l'une aborde Choisy-le-Roi par la grande route de Paris, et s'empare d'une barricade qui défend l'entrée. Deux canons tombent au pouvoir du 4e bataillon du 75e, mais le défaut d'attelage ne permet pas de les enlever. Le second détachement se heurte au mur de Thiais et ne peut parvenir à franchir cet obstacle. Deux fois, l'assaut est donné, deux fois, nos soldats

gagnent de terrain, mais l'ennemi ne tarde pas à nous rejeter définitivement en arrière.

Vers huit heures donc, les 35e et 42e se maintiennent héroïquement dans Chevilly que les Prussiens criblent de projectiles, nos têtes de colonnes se sont engagées dans Choisy, et nos tirailleurs s'abritent derrière les gros arbres de l'avenue qui traverse le village. L'ennemi se retire précipitamment par la route qui conduit au carrefour Pompadour : il est poursuivi par des salves de mitrailleuses. Thiais et l'Hay résistent énergiquement, et tous nos efforts sur ces deux points sont impuissants. Pour venir à bout de cette résistance, il faut des renforts, et nous n'en avons plus. La brigade Daudel seule n'a pas été engagée, mais les ordres formels du gouverneur interdisent de l'envoyer au feu. Dans ces conditions, il est inutile de continuer la lutte; il est urgent même de prononcer la retraite, car les Allemands reçoivent de nombreux renforts. Une colonne sort de l'Hay, que la brigade Dumoulin a renoncé à prendre, et s'engage sur la route qui conduit à Chevilly, mais le canon de l'ouvrage des Bruyères a promptement raison de cette tentative.

La retraite est partout ordonnée. Elle s'exécute dans un ordre parfait sous un feu écrasant. Mais, les 35e et 42e de ligne qui ont tenu jusqu'à la dernière minute n'ont plus leur chef. Le général de Guilhem s'est jeté en avant avec son officier d'ordonnance : tous deux ont disparu au milieu de la fumée. Le soir même, les Prussiens allaient nous remettre couronné de fleurs et de verdures le cercueil du général tombé avec dix balles dans la poitrine.

La brigade de cavalerie du général Cousin s'est déployée en avant des Bruyères, pour arrêter l'ennemi dans le cas où il voudrait inquiéter notre retraite, mais cette précaution est inutile : les 35e et 42e rentrent à Villejuif avec la brigade Dumoulin, et la brigade Blaise gagne le moulin Saquet.

L'affaire nous coûtait 1,988 hommes tués, blessés ou disparus. Les pertes des Allemands ne peuvent être appréciées.

Tandis que se livrait le combat de Chevilly, le général d'Exea attaquait sur la gauche, la ferme de Notre-Dame-des-Mèches qu'il enlevait après une vigoureuse canonnade, et inquiétait, avec ses mitrailleuses, les colonnes prussiennes sorties de Choisy.

Sur la droite, la brigade Susbielle, appuyée par la flottille de la Seine, et soutenue par un bataillon de mobiles de la Côte-d'Or, avait engagé une vive fusillade avec l'ennemi, du côté de Meudon et de Bagneux. A l'est et à l'ouest, diverses reconnaissances avaient tenu les Allemands en éveil.

La journée était donc bonne: elle prouvait que l'on pouvait attendre un effort énergique de nos soldats improvisés. Un ordre du jour du général Trochu, inséré au *Journal Officiel* félicita les troupes de leur attitude et de leur fermeté.

A la suite du combat de Chevilly, nos régiments reprirent leurs positions autour des forts, la semaine entière s'écoula sans engagements. De ci de là, quelques francs-tireurs faisaient le coup de feu avec l'assiégeant, et le *Journal Officiel* annonçait gravement qu'un homme avait été tué ou blessé. Les forts canonnaient les Allemands avec une régularité dont l'ennemi ne manquait de faire son profit. Du 8 au 12, le général Vinoy fit occuper le village de Cachan, et le général Martenot dirigea quelques centaines d'hommes en reconnaissance dans la direction de la Malmaison.

Le 12, enfin, l'annonce habituelle vint prouver aux Parisiens que l'action allait s'en-

gager : « Les portes resteront fermées le 13 octobre. » Ce singulier avertissement eut cours pendant toute la durée du siége, malgré les réclamations très-justes de la presse. Il n'était que trop certain que l'ennemi était informé de nos résolutions ; la garde nationale voulut, dès lors, voir des espions partout, elle déploya même à cet égard un zèle excessif, et porta alternativement ses soupçons fort injustes sur la plupart des officiers de l'état-major du gouverneur.

Il était, cependant, bien évident que cette annonce régulièrement répétée suffisait pour faire connaître nos mouvements de troupes : en outre, la croix de Genève abritait nombre d'individus qui semblaient plus soucieux de se trouver en communication avec les avant-postes prussiens que de ramasser les blessés.

Enfin, et pour terminer sur ce point, nous trouvons dans le livre semi-officiel du major Blume une note qui ne peut passer inaperçue : « Si les Parisiens expliquaient par l'espionnage, ce fait que, dans toutes les tentatives de sortie, on trouva toujours les troupes allemandes préparées à recevoir le choc, notre exposé démontre, au contraire, que la vigilance des avant-postes allemands, et le rapprochement des divers renseignements qu'ils fournissaient suffisaient amplement pour éviter toute surprise, d'autant plus que l'assiégé mettait fort peu d'adresse à dissimuler ses projets. Qu'on nous permette de citer à ce sujet un détail fort curieux : *Longtemps avant le commencement de chaque opération offensive, on hissa, sur le Mont Valérien, un pavillon signal dont le sens était bien connu de tous nos avant-postes. Naturellement, ceux-ci prenaient aussitôt toutes leurs dispositions pour être prêts au combat.* »

Quoi qu'il en soit de cette délicate question qui a joué un rôle trop important pendant toute la durée du siége pour que nous n'en disions pas un mot, le gouverneur de Paris décida, vers le 12 octobre, qu'une nouvelle tentative aurait lieu sur le front sud. Depuis quelques jours, divers rapports signalaient au général Trochu d'importants mouvements de troupes dans cette direction ; il lui sembla donc nécessaire de reconnaître si l'ennemi préparait une attaque de nos positions. Les dispositions suivantes furent arrêtées :

Sur la droite, la brigade Susbielle dirigera trois colonnes sur Châtillon : l'une suivra la route, les deux autres tourneront par la droite. Le 42e de ligne demeurera en réserve à l'entrecroisement des deux routes.

Sur la gauche, Bagneux sera abordé par un régiment de mobiles de la Côte-d'Or, un bataillon de l'Aube, le 35e de ligne en réserve.

La brigade la Charrière contiendra l'ennemi du côté de Bourg-la-Reine.

La brigade Dumoulin demeurera en arrière du fort de Montrouge, comme réserve générale.

A l'extrême droite, enfin, une démonstration sera faite sur Clamart, pour occuper les Allemands de ce côté, et les empêcher d'envoyer des renforts à Châtillon et à Bagneux.

A neuf heures du matin, le fort de Vanves donne le signal, et le fort de Montrouge tire vigoureusement sur Bagneux. Les mobiles de la Côte-d'Or et de l'Aube, enlevés par le colonel de Grancey, se jettent dans le village, et chassent le 5e chasseurs bavarois qui se retire sur la pente qui relie Bagneux à Châtillon. Des murs, des haies, des arbres assurent un refuge aux tirailleurs ennemis qui continuent la lutte, attendant d'être soutenus. Quelques Bavarois ont été faits prisonniers, mais ce succès est chèrement payé : le commandant de Dampierre a été tué près de l'église, en chargeant intrépidement à la tête de ses mobiles de l'Aube.

Sur la droite, l'attaque a eu des résultats moins décisifs. Le 114e de ligne tient la tête; il gravit la hauteur au pas de course, et s'élance sur la barricade qui ferme l'entrée du village. Le premier, le sergent Aubé, arrive au sommet, et, sous une grêle de balles, plante le drapeau français. « En avant! » crie-t-on dans les rangs. Mais les Bavarois, bien postés derrière des murs crénelés, nous fusillent à bout portant. Le lieutenant-colonel du 114e tombe la poitrine traversée.

D'importants renforts entrent en ligne : des détachements des 90e, 73e et 42e se joignent au 114e; une batterie se poste en arrière, et engage le feu avec les pièces ennemies, qui tirent de la crête de Châtillon. Un obus venu du moulin de la Tour fait sauter un de nos caissons, et blesse une dizaine d'hommes. Bientôt, il devient impossible d'avancer : chaque maison exige un siége.

A Bagneux et à Châtillon, nous nous maintenons donc; nos soldats repoussent tous les retours offensifs de l'ennemi; ils occupent les maisons, et entretiennent un feu meurtrier. Mais, l'action ne peut se prolonger longtemps dans ces conditions car, de tous nos observatoires, on signale des masses considérables qui se dirigent sur le lieu du combat. De la Croix-de-Berni, d'importantes réserves d'artillerie gravissent le plateau. Le canon de Montrouge est, malheureusement, impuissant à démonter les pièces bavaroises qui se trouvent près du moulin de la Tour.

De Bourg-la-Reine, de Plessis-Picquet, de Meudon, les routes sont encombrées par les colonnes allemandes qui accourent.

A l'extrême droite de notre ligne, le 113e de ligne et les sergents de ville ont enlevé le Moulin-de-Pierre, et résistent à tous les efforts de l'adversaire.

Dans ces conditions, le général Vinoy estime que les instructions reçues la veille du gouverneur ne sont pas suffisantes. Il semble impossible, il est vrai, d'enlever Châtillon aujourd'hui; mais des soldats du génie, sous les ordres du colonel Dupouet, exécutent déjà à Bagneux des travaux de défense. Il est possible de se maintenir dans le village.

Le général Vinoy fait connaître en ces termes la situation au général Trochu :

« Nous sommes maîtres de Bagneux; je prends des mesures pour nous y maintenir. Voulez-vous le conserver? »

Vers deux heures, le commandant du 13e corps reçoit la dépêche suivante :

« Blanchard tiendra dans le bas de Châtillon, sans dépasser la route de Clamart; je lui annonce que vous le soutiendrez de Bagneux par votre canon qui devra tirer entre le télégraphe et le haut de Châtillon. Sous cette protection, Blanchard fera sa retraite, quand il le jugera à propos, ou quand vous le lui direz. »

En conséquence de ces instructions, à deux heures et demie, la retraite est ordonnée sur toute la ligne; nos troupes abandonnent à regret leurs positions.

Un détachement de 400 fusiliers, commandé par le capitaine de frégate d'André, part de Montrouge, pour abattre les murs du parc de Bagneux, derrière lequel l'assiégeant peut abriter ses tirailleurs. Nos marins continuent leur travail jusqu'à la complète évacuation du village, et soutiennent la retraite avec lenr vaillance ordinaire.

L'ennemi s'aperçoit de ce mouvement; il veut nous poursuivre. Ses colonnes d'infanterie se précipitent, ses pièces arrivent au galop; mais deux batteries de campagne, placées sur la route, en avant du fort de Montrouge, contiennent les Bavarois. En même temps, les forts, qui ne sont plus gênés par la présence de nos troupes, tirent à toute volée. Après

quelques tentatives inutiles, l'adversaire rentre dans Bagneux, qu'il s'occupe en toute hâte de fortifier.

Nos pertes étaient minimes : 200 hommes tués ou blessés et 7 disparus. L'ennemi comptait 331 hommes hors de combat.

L'issue du combat de Bagneux causa dans Paris une déception profonde. Le chef d'état-major du général Trochu, général Schmitz, eut beau affirmer que la retraite s'était opérée dans un ordre parfait, on se refusa à voir là les symptômes d'une victoire. Dans l'armée, le mécontentement fut plus grand encore. Nos soldats improvisés avaient lutté avec toute leur énergie ; ils avaient conscience de leurs efforts et de leur victoire, que, par un sentiment très-naturel, ils se montraient disposés à exagérer. « A quoi bon, se disaient-ils, verser ainsi notre sang, si le succès même ne profite pas ? »



LE GÉNÉRAL SULEAU DE MALROY.

Fondées ou non, ces plaintes présentaient un danger réel : il était à craindre que le soldat, convaincu de l'inutilité de ses tentatives, se montrât peu disposé à déployer la même vigueur.

Pour cette fois, d'ailleurs, le reproche n'était peut-être pas absolument injuste. Voici, en effet, ce qu'écrit le commandant en chef du 13e corps, mieux placé que tout autre pour apprécier les résultats de la journée :

« ... Ce combat incomplet aurait pu avoir des suites meilleures. Nous avions pensé, un moment, qu'en présence des chances de la journée, qui se dessinaient au début si favorablement pour nous, le gouverneur aurait tenu à conserver Bagneux, et à tenter, le lende-

main, une attaque avec plus de forces sur l'importante hauteur de Châtillon, tentative que nous pouvions espérer voir réussir, puisque nous aurions eu pour premiers points d'appui les positions avancées de Bagneux et du Moulin-de-Pierre. Mais le gouverneur, qui avait sans doute d'autres opérations en vue, ne jugea pas à propos de donner à celle-ci tout le développement qu'elle aurait pu avoir. »

A la suite du combat de Bagneux, huit jours de repos.

Le seul fait de quelque importance à signaler dans cette période est l'incendie du château de Saint-Cloud.

Le 21 enfin, l'action recommence. Cette fois, le théâtre des opérations a été changé : c'est à l'ouest que le combat va s'engager.

Trois colonnes d'attaque sont formées sous le commandement supérieur du général Ducrot.

Le général Berthaut, à la tête de 3,400 hommes d'infanterie, 50 pièces et un escadron, doit opérer entre le chemin de fer de Saint-Germain et la partie supérieure du village de Rueil.

Le général Noël (commandant du Mont-Valérien) : 1,350 hommes d'infanterie, 10 bouches à feu, a pour objectif le côté sud du parc de la Malmaison et le ravin qui descend de Saint-Cucufa à Bougival.

Le colonel Cholleton : 1,600 hommes d'infanterie, 18 bouches à feu. Un escadron a l'ordre de prendre position en avant de l'ancien moulin, au-dessus de Rueil, prononcera son mouvement plus à gauche.

6,000 hommes seulement doivent être engagés en première ligne; mais ils vont être appuyés par de fortes réserves : Sur la gauche, le général Martenot, avec 2,600 hommes d'infanterie et 13 bouches à feu; au centre, le général Paturel, avec 2,000 hommes d'infanterie, 28 bouches à feu et 2 escadrons.

Ensemble : 10,950 hommes. L'expérience des derniers combats avait profité; la proportion de l'artillerie avait été considérablement augmentée : 94 pièces entraient en ligne, en outre des puissants canons du Mont-Valérien et de ceux de l'enceinte, chargés de battre toute la partie « comprise entre Garches, Ville-d'Avray et Sèvres, et principalement la Porte-Jaune et le village de Garches, pour gêner les mouvements de troupes qui se feraient de droite à gauche (1). »

Remarquons, dans cet ordre de mouvement, la phrase suivante qu'il est bon de rapprocher de la citation que nous avons empruntée plus haut à l'ouvrage du major Blume : « ... Toutes les dispositions seront prises pour que l'attaque commence à une heure... Dès midi, *une grande flamme rouge et blanche sera arborée sur la terrasse de chacune des casernes du Mont-Valérien...* »

A une heure, le feu commence. De la station de Rueil à la ferme de la Fouilleuse, nos pièces de campagne tirent pendant trois quarts d'heure sur Buzenval, la Malmaison, la Jonchère et Bougival, tandis que les têtes de colonnes se dirigent vers les objectifs qui leur ont été indiqués : la Malmaison à droite (colonnes Berthaut et Noël); Buzenval à gauche (colonne Cholleton).

Au moment où nos troupes arrivent sur les positions, l'artillerie cesse son feu.

(1) Ordre de mouvement pour la reconnaissance du 21 octobre.

La colonne du général Berthaut se jette dans le parc de la Malmaison, où elle refoule promptement quelques compagnies du 46e régiment prussien qui parviennent à se reformer plus loin, derrière des abatis et des barricades dressés à l'avance; deux batteries allemandes prennent position à l'ouest. Devant cette résistance, notre attaque s'arrête. Plus au sud et à l'ouest, le 6e régiment de grenadiers prussiens tient le terrain jusqu'à la vacherie de Saint-Cucufa, le 37e régiment de fusilliers est à la Mare-des-Bruyères. Un instant arrêtés, nos tirailleurs sont promptement soutenus; le capitaine Nismes se porte audacieusement avec sa batterie sur la hauteur au sud du château de la Malmaison, il est suivi par le capitaine Grandchamp qui a sous ses ordres quatre mitrailleuses. Nos pièces devancent l'infanterie, et engagent vivement le feu avec les deux batteries prussiennes. L'action gagne au delà de la Jonchère. La gauche du général Noël a gravi les pentes dans cette direction. A notre extrême gauche enfin, le colonel Cholleton se précipite, ses francs-tireurs en avant, sur Buzenval, pénètre dans le parc et s'avance vers le ravin de Saint-Cucufa.

Les compagnies du 46e prussien qui sont déployées de ce côté sont repoussées, mais l'artillerie allemande nous tient en échec. Le colonel von Eberhard ramène ses hommes au combat, et appelle à son aide quelques détachements du 1er régiment de landwehr de la garde que l'on a fait venir en toute hâte de Saint-Germain. Devant ces assaillants, nos soldats reculent, puis s'arrêtent de l'autre côté du ravin de Saint-Cucufa. Mais la lutte a été vive, le colonel Eberhardt qui commande le 46e prussien est tombé blessé.

L'action est particulièrement acharnée dans l'angle que forme le parc de la Malmaison auprès de la Jonchère : les zouaves sont là, et ils veulent effacer le souvenir de la retraite du 19 septembre. Cette fois, ce ne sont plus des conscrits qu'un obus met en fuite, on dirait de vieilles troupes. Leur colonel tombe mortellement frappé, et les zouaves se battent avec acharnement auprès du corps qu'ils veulent enlever. Un instant avant déjà, il se sont emparés des canons qui défendent la barricade, mais ils ont été obligés d'abandonner les pièces; cette fois ils ne reculeront pas. On se bat corps à corps, mais le général prussien Sandrart à fait avancer des bataillons du 6e régiment : le nombre va l'emporter, lorsque les mobiles de Seine-et-Marne de la colonne Noël, après avoir traversé en diagonale la hauteur de Buzenval, débouchent sur le parc de Malmaison, et dégagent les zouaves par une violente fusillade qui force l'ennemi à s'arrêter un moment, et donne à nos soldats le temps de s'éparpiller en tirailleurs dans le parc.

A droite, à gauche, au centre, partout la lutte est vive, mais elle ne peut continuer ainsi : de notre côté 6,000 hommes seulement sont au feu, et les Allemands ont engagé les régiments nos 58, 59, grenadiers nos 6, 46e, 37e, 50e, 5e chasseurs (17e 19e, 20e brigades du 5e corps), plus le 1er régiment de landwehr de la garde (1). Enfin, quelques batteries du 4e corps prennent part à l'action. Devant une telle supériorité, nos soldats sont impuissants. L'ennemi prend partout l'offensive : à notre gauche, le 50e régiment prussien s'engage avec quelques détachements du 6e grenadiers, nous repousse du ravin de Saint-Cucufa, et parvient à nous déloger de Buzenval. La batterie du capitaine Nismes s'est avancée jusqu'à la porte de Longboyau : elle est assaillie par une violente fusillade qui, en quelques instants, jette à terre 1 officier, 10 soldats et 15 chevaux. Deux pièces doivent être

(1) Stieler von Heydekampf. *Opérations du 5e corps prussien.* — Blume. *Opérations des armées allemandes.*

abandonneés : les attelages manquent pour les entraîner. De ce côté donc, l'action s'arrête; il est un peu plus de 4 heures.

Sur notre droite, l'ennemi a également repris l'offensive : trois compagnies du 50e prussien s'avancent à travers les vignes, à l'est de la Jonchère, sur le mur sud du parc de la Malmaison, tandis que des compagnies du 46e pénètrent dans le parc, et nous forcent à la retraite.

Le général Ducrot a, d'ailleurs, prescrit de regagner Rueil. Nos troupes s'engagent sur la grande route au moment où de puissantes réserves, accourues de tous côtés au secours des Allemands, tentent de nous poursuivre. Quelques décharges des mitrailleuses du capitaine Granchamp arrêtent les Prussiens. Le combat cesse : il est cinq heures.

La journée nous coûte 443 hommes; l'ennemi accuse une perte d'environ 300 hommes.

De même que pour le combat de Bagneux, on s'est demandé s'il n'eût pas été possible de profiter de nos premiers avantages, et de pousser plus avant.

« Avec des troupes qui n'avaient pas encore vu le feu, écrit M. Chaper, ou ne l'avaient vu qu'à Châtillon; avec des bataillons de mobiles, en particulier, qui étaient à peine formés, on n'aurait pu faire, sans une extrême imprudence, une tentative semblable. L'affaire qu'on a appelée le combat de la Malmaison avait pour but de repousser l'ennemi, qui gagnait peu à peu du terrain, qui avait occupé successivement la Malmaison, Bois-Préau et les maisons de Rueil, et s'approchait du Mont-Valérien, en se tenant à couvert de ses feux. Il y avait dans ces progrès un danger qui pouvait compromettre le succès d'une entreprise dont on faisait dès lors les préparatifs. On voulait surtout former au combat les soldats et les officiers; mais on n'avait pu songer à faire autre chose qu'une reconnaissance. »

Ces arguments peuvent ne pas sembler entièrement concluants. « On n'avait songé qu'à faire une reconnaissance. » Était-ce là une raison pour ne pas profiter des résultats acquis? N'avions-nous pas l'exemple bien récent de Bagneux pour prouver qu'il est quelquefois nécessaire d'avoir un peu d'audace, et de pousser de l'avant. — Mais nos soldats n'avaient pas encore vu le feu? Ce point n'est pas absolument exact; ce serait là, d'ailleurs, une bien amère critique de la défense qui, en un mois, n'aurait pas pu « faire voir le feu » aux soldats. Ne convenait-il pas de réfléchir enfin, l'événement l'a trop prouvé, que malgré l'inexpérience de nos mobiles, les attaques avaient, au début du siége, plus de chances qu'à une époque ultérieure, l'ennemi ayant eu le temps de fortifier ses positions. A Champigny et à Buzenval, lorsque nous avons voulu donner sérieusement, tous nos efforts sont venus échouer contre des obstacles qui n'existaient pas deux mois ou six semaines auparavant.

Nous n'écrivons ces lignes, que parce que nous pouvons citer des opinions et des faits bien concluants. C'est le général Vinoy qui écrit : «.....Il est à regretter que des dispositions n'aient pas été prises pour profiter immédiatement du commencement du succès obtenu par le général Ducrot, les conséquences d'une opération mieux combinée et menée plus à fond eussent, peut-être, été considérables. »

Si nous consultons l'ouvrage du capitaine prussien Stieler von Heydekampf, nous voyons qu'à la suite du combat de la Malmaison, l'ennemi « profita de l'expérience acquise » et fit d'importants travaux sur tous les points qu'il avait reconnus trop faibles.

Voici d'autres faits plus décisifs encore : d'abord ce passage d'une correspondance allemande, cité dans l'intéressant ouvrage de M. Neukomm (1) : « On bat la générale (à

(1) *Les Prussiens devant Paris*, d'après des documents allemands.

Versailles), les aides-de-camp galopent en tous sens ; des canons sont braqués sur les avenues, la population manifeste son hostilité... Nous demandons des nouvelles de la bataille : *cela va mal, très-mal.* Le Prince Royal arrive au galop, puis le roi qui, après s'être entretenu avec M. de Moltke, se rend à l'aqueduc de Marly, d'où il assiste à la bataille. M. de Moltke part dans la direction de l'engagement... »



L'AMIRAL LA RONCIÈRE LE NOURY.

Le lendemain 22 octobre, le *Moniteur Prussien* de Versailles publiait en tête de ses colonnes cet avis significatif :

« Nous, commandant de la place de Versailles, décrétons ce qui suit :

« Vu l'état de siége,

« Dès que le signal d'alarme est donné aux troupes allemandes, les habitants de la ville sont tenus à rester ou à rentrer chez eux.

« Les troupes ont reçu l'ordre de faire usage de leurs armes à feu contre tout individu désobéissant.

« Le commandant de la place,
« De Voigts-Rhetz. »

Un mot encore pour finir sur ce point : le roi Guillaume télégraphiait à la reine Augusta : « *Tout Versailles avait été mis en émoi.* »

Est-ce à cette crainte des Allemands qu'il faut attribuer la cruauté dont ils firent preuve après l'action : des habitants de Bougival accusés d'avoir tiré sur les Prussiens furent fusillés.

En même temps qu'avait lieu le combat de la Malmaison, une reconnaissance se dirigeait vers la redoute de Montretout, et engageait le feu avec les Prussiens. Sur la rive gauche, entre Issy et Ivry, le général Vinoy envoyait quelques troupes se déployer en avant de la route : au nord, enfin, le général de Bellemare, commandant de Saint-Denis, se portait vers Colombes, pour couvrir la droite du général Ducrot.

Avant de poursuivre le récit des opérations engagées sous Paris, il nous faut maintenant jeter un coup d'œil sur la situation militaire à l'extérieur, et parler d'abord de la chute de trois de nos places : Toul, Strasbourg et Soissons!

CHAPITRE XXI

Siége de Toul. — Moyens de défense. — Moyens d'attaque. — Bombardement. — Capitulation. — Siége de Strasbourg. — Force de la garnison. — L'armée d'investissement. — Tentatives de sortie. — Propositions du général de Werder rejetées par le général Uhrich. — Les batteries allemandes. — Bombardement. — Ruines et incendies. — Conseils du ministre de la guerre. — La délégation suisse. — Brèche praticable. — Capitulation. — Siége de Soissons. — Corps d'investissement formé par les troupes du 13e corps allemand. — Force de la garnison. — Les batteries de siége. — Batterie de brèche. — Capitulation.

I

Le 16 août, une brigade du 4e corps allemand avait tenté de s'emparer de la place de Toul.

Le 18 du même mois, sur l'ordre du Prince Royal, la ville fut investie par une brigade d'infanterie bavaroise; le 23, un nouveau bombardement vint prouver que, pour venir à bout de la place, il fallait recourir à un siége régulier. A propos de cette inutile tentative, citons une phrase de l'ouvrage semi-officiel du capitaine Gœtze : « Comme on n'avait pas l'intention de ruiner la ville, on ordonna de ne tirer que contre les ouvrages armés. » Précieux aveu que nous aurons plus d'une fois à rappeler.

Le 29 août, quelques bataillons de landwehr investirent la place en partie, et s'efforcèrent de maintenir libre la route d'étapes de Gondreville à Pagney et à Ecrouves.

Le 3 septembre, dix canons rayés de 12, quatre obusiers de 22 et cinq gros mortiers servirent à l'établissement de trois batteries placées au Mont-Saint-Michel et entre la route de Paris et le chemin de fer. Les ouvrages construits et armés le 10 septembre, le bombardement commença aussitôt. De 7 heures du matin à 5 heures et demie du soir, on jeta dans la ville 1,546 bombes ou obus. Le résultat fut nul « parce que, dit le capitaine Gœtze, les incendies n'avaient pris que peu de développement. » On voit que l'intention « de ne pas ruiner la ville » n'avait pas été de longue durée.

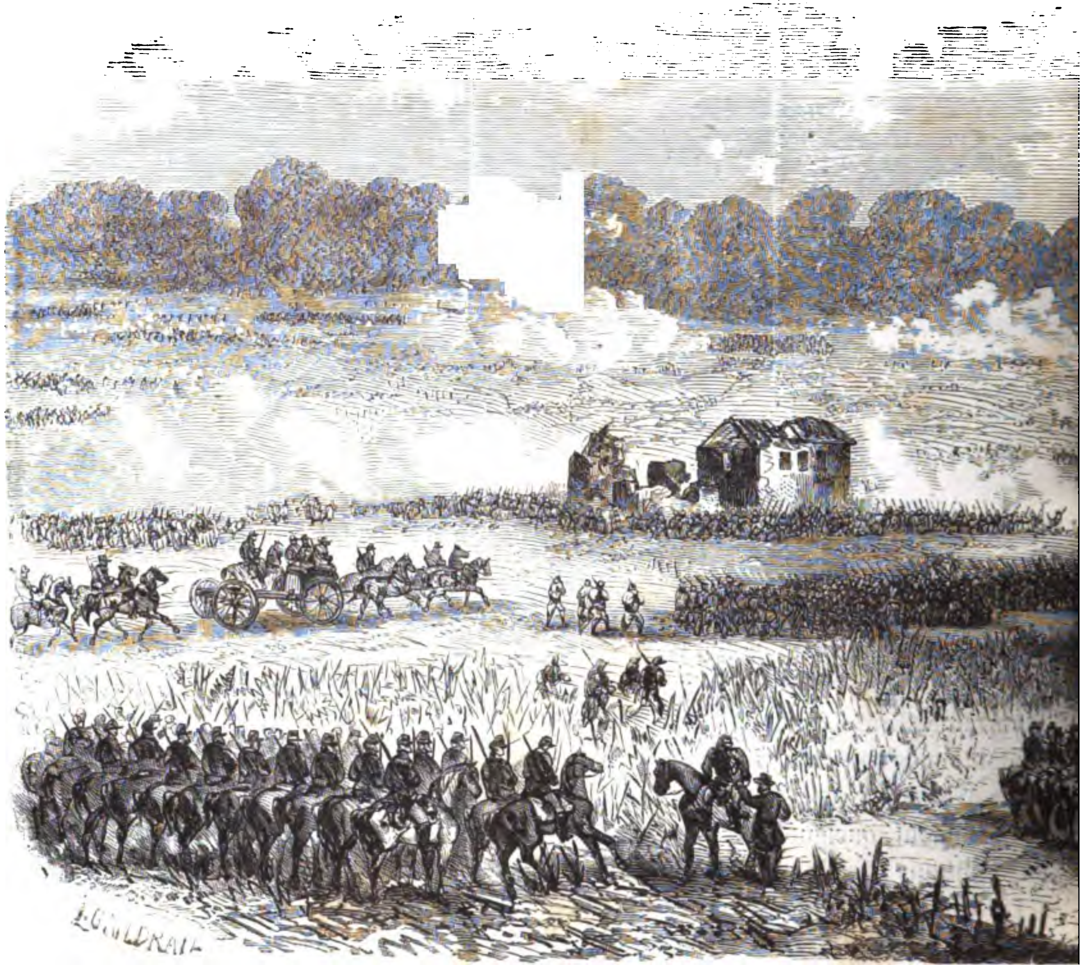
A la suite de ce nouvel échec, on prescrivit d'arrêter le feu; des troupes plus nombreuses et des moyens d'action plus puissants allaient être employés.

L'acharnement déployé par les Allemands s'explique facilement par la position de la place.

Situé sur la rive gauche de la Moselle, à deux cent quatre-vingt kilomètres de Paris et à soixante de Metz, Toul barre un grand nombre de routes qui conduisent dans toutes

les directions, et interdit l'usage du chemin de fer de Frouard à Paris, chemin de fer indispensable aux Allemands pour permettre le siége de la capitale.

Malheureusement, l'importance des fortifications n'est pas en rapport avec cette exceptionnelle situation. Pas un ouvrage avancé, une enceinte bastionnée construite par Vauban en 1697, et comprenant neuf bastions, des abris voûtés pour 1,200 hommes seulement : tel

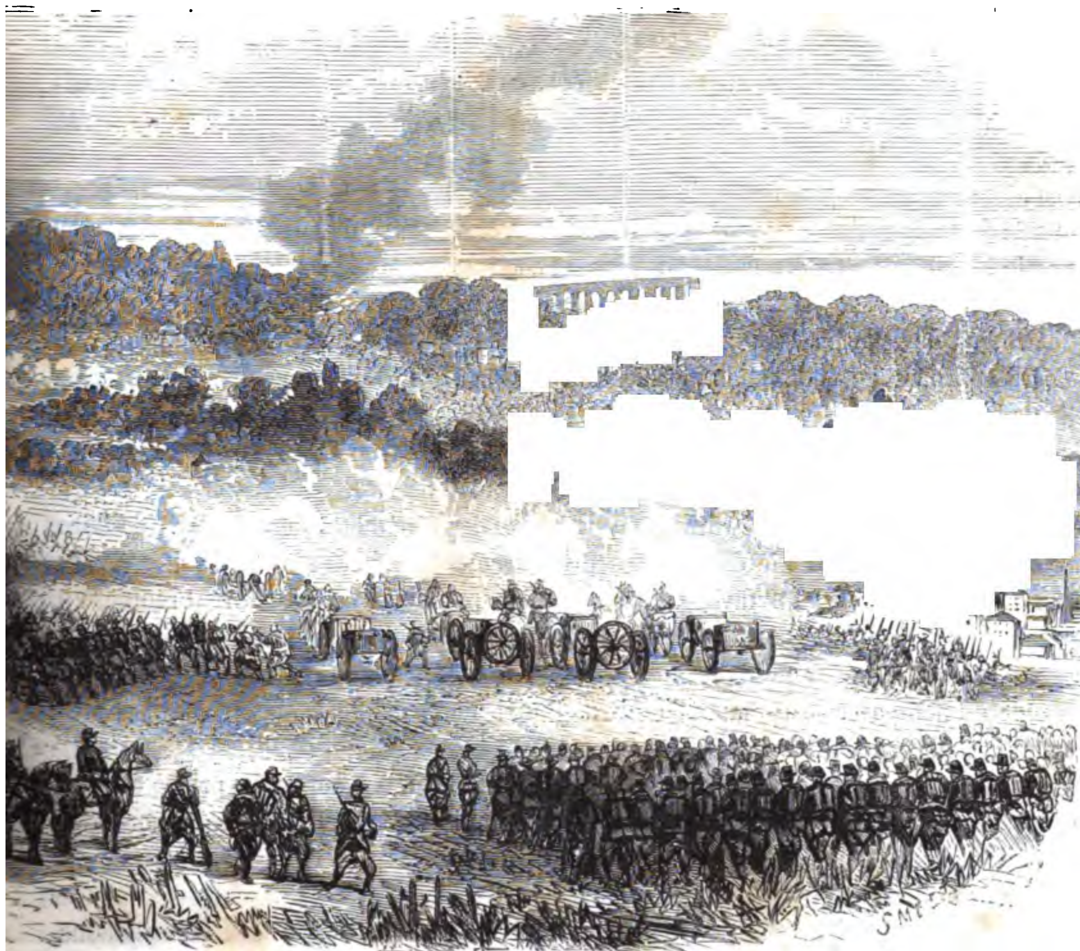


était l'état de la défense. La ville est bien garantie au sud-est par la Moselle, mais au nord-ouest le terrain s'élève à partir des glacis jusqu'au plateau boisé du Mont-Saint-Michel, qui domine la ville d'environ deux cents mètres, à une distance de moins de deux kilomètres.

C'est dans ces conditions désastreuses qu'il fallait engager et soutenir la lutte.

Cependant, dès 1818, l'établissement d'un camp retranché à Toul avait été décidé, et l'urgence de travaux défensifs était si réelle que, dans son ouvrage presque classique, en

Allemagne, le général bavarois Hartmann, prenant pour un fait accompli l'ordre d'un inspecteur général français, le général Prévost de Vernois, avait écrit ces lignes en 1860 : « *Toul :* place sur le chemin de la colonne centrale d'invasion, commande à la fois le passage de la Moselle et la ligne de Paris-Strasbourg, *a été récemment renforcé par l'occupation du Mont-Saint-Michel et des hauteurs de la Justice !* »



E.

Quant à l'armement de la place, il comprenait : vingt-deux pièces de 24 et de 12 rayées, vingt-six canons lisses de 16 et de 12, douze obusiers lisses, onze mortiers, total 71 bouches à feu. Les inventaires fixaient à un chiffre bien plus élevé le nombre des pièces de Toul, mais, au lieu de se trouver dans la place, ces canons étaient à Metz ; de là l'erreur commise par la plupart des historiens qui parlent de 190 bouches à feu.

La garnison comprenait : 600 hommes du dépôt du 63e de ligne, 130 hommes du dépôt

du 4e cuirassiers, 600 mobiles de Nancy, 410 hommes formant les quatre batteries d'artillerie de la garde mobile de la Meurthe, 20 soldats du train des équipages, 30 gendarmes. Sur ce total de 2,290 hommes, il fallait compter comme soldats les gendarmes et les soldats du train, 50 *hommes ;* les autres étaient des conscrits appelés de la veille. *Pas un artilleur, pas un soldat du génie !* Nouvel exemple de la prévoyance du ministre de la guerre, qui faisait travailler aux fortifications de Paris, et négligeait de prendre les mesures les plus efficaces pour arrêter l'ennemi. Jusqu'au 13 août cependant, il eût été possible de jeter un détachement dans Toul, puisqu'à cette date, le grand parc de l'armée du Rhin put quitter la ville et être conduit à Châlons.

Le commandant de la place, major Huck, n'avait été appelé à ce poste que depuis quelques jours. Il avait vainement sollicité l'autorisation de détruire le pont de Liverdun sur la Moselle, et le tunnel de Foug.

Abandonné à ses propres forces, le commandant Huck mit le temps à profit pour augmenter la force de résistance ; il fit couper les arbres des glacis qui gênaient le tir, déblayer en partie les abords, étendre les inondations, et commencer la construction de travaux et d'abris blindés pour les pièces. Enfin, par des sorties constantes, il s'efforça d'empêcher, ou tout au moins de retarder les travaux de l'ennemi. Le conseil municipal ne prêta qu'un médiocre concours au commandant, mieux servi par l'énergie que déploya une grande partie de la population.

Jusqu'au 12 septembre, la défense put se continuer sans trop de désavantage ; mais, à partir de ce moment, les conditions de la lutte furent modifiées.

A la fin du mois d'août, les ordres du grand quartier général avaient prescrit de faire venir d'Allemagne une partie des troupes primitivement désignées pour la défense du pays. La 17e division et la 2e division de landwehr (brandebourgeoise) furent réunies en un corps d'armée qui porta le numéro 13, et fut confié, avec l'adjonction de la 17e brigade de cavalerie, au grand duc de Mecklembourg qu'il importe de ne pas confondre, malgré la similitude du nom, avec le commandant de la 6e division de cavalerie que nous avons précédemment vu entrer dans Laon.

Le 13e corps se dirigea vers Metz, mais il ne fut adjoint aux troupes du prince Charles que jusqu'au 8 septembre. A cette date, il fut désigné pour occuper la région comprise entre Metz et Paris. Une division devait assiéger Toul, tandis que l'autre se mettrait en marche dans la direction de Reims et de Châlons.

Le 13 septembre, la 17e division arriva devant Toul : elle comprenait 13 bataillons d'infanterie, 12 escadrons et 54 pièces de campagne. Le général von Schimmelmann, commandant la division, fut chargé de diriger les opérations du siége.

La hâte de s'emparer de la place était telle que malgré l'insuccès des tentatives précédentes, les Allemands, en attendant l'arrivée du parc de siége, bombardèrent la ville avec leurs pièces de campagne. Le 16, une batterie de 8 cent. vint se joindre aux dix-huit canons de 9 cent. établis sur le Mont-Saint-Michel. Le 18, le parc de siége arriva ; le lendemain, quelques bataillons furent renvoyés à Châlons : les travaux d'investissement étaient assez complets pour que l'on n'eût pas à redouter une tentative de vive force des assiégés. Il ne resta devant la place que six bataillons d'infanterie, un de chasseurs, quatre escadrons, quatre batteries de campagne, deux compagnies de pionniers, et cinq d'artillerie de place. Le parc de siége comprenait 26 pièces prussiennes et 27 canons français.

Les batteries furent établies :

Trois sur le Mont-Saint-Michel ;

Deux au pied du Mont-Saint-Michel et de la côte Barine ;

Quatre sur les pentes de la hauteur de la Justice ;

Une sur les pentes de la hauteur de Jacobin ;

Une au sud de Dammartin.

Ces onze batteries enveloppaient à peu près les deux tiers du pourtour de la place.

Les Allemands parvinrent à priver Toul de l'usage des eaux de la Moselle : ils réussirent en partie à saigner les fossés, en détruisant une écluse de retenue, au pied des glacis.

Afin de prévenir le cas où le bombardement ne produirait pas les résultats attendus, les Prussiens décidèrent que deux parallèles seraient ouvertes : la première à sept cents pas de la place, sa droite au faubourg Saint-Evre et sa gauche au ruisseau. Ce travail ne fut pas effectué, la reddition de la ville ayant précédé les travaux.

La journée du 21 fut employée par l'assiégeant à s'établir dans les premières maisons du faubourg Saint-Mansuy, malgré de très-vives attaques des Français.

Le 22, les batteries de siége ouvrirent le feu : le 23, toutes les pièces tirèrent à la fois, un pont-levis fut démoli, des incendies éclatèrent sur tous les points de la ville. Les défenseurs répondirent vigoureusement, et parvinrent à leur tour à mettre le feu aux faubourgs Saint-Mansuy et Saint-Evre qu'occupaient les Allemands.

A 4 heures du soir, enfin, le drapeau blanc fut arboré : le commandant Huck ne cédait que sur l'avis unanime du conseil de défense. Les pertes de la garnison s'élevaient à 114 tués ou blessés ; celles des habitants, à 8 tués et à 20 blessés. 12,000 projectiles avaient été lancés sur la ville (2,425 par les pièces de siége).

Prévenu de la chute prochaine de Toul, le commandant du 13ᵉ corps était arrivé en toute hâte. Du mont Barine, il assista au bombardement. Le général allemand fit prescrire que dans le cas où un accident semblable à celui de Laon viendrait à se produire, la garnison serait à sa merci.

Un officier français, le lieutenant-colonel du génie Prevost (1) a porté ce jugement sur le siége de Toul : « En définitive, la place retint l'ennemi pendant 49 jours, et nous trouvons que c'est un temps bien long, avec le peu de moyens de résistance qu'elle possédait. Les envahisseurs, à qui Toul était nécessaire pour continuer leur mouvement dans l'intérieur de la France, ne nous paraissent pas avoir mis en œuvre les procédés les plus rapides pour s'en emparer. »

L'observation sembla juste, sans doute, même aux Allemands, car le capitaine Gœtze répond ainsi dans son ouvrage semi-officiel (2): « En portant un jugement sur les opérations de ce siége, il convient de ne pas perdre de vue qu'en août et en septembre 1870, on n'avait encore que trop peu d'expériences pour être fixé sur le peu de résistance qu'une petite place peut opposer à un bombardement persistant, quand ses abris voûtés sont insuffisants, et quand la population civile ne l'a pas évacué. »

Les Allemands n'allaient pas tarder à avoir toute l'expérience nécessaire, en matière de bombardement.

(1) *Les forteresses françaises pendant la guerre.*

(2) *Opérations du corps du génie allemand.*

II

Strasbourg est situé sur la rive gauche du Rhin à moins de 4,000 mètres du fleuve, au milieu d'une vaste plaine que sillonnent un grand nombre de cours d'eau. La ville est traversée du sud au nord par l'Ill dont le cours au-dessus de Strasbourg est presque parallèle à celui du Rhin, dont il n'est distant que de 7 à 8 kilomètres. Dans l'intérieur des fortifications, la rivière se partage en deux bras ; celui de l'ouest porte le nom de canal des faux remparts, et se jette dans le Rhin au-dessous de Strasbourg à Wanzenau. Au-dessus de la ville, l'Ill reçoit la Brusch en partie canalisée.

Au sud de la place, l'Ill rencontre le canal du Rhône au Rhin, au nord celui de la Marne au Rhin qui se prolonge jusqu'à l'extrémité inférieure de l'Ile des Epis que dessine à l'est un bras du grand fleuve appelé le petit Rhin.

Toutes ces eaux forment au nord et au sud de la partie orientale de la ville, un grand nombre d'îles, parmi lesquelles il faut citer l'île de Wacken, la Robertsau et l'île de Sporen.

Strasbourg comptait environ 86,000 habitants un peu avant le siége : la ville est le point de jonction de trois grandes lignes de chemin de fer qui se dirigent au nord par Vendenheim et Haguenau sur Mannheim et Mayence, à l'est sur Kehl, au sud sur Bâle par Colmar. De la première de ces lignes, se détachent à Vendenheim le chemin de fer qui court sur Paris par Frouard, et à Haguenau l'embranchement qui relie Strasbourg à Metz par Bitche et Sarreguemines, en longeant la frontière. La grande forteresse de l'Alsace est également mise en communication avec Belfort et Besançon par le chemin de fer qui part de Mulhouse vers l'ouest. La gare principale est située dans l'intérieur de la place, près de la partie nord-ouest de l'enceinte, une seconde gare moins importante se trouve du côté sud sur la ligne de Kehl qui contourne la ville. On se souvient que, peu de jours après la déclaration de guerre, le 22 juillet, le pont du chemin de fer avait été détruit.

Les fortifications de Strasbourg ont été créées par le Strasbourgeois Daniel Speckle : lorsque la ville passa à la France, Vauban construisit la citadelle, pentagone régulier bastionné d'un espace restreint, renforcé au nord et à l'est par deux ouvrages à cornes. C'est également à l'illustre ingénieur que sont dus la plupart des ouvrages extérieurs.

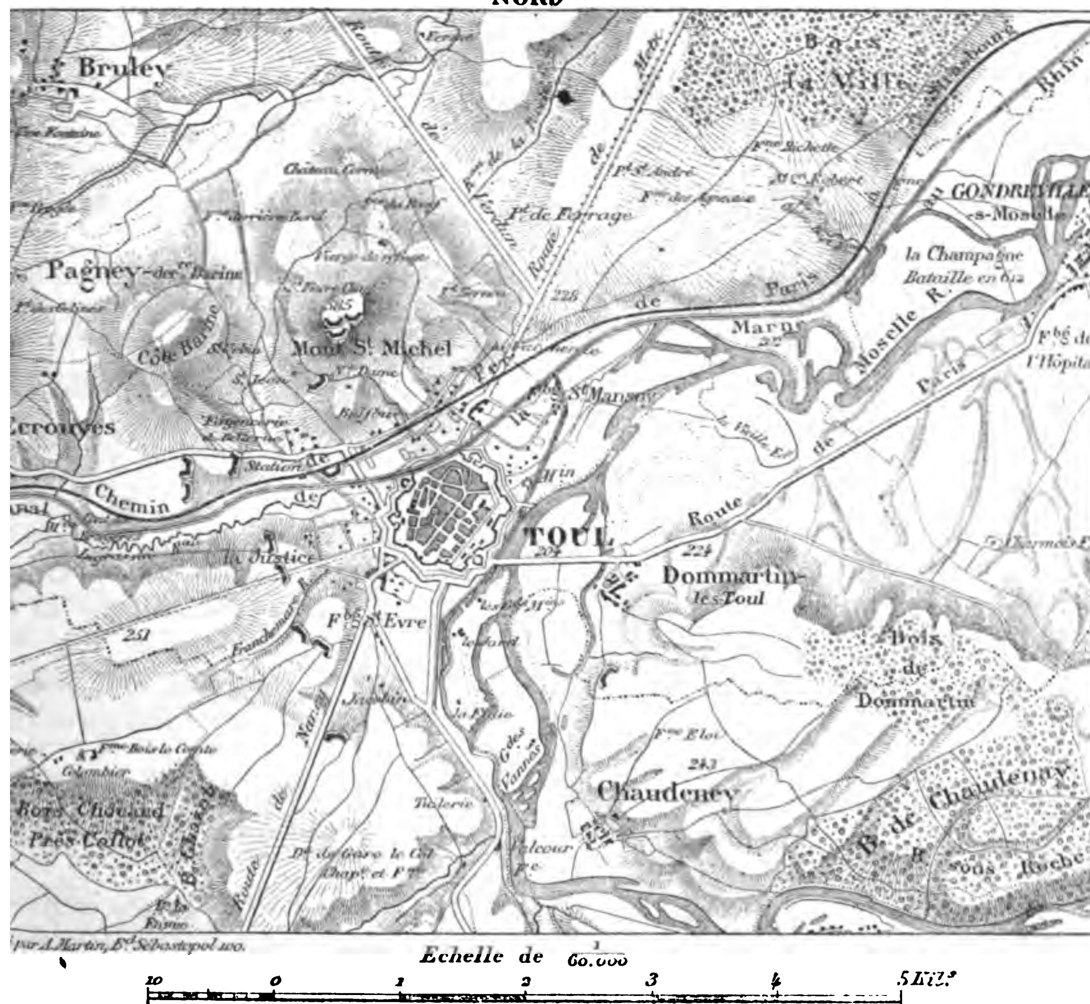
L'enceinte principale se compose, sans la citadelle, de 7 bastions, et avec elle, de 22. Le côté du sud en a 7 numérotés de l'est à l'ouest (fort Blanc), le côté de l'ouest 5 (fort de Pierres) le côté du nord 6. Les plus importants des ouvrages extérieurs sont les ouvrages à cornes 40-42 devant le front 8-9 et 47-49 devant le front 10-11 ; l'ouvrage à cornes de Finkmatt qui servait de gymnase à la garnison devant les fronts 12-14. Le sud, l'est et le nord de la place pouvant être facilement inondés ne sont protégés que par des ouvrages extérieurs de peu d'importance, les obstacles principaux se trouvent à l'ouest. «... L'angle droit formé par l'enceinte au nord-ouest de la place n'en restait pas moins le point faible, et par suite nettement indiqué pour l'attaque, écrit M. Wachter (1). Le terrain en avant

(1) *La guerre de* 1870-71.

ıonte doucement vers l'ouest jusqu'aux hauteurs sur les pentes desquelles s'élèvent les illages d'Ober-Mittel et Niederhausbergen, siuués tous les trois à environ une lieue des ortes de Strasbourg. Le léger relief du terrain, outre qu'il empêche l'inondation, et facilite

SIÉGE DE TOUL

NORD



es travaux d'approche, permet à l'assiégeant d'établir des batteries d'enfilade contre les ›uvrages nord dont l'occupation devient ainsi difficile et meurtrière pour l'assiégé. »

Aucun travail important n'avait été fait à Strasbourg depuis quelques années.

La seule construction récente est la lunette 44 qui masque la brèche ouverte dans les nurailles par le passage du chemin de fer.

La situation resserrée de la ville prouvait cependant la nécessité de recourir pour la

défense à la création d'ouvrages détachés portés à une assez grande distance de l'enceinte. De nombreux projets dans ce sens avaient été présentés depuis quelques années. Le général Ducrot, notamment, qui avait longtemps commandé la 6e division militaire, avait rédigé la note suivante (1) : « Pour investir la place de Strasbourg et tenter quelque chose de sérieux contre elle, il faut au moins 100,000 hommes.

« Or, au début des hostilités, l'ennemi ne peut songer à une pareille entreprise, tout ce qu'il peut faire, c'est de détacher un ou deux corps, c'est-à-dire trente à cinquante mille hommes, pour resserrer la garnison dans ses ouvrages, s'emparer de tous les riches villages qui en forment en quelque sorte les faubourgs, rendre ainsi l'investissement complet, et dans cette situation, un bombardement a toutes chances de réussir, et d'amener la prompte reddition d'une ville de 80,000 âmes.

« Il en serait tout autrement si nous nous mettions en mesure d'occuper fortement tout d'abord les hauteurs d'Osbergen, de Mundolsheim et la tête des principaux villages qui entourent la place, et se relient avec elle par d'excellentes voies de communication concentriques.

« Ces dispositions rendent l'investissement impossible, permettent de faire concourir à la défense toute la population de ces villages, qu'il sera facile d'exalter, de passionner, puisqu'elle combattra pour la défense du foyer et de la famille.

« Cinq mille hommes suffisent pour remplir ce rôle, à savoir : quinze cents répartis dans trois bons ouvrages de campagne, sur les hauteurs d'Osbergen; cinq cents au village d'Eckholsheim; cinq cents en tête du village de Hohenheim; deux mille cinq cents pour la défense de l'île des Épis et de la ligne du canal... »

Malheureusement, aucun compte n'avait été tenu de ces justes observations. La nécessité de protéger Strasbourg par des ouvrages avancés avait bien été reconnue : on avait dressé des plans, préparé des projets; mais, comme pour Toul, le travail n'existait que sur le papier.

L'ennemi allait donc trouver presque désarmée cette ville de Strasbourg, qui, suivant l'expression très-juste d'un des historiens de la dernière guerre (2), ne méritait guère « la désignation de place forte de première classe. »

Les Allemands reconnaissent eux-mêmes combien cette situation leur créait d'avantages. Nous n'en voulons pour preuve que ce passage intéressant d'une publication allemande (3) :

« La fortification de Strasbourg a été établie d'après le tracé bastionné. Avec son enceinte principale construite par Spekle, suivant le vieux mode allemand, et qui embrasse étroitement une ville compacte; avec sa citadelle élevée par Vauban à l'est de la ville, et qui se relie à l'enceinte; avec ses ouvrages extérieurs établis également, pour la plupart, suivant les idées de Vauban, et qui s'étendent assez loin en certains endroits, cette fortification ne peut plus répondre aux exigences de la science nouvelle qui a dû se mettre à la hauteur des perfectionnements de l'artillerie.

(1) Général Ducrot. — *De l'état-major et des différentes armes.*

(2) Rustow. — *Guerre des frontières du Rhin.*

(3) *Artilleristische notizen über die Belagerung von Strasburg.* (Notes sur le siége de Strasbourg au point de vue de l'artillerie.) — Cette notice a été traduite et publiée dans le *Bulletin de la Réunion des officiers.*

« La place de Strasbourg avait tous les défauts qui sont, en général, inhérents au tracé bastionné : le développement du feu de son artillerie était limité ; elle n'était pas à l'abri du tir à ricochet ni du tir d'enfilade; ses communications n'étaient ni sûres ni faciles; mais, outre cela, elle manquait particulièrement de batteries casematées, d'abris pour les hommes et le matériel, et le mur d'escarpe n'était pas suffisamment protégé contre le tir en brèche à grande distance.

« Peu de temps auparavant, on avait bien cherché à remédier à tous ces inconvénients par l'établissement de nombreuses traverses, revêtues en maçonnerie, sur les remparts, et d'une enveloppe au saillant nord-ouest, le plus exposé à une attaque; mais on avait entièrement négligé d'améliorer les ouvrages de la fortification, et de les mettre en rapport avec les moyens d'attaque de l'artillerie moderne.

« Toutefois, malgré tous ces défauts, la fortification de Strasbourg, par son étendue et son développement considérable; par le fort profil et le grand commandement de ses ouvrages, en particulier de son enceinte principale, et surtout par ses profonds et larges fossés pleins d'eau, présente un obstacle très-sérieux pour l'assiégeant, déjoue une attaque de vive force, et oppose, même avec une faible défense, des difficultés considérables à un siége en règle. Ajoutons à cela qu'à l'aide de la grande quantité d'eau fournie par l'Ill, un système d'écluses permet d'élever notablement le niveau de l'eau dans les fossés de la place, et de le faire varier d'une manière très-sensible; et même le terrain situé en avant des fronts nord et sud-est peut être inondé suffisamment, pour qu'il ne reste plus d'abordable à une attaque régulière que le côté ouest, avec les deux saillants qui s'y trouvent.

« Sans doute, la disposition des ouvrages empêchait une attaque de vive force, rendait difficile un siége régulier et devait entraîner une grande perte de temps et d'hommes; mais l'assiégeant se trouvait en présence d'une ville fort peuplée et étroitement resserrée. Cette ville manquait d'abris pour la garnison, la population et les approvisionnements; elle était dépourvue de toute espèce d'ouvrages détachés, et le terrain qui la précédait, entrecoupé de maisons et de cultures, permettait à l'ennemi d'établir des batteries à longue portée, sans courir de dangers, et sans être vu de l'artillerie de la place. L'assiégeant n'en devait être que plus naturellement amené à essayer l'attaque par le bombardement. »

Si les fortifications de Strasbourg étaient insuffisantes, l'armement de la place ne se trouvait pas plus satisfaisant. « 240 à 250 bouches à feu de *quatorze calibres différents,* depuis l'obusier de montagne, assez inutile dans un siége, si ce n'est au moment de l'assaut, jusqu'à la pièce de 24, composaient, avec quelques mortiers en petit nombre, le matériel de la défense (1). »

Le personnel consistait en :

Troupes d'infanterie. — Quatre dépôts, réduits aux ouvriers : deux des 18e et 96e de ligne; deux des 10e et 16e bataillons de chasseurs.

Artillerie. — Une partie du 16e régiment (pontonniers); deux faibles dépôts des 5e et 20e régiments.

Génie. — HUIT SOLDATS, avec un nombre égal de sous-officiers et 5 officiers.

Au moment de son départ pour Haguenau, le maréchal de Mac-Mahon laissa à Strasbourg le 87e régiment de ligne.

(1) Général Uhrich. — *Documents relatifs au siége de Strasbourg.*

Enfin, du 6 au 19, arrivèrent dans la ville : un détachement du 74e, un du 78e et un bataillon du 21e, qui avait été chargé de protéger la gare de Haguenau. A ces troupes, il convient d'ajouter un certain nombre de soldats isolés, zouaves, turcos, etc., qui n'avaient pu rejoindre leurs corps après la bataille de Wœrth. Mentionnons encore 450 douaniers, 90 marins, et quelques cavaliers débandés, qui formèrent plus tard un régiment de marche.

En résumé, la défense pouvait disposer,—en comptant 4,400 gardes mobiles et 3,600 gardes nationaux, — de 20,660 hommes. Mais il faut observer que le 87e de ligne était seul organisé, et que les deux tiers de ces soldats, les mobiles et les gardes nationaux, entre autres, n'avaient jamais tenu un chassepot.

La question des subsistances n'était pas inquiétante, la ville étant abondamment pourvue.

Les munitions étaient, également, en quantité suffisante : le nombre des fusées percutantes seul était peu considérable ; pour comble de malheur, 35,000 de ces fusées furent détruites par les projectiles ennemis qui incendièrent l'arsenal de la cathédrale. La défense s'efforça d'en faire venir de Schlestadt ; mais elles tombèrent entre les mains des coureurs allemands : il fallut recourir aux fusées en bois, abandonnées depuis longtemps ; leur emploi fut des plus médiocres.

La ville possédait 30,000 palissades ; il en eût fallu 100,000 pour qu'il fût possible d'en poser sur tous les points menacés.

Le général Uhrich, appelé, sur sa demande, au commandement de la place de Strasbourg, arriva le 21 juillet, et s'empressa de prévenir le ministre qu'il allait faire raser « les constructions et les plantations nombreuses, comprises dans la zône de servitude militaire de la place. » Le ministre de la guerre répondit aussitôt « qu'il défendait de rien faire abattre, si ce n'était qu'à la dernière extrémité, et après entente préalable avec les autorités civiles. »

Cette décision du maréchal Lebœuf était d'autant plus regrettable, « que les arbres étaient en nombre tel et si rapprochés, que sur bien des points du rempart, on ne pouvait découvrir à plus de cent mètres en avant. »

La rapidité avec laquelle se produisit l'invasion empêcha la défense de découvrir suffisamment les abords.

Ainsi, fortifications, armement, munitions (fusées percutantes tout au moins), troupes tout était insuffisant, et, pour ajouter encore aux difficultés de la lutte, l'imprévoyance et la confiance aveugle du ministre de la guerre s'opposaient à l'adoption des mesures les plus urgentes !

Nous avons vu les Allemands, le 8 août, deux jours après leur victoire de Wœrth, pousser une reconnaissance de cavalerie de ce côté, et sommer la ville de se rendre ; on sait quelle réponse fut faite à cette étrange proposition. Mais, la possession de Strasbourg importait trop à l'ennemi pour qu'on pût espérer un long répit.

Dès le 13 août, le général de Beyer occupa avec la division badoise les villages environnants. Le lendemain, le général Werder arrivait devant la place, prenait le commandement général, et fixait son quartier-général à Mundolsheim. En outre de la division badoise, on appela d'Allemagne la division d'infanterie de landwehr de la garde (lieutenant-général de Loën) ; la 1re division de réserve (général de Treskow). Le 30e régiment d'infanterie de Rastadt et le 34e de fusiliers de Mayence furent embrigadés sous les ordres du géné-

ral de Boswel. Plus tard, on forma également une brigade de cavalerie, commandée par le général Krug de Nidda, avec le 2e dragons et le 2e hussards (de réserve).



LE GÉNÉRAL UHRICH

La force totale du corps d'investissement se décomposait ainsi :

Division badoise.	18 bataillons	12 escadrons	54 pièces de campagne
Division landwehr-garde. . .	12 —	8 —	18 —
1re division d'infanterie. . .	12 —	8 —	18 —
Brigade combinée d'infanter.	6 —	» —	» —
— de cavaler.	» —	8 —	» —
Total. . . .	48 bataillons	36 escadrons	90 pièces de campagne

A ces chiffres, il convient d'ajouter 33 compagnies d'artillerie de place, formant un effectif d'environ 7,000 hommes, et 15 compagnies de génie (2,200 hommes). La force totale peut être estimée à plus de 55,000 hommes; 212 canons rayés, 100 mortiers lisses étaient amenés dans le courant d'août devant la ville. En outre, pour l'attaque qui devait se faire simultanément de Kehl contre la citadelle, la place de Rastadt tira de son matériel d'artillerie de forteresse les pièces nécessaires, au nombre de quarante-cinq, dont seize canons rayés de 12 et seize de 24 (1), se chargeant par la culasse, cinq mortiers lisses de 23 cent. (24 livres), et huit de 28 cent. (60 livres).

De toutes les pièces destinées à l'attaque principale, les deux tiers étaient des canons rayés de 9 cent., 12 cent. et 15 cent. (6, 12 et 24 livres), se chargeant par la culasse, et l'autre tiers consistait en mortiers lisses de 15, 23 et 28 cent., auxquels vinrent encore s'ajouter, dans le courant du siége, deux mortiers rayés de 21 cent., se chargeant par la culasse, que l'on employait pour la première fois. Les différents calibres des canons rayés se trouvèrent dans les proportions suivantes : deux dixièmes de 9 cent., moitié de 12 cent., et trois dixièmes de 15 cent. Pour les mortiers, il y en avait la moitié de 15 cent., un quart de 23 cent., et un quart de 28 cent.

On a beaucoup reproché au général Uhrich de ne pas avoir, dès le début, fait des sorties plus fréquentes destinées à inquiéter l'ennemi et à gêner ses travaux. Cette accusation ne tient pas, lorsque l'on examine la situation avec attention : «... Nous ne sommes pas de l'avis de ceux qui reprochent à la place, de n'avoir pas mieux défendu les points importants situés à l'extérieur, et de n'avoir pas fait plus de sorties. Nous reconnaissons qu'il n'y avait pas de troupes solides pour tenter ces sortes d'opérations » (2).

Comment, en effet, le général Uhrich aurait-il pu lutter efficacement, soutenir activement cette guerre de chicane si utile à l'assiégé, quand elle est possible ; alors que tout était contre lui, le nombre et la valeur des troupes, les obstacles enfin, multipliés autour de la ville, et si malencontreusement conservés de par la volonté formelle du ministre ?

En réalité, sur les 20,000 hommes renfermés dans la place, on pouvait au début, et avant tout essai d'organisation, compter à peu près exclusivement sur les trois bataillons du 87e et sur le bataillon du 21e : que faire de vraiment sérieux avec ces 3,000 hommes?

Le 13 août cependant, une reconnaissance forte de deux escadrons et de deux compagnies se porte vers le village de Neuhof, et fait rentrer dans la place des approvisionnements.

Le 14, 900 hommes, 50 cavaliers et deux pièces traversent la Robertsau, et engagent le feu à l'entrée de la forêt de la Wantzelau avec les Badois qui, à la suite de cette menace, font sauter le pont des colonnes qui relie Strasbourg au village de la Robertsau au nord.

Le 16, une forte reconnaissance conduite par le colonel Fiévet des pontonniers se dirige au sud sur Neuhof et Neudorf. Elle rencontre l'ennemi embusqué dans des maisons et dans les bois. Le désordre s'introduit promptement dans nos rangs, les compagnies du 3e régiment badois chargent après une violente fusillade, mettent 70 hommes hors de combat, blessent grièvement le colonel Fiévet qui devait succomber quelques jours après, et s'emparent de trois pièces de canon. « J'aurais voulu, pour cette reconnaissance, employer des troupes plus solides, dit avec raison le général Uhrich, mais le bataillon du 21e était à la citadelle,

(1) Les pièces sont désignées par leur calibre en centimètres.

(2) Lieutenant-colonel Prevost. — *Des forteresses françaises pendant la guerre.*

e brave 87[e] du colonel Blot tenait le front d'attaque, les détachements des 74[e] et 78[e] étaient trop peu nombreux, et j'espérais aguerrir les régiments de marche. »

Dans la nuit, une autre reconnaissance fut dirigée sur la Robertsau, où, après un engagement assez vif, les assiégés détruisirent le couvent du Bon-Pasteur, qui pouvait créer des embarras à la défense.

Le 18, enfin, le colonel Blot se jette dans le cimetière de Sainte-Hélène avec quelques centaines d'hommes; sur son ordre, les clôtures sont renversées à coups de pics, les fossés comblés, les arbres coupés, les maisons voisines incendiées. La reconnaissance se porte ensuite sur le village de Schiltigheim; mais elle est vigoureusement reçue par l'ennemi, qui s'est barricadé, et forcée de se replier avec vingt-cinq hommes hors de combat.

Certes, ce n'étaient pas là ces vigoureuses actions qui peuvent retarder l'investissement d'une place, quelquefois même décourager l'ennemi, et l'obliger à la retraite; mais était-il possible de faire plus?

Incapable d'agir vigoureusement au dehors, le général Uhrich s'occupa de prendre à l'intérieur toutes les dispositions ordonnées par les règlements, et nécessitées par les circonstances.

Dès le 7 août, il fut décidé qu'un tiers de la garnison serait toujours au rempart, un autre de piquet, le troisième au repos, prêt à marcher.

Des ambulances furent organisées de concert avec les autorités civiles, et donnèrent les meilleurs résultats.

Un conseil de défense fut institué au début même du siége. Il était présidé par le général Uhrich, et comptait parmi ses membres : le général de brigade Moréno, commandant la subdivision du Bas-Rhin; le colonel Ducasse, commandant la place; le colonel Fiévet, des pontonniers; le directeur des fortifications, colonel du génie Sabatier; l'intendant militaire de la 6[e] division, M. Lavalette; enfin le colonel Blot, du 87[e]. Le contre-amiral Excelmans fut, en outre, invité à prendre part aux délibérations du conseil. La composition fut successivement modifiée par suite de la mort du colonel Fiévet, du départ du général d'artillerie Joly-Frignole, et enfin de l'arrivée dans la place, le 14 août, du général d'artillerie Barral, qui, grâce à un déguisement, put tromper la surveillance de l'ennemi.

La place fut divisée en quatre arrondissements de défense : à chacun était affecté un certain nombre de troupes, sous le commandement d'un officier général ou supérieur.

Les isolés furent réunis en bataillons et en escadrons de marche; les pompiers furent organisés; une batterie de la garde nationale fut formée. La garde mobile et la garde nationale sédentaire reçurent l'ordre de s'exercer.

Enfin, le commandant s'occupa des mesures à prendre (abris, palissadement, observatoires, approvisionnements, etc.), pour prolonger la résistance. Malheureusement, ainsi que nous l'avons vu, on dut renoncer à déblayer les abords de la place, et à défendre sérieusement les positions avancées.

Dès le 14, l'ennemi commença à envoyer quelques obus avec ses batteries de campagne; le 18, le bombardement fut plus sérieux. Les pièces allemandes, établies derrière les épaulements, à proximité de la ville de Kehl, ouvrirent un feu violent qui causa de sérieux dégâts aux environs de la citadelle. Ordre fut alors donné par le général Uhrich de canonner Kehl. Plusieurs maisons de la petite cité allemande furent incendiées. Le général Werder se plaignit vivement qu'on eût tiré sur une « ville ouverte » :

« ... Une pareille manière de faire la guerre, écrivait le général allemand, qui est inouïe chez une nation civilisée, me force de vous rendre personnellement responsable des suites de cet acte. En outre, je fais estimer les dégâts causés, et en chercher une indemnité par des contributions frappées en Alsace. »

On pourrait être étonné de voir les Allemands parler « de cette manière inouïe de faire la guerre, » alors surtout qu'il était constant que les batteries allemandes étaient établies auprès de la ville de Kehl; mais le mot *contributions* explique tout.

Le 20 août, le général Werder crut devoir adresser au général Uhrich les renseignements suivants :

« ... J'ai l'honneur de vous annoncer que l'armée impériale française, après deux combats précédents, a été attaquée et totalement battue, le 18 août, par S. M. le roi de Prusse, à l'ouest de Metz. *L'armée impériale a été refoulée de sa ligne de retraite, et rejetée vers la frontière belge...* »

Après avoir annoncé cette dernière nouvelle, manifestement erronée, le commandant en chef de l'armée d'investissement terminait en conseillant une capitulation « qui n'aurait rien de contraire à la réputation honorable d'officiers bons serviteurs. »

Le général Uhrich repoussa naturellement ces propositions, et, le 23 août, à neuf heures du soir, le bombardement de Strasbourg commença. Le matériel de siége était arrivé le 21.

La citadelle fut en partie détruite ; de même que l'arsenal, la bibliothèque de la ville, le temple neuf, le tribunal étaient en cendres. De nombreux incendies éclataient sur tous les points. Le feu continua sans interruption jusqu'au 25, à cinq heures du matin. Le général Werder adressa alors au général Uhrich la lettre suivante :

« ... Je fais arrêter le feu pour vous donner le temps de réfléchir si vous voulez accorder la reddition de la place. »

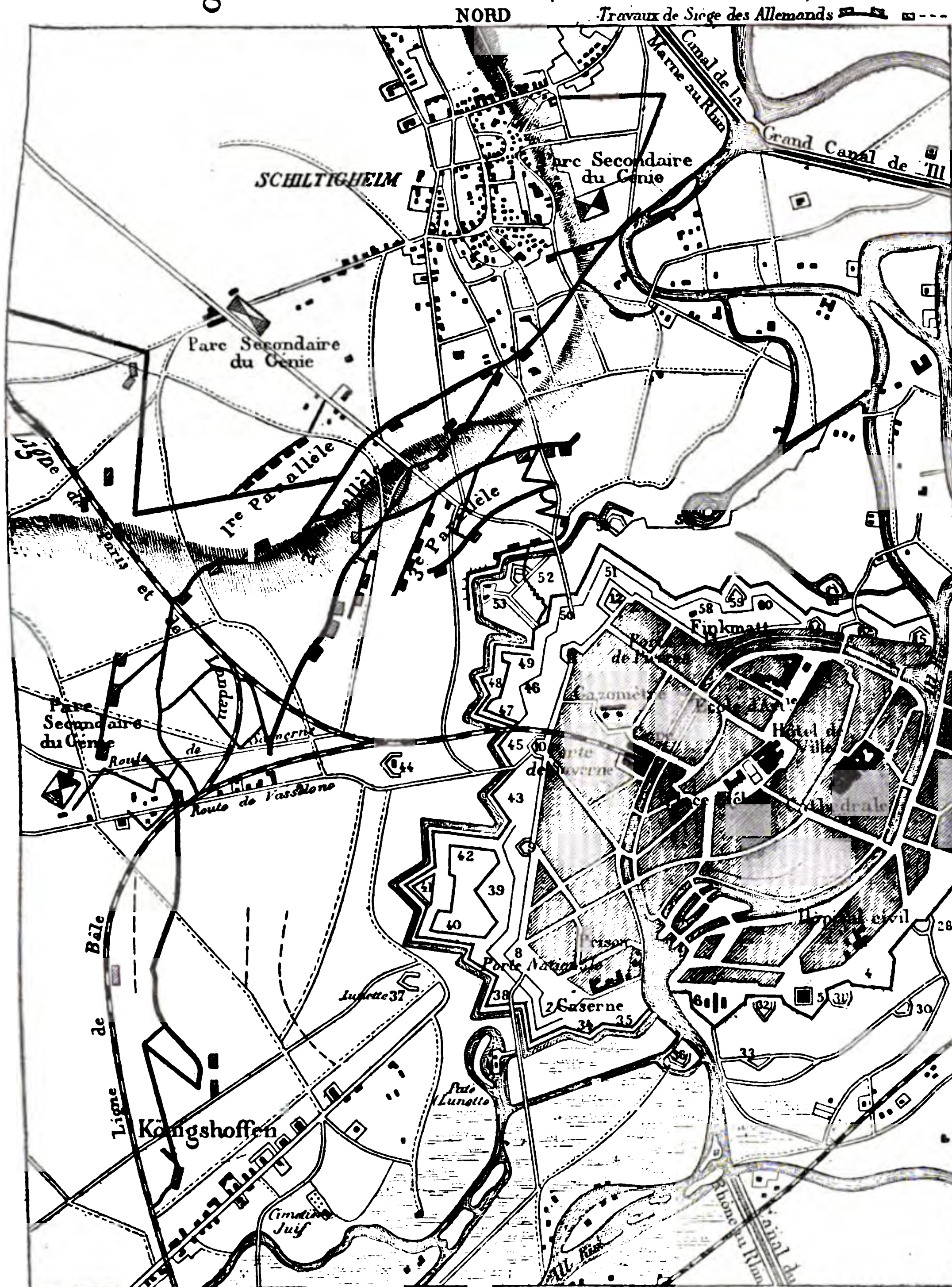
La réponse à cette proposition fut ainsi conçue :

« Mes murs sont encore debout, et je ne puis songer à rendre une place que l'honneur comme l'intérêt de la France m'ordonnent de défendre jusqu'à la dernière extrémité. »

L'archevêque de Strasbourg tenta, dans cette journée du 25, une démarche auprès du grand-duc de Bade, pour obtenir que la ville fût respectée. Sa prière fut vaine, et l'ennemi continua le bombardement avec une plus grande violence. A partir du 27 cependant, le feu se ralentit; « la ville ne paraissait plus former qu'une mer de flammes. » Le toit de la grande nef de la cathédrale était brûlé; le Palais-de-Justice, le moulin militaire de la porte des Pêcheurs, les faubourgs de Pierres et National ne présentaient plus qu'un monceau de ruines. Mais la population supportait sans se plaindre ces dures épreuves. Exposée aux projectiles allemands, sans abris suffisants, subissant des pertes sensibles, elle n'avait qu'une pensée : résister. « Les assiégeants, dit Bœrbstaedt, attendaient vainement cette pression de l'opinion publique qui devait amener le commandant à se rendre. »

Treize batteries avaient été établies par les Allemands en avant des fronts nord et ouest, depuis Kœnigshofen jusqu'à Schiltigheim. Ces soixante pièces de fort calibre dirigeaient leur feu sur la ville; quelques-unes d'entre elles n'étaient qu'à 800 mètres des ouvrages extérieurs. La citadelle était bombardée de Kehl par trente-deux pièces, disposées en quatre batteries au nord et au sud de cette petite ville ; enfin, chaque nuit, les batteries de campagne prenaient position, particulièrement en face du front sud.

Siège de STRASBOURG (du 8 Août au 28 7.bre 1870)



La violence du feu fit craindre à l'ennemi de manquer promptement de munitions. Le général Werder s'arrêta donc au parti de procéder à une attaque en règle.

Comme front d'attaque, l'assiégeant choisit le front qui s'étend du bastion XI au demi-bastion XII. Il est situé au saillant nord-ouest de la place, et tourne à angle aigu vers l'est ; il est, d'ailleurs, renforcé par les deux lunettes n°s 52 et 53, qui s'avancent jusqu'à 400 mètres environ de l'enceinte principale. Le choix de ce front d'attaque était indiqué : l'artillerie allemande y trouvait en effet le précieux avantage de pouvoir se déployer en embrassant la fortification ; le terrain en avant dominait un peu la place ; la nature argileuse du sol était éminemment favorable aux travaux, et, de plus, l'assiégeant avait l'inappréciable avantage de demeurer en relation avec sa ligne de soutien.

Il put se servir principalement du chemin de fer conduisant du Palatinat à Strasbourg, et qu'on pouvait suivre sans le moindre danger jusqu'à la station de Wendenheim, à 9 kilomètres de la place, où il rencontre la ligne de Paris.

On amena sur ce point tout le parc d'artillerie de siége qui y était en dehors des vues et des coups de la place ; arrivé là, il suivait, des deux côtés de la voie ferrée, les deux grandes routes qui passent tout près, et conduisent en ligne droite au front d'attaque.

Dans la nuit du 29 au 30 août, la première parallèle était creusée en forme d'un vaste demi-cercle de 4,000 mètres. Embrassant tout le front nord-ouest et ouest de la ville, elle s'étendait de Schiltigheim à Konigshoffen ; la ligne de circonvallation passait à peine à 500 mètres en avant de la crête des glacis de la lunette 52 et de la lunette 53, c'est-à-dire à 900 mètres des bastions XI et XII. En même temps, dix batteries étaient construites et armées de quarante-deux pièces de 12 ; elles s'avançaient jusqu'à 1,200 mètres de l'enceinte.

Le 30 au matin, une violente canonnade instruisait l'assiégé des travaux opérés. Nos ouvrages menacés étaient aussitôt renforcés, et nos pièces engageaient et soutenaient la lutte, mais dès le premier moment, il était facile de constater notre infériorité. Grâce à sa supériorité, l'ennemi put, dès le 1er septembre, déboucher en sape de la première parallèle et après avoir établi deux cheminements, creuser la seconde parallèle à deux ou trois cents mètres en avant de la première, et à moins de quatre cents mètres des lunettes 44, 52 et 53.

Le général Uhrich rassembla aussitôt le conseil de défense, et il fut décidé qu'une sortie aurait lieu, pour s'efforcer d'enclouer les pièces, de bouleverser les ouvrages. Deux fausses attaques devaient être dirigées, l'une vers le nord, l'autre en avant du front sud.

Le 2 septembre, à 4 heures du matin, deux bataillons du 87e, vigoureusement enlevés par le colonel Blot, se jettent sur la tranchée mais ils sont arrêtés par une violente fusillade. 5 compagnies du 2e régiment de grenadiers badois, bien postées, parviennent à contenir nos soldats qui sont arrivés jusqu'à moins de trente mètres d'une batterie. Le combat nous coûte 150 hommes.

« L'assiégeant avait-il des intelligences dans la place ? écrit le général Uhrich après avoir signalé ce fait que, loin de surprendre les Allemands, comme on pouvait s'y attendre, la colonne semblait attendue. — Nous l'avons toujours supposé ; j'ai fait arrêter et juger plusieurs suspects par le conseil de guerre, sans arriver jamais à trouver une preuve. »

Cet insuccès paralysant, pour quelque temps au moins, les efforts de l'assiégé, les Allemands purent continuer l'établissement de la seconde parallèle, gênés seulement par une pluie persistante. Le travail ne fut achevé que le 6 septembre. Deux nouvelles batteries

furent alors construites, et quatre des anciennes rapprochées. En outre, l'assiégeant établit une grande batterie dans une position dominante, et l'arma de huit pièces de 24 long. Jusqu'à l'ouverture de la deuxième parallèle, l'ennemi avait employé essentiellement le tir direct, au moyen de batteries d'enfilade et de batteries de plein-fouet, mais le feu de la place étant considérablement ralenti, il devint possible de se servir du tir en bombe. A cet effet deux batteries de mortiers de 28 cent. (50 livres) furent établies sur la première parallèle, et trois de mortiers de 15 cent. (7 livres) sur la seconde.

Les travaux étaient particulièrement gênés par les ouvrages adjoints au front d'attaque et surtout par la lunette 44, dont le réduit en maçonnerie recouvert d'un masque en terre était encore à peu près intact. Par le tir plongeant seul, on pouvait espérer rendre l'ouvrage inhabitable : on employa alors des canons de 24 court et les deux mortiers rayés de 21 cent. nouvellement arrivés.

Ces deux batteries ouvrirent leur feu le 8 septembre ; il arriva bientôt à détruire le mur de gorge de la lunette, et à ouvrir l'intérieur du réduit, malgré les efforts de l'assiégé pour le protéger au moyen d'une prodigieuse quantité de sacs à terre. Les mortiers rayés semblent avoir le plus contribué à enfoncer le réduit; les Français s'étant alors décidés à abandonner la lunette, ces deux mortiers tournèrent leur feu contre les bastions IX, XI et XII, sans avoir pu cependant parvenir, dans la suite du siége, à enfoncer le magasin à poudre du bastion XI.

Tandis que s'achevaient ces formidables préparatifs, le général Werder s'empressait de faire connaître au commandant de la place toutes les nouvelles du dehors : successivement, il lui annonçait la capitulation de Sedan, et l'insuccès des tentatives du maréchal Bazaine. Invariablement, ces lettres, adressées *au très-illustre* général Uhrich se terminaient par la même formule : voulez-vous vous rendre? L'assiégé répondait négativement, et cependant une dépêche du ministre de la guerre qui avait pu récemment entrer dans la place, ne laissait aucun espoir d'être secouru. Prévenu par le général Uhrich que la situation allait chaque jour s'empirant, et que l'attaque prenait un indiscutable ascendant sur la défense, le général de Palikao avait répondu en ces termes : «.....Comme dernière ressource, que la garnison doit exécuter peut-être dans la nuit, franchir le Rhin, se jeter dans le pays de Bade, où il ne se trouve que fort peu d'ennemis, et repasser le Rhin plus haut. Faites le possible et promptement. » Passer le Rhin, en bateaux sans doute, car les ponts étaient détruits, s'emparer des puissantes batteries ennemies établies sur l'autre rive, et sans doute aussi jeter dans le fleuve les 65,000 hommes qui n'auraient pas manqué de poursuivre les Français!

On voit que le général Palikao ne renonçait pas aisément à la stratégie qui avait amené Sedan, et qui, sur un autre point, prescrivait au général Vinoy de s'arrêter avec ses dix mille hommes de faire front, et d'empêcher la marche des deux armées allemandes!

Le 10 septembre, le général Uhrich fut informé par le commandant en chef prussien qu'une délégation suisse munie des pleins pouvoirs du Conseil fédéral, était autorisée à entrer dans la place, pour emmener les vieillards, les femmes et les enfants qui voudraient se soustraire aux horreurs du bombardement. Cette nouvelle causa dans la ville une profonde émotion. Les délégués de la République helvétique furent reçus avec un indescriptible enthousiasme. Le 15, un premier convoi quitta la malheureuse ville, à moitié détruite par les obus allemands,

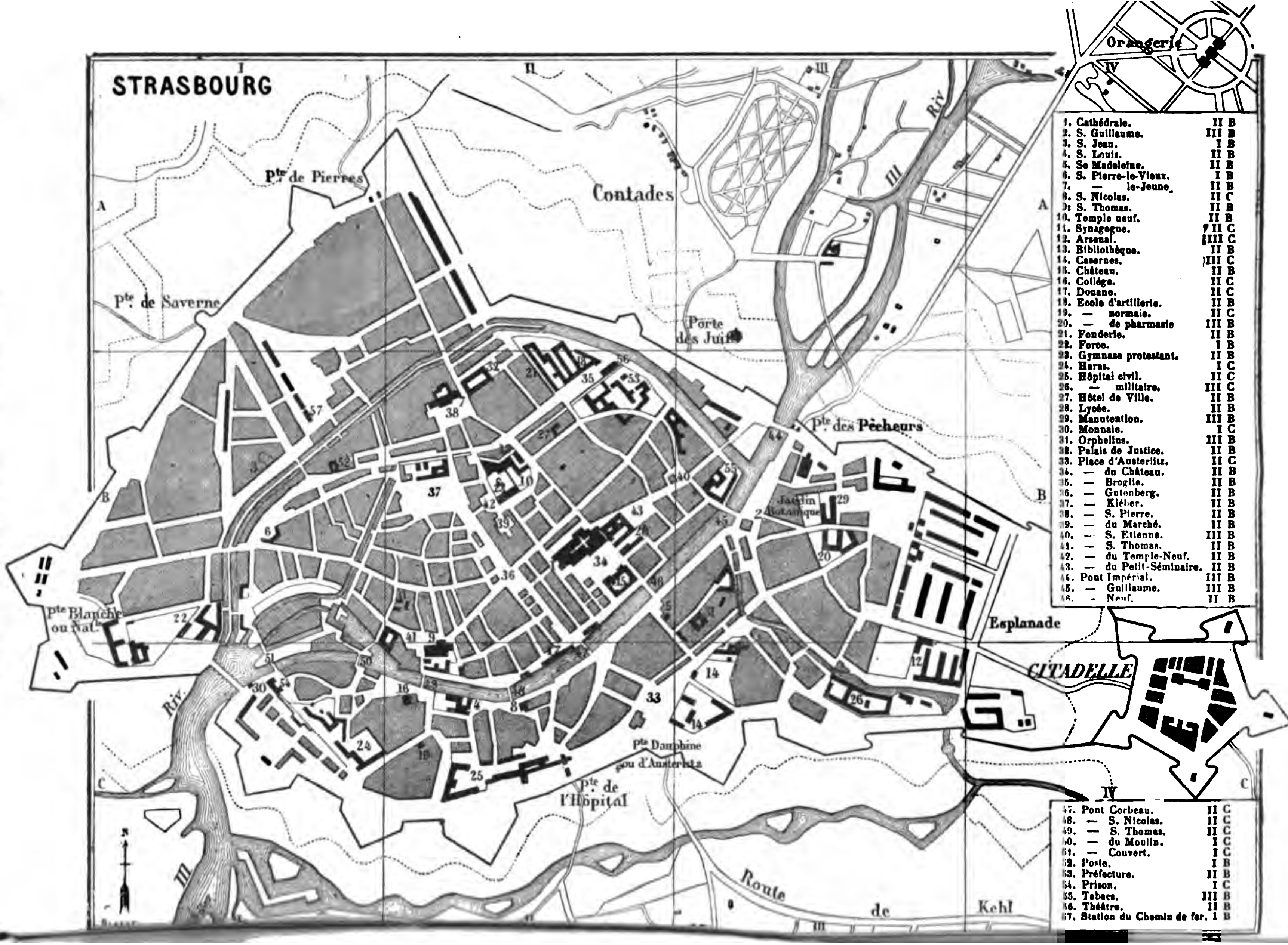
A la suite de nouvelles communiquées par le commandant de Schelestadt, la République avait été proclamée le 12 à Strasbourg : le préfet, M. Pron, avait donné sa démission, et avait été remplacé par M. Bœrsch, conseiller général et rédacteur en chef du *Courrier du Bas-Rhin*. Quelques jours plus tard, un ancien officier de chasseurs à pied, désigné à Paris comme préfet, M. Valentin, parvenait à entrer miraculeusement dans la ville étroitement investie, en traversant la nuit les lignes allemandes, et en passant à la nage le fossé, sous une grêle de balles.

Le 9 septembre, l'assiégeant déboucha de la deuxième parallèle : dans la nuit du 11 au 12, le général de Mertens, commandant en chef le génie de l'armée réunie devant Strasbourg, fit exécuter à la sape volante la 3e parallèle. Le tracé de la demi-parallèle suivit immédiatement, elle arrivait à 30 mètres de la crête du glacis des lunettes 52 et 53. L'artillerie continuait ses progrès, deux nouvelles batteries de mortiers avaient été construites, et elles avaient été renforcées par une puissante batterie de ricochet armée de huit canons de 24 longs, dirigée contre les ouvrages de la Finkmatt. En outre, quatre pièces de 24 court destinées à faire brèche avaient été placées à 300 mètres environ, de façon à diriger leurs coups obliquement dans l'escarpe de la face droite de la lunette 53. Le feu de cette batterie de brèche fut ouvert le 14 septembre, et le 16, on avait obtenu une brèche praticable d'environ 15 mètres de largeur. Pendant que ce tir s'exécutait, le couronnement du chemin couvert avait eu lieu dans la nuit du 15 septembre. Le général Uhrich avait fait sauter la lunette 53, et prescrit à l'artillerie de concentrer son feu sur cet ouvrage, pour empêcher l'ennemi de s'y loger.

Dans la nuit du 18 au 19, une reconnaissance du 21e de ligne fut dirigée dans l'île des Epis, à l'est de la citadelle, entre le petit et le grand Rhin, et le même jour la lunette 44 fut évacuée. L'ennemi put procéder à la construction d'une digue en fascines, au travers du fossé de la lunette 53 large d'environ 60 pieds. Dans la nuit du 21 au 22, les Allemands trouvèrent la lunette 52 abandonnée : le passage du fossé fut exécuté au moyen d'un pont de tonneaux. L'artillerie profite de cet avantage pour s'avancer plus près encore ; le 23 septembre, six pièces de 24 court battent en brèche la face droite du bastion XI, le lendemain quatre autres pièces entament la même opération contre la face gauche du bastion XII : encore quelques coups et la brèche est ouverte. « Les remparts du front d'attaque étaient à ce point ruinés, dit Bœrbstaedt, que le défenseur ne pouvait plus y trouver un abri, et qu'il lui devenait impossible dès lors, de songer à les occuper régulièrement. Les terre-pleins, les traverses, les abris, n'étaient plus qu'un amas informe, sous lequel gisaient enfouies les pièces renversées et démontées... La brèche du bastion XI était entièrement praticable sur une largeur de 80 pieds. »

Le 26 septembre, soixante-huit batteries étaient construites : cent dix-neuf canons rayés, quarante-deux gros mortiers étaient en mesure de continuer le feu. 162,600 obus avaient été lancés par les pièces de siége ; il convient d'ajouter 12,000 projectiles envoyés dans la place, et 31,122 dont les batteries de Kehl couvrirent la citadelle. Il faut tenir compte encore de la canonnade incessante des batteries de campagne. Le total peut donc être fixé à 300,000 projectiles.

Le 27 au matin, deux cents pièces ouvrent le feu avec une violence inouïe. A deux heures de l'après-midi, le colonel Sabatier, directeur des fortifications, et le lieutenant-colonel Maritz, chef du génie, vinrent prévenir le général Uhrich « que la brèche du bastion XI


STRASBOURG
Pte de Pierres
Pte de Saverne
Contades
Porte des Juifs
Pte des Pêcheurs
Pte Blanche ou Nat.
Jardin Botanique
Esplanade
CITADELLE
Orangerie
Pte Dauphine ou d'Austerlitz
Pte de l'Hôpital
Route de Kehl
Riv.
1. Cathédrale. II B
2. S. Guillaume. III B
3. S. Jean. I B
4. S. Louis. II B
5. Se Madeleine. II B
6. S. Pierre-le-Vieux. I B
7. — le-Jeune. II B
8. S. Nicolas. II C
9. S. Thomas. II B
10. Temple neuf. II B
11. Synagogue. II C
12. Arsenal. III C
13. Bibliothèque. II B
14. Casernes. III C
15. Château. II B
16. Collége. II C
17. Douane. II C
18. Ecole d'artillerie. II B
19. — normale. II C
20. — de pharmacie III B
21. Fonderie. II B
22. Force. I B
23. Gymnase protestant. II B
24. Haras. I C
25. Hôpital civil. II C
26. — militaire. III C
27. Hôtel de Ville. II B
28. Lycée. II B
29. Manutention. III B
30. Monnaie. I C
31. Orphelins. III B
32. Palais de Justice. II B
33. Place d'Austerlitz. II C
34. — du Château. II B
35. — Broglie. II B
36. — Gutenberg. II B
37. — Kléber. II B
38. — S. Pierre. II B
39. — du Marché. II B
40. — S. Etienne. III B
41. — S. Thomas. II B
42. — du Temple-Neuf. II B
43. — du Petit-Séminaire. II B
44. Pont Impérial. III B
45. — Guillaume. III B
46. — Neuf. II B
47. Pont Corbeau. II C
48. — S. Nicolas. II C
49. — S. Thomas. II C
50. — du Moulin. I C
51. — Couvert. I C
52. Poste. I B
53. Préfecture. II B
54. Prison. I C
55. Tabacs. III B
56. Théâtre. II B
57. Station du Chemin de fer. I B

était praticable; que l'assaut pouvait être donné le lendemain matin, le soir même, dans deux heures; que nous étions à la merci de l'ennemi. »

Le conseil de défense fut aussitôt réuni. La discussion épuisée, chacun des membres du conseil exprima son avis, et il fut déclaré, à l'unanimité, que la résistance était arrivée à son terme, et qu'il y avait lieu d'entrer immédiatement en négociation avec l'assiégeant. « Seul, écrit le général Uhrich, le général Barral fit observer que, peut-être, on pouvait tenir, *un jour* de plus; mais aussitôt il se rallia à l'opinion commune. Plus tard, il m'a dit que le cœur lui battait, lorsqu'il avait parlé comme il l'avait fait; qu'il avait craint de voir son avis adopté, et la ville enlevée avant vingt-quatre heures.

Le colonel Blot, du 87ᵉ, blessé le 13 septembre, se trouvait à l'ambulance. Il écrivit aussitôt au général Uhrich, pour déclarer qu'il s'associait à l'avis unanime du conseil de défense, et pour réclamer sa part de responsabilité. Le drapeau blanc fut arboré, et, le lendemain, la capitulation fut signée (1).

Plus de quatre cents maisons étaient complétement ruinées; *trente-quatre seulement n'avaient pas été atteintes.* Dans la population civile, on comptait 261 morts et 1,100 blessés; la garnison avait perdu 661 tués et 2,100 blessés. Il ne sera pas inutile de faire remarquer qu'à elle seule la ville de Strasbourg a eu plus d'habitants atteints que toutes les autres places de France *réunies,* y compris Belfort et Paris. On s'explique donc difficilement que la commission d'enquête, présidée par le maréchal Baraguey-d'Hilliers, ait rapporté inexactement la plupart des faits, affirmé, par exemple, que les drapeaux n'avaient pas été détruits.

(1) Voici le texte de ce document :

« Le comte de Werder, lieutenant-général de S. M. le roi de Prusse, commandant de l'armée assiégeante de Strasbourg, ayant été requis par M. le général de division français Uhrich, gouverneur de Strasbourg, de faire cesser les hostilités contre la place, est convenu avec lui de conclure la capitulation dont les termes suivent, en considération de la défense honorable et courageuse de cette place de guerre.

« Art. 1ᵉʳ. — Le 28 septembre 1870, à huit heures du matin, M. le général de division Uhrich évacuera la citadelle, la porte d'Austerlitz, la porte Nationale, celle des Pêcheurs. En même temps, ces divers points seront occupés par les troupes allemandes.

« Art. 2. — Le même jour, à onze heures, la garnison française et la garde mobile quitteront la place par la porte Nationale, se placeront entre la lunette 44 et le réduit 37, et déposeront les armes.

« Art. 3. — Les troupes de ligne et la garde mobile seront prisonnières de guerre, et se mettront immédiatement en marche avec leurs bagages. Les gardes nationaux et les francs-tireurs resteront libres au moyen d'un revers (déclaration écrite de ne pas servir pendant la guerre). Ils devront déposer les armes à la mairie avant onze heures du matin. A la même heure, les listes nominatives des officiers de ces troupes devront être remises à M. le général de Werder.

« Art. 4. — Les officiers et les fonctionnaires ayant rang d'officiers, de tous les corps de troupes de l'armée française, pourront se rendre à la résidence qu'ils choisiront, à charge de fournir un revers dont la formule est annexée au présent document. Les officiers qui refuseront de signer ce revers seront conduits en Allemagne, avec la garnison, comme prisonniers de guerre. Tous les médecins militaires français conserveront leurs fonctions jusqu'à nouvel ordre.

« Art. 5. — M. le général de division Uhrich s'engage, dès que les armes auront été déposées, à remettre tous effets militaires, caisses du trésor, etc., par l'intermédiaire des agents que cette remise concerne, aux fonctionnaires allemands, dans la forme usitée.

« Les officiers et fonctionnaires qui, des deux côtés, auront été chargés de cette mission, se trouveront, le 28 septembre, à midi, sur la place de Broglie, à Strasbourg.

« La présente capitulation a été signée par les fondés de pouvoirs suivants :

« Du côté allemand : le lieutenant-colonel, chef de l'état-major de l'armée de siége; le capitaine et aide-de-camp, comte Henkel de Donnesmarck. — Du côté français : le colonel Ducasse, commandant de Strasbourg, et le lieutenant-colonel Mengin, sous-directeur d'artillerie. »

soutenu que la brèche n'était pas praticable, etc. Enfin, le conseil d'enquête a fait entendre une parole sévère contre cette malheureuse population, si cruellement éprouvée par les obus allemands, ruinée par l'incendie, et, par-dessus tout, livrée à l'étranger comme rançon de la France.

De nombreuses protestations se sont produites à Strasbourg, et la France tout entière s'est associée à ces réclamations. L'opinion publique ne pouvait savoir si la défense avait été active ou passive, si le palissadement avait ou non été fait, mais elle sentait, elle affirmait, elle savait que la noble cité avait, jusqu'à la dernière heure, fait son devoir.

Lorsqu'après la capitulation de Paris, les Allemands eurent le droit de défiler sur nos places, ils purent voir la statue de Strasbourg voilée d'un crêpe. Pour cette population parisienne, vaincue, elle aussi, la plus grande douleur, c'était la perte de la chère cité d'Alsace.

III

La prise de Soissons avait une importance extrême pour les Allemands : elle leur assurait, en effet, la possession de la ligne de chemin de fer Reims-Soissons-Paris.

Située à 90 kilomètres de Paris, sur la rive gauche de l'Aisne, avec un faubourg sur la rive droite, la place de Soissons barre les six routes qui traversent dans toutes les directions la région de collines ondulées d'entre Marne et Oise.

Malheureusement, la ville de Soissons n'était que peu susceptible d'une sérieuse résistance. La fortification forme un rectangle d'environ 1,200 mètres sur 800. Le front sud n'a pas à craindre l'escalade, ses escarpes ont 7 mètres de haut; mais ses contrescarpes ne sont pas revêtues.

Les fronts ouest et nord sont flanqués par deux demi-lunes qui croisent leurs feux sur l'angle nord-ouest, le point faible de la place. Le côté est se trouve couvert par l'Aisne : il est défendu par un mur crénelé de 5 à 6 mètres de hauteur et de 1 mètre d'épaisseur. Ce front et les deux ponts jetés sur l'Aisne sont protégés par la tête de pont de Saint-Wast, quadrilatère bastionné. En avant du bastion de l'angle sud-ouest, on a construit un ouvrage à cornes qui renferme un réduit organisé pour la mousqueterie, et communique avec le corps de place par un souterrain.

La place est, à peu de distance, dominée par des hauteurs; ses maisons touchent presque les remparts.

La population était réduite à 5,000 habitants; mais un millier de paysans s'étaient réfugiés dans la ville. La garnison comprenait 2,200 hommes du 15e de ligne, 2 bataillons de mobiles de l'Aisne, à peine vêtus, 200 artilleurs inexpérimentés, 4 batteries de gardes nationaux mobiles, et 30 sapeurs du génie sous les ordres de deux officiers.

La discipline laissait à désirer, et il était d'autant plus difficile de réagir que, par suite de l'insuffisance du casernement, on était obligé de cantonner en partie la garnison chez l'habitant.

La place possédait 128 pièces d'artillerie, dont 47 rayées.

Le 14 septembre, nous avons vu le 4e corps, opérant sa marche sur Paris, sommer la place de se rendre. Sur le refus du commandant, les Allemands passèrent outre. Mais, peu de jours après, le grand-duc de Mecklembourg, gouverneur général de Reims, et commandant le 13e corps d'armée, reçut l'ordre d'investir Soissons. La chute prochaine de Toul permettait au grand-duc de disposer de la division de landwehr. Il envoya donc trois bataillons, un escadron, une batterie et une compagnie de pionniers. La faiblesse de ce détachement obligea les Allemands à se borner à l'occupation du plateau au sud-est de l'Aisne.

La garnison disputa vivement la possession de cette position et opéra diverses sorties. Le 3 octobre notamment, elle réussit à enlever un convoi.

Dans les premiers jours d'octobre, d'importants renforts arrivèrent aux Allemands : 7 bataillons de landwehr, 4 escadrons, 2 batteries de réserve de campagne, 2 compagnies de pionniers et 4 compagnies d'artillerie sous les ordres du général-lieutenant von Selchow.

L'investissement de la place ne fut complet que le 9, et, le 11 octobre seulement, le matériel de siége, qu'il fallut transporter de Reims par voitures, fut réuni. L'attaque disposait de : dix canons prussiens de 15 centim. de long, seize canons prussiens de 12 cent. en bronze, dix mortiers français de 15, 22 et 27 centim., soit trente-six pièces provenant du parc de siége de Toul ou trouvées dans cette place.

Le 12 au matin, 32 pièces étaient en batterie au sud-ouest de la place ; la batterie de brèche armée de 6 canons de 15 cent. long, était établie au nord de Vauxbuin, à 1,350 mètres de la face gauche du bastion de l'angle sud-ouest qui avait été désignée par le génie.

A 6 heures du matin, les batteries ouvrent le feu continué jusqu'au soir : la place répond vivement et s'attaque surtout à la batterie de brèche. Le 13 et le 14, le bombardement se poursuit : plusieurs maisons brûlent, l'hospice qui contient 300 vieillards et des enfants est atteint. Le 15, une partie de l'escarpe de la courtine s'écroule, la garnison tente d'établir un abatis devant la brèche, mais les projectiles y mettent le feu.

Le grand-duc de Mecklembourg, venu pour signer la capitulation, manifeste le désir de voir la parallèle ouverte dans la soirée même ; mais le commandant allemand fait observer que le temps manque. Ce travail est d'ailleurs inutile, car le 15 octobre à huit heures du soir, le drapeau blanc est arboré.

Le bombardement avait duré quatre jours et demi, l'artillerie allemande avait tiré 8,386 projectiles, la batterie de brèche seule avait envoyé 1,402 obus de 15 cent. et 172 obus à balle. La brèche pratiquée dans un rentrant avait 33 mètres environ de largeur à sa partie supérieure, elle était suffisamment praticable, car la rampe formée par les décombres était inclinée à peu près à 45 degrés.

17 habitants avaient été tués : le nombre des blessés n'est pas connu.

CHAPITRE XXII

Subsistances de l'armée allemande devant Paris. — Gouvernements généraux des pays occupés. — Troupes d'étapes. — Francs-tireurs. — Réquisitions. — Mouvements de la cavalerie allemande autour de Paris. — 12e division (Saxonne). — Détachement du prince Albrecht fils. — 6e division. — 5e division — 4e division.

I

Pendant leur marche de Sedan sur Paris, les Allemands, privés du secours des chemins de fer, n'avaient pu que difficilement se ravitailler; devant Paris, la question des subsistances allait prendre une nouvelle importance.

La résistance de Toul empêchait de se servir de la principale voie de communication. La capitulation de cette place, qui se produisit le 23 septembre, rendit inutiles les travaux du tronçon provisoire qui devait tourner la ville depuis Fontenoy jusqu'à Commercy, et qui, commencé depuis le 28 août, n'était pas encore achevé. Le 28 septembre, les premiers trains allemands purent arriver un peu au delà de Château-Thierry : ils étaient pour longtemps astreints à ne pas dépasser ce point, car la destruction du tunnel de Nanteuil devait exiger deux mois d'efforts incessants.

L'impossibilité de faire servir la voie ferrée aux nécessités du ravitaillement, créait pour les Allemands devant Paris, une complication d'autant plus grave, que par les ordres du gouvernement de la Défense nationale, le vide avait été fait partout autour de l'armée d'investissement. Les villages avaient été abandonnés, les bestiaux, les farines, les denrées fourragères rentrés dans la capitale. Impuissants à faire venir leurs subsistances de Nancy et de Pont-à-Mousson qui étaient leurs grands centres de ravitaillement, les Allemands ne pouvaient donc que difficilement appliquer les ordres du roi, précédemment rapportés, et vivre sur le pays. De là, des privations très réelles. Les mesures les plus énergiques furent prises : chaque corps eut sa zone d'occupation et de réquisition; chaque division eut l'ordre « d'exploiter sur place (1) le terrain qui lui était assigné; » chaque corps d'armée dut, en arrière de lui, et en un point central, organiser un magasin de réserve destiné à secourir les services divisionnaires. L'approvisionnement de ces magasins fut, au début, assuré par

(1) Baratier : *L'Art de ravitailler les grandes armées.*

le produit des réquisitions que pouvait effectuer au loin la cavalerie de chaque corps, et par des achats locaux.

Les réquisitions furent, comme on pouvait s'y attendre, poussées à l'extrême : les Allemands ne se préoccupaient pas de laisser aux habitants le nécessaire : ils prenaient tout. Quand ils ne découvraient pas de subsistances, ils imposaient des contributions qui leur servaient à acheter plus au loin les denrées dont ils étaient dépourvus. Tout était prétexte à contribution : à défaut de fait précis, un soupçon suffisait. Citons un seul exemple vraiment extraordinaire (1) : le général de cavalerie de Redern rendit la ville de Saint-Germain pécuniairement responsable du passage d'un ballon.

Des agents spéciaux se procuraient sur la partie du territoire non occupé les approvisionnements utiles : il faut malheureusement constater que des Français se sont prêtés à ces honteux marchés. De nombreux procès faits après la guerre, ont donné sur ce point de scandaleux détails sur lesquels nous ne voulons pas insister.

Grâce à ces moyens, l'armée allemande put, durant les premiers jours du siége, faire face aux besoins les plus urgents.

Vers la fin de septembre, les magasins de Nancy et de Pont-à-Mousson s'écoulèrent vers Château-Thierry et Nogent-l'Artaud. La distance était encore bien grande de ces stations aux magasins des corps, car certains convois employaient plus de huit jours pour aller et revenir; mais la situation devint moins difficile, et il fut possible d'approvisionner de grands magasins de réserve à Dammartin, à Clayes, Meaux, Corbeil et Chantilly. La capitulation de Soissons permit d'exploiter la ligne Reims-Soissons. Cette dernière ligne devenait, pour l'armée de la Meuse, tête des étapes routières et centre de ravitaillement. La fraction du réseau Épernay-Nanteuil était exclusivement réservée à la 3e armée. Le 17 novembre, le tunnel de Vierzy était réparé, et, le 23, l'exploitation se continuait jusqu'à Mitry, au milieu de l'armée de la Meuse.

Les cantonnements se trouvaient en communication directe avec le grand magasin de rassemblement.

Le 20 novembre, le tunnel de Nanteuil étant rétabli, la première machine allemande entrait dans la gare de Lagny, et les vivres étaient accumulés dans cette station, où les différents corps venaient se ravitailler.

Le service sur la ligne Nancy-Lagny ne se faisait pas, du reste, sans dangers : des troupes de francs-tireurs attaquaient et faisaient dérailler les trains. Pendant longtemps, il fallut se résoudre à ne marcher que le jour, et à réduire la vitesse. On mettait cinq jours pour venir de Wissembourg à Nanteuil.

Dans le but de réprimer les tentatives des francs-tireurs, les Allemands firent usage du système odieux des otages sur les machines.

Le premier document officiel que nous trouvons à ce sujet est daté de Nancy, 18 octobre; il est signé d'un nom autrefois français : marquis de Villiers.

Ce personnage, commissaire civil allemand, informait la population que « plusieurs *endommagements* ayant eu lieu sur les chemins de fer, le commandant en chef avait donné l'ordre de faire accompagner les trains par des habitants connus et jouissant de la considération générale, lesquels seraient placés sur la locomotive, de manière à faire comprendre

(1) Desjardins : *Tableau de la guerre dans Seine-et-Oise.*

que tout accident causé par l'hostilité des habitants frapperait, en premier lieu, leurs nationaux. Les préfets allemands étaient chargés d'organiser, d'accord avec la direction des chemins de fer et les commandants des étapes, un service régulier *d'accompagnement.* »

« Ce système, dit M. le baron Ernouf (1), fut appliqué avec rigueur, non-seulement à Nancy, mais à Mulhouse, à Reims et dans plusieurs autres villes. »

L'emploi de cette mesure n'empêcha pas l'exécution d'un hardi coup de main, qui, s'il avait pu être accompli un mois plus tôt, aurait certainement exercé une grande influence sur les événements.

Le 22 janvier 1871, quelques hommes énergiques, conduits par deux officiers dont les noms méritent d'être conservés : le commandant Bernard et M. Coumès (2), firent sauter le pont de Fontenoy-sur-Moselle.

Les Prussiens se vengèrent en incendiant quarante-neuf maisons, et en tuant plusieurs habitants ; mais la principale communication entre l'Allemagne et les troupes employées au siége de Paris était interrompue.

Ajoutons ce fait que les Allemands, qui, on ne peut leur refuser cet hommage, admirent profondément la bravoure, eurent pour les francs-tireurs de Fontenoy sur Moselle l'accueil le plus flatteur. Par une convention militaire, signée à Dôle le 14 février 1871, le général de Manteuffel accorda aux troupes françaises sous les ordres du commandant Bernard (*il n'y avait que des francs-tireurs*) le passage libre, avec escorte d'honneur à travers les armées prussiennes. « La légion des Vosges traversa les lignes ennemies, fanfare en tête et enseignes déployées. L'avant-garde avait un drapeau sur lequel étaient écrits les mots *Alsace* et *Lorraine.* Le général Werder les salua à Dôle à la tête de son état-major. Partout les postes prussiens leur présentèrent les armes (3). »

Les troupes d'étapes étaient impuissantes à venir à bout des francs-tireurs (4).

Au début de la guerre, au moment même de la mobilisation, on avait institué une

(1) *Histoire des chemins de fer français pendant la guerre.*

(2) Aujourd'hui professeur à Saint-Cyr.

(3) Nous avons insisté sur cet incident, d'abord à cause de son importance très-réelle, ensuite et surtout parce qu'il y a là un enseignement qu'il est utile de méditer. — Le récit très-circonstancié de la rupture du pont de Fontenoy-sur-Moselle se trouve dans l'ouvrage déjà cité du baron Ernouf, et dans une brochure publiée par le curé de Fontenoy et celui de Gondreville.

(4) L'histoire des francs-tireurs est encore à écrire aujourd'hui, et il est profondément regrettable qu'un livre sincère et exact n'ait pas été publié sur cet important sujet.

Les excès commis par la plupart des compagnies franches ont été si nombreux, les actes de défaillance malheureusement si fréquents, qu'une réprobation presque unanime s'est attachée à ce nom de francs-tireurs. Ces individus bariolés, ornés de plumes noires, terribles surtout pour les populations, très-empressés à fuir les lieux où s'échangeaient des coups de feu, ont amené cette conviction qu'il n'y avait aucun service à espérer des compagnies franches, et qu'il était indispensable, pour l'avenir, de ne plus autoriser leur formation. Nous ne pensons pas que ce jugement soit bien rationnel. Il s'appuie, il est vrai, sur l'expérience de la dernière guerre; mais il est hors de doute qu'outre leur mode de recrutement désastreux, les francs-tireurs ont été toujours et partout mal employés. On s'en est servi comme d'éclaireurs, et il est bien certain que des troupes régulières sont plus aptes à ce service.

Mais, pour couper les lignes de communication de l'ennemi, pour entraîner les populations, pour grouper toutes les forces éparses, pour agir énergiquement enfin, en arrière, la question des francs-tireurs mérite un examen plus sérieux. L'exemple du pont de Fontenoy n'est-il pas bien fait pour montrer ce que peuvent quelques hommes résolus? Il ne faut pas se hâter de conclure, lorsque l'on réfléchit aux conséquences qu'aurait pu avoir la destruction du tunnel de Saverne.

Qu'opposer aux troupes d'étapes? Des régiments réguliers? Cela n'est pas admissible. Faut-il donc se

inspection générale d'étapes destinée à protéger les derrières des trois armées, et à assurer, leurs communications. Un certain nombre de bataillons de garnison avaient été affectés à ces inspections : 5 bataillons, 4 escadrons, une batterie pour la 1re armée; 8 bataillons, 4 escadrons pour la seconde, 17 bataillons et 5 escadrons pour la troisième, au total donc, 27 bataillons, 13 escadrons, une batterie, plus 3 compagnies du génie de place, et 3 divisions des chemins de fer et des télégraphes, environ 35,000 hommes. La formation de la 4e armée rendant cette organisation insuffisante, on faisait venir de la Saxe 4 bataillons de landwehr. A la fin d'août, on formait à Sarrebourg, sous le commandement du général de Bothmer, un corps spécial composé du 65e régiment d'infanterie rhénan, des 28e et 68e régiments de landwehr, du 4e régiment de hussards de réserve et d'une batterie. Ce corps de troupe avait pour mission de surveiller les places françaises, en arrière des communications et de protéger les lignes d'étapes. Le 8 septembre, le 13e corps d'armée quittait les environs de Metz pour venir occuper la région entre Metz et Paris. Nous avons vu que ce corps avait été chargé du siége de Toul et de Soissons. Les troupes du général Bothmer passaient en même temps sous les ordres du commandant du 13e corps (grand duc de Mecklembourg-Schwerin) et ne tardaient pas à être renforcées de façon à présenter un effectif de 13 bataillons, 7 escadrons et 2 batteries. Enfin, dès le début de septembre, les bataillons d'étapes étaient portés à 6 compagnies de 200 hommes, et chacune des quatre inspections générales recevait en outre quatre escadrons.

En même temps que le grand quartier général allemand se préoccupait de protéger ses lignes de communication, il instituait des gouverneurs généraux pour les parties occupées du territoire français, et leur attribuait des pouvoirs militaires et civils. Le lieutenant général comte de Bismarck-Bohlen avait été nommé gouverneur général de l'Alsace, et le général Bonin gouverneur général de la Lorraine. Par suite d'un ordre daté du 21 août, les arrondissements de Sarrebourg, Château-Salins, Sarreguemines, Metz et Thionville passaient du ressort administratif du gouvernement général de la Lorraine dans celui du gouvernement général de l'Alsace « de telle sorte, dit Blume, qu'à partir de cette époque, le district de ce dernier ne comprenait plus à peu près que les parties du territoire dont la cession devait être demandée plus tard à la France, lors de la conclusion de la paix (1). »

Le 16 septembre, un troisième gouverneur général était nommé : le grand-duc de Mecklembourg, commandant du 13e corps d'armée et du détachement Bothmer (plus tard de Gayl) « avait autorité sur tous les pays occupés non compris dans les deux gouvernements déjà créés; le nouveau gouvernement avait son siége à Reims. »

borner à combattre par masses, et ne pas inquiéter les lignes de communication de l'ennemi ? Que d'occasions cependant ! que de coups de main à tenter, lorsque ces troupes d'étapes s'étendent sur un espace de plus de 300 kilomètres ! que de services à rendre à la défense !

La rigueur excessive déployée par les Allemands à l'égard des francs-tireurs ne montre-t-elle pas ce que l'on peut attendre des compagnies franches, le jour où aux soldats de hasard on substituera des hommes énergiques, disciplinés, sévèrement choisis, conduits par des officiers d'élite, et ne cherchant dans cette guerre d'aventures que l'occasion de servir leur pays ?

L'exemple du commandant Bernard, de Lipowski et de tant d'autres prouve qu'il y a intérêt pour nous à étudier la question de près.

(1) Nous avons eu précédemment déjà à citer cette modification significative, pour prouver que les prétentions de la Prusse étaient en septembre aussi excessives qu'au moment de la conclusion de la paix.

Le 13 septembre, enfin, une dernière modification fut adoptée : le gouverneur de la Lorraine recevait 4 bataillons et 2 escadrons de la 2ᵉ armée, le gouvernement de l'Alsace empruntait à la 3ᵉ armée 9 bataillons et 4 escadrons, dans le but d'assurer la sécurité



LE GÉNÉRAL DE WERDER.

militaire de leurs districts, et plus particulièrement celle des lignes d'étapes qui les traversaient « et de rapprocher ainsi les points à partir desquels devait s'exercer l'action des inspections générales d'étapes. »

La protection des communications entre Metz et la frontière allemande était confiée aux troupes d'étapes de la 1ʳᵉ et de la 2ᵉ armée. Le gouverneur de Reims couvrait la voie ferrée

de Nancy à Châlons. L'inspection d'étapes de la 3e armée et de l'armée de la Meuse exerçait son action à l'ouest de cette ligne.

Ainsi, à mesure que l'invasion gagne du terrain, les vainqueurs sont obligés d'appeler à eux de nouvelles troupes d'Allemagne : trente mille hommes leur ont suffi d'abord pour assurer leurs communications avec la mère-patrie; successivement, ce chiffre a été augmenté, il atteint, dépasse même peut-être cent mille hommes en ce moment. La lutte va se prolonger, elle va s'étendre à l'ouest, au nord, au centre, les Allemands se verront dans l'obligation d'employer toute leur landwehr, d'allonger démesurément leurs lignes d'étapes, d'immobiliser enfin de nombreux contingents qui n'ont aucune puissance active, qui ne paraissent pas sur le champ de bataille.

Là est, peut-être, l'explication la plus simple de la durée de la résistance, là est aussi la raison d'être de la continuation de la lutte après Sedan.

Au début de la guerre, nous avons vu les armées adverses garder le contact, le coude à coude pour ainsi dire, elles ne se quittent pas : le vaincu n'a pas un jour de répit : après Wissembourg, Woerth, après Forbach, les batailles autour de Metz. La lutte s'étendant, les Allemands sont moins actifs à la poursuite, ils donnent le temps au maréchal de Mac-Mahon d'organiser une armée à Châlons.

Mais, on ne combat plus seulement sur deux points : la guerre est partout, demain elle s'étendra sur tout le territoire. Le million d'hommes que l'Allemagne a jeté sur la France, million trop réel quoi qu'on ait pu dire, — ne suffira plus — il sera impossible de garder le contact, de poursuivre ses avantages, d'écraser le vaincu. Sollicité entre le nord, l'ouest, puis l'est, le général Manteuffel n'obtiendra que des victoires négatives. Partagé entre la 1re et la 2e armée de la Loire, le prince Charles laissera échapper l'occasion d'accabler les jeunes armées de la République.

Ce peuple qui combat non plus pour la conquête, mais pour la défense de son sol, a trouvé un allié, allié fidèle, qui immobilise 200,000 hommes à l'ennemi, coupe ses convois, retarde l'arrivée de son parc de siége, le prive de munitions: *la distance.*

II

La guerre n'est pas encore commencée en province : les Allemands en profitent pour faire rayonner leur nombreuse cavalerie dans tous ces riches pays qui environnent la capitale. Par ce moyen, il sera possible de faire rentrer quelques vivres, et d'alimenter les magasins.

En outre, le grand quartier général pourra obtenir quelques renseignements sur les préparatifs militaires de la France.

En troisième lieu, enfin — et pour n'avoir pas été signalée jusqu'ici, cette considération n'en est pas moins puissante, — en s'emparant de tous les approvisionnements à vingt ou trente lieues de Paris, on atteindra un double résultat : on gênera considérablement la

marche en avant des armées de province, qui sûres de ne rien trouver dans un pays dévasté — et dévasté par les Allemands! — seront obligées de se précautionner de nombreux convois; on rendra impossible, enfin, une sortie de l'armée de Paris qui, manquant de base d'opération et de ravitaillement, ne pourra guère s'aventurer dans un *désert*.

Ainsi : 1° nécessité de se procurer des vivres; 2° urgence de renseignements ; 3° utilité de faire le vide autour des armées de province et de Paris : tels sont les divers mobiles qui vont pousser les nombreux escadrons de l'ennemi en avant.

On a voulu comparer ces expéditions aux *raids* des Américains dans la guerre de Sécession : le rapprochement nous semble médiocrement exact. Lorsque les fédéraux Sheridan, Wilson, Stoneman et tant d'autres, les confédérés Forrest et Buford risquaient ces pointes hardies qui sont demeurées classiques, ils allaient à l'ennemi, chaque jour amenait un combat.

Tout autre était la nature des opérations prussiennes : volontiers, les cavaliers eussent pu laisser leurs grands sabres au camp; ils ne devaient rencontrer que quelques francs-tireurs, des paysans armés de mauvais fusils. Il s'agissait non de combattre, mais de réquisitionner, disons le mot, de piller. Pourvu que le détachement fût muni de voitures solidement construites, pour enlever le butin, et de tonneaux de pétrole, pour incendier, de ci de là, un village récalcitrant, tout était bien.

Aussi, n'est-il guère possible de suivre pas à pas ces colonnes nombreuses qui vont sans règle fixe, s'avancent tant qu'elles ne trouvent pas de résistance, et s'éloignent, mais pour revenir plus nombreuses, lorsqu'elles sont accueillies à coups de feu. Point de combat important, mais des *exécutions* nombreuses : un uhlan a-t-il disparu, un cuirassier a-t-il été enlevé, tué un hussard par quelque franc-tireur étranger au pays? les Allemands fusillent tout ce qui leur tombe sous la main.

Nous ne consacrerons donc pas de longs récits à ces expéditions qui, par leur diffusion, sont presque impossibles à saisir ; nous ne nous attacherons qu'à retenir les lignes principales, les directions générales.

Le grand quartier général allemand pouvait d'autant plus facilement lancer sa cavalerie en avant, que l'armée d'investissement devant Paris avait été renforcée du 11e corps et du 1er bavarois, restés en arrière, comme nous l'avons dit, pour la garde des prisonniers de Sedan.

Arrivé le 22 septembre à Boissy-Saint-Léger, le 11e corps venait occuper sur le périmètre du blocus l'espace compris entre Choisy-le-Roi et Ormesson, entre le 6e corps et la division wurtembergeoise. Quant au 1er bavarois, il demeurait entre Montlhéry et Longjumeau, comme réserve de la 3e armée, et fournissait des renforts d'infanterie aux diverses colonnes expéditionnaires.

Dès le 15 septembre, Creil et Chantilly avaient été visités par des détachements de la 6e division de cavalerie.

Le 25, un piquet de dragons ennemis et une escouade de fantassins furent reçus à coups de feu par les habitants de Liancourt. Le lendemain, une colonne allemande partie de Creil et se dirigeant sur Clermont fut assaillie à la Maison Blanche par 1,200 mobiles de la Marne et dut se replier en toute hâte.

L'ennemi allait recevoir malheureusement de puissants renforts. Sur la demande du capitaine de Massow, qui se trouvait à la tête du détachement de Creil, la division de cavalerie

saxonne reçut l'ordre de se diriger sur Chantilly. Commandée par le major comte de Lippe, cette colonne détachée du 12e corps, et placée sous la direction du quartier général de la 4e armée, avait pour mission d'étendre son rayon d'occupation dans le Nord. Le bataillon de fusiliers du 2e régiment de la garde était adjoint à la cavalerie, et les autres bataillons du même régiment allaient bientôt recevoir la même destination.

Le général Krug de Nidda commandant la 23e brigade fut chargé de l'expédition. Il partit le 27 septembre, avant le jour, avec environ 2,000 hommes des trois armes. Arrivé aux environs de Rousseloy, l'ennemi plaça son artillerie sur les hauteurs entre Laigneville et Soutraine, et ouvrit le feu. En face des Saxons, il ne se trouvait que quelques gardes nationaux, car les mobiles de la Marne, prévenus de l'arrivée des renforts allemands, avaient battu en retraite sur Breteuil. La lutte ne fut pas longue : au bout d'un instant, les gardes nationaux se dispersèrent. L'ennemi envahit alors les villages de Rantigny et d'Angy et se livra à des actes odieux : les maisons furent incendiées, les habitants percés de coups ou frappés à coups de bâton (1). Le général Krug entra dans la journée à Clermont, et le soir même, 60 lourds charriots gagnaient Creil chargés des réquisitions. Le 29e régiment de dragons de la garde prenait garnison à Clermont.

Tandis que la 23e brigade de cavalerie saxonne faisait cette expédition, la 24e sous les ordres du général Senfft de Pilsach se dirigeait sur Beauvais. Le 30, l'ennemi entra dans la ville, et s'empressa de pousser des reconnaissances de tous côtés. La crainte de voir les Saxons occuper Breteuil, conduisit à détruire le viaduc de Courcelles, sans prendre le temps d'évacuer le matériel du chemin de fer qui fut pris. Le 2 octobre, les Allemands envoyèrent un détachement à Gournay, sur la limite même de la Seine-Inférieure. La ville avait pour garnison deux bataillons de mobiles et deux escadrons de hussards qui ne permirent pas à l'ennemi d'approcher. Quelques cavaliers saxons furent surpris le lendemain à Armentières et à Héricourt. L'ennemi s'en vengea à sa manière, en incendiant les villages d'Héricourt, d'Armentières et de la Frénaye.

Avant de continuer le récit des tristes exploits de la division du comte de Lippe, il nous faut du nord incliner vers l'ouest. Dès le 21 septembre, le général d'Alvensleben commandant le 4e corps allemand, lançait ses détachements dans la direction de Pontoise et de l'Isle-Adam. Le 23 septembre, les habitants des communes environnantes, exaspérés par la conduite des pillards, dressèrent des embuscades sur la rive gauche de l'Oise, et tuèrent ou blessèrent plusieurs hommes à l'ennemi qui s'enfuit précipitamment, abandonnant 13 fourgons chargés. Le 27, les Prussiens arrivent plus nombreux, et marchent sur l'Isle-Adam, mais les francs-tireurs ont improvisé une barricade à l'extrémité du pont rompu qui reliait l'Isle-Adam au village de Parmain : les 300 hommes du 71e régiment prussien qui composent la colonne expéditionnaire ne peuvent passer. Le 29, le prince de Hohenlohe accourt avec de nouvelles troupes; après un court combat, les francs-tireurs menacés sur leur flanc se retirent en toute hâte. Le 30 septembre, le village de Parmain est brûlé au pétrole, et plusieurs francs-tireurs parmi lesquels un ancien magistrat plus que septuagénaire sont fusillés (2).

Le 4 octobre, les Prussiens qui occupent fortement la vallée basse de l'Oise, sont renforcés

(1) *Das K. Sachs-garde Reiter — regiment im Feldruge* 1870-71. Pirna.
(2) Rolin : *La Guerre dans l'Ouest.*

par le 3e régiment de uhlans de la garde commandé par le prince Albrecht (fils). Le prince Albrecht a pour mission d'agir de concert avec les Saxons du comte de Lippe que nous venons de voir à l'œuvre, et de se diriger sur Gisors.

Le 8 octobre, une patrouille prussienne se présente devant Gisors. Un détachement de



LE GÉNÉRAL VOGEL DE FALKENSTEIN.

500 mobiles des Landes, soutenu par quelques francs-tireurs, et renforcé par 2 ou 300 gardes nationaux, avait pris position sur le mont de Laigle, qui domine la ville au nord-ouest. L'ennemi se retira donc; mais, dès le lendemain, le prince Albrecht, à la tête de 5,000 hommes et de seize canons, attaqua les Français qui ne purent faire une longue résistance. Au nord de la ville, quelques gardes nationaux, mal armés, sans uniforme, se firent héroïquement

tuer à Bazincourt pour empêcher un mouvement tournant. Cinq d'entre eux, pris au milieu de la lutte, furent fusillés le lendemain.

De Gisors, le prince Albrecht remonta le cours de l'Ept, de concert avec les Saxons du général Senfft.

Le 12, l'ennemi s'achemina sur Breteuil. Vigoureusement défendue par les mobiles, les gardes nationaux et les pompiers, la ville fut prise.

Le 14, de Gisors, le prince Albrecht détacha quelques patrouilles sur Écouis, où elles rencontrèrent des cavaliers du 3e hussards français.

Vers le milieu d'octobre, l'ennemi menaçait donc à la fois Amiens avec les Saxons, et Rouen avec les Prussiens du prince Albrecht.

La 5e division de cavalerie n'était pas demeurée inactive. Partie de Nanteuil-le-Haudoin, le 17 septembre, elle franchit la Seine à Triel, et porta son quartier-général à Saint-Nom. Le 21 septembre, les éclaireurs de la 12e brigade Bredow s'avancèrent dans la direction de Mantes. En traversant le village de Mézières, deux uhlans furent blessés par des francs-tireurs. Le général Bredow accourut, aussitôt, à la tête d'une colonne de cavalerie, appuyée par de l'artillerie. Criblé d'obus, le village de Mézières fut incendié; six personnes périrent dans les flammes. A Mantes, le général prussien, après avoir tiré quelques coups de canon, lança sur la ville le 2e régiment bavarois (Prince Royal), qui, après avoir tué ou blessé plusieurs employés du chemins de fer, emmena des otages.

Après cette apparition aux portes de Mantes, le général de Bredow regagna ses cantonnements. Les francs-tireurs parisiens résolurent de pousser une pointe en avant. Deux bataillons traversèrent Mantes le 24, chassèrent les patrouilles prussiennes des communes voisines, et prirent position le 30 dans le bois des Alluets.

Mais, le général de Bredow s'était hâté de revenir : son artillerie chasse les francs-tireurs qui se retirent en combattant par Ecquevilly et Mareil-sur-Mauldre, où ils coupent un pont. L'ennemi les suit de près, pille Maule, saccage la gare de Mantes, qu'il occupe jusqu'au 4. Le 5, il marche sur Évreux, et ses patrouilles s'avancent jusqu'aux abords de la ville. Le 7 octobre, Évreux est de nouveau occupé par quelques bataillons de mobiles.

Les hauts faits des Saxons et du général Bredow allaient s'effacer devant ceux de la 6e division de cavalerie allemande (1), qui avait pour objectif Houdan et Rambouillet. Cette dernière ville est frappée d'une contribution le 27 septembre. Poussant en avant, l'ennemi occupe Saint-Hilarion le 1er octobre, et Épernon le 3, après de légers combats.

Mais, dans ce pays de bois, la résistance s'organise de toutes parts; les détachements ennemis sont partout accueillis à coups de fusil, et les Allemands sont obligés de faire une battue dans la forêt. La chasse est mince pour des veneurs de cette force : deux bergers dans la hutte desquels on a découvert un vieux fusil sont frappés, percés de coups de sabre, puis pendus par les pieds. Quelques prisonniers ont été faits; deux d'entre eux essaient de fuir : ils sont massacrés sur place, puis suspendus à des arbres, pour l'exemple sans doute. Une histoire allemande de la dernière guerre (2) nous apprend le nom de celui qui présidait à ces atrocités : c'était un Bavarois, le major de Beumen.

(1) Desjardins. — *Tableau de la guerre des Allemands.*

(2) Hiltl. — *Der Franzosische Krieg von* 1870 *und* 1871. — Bielefeld.

Ces cruautés soulèvent dans tout le pays une rage indicible. Le 30 octobre, les cavaliers prussiens, soutenus par de l'infanterie bavaroise, sont dans Ablis, lorsqu'ils sont énergiquement attaqués.

Après un combat d'une demi-heure, les Français emmènent 70 hussards prisonniers. Quatre heures après, une colonne ennemie envahit la commune, brise les portes et les fenêtres, et commence le pillage. Quatre paysans sont rencontrés dans la rue, on les tue. Le village est frappé d'une contribution « pour éviter l'incendie. » L'argent versé, le feu est mis aux maisons. Vingt-deux hommes sont enchaînés et conduits au Mesnil-Saint-Denis. « Comme ils passent sur la route, un des paysans fusillé le matin, et laissé sur place, se dresse sur son séant : on lui casse la tête d'un coup de mousqueton (1). »

Les excès commis par les Prussiens, — le 16ᵉ hussards notamment, — sont tels, que le général allemand, après quelques explications, fait mettre les prisonniers en liberté !

« ... L'incendie d'Ablis, dit un historien allemand, ne s'éteint pas dans l'histoire... Il reste une tache ineffaçable pour ceux que leur aveugle passion a entraînés à donner un ordre barbare, pour ceux qui ont contraint leurs soldats à mettre tout à feu et à sang... (2). »

Tandis qu'au nord et à l'ouest s'accomplissaient ces sanglantes exécutions, le prince Albert de Prusse s'avançait de Melun dans la direction de Toury, avec la 4ᵉ division de cavalerie. Le 18 septembre, il est arrêté aux environs de Dannemois par la 8ᵉ compagnie du 1ᵉʳ bataillon des francs-tireurs de Paris, embusquée dans un bois avec les gardes nationaux des communes environnantes. Une centaine de hussards du 2ᵉ régiment et le lieutenant-colonel prince Horn sont mis hors de combat. Les Allemands se vengent en incendiant plusieurs villages et continuent leur route. Mais, partout les populations sont soulevées : à Milly, à la Montignotte, les éclaireurs ennemis sont attaqués, et les gardes nationaux vont jusqu'à ouvrir le feu contre une colonne de 800 hommes envoyée de Melun pour assurer les communications de la 4ᵉ division de cavalerie.

L'expédition de cette division ne dure pas longtemps. Le 5 octobre, elle se retire sur Angerville, Étampes et Authon ; elle est venue se heurter, aux environs de Toury, à un fort parti français, et, après un court engagement, elle a précipitamment battu en retraite.

Vers le milieu d'octobre, l'ennemi avait donc, du nord au sud, battu tout le pays aux environs de la capitale et, après de faciles triomphes sur des paysans à peine armés, était parvenu à alimenter les magasins de l'armée d'investissement. Mais ces quelques jours n'ont pas été perdus : de nouvelles armées françaises sont en formation. D'ici peu, elles vont entrer en ligne :

LA GUERRE EN PROVINCE VA COMMENCER.

(1) Desjardins.
(2) Zimmermann. — *La Guerre franco-allemande.* — Stuttgard.

FIN DU TOME PREMIER

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES GRAVURES

TABLE DES CARTES

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE ROUGE, DUNON ET FRESNÉ, RUE DU FOUR-SAINT-GERMAIN, 43.


TAYLOR INSTITUTION
UNIVERSITY
9 FEB 1998
OF OX



